

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE ET LE PROBLEME NATIONAL DANS LE MONDE

1920 – 1939

actes

I

Paris 6–7–8 décembre 1978

Publications Langues'O

**CENTRE D'ETUDES
RUSSES ET SOVIETIQUES**

INSTITUT NATIONAL
DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES
2, rue de Lille - 75007 Paris

COLLOQUE SUR :

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE ET LE PROBLEME NATIONAL DANS LE MONDE (1920-1939),

PARIS, 6, 7, 8 DECEMBRE 1978

CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

15, Quai Anatole France - 75007 Paris

ACTES

TOME I

Publications Langues'O



Publié sous les auspices de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

ISBN 2-85 831-000-9

AVANT-PROPOS

Voici les communications et les actes du Colloque organisé en décembre 1978 par l'INALCO sur le thème "L'expérience soviétique et le problème national dans le monde, 1920-1939".

En présentant ce livre je voudrais remercier tous ceux qui ont participé à cette rencontre, à son élaboration et à sa réussite. M. Charles Urjewicz d'abord, qui a proposé à notre centre d'études le thème du colloque et qui en a été l'organisateur infatigable; les collègues de l'Institut ensuite, qui ont apporté leurs communications et donné à notre entreprise, par celles qu'ils ont suscitées, l'ampleur et la dimension mondiale que nous avons tout de suite souhaitées pour elle; et aussi le Service de la recherche de l'Institut pour ce qu'il a consacré de temps, de dévouement, de compétence et de bonne humeur aux tâches toujours ingrates que nous lui avons généreusement confiées.

Les présidents de séance ont droit aussi à notre gratitude. Nous avions décidé que les communications seraient non pas lues par leurs auteurs, mais résumées et présentées par le président, de façon à laisser la première place à la discussion, à laquelle pouvaient participer tous les assistants. Ainsi s'explique le temps mis à taper, à relire, à faire vérifier par chacun ses propos (et grâces soient rendues à M. Bensidoun et à ceux qui ont accepté de relire l'ensemble des interventions). Cela explique aussi, je crois, la réussite de ce colloque dont les participants n'ont pas oublié les discussions vivantes et riches. Mais diriger un débat - surtout entre universitaires - n'est jamais facile, et il a fallu à nos présidents de séance beaucoup de présence et d'autorité pour susciter, diriger et parfois contenir

les interventions. Que Mme H. Carrère d'Encausse, MM. Portal, Rodinson, de La Bastide, Devillers et Castellan en soient vivement remerciés.

Devant la multiplication des rencontres organisées par l'INALCO, nous avons décidé de créer la collection des Colloques Langues'O. Celui-ci porte le numéro un, mais il ne doit pas faire oublier ceux qui l'ont précédé et qui un jour trouveront leur place dans cette série.

F. de Labriolle

Vice-Président de l'INALCO

Directeur du Département URSS

COMITE D'HONNEUR

M. Henri de LA BASTIDE
Président et professeur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme CARRERE D'ENCAUSSE
Maître de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques

M. Jacques CHAPSAL
Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

M. Jean MALAURIE
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Roger PORTAL
Professeur honoraire des Universités

COMITE D'ORGANISATION

M. François de LABRIOLLE
Vice-Président et professeur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Charles URJEWICZ, secrétaire général du colloque
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Sylvain BENSIDOUN
Maître-assistant à l'Université de Lille III
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Luc CHAMBARD
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mlle Denise EECKAUTE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Arcady JOUKOVSKY
Maître-Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre LAMANT
Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Robert SANTUCCI
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

PRESIDENTS DE SEANCES

Mme Hélène CARRERE D'ENCAUSSE
Maître de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques

M. Georges CASTELLAN
Professeur à l'Université de Paris III (Institut National des Langues et Civilisations Orientales)
Directeur du centre d'études des peuples et cultures de l'Europe Centrale et du Sud-Est

M. Philippe DEVILLERS
Maître de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique
Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

M. Henri de LA BASTIDE
Président et professeur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Roger PORTAL
Professeur honoraire des Universités

M. Maxime RODINSON
Directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (4e Section)

AUTEURS DE COMMUNICATIONS

M. Robert AARSSE
Conseiller politique aux Affaires Etrangères (Pays-Bas)

M. Sylvain BENSIDOUN
Maître-assistant à l'Université de Lille III
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean BERENGER
Professeur à l'Université de Rennes II

M. Dejan BOGDANOVIĆ
Directeur-adjoint du Centre d'études balkaniques de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Michel BRABANT
Maître-assistant à l'Institut des Sciences Politiques et de l'Information d'Alger

M. John BUNZL
Chercheur en sciences sociales à l'Institut für Konfliktforschung de Vienne

Mlle Marie-Paule CANAPA
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (C.E.R.I.)
Chargée de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Luc CHAMBARD
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Boris CHICHLO
Docteur de troisième cycle

M. Guy DESOLRE
Assistant de recherche à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles

Mlle Denise EECKAUTE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Directeur du Centre d'études russes et soviétiques de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre-Richard FERAY
Maître-assistant à L'I.U.T. de Nice
Chargé de cours à l'U.E.R. de Lettres et à l'U.E.R. de Civilisation de l'Université de Nice
Directeur du Centre d'études et de recherches de l'Asie orientale contemporaine (C.E.R.A.C.)

M. Joseph FIŠERA
Professeur associé d'Université

M. Vladimir-Claude FIŠERA
Chargé de recherche, School of Languages and Area Studies, Portsmouth Polytechnic

M. Charles FOURNIAU
Collaborateur de l'Institut d'Histoire des Pays d'Outre-mer (Université de Provence)
Professeur au Lycée Victor-Hugo de Marseille

M. René GALLISSOT
Maître-Assistant à l'Université de Paris VIII

M. Guy IMART
Chargé d'enseignement à l'Université de Provence, Aix I, Ilgeos

M. Claudio INGERFLOM
Chercheur à la Fondation Einaudi de Turin

M. Paul ISOART
Professeur à la Faculté de Droit de Nice

M. Bengali JAIN
Assistant associé à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Arcady JOUKOVSKY
Maître-Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Tamara KONDRATIEVA
Chargée de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pawel KORZEC
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Bogdan KRAWCHENKO
Maître de conférences au Département des Sciences Politiques et attaché de recherche à l'Institut canadien des études ukrainiennes de l'Université d'Alberta

M. Owen LATTIMORE
Ancien professeur à l'Université de Leeds

M. Jacques LECLERC
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Jacques LEGRAND
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Michael LOWY
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Jean MALAURIE
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Georges-H. MOND
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Khosrow SHAKERI
Docteur de troisième cycle

M. Roman SOLCHANYK
Chercheur à Munich

M. Henri STERN
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Anaïde TER MINASSIAN
Maître-assistant à l'Université de Paris I
Chargée de cours à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Mme Claudie WEILL
Chercheur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Ont également participé aux travaux du colloque :

Mme Eugénie BERG
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Marie-Claire BERGERE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre BROCHEUX
Maître-assistant à l'Université de Paris VII

M. Gérard CHALIAND
Ecrivain, journaliste

M. Jacques DOURNES
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Georges DRETTAS
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Victor FAYE
Ecrivain, journaliste

M. Marc FERRO
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Roger GARAUDY
Ecrivain

M. Jean GERGELY
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. René GIRAULT
Professeur à l'Université de Paris X

M. Moncef IDIR
Assistant à l'Université de Paris VIII

M. Rudolph JOÓ
Universitaire hongrois

M. John KEEP
Professeur à l'Université de Toronto

M. Vahur LINNUSTE
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Robert PARIS
Maître-assistant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Michel POPOV
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique

M. SMOTKINE
Diplomate soviétique

M. Pierre VILAR
Professeur honoraire à la Sorbonne
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Ilios YANNAKAKAKIS
Maître-assistant à l'Université de Lille III

RUSSIE-URSS, THEORIE ET PRATIQUE DE LA QUESTION NATIONALE

LA FORMATION DU MODELE SOVIETIQUE

M. Portal

J'ai le devoir, avant de commencer nos travaux, d'évoquer la mémoire d'un de nos collègues prématurément disparu, Georges Haupt, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, qui a été l'un des inspirateurs, des promoteurs, des conseillers de ce colloque. Spécialiste d'histoire sociale, je dirais même, d'histoire révolutionnaire, Georges Haupt s'était attaché à l'étude des Internationales, des courants d'idées, des mouvements socialistes, en particulier dans les pays balkaniques, vers quoi le portaient à la fois ses origines et sa formation scientifique. De ce point de vue il est irremplaçable, mais l'ayant connu, je voudrais dire aussi combien ses qualités humaines lui valaient de sympathie et d'amitié. De sa vie difficile, tragique même, traversée de tant d'événements, avant qu'il eût trouvé en France les conditions souhaitées d'une activité paisible et féconde, il avait tiré, non de l'amertume, mais une philosophie souriante faite de tolérance et d'un certain scepticisme; aimable dans ses relations, il avait beaucoup de charme; il était de ces hommes qui ne s'effacent pas, qui ne disparaissent pas derrière l'héritage de leurs travaux. Il était de ceux dont on aime à se souvenir. Aujourd'hui où se retrouvent à ce colloque nombre de ses collègues, nombre de ses étudiants, l'un des rapports présentés ce matin lui est dédié en hommage. Aussi bien, nous ne pouvions commencer nos travaux sans lui.

J'en viens maintenant au programme de ce matin. Nous avons à discuter sur la formation du modèle soviétique. C'est, en quelque sorte, le coup d'envoi, le point de départ du colloque tout entier. A ce thème se rattachent cinq rapports qui nous amènent en réalité à dépasser le cadre chronologique proposé, 1917-1939, et à considérer près d'un siècle d'histoire .

Tout d'abord, dans la perspective d'une révolution, le problème national est évoqué à propos des Juifs et des pogroms, de 1881 à 1883, par M. Ingerflom. Son rapport : "Le mouvement révolutionnaire russe face aux pogroms 1881-1883", très original, découvre l'antisémitisme d'un certain nombre de populistes, qui, sans avoir aucune part aux pogroms, proposent de les utiliser comme révolte, trouble, amorce de soulèvement populaire plus général, dans la mesure où l'on peut faire la distinction entre le Juif et le Youpin "exploiteur du peuple". M. Ingerflom apporte des textes qui sont tout à fait intéressants, révélation d'un antisémitisme général et profond dans les masses paysannes, et même dans la bonne société russe qui considère les Juifs comme une nation particulière. La discussion pourrait ici, à partir de ce point de départ, se porter sur la conciliation entre le socialisme internationaliste et la renaissance nationale du judaïsme.

Avec le rapport de Mme Weill, intitulé "Les théories austro-marxistes et le débat sur l'autonomie nationale culturelle dans la social-démocratie russe, 1912-1914", nous abordons, toujours dans la perspective d'une révolution sociale, le problème des caractères d'une nation. On ne saurait s'étonner que l'austro-marxisme soit né en Europe Centrale. En Russie il concerne avant tous les juifs, mais aussi les pays du Caucase et même les nationalités en général. Ce rapport insiste sur l'importance de la théorie austro-marxiste dans les discussions sur le problème national des partis socialistes russes jusqu'à la guerre de 1914 et en particulier dans la période qui la précède immédiatement. Le souci d'unité, la crainte de l'émiettement et de l'affaiblissement des forces révolutionnaires, du déclin de l'internationalisme, expliquent l'âpreté de la bataille dans laquelle Lénine, sollicitant l'avis des représentants des nationalités, n'obtient toujours pas les réponses espérées.

Ces échanges de vue révèlent à la fois les consciences nationales et les difficultés d'insérer le fait national dans le processus révolutionnaire. On retrouve ces positions après 1917, il sera sans doute utile d'examiner leur solidité à un moment où s'est fixée dans la

législation chez les bolcheviks une doctrine des nationalités. Mais, c'est dès 1913 que paraissent les articles de Lénine et Staline; sur ce problème majeur, ici s'insère le rapport de M. Isoart intitulé "Approche constitutionnelle du problème des nationalités en URSS. 1920-1940", qui apporte une analyse détaillée de la théorie stalinienne des nationalités, partant d'une définition bien connue de la nation dont le territoire est un des éléments constituants et s'établissant dans une création continue dans des circonstances changeantes (guerre civile, échec de la révolution mondiale, contraintes économiques, obligation d'un repli sur un socialisme dans un seul pays).

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été proclamé en 1913 avec quelques réserves, mais dès 1920, dans le feu de la guerre civile, le séparatisme est condamné comme contre-révolutionnaire. Dans l'Etat multinational qui s'ébauche, le but le plus proche est, pour le gouvernement bolchevique, de supprimer par un régime qui assure la liberté, l'égalité des droits, le bien-être, tout désir de séparatisme; solution provisoire en attendant la réalisation lointaine d'un communisme où se fondront les nations dans un système fédératif, dont M. Isoart étudie l'élaboration, qui aboutit en fait à la Constitution de 1936, et qui fait de l'Union Soviétique, suivant les expressions de l'auteur, une construction en théorie décentralisée, mais dans les faits centralisée.

La discussion pourrait peut-être s'engager sur les situations différentes des différentes nationalités. Il y a, certes, une citoyenneté soviétique qui s'exprime, qui va exprimer la solidité de l'union et que je crois, personnellement, beaucoup plus forte qu'on ne l'imagine souvent, mais le problème de ces rapports mérite d'être posé.

Il est légitime d'inclure dans notre programme au moins un exemple d'une nation pourvue d'un territoire historiquement constitué, bien avant 1917, ce qui est le cas de l'Arménie, présenté par Mme Ter-Minassian, dans un rapport intitulé : "Le cas arménien, socialistes et marxistes arméniens et la question nationale".

Ce rapport a le grand mérite d'analyser les relations entre les intelligentsias arménienne et russe, ainsi que les caractères d'un populisme qui, en Arménie, n'est pas à l'origine tourné contre l'autocratie russe mais contre le danger turc, suscitant l'esprit de croisade et les actions en direction de l'Arménie historique. Il s'agit-là d'un populisme national porté par une nouvelle génération d'intellectuels arméniens nourrie d'une littérature nationale, qui se coupe alors, à la différence de la Géorgie, du mouvement panrusse, et qui anime deux partis principaux, le parti hintchak et le parti daschnak, nés dans le contexte de la russification et dans l'indifférence du gouvernement au problème arménien. Se forme aussi cette force d'autodéfense qu'est le mouvement fédaï, essentiellement populaire et qui se renforce par le développement économique et l'apparition à Bakou d'un prolétariat arménien ouvrier.

Le marxisme pénètre peu, et c'est seulement à partir de 1903, au moment où la confiscation des biens du clergé arménien déclenche une flambée de nationalisme dont les manifestations coïncident à Bakou avec une grève d'origine ouvrière. C'est le début d'une série d'actes de terrorisme à replacer dans le contexte général de la lutte sociale dans l'Empire russe. C'est aussi la date à laquelle se détache de l'organisation marxiste du POSDR une organisation arménienne dont le programme veut répondre aux spécificités de la nation arménienne, d'où le nom de "spécifistes" donné par leurs ennemis à ces révolutionnaires. L'organisation est démantelée dès 1908 mais l'auteur souligne son intérêt dans son apport à la pensée politique arménienne. Mme Ter-Minassian achève son exposé en 1907. C'est en 1907, en effet, que les révolutionnaires arméniens fixent leur programme, programme socialiste, avec un accent sur le problème national, se rapprochant du programme des socialistes révolutionnaires.

Le programme de cette matinée n'eût pas été complet si nous n'avions envisagé les prolongements de ces discussions théoriques au-delà des frontières de l'Empire russe. Grâce à M. Desolre nous disposons d'un rapport sur le fédéralisme soviétique, problème constitutionnel et révolution mondiale, qui étudie les projets d'Etats-Unis socialistes d'Europe dans la décennie pleine d'illusions qui a suivi la

Révolution de 1917. Le point de départ est dans les discussions qui, dès la Première Guerre mondiale, se sont engagées au POSDR sur ce sujet, et d'un projet de Trotsky d'Etats-Unis d'Europe conquis par la révolution et conciliant par le socialisme l'autodétermination et le centralisme, solution fédérale à laquelle Lénine, centraliste, s'est plus tard, en définitive, rallié. L'application en était faite théoriquement à une fédération éventuelle de républiques balkaniques indépendantes, un projet analogue du Comité central du parti bolchevik d'Etats-Unis républicains d'Europe fut abandonné sur l'initiative de Lénine pour des raisons pratiques, mais fut l'objet de débats en Bulgarie par le groupe des Etroits, c'est-à-dire de l'aile gauche du socialisme bulgare. Le projet est repris après 1917 par l'Internationale communiste, dans la perspective d'une création d'une république fédérative mondiale des Soviets en 1919 dont la constitution de la république socialiste fédérative soviétique de Russie consacrait le principe. L'idée d'Etats-Unis d'Europe devant aboutir à un système mondial de la société communiste subsiste jusque dans les thèses de l'Internationale communiste en 1926, elle disparaît au VIe Congrès de l'Internationale communiste en 1928, restant une théorie d'opposition de gauche inspirée par Trotsky.

M. Portal donne la parole aux auteurs des rapports pour lancer la discussion.

M. Ingerflom

Ce qui m'a le plus frappé en analysant les sources que j'ai pu consulter, c'est d'abord la confusion entre conflit national et lutte des classes, l'assimilation d'un conflit racial (la première campagne antisémite systématisée en Russie) à la lutte des classes que le mouvement révolutionnaire voulait susciter dans un empire qu'il qualifiait volontiers d'asiatique. Il s'agit ici de l'antisémitisme, mais derrière lui se pose la question nationale. L'expression la plus conséquente, et qui allait se révéler la plus durable puisqu'elle fait aujourd'hui partie de l'idéologie officielle de plusieurs Etats, nous la trouvons dans la formulation de Tkačev citée dans ma communication : "Le principe de la nationalité n'est pas compatible avec celui de la révolution sociale, le premier doit être sacrifié au second". Cette conception,

doublée par un rigide déterminisme économique explique en grande partie une démarche des révolutionnaires - et c'est le deuxième point sur lequel on pourrait s'arrêter - qui, tout en se réclamant d'une idéologie d'avant-garde, est condamnée à épouser dans la pratique les thèses de l'idéologie de l'Etat tsariste et les préjugés populaires.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue la situation concrète du pays : tous les efforts entrepris depuis l'émancipation des serfs pour soulever la paysannerie russe avaient échoué. Et voilà que soudain les masses agissent violemment. Alors nous voyons des révolutionnaires, que l'"aller vers le peuple" avait rendus méfiants à l'égard de cette masse loyaliste, épouser la première protestation venue. Mais - et ce n'est pas le moindre des problèmes - cette protestation est de taille car c'est la première fois dans l'histoire russe que les travailleurs urbains et un nombre important de paysans sortent dans la rue massivement, mais c'était pour frapper leurs frères de classe. Il se produit alors d'un côté une hallucination collective. D'un autre côté, je montre que tout le mouvement révolutionnaire n'est pas gagné par cette idée. Il y a quelques têtes qui conservent des idées claires. Mais ce sont surtout les cadres qui ne se trouvent pas dans l'émigration, qui se trouvent dans la clandestinité essayant de diriger le mouvement, qui sont dépassés justement par les événements. Je ne prétends pas non plus que le tableau que j'ai présenté soit définitif car nous n'avons pas accès aux archives locales, et j'ai été obligé de me limiter aux publications faites avant 1923-1924.

M. Portal

Merci, M. Ingerflom. Ce qui m'a le plus frappé dans votre rapport, c'est l'utilisation, en dehors d'un idéal réel du socialisme, des pogroms comme moyen de déclencher une révolution; il y a là un réalisme cynique, minoritaire heureusement, mais dangereux.

M. Ingerflom

Oui, le désir d'utiliser un mouvement populaire est très dangereux. Que l'on soit en mesure de l'orienter idéologiquement et de

le diriger, cette utilisation, en vue d'une fin qui transcende le mouvement lui-même, finit par se révéler catastrophique et pour les révolutionnaires et pour le mouvement populaire, et pour le pays.

M. Devillers

Lutte de classe, est-ce un problème proprement russe? Est-ce que les Russes, plus avancés dans leur conscience révolutionnaire, ne se sentent pas plus ou moins incapables, justement à cause de la "pesanteur", de l'apathie paysanne, de renverser seuls l'autocratie? Est-ce que les révolutionnaires russes ne se trouvent pas dans la nécessité d'obtenir le soutien des différentes nationalités qui, étant opprimées par le pouvoir russe, vont se révéler plus révolutionnaires, mais moins d'un point de vue de classe que d'un point de vue national. Au stade où nous sommes de ce débat, il faudrait chercher à élucider comment à l'intérieur de l'Empire russe d'abord, puis de l'Empire austro-hongrois, pourront se concilier les impératifs du mouvement révolutionnaire russe et ceux des mouvements anti-russes des minorités, quel que soit leur état social.

Mme Weill

La problématique soulevée, c'est celle de la concomitance entre conscience de classe et conscience nationale, nées toutes deux - et c'est là que réside la ressemblance entre l'Empire russe et l'Empire austro-hongrois - avec la conscience de l'oppression, c'est-à-dire avec la pénétration du capitalisme dans les régions périphériques. La différence essentielle, c'est qu'en Autriche-Hongrie, les Allemands constituent à eux seuls la nation la plus développée, alors qu'en Russie, Polonais et Russes connaissent un développement concomitant; la question nationale se pose donc sous une tout autre forme en Pologne qu'en Transcaucasie ou ailleurs.

En outre, pour relier mon propos à l'intervention de M. Ingerflom, je voudrais mentionner la constitution des Juifs en nation. Il semble que, précisément, les pogroms aient contribué à ce processus : par exemple, dans un premier temps, et contrairement à la polémique de

ses adversaires, notamment les bolcheviks, le Bund ne se pose pas la question de savoir si les Juifs vont ou non se développer en nation, s'ils vont revendiquer une langue spécifique. Or la répression accrue a catalysé la prise de conscience nationale pour cette nation "extra-territoriale" qu'étaient les Juifs. Dès lors, comme en Autriche-Hongrie où les nationalités étaient étroitement imbriquées les unes dans les autres, la solution territoriale est apparue comme impossible sans contrainte, sans déplacements de population. Ce sont donc les Juifs qui, les premiers en Russie, ont proposé la solution de l'autonomie extra-territoriale qui, à partir du Bund, mais aussi à partir des austro-marxistes, s'est propagée dans le POSDR, notamment au Caucase.

La réaction du POSDR se fait plus vive dès lors que les Caucasiens adoptent cette solution. Aussi longtemps que le Bund reste seul sur ses positions, la polémique latente se poursuit sans grande ampleur; mais lorsque les Caucasiens interviennent dans le débat, et proposent une solution similaire au programme - ambigu - de Brünn, c'est-à-dire l'autonomie administrative de la Transcaucasie, doublée d'une autonomie culturelle extra-territoriale pour chacune des nations qui la composent, la sensibilité s'aiguise, du moins celle des bolcheviks, d'autant plus que l'Union régionale du POSDR au Caucase a toujours été considérée par eux comme le modèle de la collaboration des différentes nationalités à la base.

M. Isoart

Je pense que l'approche constitutionnelle du problème des nationalités en Union Soviétique soulève un certain nombre de problèmes. Un premier problème de définition : il existe au moins deux conceptions de la nation : la nation conçue comme un ensemble spirituel avec un attachement individualiste, et la nation déterminée par une série de données objectives, la langue, le territoire par exemple. Dès lors que l'existence des nations est reconnue, un deuxième problème apparaît, celui de l'autonomie à leur reconnaître à l'intérieur d'un Etat. L'autonomie constitutionnelle, la Fédération, permet la création d'Etats à l'intérieur d'un Etat multinational. Encore faut-il que cette fédération établisse une réelle égalité entre ses membres. Sur ce point, le modèle soviétique

offre deux thèmes de réflexion : comment assurer l'autonomie constitutionnelle de nations à l'intérieur d'un Etat fédéral et, en même temps, affirmer l'existence d'un parti unique? Comment, à l'intérieur de la Fédération, organiser la représentation des Etats? En principe toute représentation comporte deux chambres : l'une représente le citoyen, et l'autre le situe dans sa nation. Staline s'est opposé sur ce point aux Ukrainiens lorsqu'il participait à la rédaction de la Constitution de 1936. Est-ce que la deuxième chambre serait un soviet des nationalités faisant apparaître toute la diversité ethnique de l'Union Soviétique, ou une chambre des Etats, qui représenterait simplement les Etats fédérés. Le choix opéré par Staline est révélateur, c'est le Soviet des nationalités. En allant jusqu'au bout de la logique du respect des nationalités, on fausse complètement le système fédéral.

Troisième problème qui a dominé l'histoire constitutionnelle de l'Union Soviétique : Lénine et Staline. Est-ce que Lénine avait des idées différentes de celles de Staline sur la nation et la Fédération? Ils se sont opposés en 1922 précisément sur ce que devait être la Fédération. Est-ce que tout le monde allait rentrer dans la Fédération russe, ou est-ce que les Etats de la périphérie entreraient dans une Fédération nouvelle? Lénine voulait respecter les particularismes du Caucase, alors qu'au contraire, Staline voulait réunir les entités étatiques de la région dans une Fédération secondaire de Transcaucasie.

Le dernier problème est celui posé par l'Islam au moment de l'élaboration de la Constitution de 1924. Est-ce que les révolutionnaires russes pouvaient admettre aux côtés de leurs républiques soviétiques, des républiques islamisées ? Deux possibilités s'offraient alors : créer un seul Etat musulman, regroupant tous les Turcs de l'Asie centrale, ou disperser toutes les nationalités islamisées dans des républiques ou des régions autonomes.

Ce qui supposait surmontée une autre difficulté : n'y a-t-il pas une spécificité asiatique ? Est-ce que le marxisme ne peut pas être conçu différemment par les Turcs islamisés ? Est-ce qu'ils ne vont pas créer un parti communiste différent de celui de la Russie ? Et puis enfin c'est un paradoxe : la "révolution prolétarienne" est

reçue en Europe occidentale comme un dépassement des nations. Les hommes qui sortent de la guerre de 1914-1918 y voient la fin des particularismes nationaux. Au contraire, en Asie et dans les pays colonisés s'affirment l'existence des nations et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Vilar

Je ne suis pas spécialiste des questions posées ici, sauf (depuis assez longtemps) sur les rapports marxisme-question nationale. Or je m'étonne, sur ce point, de la négligence de plus en plus générale envers un texte fondamental : l'article de Staline, non celui de 1913, toujours cité, mais celui de 1904. Et, là-dessus, une première question. Mes amis Eugène et Elisabeth Genovese, ayant désiré reproduire, dans leur nouvelle revue *Marxisme-Perspectives*, un article où je citais ce texte de 1904, m'ont objecté : êtes-vous sûr de son authenticité, de sa paternité? J'ai cherché. J'ai trouvé quelques discussions sur les deux premiers articles des *Oeuvres complètes*, aucune sur l'article concernant "la question nationale"; le style, d'ailleurs, suffirait à faire preuve. Mais j'accueillerais volontiers toute information des spécialistes ici réunis.

Sur le fond, l'article est essentiel, et dès sa première phrase : "... la question nationale sert des intérêts divers, prend des nuances diverses suivant le moment où elle se pose, et suivant la classe qui la pose", cette problématique domine totalement la position ultérieure de Staline sur la question. Ce n'est pas sans importance. Personnellement, elle m'a beaucoup servi pour l'analyse des nationalismes occidentaux. Or, ici même, et dans les ouvrages récents, je vois rarement poser la question : quelle est la composition sociale, quelle est l'idéologie de classe , des groupes qui posent "la question nationale" à telle date, et en tel lieu ?

Autre aspect frappant de l'article de 1904 : il s'inspire directement de la phrase du *Manifeste* qui suit (on l'oublie toujours) la fameuse affirmation "les ouvriers n'ont pas de patrie". Cette phrase dit :

"Comme le prolétariat doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie".

Enfin, l'article de 1904 se calque (consciemment? inconsciemment?) sur la partie du *Manifeste* qui procède à une démystification verbale. "Socialisme"? dit Marx. Mais il y a un socialisme féodal, un socialisme bourgeois et un socialisme petit-bourgeois, un socialisme prolétarien utopique, en attendant le socialisme vrai. "Nationalisme" dit Staline. Il y eut, en Géorgie, le nationalisme des seigneurs, celui des bourgeois, celui des petits-bourgeois socialistes (le Sakartvelo) jusqu'à ce que surgisse "une nouvelle question nationale", "la question nationale" du prolétariat. C'est souligné par l'auteur lui-même.

On se demande alors comment Richard Pipes (*The Formation of the Soviet Union*, ed. 1964, p. 37-38) a pu affirmer que c'est "par hasard", à cause de l'absence de Chaoumian que Lénine, en 1912, demanda à Staline un article sur la question nationale, Staline n'ayant encore rien écrit sur le sujet! H. Carrère d'Encausse (thèse dactylographiée, p. 92-93, notes 51-68), suit à la fois Pipes et de récents auteurs soviétiques, sans poser la question : et l'article de 1904? Il figure pourtant, par les *Oeuvres Complètes*, dans sa bibliographie! Comment travaillent les historiens?

Autour de l'article de 1913, je signale un autre "trou" dans les discussions courantes : Bauer, le Bund, semblent y résumer le problème juif, et l'on ignore Borokhov, marxiste-sioniste, pour qui il n'y a pas de nation sans territoire. Malgré des textes publiés en anglais, espagnol, français, et le dernier livre de Yaari (*Le défi national*, Anthropos, 1978), on ne trouve pas de comparaison sérieuse et chronologique permettant d'étudier des influences éventuelles (rencontres ou oppositions) entre Staline et Borokhov, malgré bien des critères communs (nation, "communauté d'hommes historiquement constituée", conditions de production communes etc.). Dernier "trou" : dans les analyses ou les extraits de l'article de 1913, on cite la "définition" (qui n'est qu'un programme); on oublie l'analyse des relations entre oppositions de classes et "mouvements nationaux", texte historique pour les problèmes

du XIXe siècle.

Je note enfin qu'Andreu Nin, marxiste, catalaniste, et longtemps secrétaire de l'ISR, admettait, vers 1930, dans des conversations que j'eus avec lui (et ses textes récemment publiés sur la question nationale le confirment), que le modèle de la solution de la question nationale était le modèle soviétique (et cela malgré son farouche antistalinisme). Aujourd'hui, des Basques, comme Letamendia ("Ortzi"), des Catalans (Rafaël Ribo) ont repris le problème. Ils sont choqués par l'ignorance, vers 1900, des leaders socialistes de l'Est (Lénine, Staline) devant les problèmes nationaux de l'Occident. Cela s'explique historiquement : pour l'Europe centrale et orientale les parfaits modèles de "nations" étaient alors la France, l'Allemagne, l'Angleterre (la seule dissidence connue était l'Irlande). La crise de l'Etat-nation jacobin pose plus tard, à l'Ouest, des questions nouvelles. Dès 1931-1932, les Catalans, sur les ramblas, lisaient Lénine et Staline (c'est là qu'ils m'ont été révélés). On les relit de nouveau, et surtout en Euskadi. La maturité des mouvements nationaux et l'acuité des oppositions de classes posent les mêmes problèmes que dans le Caucase autrefois.

M. Joukovsky

J'aimerais bien préciser quelle fut l'attitude des communistes ukrainiens pendant la préparation de la première constitution de l'Union Soviétique.

La délégation ukrainienne à laquelle ont pris part Rakovsky, Skrypnyk et Hrynko a adopté une attitude plus ou moins nationale, c'est-à-dire qu'elle demandait que l'Union soviétique soit une confédération et non une fédération. Elle demandait aussi que dans le Conseil des Nationalités prennent part des représentants des quatre Etats soviétiques et non ceux des républiques autonomes qui existaient uniquement dans la république fédérative russe, par l'intermédiaire desquels la Russie pourrait s'assurer une majorité au sein de ce Conseil. Enfin, elle demandait la réduction du nombre et des droits des ministères fédérés, suivant la formule célèbre de Rakovsky : "Il faut reprendre aux Commissaires du Peuple fédéraux les 9/10 de leurs droits et les transmettre

aux républiques nationales". Telle était l'attitude de la délégation ukrainienne défendue par Rakovsky, internationaliste bien connu, mais étant le chef du gouvernement de l'Ukraine soviétique, devenu patriote ukrainien. Tous ces projets ukrainiens, soutenus d'autre part par les Géorgiens, ont été repoussés par la Commission présidée par Staline.

M. Portal

Merci M. Joukovsky de ces précisions. Il devait cependant y avoir conflit entre la conscience d'appartenir à un peuple particulier, avec son histoire, sa langue etc. et l'idéal international. Et à propos de l'importance de la population d'Ukraine, ce sont aussi les raisons économiques (pays riche qui peut se suffire) qui servent d'appui au développement d'un esprit national, et qui comptent dans les projets d'Etats unitaires ou d'Etats fédéraux. Il est certain que pour une petite nationalité qui, en Union Soviétique, compte 15.000, 30.000 ou 40.000 membres, il ne saurait être question d'indépendance. Le problème se pose de façon différente pour l'Ukraine.

M. Joukovsky

Cette question sera débattue cet après-midi, mais il faut dire, dès à présent, que le parti communiste d'Ukraine était en sa grande majorité dirigé par les Russes; il y avait seulement 19% d'Ukrainiens à cette époque-là (en 1920). Parmi les communistes, en Ukraine, existaient deux tendances : l'une, internationaliste, préconisée par Kviring et Lebed', premier et second secrétaires au parti d'Ukraine, laquelle favorisait la culture russe comme étant celle du prolétariat, au détriment de la culture ukrainienne; l'autre était défendue par la tendance "nationaliste" et dirigée par les gens du pays, Sums'kij et Skrypnyk.

M. Devillers

Je voudrais revenir à la question de la "formation du modèle". Le colloque va se dérouler, la liste des rapports le montre, sur une optique nationalitaire. Il me semble que nous ne devrions pas oublier, pendant l'ensemble de ce colloque, l'optique majoritaire, et

tenir compte du fait que ces problèmes "nationaux" se posent dans le cadre d'Etats qui sont dominés par une nationalité.

On vient de prononcer le mot de "chauvinisme russe". Le problème est bien de savoir comment les Russes ont perçu ce problème des nationalités. Je souhaiterais qu'on discute un peu plus, justement, du premier rapport, qu'on analyse plus profondément l'influence et l'idéologie du populisme. Il y avait alors un débat en Russie sur le fait de savoir s'il fallait "occidentaliser" la Russie ou au contraire défendre la spécificité russe contre les influences occidentales jugées souvent délétères. Comment, du reste, un Etat, un Empire pourrait-il survivre en risquant à tout moment d'éclater? Mme Carrère d'Encausse, dans son ouvrage *L'Empire éclaté*, décrit le phénomène en Union Soviétique; mais toutes les nationalités qui ont réussi à fonder des empires ne courent-elles pas ce risque? L'Autriche, l'Angleterre, la France, la Turquie ont été dans ce cas. Il faut percevoir le moment, le seuil où le danger d'éclatement devient tel qu'il faut changer de stratégie et passer, disons, de l'oppression (ou de l'autocratie) à quelque chose d'autre pour pouvoir sauver l'essentiel. C'est un problème très actuel, qui risque de se poser effectivement au sein même de l'Europe occidentale, en Italie (lorsqu'il a fallu discuter de l'autonomie de régions comme le Trentin ou la Sicile), en Espagne (Pays basque, Catalogne), en France même. Nous vivons en France - sous ce rapport, dans un confort intellectuel absolument total depuis toujours, depuis la monarchie absolue; mais est-ce que les Bretons, les Corses, les Basques, les Alsaciens, pour ne parler que d'eux, ne sont pas aussi des nationalités qui "prennent conscience"? A partir du moment où on réagit en disant "nos pères, nos rois ont fait la monarchie, ont réalisé l'unité nationale, il ne faut plus la remettre en cause", sommes-nous sûrs de ne pas mimer les anciens dirigeants de Vienne ou de Saint-Pétersbourg? Ce que je voudrais savoir aujourd'hui, c'est quelle fut l'attitude des Russes et en particulier de ceux qui devaient se dire : "Nous pouvons pousser la lutte de classes jusqu'à un certain point, mais à condition que l'Empire n'éclate pas". C'est là où la phrase de Staline apparaît lumineuse, à savoir que la question nationale peut être posée à un moment donné, par une classe donnée, dans des circonstances données, mais qu'on doit l'utiliser ou la résoudre dans certaines limites, dans certains cadres. Alors, dans

ce cas, qu'est-ce qu'il y a sous le mouvement révolutionnaire ou contre-révolutionnaire?

Donc, comment les Russes percevaient-ils le problème? Quelles étaient les choses qu'ils jugaient tolérables, et celles qui ne l'étaient pas, jusqu'où pouvait, à leurs yeux, aller le séparatisme? Lénine a proclamé le droit de sécession et on a vu immédiatement la Finlande et la Pologne sortir de l'Empire; l'Ukraine aurait pu en faire autant, la Biélorussie et les républiques d'Asie centrale peut-être aussi; où est donc le seuil tolérable, pour une nation majoritaire, dominante et chauvine? Où et quand va-t-elle déterminer comment "réaménager" le territoire et l'espace de façon à ce que toutes les nationalités se sentent bien dans ce cadre? Comment déterminer le moment où les gens vont se sentir bien? Le moment où l'on pourra considérer comme réglées les questions de territoire, de langue, de maîtrise de l'économie, de représentation politique etc.? Ceci relève-t-il de la théorie, de l'idéologie, ou de la recherche empirique? Plutôt que de prendre 1917 comme un point de départ, il serait utile de savoir où en était à ce moment-là la discussion entre les différentes fractions russes, de façon à déterminer ce que le bolchevisme a apporté de franchement différent et de nouveau. Je pose peut-être la question de façon naïve, mais je crois qu'elle mérite d'être posée.

M. Portal

Je voudrais simplement rappeler à la suite de l'intervention de M. Devillers que le problème national se pose de façon très différente suivant les nationalités et qu'il est difficile de concevoir un modèle unique, valable véritablement pour tous.

M. Ingerflom

Les deux problèmes soulevés par MM. Devillers et Vilar sont très importants. Pour le mouvement révolutionnaire russe, 1789 est un événement qui suscite une nouvelle étape dans l'Histoire, un processus, sinon à imiter, du moins destiné à servir de façon permanente comme point de repère. L'année 1789 est perçue dans le mouvement révolu-

tionnaire russe à travers la problématique du jacobinisme.

L'Occident, sauf l'Irlande, n'est pas perçu comme un problème; justement, il n'y a pas de problème, puisque les Jacobins ont centralisé. Dans le mouvement révolutionnaire russe, la tradition jacobine ne renvoie pas seulement à la centralisation de l'Etat, mais également à la centralisation de l'organisation révolutionnaire. Cela n'empêche pas les révolutionnaires russes de reconnaître à chaque peuple de l'Empire le droit à l'autodétermination. Les programmes des organisations sont là-dessus très clairs. En même temps, cette question n'allait pas sans poser certaines difficultés dont les origines étaient, soit une approche très internationaliste que curieusement nous retrouvons chez de nombreux populistes non russes (géorgiens, ukrainiens etc.), soit une préoccupation concernant le futur : les chances qu'ont les petits pays de conserver leur indépendance et un nouveau régime social sont moindres que celles d'une grande et puissante fédération.

M. N.

Je voudrais préciser que, dans les ouvrages classiques du marxisme, il y a certaines remarques concernant les problèmes de nationalité en Europe occidentale, non seulement le problème irlandais, mais également ceux du Pays de Galles et de l'Ecosse. En ce qui concerne Lénine, il a beaucoup écrit sur la Belgique, la Suisse et l'Autriche-Hongrie. Ces pays étaient des exemples pour un futur pays révolutionnaire: il y avait, notamment, cette alternative de territorialité réalisée en Suisse, non pas du point de vue des cantons, mais du point de vue des ensembles linguistiques. Cet exemple, qu'il a étudié pendant son émigration en Suisse, a beaucoup inspiré sa thèse définitive concernant la politique nationale en Union Soviétique, et c'est exactement le contraire de ce qui était élaboré par l'austro-marxisme, c'est-à-dire cette exterritorialité déjà mentionnée par différents intervenants.

M. N.

Je voudrais ajouter un mot à propos de la Suisse et de la Belgique. Lénine considérait que la Suisse et la Belgique étaient des

modèles de solution harmonieuse de la question nationale; du moins, c'était son opinion en 1909. Il opposait cette réussite à différents autres cas comme, notamment, l'Autriche-Hongrie, ce qui n'apparaît pas du tout et ce qui est probablement le résultat d'une méconnaissance de la situation, c'est qu'il met sur le même plan une confédération comme la Confédération Helvétique et un Etat unitaire, strictement unitaire, tel que la Belgique de cette époque. Je crois, à lire l'ensemble des remarques de Lénine à ce sujet, qu'il était surtout frappé par ce qu'il croyait, à tort, à l'époque, être un équilibre harmonieux entre nationalités à l'intérieur d'un seul et même pays. Mais la conception de Lénine, au sujet de la Belgique en tout cas, a fortement changé en 1924, et il est probable que ses relations avec Huysmans ont été un facteur déterminant, comme le montre la correspondance publiée par le regretté Georges Haupt.

Mme Ter Minassian

C'est en revenant au sujet que j'ai traité, "Socialistes et marxistes arméniens et la question nationale", que je vais tenter de répondre aux questions de M. Vilar, ainsi qu'aux remarques faites à propos des communistes ukrainiens et dont la conclusion montrait que la solution finalement adoptée n'avait pas été la confédération, mais la Fédération soviétique.

Avez-vous remarqué que, ce matin, on a non seulement évoqué le nom de Staline en tant que "spécialiste" de la question nationale, sorte de démiurge créateur de la Fédération soviétique, mais on a aussi constamment évoqué le Caucase et la Transcaucasie? Si, dans mon rapport, je me suis longuement attardée sur la vision que les révolutionnaires arméniens avaient de la question nationale, c'est à cause de la complexité même des problèmes de cette petite nation. Le problème national était en général très complexe en Transcaucasie et je pense que cette dernière a joué un peu le rôle d'un laboratoire où les bolcheviks ont expérimenté ce qui deviendra le modèle soviétique de la question nationale.

La remarque de M. Vilar au sujet de l'article de Staline, publié en géorgien en 1904, est exacte. Je connais bien cet article, que je trouve plutôt lourd. A cet article de Staline fait écho l'article d'un autre bolchevik transcaucasien, l'Arménien Stépan Chaoumian, qui sera commissaire du peuple à Bakou en 1918. Il a lui aussi publié dans une revue arménienne en 1906 un article sur la question nationale.

Il est un fait que, lorsque l'on étudie ces deux articles, celui de Staline et celui de Chaoumian, on y trouve déjà nettement exposé le modèle soviétique de la solution de la question nationale, sans le fédéralisme, certes, tel qu'il sera appliqué par les bolcheviks entre 1922 et 1924.

Pour le fédéralisme, chacun a rappelé ici l'horreur qu'il inspirait aux bolcheviks et à tous les marxistes. Mais cette horreur s'est tempérée chez les mencheviks, surtout chez les mencheviks géorgiens qui, après la Révolution de 1905, s'orientent vers le fédéralisme. On sait que les bolcheviks ne se résignèrent au fédéralisme qu'au lendemain de la Révolution de 1917. Toutefois, l'adoption du fédéralisme par les bolcheviks laisse intangible le postulat du parti unique. Or ces problèmes (fédéralisme politique, parti unique ou parti fédéré) sont au coeur des discussions qui opposent les Caucasiens dès 1903.

Je voudrais attirer votre attention sur le point que le fameux Congrès de Londres (1903) était un Congrès - et Lénine l'a lui-même souligné - où dominaient des révolutionnaires non-russes. La majorité était, en effet, juive, géorgienne, arménienne. Tout le monde connaît les épisodes du conflit qui y oppose Lénine, Martov et Plekhanov au Bund. Mais on ne semble guère avoir remarqué que, dans sa lutte contre les Bundistes, Lénine s'appuie sur les Caucasiens. Ceux-ci jouent à Londres, et aussi plus tard, le rôle "d'armée de réserve" des nationalités contre le Bund.

Or, à cette date, comment le Bund envisage-t-il la solution de la question nationale? Comme l'a montré Mme Weill, pas seulement par l'application de l'autonomie culturelle extra-territoriale, mais aussi par le refus d'un parti unique centralisé. M. Ingerflom a souligné de

son côté que le parti unique et centralisé était essentiel aux yeux de la majorité des révolutionnaires russes qui considéraient que, contre l'Etat centralisé, on ne pouvait lutter efficacement que par l'intermédiaire d'un parti prolétarien centralisé.

Le Bund, au contraire, propose un tout autre modèle de parti : une fédération de partis nationaux (de parti sociaux-démocrates juif, polonais, lithuanien, letton, russe, arménien). Mais pas plus en 1903 qu'en 1917 Lénine, Staline et les bolcheviks ne cèdent sur ce point. Cela souligne la portée limitée du fédéralisme, dès lors qu'il n'affecte pas la structure unitaire du parti, source de tout pouvoir, après Octobre 1917.

Enfin, on a dit tout à l'heure que la Fédération soviétique s'est constituée sur le modèle du pacte qui, en décembre 1922, a lié la Fédération Transcaucasienne et la R.S.F.S.R. Ce n'est pas par hasard si Staline a pu agir en Transcaucasie et y appliquer ses concepts.

Pour en revenir de nouveau aux Arméniens, je rappelle qu'au début du XXe siècle la nation arménienne (comme la nation polonaise) est divisée en trois Empires : russe, ottoman et iranien. Deux de ces Empires, l'Empire ottoman et l'Empire iranien, sont ce que nous appellerons d'un terme vague des "despotismes orientaux". Cela contraint les révolutionnaires arméniens, et c'est là leur apport le plus intéressant, à poser le problème dont vous traiterez dans les séances suivantes : comment conduire à son terme une révolution en Orient?

J'insiste sur le fait que, dès la fin des années 1880, les révolutionnaires arméniens caucasiens s'interrogent sur la façon de mener une triple révolution dans l'Empire ottoman et même dans l'Empire iranien. Triple, parce qu'il faut faire :

1. Une révolution politique et abattre un régime despotique pour établir une démocratie en s'inspirant de la Révolution française. Jamais on n'insistera assez sur l'influence que la Révolution française a exercée sur les révolutionnaires d'Orient.

2. Une révolution nationale et émanciper les Arméniens de l'Empire ottoman assimilé à un Empire colonial. L'identification de l'Empire ottoman à un Empire colonial est aussi un emprunt à l'histoire occidentale.

3. Une révolution sociale et socialiste. Mais comment mener une révolution socialiste dans un Etat où les stratifications socio-économiques, chères aux théoriciens occidentaux, marxistes ou non, n'existent pas mais où existent, par contre, d'immenses masses rurales et un très grave problème agraire, avec l'ensemble des aspects bien répertoriés des problèmes agraires, tels qu'ils se présentent à la Turquie et à la Chine?

Donc, triple révolution à mener? Mais dans ces années-là aucun théoricien socialiste européen ne proposait de modèle : il fallait donc l'inventer.

Le mouvement arménien, on l'a dit aussi, a été amené très tôt à s'isoler du mouvement populiste russe. Au Caucase le mouvement populiste a été perçu comme un mouvement slavophile qui ne pouvait résoudre les problèmes de l'émancipation d'une nation non-slave, placée aux avant-postes de l'Empire russe. Mais, isolé, ce mouvement national s'est heurté à tous les problèmes que les bolcheviks devront par la suite affronter.

Ainsi, comment mener une révolution commune avec les peuples musulmans voisins, Turcs de l'Empire ottoman ou Tatars de l'Azerbaïdjan? La question s'est dramatiquement posée dans la "guerre" arméno-tatare de 1905-1906 en Transcaucasie orientale. En Transcaucasie, en effet, le développement économique et le développement industriel ont aiguisé les conflits de classe, les conflits nationaux. Le phénomène n'est pas propre à la Transcaucasie, mais à toutes les régions de peuplement multinational. Cette remarque renvoie au problème du rapport, ou mieux encore, de la compatibilité ou de l'incompatibilité de la conscience nationale et de la conscience de classe. On connaît le point de vue des marxistes : la conscience nationale obscurcit la conscience de classe, le mouvement national divise le mouvement ouvrier.

En Transcaucasie, avant 1917, quand on observe les faits attentivement, on constate, au contraire, que la conscience de classe prend appui sur la conscience nationale, la revendication sociale passe par la revendication nationale. Il y a là un aspect commun aux mouvements révolutionnaires contemporains du Tiers Monde, où la protestation jaillit de ces revendications nationales et sociales étroitement imbriquées.

Un autre aspect précoce du mouvement arménien est qu'on y préconise les moyens de la lutte révolutionnaire violente. Certes, en 1905, le PPS et le Bund usaient aussi de ces méthodes, et les Arméniens n'ont pas les moyens de l'action préconisée. Mais, dans leurs écrits, les révolutionnaires arméniens font déjà la "théorie", à peine moins élaborée que dans l'Asie du Sud-Est du XXe siècle, de la "guerre révolutionnaire", théorie fondée sur la guérilla, le consensus national, l'action psychologique dans les masses paysannes.

Un dernier point que je voudrais rappeler, c'est que les bolcheviks ont une position difficile au Caucase avant 1917. Leur seul grand bastion est Bakou, où existent précisément un prolétariat multinational (de près de vingt nationalités) et une classe ouvrière hiérarchisée. La hiérarchie au sein de la classe ouvrière recoupe une hiérarchie de nationalités. Au sommet il y a des ouvriers russes qualifiés parmi lesquels se recrutent les leaders bolcheviks ouvriers et les quelques mencheviks du Comité de Bakou. Tout en bas, des musulmans, surtout des Azeris et un véritable lumpen proletariat de travailleurs immigrés iraniens. Au centre, des ouvriers arméniens, qui constituent un bataillon important de cette classe ouvrière. Organiser cette classe ouvrière signifie résoudre des problèmes de nationalité ardus.

A partir de 1908, le menchevisme devient un mouvement hégémonique en Géorgie. Il tend de plus en plus à se confondre avec le mouvement national géorgien, pour triompher avec l'indépendance de la Géorgie entre 1918 et 1921. Le bolchevisme, replié à Bakou, est confronté aux problèmes que lui posent les masses musulmanes, et est pour l'heure à demi-léthargique malgré l'apparition éphémère du minuscule parti "Hümmet" et malgré les Arméniens.

Les Arméniens ne sont pas apathiques - les rapports de police soulignent même leur humeur révolutionnaire - mais obsédés par le problème national. Sauf une minorité de bolcheviks arméniens, ils considèrent, dans l'ensemble, que l'émancipation nationale doit précéder l'émancipation sociale. Cela nous renvoie à la remarque de M. Vilar sur Borokhov, théoricien juif marxiste qui préconisait le rassemblement des Juifs sur un territoire national pour que les mécanismes de la lutte de classes puissent "normalement" fonctionner chez les Juifs.

M. Urjewicz

Je suis globalement d'accord avec ce que vient de dire Mme Ter Minassian. Je crois pourtant qu'il serait utile de donner quelques précisions sur le développement de la social-démocratie en Géorgie. Elle est, en effet, dès 1905-1908, hégémonique sur le plan politique. Mais il est intéressant de le noter, beaucoup de ses dirigeants n'ont pas conscience du fait qu'elle est porteuse des aspirations nationales de la masse des Géorgiens. Mme Weill dans sa communication nous en donne un exemple éclairant, en citant le texte de Jordania qui prône la fusion des nations, qui réduit la nation à un certain nombre de concepts culturels. Sur le plan théorique, ils sont profondément centralistes. Jordania, le "Plékhanov caucasien", est un cas : il ira souvent contre le courant de son propre parti. En 1894, c'est un interclassiste qui estime que la nation prime tout. En 1913 ou 1914, on le retrouve sur des positions presque centralistes ou culturalistes. Si la Géorgie a une évolution politique différente de la nation arménienne, c'est pour des raisons extrêmement simples : le Géorgien ne connaît pas les problèmes dramatiques qui se posent à la population arménienne. Le Géorgien est bien installé dans son territoire, où tout lui rappelle son passé. La structure sociale géorgienne a résisté à toutes les invasions. La noblesse géorgienne, épine dorsale de cette structure sociale, va reprendre le flambeau de la lutte en s'engageant en masse dans le mouvement socialiste. Cette insertion dans le territoire, ce passé historique très souvent commun avec la nation arménienne, mais aussi une langue hermétique, forment une véritable barrière contre une russification forcée qu'ont connue, par exemple, les Ukrainiens. C'est pour cela, je crois, que les Géorgiens vont poser, avec énormément de retard, le

problème national et seront relativement peu prolixes sur le plan théorique.

Le 26 mai 1918, la Géorgie proclame son indépendance. Pour beaucoup de dirigeants historiques de la social-démocratie géorgienne, cet événement est vécu comme un drame. L'indépendance, c'est la rupture avec le parti social-démocrate russe, c'est la rupture avec tout un passé. Pourtant cette année 1918 voit l'explosion d'un sentiment national extrêmement fort. La social-démocratie géorgienne n'a pas voulu se poser le problème national dans la mesure où elle pensait que l'engagement de milliers d'individus sympathisants, ou militant dans son organisation, était exclusivement l'expression de la lutte des classes alors que dans bien des cas, je pense, en particulier, à l'intelligentsia, cet engagement était perçu comme le moyen le plus efficace de défendre les intérêts nationaux de la Géorgie.

M. Portal

Je remercie M. Urjewicz pour l'exemple qu'il a donné de la Géorgie. M. Devillers a fait tout à l'heure allusion à la réaction différente des différentes nationalités et il a cité en particulier l'Ukraine et la Biélorussie. D'après vous, en somme, l'esprit national géorgien, profondément ancré, n'aboutissait pas à une revendication d'indépendance?

M. Urjewicz

Pas immédiatement; ce sont les tensions nées de la prise du pouvoir par les bolcheviks qui vont mener la Géorgie à l'indépendance. Si les Géorgiens ne se posent pas immédiatement le problème de l'indépendance - ils sont très peu à se le poser - la social-démocratie géorgienne, dès avant la révolution, va être porteuse de toute une série d'aspirations populaires pour lesquelles elle n'est pas toujours très bien préparée. Pour ses dirigeants, en 1917 et peut-être même encore au début de 1918, la bataille politique doit rassembler toutes les nationalités de l'Empire. Les Géorgiens font preuve d'une certaine sûreté, ils ne se sentent pas menacés dans leur intégrité culturelle. Cette

sûreté les a empêchés de poser le problème national en des termes, disons, aussi incisifs que les Arméniens.

A ce propos, il me semble intéressant de noter l'attitude des bolcheviks caucasiens avant la révolution. Dans une lettre de Lénine à Chaoumian, ce dernier est accusé par Lénine de propager une idéologie socialo-monarcho-prussienne. Chaoumian va jusqu'à préconiser une langue d'Etat - le russe, naturellement. Lénine lui répond : "Il n'est pas question de langue d'Etat". Le problème est de savoir si Lénine fait preuve de tactique ou s'il est sincère; c'est une autre histoire. La position de Chaoumian est partagée par la grande majorité des bolcheviks caucasiens qui ne sont pas loin de soupçonner Lénine d'"opportunisme".

Mme Ter Minassian

Je voudrais juste donner raison à M. Urjewicz en ajoutant la raison pour laquelle un Chaoumian va se révéler, par exemple, au moment de la Commune de Bakou, beaucoup plus souple qu'on ne pourrait le croire et beaucoup plus nationaliste, c'est-à-dire beaucoup plus proche de ses origines arméniennes que son passé aurait pu le laisser supposer; il va même jusqu'à collaborer, dit-on, avec les daschnaks dans certaines circonstances. Cela peut s'expliquer par le fait qu'au Caucase, et en tous les cas chez les Géorgiens et chez les Arméniens, les bolcheviks ont en face d'eux des adversaires que l'on peut appeler des nationalités bourgeoises dans un moment de colère, mais qui sont réellement des socialistes et des marxistes qui raisonnent tout aussi bien qu'eux sur ces problèmes de rapport entre lutte de classes et lutte nationale.

Maintenant, je suis entièrement d'accord avec vous sur le fait que très tôt le mouvement géorgien devient un mouvement extrêmement internationaliste en se marxisant dès le début des années 1890, tandis que, comme vous l'avez justement dit, les Arméniens, qui prennent en charge le problème arménien, dont l'Empire ottoman, sont entraînés vers des aventures orientales et n'arrivent pas à concilier, comme ils disent, la lutte des classes à Bakou et le mouvement de l'émancipation nationale en Anatolie. C'est pourtant un mouvement essentiel : il sera au centre des rapports entre Ankara et Moscou au début des années 1920.

M. Portal

Je remercie Mme Ter Minassian. Il apparaît, d'après les différentes interventions, que le Caucase, et en particulier l'Arménie, aurait servi de modèle à ces Russes du Nord. Je crois cependant que ce que disaient tout à l'heure MM. Devillers et Isoart était exact. Il ne s'agit pas seulement de considérer le point de vue des minorités dont certaines s'estiment très supérieures à la majorité des Russes, mais également celui des Russes, c'est-à-dire la grande majorité de la population.

M. Shakeri

On parle de lutte nationale dans des pays comme le Caucase, l'Asie ou le Moyen-Orient, qui se dressent contre les puissances coloniales. Je pense que ce n'est pas une lutte nationale, c'est une lutte de classes qui revêt une apparence nationale. Il faut aller au fond des choses et voir quelles sont les classes sociales qui sont dans cette lutte au Caucase, en Iran, dans d'autres pays coloniaux, aux Indes, en Chine, en Asie centrale. Est-ce qu'il y a une grande bourgeoisie naissante ou bien formée au Caucase qui s'allie à la cause de la libération dans ce pays? Non. Est-ce qu'il y a une aristocratie qui s'occupe de cette question? Non. Si on fait une analyse des classes dans ces pays, dans ces territoires, on voit très bien qu'il y a une petite bourgeoisie traditionnelle qui, ayant fait des essais pour se constituer en bourgeoisie locale, en tant que classe, a failli parce qu'elle était écrasée par la puissance coloniale et, deuxièmement, il y a le prolétariat naissant en formation. Donc, je pense que l'utilisation des formes nationales, des apparences nationales de la question culturelle sont toujours un instrument de lutte dans ces pays pour les classes réelles, traditionnelles, ou pour des classes qui sont en train de se former, comme le prolétariat.

Une étude, du Caucase à l'Asie centrale et de l'Iran à la Turquie, montrerait que les gens qui sont bien dans la lutte contre la

puissance coloniale, comme contre le despotisme local, sont la petite bourgeoisie traditionnelle et le prolétariat en formation ou, de temps en temps, la paysannerie.

M. Portal

Il y a tout de même, dans une population qui a des caractères particuliers de langues, de coutumes, qui a un passé historique, sinon un esprit national explicite, conscient, exprimé, au moins une sorte de conscience diffuse d'originalité. Après tout, à l'origine de l'esprit national se trouve le sentiment de l'originalité régionale pouvant éveiller subitement une conscience nationale en très peu de temps. Je ne sais pas s'il faut absolument éliminer l'idée nationale de ces peuples peu développés du point de vue économique et presque sans bourgeoisie.

M. Gallissot

J'espère faire transition vers les années 1920 en reposant le problème du modèle soviétique; la question a été abordée par M. Isoart. La question de fond peut être, a-t-il dit, l'incompatibilité entre une solution fédérale et le parti unique, et cette question a été reprise par Mme Ter Minassian quand elle a évoqué le débat sur le parti centralisé.

Si l'on regarde bien les contributions qui nous ont été soumises, à commencer par celle de Mme Weill, la première remarque à faire, en premier lieu, est que le problème des nationalités se pose dans le programme des partis, voire comme problème d'organisation du parti. Je crois qu'on pourrait en faire la démonstration déjà pour l'Empire austro-hongrois, car il y a correspondance entre la réforme de la constitution de l'Empire bicéphale et son maintien unitaire suivant les différentes propositions de solutions nationales qui sont présentées au Congrès de Brünn en 1899 et les dispositions fédérales d'organisation du parti prises dès 1897. La question du parti est centrale.

A l'étape de 1903-1904, dans laquelle intervient donc

déjà Staline, comme l'a rappelé M. Vilar, les questions posées sont celle de la place des différents partis nationaux et celle d'une structure fédérale du parti. Quelle sera la constitution du parti? Tel est encore le fameux débat Lénine - Rosa Luxemburg qui commande la réponse au problème des nationalités. Si l'on se situe postérieurement, une fois qu'Otto Bauer a donné tous les éléments qui permettent de faire toutes les définitions possibles de la nation, que Borokhov dès 1905 a dégagé une formulation territoriale de la nation, qui sera reprise par Staline, c'est encore par rapport à la question du parti que s'opposent les conceptions sur la nationalité, l'autonomie et l'autodétermination. Dans l'année 1913, et dans l'article rédigé par Staline se manifeste une véritable obsession du Bund; c'est ce qui est à l'arrière-plan de la démarcation de Staline par rapport à Bauer, mais je ne reprends pas ces problèmes; simplement, Lénine, à cette époque, s'écarte en partie de cette limitation, car il déplace son attention en 1912-1913 vers la révolution mondiale; il introduit à travers les premières analyses de l'impérialisme la question nationale des pays dominés, ce qu'on appellera la Question d'Orient; la question de la libération nationale et de la validité du nationalisme oppresseur est disqualifiée.

Simplement pour en arriver aux années 1920 et à ce que l'on présente comme modèle soviétique à travers l'analyse des constitutions et des formes fédérales, c'est là, je puis dire, le modèle formel soviétique, alors que le modèle réel, c'est le centralisme du parti; années 1920, "centralisme démocratique", puisqu'avant il ne s'agissait que du "centralisme militaire", et qui va faire l'objet d'une élaboration parallèle à celle de la solution constitutionnelle fédérale.

En même temps, cela devient l'objet de la hantise parallèle de Lénine, si l'on peut dire, qui est choqué (c'est son testament) par le risque que représente le centralisme que profile l'action de l'argousin "grand russe". Je renvoie la question à M. Isoart : est-ce qu'il ne faut pas traiter de front le problème du modèle formel fédéral et du modèle réel du parti dans son élaboration centraliste des années 1920 qui aboutira donc au modèle stalinien, si bien qu'il n'y a nul étonnement à voir la nouvelle constitution soviétique introduire le "centralisme démocratique" comme fondamental dans l'organisation de

l'URSS? Brejnev répond. Il donne la solution, somme toute, mais je crois qu'il serait très important que M. Isoart reprenne ce mouvement de double élaboration, de l'élaboration du centralisme du parti qui deviendra le centralisme stalinien, et le mouvement d'élaboration des projets fédéraux. Je crois que c'est un des axes, et c'est à mes yeux l'axe central du colloque.

M. Isoart

Oui, je suis tout à fait d'accord avec ce que dit M. Gallissot. Il est évident que les constitutions ont un aspect formel dès lors qu'on élimine l'élément essentiel, le noyau de l'Etat qu'est le Parti communiste. Et je crois encore paradoxale l'influence de l'histoire française sur la révolution russe, mentionnée tout à l'heure. Je crois qu'il y a eu finalement deux moments dans l'histoire française : la période jacobine et la période de la Commune de Paris. Au fond, les Jacobins étaient plus unificateurs avec leur structure gouvernementale que par leur structure partisane qui était plutôt un élément de réflexion, d'information et de contrôle, et je crois que finalement les marxistes ont tiré, au contraire, de cette expérience que fut la Commune de Paris, qui voulait briser le centralisme, la nécessité d'un parti et d'un parti d'avant-garde; c'est, à mon avis, beaucoup plus la réflexion sur la Commune de Paris que l'expérience jacobine qui explique finalement l'importance que va prendre le parti, le parti communiste unique à l'intérieur des structures de l'Union Soviétique. Dès que l'on eut une fois pour toutes admis qu'il ne pouvait y avoir deux partis communistes autonomes, il devenait évident que l'aspect formel allait être en fait animé par la seule réalité politique : le parti communiste.

M. Popov

Je voudrais citer un exemple de tiraillement entre le modèle du fédéralisme transcaucasien et le modèle du centralisme russe. La république autonome de Tchetcheno-Ingouchie, dans le Nord du Caucase, où il y avait une tendance, pour une petite minorité, à se rapprocher du centralisme grand-russe avec l'intérêt du pétrole de Groznyj et une autre tendance d'autonomie régionale pour affirmer sa culture et son

identité culturelle.

M. Portal

La discussion devient de plus en plus intéressante dans la mesure où elle s'applique à des exemples particuliers et tient compte des réalités économiques, sociales, politiques de chacun des peuples considérés.

M. Chera

Pour M. Isoart et pour M. Gallissot, la Commune de Paris aurait joué un rôle de repoussoir et, par effet, de rebond, elle aurait favorisé le développement du centralisme dans les théories bolcheviques. D'accord, mais comment comprendre *L'Etat et la Révolution*, s'il faut lire l'expérience de la Commune de Paris comme l'expérience négative dans le miroir bolchevique?

M. Isoart

Ils ont reconnu, bien entendu, le caractère tout à fait nouveau de la Commune de Paris, mais ils en ont tiré cette impression qu'il manquait quelque chose, et je crois que ce quelque chose était l'organisation d'un parti structuré et unique animé par une volonté révolutionnaire.

M. Gallissot

Oui, sur cette question de *L'Etat et la Révolution*, je crois qu'il y a bien des questions qui se posent. Marcel Lippmann, dans la même orientation d'ailleurs que Miliband, soutient que Lénine à ce moment-là avait une conception totalement différente par rapport à la fonction du parti de celle qui était sienne en 1903. Il y a d'autres questions aussi qui se posent au sujet de *L'Etat et la Révolution*; j'ai soulevé, notamment dans ma communication, la question de la conception ultra-centraliste de Lénine à propos des structures de l'Etat dans *L'Etat et la Révolution*, et son interprétation de Marx, comme un Marx

ultra-centraliste et, par principe, antifédéraliste, pour l'Etat et pas pour le parti, justement. On ne peut donc interpréter cela en fait que comme une oeuvre de transition, c'est-à-dire à un moment où la pensée de Lénine est en train d'aller dans des sens divers et où il est en train de réflechir, en pleine révolution, à des problèmes qu'il ne maîtrise pas réellement, et cela explique que sa conversion, notamment au fédéralisme, soit postérieure à la Révolution.

M. Joukovsky

Avant la révolution, la question nationale se résumait à l'attitude ambiguë du parti bolchevik qui, d'un côté clamait l'autodétermination des peuples, et de l'autre subordonnait cette autodétermination à la décision du parti, qui devait définir si une nation peut se séparer de sa métropole. Par rapport à cette question, j'aimerais montrer la manière dont cela s'est passé en Ukraine.

En 1905 s'est formé un parti social-démocrate ukrainien, complètement indépendant de la social-démocratie russe, bolchevique ou menchevique. Ce parti qui a tout de suite réussi à organiser une scission dans le parti social-démocrate ukrainien, spilka, l'aile gauche des sociaux-démocrates ukrainiens, se rallie aux bolcheviks. Mais ces dissidents ne furent pas suivis par les masses et en 1913 elle est dissoute. Les sociaux-démocrates ukrainiens avec, à leur tête, Vynnycenko et Petliura sont alors devenus, en 1917, les fondateurs de l'Etat indépendant ukrainien. Ce rappel m'a semblé nécessaire, parce que la situation ukrainienne est à l'opposé de ce qui s'est passé en Géorgie.

M. Ingerflom

L'axe fédéralisme - parti unique est évidemment très important, surtout à partir du moment où les révolutionnaires se trouvent au pouvoir, mais je crois trouver ici quelques questions auxquelles il n'a pas été répondu par la mise en avant ou par l'absolutisation de cet axe fédéralisme - parti unique, dont je le répète, je minimise l'importance. M. Gallissot disait tout à l'heure que le problème national se pose lorsqu'il y a des discussions sur le programme. Or, ce n'est pas toujours

le cas, par exemple, si on prend le problème juif en 1881. Il n'est lié à aucune discussion ni sur les partis, ni sur leur organisation, ni sur leur programme. Face au pogrom, c'est la conscience d'être rejeté non seulement par les paysans ou par les ouvriers et, à la rigueur, l'intelligentsia juive le comprend; parce qu'il y a tout un mépris pour l'"esclavage" paysan-ouvrier, présent dans l'intelligentsia russe et juive, capable d'expliquer a priori les comportements de type pré-civique, mais aussi par la société cultivée et surtout par les étudiants qui étaient une pépinière du mouvement révolutionnaire. Nous sommes, je crois, à la source de la prise de conscience nationale parmi les populistes juifs et les socialistes en Russie. Vous voyez, je crois qu'on ne peut pas tout réduire au problème du parti unique.

Le parti lui-même est issu d'une certaine conception théorique. Le parti est conçu comme l'instrument de l'Histoire; c'est l'appareil avec lequel on accomplit ce que l'Histoire a prévu. Et on revient au plan théorique. Quelle est la conception de l'Histoire qui est derrière ce parti? Si la conception de l'Histoire est celle qui nous montre un chemin par lequel tous les peuples avant, après, plus tard, doivent passer, alors on en vient à la terminologie de pays "développés", "sous-développés", "en voie de développement", "tiers-monde", "deuxième monde", "premier monde", c'est-à-dire : il y a une seule voie pour tout le monde. Alors, à ce moment-là, le problème national ne peut exister qu'en tant que problème transitoire; le cadre national ne peut qu'être un théâtre où on va rendre les choses telles qu'elles sont et on va lutter pour des objectifs qui, finalement, dépassent le cadre national. On refuse à un peuple le droit d'avoir un chemin historique différent de celui des autres peuples, et là ce déterminisme est commun à un certain marxisme et à l'idéologie de la bourgeoisie, parce que finalement - je reviens à l'intervention de M. Shakeri - la confusion de lutte de classes et de lutte nationale n'est pas posée par le mouvement révolutionnaire. Les populistes qui approuvent les pogroms ne font que reprendre l'idéologie du tsarisme, c'est le tsarisme, c'est un Katkov, ce sont les forces les plus réactionnaires, les plus conservatrices de l'empire autocratique qui ont les premières affirmé : la lutte contre les "youpins", c'est la lutte contre les exploiteurs économiques. J'insiste, si on veut reconnaître l'authenticité du fait national, on doit dépasser

une conception de l'histoire basée sur la pré-détermination. L'apport le plus original à la théorie, c'est justement cette approche antitéléologique de Herzen et de Cernysevskij qui rend possible l'apparition du populisme russe : on peut penser une Russie socialiste, parce qu'on conçoit une multiplicité des modes de développement. Sans prendre en compte ce type de dépassement de Hégel, qui va constituer en Russie une tradition, on ne peut pas comprendre Lénine. Et sans prendre en compte la défaite de cette tradition antitéléologique, on ne peut pas comprendre l'idéologie officielle soviétique en général et son approche de la question nationale en particulier.

M. Desolre

Je voudrais faire quelques remarques et suggestions en fonction de mon rapport qui a été conçu un peu différemment de la manière dont il était annoncé dans le formulaire : "Fédéralisme soviétique, problèmes constitutionnels". M. Isoart a traité, par ailleurs, des problèmes du fédéralisme sous l'angle des nationalités.

J'ai choisi le problème des Etats-Unis socialistes d'Europe parce que nous sommes maintenant, aujourd'hui précisément, à un moment où de grandes décisions se prennent à l'échelle européenne, où le mouvement communiste est tout à fait en dehors de la scène politique et auquel un certain nombre de problématiques se posent, qui étaient, partiellement du moins, des problématiques qui se posaient aussi à l'époque où l'Internationale communiste et les partis communistes étaient les avocats des Etats-Unis socialistes d'Europe. Je pense, par exemple, au problème tout à fait actuel de l'appréciation des rapports Europe - Amérique. Je voudrais simplement rappeler, vous verrez cela dans mon rapport, que lorsque Lénine "met au frigo" le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe avancé par Trotsky et adopté un temps par son propre parti, il le fait parce qu'il est pro-américain (c'était avant l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1914-1918). Trotsky, quand il relance les Etats-Unis socialistes d'Europe, à partir de 1923 et surtout en 1925, le fait parce qu'il est "anti-américain", parce qu'il prévoit une guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis qui aurait lieu pendant les années 1920. Une question que nous devons nous poser est de savoir si à côté de la

question nationale telle qu'elle a été abordée par Mme Weill, par exemple, à côté de la question de l'appréciation des rapports de forces entre les classes, à côté de la question de l'appréciation du problème du fédéralisme et du centralisme, il ne faudrait pas non plus introduire cette dimension pour être complets, qui est la dimension des rapports de forces entre les nations et les Etats, en tenant compte de la perspective qui était celle des bolcheviks et des communistes à l'époque, celle de la révolution socialiste à l'échelle planétaire. Et là, il y a très certainement un parallèle à faire entre ces appréciations et les préoccupations qui étaient celles de Marx, à savoir l'appréciation des rapports entre les Etats, entre la Russie tsariste, les nationalités slaves... Dans les réponses concrètes qu'il donnait au problème, bonnes ou mauvaises, je me rangerais plutôt du côté de la critique de Roman Rosdolski, mais c'est une autre question. Il y a de toute manière un aspect de la méthodologie des bolcheviks qui rejoint celle de Marx, à savoir celle de voir l'ensemble de ces rapports de forces à l'échelle internationale.

Mon rapport est une analyse des textes de l'Internationale communiste de l'époque. C'est une analyse textuelle. Elle pose un certain nombre de questions. Je n'ai pas eu la prétention de répondre à toutes les questions. Je voudrais suggérer qu'on en considère deux en particulier. Premièrement, qu'il y a déjà dans les années 1925-1926, alors que, formellement, l'Internationale Communiste reste partisane des Etats-Unis socialistes d'Europe, un fossé très grand entre les positions théoriques de l'Internationale et l'engagement pratique de ces partis parce que, à ma connaissance, très peu de partis ont avancé à un moment quelconque ce mot d'ordre. La deuxième question est de savoir à quelle réalité correspondait ce danger américain qui était appréhendé, non seulement par Trotsky, mais aussi par Boukharine, Pepper... comme le danger numéro un du point de vue de l'analyse objective de la puissance des Etats-Unis. Ils ont certainement dit un certain nombre de choses fort probablement vraies, mais du point de vue de la prédiction politique, ils étaient très certainement à côté de la question, et tout le déroulement de la crise économique des années 1930 a certainement démenti ces prédictions-là.

Mme Bergère

Je voudrais simplement reprendre une réflexion qui a été présentée par M. Ingerflom concernant le concept de nationalité et la permanence de son contenu avant et après la prise du pouvoir révolutionnaire. Je ne suis pas spécialiste d'histoire de la Russie; ce qui m'intéresse surtout, c'est l'héritage et l'utilisation du modèle soviétique dans les révolutions asiatiques. Il me semble qu'en fait, cet héritage est double.

Avant la révolution, la revendication nationale est conçue comme intégrée à l'élan révolutionnaire, comme outil de la révolution; après la révolution, elle apparaît surtout comme une stratégie de gouvernement, le fédéralisme devenant une méthode de re-structuration de l'Etat. Il y a, en Chine, une double postérité de ce modèle : dans les années 1920-1930 le mouvement nationaliste se conjugue à l'élan révolutionnaire qu'il stimule, alors qu'à partir de 1949, la postérité du modèle soviétique est tout autre : elle inspire une méthode de gouvernement. J'aimerais savoir si on retrouve dans le modèle soviétique de façon très claire et très tranchée ce double aspect et dans quelle mesure il y a continuité de la nation avant et après 1917.

M. Chichlo

Il est indispensable de dire de quelle façon les gouvernements bolcheviques, Lénine et les marxistes comprenaient le problème des nationalités. De tous les travaux de Lénine que l'on connaît, il ressort que le terme de "nation", par essence, est remplacé par celui de "prolétariat". Le concept de lutte nationale est remplacé par l'idée de lutte des classes. Lénine l'exprime clairement dans sa théorie sur l'existence de "deux cultures" : celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Pour lui, le slogan de "culture nationale" n'était rien d'autre qu'une vaste duperie imaginée par la bourgeoisie. On le voit, le problème des nationalités n'a pas été compris par Lénine et s'il l'a posé, c'est par pure tactique, parce qu'il devait lui permettre de réaliser les idées du marxisme sur le sol russe. Le développement des idées de Lénine ressort très nettement des travaux de Staline dont nous avons parlé aujour-

d'hui, dans le XIIe Congrès du parti bolchevik, le 23 avril 1923.

Staline retourne à nouveau à la question nationale, et tout ce qu'il en pense peut se résumer dans le postulat suivant : nous devons résoudre la question nationale parce que tous les peuples d'Orient nous regardent, et lorsque se lèvera le vaste mouvement révolutionnaire mondial, tous ces peuples seront à nos côtés. Mais lorsqu'il fut clair qu'il n'y aurait pas de révolution mondiale, on changea d'attitude face à la question nationale et ce fut alors que commença l'application pratique de toutes les théories émises jusqu'alors sur les nationalités. C'est ce problème qui doit justement faire l'objet de notre entretien de cet après-midi.

(Après quelques brefs échanges, M. Portal clôt cette première séance).

CONFLITS NATIONAUX OU LUTTE DE CLASSES ?

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE RUSSE FACE AUX POGROMS (1881-1883)

à la mémoire de Georges Haupt.

Claudio INGERFLOM

A une généralisation de l'attitude complexe du populisme russe envers la question nationale, nous avons préféré montrer le mouvement révolutionnaire aux prises avec une situation concrète. Si dans la question nationale en général, la problématique juive occupe une place particulière, les événements que nous évoquons ont l'avantage de découvrir, au-delà de déclarations de principe sur la question nationale, une pratique d'autant plus significative que son enjeu imaginé ("le prélude de la révolution sociale") soumettait ces mêmes principes à rude épreuve.

Les références figurent dans plusieurs études (1) mais à notre connaissance notre sujet n'a pas suscité de travail particulier. Nous allons donc essayer de retracer les grandes lignes de cet épisode de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, dans la mesure où les sources publiées et le cadre d'une communication le permettent. Nos sources, non traduites en français, sont mal connues: la presse révolutionnaire, la correspondance privée des militants, officielle des autorités.

1. V.Ja. Bogučarskij, *Iz istorii političeskoj bor'by v 70 i 80 gg.*, Moscou, 1912; A. Yarmolinsky, *Road to Revolution. A Century of Russian Radicalism*, London, 1956; L.A. Patkin, *The Origins of the Russian-Jewish Movement*, London, 1947.

I - Le Ier mars 1881, les efforts obstinés déployés par l'organisation dominante dans le mouvement révolutionnaire russe, la *Narodnaja Volja*, atteignent leur but immédiat. Le succès de l'opération semble concrétiser les espérances des révolutionnaires. La disparition brutale d'Alexandre II place la N.V. au sommet de sa popularité. Les plus hauts dignitaires du régime sont désorientés. Hormis les conservateurs à la Katkov, dans l'ensemble de l'intelligentsia populiste et "libérale", et dans les secteurs qui gravitent autour d'elle, les sentiments varient entre l'enthousiasme et l'admiration. Le mystérieux "Comité exécutif de la Narodnaja Volja" semble être tout-puissant.

Quant à la masse des paysans, ouvriers, artisans, petits commerçants, les témoignages sont unanimes : ce fut une commotion générale. Nous ne pouvons pas ici retracer la genèse des pogroms, ni leur contexte social, économique et national. Mais nous pouvons signaler que, de l'avis général des contemporains et des historiens, le ler mars fut, sinon leur détonateur, du moins l'événement catalyseur de la fermentation accumulée au sein du peuple. La presse du régime,et en particulier les publications qui ne cachaient pas leur judéophobie - *Novoe Vremja, Vilenskij Vestnik, Kievljanin, Novorossijskij Telegraf* - commença le lendemain de l'attentat à dénoncer par des insinuations la participation des juifs à l'opération. Très vite, la presse du Sud s'en fit l'écho et publia des rumeurs alarmistes prévoyant des attaques contre les juifs. Ajoutons, pour mieux situer ces pogroms, qu'ils furent les premiers à constituer une campagne antisémite systématisée (1). Les pogroms vont se développer avec fureur tout au long de l'été 1881 et s'étendront à une partie importante du territoire de l'Empire. Les "désordres juifs", selon la terminologie de l'époque, ne cesseront pas avant 1883-1884. Les dizaines de milliers de participants sont dans leur écrasante majorité des ouvriers, des artisans, des paysans, des petits commerçants et des petits fonctionnaires. Les victimes font partie de toutes les classes d'âge. On ne compte plus les femmes violées, les quartiers saccagés, les villes partiellement détruites. Les pogroms et la "question juive" deviennent la question du jour en Russie. En

1. S.M. Dubnov, *Novejšaja istorija evrejskogo naroda*, Berlin, 1923, t. 3, p. 97 et s.

Europe et aux Etats-Unis les meetings de protestation et de solidarité alternent avec les débats parlementaires (Grande-Bretagne) ou les offres d'hospitalité (le gouvernement espagnol).

Dans la nuit du 27 au 28 avril 1881, alors que Kiev est troublée par le pogrom, la police fait irruption dans la typographie de l'Union Ouvrière Russe du Sud et arrête deux militants, dont le dirigeant de l'Union, l'instituteur populiste P. Ivanov. Les gendarmes saisissent une centaine d'exemplaires d'une proclamation dont Ivanov est l'auteur et qui avait déjà été distribuée. Voici le texte (1) :

> *"A propos des pogroms juifs*
> *Frères ouvriers ! Vous frappez les youpins, et le faites sans discernement. Il ne faut pas frapper le youpin parce qu'il est youpin et qu'il prie son dieu -car dieu est le même pour tous- mais il faut le frapper parce qu'il pille le peuple, suce le sang du travailleur. Franchement, pires que le youpin, nos marchands ou fabricants pillent et ruinent l'ouvrier, le dépouillent de ses dernières forces afin d'amasser un capital et leur gros ventre grossit encore. Peut-on laisser une telle sangsue en paix tandis que le youpin qui gagne son pain peut-être aussi difficilement que les nôtres par un travail épuisant dans un atelier, ou au noir sera lui victime d'un pillage ? C'est un péché que d'offenser un ouvrier, fût-il tatar. Si nous décidons de frapper, frappons alors tous ces koulaks-pillards qui amassent leur capital sur notre sueur et notre sang, frappons tous ces chefs qui les protègent, qui tirent dans le peuple pour un Brodskij, ce millionnaire lâche, tuant des innocents. Le voilà, le nouvel ordre. Frères, sachons défendre notre cause, tous unis."*

C'est à notre connaissance la première réaction publique issue des rangs du mouvement révolutionnaire face aux pogroms. Le caractère régional de l'Union, mais surtout la liquidation de l'organisation par la police et le fait que l'attention publique se concentrait

1. L'original russe fut publié pour la première fois dans *Materialy dlja istorii antievrejskikh pogromov v Rossii*, P,M, 1923, t. II, p. 225; le professeur Moshe Mishkinsky analyse en détail cette proclamation et ses origines dans un article "L'Union Ouvrière Russe du Sud et le pogrom de Kiev de 1881", dans le n°1 (1973) de la revue *Shvut*, publiée par l'Université de Tel-Aviv. Je remercie Mme Kapeliuk, professeur à l'INALCO,qui a traduit de l'hébreu cet article.

sur la N.V. limitèrent l'importance pratique de cet acte. Même si, comme l'a démontré le professeur M. Mishkinsky, ce tract a provoqué de nombreux échos, il a été aux yeux des contemporains beaucoup moins remarqué que les réactions suivantes du mouvement révolutionnaire. Pourtant il présente deux traits fondamentaux qui le différencient du reste des textes révolutionnaires parus en Russie :

1) il montre que l'UORS fut la seule organisation révolutionnaire qui, dès le début des pogroms, s'opposa à eux,

2) il reflète le souci de canaliser la terreur antisémite vers la lutte de classes "sur le terrain".

Ses ennemis ont particulièrement reconnu ces deux aspects. Le comte Kutaïssov, envoyé spécial d'Alexandre III dans les régions concernées par les pogroms, afin d'informer le pouvoir central sur les caractéristiques de ceux-ci et d'apprécier le danger de voir le mouvement populaire détourner son action sous l'influence des organisations révolutionnaires, écrit dans son rapport sur le pogrom de Kiev :

> *"... ce mouvement* I les pogroms I *fut inattendu pour les révolutionnaires, et sa forme est largement en désaccord avec le programme de leur activité criminelle (...). Les activistes du parti social-révolutionnaire n'ont pas pris part à la préparation du mouvement anti-juif, bien que postérieurement leur attitude ne fût pas entièrement indifférente (...). Les membres de l'UORS ont proclamé un programme qui est de loin en désaccord avec des mouvements de masses dénués de sens comme ceux-ci (...), rien n'exprime leurs intentions d'atteindre leurs buts au travers d'un mouvement anti-juif (...). Je ne nie pas leur participation postérieure dans cette affaire (...) ils ont parfaitement compris que sous l'influence de dirigeants habiles et de proclamations adressées au moment précis, le mouvement pouvait très facilement changer absolument d'orientation. Que le parti social-révolutionnaire ait voulu utiliser les désordres pour atteindre ses buts découle aussi de la proclamation saisie le 28 avril. Qu'ils aient été parmi la foule ne fait aucun doute, mais je doute fort que ce soient eux qui l'aient dirigée..."* (1).

1. *Materialy..., op.cit.*, p. 414-417.

Dans une lettre au ministre de l'intérieur, le comte Ignatev Kutaissov écrit également :

> *"Ce à quoi rêvent les socialistes dans le nord du pays, une organisation bien ordonnée, a presque réussi ici, et l'UORS, quoi qu'on en dise parmi ceux qui lui nient une importance sérieuse, existe tout de même, et le plus dangereux est qu'elle est proche du peuple, exerce sur lui une influence(...),détruit efficacement toutes les relations qui existent entre le peuple et le gouvernement (...) Les proclamations de l'UORS touchent directement les cordes sensibles du coeur paysan, elles sont compréhensibles pour le peuple, qui sympathise avec. Des mesures répressives n'effaceront pas les traces qu'elles laissent (...) Les révolutionnaires ont voulu utiliser les désordres juifs pour diriger le peuple vers les fabriques et les usines, et sans l'action énergique du responsable de la gendarmerie locale... selon toutes les probabilités les désordres ne se seraient pas limités au mouvement anti-juif, mais se seraient tellement compliqués que leur écrasement aurait été trop difficile"* (1)

L'échec de la grande tentative pour se rapprocher des masses paysannes,"aller au peuple",se refléta au sein de l'UORS d'une façon assez exceptionnelle dans les courants révolutionnaires : dans leurs nouveaux efforts pour se rapprocher du peuple les révolutionnaires de Kiev choisissent la voie la plus difficile : ne pas épouser l'idéologie, disons plus exactement les préjugés populaires. Le peuple devenait alors non seulement l'instrument de la transformation révolutionnaire, il était avant, ou en même temps un "objet" à transformer par les révolutionnaires. C'était un retour à la pensée de Černyševskij. E. Koval'skaja, une des fondatrices de l'UORS raconte que bien que les cercles furent internationalistes par leur idéologie et par leur composition humaine.

> *"L'apparition du premier juif dans notre union provoqua parmi les ouvriers qui la composaient la perplexité et une froide hostilité à un moment où parmi les ouvriers de Kiev régnait une vive judéophobie"* (2).

1. *Južno-russkie rabočie sojuzy. Sbornik materialov i statej*, pod red. V.V. Maksakova i V.I. Nevskogo, Moscou, 1924, p. 249.
2. *Ibid.*, p. 208 et s.

Les ouvriers se calmèrent lorsque le pope leur confirma les paroles par lesquelles Koval'skaja avait dû les frapper : "Le Christ aussi était un juif..."

M. Mishkinsky signale une "ambivalence" dans le tract : le critère de classe ne l'empêche pas d'appuyer la violence contre les juifs exploiteurs et pourvu qu'ils ne soient pas les seuls à être touchés par le soulèvement populaire, ce qui était une différenciation artificielle dans la situation concrète de cette période. L'ambivalence que remarque Mishkinsky reflétait en réalité la limite que ne pouvaient dépasser des révolutionnaires pour lesquels la composition multi-classiste de la communauté juive était une évidence. Les révolutionnaires de Kiev ont fait appel à la seule possibilité que leur laissait leur idéologie : essayer de déplacer l'objectif d'un mouvement qui se trouvait dans la rue. Dans son ensemble, le tract était, comme l'écrit Mishkinsky, une courageuse prise de position contre les idées dominantes - et la pratique! - de la fureur populaire en pleine besogne.

L'antisémitisme dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire n'apparaît pas avec les pogroms de 1881, il n'est pas non plus un monopole des Russes. Il est présent par exemple dans l'histoire du mouvement ouvrier français, et il a fallu attendre l'affaire Dreyfus et la Seconde Guerre Mondiale pour qu'il disparaisse.

L'antisémitisme, sous la forme d'un conflit de classe était déjà à l'époque très répandu et avait pénétré même parmi les révolutionnaires russes d'origine juive. L'un d'entre eux affirme dans ses mémoires :

> *"Il faut convenir que la littérature russe nous avait inculqué aussi, dans une certaine mesure, sur le monde juif, l'idée non d'un peuple, mais d'une classe parasite. Des vues de ce genre, avaient été maintes fois exprimées par les écrivains russes avancés"* (1)

1. V.I. Iokhelson, *Dalekoe i prošloe*, *Byloe*, n° 13, Leningrad, 1918, p. 56-57. Cité par Sapir "Liberman et le socialisme russe", *International Review of Social History*, n° 3, 1938, p. 35.

Ces idées étaient reprises dans certains milieux socialistes russes. Ainsi, l'organe des bakuniniens russes, *Rabotnik*, dans son n° 5 (mai 1875), caractérise en ces termes un commis qui a livré à la police un ouvrier d'esprit révolutionnaire :

> *"C'était un youpin par la race et, à la fabrique, il faisait aux copains des prêts sur gages. On connaît ça, l'âme du youpin!"* (1).

Lavrov et sa revue *Vpered* constituaient par contre un milieu où non seulement l'antisémitisme n'avait pas de place, mais où l'on encourageait la formation des cercles socialistes parmi l'intelligentsia juive. Boris Sapir estime que c'est précisément en visant Bakunin et les socialistes ukrainiens que Lavrov écrit :

> *"Ceux qui se permettent d'injurier en bloc les "Allemands" ou les "Youpins" et de nier la possibilité même d'un mouvement ouvrier sérieux au sein de telle ou telle race, ceux qui étouffent d'enthousiasme en affirmant que leurs compatriotes sont seuls capables de faire la révolution sociale, montrent ainsi qu'ils n'ont pas travaillé assez pour acquérir la notion la plus élémentaire de la question ouvrière"* (2).

Quant aux socialistes ukrainiens, Boris Sapir a publié des lettres montrant que ceux-ci avaient essayé de remplacer le mot "tsar" par le mot "youpin" dans la traduction en ukrainien d'un récit populiste destiné au grand public. Dans une autre lettre, protestant contre l'attitude de *Vpered* envers les socialistes juifs, le socialiste ukrainien S. Podolinskij écrit à Smirnov, principal collaborateur de Lavrov, le 19 juin 1876 :

> *"Sur la youpinophilie des articles de la rédaction, je dirai, pour ne pas faire de recherches et ne pas m'accrocher à des vétilles, que la seule absence de youpinophobie est déjà youpinophilie parce qu'à mon avis la youpinophobie est indispensable à tout socialiste russe comme la phobie du bourgeois. A quelques exceptions près, qui ne valent*

1. *Ibid.*
2. P. Lavrov, *Gosudarstvennyj element v buduščem obščestve*, London, 1876, p. 167; cité par B. Sapir, *op. cit.*, p. 40.

pas que l'on s'y arrête, je conteste l'existence et même la possibilité d'existence en Russie (pas seulement en Ukraine) des socialistes youpins entièrement sincères dans toutes leurs manières comme doit l'être nécessairement un socialiste" (1).

Nous avons rappelé, en utilisant une partie des sources exploitées par Boris Sapir, l'existence des tensions autour du problème juif, voire des tendances nettement antisémites, au sein du mouvement révolutionnaire russe, parce qu'elles constituent l'un des facteurs dont on doit tenir compte en abordant l'attitude de la N.V. et du *Černyj Peredel* face aux pogroms.

Dans la presse révolutionnaire nous trouvons les premiers échos des pogroms dans le n° 3 de *Zerno* du 1er juin 1881, publication du Č.P. destinée aux ouvriers. Cependant, nous commencerons par nous occuper de la N.V., étant donné l'importance de l'organisation et l'abondance de ses écrits sur le sujet (2).

Après une interruption, due à la forte répression qui l'avait frappé à la suite du 1er mars, le parti réussit à publier à nouveau son organe officiel, *Narodnaja Volja*. Au mois de juillet 1881, la N.V. fait paraître une "feuille", *Listok Narodnoj Voli*, dont le premier numéro a été préparé sous le contrôle direct de V.S. Lebedev (1852-1919), étudiant en médecine à Moscou, coopté en avril 1881 au Comité Exécutif. Seul L. Tikhomirov assure dans la rédaction la continuité avec la vieille garde, c'est-à-dire avec les membres du C.E. antérieur au 1er mars, qui avaient fondé la N.V. et lui avaient donné les traits qui la caractérisaient. Le *Listok* comprenait une correspondance intitulée "Du village", datée du 17 mai et écrite par V.A. Žebunev coopté lui aussi dans le C.E. après le 1er mars. Žebunev qui se trouve alors dans la campagne de Kiev, après avoir défini le mouvement contre les juifs comme étant "sans doute le fait le plus important de la derniè-

1. *Ibid.*, p. 41.
2. Pour la presse de la *N.V.* nous avons utilisé *Literatura partii "Narodnoj Voli"*, Paris, 1905. Les publications de Černyj Peredel ont été réimprimées dans *Černyj Peredel*, organ socialistov-federalistov 1880-1881 g., predislovie V.I. Nevskogo, M., 1923.

re période dans la vie du peuple", livre aux lecteurs les conclusions de ses observations :

> *"Je suis arrivé à la ferme conviction que le mouvement antijuif dans les campagnes porte en soi les traces d'une attitude consciente envers la vie et porte aussi l'empreinte des idées. Quant aux persécutions des juifs en milieu urbain, elles deviennent dans la conscience paysanne une idée correspondant entièrement à la structure mentale du villageois. Les plus avancés des paysans comprennent que le mouvement commence seulement par l'expulsion des juifs et que c'est bien ainsi, car il n'y a aucun risque de répression".*

L'entrée de l'armée dans le village écarte le danger pour les juifs, et même après son départ le lendemain "on sentait que la tempête était ajournée. Je ne pouvais attendre et avec grand regret, je quittai le village".

Le 1er septembre, la typographie de la N.V. publie une proclamation signée par le C.E. de la Narodnaja Volja, intitulée : "Le Comité Exécutif au peuple ukrainien". Voici son texte (1) :

> *"Braves gens, honnête peuple ukrainien ! Il est devenu difficile pour le peuple de vivre en Ukraine, et la situation empire de jour en jour. Personne ne trouve nulle part la justice. Les fonctionnaires enragés vous battent, les seigneurs vous dévorent, les youpins vous dépouillent, les juifs sont inutiles. Les youpins sont les premiers responsables des souffrances du peuple ukrainien. Qui a accaparé les terres, les forêts, les bistrots? Les youpins. A qui le moujik éploré demande-t-il l'accès à son lopin, à son champ ? Aux youpins. Partout où tu regardes, partout où tu vas, partout les youpins. Les youpins insultent l'homme, ils le trompent, lui sucent son sang. On ne peut plus vivre au village à cause des youpins. L'homme quitte son village natal, sa maison maternelle, commence à errer dans le monde pour chercher son destin - partout il trouvera le malheur, car partout il est dépouillé par la mauvaise herbe. Dans les villes, c'est encore pire que dans les villages. Ici toutes les fabriques, les marchés, les autorités sont achetés par leur argent. Gémit le pauvre moujik, parfois*

1. L'original se trouve dans S.N. Valk, G.G. Romanenko, *Katorga i Ssylka*, 1928, n° 1. Je remercie M. Joukovsky qui m'a fourni la traduction de cette proclamation en ukrainien.

il maudit l'heure et l'instant où sa propre mère l'a mis au monde, pendant que les seigneurs avec les youpins, le tsar avec les autorités s'en f... Le moujik va pieds nus, vêtu de haillons. Parfois le malheureux crève de froid, est décharné par la faim, tandis qu'eux vivent dans les grands palais, mangent dans de la vaisselle d'argent et boivent des vins d'outre-mer. Et pourquoi? Parce que, braves gens, tout le travail du moujik, tout ce qu'il a acquis, tombe dans leur poche.

Le moujik est obligé de travailler dur, tandis qu'eux en profitent. Au temps de nos grands-pères et de nos arrières grands-pères, c'était différent. Toute la terre appartenait aux paysans. Il n'y avait ni seigneurs ni youpins. Les gens étaient de libres cosaques. Ils recevaient des ordres seulement de leurs supérieurs élus et de leurs atamans. C'était ainsi en Ukraine, avant l'arrivée du tsar russe. Et lorsqu'ils sont arrivés, notre gai pays fut pris d'affliction. Ils ont dépouillé le peuple de toutes ses terres, certaines terres ont été partagées parmi les petits seigneurs, d'autres vendues aux youpins, et les gens libres sont devenus des serfs. Ce n'est pas tout. Afin d'avoir plus d'argent pour la cour, ses fastueux repas, ses châteaux et palais, ses beuveries et ses débauches, le tsar arrache des impôts au moujik. Tu peux mourir, moujik, mais chaque année tu es obligé de payer l'impôt.

Et si tu n'a pas l'argent, va chez le youpin , c'est une âme généreuse. Il te donne 1 kopeck, et te réclamera après 1 rouble. Là où il ne peut pas arracher le rouble seul, il s'adresse aux autorités ou aux juges qui te dépouilleront. Car le tsar a mis en place les autorités, édicté toutes les lois pour son profit, pour aider les seigneurs et les youpins. Si le moujik se révolte et chasse ses terribles ennemis, comme ce fut le cas cette année à Elisavetgrad, Kiev et Smela, le tsar se met immédiatement à sauver les youpins, fait appel à l'armée et coule le sang du moujik, le sang chrétien !

Les youpins et les seigneurs sont protégés et le moujik est dépouillé. Voilà ce que fait ce tsar des seigneurs et des youpins. Voilà, braves gens, d'où vient chaque malheur et chaque misère. Voilà qui est le premier ennemi du moujik. Il faut depuis longtemps en finir de quelque façon avec cette indigence.

Pour ce faire, nous nous sommes rassemblés de toutes les terres russes et parmi nous il y a également des Ukrainiens. Nous nous sommes appelés le C.E. N.V. et nous avons arrêté :

1) reprendre toutes les terres des seigneurs et des youpins et les donner aux moujiks,
2) reprendre toutes les fabriques et usines aux seigneurs et youpins et les donner aux travailleurs qui y travaillent
3) chasser toutes les autorités qui exploitent le peuple.

Rassembler les gens afin qu'ils élisent leurs députés, et ces députés s'étant réunis dans une Assemblée Nationale, pour qu'ils dirigent le peuple selon la Volonté du peuple.

Voilà ce que nous voulons.

Lorsque le tsar et les seigneurs ont appris que nous voulions défendre le peuple, ils ont commencé à débiter des mensonges à notre sujet, puis à nous pourchasser et même à pendre certains d'entre nous. Sachez bien, braves gens, que tous nos camarades qui depuis deux ans sont morts sur les gibets du tsar sont morts pour la justice et pour vous, moujiks et travailleurs. Le tsar et ses valets nous chassent comme une vipère terrible. Pour cela nous l'avons soumis à un tribunal qui l'a condamné à mort comme le premier ennemi du peuple et les nôtres l'ont tué. Nous avons envoyé au jeune tsar une lettre dans laquelle nous lui disons : Ressaisissez-vous, ne dépouillez plus le peuple orthodoxe, ne le trompez plus! Il s'en f... La justice ne l'intéresse pas. Fais attention, fils du diable. Si tu ne comprends pas la bonne parole, tu comprendras la force.

Braves gens, nous ne ferons rien avec eux sans la force et la révolte. Seul le sang peut laver le malheur humain. Vous avez commencé déjà à vous révolter contre les youpins. Vous faites bien. Car bientôt se lèvera la révolte contre le tsar, les seigneurs et les youpins sur toutes les terres russes. C'est bien que vous soyez avec nous. Venez vers nous, aidez-nous, chacun selon ses moyens. C'est plus facile de mourir en défendant la justice et en gagnant la liberté que de pourrir en silence comme serviteurs chez les seigneurs et les youpins. Ils vous dévoreront à l'aide des autorités, si vous ne vous défendez pas. Soulevez-vous, honnêtes travailleurs. Les seigneurs ont assez régné, les youpins vous ont assez pillé, les autorités se sont déjà suffisamment moquées de nous ; elles nous ont déjà porté assez de malheur. Comité Exécutif. N.V".

Nous reviendrons sur l'histoire de cette proclamation et sur son auteur, G. Romanenko.

Le n° 6 de la *Narodnaja Volja* (23 octobre 1881) parut avec deux articles de fond de Tikhominov et Romanenko. V. Lebedev y collabore avec deux correspondances. Dans un autre article, Romanenko revient sur la question des pogroms. Tout en sachant que les révolutionnaires n'étaient pas à l'origine des pogroms, il donna raison à Alexandre III, qui n'ignorait pas que les révolutionnaires ne portaient aucune responsabilité, mais n'en avait pas moins déclaré : les pogroms sont le fait des anarchistes. Romanenko nuance l'affirmation en posant la question

de l'influence immédiate du mouvement, mais ne résiste pas à la tentation d'accepter les douteux lauriers que le pouvoir offrait aux révolutionnaires. Puis, il épouse sans réserve la thèse qui unissait le pouvoir central, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie, une partie importante de l'intelligentsia, sans parler du "petit peuple": la cause unique des pogroms se trouve dans l'exploitation du peuple par les juifs. Romanenko est satisfait de constater que sur ce point toute la presse est d'accord. Selon lui, au-delà des juifs, c'est la propriété privée en général qui se trouve en grave danger. "Dans le Sud, avant les autres comarques, l'insatisfaction populaire commence à s'exprimer par un mouvement révolutionnaire de masse, teinté d'antisémitisme à cause des conditions locales". Si la population s'en prend aux juifs, affirme Romanenko, elle ne le fait pas pour des raisons religieuses ou nationales. Simplement, parmi les exploitateurs, le juif est le plus visible. L'action purement destructrice, inorganisée, qui caractérisait les pogroms est racontée en détail par Romanenko et présentée en quelque sorte comme un exemple d'action révolutionnaire. Quant à l'attitude que doit assumer l'organisation, Romanenko donne une réponse exhaustive:

> *"Face aux pogroms anti-juifs, beaucoup se sont intéressés au rôle que nous, socialistes-révolutionnaires, nous attribuons dans ces cas de justice populaire sommaire. Au nom de l'humanisme, il est difficile de répondre à cette question, mais la réponse va de soi".*

Nous arrivons ainsi à une position qui s'est avérée avoir une longévité toute autre que celle de l'UORS à laquelle elle était diamétralement opposée : le peuple est un instrument dans les mains de l'avant-garde, quelle que soit sa conscience, il est bon pour la révolution pourvu que l'avant-garde ait pour soi la conscience et la direction de masses.

> *"L'expression du mouvement révolutionnaire dépend de la conception du monde d'une classe ou d'une société déterminée, mais ses résultats sont conditionnés par le degré de sa conscience, toutefois, la force qui le guide est le groupe révolutionnaire d'avant-garde, plus conscient et plus énergique... Nous n'avons pas le droit d'avoir une attitude non seulement négative, mais même indifférente envers un mouvement authentiquement populaire... Nous ne refusons pas le rôle des combattants d'avant-garde".*

Le *Listok* n°1 (20 juillet 1883) et son supplément n°1 (août) furent préparés par S.N. Krivenko (1). La dernière publication contenait un article d'un auteur inconnu,"A propos des désordres juifs". L'auteur insiste sur l'esprit de résistance qui animait souvent la foule ouvrière face à l'armée. Pourtant personne n'ignorait que cet esprit était dû en grande partie à la passivité avec laquelle l'armée avait assisté à l'action populaire lors de nombreux pogroms. Fermer les yeux sur cette évidence permettait à l'auteur d'écrire:

> *"Nous nous réjouissons du caractère éducatif des événements de cette sorte, même si, évidemment, nous ne pensons pas que ces désordres dans l'état actuel de désorganisation du peuple et du manque de développement politique de l'armée puissent avoir des succès décisifs".*

Les thèses qui suivent sont claires. D'abord en voulant centrer le mouvement sur ses seuls aspects économiques

> *"Nous nous réjouissons (...) de l'évidence avec laquelle se révèlent maintenant les véritables rapports entre le pouvoir et les ennemis du peuple, du caractère concret que commencent à revêtir les pogroms juifs, qui passent à des bases économiques et politiques, qui deviennent de moins en moins juifs, c'est-à-dire raciaux et religieux".*

Ensuite, ces thèses dévoilent une fois de plus :

a) une position qui, tout en se réclamant de l'avant-garde, constitue l'aveu d'une vocation d'arrière-garde (sans faire ici référence à l'impossibilité réelle de s'imposer en tant que direction, mais aux supposés idéologiques),

1. D. Kuz'min (E.E. Kolosov), *Narodovol'českaja žurnalistika*, M., 1930, p. 187. S. Krivenko (1847-1906), écrivain et collaborateur des *Otečestvennye Zapiski*, a donné plusieurs articles pour la N.V. et a assuré la rédaction des *Listki* en 1883. Arrêté en 1884, il rentrera à la S.P. au début des années 1890 et n'aura plus de contact avec le journalisme révolutionnaire. Son épouse, S.E. Ussova, dira plus tard que la participation de Krivenko aux activités révolutionnaires n'était pas sa caractéristique.

b) une constante dans l'histoire générale de l'antisémitisme : parmi ceux qui le pratiquent, rares sont ceux qui s'en réclament ouvertement. L'antisémitisme est presque toujours transcendant, mouvement à utiliser. Dans le texte qui nous occupe, on reconnaît explicitement que les juifs ne sont pas les "véritables" ennemis du peuple, mais on n'en souhaite pas moins le développement des pogroms,

> *"... fait remarquable, tandis que le peuple se débarrasse des juifs en se limitant à les plumer et à détruire leurs biens il se débarrasse d'une façon bien plus rude de ses véritables ennemis. Le peuple pille les juifs non pas en tant que juifs, mais en tant que "youpins", c'est-à-dire en tant qu'exploiteurs du peuple. Il comprend très bien que les autorités appuient les juifs non pas en tant que peuple opprimé... mais justement en tant que youpins, c'est-à-dire de gens qui aident à asservir le peuple, de gens qui partagent tout avec les autorités(...) L'organisation ouvrière de la N.V. dans sa proclamation concernant le pogrom d'Ekaterinoslav parlait évidemment non pas des juifs mais des youpins. Si elle, ainsi que le peuple russe tout entier, n'en veut pas aux juifs, de son point de vue ouvrier, elle en veut aux youpins. (...) Rappelons au lecteur que la Grande Révolution française a commencé, elle aussi, par des pogroms contre les juifs (Taine). Il s'agit d'une sorte de fatum malheureux qui est apparemment inévitable. Les juifs, comme l'a brillamment expliqué K. Marx, étant un peuple malheureux historiquement et longtemps poursuivi, sont devenus un peuple extrêmement vif et réceptif ; ils reproduisent, comme dans un miroir (et ce, par une image qui n'est même pas normale mais rallongée) tous les vices du milieu ambiant, toutes les plaies d'un régime social déterminé. De telle façon que lorsque les mouvements antijuifs commencent, on peut être sûr qu'ils recèlent une protestation contre tout l'ordre donné, et alors commence un mouvement beaucoup plus profond".*

Parmi les commentaires suscités par ce texte se trouve la lettre de G. Lopatine à M. Ošanina, du 20 septembre 1883 :

> *"Aujourd'hui, dans le Daily News, on parle du dernier numéro de la "N.V." (...). Mais l'article concernant les désordres juifs, ils l'ont compris tout comme moi, dans le sens d'une sympathie directe accordée aux pogroms et même, peut-être, d'une participation secrète. La différence entre les juifs et les youpins est aussi peu compréhensible pour eux que pour votre humble serviteur"* (1).

1. *Russkie sovremenniki o K. Markse i F. Engel'se*, M., 1969, p. 202.

Quant à la proclamation citée, émanant de l'organisation ouvrière de la N.V., il est probable qu'il s'agit de celle dont M.P. Sebalin nous a laissé ses souvenirs. Elle aurait été rédigée par Degaev, alors dirigeant principal de la N.V., mais aussi agent de la police. Sebalin et sa femme, chargés de la typographie, auraient, au départ, rechigné à l'éditer, mais face aux exigences de Degaev ils auraient cédé en obtenant toutefois que le tract ne porte pas la signature de la presse officielle de la N.V.

> *"Le sens de la discipline du parti et la pensée que le 'centre' pouvait avoir certaines considérations tactiques particulières ont eu le dessus sur nos propres convictions et sur notre dégoût (...). Postérieurement, dans le Sud, j'ai entendu dire que les comités locaux de la N.V. avaient tout simplement détruit cette proclamation en la considérant comme une provocation"* (1).

Le supplément comportait une "Chronique de la vie intérieure" relative également à des pogroms : ceux-ci, avec les grèves dans les usines, les désordres ouvriers et l'inquiétude chez les étudiants, constituaient des faits notables.

Une "Chronique" semblable, rédigée par Krivenko, figurait dans le *Listok Narodnoj Voli*, n° 2, du 26 octobre 1883. Nous y lisons :

> *"Les pogroms juifs, ici et là, ont continué tout l'été, et continueront probablement malgré les mesures sévères de répression jusqu'à ce qu'ils se transforment en un incendie général et se dirigent contre les coupables réels de la misère du peuple, des malheurs des juifs et de la situation générale".*

Le n° 10 de la *Narodnaja Volja* (septembre 1884), parut sous la responsabilité de G. Lopatin. Ce numéro faisait suite à la reprise en main de l'organisation par les révolutionnaires après l'épisode Degaev.

1. D. Kuz'min, *op.cit.*, p. 150.

Un long éditorial de Tikhomirov - "Sur l'activité au sein du peuple" - constituait une véritable autocritique. Les assassinats dans les milieux patronaux ou agraires étaient considérés comme des provocations policières. Le mouvement antijuif est traité séparément, mais dans le même contexte d'autocritique. Participer à un tel mouvement c'est, pour un révolutionnaire, faire le jeu de la police.

> *"Le devoir d'un révolutionnaire est d'encourager par des paroles et des actes non pas les règlements de comptes personnels, mais la transformation de la protestation individuelle en protestation sociale. Le révolutionnaire doit se trouver sur des positions identiques lorsque le peuple, essayant de généraliser sa protestation, débouche sur des formules erronées comme c'est le cas, par exemple, de désordres antijuifs. Chez nous, on observe fréquemment dans ces cas un trouble total dans notre propre raisonnement. On dit que le mouvement antijuif a pour origine des causes économiques, qu'il a une base sérieuse... Mais la question n'est pas là ! Dans la vie, tout a une base sérieuse, mais tout n'est pas utile. La question est la suivante : le peuple choisit-il un chemin correct pour améliorer sa situation ? Nous voudrions être bien compris. La protestation est un fait de première importance, sans protestation, il n'y a pas de révolution. Etouffer la protestation c'est un crime pour un révolutionnaire. Mais il est obligé d'agir -avec des paroles et des actes- pour que cette protestation devienne utile, correctement formulée et dirigée contre les conditions générales. (...) Nous n'avons pas le droit d'abandonner face au peuple l'idée de la révolution, en participant à des actes que notre conscience et nos convictions considèrent irrationnels et injustes."*

Cet article constituait une prise de position doublement significative :

1) les publications successives de la N.V. traiteront la question dans le même sens;

2) elle était un appel contre toute idéalisation des mouvements populaires spontanés.

Le rôle de la conscience, non seulement politique, mais civique tout court, réapparaissait en force, condition sine qua non pour tout changement réel dans l'Empire.

Le premier numéro de *Nabat*, publié à Londres, daté du 20 juin 1881, contenait un article de fond écrit par son fondateur, Tkačev, intitulé "L'exécution du tyran et ses conséquences". L'auteur refusait aux pogroms tout caractère national.

> *"En vain, les bourreaux effrayés et les sangsues du peuple essayent de se tranquilliser en s'imaginant naïvement que le "peuple" se serait révolté contre les "youpins" par stupidité, à cause de son ignorance, de son intolérance religieuse ou incité secrètement par les malignes machinations de "séditieux", c'est-à-dire nous, les révolutionnaires. Le peuple a une attitude d'indifférence complète pour la religion des youpins".*

Les causes, pour Tkačev, sont bien différentes :

> *"L'esclave exploité, qui pendant des siècles s'est laissé dépouiller, spolier et exterminer par la faim... est maintenant en lutte ouverte ... Le peuple s'est soulevé contre les "youpins" sans besoin d'aucune instigation extérieure et sans aucune considération théorique, mais tout simplement parce que dans sa tête, le concept "youpin" est indissolublement lié à l'idée qu'il a des "sangsues du peuple", de l'usurier sans pitié, du koulak exploiteur. Le peuple a commencé à faire sa justice sommaire par le youpin et non par le pope, seulement parce que le youpin-exploiteur lui était plus accessible, parce qu'il est moins protégé que le pope, et en fin de compte parce qu'il fallait bien commencer par quelqu'un.*
>
> *Ainsi le soulèvement populaire contre les "youpins" n'est pas autre chose qu'un soulèvement contre les exploiteurs du peuple et les bourreaux ; dans ce soulèvement on sent tous les symptômes de la Révolution Sociale qui commence..."*

Nabat faisait cavalier seul au sein de l'émigration révolutionnaire : celle-ci, dans l'ensemble de ses courants, avait rejeté l'idée présentant les pogroms comme le premier mot de la révolution.

Dans le n° 3 de *Zerno*, édité par *Černyj Peredel* (1er juin 1881), un article, "La vie russe", était dédié à l'analyse du mouvement antijuif. Le souci évident de ce texte est de détourner la masse ouvrière de la participation aux pogroms vers la lutte de classes. Pour cela, l'auteur essaye de serrer au plus près les sentiments ouvriers. C'est seulement ainsi que peut s'expliquer l'étrange début de cet article,

où sont relatés les événements par le discours même de leurs participants, créant ainsi l'illusion d'un appui du journal aux pogroms. Ensuite, l'auteur prend ses distances en constatant les résultats totalement négatifs obtenus par les travailleurs à l'occasion de leur participation aux mouvements où l'ennemi était désigné par sa nationalité ou sa religion. Une analyse focalise ensuite son attention sur la division socio-économique à l'intérieur de la communauté juive et établit les similitudes avec celle existant chez les Russes et les chrétiens en général. La fin de l'article est un appel direct à changer l'orientation des désordres. Comme la proclamation de l'UORS, il s'inscrit en faux contre l'idéologie et la pratique dominantes dans les masses.

> *"Cessez de faire preuve d'animosité envers ceux qui appartiennent à d'autres peuples ou professent une autre religion. Souvenez-vous que tous les travailleurs, quelles que soient leur nationalité ou leur religion, doivent s'unifier pour agir ensemble contre l'ennemi commun (...). N'entrez pas en conflit avec les ouvriers de peuples différents du vôtre, même si ceux-ci sont juifs".*

Si la valeur symbolique de cette prise de position est évidente, nous ne pouvons juger son importance pratique. "Il est difficile de savoir quelle fut exactement sa diffusion", écrit Franco Venturi à propos de *Zerno* (1).

L'organe officiel du groupe, *Černyj Peredel*, revenait sur les pogroms dans son n° 4, imprimé en Russie (septembre 1881). Un bref rappel de la ligne politique avancée dans l'éditorial permettra de mieux situer sa position envers les "désordres juifs".

> *"La forme de lutte la plus rationnelle, la plus en accord avec les forces existantes du parti et qui, en même temps, ouvre le plus vaste espace pour que l'initiative individuelle se manifeste, constitue à notre sens la terreur dans les usines et dans les campagnes, organisée et systématisée (...). Il s'agit-là d'une des tâches pratiques les plus importantes du parti révolutionnaire".*

1. F. Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, 1972, t. II, p. 1113.

Et dans un autre article de ce même numéro :

"... l'événement du 1er mars produisit une impression si traumatisante, amena l'être humain à une telle situation que des élans du coeur secrets, cachés, occultes jusqu'à un certain temps, aspirent à s'extérioriser, exigent de se réaliser...".

Les "désordres juifs", aussi bien que ceux qui étaient dirigés contre les seigneurs ou les autorités, en font partie. Ils sont l'un "des aspects de l'activité révolutionnaire". "Le parti doit utiliser au maximum cet état d'agitation exceptionnelle".

Même son de cloche dans un autre article intitulé "Du Village". Une correspondance, "Lettre du Sud", analyse la campagne contre les juifs. L'auteur, Prokopenko, refuse sur la base de l'opinion des paysans toute caractéristique nationale ou religieuse aux pogroms et signale deux causes : "l'exploitation des masses populaires par les juifs", qui lui a été révélée par ces mêmes paysans, et "la haine traditionnelle du moujik pour le youpin". Après avoir affirmé l'absence de motivation nationale ou religieuse, Prokopenko doit écrire :

"Le peuple, me semble-t-il, a placé ses ennemis dans une graduation déterminée. En premier lieu, il met le koulak professant une religion différente de la sienne, ensuite, le koulak orthodoxe..."

Suit une thèse que nous connaissons déjà :

"... je considère l'écrasement des juifs comme le prélude à un mouvement populaire plus sérieux et plus rationnel".

Prokopenko a laissé dans la "Lettre du Sud" un curieux récit sur les causes de l'absence de pogroms dans le village où il se trouvait.

"... - pas d'extrémistes - me disaient les moujiks à propos de cette absence, c'est-à-dire qu'il manquait l'homme capable de donner l'initiative au mouvement. Généralement, les moujiks s'affligeaient alors, parce qu'on les avait oubliés ... et qu'aucun 'socialiste' ne venait pour commencer. Ces

rumeurs désignant les socialistes comme initiateurs des pogroms se sont propagées exclusivement par l'agitation obstinée des juifs eux-mêmes (...). Je ne veux absolument pas affirmer par-là que le peuple n'est pas capable de produire ses propres initiateurs, je sais, par exemple, que les plus énergiques des paysans des villages voisins, en apprenant le pogrom de Kiev, sont partis là-bas pour en savoir la cause. J'étais dans l'un de ces villages, et à ma question - pourquoi on ne frappait pas les youpins - j'ai obtenu la réponse suivante : 'dès que Pavlo reviendra de Kiev nous commencerons'".

Dans ce même milieu, l'auteur constate que :

"Toutes les conversations et les rumeurs du village tournent généralement autour de la question qui intéresse le plus les paysans : le partage noir".

Il affirme ensuite que les départs des paysans vers d'autres régions ont cessé avec les pogroms, ceux-ci donnant l'espoir d'une prochaine libération fiscale ou d'une augmentation des terres paysannes.

"La pensée populaire met en rapport les pogroms juifs avec son attente passionnée du partage noir".

Ayant interrogé les paysans sur les origines des proclamations qu'ils avaient reçues :

"Quelques-uns m'ont répondu que c'étaient les socialistes qui les avaient envoyées (ce mot commence à être utilisé dans les villages au moment des pogroms juifs)".

Zerno écrivait dans son numéro 6, quelques semaines plus tard (10 novembre 1881) :

"Le peuple, au lieu de lutter pour changer un régime insupportable, a seulement détourné sa haine vers les juifs. Mais est-ce que seuls les juifs oppriment le peuple ? ... est-ce que les koulaks issus de la paysannerie ou les propriétaires fonciers sont meilleurs?... L'origine raciale et la religion ne signifient rien ici : chacun appartient au peuple qui l'a fait naître et professe la foi que lui dicte sa conscience. Ceci ne peut être un motif d'accusation ou d'éloge (...). Il est indispensable que le peuple ne se soulève pas en vain, sans objectif ni raison..."

En décembre 1881 paraît en Russie le n° 5 de *Černyj Peredel*. Dans un mouvement que l'auteur de l'éditorial reconnaissait populaire, on voyait maintenant, à côté de l'aspect économique, le problème de l'oppression nationale.

> *"Tout en ayant pour origines des causes économiques d'ordre général, le mouvement dans le Sud fut dirigé contre les Juifs, et non contre les exploiteurs et ceux que soutient le pouvoir, parce que l'isolement national et religieux et le manque des droits juridiques des juifs leur donnent des signes extérieurs qui les différencient de la masse".*

Ces lignes marquent la réflexion peut-être la plus lucide dans la presse révolutionnaire. La signification réelle de ces pogroms est abordée avec la même lucidité et la même précision. Le mouvement est qualifié de "passif", c'est-à-dire :

> *"... qu'il ne manifeste pas l'intention de changer le régime social et étatique à partir de nouveaux principes. Les 'désordres juifs' de par leur forme servent non pas à éclaircir la conscience du peuple, mais à renforcer cette idée absurde qu'est le tsarisme et à incorporer dans la vie des traditions d'animosité nationale".*

II - Après avoir fait le tour de la presse révolutionnaire (1881-1884), nous pouvons constater que les positions adoptées face aux pogroms n'étaient pas uniformes. La presse de la N.V., à partir de la seconde moitié de 1884, affiche des opinions radicalement différentes de celle de la période allant de 1881 à 1884 et fait son autocritique. Quant aux publications du Č.P., elles s'expriment de façon contradictoire, même si la vision favorable aux pogroms n'est présente que dans un seul des numéros cités.

Ce va-et-vient oblige le chercheur à ne pas se satisfaire des déclarations officielles et à se pencher sur les organisations elles-mêmes. On voit alors que pour situer correctement ces écrits il est indispensable de les mettre en rapport avec l'état réel des organisations dont ils émanent. Cette liaison est plus importante que celle qui rattacherait telle ou telle prise de position concrète sur la question des pogroms à un courant idéologique - jacobinisme, blanquisme,

bakunisme etc. - du camp révolutionnaire. Toutefois, cette relation existe, mais elle n'a pas toujours une valeur égale. Quant aux attaches idéologiques, elles résistent aussi à cause de leur caractère primaire à la fragmentation du mouvement révolutionnaire en tendances plus ou moins étroites. Nous avons vu des réactions diamétralement opposées entre elles à l'intérieur d'une même organisation.

Après le 1er mars et la lettre du C.E. à Alexandre III, l'organisation dominante au sein du mouvement révolutionnaire n'allait plus produire des événements politiques et elle-même n'allait plus être ce qu'elle avait été. Certes, l'apogée de la N.V. correspond à la période immédiatement postérieure à l'attentat, mais c'était le prélude de la fin d'une époque. A partir de l'été 1881, il y eut un changement de personnel dirigeant et de tactique.

Voyons d'abord la composition du Comité Exécutif au cours de l'été 1881, c'est-à-dire lorsqu'apparaît le n° 1 du *Listok*. Des dix fondateurs de la N.V., il n'en reste plus que deux : L. Tikhomirov et M. Ošanina. Si nous prenons l'ensemble du C.E. entre 1879 et l'été 1881, environ trente personnes, il n'en reste plus que neuf ou dix. Outre les deux déjà citées, nous trouvons M. Gračevskij (entré en 1879, arrêté en juillet 1882), S. Zlatopol'skij (1880 - avril 1882), V. Figner (1879 - février 1883), Ju. Bogdanovič (1880 - juin 1882), A. Korba (1880 - juin 1882), P. Tellalov (1880 - décembre 1881), O. Ljubatovič; rentrée d'émigration E. Sergeeva, épouse de Tikhomirov. Entre 1881 et 1882 huit ou neuf nouveaux furent cooptés, parmi lesquels Degaev qui, devenu provocateur, jouera un rôle catastrophique pour ce qui restait de la N.V. et trois des auteurs des articles favorables aux pogroms, Lebedev, Žebunev et Romanenko. Au milieu de 1882 le C.E., dans la pratique, cessa d'exister. Ošanina et Tikhomirov sont partis pour l'étranger, les autres sont morts ou en prison. Vera Figner, le seul membre du C.E. à pouvoir encore échapper à la police, refusait d'émigrer.

Les textes qui expriment une sympathie pour les pogroms vont de juillet 1881 à octobre 1883, période où la continuité de la ligne politique de la N.V. est rompue. Cette rupture est provoquée par l'absence de la réaction populaire escomptée et par les pertes décisives

subies par le parti. Si aucune organisation politique n'est à l'abri des changements, dans le cas de la N.V. les choses se simplifièrent. Les hommes qui la dirigeaient jouèrent un rôle plus important que les documents officiels - programme, statut, proclamations etc. dans la définition du profil de ce mouvement d'action révolutionnaire. Les hommes passent, les documents restent, mais la N.V. n'était plus la même. Lavrov avait perçu l'importance de la question. Avec une surprenante lucidité, il écrit au C.E. le 3 mars 1882 :

> *"Vous ne pouvez pas savoir, avec les terribles pertes que presque inévitablement vous subissez, avec en conséquence une arrivée constante de nouvelles forces au centre même du mouvement, quelles seront les influences décisives dans ce centre lorsque la victoire vous sera acquise, et alors vous risquez de voir que les objectifs socialistes, les seuls à conférer une signification profonde à toute votre activité, ne seront nullement dominants chez vos héritiers précisément quand il faudra faire passer en avant le contenu de la révolution et non seulement ses objectifs immédiats".* (1)

Un des fondateurs de la N.V., N. Morozov, dans un article écrit après la Révolution d'Octobre, refusa même la possibilité de "considérer l'idéologie de tous /les membres importants de la N.V./ comme étant homogène" ou de se faire une opinion à partir du Programme du C.E.,

> *"Parce que nous cooptions les personnes dans notre organisation non pas en fonction de détails de leur idéologie, mais en fonction de leur énergie et de leur disponibilité à sacrifier leur vie dans la lutte contre l'ennemi commun. Une preuve en est fournie par le fait que nos principaux dirigeants - Alexandr Mikhajlov, Kibalčič, Željabov, Perovskaja et d'autres - n'ont pas écrit dans la 'N.V.' une seule ligne"* (2).

Quant à la ligne politique, elle change. Nous trouvons sa nouvelle formulation dans l'éditorial du n° 8-9 de la *Narodnaja Volja* (février 1882), où Ošanina avance comme tâche pour le parti "la conquête du pouvoir".

1. *Revoljucionnoe narodnicestvo*, Red. Kollegija S.N. Valk, S.S. Volk, M.-L., 1965, t. II, p. 327. Souligné par l'auteur.
2. *Op.cit.*, p. 80.

Déjà avant les arrestations du printemps 1881, la presse du parti jouissait d'une certaine autonomie par rapport au C.E. Elle ne fit que s'accroître comme conséquence de la répression qui obligeait à un cloisonnement majeur des activités et de la dégradation de la discipline au sein du C.E. Si nous observons de près la rédaction de la *Narodnaja Volja* et de ses *Listki* pendant cette période, il ressort que le seul dirigeant de la vieille garde encore présent est Tikhomirov, puisque Ošanina n'a eu qu'exceptionnellement une activité directe (dans le n° 8-9).

La figure de Lev Aleksandrovič Tikhomirov a toujours attiré l'attention des historiens du populisme russe. C'est naturel, la plume la plus brillante de la *Narodnaja Volja*, celui qui a rédigé la lettre à Alexandre III (1), le rédacteur en chef de la *Narodnaja Volja* depuis sa fondation, allait devenir dix ans plus tard un révolutionnaire repenti, et sans n'avoir jamais été un provocateur de la police. Il devint par la suite un monarchiste et un conservateur très connu. Les historiens considèrent Tikhomirov comme un homme sans autonomie idéologique et fortement influençable. Pour Mikhajlov, son camarade le plus proche, véritable tête politique du parti, Tikhomirov n'avait pas "en tant que théoricien, de propre physionomie" (2). Tikhomirov lui-même écrit dans le journal intime qu'il tenait en exil :

> *"J'ai des capacités stupides. Avec des gens habiles, j'aurais pu beaucoup faire, mais tout seul - zéro! Mais où sont-ils donc, ces gens intelligents et habiles?"* (3).

Ces gens étaient morts, ou bien encore dans les cachots, en Sibérie ou dans les hôpitaux psychiatriques. La crise de conscience commença par la perte de confiance dans le mouvement :

1. Cette lettre a enthousiasmé Marx et Lénine.
2. D. Kuz'min, *op.cit.*, p. 77.
3. L. Tikhomirov, *Vospominanija*, M.-L., 1927, p. 320.

"Nous, les révolutionnaires, tout au moins ceux du type de 1881, nous retrouvâmes totalement brisés et apparemment, nous n'avions pas de place dans la vie russe (...). La vieille N.V. était carrément exterminée" (1).

S'il est difficile de reconstruire en détail l'acceptation par le C.E. de la proclamation de Romanenko, les rares témoignages existants font apparaître Tikhomirov comme favorable à la prise en charge de la proclamation. Certes, les souvenirs de A. Korba, rédigés quarante ans plus tard, donnent une version différente, mais elle appartient à Tikhomirov lui-même. A. Korba écrit :

"Une fois j'ai reçu une lettre de Tikhomirov ... j'ai lu : "comme vous le savez déjà, nous avons coopté au C.E. Romanenko, et il a déjà réussi à faire beaucoup de choses nocives et indésirables. Il a insisté pour que le Comité publie une proclamation concernant les désordres juifs et obtint notre accord. Si vous voulez connaître mon opinion personnelle, je vous dirai que je suis fortement contre la proclamation. Mais l'affaire est faite" La lettre ne racontait pas comment Romanenko reçut l'accord du Comité pour éditer la proclamation" (2)

Ja. Stefanovič, alors membre du C.E, dira plus tard que Tikhomirov soutenait Romanenko et sa proclamation au sein du C.E, il laissa aussi entendre que le C.E aurait été mis devant un fait accompli, *"la proclamation était déjà imprimée"* (3). Selon Plekhanov et Dejč, Tikhomirov aurait continué à défendre une position favorable aux pogroms pendant son séjour en exil (4).

Selon les souvenirs de Figner, de Korba, de Ljubatovič, il résulte qu'aucune de ces trois femmes, pas plus que Savelij Salomonovič Zlatopol'skij (le seul juif dans le C.E.) ne se trouvaient à Moscou lorsque le C.E. prit la décision de faire sien le texte de Romanenko. Les personnes restantes étaient Stefanovič, Gračevskij, Bogdanovič, Tellalov, Khalturin, Martynov, Ošanina, Sergeeva, Tikhomirov,

1. *Ibid.*, p. 132.
2. A.P. Korba, *Narodnaja Volja*, M., 1926, p. 197.
3. Ja. Stefanovič, *Dnevnik Karijca*, p. 59.
4. G. Plekhanov, *Sočinenija*, M.-L., 1927, t. XXIV, p. 157. L. Dejč "O sbliženii i razryve s narodovolcami", 1923, n° 8 (20), p. 34.

Lebedev, Žebunev et Romanenko (mais il est fort possible que quelques-uns parmi eux se soient aussi trouvés délégués en province). On peut considérer que les trois derniers cités ont sûrement été pour la proclamation. Avec un grand pourcentage de certitude, on peut ajouter Tikhomirov, son épouse qui n'était pas connue par son initiative, et Ošanina. Tant que les recherches dans les archives soviétiques ne montreront pas un autre tableau, on peut considérer ces six dirigeants comme directement responsables de l'appel au pogrom édité par la *Narodnaja Volja*. Parmi les six restants nous pouvons déjà dégager de toute responsabilité seulement Stefanovič. Selon Dejč, il n'y aurait pas eu d'approbation au niveau du C.E. : Tikhomirov aurait lu le texte de Romanenko sans le comprendre entièrement à cause de son ignorance de la langue ukrainienne, et l'ayant approuvé (Tikhomirov "n'aimait pas les juifs", nous dit Dejč), il fut imprimé. Les exemplaires furent déposés dans l'appartement de Franžoli et Zaslavskaja, où se trouvaient Stefanovič, Ivan Kaljužnyj et N. Smirickaja. Ces cinq militants décidèrent, après la lecture de la proclamation, de brûler tous les exemplaires à l'exception de quelques-uns destinés aux amis. Le caractère très subjectif et le ton polémique (1) de l'article de Dejč, ainsi que ses sympathies politiques déclarées, nous obligent cependant à utiliser avec circonspection son témoignage. D'autant plus que la discussion sur le passé révolutionnaire était très vive en 1920, au moment où Dejč écrit, et son enjeu politique évident. D'ailleurs, les recherches ont montré (voir infra, p. 30) que la déclaration de Dejč : "Je sais très bien, j'affirme : au sein de la 'masse paysanne' cette proclamation ne fut jamais distribuée" (2), ne correspond pas à la réalité. Dejč ajoute: "Romanenko était partiellement antisémite, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir épousé une juive".

G. Romanenko (1855-1928), fils d'un propriétaire foncier de Bessarabie, avait été en désaccord public avec la N.V. jusqu'à la

1. Polémique avec G. Krasnyj-Admoni qui trouva dans les archives, en 1920, des proclamations antisémites confisquées lors de l'arrestation d'une participante de la campagne "Aller au peuple" en 1874. Voir G. Krasnyj-Admoni, Literatura podpol'ja i pogromy, *Vestnik Literatury*, 1920, n° 2 (14), 3 (15), 4-5 (16-17).
2. L. Dejč, Vo imja nelicepriatnoj istiny, *Vestnik Literatury*, 1920, n° 7 (19), p. 12. Souligné par l'auteur.

veille de son incorporation dans le parti. Celle-ci se fit probablement pour deux raisons. Dans l'émigration, où Romanenko se trouvait, le 1er mars fit croire à l'existence d'une organisation en plein essor. Romanenko ne fut pas le seul à rentrer après le 1er mars, Stefanovič et Morozov rentrèrent également en Russie. Le manque pressant d'hommes amena le C.E. à coopter des militants sans grands scrupules. Romanenko s'était fait connaître dans le milieu de l'émigration par un opuscule publié sous un pseudonyme (1). L'auteur affirme que "Le terrorisme, c'est la révolution (...). Tout ceci est simple et clair" (2). Et, s'il faut choisir "entre une révolution de masses (...) comme moyen pour conquérir la liberté politique et une révolution terroriste, c'est-à-dire un système d'assassinats politiques", la seconde doit avoir toutes les faveurs. Pour les hommes de la N.V., Romanenko était un "ultraterroriste". Si les terroristes et la liberté politique ne triomphent pas, concluait Romanenko, alors éclatera la terreur économique des paysans et des ouvriers, avec les assassinats des seigneurs, des fabricants, des petits fonctionnaires.

> *"L'histoire, empêchée d'entrer par la porte, fera irruption par la fenêtre, et son chemin sera terrible. Ce ne sera pas une terreur politique dirigée par l'intelligentsia, mais une force déchaînée, spontanée... qui est déjà perceptible pour les hommes qui comprennent la vie populaire (...). Une mer de sang coulera"* (3).

Romanenko quittera le mouvement révolutionnaire. Il deviendra un monarchiste militant, membre des *Černye Sotni* (4), pendant les grands pogroms de 1903, à Kichinev, il se trouvera en première ligne parmi les journalistes antisémites. Il serait faux d'expliquer la conduite de Romanenko en se limitant seulement à signaler son activité vingt ans après. Toutefois, on peut conclure que chez lui l'antisémitisme n'était pas un "malentendu".

1. V. Tarnovskij, *Terrorizm i rutina*, Genève, 1880.
2. *Ibid.*, p. 10-11.
3. *Ibid.*, p. 23-24.
4. Les Cents Noirs.

Soyons explicites. Nous ne croyons pas que la N.V. doive être déchargée de la responsabilité des textes qu'elle a publiés pendant plus de deux ans dans son organe officiel. Cependant, toute référence à ces textes doit être accompagnée de trois considérations :

1) Ils appartiennent à la période d'agonie de la N.V. La poignée des militants qui l'avait caractérisée avait, à quelques exceptions près, disparu de la scène.

2) L'auteur du seul texte appelant les masses aux pogroms n'était pas un militant typique de la N.V. D'ailleurs, son passage dans l'organisation fut très bref : rentré en Russie au cours de l'été 1881, il fut arrêté en novembre de la même année, soit moins de quatre mois d'activité; il s'agit d'un personnage épisodique.

3) Pendant cette période le contenu de la presse de la N.V. relève beaucoup plus de la responsabilité des rédacteurs que de l'ensemble du C.E. Aux côtés de Tikhomirov nous trouvons deux autres rédacteurs des numéros d'où nous avons tiré les articles sur les pogroms : S.N. Krivenko et V.S. Lebedev, dont le passage dans la presse de la N.V. fut leur seule activité dans le mouvement révolutionnaire.

La volte-face du n° 10 est liée à la figure légendaire de German Lopatin qui, rentré de Londres (où il était arrivé après s'être évadé de Sibérie), prit la direction de la N.V. et de son organe. Tikhomirov écrivit l'article de fond probablement sous l'influence de Lopatin et des émigrés, mais aussi parce qu'en 1884 on pouvait déjà faire le bilan de la campagne des pogroms et de leur utilisation par les forces les plus réactionnaires.

L'étude du *Černyj Peredel* révèle de prime abord que la sympathie pour les pogroms, exprimée dans le n° 4 de C.P., se situe (septembre 1881) entre deux condamnations parues dans les n° 3 et 6 de *Zerno*, édité également par le Č.P. (juin et novembre 1881). La presse du mouvement était imprimée en Russie tandis que le noyau dirigeant se trouvait en Suisse et en Allemagne (Plekhanov, Zasulič, Dejč, Axelrod). La contradiction remarquée ne fait que montrer, une fois de plus,

l'esprit d'une bonne partie des cadres se trouvant sur place, dépassés par les événements et par l'absence d'une ligne précise élaborée par la direction.

A côté de l'aspect idéologique, le manque d'information a peut-être joué aussi un certain rôle, surtout dans le cas des cadres se trouvant dans la clandestinité à Moscou ou à Saint-Pétersbourg. L'historien dispose d'un document intéressant, qui montre combien les positions face aux pogroms étaient fragiles : le n° 6 de *Zerno* aurait très bien pu appeler aux pogroms, et ceci après les avoir condamnés dans le n° 3, si les militants juifs de la typographie n'étaient pas intervenus. Il s'agit d'une lettre que Joseph Getsov, fondateur de la typographie clandestine du Č.P. à Minsk, écrite à L. Dejc le 10 janvier 1923:

> *"Je suis allé à Pétersbourg pour rencontrer Zagorskij au sujet de la question suivante. Il nous avait envoyé pour* Zerno *un article traitant des pogroms antijuifs dans le sud de la Russie. L'article, rédigé dans un but d'agitation, estimait que les pogroms constituaient le commencement de la révolution, encourageait le peuple à les continuer en se tournant vers les seigneurs et la police. Cet article fit sur nous, les typographes, une impression abominable, et nous décidâmes, unanimes, de ne pas le composer. Mais il était indispensable de raisonner l'auteur (...). Avec cet article, je me hâtai vers St.-Pétersbourg et il faut dire, en faveur de Zagorskij, qu'il ne fut guère difficile de lui démontrer que ces pogroms ne constituaient pas un mouvement de classe, mais un mouvement racial, fondé sur la superstition, les préjugés, les incompréhensions, que ceux qui supportaient les pogroms étaient pour la plupart des prolétaires pauvres, tout comme les participants aux pogroms, qu'il s'agissait d'une affaire manigancée par les agents du gouvernement dans la lutte contre la révolution et par les capitalistes et exploiteurs concurrents. Zagorskij m'écouta sans soulever d'objections, déchira l'article et en écrivit un autre sur le champ, dans un esprit totalement différent (...). Nous ne fûmes pas les seuls à nous réjouire : nos camarades à l'étranger, qui étaient très indignés par la proclamation pogromiste lancée par le C.E. de la N.V. en ukrainien, reçurent avec enthousiasme l'article de* Zerno" (1).

1. L. Dejč, *Rol' evreev v russkom revoljucionnom dviženii*, M.-L., 1926, p. 209-210.

Une autre source nous donne un renseignement intéressant sur la conduite des militants populistes juifs. Dans un rapport envoyé par le gouverneur d'Odessa au ministre de l'Intérieur le 9 mai 1881, on lit que les junkers avaient désarmé une centaine de juifs organisés en autodéfense et arrêté quelques étudiants parmi lesquels se trouvaient des personnes déjà connues :

> "... *par leurs crimes politiques... : Mordekhaj Grec, dont le frère est venu pour demander une entrevue avec lui et qui, ayant été fouillé, s'est avéré avoir sur lui des proclamations révolutionnaires; l'étudiant Rozemblit, dont les rapports de police indiquent qu'il est le fondateur du journal Černyj Peredel, et l'étudiant Khavkin qui - selon les mêmes sources - fait partie du Černyj Peredel. Sur lui fut trouvé un numéro récent de la Narodnaja Volja*" (1).

Dans un télégramme adressé le 5 mai, le gouverneur fait savoir au ministre Ignatev que la veille,

> "*plusieurs personnes, dont trente étudiants déjà connus par leurs attitudes politiques hostiles au gouvernement, ont participé à des tentatives pour renouveler les désordres*".

Ignatev s'appuya sur cette communication pour "convaincre" Alexandre III de l'origine séditieuse des désordres (2). On peut cependant se demander s'il ne s'agissait pas d'une manoeuvre, les personnes arrêtées étant des militants défendant les quartiers juifs. L'arrestation des révolutionnaires dans le camp opposé aurait fait beaucoup plus de bruit, et les noms des intéressés auraient été connus.

1. *Materialy...*, *op.cit.*, p. 65. Il est possible que le frère de M. Grec soit Beniamin Osipovič Grec, qui dirigeait un cercle d'ouvriers révolutionnaires, juifs en majorité, fondé par lui en 1880. Ils se préparaient à la lutte armée. Quelques ouvriers russes firent partie du cercle à partir du printemps de 1881. On sait que le cercle a tenu deux réunions, le 26 avril et le 3 mai, dans lesquelles B. Grec fit approuver un statut rédigé par lui. Cf. *Rabočee dvizenie v Rossii v XIX veke*, t. 2, II, p. 505-506.
2. R. Kantor "Aleksandr III o pogromakh 1881-1883", *Evrejskaja letopis'*, t. I, Petrograd, 1923, p. 153.

Nous connaissons l'existence de plusieurs autres proclamations de caractère local appelant aux pogroms (1). Si quelques-unes sont exclusivement dirigées contre les juifs, d'autres présentent une terminologie sociale, parfois révolutionnaire et appellent le peuple à étendre les pogroms aux seigneurs et aux autorités légales. La paternité de ces proclamations non signées n'est pas claire. Déjà à l'époque, les opinions furent partagées, on les attribua soit aux juifs, qui, par ce moyen, auraient essayé de faire rester l'armée sur place et d'amener le gouvernement à en finir avec les pogroms, soit aux révolutionnaires. Il est difficile de trancher, les deux origines auraient pu se manifester parallèlement. On sait que la proclamation de Romanenko fut rééditée par le Comité local de la N.V. à Elisavetgrad, ville où les pogroms avaient pris des dimensions importantes. Ce fut l'oeuvre des militants les plus actifs, parmi lesquels on connaît D'jacenko, Khromanskij, Vernjavskij, Tarkovskij. Après son arrestation ce dernier reconnut avoir reproduit chez lui, et en compagnie d'autres révolutionnaires, trois documents, dont la Proclamation. D'jacenko prit à l'administration régionale les adresses des paysans sachant lire, à qui la proclamation fut envoyée (2). Parmi le flot de rapports contradictoires qui arrivaient au ministère de l'Intérieur, ceux de Kutaissov semblent être les plus en accord avec ce que les autorités savaient réellement, et ils ont l'avantage d'établir le bilan. Kutaisov envoyé du tsar, n'avait pas à se justifier au sujet de ce qui se passait car cela ne tombait pas sous sa juridiction, et il visitait les lieux une fois la première vague de pogroms passée. Dans ses rapports, Kutaisov conclut qu'à la question concernant la participation des révolutionnaires aux pogroms, il faut répondre :

1) en tant que parti, les socialistes-révolutionnaires n'y sont pour rien;

2) des militants, ou tout simplement des sympathisants ont à divers degrés participé, voire incité à l'émeute;

1. *Materialy..., op.cit.*, doc. n° 19, 20, 30, 31, 48...
2. Voir *Krasnye Vekhi*, vyp. 1, 1925, p. 15, 31.

3) le parti a voulu profiter des désordres de rues pour les diriger contre le gouvernement (1).

III - Au sein de l'émigration, la réaction fut significative : l'indignation totale (à l'exception de Tkačev), suscitée par l'attitude de la N.V. ne se traduisit pas par une prise de position publique. Certes, au début de 1882, un meeting se tint à Londres, au Club slave, où Kropotkin parla du mensonge d'un peuple juif socialement homogène, où il s'éleva contre les pogroms et appela à l'union des prolétaires de toutes nationalités.

Lavrov, Kropotkin, Kravčinskij et les dirigeants du C.P. reçurent, fin 1881, une lettre du C.E. qui ouvrait des pourparlers en vue de l'unification des forces. Dans sa réponse du 3 mars 1882, Lavrov fait état de "désaccords sur la question... des nationalités". La réponse collective du *Černyj Peredel* était plus explicite. Elle signalait que le n° 6 de la *Narodnaja Volja* avec "ses références aux désordres antijuifs avait soulevé /parmi les dirigeants du Č.P.-C.I./ une totale perplexité". Les affirmations de la N.V. constituaient pour ces émigrés "des opinions risquées et douteuses au plus haut degré" (2). Kravčinskij répondit à son tour et il s'arrêta lui aussi sur ce problème :

> *"... j'adhère /à la réponse du Č.P.-C.I./ avec une énergie particulière à leur proposition concernant 'la question youpine'. C'est une affaire si claire et le tort provoqué par quelques malentendus est si évident, qu'il est superflu de l'expliquer"* (3).

La croyance, ou le désir de croire qu'à la base des jugements favorables aux pogroms se trouvaient des quiproquos, se reflète de la même façon dans le témoignage de Dejč. Plekhanov lui aurait dit :

> *"... que s'il avait été juif , comme moi, il n'aurait jamais accepté d'agir de concert avec la N.V., qui appelait à battre mes compatriotes. Sur cette question aussi j'essayai de le calmer, en expliquant l'apparition de cette*

1. *Materialy...*, *op.cit.*, p. 269-272.
2. *Revoljucionnoe...*, *op.cit.*, p. 338.
3. *Ibid.*, p. 339.

proclamation par quelque hasard absurde, par légèreté ou par incompréhension" (1).

La solidarité financière et politique avec les révolutionnaires russes que la Croix Rouge (dirigée par Lavrov et Zasulič, représentantes officielles de la N.V.) commençait à organiser en Occident fut mise en difficulté par l'attitude de la N.V. dans la question juive.

"En Angleterre" écrivait Dejč le 2 février 1882 à Stefanovič *"la campagne de solidarité est engagée et on peut compter sur son succès, si toutefois aucune circonstance ne vient lui nuire. Or, il y a maintenant en Angleterre des grands meetings en faveur des juifs, on y réunit des sommes énormes, et puisque toute l'Europe est convaincue que "les nihilistes ont provoqué les désordres juifs", croyance qui a été en partie possible grâce à la proclamation du C.E. en ukrainien, aussi y a-t-il de fortes possibilités pour qu'on refuse en Angleterre de collaborer avec la Croix Rouge, comme cela s'est produit en Autriche, où la Croix Rouge n'a eu aucun succès parce que les juifs de ce pays sont contre les "nihilistes" à cause de l'attitude de ces derniers envers les désordres juifs en Russie"* (2).

Parmi les dirigeants révolutionnaires, le plus sensible aux événements fut P.B. Axelrod. Il parle de la nécessité d'élaborer la question juive en Russie, du point de vue du socialisme, et sous forme d'une publication destinée à servir de guide pour les militants. Ce projet donna lieu à une correspondance qui est exemplaire, car elle dévoile les idées, les orientations et le type d'obstacles que l'entreprise d'Axelrod souleva.

Axelrod, ayant prié ses amis de se renseigner auprès d'E. Reclus sur la Palestine, en vue d'élaborer un projet d'émigration, reçut une première réponse dans une lettre que Dejc lui adressa le 27 mars 1882 :

1. L. Dejč, *Proletarskaja Revoljucia, op.cit.*, p. 10.
2. *Gruppa "Osvobozdenie Truda"*, pod red. L. Dejča, M.-L., 1924-1928, t. 3, p. 172.

"Hier, Vera /Zasulič/ est allée à nouveau voir spécialement E. Reclus pour obtenir des informations sur la Palestine. Il lui a promis de t'écrire directement et en détail pour te donner toutes les indications nécessaires. Mais il lui a déjà dit que la Palestine n'est pas une terre appropriée pour l'émigration, car là-bas aussi, les juifs peuvent commercer et exploiter les habitants du pays (...). Envoie-nous ta brochure. Je te donne ma parole de prendre très sérieusement en compte aussi bien ce que tu écriras que la question sur les juifs en soi. Georges /Plekhanov/ et les autres auront, j'en suis sûr, la même attitude. Tu penses à tort, mon frère, que nous donnons moins d'importance à cette question qu'aux autres" (1).

Axelrod avait pourtant ses raisons, comme le montre la réponse collective du Č.P. au C.E., déjà citée. Axelrod, qui résidait en Allemagne, n'avait pas participé à la rédaction de la lettre, oeuvre de Plekhanov, Dejč et Zasulič. Après avoir critiqué les conceptions exprimées dans le n° 6 de la N.V., cette lettre concluait :

"Mais il est évident que ces divergences avec les articles de la N.V. ne sont pas, pour nous, essentielles" (2).

Ces divergences concernaient aussi d'autres questions, et elles n'étaient pas "essentielles" par rapport à l'enjeu des pourparlers sur l'unification du mouvement révolutionnaire russe. Néanmoins, Axelrod n'était pas satisfait de la réaction du groupe de Suisse. Le groupe attendait de voir les résultats de sa critique dans le n° 8 de la N.V. avant de donner suite au projet d'Axelrod. Bien que la rectification n'ait pas eu lieu, des divergences sérieuses existaient au sein du C.E. De la lettre de Dejč à Axelrod il ressort que ces divergences faisaient penser à Stefanovič que la rectification allait être publiée, ce qui donne une certaine idée de la résistance opposée par une partie du C.E. à la proposition de Romanenko. Dejč écrit :

"Dimitro /Stefanovič/ m'a écrit : "La déclaration, grâce à ton insistance, sera dans l'esprit que tu (c'est-à-dire moi) voulais, et effacera totalement la désagréable impression laissée par l'écrivailleur Romanenko contre qui tout le monde est ici indigné" (3).

1. *Ibid.*, t. I, p. 153.
2. *Revoljucionnoe...*, *op.cit.*, p. 338.
3. *Gruppa...*, *op.cit.*, t. I, p. 153.

Dans une autre lettre, du 3 avril, Dejč suggère à Axelrod de se mettre en contact avec Lavrov pour rédiger ensemble la brochure. Axelrod a dû le faire parce que Lavrov lui écrit le 14 avril :

> "*Je dois vous confesser que je considère cette question extrêmement complexe, et difficile au plus haut degré pour un parti dont l'objectif est de se rapprocher du peuple pour le soulever contre le gouvernement. Sur le papier, du point de vue théorique, elle est très facile à résoudre, mais vu la passion populaire en présence, et la nécessité des révolutionnaires russes d'avoir, là où c'est possible, le peuple avec soi, la chose change*" (1).

C'était clair : pour être conséquent avec ses principes, il fallait aller à contre-courant, et ceci n'était pas sans risques, pensait Lavrov. Un détail toutefois échappait à son raisonnement. La question juive n'était pas la seule où les révolutionnaires se voyaient obligés d'aller à contre-courant. Préconiser le changement politique, par exemple, amenait inexorablement à attaquer le tsar et son mythe, non seulement avec des bombes, mais aussi par la propagande au sein du peuple. Certes, là aussi on a vu des hésitations, les révolutionnaires utilisant parfois de faux "manifestes du tsar" pour soulever la paysannerie (Dejč et Stefanovič étaient experts en la matière). Mais, curieusement, l'ensemble écrasant du mouvement avait condamné cette tactique. Peut-être parce que ses conséquences néfastes étaient plus visibles ou plus faciles à comprendre que dans le cas des pogroms.

La lettre de Lavrov était parvenue à Axelrod par l'intermédiaire de Dejč, puisque ce dernier y ajouta un commentaire, fort explicite d'ailleurs :

> "*Je suis inconditionnellement d'accord avec Petr Lavrovič /Lavrov/. La question juive est maintenant, dans la pratique, réellement insoluble pour les révolutionnaires. Que faut-il faire, par exemple, dans la région de la Baltique, où on frappe maintenant les juifs? Les soutenir signifie, comme dit Reclus, 'provoquer la haine des paysans contre les révolutionnaires qui, non seulement ont tué le tsar, mais qui, en plus, appuient les youpins'.*

1. *Materialy po istorii russkogo revoljucionnogo dviženija*, iz. Arkhiva Akselroda, Berlin, 1924, t. II, p. 30.

Ainsi il arrive aux révolutionnaires d'être placés entre deux contradictions. C'est tout simplement une situation sans issue aussi bien pour les juifs que pour les révolutionnaires, dans la pratique, dans l'action. Evidemment, c'est un devoir pour ces derniers de conquérir l'égalité des droits pour les premiers, le permis d'habiter où ils veulent, mais ceci est du ressort des hautes sphères. Tandis que mener une agitation conciliatrice au sein du peuple est très, très difficile maintenant pour le parti. Ne pense pas que ceci ne m'afflige pas et ne me trouble pas. Mais malgré tout je resterai toujours membre du parti révolutionnaire russe et je ne m'en éloignerai pas un jour car cette contradiction, comme quelques autres, ne fut pas créée par le parti" (1).

Axelrod ne renonça pas à son projet et il reçut une nouvelle lettre de Dejč, du 21 avril, où celui-ci, faisant état du mécontentement du groupe, essayait de le persuader d'abandonner l'idée de l'émigration ou, tout au moins, de conseiller aux juifs d'émigrer non pas en Palestine mais

"... aux Etats-Unis où ils pourront se confondre avec la population locale (...) /car/ le point de vue socialiste est de tenter de fondre les nationalités et non pas d'isoler la nationalité juive" (2).

L'émigration n'était pas une affaire simple. Le gouvernement l'avait autorisée, mais en coulisse il se disposait à agir autrement. Il fit comprendre aux dirigeants de la communauté juive que l'émigration constituait une forme intolérable de protestation contre le gouvernement et portait atteinte à la dignité de l'Etat russe. Aux délégués de la communauté, arrivés à St-Pétersbourg en avril 1881 pour discuter des mesures à prendre, le banquier Poljakov communiqua qu'il avait exprimé au ministre Ignatev, lors d'une audience, son patriotisme russe par la phrase suivante :

"L'encouragement à l'émigration des juifs hors de la Russie constitue en quelque sorte une incitation à la révolte, car pour les Russes l'émigration n'existe pas..." (3).

1. *Ibid.*, p. 31, souligné par l'auteur.
2. *Gruppa... op.cit.*, t. I, p. 360.
3. S. Dubnov, *op.cit.*, p. 137.

Les réserves que les opinions d'Axelrod suscitèrent même parmi ses camarades du Č.P. lui firent abandonner son projet. Cependant, l'historien dispose d'un manuscrit inachevé qui s'intitule "Sur les tâches de l'intelligentsia socialiste juive" (1). L'auteur rappelle que celle-ci n'avait pas - à quelques exceptions près - prêté attention au travail au sein du peuple juif. Axelrod raconte son chemin :

> *"Quelle importance, me semblait-il, pouvaient avoir les intérêts d'une poignée de juifs à côté des intérêts universels embrassés par le socialisme et les idées de la classe ouvrière!*
> *Car, à proprement parler, la question juive n'existe pas, seule existe la question de la libération des masses ouvrières de toutes les nations, la nation juive comprise. Avec le triomphe du socialisme, la soi-disant question juive se résoudra".*

Cette affirmation, tout comme celle de Dejč concernant son appartenance au parti russe malgré sa condition de juif et les événements qui venaient de se produire, est significative. Elle dévoile au-delà de la spécificité du problème juif la présence de la question nationale. "Question", c'est-à-dire problème à résoudre. La rupture, au début du XXe siècle, dans le mouvement révolutionnaire géorgien s'était produite autour de cette même question (2). Tkačev - qui n'avait pourtant rien en commun avec Axelrod - aurait volontiers signé la déclaration de ce dernier. N'avait-il pas affirmé :

> *"Avec le triomphe des principes de la révolution sociale, toute différence individuelle et, en particulier et surtout, toute différence raciale ou nationale entre les personnes doit inévitablement disparaître (...). Le principe de la nationalité n'est pas compatible avec celui de la révolution sociale, le premier doit être sacrifié au second"* (3).

Cette attitude transcendantale - le fait national est le lieu concret d'une lutte ayant en vue des objectifs supra-nationaux - semble être entrée dans le mouvement révolutionnaire russe comme le

1. Iz arkhiva..., *op.cit.*, p. 217-229. Les citations suivantes proviennent de ce texte.
2. Cf. I. Džabadari "Process 50-ti" dans *Byloe*, 1907, n° 9, *passim.*
3. P.N. Tkačev, *Sočinenija*, M., 1976, t. II, p. 320.

complément d'un rigide déterminisme économique.

Cette attitude se trouvait donc en conflit avec la pensée antitéléologique que Čaadaev avait léguée à Herzen et à Černyševskij, et qui constituait le fondement de la *Weltanschauung* populiste russe. Or, c'est justement cette reconnaissance de la diversité et de la multiplicité des modes de développement qui seule peut entraîner une acceptation authentique de l'existence du fait national compris comme une valeur en soi. La question juive n'existait pas, attendu qu'elle n'existait pas dans l'idéologie.

Axelrod, cependant, sut l'identifier dans une pratique toute terrestre : dans les pogroms.

> *"Une attitude plus réaliste envers les phénomènes de la vie permet de comprendre que de la conception socialiste cosmopolite ne découle absolument pas la logique d'une complète indifférence envers les conditions de vie et le développement intellectuel de masses juives. A la place des idées et idéaux pseudo-libéraux teintés de nationalisme et plus ou moins humanistes, il aurait fallu intervenir face aux masses juives avec la propagande des antagonismes de classe et de la solidarité étroite des intérêts des ouvriers et des masses opprimées, sans différence de nationalité ou de religion".*

Une dizaine d'années de travail spécifique de l'intelligentsia socialiste juive aurait rendu possible "l'affaiblissement sensible du caractère terriblement nationaliste et unilatéral des 'désordres juifs'". Axelrod dénonce les attaques de la presse légale et les qualifie d'attaques à une "nation".

Le manuscrit dépasse les opinions personnelles de l'auteur; dans une certaine mesure, il est le fruit de la réflexion de nombreux militants socialistes juifs de Russie avec qui Axelrod restait en contact. Leur témoignage est doublement intéressant : il montre leur prise de conscience nationale, processus marqué par le comportement de la société cultivée beaucoup plus que par les pogroms qui, *a posteriori*, pouvaient être inscrits dans la logique d'une masse asservie. Il nous informe aussi sur l'attitude des milieux étudiants de tendance socialiste,

véritable pépinière de cadres révolutionnaires, gagnés à l'occasion par l'idéologie officielle :

> *"Les pogroms et, dans une plus large mesure, 'l'opinion publique' des classes russes cultivées qui se manifesta après les pogroms furent pour les socialistes juifs une sorte de découverte dont ils se sont décidés à formuler ouvertement le sens (...) graduellement et après une difficile lutte interne. Habitués à penser que les juifs, en tant que nation particulière dans la réalité n'existent pas (...) les socialistes juifs ont soudain découvert que l'écrasante majorité de la 'société russe' et du peuple considère les juifs comme une nation particulière (...). Mais la plus affreuse déception fut celle que ressentit dans de nombreux endroits la jeunesse étudiante juive, lorsqu'elle vit que les éléments de tendance socialiste, dans les établissements secondaires et supérieurs, non seulement voyaient avec sympathie la croisade paysanne contre les masses juives, mais manifestaient dans la diffusion de la littérature révolutionnaire et dans des activités de soutien au parti révolutionnaire une judéophobie aussi grossière que celle de leurs papas et mamans, Aksakov en tête, vis-à-vis de leurs camarades juifs. Un spectacle véritablement infâme!".*

Ce bilan amer, fruit, selon Axelrod, de l'ignorance du fait national, ne le fit pourtant pas déboucher sur une autre conception de la question nationale juive.

La "nation" juive n'existe - selon Axelrod - qu'en Russie, et par les circonstances qu'on connaît. Les pogroms ont montré à l'intelligentsia juive socialiste que :

1) Les juifs, en tant que nation, occupent en Russie une place tout à fait à part et sont haïs par l'écrasante majorité de la population chrétienne.

2) Les juifs socialistes, en accord avec le caractère internationaliste du socialisme et la lutte de classes, ont cependant commis une erreur en ne voyant pas la situation réelle des juifs en Russie : une nation opposée au reste de la population.

3) Si dans un pays comme l'Allemagne, où la judéophobie de masses n'existe pas, les socialistes juifs n'avaient pas de tâches particulières, ces tâches existent en Russie. L'arriération culturelle et politique du peuple russe obligeait les socialistes juifs à ne pas ignorer leur propre peuple.

> *"Une partie considérable (et peut-être l'écrasante majorité) de la jeunesse juive" - arriva à ces conclusions.*

Mais l'attention des socialistes juifs pour le sort de leur peuple ne doit pas être confondue avec une tentative quelconque de "renaissance nationale du judaïsme". L'objectif est de réussir à sauver les travailleurs juifs de la colère du peuple non juif. "Pour ce qui est des capitalistes juifs, un des éléments de la classe bourgeoise en Russie, leur sort est absolument indifférent aux socialistes". Ce point de vue de classe conditionne la solution "la plus radicale" de la "question juive" qui consiste d'abord en la transformation des couches pauvres, malgré leurs apparences petites-bourgeoises, de la population juive en représentantes directes du travail physique, bref, en leur prolétarisation; et ensuite, dans la mesure du possible, à obtenir une fusion totale de cette masse avec la classe correspondante de la population "native".

Les socialistes peuvent aussi participer à l'organisation de l'émigration massive des juifs vers l'Amérique, à condition de lutter pour l'application de ces deux principes aux Etats-Unis.

Quant à la Russie, la normalisation de la situation passait inéluctablement par la conquête des institutions libres. La fusion avec le peuple russe tel qu'il est, estime Axelrod, ne pourrait favoriser le développement culturel et politique des masses juives qui, en moyenne, se trouvent au-dessus du reste de la population.

> *"Cette fusion sera envisageable et utile lorsque de grandes réformes politico-sociales dégageront un certain espace pour un développement politique et intellectuel plus*

rapide des classes inférieures en Russie".

Deux écrivains très connus à l'époque ont pris résolument position contre les pogroms. L'un d'entre eux Mikhajlovskij, collaborateur régulier de la N.V., dans son livre *Les héros et la foule*, n'hésita pas à qualifier de réactionnaire le mouvement antijuif. De ces "désordres" ne pouvait naître aucun espoir social. La conscience de ce mouvement était un obstacle à la conscience politique ou bien de classe, et non pas un embryon qui pouvait se développer. Contre les "légendes" sur les juifs, Saltykov-Ščedrin éleva une protestation énergique. Sa position était dictée par des principes profondément humanistes. Il aborda la question dans un article intitulé "Effluves de juillet".

Ainsi, il apparaît qu'une partie importante du mouvement révolutionnaire n'a pas compris la nature des pogroms et les a accueillis favorablement. Comment expliquer cette hallucination collective des révolutionnaires sans distinction de tendances?

Deux facteurs peuvent l'expliquer :

1) Le sentiment d'une impuissance croissante. Toutes les tentatives pour se rapprocher du peuple avaient échoué. Depuis l'attente de 1863, en passant par la "marche au peuple", et finalement par l'événement qui semblait couronner par le succès la tactique choisie, "l'exécution du tsar", le résultat escompté n'avait pas été obtenu. Les tâches que les révolutionnaires se posaient pour soulever les masses étaient graduellement remplies sans toutefois provoquer la moindre insurrection populaire. Cela amenait à s'interroger sur les possibilités mêmes d'un tel rapprochement. Or, c'est à ce moment que les troubles antisémites ont éclaté et certains indices montrèrent vite leurs rapports avec le 1er mars. Bien des révolutionnaires virent dans ces troubles l'événement dont l'utilisation pouvait soit provoquer un rapprochement avec le peuple, soit les en isoler pour longtemps. L'historien juif Dubnov a pu dire : pour les révolutionnaires c'était <u>bit'</u>

ou ne pas byt' (frapper ou ne pas être).

2) Le désir de voir se manifester une fois pour toutes la protestation populaire. Ce désir était pris dans une contradiction plus générale. D'un côté, un postulat qui faisait des masses populaires les dépositaires par définition de la vertu. De l'autre, une tradition qui venait de Černyševskij :

> *"... misérable nation, misérable nation. Nation d'esclaves, de bas en haut, rien que des esclaves"* (1).

Axelrod nous rapporte les paroles suivantes de Željabov, un des dirigeants exécutés en avril 1881 :

> *"Notre unique tâche du moment : obtenir une Constitution démocratique (...). Je suis originaire de la paysannerie, je connais le peuple : un soulèvement paysan provoquerait seul le chaos dans le pays. Vous ne pouvez pas savoir quelle cruauté, quelle barbarie pourraient se manifester dans une émeute populaire"* (2).

Après le 1er mars Ošanina disait : "J'aime les paysans russes et en même temps je les déteste pour leur docilité (3), et une jeune étudiante proche des révolutionnaires déclarait en 1883 : "Je peux mourir pour le peuple, mais vivre pour lui, je ne peux pas : je le hais presque". Quelque temps après, elle se suicida (4).

Si cette tendance s'accompagnait chez Černyševskij d'une stratégie de longue durée destinée à créer des citoyens à la place des sujets, dans l'action elle débouchait chez les révolutionnaires sur des contradictions, comme celle d'épouser la première protestation populaire venue, en les empêchant d'aller à contre-courant. Certes, cette protestation était puissante; pour la première fois, des masses ouvrières russes descendaient dans la rue. Que ce fût pour frapper leurs

1. N.G. Černyševskij, *Sočinenija*, M., 1949, t. XIII, p. 197.
2. P.B. Axelrod, *Perežitoe i peredumannoe*, Berlin, 1923, p. 361.
3. S. Volk, *Narodnaja Volja*, M.-L., 1966, p. 223.
4. *Ibid.*, p. 223, n. 54.

"frères de classe", cela, hallucination ou calcul, ne fut pas pris en compte par la plupart de ceux qui, parmi les révolutionnaires, avaient alors la parole.

Il est difficile de juger l'importance de ce chapitre dans le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire. Mais il est certain qu'on ne peut pas l'ignorer. Dans les discussions sur les rapports entre conscience et spontanéité qui auront lieu au moment même de la deuxième grande vague de pogroms en Russie, en 1903, le souvenir de la spontanéité du mouvement populaire en 1881-1883 ne sera pas totalement absent. Plekhanov, qui assure la continuité de deux générations de révolutionnaires, rappellera le passé dans le n° 39 d'*Iskra* (1er mai 1903) :

> *"Sans aucune exagération, on peut dire que les conséquences psychologiques des pogroms contre les juifs en 1881 n'ont pas cessé de nuire à notre mouvement socialiste au cours des derniers vingt ans"* (1).

1. Souligné par l'auteur.

LES THEORIES AUSTRO-MARXISTES ET LE DEBAT SUR L'AUTONOMIE NATIONALE CULTURELLE DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE, 1912-1914

Claudie WEILL

Le rôle des théories austro-marxistes de la nation dans les débats sur la question nationale dans le POSDR, au cours des années 1912-1914, est considérable : il n'est point d'auteur qui n'y fasse, implicitement ou explicitement référence, même si ce n'est pas toujours une tentative de réfutation en règle comme chez Staline (1). Les causes en sont évidentes : l'Autriche-Hongrie est un Empire bicéphale et multinational où la question nationale se pose avec acuité (certaines des nationalités composant l'Empire autrichien sont inclues également dans l'Empire russe : Polonais, Ukrainiens, Juifs) ; la social-démocratie autrichienne est le premier parti ouvrier à avoir ébauché une solution à la question, pour paraphraser Rosa Luxemburg; les théories austro-marxistes ont soulevé de nombreux remous dans l'Internationale (interventions de Kautsky, contre-attaques de Strasser et Pannekoek etc.)(2).

En dépit de similitudes, la position du problème est fort différente d'un Empire multinational à l'autre, moins en raison des différences de développement économique que de la structure politique. On pourrait dresser un catalogue des arguments des sociaux-démocrates russes pour ou contre le programme de Brünn, pour ou contre Bauer et Renner, des parallèles entre séparatistes tchèques et "séparatistes bundistes". Une telle démarche relèverait davantage de la problématique du modèle dans le mouvement ouvrier international. Or on sait que la pratique de la social-démocratie autrichienne et les théories de l'austro-marxisme sur la question nationale ont servi de repoussoir aux "internationalis-

1. J. Staline, Le marxisme et la question nationale, *Oeuvres*, t. II, 1954, p. 258-321.
2. G. Haupt, M. Löwy, Cl. Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, 1974.

tes intransigeants" - les bolcheviks - de la social-démocratie russe qui se réclament de Kautsky contre Bauer. En revanche, une attention moindre a été portée aux développements de leurs adversaires, partisans à divers degrés de l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale. En vertu de la théorie des poubelles de l'histoire, ils ont été victimes d'une historiographie (1) qui les a réduits au silence jusque dans l'accès aux sources : disséminés dans diverses revues ou quotidiens, parus en langues "allogènes", ils sont moins accessibles que les oeuvres complètes de Lénine ou de Staline. Il s'agissait donc, dans la mesure du possible, de leur donner la parole, de tenter de discerner leur parenté avec les austro-marxistes.

Dans la social-démocratie autrichienne comme dans la social-démocratie russe, la question nationale s'est présentée tout d'abord comme un problème d'organisation. Après une difficile réunion des différentes tendances du parti global (Gesamtpartei), Victor Adler, le chef du SPOe cherchant à préserver cette unité chèrement acquise s'est vu contraint d'accepter dans un premier temps l'organisation fédérative de six partis telle qu'elle est issue du congrès de Vienne-Wimberg en 1897. Deux ans plus tard, à Brünn, le parti adoptait son fameux programme national qui allait faire l'objet de tant de controverses et d'interprétations divergentes dans le mouvement ouvrier international, et notamment russe. Repoussant la solution de l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale présentée par les Slaves du Sud en la personne d'Etbin Kristan et soutenue par Ellenbogen, le congrès se prononça pour une solution territoriale dans son essence. Mais ni l'organisation fédérative ni le programme de Brünn ne purent endiguer ce que Victor Adler craignait tant : la rupture de l'unité internationale du parti, de la "petite Internationale" autrichienne sur des lignes nationales. Après une accalmie durant la campagne pour le suffrage universel qui fut couronnée de succès en 1907, les luttes nationales au sein du parti, surtout entre Tchèques et Allemands,

1. Voir notamment le silence de la série d'ouvrages de T. Ju. Burmistrova, *Razrabotka V.I. Leninym programmy bol'ševitskoj partii po nacional'nomu voprosu, 1910-1914*, Moscou, 1962 ; *Nacional'nyj vopros i rabočee dviženie v Rossii. Leninskaja politika proletarskogo internacionalizma, 1907-1917*, Moscou, 1969.

reprirent de plus belle et débouchèrent sur une scission, d'abord entre les centrales syndicales de Vienne et de Prague, puis entre les partis, entraînant la création en Bohême de deux partis concurrents : les "séparatistes" et les "centralistes". La "petite Internationale" cessa d'exister dans les faits; elle ne tint plus aucun congrès après 1905.

Parallèlement aux conflits dans l'organisation et étroitement liée à eux se poursuivait la recherche de solutions théoriques et programmatiques. Dès 1899 et indépendamment du Congrès de Brünn, Karl Renner avait ébauché, par une démarche de nature juridique, la solution de l'autonomie culturelle extra-territoriale. En 1906, devant l'ampleur de l'obstruction nationale au Reichsrat, Otto Bauer, un jeune marxiste frais émoulu de l'université, entreprit à travers une doctrine des formes sociales de faire progresser la réflexion du marxisme sur la question nationale. Si les solutions auxquelles il aboutit s'apparentent à celles présentées par Renner, sa démarche diffère sensiblement. Pour lui, la nation est une communauté de caractère et de culture issue d'une communauté de destin. Contrairement à l'interprétation de Staline, il ne fait pas de la communauté de caractère une valeur stable et immuable; contrairement à la classification de Lénine, ses présupposés sont, tout comme ceux de Kautsky, historico-économiques. Pour Bauer également, la genèse de la nation moderne ainsi que le réveil des nations sans histoire sont fonction de la pénétration du capitalisme.

Dans la social-démocratie autrichienne, Bauer s'est heurté à une double opposition : celle des internationalistes intransigeants (Strasser épaulé par Pannekoek) (1) et celle des partisans de la grande Allemagne (Ludo Mortitz Hartmann, Engelbert Pernerstorfer). A la tentative de relance du débat des premiers, Bauer répond par deux objections : "Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, ce n'est pas d'une discussion sur l'essence de la nation... mais sur la question de savoir quelle est la position que doit adopter le prolé-

1. Cf. *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit.* ainsi que J. Straser, A. Pannekoek, *Nation et lutte de classe*, Paris, 1977.

tariat face aux luttes nationales actuelles au sein de la bourgeoisie", la seconde concernant précisément le poids accru du nationalisme au sein du parti : "l'ennemi qui doit être combattu à l'heure actuelle, ce n'est pas la négation abusive, mais l'affirmation abusive du fait national" et il invite ses adversaires de gauche à "concentrer toutes les forces contre les tendances nationalistes au sein du parti" (1). En effet, malgré l'affirmation constante de non-contamination de la classe ouvrière austro-allemande par le nationalisme, les Tchéco-Slaves perçoivent dans le parti la tendance des Allemands à "considérer la solution du problème national dans la social-démocratie en Autriche du point de vue de leur puissance" (2). En d'autres termes, ils estiment que la domination des Austro-Allemands dans la "petite Internationale" correspond à celle du SPD dans la grande. Leur condamnation en 1910 par le congrès de Copenhague de l'Internationale ne fera que les confirmer dans cette opinion. D'ailleurs, Victor Adler lui-même s'inquiète en privé du poids croissant des Tchèques dans son parti.

Avec la "crise séparatiste", la question nationale devient inextricable en Autriche, aussi bien sur le plan de la politique générale que sur celui de la politique du parti. Le postulat de base du maintien de l'Etat qui préside à toutes les ébauches de solution et fait jusqu'alors du SPOe un parti centripète (staatserhaltend) cède la place au doute sur la viabilité de l'Empire multinational, ce qui remet en cause implicitement les élaborations de Bauer et Renner. Bauer en est conscient sans que l'urgence des tâches à résoudre lui laisse le loisir de remanier ses positions de manière approfondie.

1) La question nationale se présente aussi du point de vue de l'organisation dans le POSDR. Elle est posée par le Bund qui a largement contribué à créer le parti et qui, attentif aux débats qui se déroulent dans la social-démocratie autrichienne, prend position

1. Lettre d'Otto Bauer à Anton Pannekoek du 26 avril 1912, *Archives Pannekoek*, map 5/1, Amsterdam, 11 SG.
2. Réponse de *Pravo Lidu*, organe central du Parti ouvrier social-démocrate tchécoslovaque, *Der Kampf*, VI, n° 12, 1er septembre 1911, p. 534-535.

sur la question à son congrès de 1901. Lors du IIe Congrès du POSDR en 1903 qui adopte le fameux point 9 du programme sur le droit à l'autodétermination, le Bund demande que soient examinées les modalités de son affiliation au parti et notamment que lui soit garantie l'autonomie dans l'organisation et la propagande auprès du prolétariat juif. Il suggère également un complément au point 9 : la création d'institutions garantissant la liberté de développement culturel pour toutes les nations qui composent l'Empire russe. Le débat portera en apparence sur la nécessité d'institutions spéciales mais en fait, ce qui est en cause, c'est la liberté de développement culturel. L'accord ne se fera pas et le Bund quittera le POSDR. La SDKPiL s'opposera d'ailleurs elle aussi à la constitution immédiate de comités communs et plurinationaux en Pologne russe.

Ce n'est qu'au Congrès de Stockholm du POSDR en 1906, dit congrès d'unification, que le Bund et la SDKPiL rejoindront le POSDR. Il ne sera pas demandé au Bund de renoncer à son programme national, dans l'attente d'un prochain congrès qui examinerait la question. Elle ne l'a jamais été.

Le Bund avait ainsi introduit dès 1903 dans le POSDR le débat sur l'autonomie nationale culturelle qu'il avait inscrite à son programme. Dans un premier temps, il n'avait pas pris position sur la question de savoir si le développement allait dans le sens d'une assimilation des juifs aux nations qui les entourent ou au contraire dans le sens d'un renforcement de la culture et de la langue juives, alors que les Russes du POSDR considéraient l'assimilation comme la seule issue possible puisque c'était celle qui prévalait dans les pays démocratiques. Cette position restera d'ailleurs celle des bolcheviks. Mais avec la répression qui s'abat sur lui à partir de 1907, doublée d'une crise de restructuration qui remet en cause les métiers juifs traditionnels et déclenche une grande vague d'émigration, le Bund est décimé à ce point qu'il est réduit en quelque sorte au rang d'aile radicale du mouvement national culturel juif. Il se prononce dès lors en faveur du yiddish comme langue véhiculaire pour les ouvriers juifs et pour que le repos hebdomadaire puisse être le samedi, revendications qui lui

valent de violentes critiques de la part du POSDR (1).

2) Comme dans la social-démocratie, chez les socialistes révolutionnaires ce sont aussi les juifs qui posent le problème de l'autonomie nationale extra-territoriale.

Dans le socialisme russe, on distingue deux temps forts du débat sur la question nationale. La révolution de 1905 avait vu l'unité d'action d'un prolétariat plurinational au sein de l'Empire russe en même temps que le réveil des nationalités. Elle avait donc posé la question nationale dans toute son acuité. Contrairement à une opinion largement répandue, ce n'est pas le Bund qui publie les textes des austro-marxistes, mais le parti socialiste révolutionnaire juif (Serp ou Sejm), créé en 1906, à la suite de toute une série de scissions et de regroupements. Ce sont eux notamment qui publient en russe les débats du Congrès de Brünn, les textes de Renner, et plus tard, le livre de Bauer. C'est donc notamment grâce à eux que Staline, qui ne connaissait pas l'allemand, a pu écrire sa série d'articles de 1913.

Pour la première fois dans le socialisme russe, une conférence est consacrée exclusivement au problème national dans la perspective de la création d'une "petite Internationale" russe (selon l'interprétation qu'en donnera Medem). Le PPS levitza qui n'a pu y participer exprimera d'ailleurs le regret que les organisations sociales-démocrates n'y aient pas été invitées. La conférence constitue néanmoins le point culminant du premier temps fort des débats sur la question nationale (2). Son retentissement a largement dépassé le milieu des socialistes révolutionnaires. Ainsi, elle est fréquemment mentionnée dans les textes des sociaux-démocrates sur la question nationale chez qui on constate les mêmes lignes de clivages entre socialistes "grands russes" et socialistes des nationalités.

1. Ces éléments d'histoire du Bund sont empruntés à M. Rafes, *Očerki istorii Bunda*, Moscou, 1923.
2. *Protokoly konferencii rossijskikh nacional'no-socialističeskikh partij, 16-20 ap. 1907*, Saint-Pétersbourg, Sejm, 1908.

En effet, en dépit de leur fédéralisme, les socialistes révolutionnaires témoignent de l'indifférentisme à la question nationale répandu chez les socialistes de la nation dominante. Ils s'opposent comme les sociaux-démocrates russes à la création d'organisations nationales séparées sur un même territoire. Les différences nationales sont un fait déplorable, mais avec lequel il faut compter : l'agitation socialiste se fait obligatoirement dans la langue de ceux auxquels elle s'adresse ; le développement de la culture nationale est par conséquent nécessaire à la diffusion du socialisme. Mais ne faudrait-il pas alors renforcer également la culture nationale de la nation dominante, source d'oppression et de contrainte ? (1) Est-ce bien utile si "la nationalité n'est qu'une forme transitoire de la vie sociale ?" Entre la position des SR et du Serp apparaissent les mêmes dissensions que celles qui constituent le fonds du débat entre Kautsky et Bauer : disparition progressive ou épanouissement des nations dans la société future ? Car pour le Serp, lorsque le socialisme pénètre dans les masses, il se "nationalise" (2), revêt une coloration propre différente d'une nation à l'autre. Černov n'a-t-il pas constaté que les particularités nationales commandent des particularités dans le développement économique : il parle de questions agraires au pluriel, de types nationaux du capitalisme. Le Serp se situe ainsi sur une position similaire à celle adoptée par Bauer dans son livre concomitant : "Le progrès général nivelle le contenu universel de la culture dans ses zones inférieures et différencie les formes nationales de la création dans les zones supérieures" (3). A l'objection des SR. selon laquelle la séparation du prolétariat sur des lignes nationales obscurcit la conscience de classe, le Serp répond, épaulé par les Daschnaks, qu'au contraire, elle permet mieux au prolétariat de lutter contre sa propre bourgeoisie.

Sans s'opposer fondamentalement à la solution de l'autonomie territoriale - qu'un des délégués SR estime applicable même aux communautés juives - le Serp est d'avis qu'elle ne résout pas la question nationale en Russie dans la mesure où chacune des nations qui la

1. *Ibid.*, p. 16, 17, 18.
2. *Ibid.*, p. 15.
3. *Ibid.*, p. 22.

composent comporte des parties situées en dehors de son territoire principal d'implantation, y compris les Polonais (1). Ce que le Serp revendique, ce n'est pas l'autonomie nationale culturelle, mais une autonomie nationale plus vaste, politique et économique également, dont l'organe suprême serait la Diète (Sejm d'où leur nom de Sejmistes) élue au suffrage universel par les membres de la nation en faisant partie de naissance ou ayant souhaité y appartenir. Lénine qui y verra l'expression de l'autonomie nationale culturelle fera la même erreur que les SR présents à la conférence.

La solution préconisée par le Serp n'est valable que pour le court terme afin de permettre à la nation juive, dépourvue de paysannerie, un développement économique et culturel "normal". En ce qui concerne le long terme, les Sejmistes sont des sionistes, c'est-à-dire des territorialistes.

3) Le second temps fort du débat sur la question nationale dans le socialisme russe, ce sont les années 1912-1914. Or dès 1910 paraît un ouvrage important mettant en parallèle les situations allemande, autrichienne et russe, *Les formes du mouvement national*. Parmi ses collaborateurs figurent par exemple Karl Renner (Rudolf Springer) et Vladimir Medem (2). Ce dernier, théoricien du Bund, ne participe pas à proprement parler au débat contradictoire entre les diverses tendances de la social-démocratie russe, même s'il publie un second texte à la fin de 1912 (3) ; mais par ses prises de position, par le rôle qu'il a joué dans la diffusion en Russie des textes marxistes sur la question nationale, il contribue à l'engager. Ses arguments seront violemment critiqués ou repris.

Medem part de l'analyse de la situation concrète des nationalités en Russie. Il s'oppose à la distinction binaire entre

1. *Ibid.*, p. 55, 59.
2. Vl. Medem, Nacional'noe dviženie i nacional'nye socialističeskie partii v Rossii, *Formy nacional'nogo dviženija v sovremennykh gosudarstvakh. Avstro-Vengrija, Rossija, Germanija*, Saint-Pétersbourg, 1910.
3. Vl. Medem, K postanovke nacional'nogo voprosa v Rossii, *Vestnik Evropy*, 1912, n° 8, p. 149-163 ; n° 9, p. 149-165.

nations dominantes et nations dominées correspondant mal aux structures sociales et au degré de développement des diverses nationalités : nation juive sans classe paysanne, nations paysannes avec classes dominantes co-nationales ou allogènes, nations capitalistes formées comprenant toutes les classes de la société moderne (les Polonais par exemple). Il propose donc une classification différenciée où on peut lire toute une hiérarchie de dominations réelles ou possibles. Sur cette toile de fond, il constate que la question nationale qui exige impérieusement une solution de classe de la part du prolétariat n'est pas encore entrée pleinement dans le champ de vision des socialistes russes par crainte de l'influence du nationalisme bourgeois. A partir de la grille qu'il a établie et de la constatation qu'avec le développement du capitalisme, nation et territoire coïncident de moins en moins, il se prononce contre l'autonomie territoriale qui ne ferait que reproduire la domination d'une ou plusieurs nations par une autre. Il emprunte donc la formule autrichienne : le principe de l'autonomie personnelle qui consiste à retirer des compétences de l'Etat et des administrations locales les fonctions relevant des questions culturelles - par exemple l'éducation - pour les remettre aux nations sous la forme d'institutions locales et centrales élues au suffrage universel, le contrôle des normes générales telles que l'enseignement élémentaire obligatoire et laïc, continuant à ressortir de la compétence de l'Etat démocratique.

Pour appuyer sa démonstration, Medem revient au concret, c'est-à-dire à l'évolution de la manière dont la question nationale a été posée dans le socialisme russe : le PPS, seule organisation indépendantiste, est revenu sur ses positions alors que les partisans de l'autonomie nationale culturelle - les Ukrainiens par exemple - augmentent, venant rejoindre le Bund qui en a été le pionnier dans la social-démocratie russe. Sur le plan de l'organisation, sa vision pèche par excès d'optimisme lorsqu'il considère l'unification de Stockholm comme la création d'une des deux "petites Internationales" russes (comprenant le Bund, la social-démocratie lettonne, la SDKPiL, et en partie la social-démocratie arménienne), alors qu'il voit l'embryon de l'autre dans la conférence des SR de 1907.

1) La contribution de Medem précède et appelle l'ouverture du débat sur l'autonomie nationale culturelle dans la social-démocratie russe. Pour quelles raisons éclate-t-il en 1912 ? Le mouvement ouvrier se relève du traumatisme de la contre-révolution. On s'accorde pour situer son réveil au printemps de 1912, au moment des massacres de la Lena. Mais ce réveil est aussi celui des organisations ouvrières nationales. Or à la conférence fondatrice du parti bolchevik en janvier 1912 les organisations nationales, pourtant invitées, sont absentes. La résolution sur "l'absence des délégués des centres nationaux à la conférence de tout le parti" est fort éloquente à ce sujet : après avoir insisté sur la nécessité d'une lutte internationale unifiée de tout le prolétariat de l'Empire russe, la conférence constate que les organisations nationales, militant tout à fait à part des organisations russes, ont créé "une fédération du pire type qui soit" et ont mis les plus importantes des organisations russes dans une situation telle que, sans les centres nationaux, le POSDR s'est vu dans l'incapacité d'accomplir ses tâches les plus urgentes et les plus importantes. Le paragraphe suivant indique la nature de ces tâches : la lutte contre les "liquidateurs" avec lesquels le Bund a ouvertement collaboré, alors que les autres, les centres des sociaux-démocrates lettons et polonais, se sont retirés de cette lutte au moment décisif (1). En d'autres termes, le POSDR, en l'occurrence les bolcheviks, se trouve dans l'incapacité d'agir sans les organisations nationales, alors que ces dernières n'ont pas besoin de lui pour fonctionner. Cet argument sera souvent repris (2).

Autre manifestation de l'échec des bolcheviks de réunir autour d'eux les représentants des nationalités, la composition nationale de la conférence du Bloc d'août 1912 : un délégué de l'organisa-

1. *Vserossijskaja Konferencija Rossijskoj Socialdemokratičeskoj rabočej Partii 1912 g.* (Conférence des délégués des organisations du parti social-démocrate ouvrier de Russie), ed. du Comité Central, Paris, imprimerie coopérative "Idéal", 1912.
2. Cf. aussi V. I. Lénine, Les questions douloureuses de notre parti, *Oeuvres*, 4e édition, t. 18, p. 423.

tion de Bakou, comprenant depuis quinze mois bolcheviks et mencheviks réunis, trois délégués de l'organisation régionale du Caucase, quatre délégués avec voix délibérative et un délégué avec voix consultative de la social-démocratie lettonne, quatre délégués du Bund, un délégué de l'organisation ukrainienne "Spilka" (1). Ainsi les organisations nationales qui refusent de collaborer avec les bolcheviks sont-elles présentes à la conférence de leurs adversaires, les "liquidateurs", y compris l'union caucasienne que Lénine considère comme le plus beau fleuron de la collaboration ouvrière internationale locale.

C'est l'union régionale caucasienne d'ailleurs qui, après l'avoir annoncé à sa propre conférence, demande l'examen de la revendication de l'autonomie nationale culturelle. "Sans se prononcer sur le fond et sans exprimer son rapport à cette revendication", la "conférence des organisations du POSDR" constate dans une résolution spéciale "qu'elle ne contredit pas le sens précis du point du programme du parti qui reconnaît à chaque nation le droit à l'autodétermination". Elle demande que la question soit inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès, ce qui suppose une discussion préalable sur ce point dans les organisations sociales-démocrates et dans la presse (2).

La riposte bolchevique se produit sur deux plans : dans la presse et dans l'organisation. Aux deux réunions du CC qui suivront la conférence de Prague, des résolutions sur les organisations nationales seront adoptées. Dans le même temps, une opération sera dirigée à l'intérieur de la social-démocratie lettonne pour l'amener sur les positions bolcheviques. En "février 1913", la résolution "sur les organisations sociales-démocrates nationales" (3) appelle instamment les ouvriers de toutes les nationalités de Russie à lutter contre le nationalisme de la réaction, contre les manifestations du nationalisme sous toutes ses formes dans les classes laborieuses, à se fusionner dans les organisations uniques du POSDR, manifestations de l'unité à la

1. *Izveščenie o konferencii organizacij RSDRP*, Izd. Organizacionnogo Komiteta, septembre 1912, p. 12-13.
2. *Ibid.*, p. 21-42.
3. *RKP (b) v rezoljucijakh i rešenijakh s'ezdov, konferencij i plenumov CK (1898-1923)*, t. 1, p. 224-225, ainsi que V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 18, p. 481-482.

base telle qu'elle existe depuis longtemps au Caucase. Suivent une attaque contre la SDKPiL, et notamment contre sa direction centrale, les bolcheviks soutenant l'Organisation de Varsovie (1), une attaque contre le Bund et sa IXe Conférence, une attaque contre le Comité central de la social-démocratie lettonne qui fait la sourde oreille aux aspirations anti-liquidatrices de sa base, bref une critique en règle des organisations nationales que le "centre" n'arrive pas à contrôler. Cet échec explique que, dans le POSDR, la domination des Russes n'ait jamais été perçue comme celle des Austro-Allemands dans le SPOe.

Lénine poursuit d'ailleurs la campagne dans son "projet de plate-forme pour le IVe Congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie" (2) où, parlant au nom des sociaux-démocrates lettons, il les fait se prononcer contre l'autonomie nationale culturelle en invoquant les thèses austro-marxistes : ni Bauer ni Kautsky n'admettent l'autonomie nationale pour les juifs que Kautsky qualifie même de caste en Russie et en Galicie, le programme national de Brünn ne reconnaît pas en totalité l'autonomie nationale extra-territoriale ; ce programme a abouti à un fiasco comme en témoigne la crise séparatiste. "Bauer lui-même réclame l'unité à la base entre les organisations politiques sociales-démocrates de nationalités différentes. Bauer lui-même juge contradictoire et fragile la structure nationale du parti autrichien qui a maintenant conduit ce parti à une scission complète". Ce document est intéressant parce qu'il est un catalogue de la réfutation des thèses austro-marxistes sur la question nationale à partir de l'expérience des austro-marxistes eux-mêmes et qu'il tente ainsi de priver les sociaux-démocrates russes qui s'en inspirent de leur caution théorique venant d'un parti "civilisé".

La résolution sur la question nationale de la "conférence du CC du POSDR élargie aux militants du parti" (été 1913) (3) se présente comme une explication et un complément du programme de 1903 et confirme ce que faisait pressentir la conférence de Prague : c'est la

1. Cf. G. Haupt, *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans*, Paris, 1963 ; Quelques lettres inédites de Rosa Luxemburg, *Partisans*, n° 45, 1969, p. 82-111.
2. V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 19, p. 113-116.
3. *Ibid.*, p. 460-462.

situation dans le parti qui motive un intérêt accru pour la question nationale, c'est-à-dire "les tentatives des sociaux-démocrates caucasiens, du Bund et des liquidateurs pour abroger le programme du parti". La conférence se prononce pour l'autonomie régionale, contre la division scolaire par nationalités, c'est-à-dire ce à quoi est réduit dans l'acception des bolcheviks "le plan de la prétendue autonomie "nationale culturelle" ou "la création d'établissements garantissant la liberté du développement national". Elle recommande une fois de plus la "fusion de toutes les nationalités au sein d'organismes uniques", expression de la culture internationale du prolétariat, rappelle le mot d'ordre de droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation, à ne pas confondre avec l'opportunité de la séparation qui reste une question à résoudre par le parti social-démocrate dans chaque cas particulier. En d'autres termes, ainsi que le constate Richard Pipes (1), les bolcheviks placent en fait les nationalités devant l'alternative : ou assimilation des nations sans histoire (dans la tradition engelsienne) ou séparation des nations historiques, même si les catégories d'Engels n'apparaissent jamais.

La conférence conclut sur la nécessité de débattre abondamment dans la presse du parti de la question nationale qui est à l'ordre du jour - tout comme l'avaient fait la conférence des SR en 1907 et celle du Bloc d'août - débat qui a déjà commencé dans la revue *Prosveščenie*, et que Lénine orchestre.

2) C'est au premier chef contre le Bund que sera dirigée la polémique. Le coup d'envoi est donné par un article de Plekhanov qui qualifie la résolution d'août 1912 "d'adaptation du socialisme au nationalisme" (2), incrimine le Bund en l'accusant d'être arrivé à ses fins en corrompant les sociaux-démocrates caucasiens et en violant les principes de l'unification du Congrès de Stockholm en 1906. Dans une lettre à la rédaction de *Naša Zarja* de la fin de 1912 (3), V. Kosovskij,

1. R. Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard University Press, 1964.
2. G. Plekhanov, Encore une conférence scissionniste, *Za partiju*, 2 octobre 1912.
3. Vl. Kosovskij, Neprostitel'naja demagogija. Pis'mo k redakciju, *Naša zarja*, n° 9-10, 1912, p. 117-120.

une des cibles favorites de Lénine, justifie la position du Bund et donne une appréciation des antécédents destinée à le laver de l'anathème lancé par Plekhanov : les sociaux-démocrates caucasiens ont proposé l'auto-administration pour le Caucase avec autonomie nationale culturelle pour chacune des nations qui le composent comme la solution correspondant le mieux aux besoins de cette région. Le silence du Congrès de Stockholm sur le programme national du Bund est considéré par Kosovskij comme une reconnaissance tacite de la non-contradiction entre le point 9 et la revendication de l'autonomie nationale culturelle. Il fait donc grief à Plekhanov de ne pas être intervenu plus tôt, de ne s'être pas manifesté non plus lorsque les sociaux-démocrates caucasiens se sont prononcés pour l'autonomie nationale culturelle à la IIIe Duma, alors que Ckheidze en soutenait le principe pour les juifs à cette même tribune.

Or, en décembre 1912, le député menchevik de Géorgie, Ckhenkeli, préconise à la IVe Duma nouvellement élue la création d'institutions garantissant pour chaque nation la liberté du développement culturel, réintroduisant ainsi la formule qu'avait repoussée le IIe Congrès. En mars 1913, N. Skopina (Zinov'ev) (1) apporte sa contribution polémique dirigée elle aussi contre le Bund, celui qui a introduit les "microbes de l'opportunisme ouest-européen /qui/ produisent sur notre sol barbare de véritables épidémies", pour reprendre l'expression de Lénine (2). Avec tous les groupes et partis bourgeois juifs, le Bund a adopté depuis longtemps l'autonomie nationale culturelle et entreprend désormais de corrompre les "liquidateurs", les félicitant pour avoir trahi le "vieux" programme du parti. Trois mois plus tard, Zinov'ev développe ses arguments en réponse à la réplique du journal menchevik *Luč* et entreprend d'énumérer tous les partis bourgeois juifs qui ont adopté la solution de l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale, reprochant aux "liquidateurs" de ne pas s'être prononcés sur le fond de

1. Les éditeurs du *Leninskij Sbornik* indiquent que c'est Zinov'ev qui se cache sous ce pseudonyme de N. Skopina, alors que T. Ju. Burmistrova attribue les deux articles à M. Skrypnik. N. Sk., O tom kak Bundisty razoblačali likvidatorov. Nacional'nomu voprosu, *Prosveščenie*, n° 3, mars 1913, p. 77-81.
2. V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 19, p. 580.

ses critiques (1).

Il s'agit d'une attaque en règle où l'exemple des Autrichiens sera abondamment invoqué de part et d'autre. Ainsi, analysant le "conflit germano-tchèque dans le mouvement ouvrier autrichien" (2), V. Kosovskij estime qu'avec la démocratisation de ses conditions de lutte, le prolétariat russe pourrait bien être confronté à un conflit similaire fondé sur une accusation réciproque de nationalisme, qui a eu pour conséquence toute une chaîne de conflits secondaires (on retrouve ici la grille de Medem dans ses effets pratiques). Un modèle négatif en quelque sorte, dont on examine également les solutions proposées par les protagonistes et notamment la proposition bauerienne de partition territoriale des organisations syndicales avec garantie de l'autonomie culturelle pour les minorités linguistiques.

Sans qu'il y ait à proprement parler de relation de cause à effet, les bundistes bénéficieront bien vite de la part des bolcheviks, de Zinov'ev notamment, du qualificatif de "séparatistes du POSDR" au même titre que les Tchèques ont été ceux du SPOe.

Les deux accusations se rejoignent dans le grief fait au Bund d'avoir, par son alliance avec le PPS levitza (qui en août 1912 avait exprimé son souhait de collaborer étroitement avec le POSDR), contribué à l'élection de Jagello à la IVe Duma, accusation lancée conjointement par Plekhanov et les bolcheviks et reprise, contre le PPS levitza cette fois, par Kamenskij dans un article de *Prosveščenie* au titre éloquent : "Du nationalisme à la liquidation" (3). Kosovskij répond également sur ce point à Plekhanov que la SDKPiL s'est soustraite à l'alliance électorale des trois partis socialistes de Pologne (SDKPiL, PPS levitza et Bund) proposée par le Bund qui a donc dû se

1. N. Sk., K nacional'nomu voprosu : evrejskaja buržuazija i bundovskaja kul'turno-nacional'naja avtonomija, *Prosveščenie*, n° 6, 1913, p. 69-76.
2. V. Kosovskij, Nemecko-česskij konflikt v avstrijskom rabočem dviženii, *Naša Zarja*, n° 7-8, 1912, p. 26-37 ; n° 9-10, p. 18-31.
3. G. Kamenskij, Ot nacionalizma k likvidatorstvu (o tak nazyvaemoj levice PPS), *Prosveščenie*, n° 10, 1913, p. 83-95.

contenter d'un seul partenaire. En fait, il s'agit ici aussi d'un autre problème qui n'a plus qu'une liaison lointaine avec la question nationale : celui de la scission du groupe social-démocrate à la IVe Duma, dans lequel Jagello a été admis, grâce au vote des députés mencheviks.

3) En dehors de ces interventions qui sont apparemment de pure polémique et qui constituent peut-être l'essentiel du débat, chacune des tendances concernées avait exprimé le souhait d'une analyse de fond de la question nationale. Lénine lance un appel à la production auprès de ses partisans des nationalités dont il publiera les résultats dans *Prosveščenie* et dans la *Pravda*, alors que lui-même consacrera à ce sujet de nombreux articles, dont les deux principaux, bien connus, seront publiés dans *Prosveščenie* (1). Ses prises de position, ainsi que celles de Staline, ont été suffisamment analysées pour qu'elles n'appellent pas de nouveaux développements (2). Il conviendrait, néanmoins, d'examiner dans quelle mesure la campagne productiviste lancée par Lénine a été couronnée de succès. Le 24 août 1913, Lénine sollicite un de ses correspondants favoris dans le domaine national, Stepan Saumjan, exilé à Astrakhan. Le 15 novembre, ce dernier lui annonce qu'il a terminé sa brochure intitulée "De l'autonomie nationale culturelle" qui sera publiée en arménien en 1914, mais ne paraîtra pas dans *Prosveščenie*. Elle est essentiellement dirigée contre le social-démocrate arménien David Ananun, partisan de l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale (3). Un autre bolchevik arménien, Spandarian, annonce dans une lettre à sa femme, du 2 décembre 1913 : "J'écris quelque chose sur la 'question nationale', je lutte résolument contre l'autonomie" (4). Cet article ne paraîtra pas non plus dans *Prosveščenie*, de sorte que la seu-

1. Il s'agit de Notes critiques sur la question nationale et Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 20.
2. Voir notamment R. Pipes, *op. cit.*, ainsi que H. Carrère d'Encausse, Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination, *Revue française de science politique*, vol. XXI, n° 2, 1971.
3. Voir à ce sujet les travaux d'A. Ter Minassian, et notamment Aux origines du marxisme arménien : les spécifistes, *Cahiers du monde russe et soviétique*, XIX, n° 1-2, 1978, p. 67-117.
4. Cité d'après T. Ju. Burmistrova, *op. cit.*, 1969, p. 98-99.

le contribution caucasienne à y figurer sera celle du "merveilleux Géorgien".

De la part des Lettons, Lénine parvient en revanche à obtenir celle de P. Stučka (Veteran) : "La question nationale et le prolétariat de Lettonie" (1). En l'absence du texte lui-même, le "commentaire de la rédaction", (2) que Lénine a cru bon d'adjoindre à l'article, donne à penser que celui-ci n'a pas totalement correspondu à son attente. Souhaitant la poursuite de la "discussion" de l'été 1913 (qu'il avait lui-même engagée), Lénine se félicite de ce que la social-démocratie lettonne ait quitté la sphère d'influence du Bund. Stučka aborde apparemment la problématique des nations historiques et sans histoire, rangeant les nations de Suisse - exemple sans cesse invoqué d'une solution démocratique de la question nationale - parmi les premières. Et, apparemment toujours, la prise de position de Stučka sur l'autonomie nationale culturelle n'est pas aussi négative que l'aurait souhaité son commanditaire puisque ce dernier rappelle qu'elle est soit superflue, soit utopique.

La dernière contribution de commande figure dans le dernier numéro paru de *Prosveščenie* (3). Elle est due à la plume du social-démocrate ukrainien Oksen Lola (Stepanjuk) et concerne en fait davantage l'histoire de son parti, rappelant les positions du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien sur les tendances complémentaires de l'économie : centralisation et décentralisation, auxquelles doivent s'adapter les structures politiques, débattues à son premier congrès en 1905, alors que le second revendiquait l'autonomie de l'Ukraine dans ses frontières ethnographiques. Sur le plan organisationnel, le parti ukrainien se considère dès lors comme le seul représentant du prolétariat ukrainien dans l'organisation marxiste de Russie avec les conséquences qui en découlent pour son activité, et déclare reconnaître le congrès pan-russe comme instance suprême. A l'issue de la révolu-

1. L'article est paru dans *Prosveščenie*, n° 2, 1974 qui manque dans l'unique collection consultable à Paris.
2. V.I. Lénine, *Oeuvres*, t. 20, p. 127-128.
3. V. Stepanjuk, Iz istorii ukrainskogo marksizma, *Prosveščenie*, n° 6, 1914, p. 38-41.



tion de 1905, l'intelligentsia ukrainienne, autrefois d'obédience marxiste, quitte en masse les rangs du parti. Unis autour du journal *Dzvin* les sociaux-démocrates luttent désormais contre le nationalisme petit-bourgeois de l'intelligentsia. Pourtant, c'est dans ce même journal que publie Jurkevič, une autre des cibles favorites de Lénine. La pêche aux "internationalistes intransigeants" entreprise par la rédaction de la revue est donc loin d'être miraculeuse, si l'on excepte, bien sûr le "merveilleux Géorgien".

4) De l'autre côté, celui que l'historiographie léninocentrée contraint à qualifier d'adversaires de Lénine dans le domaine national, y a-t-il émergence d'un véritable débat dans la presse? Certainement, si l'on se réfère à l'ensemble des publications en yiddish, en ukrainien, en géorgien, en arménien etc. ou même au journal des mencheviks, toutes sources d'accès fort difficile, et pas seulement à cause de la barrière des langues. Mais dans les revues accessibles en russe, il faudra attendre 1914 pour que soient publiés deux articles de fond.

En mars 1914, la rédaction de *Bor'ba*, c'est-à-dire Trotski, introduit le débat qui s'ouvre sur un long article de Jordania (An), le leader des mencheviks de Géorgie. Trotski reproduit la conception largement répandue selon laquelle la question nationale se pose sur deux plans : celui de la politique générale et celui du parti. Sur le premier, il s'agit d' "instituer dans l'Etat des conditions qui garantiront la coexistence pacifique des nationalités sur le territoire commun de l'Etat et offriront à chacune d'elles la liberté de développement culturel". Bien que liées, les solutions sur l'un et l'autre plan ne sauraient être identiques. Le droit à l'autodétermination est-il la solution adéquate à la question nationale, et est-il suffisant ? Les Polonais le jugent inutile, "les bundistes et les marxistes du Caucase ont insisté pour que soit introduite dans le programme la revendication de l'autonomie nationale culturelle". La révolution de 1905 a réveillé les nations sans histoire et "la contre-révolution a fait de l'oppression nationale l'idée directrice de sa politique". Pour savoir s'il convient de modifier le programme conformément aux nouvelles données, il importe avant tout d'engager une discussion pour

laquelle seront également sollicités les marxistes de l'étranger (1).

Ainsi le coup d'envoi du débat, qui aurait dû normalement se situer au lendemain de la conférence du Bloc d'août, n'est-il donné qu'un an et demi après (trop peu de temps avant un événement apparemment imprévisible qui va bouleverser une fois de plus les données : la première guerre mondiale). C'est sur la constatation de ce retard que commence l'article de Jordania (2), rendant compte également de l'avance prise en ce domaine par *Prosveščenie* et la *Pravda* auxquelles il va s'opposer. C'est en représentant d'une nationalité qu'il intervient, estimant que, pour pouvoir prendre une décision en connaissance de cause, la partie centrale du parti russe doit être constamment informée par les organisations périphériques qui disposent d'une expérience réelle.

Laissant de côté l'aspect scientifique (sociologique, ethnographique, linguistique) de la question nationale, Jordania s'interroge sur son aspect politique à partir des faits : "les nations existent, se développent, s'affrontent, se mêlent, luttent entre elles". Comment leur garantir le libre développement sans lutte et sans oppression ? Quelle forme doit revêtir la relation réciproque entre Etat et société ? Or la question nationale est venue supplanter la question religieuse pour obscurcir la conscience sociale. Elle est issue de la volonté de la nation dominante de maintenir sa domination. Car le principe national de la bourgeoisie consiste à figer la nation sur un territoire. Sa solution en ce qui concerne les minorités, c'est la dénationalisation et l'assimilation.

Contrairement à la thèse de Kautsky selon laquelle la forme de développement normale à l'époque du capitalisme est l'Etat national, Jordania affirme que les frontières de l'Etat sont tracées en vertu de considérations économiques qui ne tiennent aucun compte des frontières linguistiques. En revanche, Jordania souscrit à la

1. Ot redakcii, K obmenu mnenij po nacional'nomu voprosu, *Bor'ba*, n° 2, 1914, p. 24-25.
2. An, Nacional'nyj vopros, *Bor'ba*, n° 2, 1914, p. 26-31 ; n° 3, p. 24-29 ; n° 5, p. 18-23.

thèse de Kautsky qui fait de la langue le fondement de la communauté de culture. Ainsi pour lui, les éléments de la nation sont : "la langue nationale, la littérature, des souvenirs communs, des moeurs et des coutumes communes, un psychisme hérité des ancêtres, le caractère, bref toute la culture spirituelle".

Par son contenu, la culture est internationale, au même titre que les bases économiques sur lesquelles elle repose ; dans sa forme, elle ne peut être que nationale, chaque peuple apportant sa contribution à la constitution de la culture internationale. Jordania ne fait que reprendre ici une thèse largement répandue, même chez ses adversaires. Mais il leur objecte, polémiquant contre Lénine, que le mot d'ordre de culture internationale peut lui aussi être bourgeois pour peu qu'on entende par là le contenu bourgeois de la culture. Affirmer que la culture nationale est bourgeoise, c'est sous-entendre que tout ce qui a trait à la nation est bourgeois. A cette conception de la culture prolétarienne déracinée, Jordania oppose la notion de culture prolétarienne ancrée dans la réalité nationale. La nation est une catégorie historique soumise au changement. Jordania en situe la genèse dans la sédentarisation des tribus devenant ainsi des unités territoriales et ethnographiques. Mais l'aspect territorial et l'aspect culturel de la question nationale sont l'expression de deux processus historiques différents. Le principe territorial remonte à l'époque précapitaliste, essentiellement agraire, la classe la plus liée à la terre, au territoire étant la paysannerie. Le principe culturel est fondé sur l'ordre économique moderne, industriel : dès le Moyen-Age, on voit apparaître dans les villes des associations personnelles, phénomène qui se renforce avec le développement du capitalisme. Les classes liées à la terre continuent de promouvoir le principe territorial : les grands propriétaires terriens, les agriculteurs petits et moyens, les industriels et les marchands qui partent à la conquête d'un marché, d'un Etat où ils seraient les maîtres. C'est pourquoi le principe territorial - ici Jordania cite Renner et Bauer - n'est porteur que d'oppression et de lutte - car, dans son essence, il est domination : l'Autriche est le modèle de l'échec du principe territorial.

La classe ouvrière, la plus détachée de la terre, est en revanche celle qui est intéressée au premier chef au développement de la culture nationale, dans la mesure où elle ne peut pas s'approprier la culture dans la langue d'une nation étrangère. Or l'arme essentielle dans la lutte pour l'existence, c'est la connaissance. Elle est aussi une arme dans la lutte de libération du prolétariat qui est en même temps une lutte pour la culture. Mais la classe ouvrière a aussi intérêt à ce que se développent les autres cultures nationales pour que les migrations ouvrières ne viennent pas compromettre ses acquis. Ainsi la nationalité et l'internationalisme se rejoignent dans la lutte de classe du prolétariat.

Dans la suite de l'article qui n'a pas paru, Jordania se proposait d'exposer la solution sociale-démocrate de la question nationale, un programme positif, qu'il oppose à la solution "semi-nihiliste, semi-libérale" de Lénine et de Staline. En effet, selon lui, les pravdistes procèdent de manière centraliste et autoritaire. Leur résolution est une réponse à la question territoriale : un programme démocratique général résout en passant la question nationale. A quoi bon adopter en ce cas un programme national ? Leur démocratisme n'est que l'expression du vieil "indifférentisme". Car la démocratie est bien ce qui fournit les meilleures conditions à la solution du problème national, mais ce n'est pas cette solution. De même qu'il est illusoire de réduire les conflits nationaux à la nature de classe de la domination comme le fait Kautsky. En outre, les solutions pravdistes sont libérales : à la garantie du droit des minorités par une loi passée au parlement central telle qu'elle est proposée par Staline et Lénine, Jordania objecte qu'elle sera adoptée par cette même majorité contre laquelle il faut protéger les minorités. Ainsi, par ses analyses et ses polémiques, Jordania a tenté d'apporter une base théorique originale à la revendication de l'autonomie nationale culturelle.

Parallèlement, sans qu'il y ait la moindre coordination, le débat est ouvert ailleurs par le social-démocrate polonais K. Zalevski

dans la revue menchevique *Naša Zarja* (1). Fait caractéristique - et Zalevski lui-même n'a pas manqué de le constater - les mencheviks "grands russes" n'interviennent à aucun moment. L'objectif de Zalevski est de démontrer le bien fondé de la résolution adoptée par la conférence du Bloc d'août, sous couvert de défendre le programme de 1903. Il commence lui aussi par donner une définition de la nation en faisant intervenir toutes les "autorités" : Kautsky, Renner et Bauer. S'il souscrit à la thèse de l'internationalisation croissante de la culture, le terme du processus demeure pour lui "l'idéal d'un avenir lointain". Dans l'immédiat, il s'agit donc d'offrir à la culture - nationale par la force des choses - les meilleures conditions possibles de développement afin que le prolétariat puisse se l'approprier. Le droit à l'autodétermination est le moyen qui lui permet d'y parvenir. Il n'est pas abstrait, comme l'affirment certains marxistes juifs et Rosa Luxemburg, "il signifie l'auto-détermination d'un collectif donné en tant que nation et sa détermination des formes de relation à l'Etat et aux autres nations installées sur le même territoire qui garantissent au mieux la liberté de développement de ses forces culturelles".

Quelle forme peut donc prendre l'autodétermination d'une nation donnée? Compte tenu de la diversité des facteurs économiques, historiques, géographiques et politiques, elle peut aller de l'indépendance à l'égalité en droits en passant par l'autonomie territoriale et l'autonomie nationale culturelle extra-territoriale, chaque classe plaçant dans ces formes son propre contenu de classe. Or, comme la revendication d'un libre développement culturel ne se limite plus aux nations "cultivées", mais se propage parmi les nations à peine éveillées à la vie nationale (Kirghizs, Buriates, Jakutes etc.), c'est la solution de l'autonomie culturelle extra-territoriale qui semble recueillir de plus en plus de suffrages. En effet, l'auto-administration des régions sur une base exclusivement territoriale n'est pas suffisante; elle doit se doubler d'une garantie du droit des minorités : l'autonomie territoriale doit être complétée par l'autonomie nationale culturelle au moyen de la création d'institutions fondées sur le principe personnel.

1. K. Zalevskij, "Nacional'nyj vopros v Rossii", *Naša Zarja*, 1914, n° 5, p. 15-23; n° 6, p. 24-29.

Si les marxistes polonais s'opposent à cette solution, c'est que, victimes du "conservatisme de l'idéologie", ils ont gardé leurs anciens réflexes : réaction contre le nationalisme du PPS, idée de l'assimilation dominante dans l'intelligentsia polonaise et polono-juive. Si Lénine s'y oppose aussi, c'est qu'il méconnaît l'importance de la question juive en Russie ; l'autonomie territoriale qu'il propose est impraticable dans certains cas : elle déboucherait en Pologne par exemple, où Polonais et Juifs sont étroitement imbriqués, sur la création de nouveaux ghettos.

Dans les derniers mois qui précèdent la guerre, la discussion est lancée et s'anime, sans que des solutions nouvelles et véritablement originales soient proposées. La conflagration mondiale et la vague de nationalisme qu'elle déchaîne ne lui ont pas permis de se poursuivre dans les mêmes termes. Elle rebondira ailleurs dans la social-démocratie russe, au sein même du parti bolchevik, et à partir de prémices radicalement changées.

LE CAS ARMENIEN : SOCIALISTES ET MARXISTES ARMENIENS ET LA QUESTION NATIONALE

Anahīde TER MINASSIAN

La question nationale a été - et reste encore aujourd'hui - le principal problème politique, théorique et pratique, auquel les Arméniens sont confrontés depuis un siècle.

Depuis la fin des années quatre-vingt du XIXe siècle, jusqu'en 1921, date à laquelle le traité turco-soviétique de Moscou met fin aux projets de création d'un foyer national arménien en Asie Mineure, socialisme et nationalisme sont indissociables dans le développement du mouvement d'émancipation arménien.

Le socialisme, né dans les étapes mêmes du mouvement national, lui est organiquement lié, le marxisme, né de la question ouvrière en Transcaucasie, a pénétré difficilement chez les Arméniens, et n'a triomphé qu'avec la victoire des bolcheviks en Russie.

Etudier l'attitude des socialistes et des marxistes arméniens vis-à-vis de la question nationale revient à étudier leur recherche "d'une voie nouvelle" pour résoudre un problème obsessionnel, la "question arménienne". Pour cette avant-garde minoritaire d'une minorité nationale elle-même éclatée entre trois empires, et de surcroît diasporique, la question nationale est au centre du conflit qui ne cesse de la diviser.

Accaparés par les tâches urgentes et pratiques, dont il leur fallait s'acquitter, confrontés à la Révolution russe de 1905, au Mouvement Constitutionnel iranien (1906-1912), à la Révolution Jeune Turque (1908) et à ses conséquences, les révolutionnaires arméniens ont accordé peu de place à la théorie, longtemps réduite aux seules leçons des mouvements révolutionnaires européens. Fascinés par le cycle révolutionnaire, de 1789 aux mouvements nationaux, ils ont conclu au caractère nécessaire

de la Révolution, accoucheuse des sociétés modernes, et à son triomphe inéluctable dès lors qu'elle s'appuie sur l'enthousiasme et le soulèvement populaire et national. Ce n'est qu'entre 1907 et 1914 que leur réflexion théorique, nourrie de leurs propres expériences, s'approfondit et les amène à participer à la discussion sur la question nationale, qui occupe les révolutionnaires russes.

Leur pragmatisme, leurs tâtonnements mêmes, obligent toute étude les concernant à être d'abord une étude de mouvement, soumise à la tyrannie du narratif. Encore faut-il rappeler qu'au début du XXe siècle les théoriciens socialistes occidentaux ne donnaient aucune clef pour la conduite d'une révolution en Orient, ce terme ayant des connotations politiques (régimes despotiques), économiques (économie rurale et pastorale, industries artisanales, régimes de propriété foncière, pratiques usuraires, impérialisme et arriération), ethniques (mosaïque nationale), sociales (nomades et sédentaires, sociétés "féodales"), et culturelles (prédominance de l'Islam).

LES DONNEES DU PROBLEME

I. *La société arménienne*

A la fin du XIXe siècle, les Arméniens constituent, selon les évaluations les plus optimistes, un groupe d'environ 4 000 000 d'individus. Une hypothèse généralement admise, c'est que les 2/3 d'entre eux vivent dans l'Empire ottoman. Les seules certitudes concernent les Arméniens de l'Empire russe: ils sont 1 240 000 en 1897 (1). Invasions, conquêtes et migrations ont abouti à les partager entre l'Empire ottoman, l'Empire russe, l'Empire iranien et une diaspora mondiale. Si la langue, la religion, l'écriture constituent un lien organique entre les éléments de cette nation en miettes, une certaine structure sociale lui est aussi particulière: l'absence de noblesse, une large base paysanne, une classe moyenne urbaine.

La paysannerie reste dans l'ensemble localisée dans l'Arménie historique, c'est-à-dire dans la zone s'étendant de l'Anatolie orientale au gouvernement d'Erevan et à la région d'Ispahan. Elle constitue une mosaïque de collectivités, plus ou moins denses, au sein d'une nébuleuse de peuples en majorité musulmans (Kurdes, Turcs, Lazes, Tcherkesses, Géorgiens, Azeris, Persans, Arabes, Assyro-Chaldéens, etc.). Ainsi - trait essentiel pour l'avenir - nulle part les Arméniens ne disposent d'un vrai territoire national.

La notion de classe moyenne recouvre des éléments sociaux disparates. La pratique de métiers anciens et celle du négoce, dans les bourgades rurales et les villes, confirment l'image traditionnelle de l'Arménien artisan et commerçant. De Tabriz à Tiflis, de Van à Constantinople, au-dessus d'une plèbe misérable de portefaix, de serviteurs, de colporteurs, de petits boutiquiers et d'employés, on trouve la couche plus aisée mais encore "asiatique" des artisans et des marchands du bazar, celle besogneuse, des intellectuels, journalistes, écrivains,

1. Cité par K. Barsamian, *Hay joghovourti badmoutioun* (Histoire du peuple arménien), Erevan, 1967, III, p. 272.

instituteurs, ou encore celle, cossue et européanisée, des membres des professions libérales.

Une grande bourgeoisie arménienne, peu nombreuse mais opulente, s'est constituée depuis des siècles, hors d'Arménie, aux principaux carrefours du commerce continental et maritime: à Ispahan, Tabriz, Tiflis, Trébizonde, Erzeroum, Van, Constantinople, Smyrne, Salonique, Alexandrie. Marchands, joalliers et changeurs ont essaimé jusqu'à Nijni-Novgorod, Marseille, Anvers, Amsterdam, Londres, Manchester. En Transcaucasie, dans les dernières décades du XIXe siècle est apparue une bourgeoisie arménienne industrielle; constituée à Tiflis dans les secteurs du coton, du cuir et du tabac, elle s'est épanouie à Bakou où les pionniers du pétrole arménien, les Mirzoev, Ljanozov, Gukasov, Mantasev se mesurent avec les Nobel et les Rothschild (1).

C'est aussi dans les centres industriels transcaucasiens à Bakou, Tiflis, Batoum - loin de l'Arménie rurale - que naît un embryon de classe ouvrière arménienne. Paysans ou artisans, chassés par la misère des villages du Kharabagh, du Zanguëzour, de la Persarménie ou d'Anatolie (régions de Mouch, Van et Bitlis), ces "migrants temporaires" ne perdent que lentement leurs traits d'origine en se fondant dans le creuset d'une classe ouvrière multinationale. Cette coupure spatiale, entre classes populaires rurales et classes dirigeantes, accentue les divisions qu'imposent les frontières politiques et détermine les aspects originaux du mouvement révolutionnaire arménien: la croisade populiste des révolutionnaires caucasiens vers l'Arménie turque, leur vocation à rétablir, entre les segments de la nation, les liens brisés par l'histoire.

II. La question arménienne

Au sens large du terme, la question arménienne n'est qu'un aspect de la Question d'Orient. Elle en reproduit tous les éléments:

1. A. Ter Minassian, "Aux origines du marxisme arménien: les spécifistes", *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XIX, 1978, p.72.

situation d'oppression d'une minorité chrétienne de l'Empire ottoman, renaissance culturelle et réveil national arméniens, exemple incitateur des mouvements balkaniques, incapacité de l'Empire ottoman à se réformer, rivalité des puissances européennes. Il convient cependant d'en souligner certains traits qui relèvent de la géopolitique. La Hatt-i-Humayoun (1) de 1856 qui a proclamé l'égalité juridique entre tous les sujets, musulmans et non-musulmans (rayas) de l'Empire ottoman, ne s'est pas traduite dans les provinces anatoliennes par des applications pratiques. Une "Constitution" octroyée en 1860, un Conseil National créé en 1863, sont de réelles réformes, dont bénéficie essentiellement la bourgeoisie arménienne de Constantinople et des ports occidentaux.

Au contraire, le sort de la paysannerie arménienne (comme de l'ensemble de la paysannerie) empire en Asie Mineure. Une bureaucratie centralisée ottomane et un nouveau système d'impôts ont augmenté, jusqu'à la rendre insupportable, la pression fiscale (des impôts en argent s'ajoutent aux multiples et archaïques impôts et redevances en nature), sans mettre fin au mode de perception qui reste l'affermage, à l'arbitraire, à la corruption et à l' "anarchie féodale". Endettés en permanence, incapables de se faire rendre justice, les paysans arméniens se voient enlever leurs récoltes et leurs terres par les fermiers et les usuriers (souvent arméniens eux-mêmes), les grands propriétaires musulmans, et les nomades kurdes. Ce problème agraire constitue le coeur même de la question arménienne. Famines et migrations forcées rythment cette dépossession progressive de la paysannerie arménienne, dont la situation s'aggrave dans la deuxième partie du XIXe siècle avec l'apparition des Circassiens et des tribus kurdes méridionales. La difficile victoire russe sur les *Gorcy* s'est en effet soldée par le départ d'un demi-million de musulmans caucasiens (Tcherkesses, Circassiens, Abkhazes, etc.) pour l'Empire ottoman et leur installation dans les provinces frontalières et sur les terres des rayas. Avec l'assentissement des autorités turques, l'aire de nomadisation des tribus kurdes s'étend de plus en plus vers le Nord et le Nord-Est des provinces anatoliennes; les Kurdes se fixent de plus en plus, l'hiver, dans les régions de Mouch, Van, et autour de l'Ararat, occupant les terres des sédentaires, exigeant des

1. Décret impérial.

rayas arméniens entretien et tribut, leur imposant rudement le hafir (achat de leur protection), enlevant troupeaux, femmes et filles, et se livrant impunément au pillage.

Enfin la question arménienne se complique des problèmes créés par l'expansion russe vers la Mer Noire, la Caspienne et la Transcaucasie: les succès russes interviennent directement dans le démantèlement de l'Empire ottoman. L'historiographie soviétique - en particulier celle qui traite de "l'amitié entre les peuples de l'URSS" - a raison de souligner la russophilie, depuis la fin du XVIIIe siècle, des populations arméniennes des provinces iraniennes et ottomanes. Elle jaillit d'un vague et naïf sentiment d'oecuménisme chrétien contre l'Islam, elle escompte la protection bienveillante du tsar orthodoxe, elle s'exprime par des manifestations de joie à chaque apparition de l'armée russe (1829, 1854-56, 1877-78), ou par des migrations périodiques vers la Transcaucasie, depuis l'incorporation des Khanats de Erevan et de Nakhitchevan à l'Empire russe (1828) (1).Enfin les intentions prêtées à la diplomatie russe d'utiliser les Arméniens d'Asie Mineure dans leurs visées expansionnistes achèvent de compromettre la communauté arménienne, que les Turcs tiennent jusqu'alors pour la "communauté loyale" (2).

Au sens strict du terme, la question arménienne a pour origine le traité de Berlin (1878), dont l'article 61 modifie, en les atténuant considérablement, les promesses de réformes en faveur des Arméniens de l'Empire ottoman de l'article 16 du traité de San Stéfano (1878).

> "La Sublime Porte s'engage à réaliser, sans plus de retard, les améliorations et les réformes qu'exigent les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Circassiens et les Kurdes. Elle donnera connaissance périodiquement des mesures prises à cet effet aux Puissances qui en surveilleront l'application"(3).

1. R.G. Hovannisian, *Armenia on the Road of Independence*, 1918, Berkeley, 1967, p. 7-9.
2. Millet-i-Sadîka par opposition aux Slaves et aux Grecs de l'Empire.
3. Cité dans A. beylerian "Les origines de la Question Arménienne du Traité de San-Stefano au Congrès de Berlin (1878), in *Revue d'Histoire Diplomatique*, Paris, janvier-juin 1973, p. 31-32.

Cette internationalisation de la question arménienne est la conséquence de l'insurrection bulgare et de la guerre russo-turque (1877-78). La crise provoquée par l'arrivée des troupes russes sur l'Euphrate et à San Stéfano (janvier 1878) a posé brutalement au Patriarche Nercès de Constantinople, chef de la communauté arménienne,et aux notables du Conseil National Arménien trois choix: rester spectateurs passifs, suivre l'exemple bulgare et chercher le protectorat russe, présenter leurs doléances devant les Grandes Puissances (1). C'est à cette dernière solution que se rallient le Patriarche et son entourage. Elle leur est inspirée tant par une réelle méfiance vis-à-vis de l'impérialisme russe, du panslavisme et de l'orthodoxie, que par un sincère attachement à l'Empire ottoman. Une longue errance à travers les capitales européennes conduit la délégation arménienne au Congrès de Berlin, où elle se présente avec un programme d'autonomie administrative pour l'Arménie turque.

> "Nous ne réclamons pas de liberté politique et nous ne voulons nullement nous séparer du gouvernement turc. Nous voulons seulement avoir dans une partie de l'Arménie turque, c'est-à-dire dans les 'vilayets' d'Erzeroum et de Van, et dans la partie septentrionale du 'vilayet' de Diarbekir... où nous avons la majorité sur les Turcs... un 'vali' arménien nommé par la Sainte Porte avec l'assentiment des Puissances..." (2).

L'article 61 du Traité de Berlin ne répond guère aux espérances arméniennes, mais du moins reconnaît-il la nécessité de réformes pour "ces provinces habitées par les Arméniens", et associe-t-il les Puissances à leur application. Il ne fut jamais appliqué, mais entretint pendant près de quarante ans chez les réformateurs comme chez les révolutionnaires arméniens de dangereuses illusions. Plus sûrement, il acheva de convaincre les autorités ottomanes que les Arméniens cherchaient à démanteler l'Empire.

1. *Revue d'Histoire Diplomatique*, Paris, janvier-juin 1973, p. 14-15. Pour le Conseil National voir M.K. Krikorian, *Armenians in the Service of the Ottoman Empire (1860-1908)*, Londres, 1978, p. 3-4.
2. Lettre de la Délégation arménienne au ministre des Affaires Etrangères allemand, 25 juin 1878, cité par M.K. Krikorian, *op. cit.*, p. 111.

Les déceptions consécutives à l'internationalisation de la question arménienne sont à l'origine des premiers appels à la révolte. Mais la propagande révolutionnaire a été précédée du réveil des Arméniens de Turquie. Circonscrites, isolées, spontanées ce sont les révoltes de Zeïtoun en 1862, les révoltes de Van et d'Erzeroum en 1863, que suivent d'éphémères sociétés secrètes, l'Union du Salut à Van (1872), la Société de la Croix Noire à Van (1878), les Protecteurs de la Patrie à Erzeroum (1881) (1).

C'est en 1885 que se constitue - toujours à Van - le premier parti révolutionnaire arménien, le Parti Arménagan (2). Création des Arméniens de Turquie, il recrute presqu'exclusivement parmi eux, et s'il inspire un vif intérêt aux Arméniens du Caucase, il ne fait pas paraître d'organisation parmi ces dernières.

Très influencés par la Révolution française, les arménagans, qui ont une claire perception de l'arriération économique et culturelle de l'Asie Mineure, sont des patriotes démocrates et libéraux. Mais ces démocrates qui souhaitent établir la "liberté nationale" préconisent pour y parvenir l'usage de la violence, et l'armement, en vue de l'autodéfense, de la paysannerie arménienne.

UN POPULISME NATIONAL (1887-1903)

Ce fut l'intelligentsia caucasienne qui donna presque simultanément aux Arméniens leurs deux organisations révolutionnaires communes, le parti hintchak (hintchakian sozial-demokratagan koussaktzoutioun), fondé en 1887 à Genève, et le parti daschnak (hay heghaporagan koussaktzoutioun), fondé en 1890 à Tiflis.

Comme son homologue l'intelligentsia russe, ce groupe social numériquement très faible bénéficie de la culture (arménienne et/ou occidentale) et des Lumières (toujours occidentales).

1. L. Nalbandian, *The Armenian Revolutionary Movement*, Berkely, 1967, p. 80-89.
2. *Ibid.*, p. 90-103.

Si la première génération - celle des années trente ou quarante -est celle des enfants de la riche bourgeoisie qui envoie ses fils dans les universités européennes ou russes, sous l'impulsion du clergé et de quelques riches bienfaiteurs, le développement, dans la deuxième partie du XIXe siècle, d'un réseau d'écoles primaires et de quelques écoles secondaires en Transcaucasie et dans l'Empire ottoman, entraîne une démocratisation de l'intelligentsia, qui se stratifie. Les fils de gahanas (1), d'artisans et de paysans, ne sont le plus souvent que des demi-cultivés, et presque toujours des autodidactes qui n'ont pas dépassé le stade de l'enseignement primaire paroissial, ou au mieux de l'enseignement secondaire arménien. Ils peuplent les rangs, faméliques, des instituteurs nationaux et des artisans de la plume, journalistes et écrivains de langue arménienne. Ils sont habités par cette "âme nationale" (azkayin hoki) qui envahit la littérature arménienne. Au-dessus d'eux, formés dans les universités ou les écoles techniques, russes, turques ou occidentales, on trouve des avocats ou des médecins (très nombreux dans l'Empire ottoman), des ingénieurs ou des agronomes (essentiellement dans l'Empire russe).

Porteuse des Lumières - si modestes soient-elles, l'intelligentsia a une vocation messianique, nationale et révolutionnaire : arracher le peuple arménien à ses "ténèbres asiatiques" et à l'arriération économique, lui rendre une dignité perdue durant des siècles d'asservissement, et de misère, lui inculquer conscience nationale et conscience politique. Elle s'insurge contre tous les aspects du despotisme oriental et aspire à créer une société démocratique civilisée. Elle tire ses convictions du progrès économique et culturel des Arméniens passés sous obédience russe, en 1828 et 1878, et malgré son horreur de toute oppression reconnaît les aspects civilisateurs de l'autocratie tsariste (règne de la loi, développement de l'enseignement, développement du capitalisme).

L'européanotropisme qu'elle manifeste dans tous les domaines porte encore la marque d'un inusable sentiment d'appartenance à la

1. Gahana = membre du bas clergé.

communauté chrétienne et occidentale, face à l'Orient islamique. Il se vérifie dans le domaine idéologique par l'association du socialisme à la question arménienne. L'anticipation idéologique sur les changements économiques - à la fin des années 80, il n'existe en Transcaucasie et encore moins dans l'Empire ottoman ni capitalisme ni classe ouvrière dignes de ce nom - est caractéristique de l'intelligentsia des pays sous-développés. Elle s'explique aussi par le fait que le socialisme est perçu comme un mouvement solidaire et indissociable de la démocratie politique, qui réalisera la promesse jaillie de la Révolution française - l'événement par excellence pour l'intelligentsia - de l'égalité entre les hommes et les nations.

Instruite en Italie et en France, l'intelligentsia arménienne de Turquie se passionna pour la Révolution française, la révolution de 1848, l'Indépendance de la Grèce, l'Unité italienne et le socialisme pré-marxiste.

Instruite à Moscou, à Saint-Pétersbourg, Dorpat, Leipzig, Berlin, l'intelligentsia arménienne de Russie passa par les mêmes phases que l'intelligentsia russe et découvrit le marxisme.

En 1887, six jeunes étudiants arméniens (1), originaires de Transcaucasie, et se disant marxistes, créent à Genève le Parti Soz-Dem-Hintchakian. Mais un programme, où l'influence de Narodnaja Volja est plus sensible que celle de Marx, et une dénomination qui renvoie à Herzen - "Hintchak" (cloche) est la traduction arménienne de Kolokol - disent assez les influences subies.

Durant l'été 1890, à Tiflis, de la fusion de petits cercles d'étudiants et d'intellectuels où l'on trouve des narodniki, des

1. L. Nalbandian, *op. cit.*, p. 205 et s.
Les fondateurs sont Avédis Nazarbékian, Mlle Maro Vartanian (ép. Nazarbékian), Gabriel Kafian, Kévork Gharadjian (Archomède), Rouben Khanazadian (Khan Azad), M. Manuélian.

nationalistes, des mschakagans, des "marxistes" hintchaks, naît le Daschnaktsoutioun, qui groupe ainsi des éléments politiquement hétérogènes(1), allant des conservateurs aux socialistes. Après une brève tentative d'union (1890-91), les deux partis qui sont sociologiquement identiques, qui ont les mêmes objectifs - la défense et l'émancipation des Arméniens de Turquie - rompent à propos du socialisme et mènent désormais une action concurrente.

Les premiers à introduire le socialisme dans la question arménienne ont été les hintchaks. Si leur programme minimum fixe comme objectifs immédiats pour l'Arménie turque "une large démocratie, la liberté politique et l'indépendance nationale" (2) par "l'action révolutionnaire insurrectionnelle", leur programme maximum dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme, et annonce avec la fin de l'appropriation privée des moyens de production la révolution socialiste.

> "L'organisation sociale est fondée sur l'injustice, la force du poing et l'esclavage. Fondée sur l'esclavage économique, cette organisation fait apparaître dans l'humanité (...) de puissants dominateurs qui pillent le monde du travail (...) et créent dans les rapports humains l'inégalité et l'injustice (...) La propriété privée, dont la base est l'esclavage multiforme de l'ensemble de l'humanité, voilà la caractéristique de cette minorité qui, aujourd'hui, gouverne le monde... L'organisation socialiste protège réellement les droits naturels et imprescriptibles de l'homme... elle transforme en propriété collective tous les moyens de production et tous leurs fruits, elle règle pacifiquement tous les rapports sociaux et économiques des hommes, devenant l'expression juste de la volonté populaire. Le groupe des Hintchaks,

1. M. Varandian, *H.H. Daschnaktzoutian Badmoutioun* (Histoire de la Fédération révolutionnaire arménienne), cit. infra H.H.D.B., P. 1932, I, p. 59. On désigne par mschakagans (du nom du périodique *Mschak* [cultivateur] de Tiflis) les libéraux patriotes arméniens.
2. *Hintchak*, Genève, n° 11-12, 1888, cf. le Programme, prévoit pour cela la création d'une Assemblée Législative, élue au suffrage universel et siègeant en Arménie, une large autonomie provinciale et communale, toutes les libertés, l'inviolabilité des personnes et des biens, "le service militaire pour l'ensemble du peuple" (revendication qui ne se comprend que si l'on sait que les non-musulmans, interdits de port d'armes, sont astreints au paiement de la capitation, d'un impôt de remplacement, etc.

ayant comme conviction fondamentale le socialisme, a pour idéal, pour objectif lointain, cette organisation sociale pour le peuple arménien et sa patrie".

Les hintchaks sont aussi les premiers à entreprendre dans leur presse "Hintchak" (Cloche), Gaghapar (Idée), Abdak (Gifle), Yeridassart Hayastan (Jeune Arménie), etc. (1) la traduction et le commentaire de quelques textes socialistes et marxistes (2). Réduisant la théorie à une phraséologie où reviennent inlassablement les mots "révolution", "révolutionnaires", "despotisme","barbarie", "misère", "humiliation" et "socialisme", ils donnent à la littérature politique arménienne - littéralement embourbée dans le sentiment - un style homélique, emphatique et redondant. Si les mots ne sont pas les choses, leur pouvoir de propagande n'est pas non plus négligeable. A Constantinople, comme à Trébizonde, les hintchaks rencontrent un succès immédiat auprès de l'intelligentsia arménienne de Turquie, qu'ils galvanisent pour la "Sainte Action"(Sourp Kortz), révolution nationale plutôt que Bonne Nouvelle marxiste.

Mais c'est le socialisme qui est cause de l'éclatement du parti hintchak, en 1896. A cette date s'achève la période offensive du parti, autoritairement dirigé par le "Centre hintchak" (la couple Nazarbékian et quelques amis autour de la rédaction du Hintchak à partir de Genève, Paris ou Athènes). Ses actions dans l'Empire ottoman de 1890 à 1895 (manifestations à Constantinople, révoltes du Sassoun et de Zeïtoun - 3), ont entraîné la riposte du gouvernement ottoman, ce sont les massacres de 1894-95 que ne suit aucune intervention des Puissances. Au Congrès de Londres, la tactique du centre Hintchak est l'objet de discussions passionnées. Dans leur majorité les hintchaks de Turquie, d'Egypte, reprochent aux hintchaks caucasiens d'avoir lié le sort de la question arménienne à celui de l'ouvrier de Russie, d'avoir effrayé ainsi non seulement la bourgeoisie arménienne - incitée dès lors à se

1. Hintchak (1887-1914); Gaghapar (1893-1894); Abdak (1896-1897); Yeridassart Hayastan (1903-1967).
2. Traduction de la première partie du Manifeste du P.C. dans Gaghapar, 1894, n°2.
3. L. Nalbandian, *op. cit.*, p. 117-127.

désintéresser de la question nationale - mais la société musulmane conservatrice et la bourgeoisie capitaliste occidentale qui n'entend pas soutenir un mouvement arménien socialiste.

A Londres, la rupture aboutit à la création en 1898 d'un parti hintchak réformateur, "Verakazmial" (Reconstitué), qui ne conserve que le programme national et auquel adhèrent les Arméniens de Turquie, d'Egypte et des Etats-Unis. Le "Centre hintchak" recrée, avec les éléments caucasiens, un parti qui conserve son label socialiste voire marxiste, mais abandonne sa politique de manifestations. Extrêmement affaibli et isolé, il se replie sur la Transcaucasie et les Balkans (1).

Le nom même du parti, Daschnaktzoutioun (Fédération), rappelle que le parti daschnak est né de la fédération, en 1890, à Tiflis, de groupuscules révolutionnaires qui ont conclu à la nécessité d'unir des forces faibles et divisées (2). Il veut accueillir tous les Arméniens, nationalistes et socialistes, modérés et radicaux, qui ont pour objectif "la libération politique et économique de l'Arménie turque" (3). La majorité des fondateurs souhaite rester dans les limites d'une révolution démocratique et libérale même si la minorité socialiste compte des vétérans narodovoltsy. Jusqu'en 1892, le parti s'organise lentement et fonctionne pratiquement sans programme. De ces débuts il ne reste qu'un manifeste, naïf et patriotique, qui appelle tous les Arméniens (jeunes, vieillards, riches, femmes, prêtres) à soutenir la guerre du "peuple" - "la Sainte Action" - contre le gouvernement turc sous la bannière du Daschnaktzoutioun, car "l'Arménien qui hier encore, l'échine courbée, mendiait l'aide étrangère, a décidé de défendre lui-même son droit, sa vie, son honneur, sa famille" (4).

1. *Badmoutioun S.D. hintchakian koussaktzoutian - 1887-1962* (Histoire du parti S.D. hintchakian - 1887-1962), Beyrouth, I, 1962, p. 270-276.
2. Le Parti s'appelle de façon significative d'abord Fédération des Révolutionnaires Arméniens (1890), puis Fédération Révolutionnaire Arménienne ou F.R.A. (1892).
3. Manifeste de la F.R.A. (1890), in Divan H.H.D.B. (Archives de la F.R.A., 1934, t. I, p. 88-89.
4. *Ibid.*

En 1891, lors de leur retrait définitif du Daschnaktzoutioun, les hintchaks invoquent nettement l'absence de socialisme, ce qu'explique, dans son premier numéro, un éditorial de Droschak (Drapeau) (1).

> "... Droschak ne peut pas non plus accepter le point de vue de ceux qui se sont donnés pour objectif de réaliser une organisation sociale, pour laquelle il n'est pour le moment possible de lutter que dans la seule Europe occidentale. Il est en effet artificiel de poser de tels problèmes, puisque la Turquie ne connaît pas de développement industriel, n'a absolument pas d'usines. Dans un pays où dominent l'agriculture et les modes de vie traditionnels, il ne peut être question de socialisme de l'Europe occidentale, où le niveau culturel est incomparablement plus élevé, et où existent des conditions sociales particulières. ... Droschak doit défendre tout ce qui permet le bien-être populaire du point de vue économique et politique. En faisant disparaître les conditions qui étouffent la nation arménienne, nous voulons lui donner les moyens de renaître, d'accéder à la civilisation, et même, de la répandre autour d'elle".

De 1892 à 1907, le socialisme va être comme la mauvaise conscience du parti daschnak. C'est le IIe Congrès, secrètement tenu à Tiflis en 1892, qui donne enfin au parti son Programme (2). La présence, pour la première fois, de délégués d'Arménie turque (dont le niveau culturel est réputé plus faible) et la volonté "d'action immédiate" font négliger les problèmes théoriques au profit des problèmes d'organisation et de tactique. Mais, chez les délégués caucasiens, l'aile gauche, que domine la triade Christapor, Rostom et Zavarian (3), triomphe et fait accepter, dans un long Préambule, où passe un souffle visionnaire, le socialisme - "sans en prononcer le mot" - (4) comme principe général et comme idéal lointain subordonné à la victoire du prolétariat des pays avancés.

1. *Droschak*, n°1, mai 1891. Droschak est l'organe officiel du parti daschnak, publié à Genève de 1891 à 1914, puis à Paris de 1925 à 1933.
2. Publié dans *Droschak*, août-septembre 1894.
3. Christapor Mikaélian (1859-1905); Rostom (Stépan Zorian) (1867-1919); Simon Zavarian (1866-1913).
4. M. Varandian, *H.H.D.B.*, I, p. 120-121.

Derrière l'imprécision des concepts sociologiques et des périphrases orientales, on trouve une tentative d'application à la question nationale des catégories de la question sociale (confusion du couple exploiteur/exploité et des couples conquérant/sujet, turcs/chrétiens) et un désir affirmé de réalisme (coller à la réalité politique, économique et sociale de l'Empire ottoman).

> "Dès l'instant où l'humanité s'est engagée dans la voie de la civilisation, dès l'instant où son histoire a commencé, nous constatons, en tout temps et en tout lieu, l'existence de princes et de sujets, d'exploiteurs et d'exploités, de tortionnaires et de victimes. Aux pleurs et aux sanglots des misérables, aux gémissements pénibles des travailleurs, se mêlent les cris triomphants des gouvernants... Nous voyons le monde du travail recouvrer progressivement ses droits et la classe exploitée marcher à grands pas vers la victoire finale. Elle réalisera cette victoire lorsque toutes les classes seront supprimées, lorsque les moyens de production et les fruits du travail deviendront la propriété exclusive des travailleurs, lorsque le gouvernement des hommes se substituera au gouvernement des choses. Mais comment peut-on réaliser cet avenir souhaitable... Nous ne sommes pas les doctrinaires de telle ou telle utopie... Notre attention est essentiellement concentrée sur la situation actuelle de notre pays.. Notre but est de soumettre à une critique objective et implacable les conditions actuelles de notre existence, de dénoncer tous les maux qui tourmentent notre peuple souffrant et en s'appuyant sur les lois positives des sciences sociales, d'expliquer leurs causes essentielles et de lutter contre les facteurs qui les ont engendrés. Les Turcs, après avoir conquis notre pays, ont tout mis en oeuvre pour réduire notre peuple au niveau d'une caste, dont la seule obligation est de travailler et de produire. Il fallait maintenir ce peuple dans l'assujettissement permanent, pour profiter tranquillement des fruits de sa sueur et de son sang...Bref, les Turcs ont cherché à nous mettre dans la situation qui fut celle des Hilotes chez les Spartiates. Heureusement ...ils ne réussirent pas à réaliser complètement leur projet, mais le peuple de ce pays fut divisé, sinon en deux castes, du moins en deux classes séparées. D'un côté la classe privilégiée des musulmans, de l'autre le peuple chrétien privé de ses multiples droits politiques. Au cours des temps,par suite du développement économique du pays, la différence entre ces deux classes s'est atténuée sans disparaître complètement. Aujourd'hui c'est le gouvernement turc qui maintient et renforce cette inégalité. Il faut donc renverser ce gouvernement, et établir l'égalité devant la loi des peuples et des confessions. Par ailleurs, il existe parmi les peuples de cet Etat des inégalités culturelles

frappantes. Une partie de la population, l'élément kurde, mène encore une vie nomade, à demi-sauvage, et par essence, est l'ennemi du paisible cultivateur ... du peuple cultivateur arménien. Et le gouvernement, au lieu de venir à l'aide du travailleur pacifique, culturellement plus élevé...encourage, au contraire, ces brigands, prend sa part du butin, et - la chose est absolument certaine - fournit des fusils. Le gouvernement turc, outre qu'il a cette signification négative pour les Arméniens, a une signification généralement négative pour l'ensemble de ses sujets... L'immense majorité du peuple turc a dû se consacrer à des travaux pacifiques, et devenir lui-même producteur... Converti à ces activités pacifiques, il a dû non seulement renoncer à exploiter les nations sujettes, mais petit à petit, a été assimilé à elles et est, lui aussi,exploité par sa propre aristocratie et son propre gouvernement.C'est ce gouvernement qui, détaché de la nation, pèse comme une chape de plomb sur tous ses sujets pacifiques et travailleurs...Seule la révolution violente peut mettre fin à tout cela. C'est à elle que nous recourrons. Il faut renverser ce joug hideux, faire disparaître ce régime despotique, établir la paix entre les nations, réaliser le droit au travail, établir la liberté de conscience, de parole et de religion. Mais nous ne considérons pas comme notre seul but...l'établissement des droits politiques...Cela ne nous permettrait pas d'assurer au travailleur la jouissance des fruits de son travail...Le capitaliste a consolidé petit à petit ses positions, a pris en mains la direction d'un certain nombre de fonctions économiques, mais ne domine pas encore la vie économique dans notre pays. Il ne participe pas encore au développement industriel, comme dans les pays avancés, où les capitalistes font fonctionner leurs usines, mettre en valeur leurs terres par des travailleurs salariés. Chez nous, le capitaliste est soit un intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs... soit prête de l'argent à un taux exorbitant... Il est donc commerçant ou usurier. Quant au capitalisme industriel, il est encore si embryonnaire et si faible qu'il ne vaut pas la peine d'être évoqué. La classe des capitalistes-usuriers tient à l'ensemble du pays, et très souvent, avec la complicité des fonctionnaires et de l'aristocratie, lacère de ses griffes le peuple travailleur. Les capitalistes-usuriers sont devenus cet élément dont dépendent toutes les couches de la population... L'argent devient cette force devant laquelle s'inclinent et le travailleur opprimé et l'orgueilleux souverain. L'argent est cosmopolite. Il ne connaît ni nation, ni religion, égal pour tous, il pille indistinctement l'Arménien, le Turc, le Kurde et le Yézidi... Plus sa force révolutionnaire grandit, plus s'accroissent et s'approfondissent les inégalités économiques, et le fossé qui sépare les riches et les pauvres,

comme on le constate dans les pays économiquement avancés. Là l'inégalité s'établit, nettement, entre deux classes, une minorité détentrice des richesses, la bourgeoisie, une majorité, qui manque de pain, la classe ouvrière.

Nous luttons contre ce mal économique, cette classe exploiteuse. Nous chercherons par tous les moyens à préserver les principes communautaires, à développer la propriété communale et le travail collectif, afin d'être prêts à passer à l'organisation sociale qu'instaurera d'ici peu, dans les pays économiquement avancés, la révolution prolétarienne".

Le programme politique, en 11 points, est des plus modéré: l'établissement des libertés démocratiques en Arménie turque par la voie révolutionnaire. Il n'est question ni d'autonomie politique, ni d'indépendance, et encore moins d'union entre les trois Arménies (comme l'avaient prévu les hintchaks), mais du développement de la culture et des activités économiques populaires (9, 10, 11). Une place importante est accordée aux méthodes (action psychologique, groupes de combats, comités révolutionnaires, terrorisme, liaison) et à l'organisation, placée sous le signe de la décentralisation (1).

Nourris d'histoire italienne et balkanique, les daschnaks ont l'espoir, à peine caché,de l'intervention des Puissances en faveur du mouvement arménien. Même après la répression et les massacres de 1894-1896, constatant la démoralisation et l'esprit de réaction dominant chez les Arméniens, Christaphor affirme - à propos de l'article 61 du Congrès de Berlin - que celui-ci "diminue les risques pris par le peuple arménien, rendu prudent par ses expériences malheureuses". Car ..."il est devenu, grâce à cet article, l'allié des six Puissances contractantes... Quel est donc l'objectif du mouvement? Rien d'autre ... que de protester contre le système meurtrier existant en Turquie, jusqu'à ce que l'intervention des six Puissances permette l'amélioration de ce système" (2).

Mais, peu à peu, comme les hintchaks, ils découvrent

1. Divan, *op. cit.*, p. 95-102.
2. Christapor Mikaélian, *Anpokhayin dramabanontioune* (La mentalité des masses), 1899, p. 37-42.

l'impérialisme des grandes Puissances, et cherchent contre l'Europe capitaliste l'appui de l'Europe socialiste et ouvrière, révoltée par les massacres.

Etre représentés au sein de la IIe Internationale, était, cela est bien connu, le but de tous les partis socialistes, mais surtout de ces petits partis qui n'en étaient encore qu'au premier stade de leur développement. Ce que l'on cherche, plus encore que le prestige tiré d'une telle affiliation, c'est être reconnu et s'affirmer. Les hintchaks se sont préoccupés d'obtenir une telle confirmation dès 1889. Depuis le Congrès de Paris, ils sont formellement représentés par Pléhanov, auquel leurs précurseurs caucasiens étaient personnellement liés. Sans approuver leur tactique,et nonobstant les accusations de nationalisme dont ils sont périodiquement l'objet, Plehanov leur conserve sa tutelle, au-delà de la Révolution de 1905 (1).

Depuis 1894, les daschnaks ont entrepris la traduction et la publication de brochures socialistes, depuis 1896 ils se présentent régulièrement aux Congrès de la IIe Internationale. Malgré les réticences d'un Engels ou d'un W. Liebknecht qui, fidèle aux leçons de Marx (lutter contre le tsarisme, ne pas démembrer l'empire ottoman), soupçonnent les révolutionnaires arméniens de favoriser l'expansion russe en Asie Mineure, les daschnaks trouvent des partisans chaleureux et convaincus de la cause arménienne chez Jaurès, Longuet, Vandervelde, Van Kol, Huysmans, Kautsky, Bebel, Bernstein, etc.. En 1900, la création de "Pro Armenia" (2) à Paris est le fruit de la collaboration - plus nominale que réelle il est vrai - des principaux leaders socialistes français et des daschnaks . En 1901, l'appel du B.S.I. (3) - alerté par les daschnaks - invitant les socialistes à agir dans les Parlements et auprès des gouvernements de leurs pays respectifs pour faire cesser les massacres arméniens, montre,au-delà de l'action humanitaire, la sensibilisation progressive

1. A. Ter Minassian, *art. cit.*, p. 87.
2. "Pro Armenia" publié à Paris de 1900 à 1908, de 1912 à 1913 sous le nom de "Pour les Peuples d'Orient" de 1913 à 1914. Comité de Rédaction: G. Clémenceau, A. France, J. Jaurès, F. de Pressesé, E; de Roberty, J. Longuet, P. Quillard.
3. G. Haupt, *Bureau Socialiste International*, Paris 1969, p. 34-36.

de la IIe Internationale à la question nationale.

Durant la première décennie (1887-1897), les révolutionnaires arméniens voulaient agir et agir immédiatement. Leur impatience révolutionnaire comme leur formation interdisaient toute réflexion théorique sérieuse. Et, de fait, c'est au contenu des quelques tracts de la presse du parti, et de brochures de propagande nationalistes ou socialistes (traductions ou originaux), que se réduit leur apport à la théorie. Mais en l'absence de théorie, l'action s'inspire de modèles. Ces modèles ont été le populisme russe et la révolution bulgare.

Le populisme russe a beaucoup plus façonné la mentalité qu'inspiré le programme d'action de l'intelligentsia arménienne. Pendant une brève période, de la guerre russo-turque (1877-78) à l'assassinat d'Alexandre II (1881), à Tiflis, Moscou et Saint-Pétersbourg, le populisme a exercé son pouvoir de fascination sur une minorité de collégiens et d'étudiants arméniens (1) - eux-mêmes peu nombreux - de ces villes, et quelques-uns des fondateurs du parti hintchak et daschnak sont passés par les cercles populistes (Maro Vartanian, Kévork Gharadjian), voire les comités de la Narodnaja Volja (Christapor Mikaelian, Dastakian, Zavarian). En 1880, à Tiflis, le Comité de la Narodnaja Volja est constitué de six membres, trois Géorgiens et trois Arméniens: on s'y exprime en russe et on y oeuvre pour une transformation socialiste de l'Empire russe. Mais, à Tiflis, durant les années 80, la contestation des jeunes Arméniens (essentiellement les élèves du Nercessian Djémaran) prend surtout la forme de petits cercles illégaux, formés sur le modèle des kroujkis russes, où l'on se réunit pour lire les oeuvres des révolutionnaires démocrates russes, de Bielinski à Pisarev, mais plus encore celles des écrivains arméniens contemporains (2). On y analyse les oeuvres du journaliste-poète, ami de Herzen, Michaël Nalbandian, les articles de "Mschak" (3), l'organe légal du libéralisme arménien de Tiflis (qui ne sort pas comme le libéralisme russe de la matrice marxiste) et

1. A Tiflis, chez les élèves du "Nercessian Djemaran", à Moscou chez ceux du Lazarian Djemaran" (djémaran = collège).
2. Christapor Mikaélian, *Mémoires - Haïrenik Monthly* (Patrie), Boston, 1924, n°10.
3. *Mschak* (Cultivateur), publié à Tiflis de 1872 à 1921.

dont le directeur, Krikor Ardzrouni, tout à la fois russophile et occidentaliste, est extrêmement sensible à l'apport culturel et matériel du capitalisme, et propose à ses compatriotes la "voie occidentale". On s'y enivre des poèmes de Kamar-Katiba, (Raphaël Patkanian), et surtout des romans de Raffi (1).

Dans leur écrasante majorité, ces jeunes gens ne peuvent adhérer totalement aux objectifs du populisme russe: construire une société socialiste sur la base de la commune rurale, renverser l'autocratie. Certes, il existe en Transcaucasie et dans l'Empire ottoman un très grave problème agraire pour la paysannerie arménienne, exploitée par les aghalars et les moulkadars qui perpétuent les droits des multiples conquérants musulmans; il existe des terres communales et des formes d'appropriation de la terre ("La terre appartient à celui qui la cultive") favorables à une économie populaire (2), mais il n'existe pas de mir. Quant à l'autocratie russe, crainte, mais encore respectée, elle apparaît, comparativement aux despotismes orientaux, comme un ordre civilisateur, sans doute un peu rude, et comme l'unique bouclier contre le danger turc. Enfin le populisme russe, national et slavophile dans ses profondeurs, s'il suscite des vocations révolutionnaires chez les allogènes de l'Empire, ne donne aucune réponse directe au problème national.

Radicalisée par la pensée politique russe, convaincue du devoir de total sacrifice au peuple préconisé par Lavrov, l'intelligentsia arménienne va transcrire dans un registre national, dans une tessiture patriotique, la psychologie et le comportement de l'intelligentsia populiste russe. Le fameux V Narod ("Allez au Peuple", devient le "Débi Yerkir") ("Vers le pays") des patriotes arméniens. Le Yerkir (Le Pays),(La Patrie), c'est d'abord l'Arménie historique aux confins orientaux de l'Asie Mineure, d'Erzeroum à Van, de Mouch au Sassoun, avec sa terre et ses monuments du passé. Mais c'est - aussi ignoré des

1. L. Nalbandian, *op. cit.*, p. 57-66 (*La Renaissance littéraire arménienne*).
2. Editorial, *Droschak*, mai 1891, N° 1.

intellectuels de Tiflis ou de Constantinople que le paysan russe des intellectuels de Saint-Pétersbourg - son Joghovourt (Peuple), cette masse de paysans et d'artisans arméniens opprimés, misérables, arriérés, incultes et résignés, qui constituent le noyau de la nation (Azk).

La participation active des Arméniens du Caucase à la guerre russo-turque de 1877-78, le reflux de quelque 100 000 émigrés qui quittent le Yerkir derrière l'armée russe, sont, pour la plupart, l'occasion des premières découvertes et des premiers chocs. La presse caucasienne et la littérature évoquent la sombre réalité du Yerkir, la misère et les souffrances de la vie quotidienne, la violence insupportable des rapports sociaux (1), l'aspiration à la justice et à la liberté du Peuple-Paysan arménien; elles entretiennent la mauvaise conscience d'une jeunesse sensible et romantique qui, découvrant ses privilèges, se découvre des devoirs, telle la "noblesse repentante" russe de la génération précédente.

Il faut insister sur le rôle de la littérature nationale - en cette phase de sensibilité romantique attardée à Tiflis ou à Constantinople - dans la formation psychologique et idéologique de ceux qui deviendront des militants ou des révolutionnaires professionnels. Il n'est pas non plus indifférent de rappeler que beaucoup sont en même temps poètes (2).Bons ou mauvais, la poésie et le roman, comme le discours, indispensable aux rites collectifs des révolutions nationales ou sociales, utilisant le pouvoir fracassant des mots, agissent directement sur l'imagination, créent l'émotion et l'élan nécessaires à toute action. On sait ce que fut l'influence bouleversante sur le jeune Lénine du "Que faire?" de Černyševskij, qui lui inspira,bien plus que tous les docteurs de la loi marxistes, son modèle de "l'homme nouveau", du bolchevik. Dès 1881, dans son roman *Khent* (Le Fou), Raffi crée (3), lui, dans une vision anticipatrice, le modèle du révolutionnaire arménien.

1. Auxquels semble faire écho, un siècle après, le film "Midnight Express".
2. Tel Lérentz qui n'est autre que Avédis Nazarbékian, le fondateur du parti hintchak.
3. Raffi (1835-1888).

Son héros Aslan (Le Fou), désespéré par l'inertie des masses, met tous ses espoirs dans l'esprit de sacrifice de l'intelligentsia. Raffi déchaîne chez ses jeunes lecteurs une énergie passionnelle, un besoin mystique pour une action immédiate et violente, un amour presque névrotique pour l'Arménie (la Terre-Mère souillée), qu'il faut libérer.

Les déceptions consécutives au Congrès de Berlin et celles consécutives à l'assassinat d'Alexandre II - le triomphe de la réaction semblant consacrer l'échec des populistes - vont contribuer à couper l'intelligentsia arménienne caucasienne du mouvement panrusse. Au début de 1882, alors que le mouvement géorgien, pour résoudre les problèmes du développement économique et de la libération politique de la Géorgie, se développe sur le terrain de l'internationalisme (lutter ensemble avec les Polonais, les Russes, etc... contre le tsarisme), et intègre rapidement le marxisme (1), les Arméniens du Comité de la Narodnaja Volja de Tiflis, se scindent pour constituer une organisation nationale.

> "Notre organisation voue toute son activité aux intérêts du malheureux peuple arménien" (2).

Cette scission, à laquelle fait écho à Moscou, l'année suivante, la création d'un centre secret, "Hayrénassernéri mioutioun" (L'Union des Patriotes) (3), a une immense valeur symbolique, et marque un tournant dans les activités de l'intelligentsia arménienne de Tiflis.

La fermeture des écoles primaires arméniennes au Caucase (1885-1886) est, sans doute, l'occasion du premier tract, en arménien, contre le tsarisme (4), mais elle a surtout pour effet d'exaspérer les sentiments nationaux et de "libérer" une grande partie du corps des instituteurs, désormais disponibles pour des tâches patriotiques.

1. N. Jordania, *My Life*, Calif., 1968. Voir préface de L. Haimson, p. V-XIV.
2. Lettre de Dastakian du Comité de Tiflis à Christapor, *op.cit.*
3. M. Varandian, *H.H.D.B.*, p. 47 et 59; A. Galghandanian, *Haîrenik*, Monthly-Boston, 1940, n° 11, p. 65-71.
4. Emane de l'Union des Patriotes, traduit et publié dans les n° 10-11, 1885 de *Narodnaja Volja*, cité par V. Minakhorian dans *Ve*, Paris, n° 3, 1934, p. 98-100.

Le morcellement politique de la nation arménienne qui commande aux révolutionnaires caucasiens de créer des organisations pan-arméniennes et d'agir, hors de la Russie, dans l'Empire ottoman, la croisade vers le Yerkir, dévient ,isolent, coupent les Arméniens de leurs voisins géorgiens et russes, au moment où le marxisme apparaît chez eux. Les phases de la croisade arménienne vont reproduire, en les télescopant, les phases du populisme russe: à la croisade pacifique des Pèlerins, qui s'improvisent voyageurs, ethnographes, géographes, linguistes, et dont les récits permettent à leurs lecteurs de pénétrer dans le Yerkir, succède la croisade armée de Gougounian, préfiguration du mouvement fedaï. Durant l'été 1890, au moment où ont lieu à Tiflis les tractations préliminaires à la création du parti daschnak, sous la direction de l'étudiant pétersbourgeois Sarkis Gougounian, une cohorte armée de 125 très jeunes gens tente de franchir la frontière ottomane. Malgré un échec lamentable, leur "héroïsme", leur mot d'ordre ("Nous allons mourir pour la libération de nos frères"), popularisés par des récits, des chants et l'iconographie, ont un immense retentissement chez les Arméniens, qu'ils familiarisent avec l'idée de lutte et de sacrifice (1).

Il est incontestable que c'est la révolution bulgare, contemporaine de la question arménienne, liée à elle par les traités de San Stéfano et de Berlin, qui a inspiré la tactique des révolutionnaires caucasiens. Mouvement haïdouk, insurrection populaire, atrocités bulgagares, interpellations parlementaires en Europe occidentale, intervention russe et autonomie de la Bulgarie, ont été exposés et analysés, jusqu'à satieté, par la littérature politique arménienne. Cette inspiration transparaît clairement dans les démarches d'un Gougounian qui, avant de s'improviser guérillero, fréquente les cercles polonais et bulgares de Saint-Pétersbourg où il publie, en arménien, une quinzaine de brochures destinées à l'Arménie turque, toutes consacrées à la révolution bulgare.

Mais ce modèle bulgare, qui concentre l'expérience de tous

1. Divan, *op. cit.*. *Mémoires de Stépan Stépanian*, p. 10-86. G. Lazian, *Héghapokhakan demker (Portraits révolutionnaires)*, Le Caire, 1945, p. 285-293.

les mouvements balkaniques, est transplanté en Asie Mineure, dans une région stratégique et multinationale où les Arméniens sont souvent minoritaires sur leur propre territoire - ce qui exclut la phase essentielle de l'insurrection générale populaire (1) - et à une date - le début des années 90 - où la modification de la conjoncture internationale l'a rendu caduc. L'intervention de la Russie, dont la diplomatie se tourne vers l'Extrême-Orient est devenue improbable, et d'ailleurs n'est pas souhaitée par les partis arméniens. Non seulement le gouvernement tsariste n'apporte aucun soutien aux révolutionnaires arméniens, mais il les combat sévèrement (2) et accentue sa politique de russification. Hostiles à l'autocratie, les hintchaks sont les premiers à dénoncer une politique d'expansion russe qui se solderait par l'annexion de l'Arménie turque (3). Les daschnaks, extrêmement sensibles à la politique dite de "massacre blanc", l'assimilation culturelle dont sont victimes les Arméniens de Russie, restent dans l'ambiguïté et, jusqu'en 1903, invoquant l'impossibilité matérielle de lutter sur deux fronts, n'engagent pas la lutte contre le tsarisme.

Le modèle bulgare condamne le mouvement arménien à n'être qu'un mouvement de minorité chrétienne dans l'Empire ottoman,comme c'est le cas dans un contexte géopolitique plus compliqué, pour le mouvement macédonien. Tardive par rapport au calendrier révolutionnaire balkanique, précoce par rapport au réveil des peuples d'Orient, la révolution arménienne est condamnée, quelle que soit la dose de socialisme qui y est injectée, à se développer comme mouvement national, en butte à l'incompréhension et à l'hostilité des masses musulmanes, que hintchaks et daschnaks cherchent pourtant à se concilier et même à entraîner. L'action solidaire de tous les peuples de l'Empire, qu'ils préconisent contre le despotisme musulman, se heurte aux différences religieuses et linguistiques, aux inégalités économiques et culturelles et à une véritable hiérarchie du mépris installée entre ces peuples. Pris dans le cercle

1. Richard, "Pourquoi nous nous séparons du Daschnaktzoutioun", *Yerkri Tzaîn* (La Voix du Pays), Tiflis, 1907, n°17.
2. Sévères verdicts du procès Gougounian en 1893. Arrestation des hintchaks en 1895, etc..
3. Badmoutioun S.D., *op. cit.*, p. 36.

vicieux des causes et des effets, les révolutionnaires arméniens vont s'enfermer dans un dangereux isolement (1).

La mise en place rapide,de la Transcaucasie à l'Empire ottoman, de l'Iran aux Balkans et aux Etats-Unis, d'un remarquable réseau de comité hintchaks mais surtout daschnaks, aboutit à la création d'une organisation panarménienne qui a survécu aux deux guerres mondiales (2), et qui reste encore aujourd'hui un puissant moyen d'intégration dans la Diaspora.

Dans la mémoire populaire arménienne le mouvement révolutionnaire s'identifie au mouvement fédaï. Le terme "Fédaï" - un emprunt persan - a une résonance légèrement mystique. Il signifie "dévoué", "sacrifié" et préfigure dans le monde musulman du XXe siècle les combattants de la liberté, de l'Iran à l'Algérie. Sorti du peuple (intellectuel caucasien ou ottoman, paysan, instituteur ou prêtre), le fédaï arménien est - frustre ou cultivé - le révolutionnaire armé qui a voué sa vie au peuple qu'il réveille par le spectacle de sa rigueur, de son courage et de sa mort; s'il porte en lui les traits que lui ont légués le populisme russe, le garibaldisme ou les haïdouks bulgares, il plonge aussi dans un mouvement de banditisme rural qui a, en Arménie turque, précédé de dix ou quinze ans l'apparition des partis politiques. Constitués en groupes mobiles de dix ou quinze hommes armés, les fédaïs doivent, dans la mesure du possible, éviter toute action offensive, susceptible d'entraîner des représailles, mais voler au secours des paysans au milieu desquels ils vivent. Les trois partis arméniens armenagan, hintchak et daschnak ont, en effet,considéré comme une tâche essentielle l'organisation de l'auto-défense de la paysannerie arménienne de Turquie. Contre le pillage kurde, la brutalité bureaucratique turque, la rapacité de l'usurier arménien, il fallait apprendre au raya arménien à résister, à se défendre. Il fallait, par la parole et l'exemple, créer une véritable révolution psychologique, mettre fin à la peur, à la passivité et à

1. *Déclaration du Congrès des Partis d'opposition de l'Empire ottoman réuni en Europe (décembre 1907)*, Paris, 1908.
2. En 1923, les deux partis se sont officiellement sabordés en URSS. Aujourd'hui les principaux bastions sont le Moyen-Orient (Liban), l'Europe occidentale, les Etats-Unis.

la résignation engendrées par des siècles de servitude. Il fallait surtout lui donner les moyens de son auto-défense, en lui fournissant des armes, dont il apprendrait l'usage. Des problèmes insolubles de financement et de logistique (fédaïs et armement transitaient par la Transcaucasie et l'Iran) n'ont jamais permis au mouvement fédaï de dépasser les limites d'une guérilla cantonnée dans les montagnes d'Arménie: "l'armement du peuple" fut un slogan, et non une réalité. L'insurrection générale que les hintchaks avaient crue possible, mais que les daschnaks n'avaient pas inscrite dans leur programme, se révélait impossible : la rébellion de Sassoun organisée par les hintchaks se soldait par les massacres de 1894-1896.

Instruits par ces échecs, instruits aussi de l'indifférence des Grandes Puissances - ce qui n'était que l'expression de leurs intérêts rivaux - les daschnaks concentrent leurs efforts sur la seule auto-défense après avoir, il est vrai, tenté d'ébranler l'Europe capitaliste par un acte terroriste spectaculaire (le premier du genre!): l'occupation de la Banque ottomane de Constantinople, en août 1896 (1).

Le parti daschnak, que certains de ses militants tiennent pour "une armée" (2), montre une obsession croissante des problèmes qui sont connus aujourd'hui pour être ceux de la guerre révolutionnaire dans les pays du Tiers Monde: pédagogie populaire, lutte armée, adulation de la violence révolutionnaire.Parallèlement l'idéologie se simplifie: la nation devient la valeur suprême. A la fin du siècle, elle tend à se réduire à quelques slogans simples qui appellent à l'esprit de sacrifice de la jeunesse caucasienne et à l'esprit de résistance de la paysannerie arménienne turque.

Le postulat, suivant lequel, à l'origine de tout mouvement national, existe un effort de la bourgeoisie, en quête d'un marché national, pour imposer son pouvoir de classe, se trouve totalement infirmé par l'expérience arménienne. La haute bourgeoisie arménienne et le haut-

1. M. Varandian, *H.H.D.B.I.*, p. 153-176.
2. C'est le cas de Nikol Douman, cité par M. Varandian, *op. cit.*, I, p. 486-488.

clergé n'entendirent jamais dépasser les limites d'une action diplomatique prudente et celles de la "Bienfaisance Nationale" (fondation d'institutions culturelles, hospitalières, et d'églises). Ils se montrèrent dans l'ensemble très hostiles aux révolutionnaires arméniens. Diasporique, la grande bourgeoisie arménienne marchande ou industrielle, de Constantinople, Smyrne, Trébizonde, Tiflis, Bakou, Tabriz ou Ispahan, est comblée par les énormes marchés ottoman, russe et iranien. L'Arménie historique, rurale et pastorale, placée hors des grands circuits commerciaux, continentaux ou maritimes modernes ne l'intéresse pas. Conservatrice ou libérale, mais toujours soucieuse de ménager le pouvoir, elle n'est pas une classe rebelle. Dans l'Empire russe, elle cherche à garder et à augmenter les avantages acquis grâce au développement du capitalisme et au "boom" pétrolier. Dans l'Empire ottoman elle ne souhaite que des réformes. Hintchaks et daschnaks dénoncèrent inlassablement, dans leur presse et leur littérature, l'égoïsme de ceux qu'ils appelaient les "agas", les "Crésus", satisfaits et indifférents au destin de la nation. Qu'ils aient utilisé le terrorisme pour leur arracher les capitaux nécessaires à l'action révolutionnaire, prouve assez que le mouvement arménien n'exprime pas les intérêts et les besoins de la bourgeoisie arménienne, mais, comme l'avait bien vu Rosa Luxemburg (1), dès 1896, ceux des classes populaires ruinées et opprimées. Cela, autant que le recrutement sociologique des militants (intelligentsia, artisans, paysans), et l'intégration précoce du socialisme à la question nationale, permet de définir le mouvement arménien comme un populisme national. Le socialisme est perçu par l'intelligentsia hintchake et daschnake, à la fois, comme la doctrine qui annonce la victoire de tous les travailleurs (et non des seuls ouvriers) et comme celle qui annonce la fin de toutes les oppressions, y compris de l'oppression nationale, mais dans cette perspective, le socialisme est toujours subordonné à l'émancipation nationale.

1. R. Luxemburg, "La lutte nationale en Turquie et la social-démocratie", *Sächsische Arbeiterzeitung*, Dresde, 1896, n°234, 235, 236.

L'HEURE DES CHOIX : LUTTE DES CLASSES OU LUTTE NATIONALE? (1903-1907)

Depuis la fin des années soixante, le capitalisme enfonce lentement son coin en Transcaucasie . La construction des chemins de fer - les lignes Bakou-Batoum et Rostov-Bakou - la tire de son isolement et permet sa mise en valeur agricole et industrielle. Sous l'impulsion du grand capital international, russe et arménien, Bakou devient, entre 1898 et 1901, le premier producteur mondial de pétrole. Des petites firmes, encore artisanales, exploitent les mines de manganèse de Chiatouri, de charbon à Tkvibuli, de cuivre à Zanguezour, l'exploitation en grand du cuivre d'Allaverdi par une société française est exceptionnelle. Les industries légères se développent dans le cadre de la petite et moyenne entreprise, tabac à Sukhom, cognac en Arménie, filature et tissage de la soie en Géorgie et plus rarement dans celui de la grande industrie, comme celle du coton à Tiflis, et surtout en Azerbaïdjan.

Cependant malgré l'invasion du Caucase par les produits manufacturés russes (coton, sucre, fer, armes), l'artisanat transcaucasien, fort développé et anciennement renommé pour ses armes, ses bijoux, ses vêtements, ses objets en cuir, subit un déclin inégal, résiste dans certains secteurs, continuant à occuper dans le Kharabagh jusqu'à 30% de la population (1).

A ce développement industriel correspond l'apparition d'une classe ouvrière jeune, dont les attaches avec le village et l'atelier artisanal ne sont pas rompues.Cernée encore du monde grouillant des petits métiers et des artisans, elle est concentrée en quelques oasis prolétariennes. Ce sont les gares et les dépôts de chemin de fer où seront employés, vers 1908, 20 000 travailleurs du rail, en majorité russes. Ce sont Tiflis, ville orientale promue au rang de capitale administrative, culturelle, commerciale et industrielle, Batoum, spécialisée dans

1. P.I. Lyashchenko, *History of the National Economy of Russia to 1917*, New York, 1970, p. 619-634.

la mise en fûts et l'expédition du pétrole de Bakou, et bien entendu Bakou! Bakou (15 000 habitants en 1870, 214 000 en 1913, 178 usines et 48 699 ouvriers en 1908), est le seul vrai bastion ouvrier du Caucase. Par sa composition multinationale (près de 20 nationalités) et ses stratifications, où "la nationalité renforce la classe", la classe ouvrière de Bakou résume les traits de la classe ouvrière transcaucasienne. A la fin des années 1890, on y trouve en effet du haut en bas de l'échelle ouvrière, des ouvriers russes qualifiés (17% à 20% de l'ensemble), des Arméniens (25% à 29%), des Iraniens (19% à 21%) et des Azeris (12% à 13%), surtout des manoeuvres (1).

Une constatation s'impose: au tournant du siècle Bakou est le premier centre ouvrier arménien, et les ouvriers arméniens constituent le bataillon le plus fourni du prolétariat de Bakou (2). La main-d'oeuvre masculine excédentaire des villages arméniens du Kharabagh, du Zangézour, du Lori ou de l'Empire ottoman, est poussée vers Bakou, la Terre Promise, où quelques audacieux réalisent de fabuleuses fortunes, vers Tiflis, où les Arméniens constituent la majorité des ouvriers du tabac, et un pourcentage respectable des ouvriers du cuir et du textile, vers Batoum, où s'agglutinent de misérables rescapés des massacres de 1894-1896. Combien sont-ils? Pour les seules industries pétrolières de Bakou 12 000 en 1903? mais seulement 6 à 7 000 en 1905? Dans le gouvernement de Erevan, où vivent 506 000 Arméniens (recensement de 1897), on compte 8 290 "ouvriers" répartis en 3 469 "fabriques"! La seule concentration ouvrière notable, dans une province arménienne, c'est celle d'Allaverdi, dans le Lori, où l'on trouve 4 à 5 000 ouvriers vers 1905, dont un tiers (?) seulement est arménien (3). Plus encore que des incertitudes statistiques, ces variations numériques expriment le va-et-vient permanent des hommes (mais non des femmes), entre le village et l'usine, au rythme des saisons, des crises agraires ou des crises industrielles.

1. R.G. Suny, *The Baku Commune 1917-1918*, Princeton, 1972, p.7.
2. Par la suite, jusqu'en 1917, leur nombre augmentera mais leur importance relative diminuera. En 1917, il y a 63 000 Arméniens à Bakou.
3. Voir la discussion de ces problèmes in A. Ter Minassian, "Le mouvement révolutionnaire arménien", *C.M.R.S.*, 1973, XIV, p. 597-599.

Au total les ouvriers arméniens sont peu nombreux - 30 000 pour toute la Transcaucasie en 1910 (1) - dispersés et hors d'Arménie. Car le monde ouvrier arménien c'est aussi les quelques dizaines de milliers de portefaix, porteurs d'eau, commissionnaires, etc. de Constantinople, un minuscule embryon d'ouvriers d'usines en Bulgarie, et un peloton anatolien de 12 à 15 000 ouvriers de grande industrie aux Etats-Unis. Nulle part, au début du XXe siècle, leur intégration à une classe ouvrière existante, ou en formation, n'est réalisée, partout l'obstacle de la langue et de la religion dresse des barrières infranchissables.

En Transcaucasie, où est apparue une puissante bourgeoisie industrielle arménienne, une tradition antique et orientale - on la retrouve aussi chez les Musulmans - oblige ces nouveaux riches à assumer des fonctions de mécènes et de philanthropes. Ces obligations nationales, rappelées au besoin par le Catholicos lui-même, impliquent non seulement la construction d'hôpitaux, de logements et d'églises, le financement de sociétés de bienfaisance ou d'associations culturelles, mais l'utilisation dans leurs entreprises d'un personnel arménien. Sous couvert de solidarité et même de charité, le capitalisme arménien - comme le capitaliste turc de Bakou - exploite d'abord les ouvriers de sa propre nationalité, et est perçu par eux, jusqu'au début du XXe siècle, comme un bienfaiteur, dispensateur d'emplois et de salaires. Leur encadrement, à l'intérieur des firmes, par des ingénieurs, des techniciens, des petits employés, eux-mêmes arméniens, favorise la survivance de cette mentalité naïve et paysanne. Ainsi la vague de conscience d'une solidarité nationale - durement éprouvée au moment de l'embauche - empêche l'émergence d'une conscience de classe chez les ouvriers arméniens. Au contraire, pour les ouvriers géorgiens - en l'absence d'une grande bourgeoisie géorgienne - le patron a toujours le visage anonyme du capitaliste étranger, ou, familier et détesté, du capitaliste arménien, et la conscience de classe émerge d'autant plus facilement qu'elle passe par les troubles chenaux de la xénophobie et de la conscience nationale.

1. M. Varandian, *Hossanknèr* (Courants), Genève, 1910, p. 156.

La dépression économique de 1901-1903 touche très gravement les industries pétrolières et minières et aboutit, dans cette Transcaucasie où coexistent des régions industrielles récentes et suréquipées, et des zones d'économie rurale et pastorale traditionnelle, à une crise complexe qui touche le monde des cheminots, le monde rural et le monde ouvrier semi-prolétarisé et multinational. Entre 1900 et 1903, les grèves économiques se succèdent avec une ampleur accrue: Tiflis (août 1900, multiples grèves en 1901), Rostov-sur-le-Don (1902), grève "générale" de l'été 1903 qui paralyse Bakou, Tiflis, Batoum puis gagne les paysans du Gourie. Sous l'influence des premiers sociaux-démocrates, russes et géorgiens et plus rarement arméniens, qui constituent les Comités de Tiflis, de Bakou et de Batoum (1901-1902), les grèves se politisent comme le prouvent les manifestations des 1er Mai 1901, 1902, 1903. Le fait nouveau c'est la participation, toute spontanée, des ouvriers arméniens de Bakou et de Tiflis, à ces grèves.

Durant les années 90, les partis hintchak et daschnak, qui précèdent l'apparition du monde ouvrier arménien et dont le socialisme n'a pas été mis à l'épreuve des faits, accordent à la question ouvrière caucasienne une attention lointaine. Toutefois, l'influence des hintchaks est aussi sensible que celle des premiers révolutionnaires géorgiens - ceux de Messamé Dassi (3e groupe) - sur "l'Association des ouvriers arméniens révolutionnaires", fondée à Tiflis en 1892 (1). Car, si l'Association se donne pour but la défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière, et propose un programme largement inspiré du programme des cercles ouvriers de la Narodnaja Volja, elle accorde une attention particulière à la question nationale et au sort des Arméniens de Turquie. Elle souhaite "libérer le peuple arménien par une insurrection du joug injuste du Sultan...donner la souveraineté au peuple", fonder une Arménie libre (Azat Hayastan, ainsi que s'intitule son premier organe). L'association réussit à créer des groupes à Alexandropol, Kars, Kantzak, Bakou (1894-1895) et même à envoyer des délégués en Arménie turque, pour y constater l'absence de la classe ouvrière. Elle est démantelée par la police russe, en 1895, et il n'est pas

1. K. Barsamian, *Hay joghovourti badmoutioun* (Histoire du peuple arménien), Erevan, 1967, III, p. 348 et s.

indifférent que la majorité de ceux qui ne sont pas arrêtés se rallient aux hintchaks. "Le groupe des ouvriers arméniens marxistes" (1), créé à Tiflis, en 1898, franchit une étape décisive, en liant la libération du peuple et de l'ouvrier arménien , à celle du prolétariat de Transcaucasie et de Russie. Ce n'est pas une organisation nationale isolée; elle a des contacts constants avec d'autres groupes ouvriers progressistes (surtout géorgiens) de Tiflis. Deux de ses membres au moins, appartiennent à l'organisation social-démocrate de Tiflis, ce sont K. Gharadjian (Archomède), futur menchevik, et Mélikian (Dédouchka), futur bolchevik. Le "Groupe" participe aux manifestations ouvrières (encore modestes) de Tiflis et organise des grèves dans les manufactures de tabac, les fabriques de cuir et de chaussures, où les ouvriers arméniens sont nombreux. Pour la première fois, il y a abandon de la question nationale, donc de la question de l'Arménie turque, reconnue responsable de l'isolement de l'ouvrier arménien. Dans son organe manuscrit "*Banvor*" (Ouvrier), les hintchaks et les daschnaks sont pareillement critiqués pour leurs luttes strictement nationales. En février 1901, le "Groupe" est, à son tour, démantelé par la police tsariste qui saisit en même temps que *Banvor*, un article non mis en page, *L'Année 1900 chez nous*, dont l'idéologie réellement internationale (renforcer le caractère international du mouvement ouvrier transcaucasien, créer un Comité de direction social-démocrate caucasien, et un organe de presse commun, en russe et dans les principales langues caucasiennes), marque un tournant dans la pensée politique arménienne (2).

De 1898 à 1902, c'est sur cette base internationaliste (Russes, Géorgiens et Arméniens) qu'apparaissent de minuscules groupes S.D. (parfois 2 ou 3 membres) en Transcaucasie.

La conversion au marxisme n'intéresse cependant qu'une poignée d'intellectuels ou semi-intellectuels arméniens et un nombre encore plus limité d'ouvriers (Yessalem, Dédouchka, Achot Khoumarian), venus des organisations ouvrières des années 90. Les premiers sont de très

1. K. Barsamian, *Hay joghovourti badmoutioun* (Histoire du peuple arménien), Erevan, 1967, III, p. 348 et s.
2. *Ibidem.*

jeunes gens (ils sont nés à la fin des années 70) dont l'itinéraire est à peu près identique: une formation primaire ou secondaire arménienne (Nercessian Djémaran de Tiflis), un très court stage dans une organisation d'écoliers hintchaks ou daschnaks, la fréquentation d'une institution d'enseignement supérieur à Moscou, Saint-Pétersbourg, Riga ou Dorpat, où s'est faite leur initiation à la culture, au mouvement révolutionnaire russe , et au marxisme. Chassés de leurs établissements pendant les troubles universitaires de 1901-1902, ils sont exilés en Transcaucasie, ou y viennent militer aux vacances d'été. Très actifs, quelques Arméniens se montrent des "techniciens" efficaces - au moment où se constituent les comités S.D. de Tiflis et de Bakou (1901-1902) - en tant que passeurs (d'ex-hintchaks convoient les matrices de l'*Iskra* de Tabriz à Ardabil), en tant qu'organisateurs, tels Bogdan Knouniantz et ses frères et soeur, à Bakou, en tant qu'imprimeurs, tel Dédouchka à Bakou, et Kamo à Tiflis.

Au printemps 1902, l'arrivée à Tiflis d'un jeune étudiant, chassé de l'Institut polytechnique de Riga, Stépan Chahoumian (1), précède de quelques mois la création de "L'Union des sociaux-démocrates arméniens" (2). La seule preuve concrète de cette "Union" est la publication de l'unique numéro du *Prolétariat* (première publication illégale sociale-démocrate arménienne), dont le contenu se ramène, pour l'essentiel, à un manifeste assez confus. Mais, au loin, il a éveillé l'attention de Lénine. Celui-ci demande qu'on lui traduise tout ce qui, dans le *Prolétariat*, concerne le nationalisme ou le fédéralisme, et dans l'*Iskra* le félicite"pour sa façon correcte de poser la question nationale" (3). Cette organisation séparée des sociaux-démocrates arméniens est très éphémère, elle se fond et disparaît, en mars 1903, dans l'Union

1. Stépan Chaoumian (1878-1918), le plus brillant des bolcheviks arméniens, fondateur du Conseil des Commissaires du Peuple à Bakou (avril 1918).
2. Les fondateurs en sont Stépan Chahoumian, Bogdan Knouniantz, Mélik Mélikian, Archak Zourabian, Sarkis Khanoyan, Danouch Chahvertian, Achot Khoumarian, Aramaîs Yerzinkian, Rouben Dachdoyan.
3. K. Mamikonian, *Hay sozial-demokratnéri mioutiune 1902-1903* (L'Union des S.D. arméniens 1902-1903), Erevan, 1969.

caucasienne du P.O.S.D.R., organisation unitaire des sociaux-démocrates caucasiens où entrent les représentants des Comités de Tiflis, Bakou, Batoum, et des rédactions du *Brtzola* (Lutte) géorgien et du *Prolétariat* arménien. L'Union Caucasienne approuve le programme du parti proposé par l'*Iskra*, nomme les délégués au futur Congrès du Parti, et décide, par la fusion des organes précédents, la création d'un organe de propagande unique *Proletariati Krive* (La lutte du Prolétariat), publié en trois éditions, géorgienne, arménienne et russe. Dans son premier numéro (avril-mai 1903), on trouve dans l' "Ebauche d'un programme de l'Union Caucasienne du POSDR", une conception iskriste de l'organisation et de la propagande (organisation unitaire et usage des langues nationales pour la publication et la diffusion de la littérature marxiste), mais celle de la question nationale, inescamotable en ce conservatoire des peuples, révèle l'influence austro-marxiste. En proposant, comme solution du problème des nationalités en Russie, la fédération sur la base de l'autonomie territoriale, et du droit à la sécession, les sociaux-démocrates caucasiens montraient qu'ils avaient lu et interprété le programme de Brünn (1899). Cette "Ebauche" et son fédéralisme devaient être pulvérisés par Lénine et Plehanov au Congrès de Londres (1).

Leurs médiocres succès auprès des ouvriers arméniens, et l'obsession du nationalisme, expliquent la violence verbale des marxistes arméniens contre les hintchaks et les daschnaks, dénoncés comme partis bourgeois. Ils critiquent sévèrement la faiblesse de la théorie daschnake qui, faisant appel à l'esprit de sacrifice de la jeunesse arménienne de Russie, la mobilise pour des aventures stériles et meurtrières en Turquie. En 1901, au cours d'une rencontre publique à Bakou, entre le social-démocrate Bogdan Knouniantz et Christapor Mikaélian, représentant du Bureau Occidental daschnak, sont posés les termes d'un débat qui ne variera plus. A Knouniantz qui reproche aux daschnaks d'empêcher toute action politique des Arméniens de Russie et de négliger les problèmes de l'exploitation du prolétariat, Christapor réplique non sans emphase:

1. Al. R. (Al Roubéni) in *Sozialist*, Genève, 1906, n° 18-19, p. 27.

"... Vous vous insurgez contre l'appropriation de la plus-value...par les capitalistes, mais n'oubliez pas qu'il existe là-bas un peuple opprimé et prolétaire qui, non seulement est privé de la plus-value créée par son travail, mais verse chaque jour la plus-value de son sang, sous les coups portés par la Turquie" (1).

Mais cette fière réponse ne doit pas masquer l'apathie et la démoralisation des Arméniens du Caucase vers 1900, en contraste avec l'optimisme du début des années 1890. L'émancipation des Arméniens de l'Empire ottoman n'a pas progressé d'un pas. Aux massacres de 1894-1896, qui ont fait près de 300 000 (?) victimes arméniennes en Asie Mineure, n'a fait suite que l'inaction des Grandes Puissances,si l'on exclut quelques molles remontrances diplomatiques et la constatation désabusée d'un Lord Salisbury, que les navires de guerre britanniques ne peuvent monter jusqu'au sommet de l'Ararat pour sauver les Arméniens. Du côté de Saint-Pétersbourg, loin d'approuver l'agitation des révolutionnaires arméniens en Asie Mineure - que l'on soupçonne d'être manipulés par les Anglais - on craint que le goût de l'autonomie ne s'empare des Arméniens et des Géorgiens de ce côté-ci de la frontière (2). Confrontés aux problèmes des responsabilités et des échecs, les partis révolutionnaires arméniens marquent le pas. Eclaté depuis 1896, le parti hintchak réformé a encore des sections et une presse, mais aucune activité révolutionnaire pratique dans l'Empire ottoman. Le "Centre hintchak", qui se survit, a fait son nid dans la zone industrielle et suburbaine de Bakou, où sont concentrés les ouvriers arméniens, à Balakhany, Bibi-Heibat, Surakhan, etc. Le parti daschnak a, en partie, recueilli l'héritage hintchak en Asie Mineure, mais a vu lui aussi, depuis 1896 et 1897, années de ses exploits et demi-échecs (Affaire de la banque ottomane à Constantinople, raid des fédaïs à Khanassor), décliner ses activités.

Mais au moment où ce "blocage" de la question arménienne suscite chez l'intelligentsia hintchake et daschnake une réflexion

1. Cité par M. Varandian, *H.H.D.B.*, I, p. 334
2. Pour l'ensemble de cette question voir A. Beylérian, "L'impérialisme et le mouvement national arménien (1885-1890) in *Relations Internationales*, Paris, 1975, n°3, p. 19-54.

critique sur la nature du mouvement révolutionnaire arménien (nationalisme ou socialisme?), sur sa tactique (voie bulgare ou révolution multinationale?) et sur sa stratégie (autonomie? indépendance? ou démocratisation des Empires russe et ottoman?), le décret de confiscation des biens du clergé arménien, le 12 juin 1903, provoque en Transcaucasie une brusque et violente flambée de nationalisme. Décidé par Plehve, ce décret en privant l'Eglise, unique institution commune à tous les Arméniens, de biens, au demeurant modestes, vise clairement à étouffer la culture nationale. Spontanément, au cours de l'été 1903, paysans, artisans, ouvriers, commerçants et intellectuels arméniens passent à la rébellion. La résistance a d'abord l'allure d'émotions populaires pacifiques et celle d'un deuil collectif, qui jette dans les rues des villes et des villages hommes, femmes et enfants en larmes.

Très vite les manifestations se durcissent, deviennent hostiles à l'autocratie, se soldent par des affrontements qui font des morts et des blessés, et prennent même un tour insurrectionnel, comme à Bakou, le 2 septembre 1903. Isolée par ses causes, anachronique par ses formes, la résistance arménienne coïncide avec la grève générale de l'été 1903, à laquelle les ouvriers arméniens ont largement participé à Rostov-sur-le-Don, mais surtout à Bakou. La bureaucratie tsariste tend à voir partout, chez les Arméniens, des rebelles (en contraste surtout avec le calme des masses musulmanes), proclame l'état d'urgence, opère des centaines d'arrestations qui touchent toutes les classes arméniennes (1).

Pour les socialistes et les marxistes arméniens, la brusque découverte du potentiel révolutionnaire de la nation arménienne joue le rôle d'une divine surprise, même si elle s'accompagne de la constatation amère que la mentalité arménienne n'est pas encore "laïcisée". Durant l'été 1903, la constitution du "Comité Central arménien d'auto-défense" vise à la coordination des mouvements populaires. Le parti daschnak est créé. Le Comité confisque, au profit de ce parti, la direction des actions jusque-là spontanées, et lui assure désormais en Transcaucasie une audience jusqu'alors inconnue.

1. Aknouni, *Les plaies du Caucase*, Genève, 1905, p. 81-102; p. 277-286, etc.

En octobre 1903, à Tiflis, l'attentat de trois jeunes hintchaks contre le gouverneur-prince Golicyn, inaugure une longue série d'actions similaires contre les fonctionnaires tsaristes et les "traîtres". Si,très vite, les terroristes daschnaks, en 1904, pendant la révolution de 1905, et au-delà, supplantent les terroristes hintchaks, le parti hintchak connait une soudaine popularité auprès des ouvriers arméniens. Entre 1903 et 1905, ses sections s'étoffent à Bakou, où la création de 25 nouveaux groupes (de 15 à 25 membres), atteste une solide implantation ouvrière, à Erevan, à Alexandropol, etc. (1).

Ainsi, la politique de russification a poussé les classes populaires arméniennes vers les partis révolutionnaires nationaux, dont les objectifs se trouvent en Turquie. Ces partis, pour les premiers marxistes, isolent les ouvriers arméniens, obscurcissent leur conscience de classe, au moment même où les luttes politiques se développent en Transcaucasie et en Russie. Inversement, si les hintchaks invoquent la théorie de la lutte de classes, sans pouvoir résoudre les tensions qu'elle engendre, les daschnaks la refusent (du moins jusqu'en 1907). Confrontés aux marxistes russes, géorgiens et arméniens, ils proclament, devant l'extrême dispersion des Arméniens, leur faiblesse numérique, le danger de l'anéantissement physique de la nation, et l'inégalité des forces en présence, l'alliance indispensable de toutes les classes pendant la phase d'émancipation nationale. La Révolution russe, qui se prépare, va obliger socialistes et marxistes arméniens à affronter la contradiction entre lutte des classes et question nationale. C'est du désir de dépasser cette contradiction que naîtra le spécifisme.

Au cours du printemps et de l'été 1903, un deuxième groupe d'étudiants arméniens devient social-démocrate (2). Sociologiquement peu distincts des marxistes du *Prolétariat*, ils s'en distinguent, peut-être,

1. Badmoutioun, *S.D.H.I.* I, p. 413-421; D. Ananoun "L'orientation des hintchakians vers la Révolution et le socialisme", *Nork*, Erevan, 1924, p. 274-315.
2. Hovhannes Begnazar Uzbatchian, Ghazar et Nariman Der Ghazarian, Tigrane Issakhanian, Baghchi Ichkanian. Pour les spécifistes, voir A. Ter Minassian, "Aux origines...", *art. cit.*

par le fait qu'ils ont découvert, hors de Russie, le marxisme un peu académique de Kautsky et Plehanov. Ils s'en distinguent, sûrement, par une grande sensibilisation à la question nationale. Certains sont des transfuges du parti daschnak (Al-Roubéni); d'autres (David Ananoun, Sarkis Kassian), des transfuges du parti hintchak, ont opéré leur glissement vers le marxisme, en collaborant à l'hebdomadaire Veradznoutioun (Renaissance) (1), publié à Roustchouk en Bulgarie par Avédis Nazarbékian.

Impressionnés par les manifestations ouvrières de l'été 1903, désespérés de l'impasse où se trouve la question arménienne, ils entrent dans les comités du POSDR, pour les quitter quelques mois après. Leur scission est consommée au cours d'un Congrès secret, qui se tient à Bakou, fin octobre 1903, et qui crée le "Sozial demodratayin banvoragan hay kazmakerboutioun (Organisation arménienne ouvrière sociale-démocrate ou OOASD). Les raisons invoquées sont les décisions du Congrès du parti à Londres, qui viennent d'être exposées (à la mi-octobre) devant le IIe Congrès de l'Union caucasienne du POSDR et où serait aussi consommée la première rupture entre majoritaires et minoritaires caucasiens (on ne dit pas encore bolcheviks et mencheviks!). Les scissionnistes - que leurs adversaires surnommeront bientôt les spécifistes - critiquent l'adoption, pour le parti, du "principe d'une centralisation absolutiste... réactionnaire, incapable d'unir les masses prolétariennes des différentes nationalités" (2); ils refusent l'article 9 du programme du parti, interprétant le droit à l'autodétermination comme le droit au séparatisme; ils refusent le programme agraire du parti, se réservant d'en établir un autre pour la Transcaucasie et l'Arménie. Préoccupés d'agir dans le milieu arménien, "d'arracher l'ouvrier et le paysan arméniens à l'idéologie nationaliste... de lutter contre toutes les forces politiques qui les dominent", leur objectif est de "donner une éducation socialiste aux ouvriers arméniens, les grouper, (les) organiser sous un même drapeau". Dans leur manifeste, ils exigent la transformation de l'Empire russe en "Etat démocratique fédératif" dans lequel la Transcaucasie serait dotée d'une large autonomie (3) et, enfin, conséquence de

1. De juin 1903 à juin 1904;
2. Rapport de Lew in G. Haupt, *B.S.I.*, op. cit., p. 162.
3. D. Ananoun, *Roussahayeri hassarakakan* (Le développement social des Arméniens de Russie), Venise, 1926, III, p. 95.

cette volonté d'organiser les ouvriers arméniens, ils demandent que l'OOASD soit le seul représentant du prolétariat arménien, qu'il soit autonome pour ses affaires intérieures, et exigent la restructuration du POSDR sur la base d'une organisation fédéraliste de partis S.D. nationaux.

Ces derniers points sont considérés comme des "exigences vitales" qu'imposent les conditions spécifiques de la Transcaucasie (1): diversité des communautés nationales, antécédence du mouvement national, jeunesse d'une classe ouvrière divisée par des clivages nationaux et des barrières linguistiques, sont autant d'obstacles à une organisation unitaire et centralisée de la social-démocratie.

L'influence de l'austro-marxisme d'une part, et du Bund d'autre part, est évidente. Certes, on ne trouve pas, à cette date - sous la forme de traductions ou d'articles d'analyse - la preuve que les Arméniens ont connu directement les oeuvres de Bauer, de Renner ou encore les décisions du IVe Congrès (1901) du Bund. Mais les oeuvres des premiers circulent en russe, et l'affirmation par le Bund de l'existence d'une nation juive, la revendication de l'autonomie culturelle extra-territoriale, sa volonté d'être le seul parti de la classe ouvrière juive intégré à un POSDR restructuré en fédération étaient des thèmes largement débattus au Caucase, et sur lesquels les délégués caucasiens au Congrès de Londres venaient de se prononcer.

Les problèmes organisationnels qui opposent le Bund et Iskra ont été, en effet, discutés par les sociaux-démocrates caucasiens, avant et après le Congrès de Londres. La surreprésentation des trois comités caucasiens dont les délégués - deux Arméniens Bogdan Knouniantz (Bakou), Archak Zurabov (Batoum), et un Géorgien D. Topouridzé (Tiflis) (2)- ont reçu deux voix délibératives chacun, est à rapprocher de la sous-représentation du Bund (cinq voix). Au cours du Congrès les

1. Al. Roubéni, *art. cit.*, p.28.
2. Bogdan Knouniantz (1878-1911); Archak Zurabian (Zurabov) (1873-1920); D. Topouridsé (1871-1942); il faut aussi ajouter N. Jordania, mais qui n'avait qu'une voix consultative.

délégués caucasiens ont joué le rôle d'armée de réserve des minorités nationales lâchée contre le Bund, Zurabov, Tapouridsé, et surtout Knouniantz intervenant constamment en ce sens. Dès les premières séances Knouniantz prend violemment à partie le Bund, organisation nationale, et lui oppose l'exemple de la Transcaucasie, où existe une organisation internationale à base territoriale,menant une propagande efficace en trois langues et bientôt quatre (le turc azéri). Usant d'une dialectique serrée, mais spécieuse, il rejette toute nécessité d'une organisation juive séparée. Que Lénine, après le Congrès, ait fait publier les discours de Knouniantz contre le Bund, sur la question nationale, ou sur le rôle des organisations locales, montre assez que le délégué arménien de Bakou a exprimé correctement son point de vue. En février 1913, Lénine le confirmait en écrivant à Gorki: "Chez nous, au Caucase, sociaux-démocrates, Géorgiens + Arméniens + Tatars + Russes ont travaillé ensemble dans une seule organisation sociale démocrate pendant plus de dix ans. Ce n'est pas une phrase, c'est la solution prolétarienne de la question nationale. La seule solution". En 1903, tout s'est passé comme si Lénine considérait la Transcaucasie et ses microcosmes nationaux, comme un laboratoire où expérimenter le modèle russe (par opposition au modèle autrichien) de l'internationalisme: un parti unique et centralisé, utilisant les langues locales - déjà courroies de transmission - pour la propagande et l'agitation (1).

Les sociaux-démocrates arméniens, qu'ils deviennent bolcheviks (Chahoumian, Kassian, etc.) ou mencheviks (Zurabov, Yerzinkian, etc.), n'auront jamais d'autres conceptions organisationnelles.

Les spécifistes, accusés par eux d'être des "imitateurs de leurs maîtres, autrichiens et juifs", sans renier cette influence, se réclament de l'exemple de la IIe Internationale (perçue comme une fédération de partis socialistes nationaux autonomes) et, plus près d'eux, de celui des organisations sociales-démocrates de Lettonie, Pologne et Lithuanie. Autant que les influences, il importe de souligner ces recherches synchrones et convergentes des socialistes des minorités nationales opprimées (polonais, juifs ou arméniens) d'un internationalisme réaliste

1. A. Ter Minassian, "Aux origines ...", art. cit., p. 78-79.

s'appuyant sur une base nationale concrète.

> "... La lutte du prolétariat d'une nation diffère de la lutte du prolétariat d'une autre nation autant que diffèrent les expressions de leur nationalisme". (1)

Enfin, sous-jacente, perce une méfiance, qui ose s'avouer, envers un parti social-démocrate unifié, dont le centralisme perpétuerait la suprématie grand-russienne.

Contrairement au Bund, qui est un parti de masse, l'OOASD ne dépassa jamais les dimensions d'un groupuscule. Se heurtant à l'hostilité et à la vigilance du parti daschnak et du POSDR, l'intention de ses militants - organiser les ouvriers arméniens - ne put vraiment jamais passer dans les faits, pas même à Bakou. Aussi, n'est-ce pas dans l'histoire du mouvement - démantelé par la police tsariste dès 1908 - que réside l'intérêt du spécifisme, mais dans son apport à la pensée politique arménienne. L'intelligentsia de l'OOASD - "Ces généraux sans armée" dont se moquaient les bolcheviks arméniens - a été, par la fécondité de ses activités intellectuelles, l'instrument de pénétration, de naturalisation (on n'ose parler de diffusion tant les résistances sont grandes) du marxisme dans la société arménienne. Dans leur presse *Sozialist* (Le Socialiste), *Kiank* (Vie), *Tzaîn* (Voix), etc. et dans leur littérature les spécifistes ont introduit, en forgeant des néologismes, les concepts et le vocabulaire économique et politique marxistes: dans leurs essais dédiés aux problèmes arméniens (histoire, société, littérature, relations internationales), ils ont utilisé, non sans pédantisme ni lourdeur, la méthode du matérialisme dialectique. Enfin, à l'écoute des leaders de la social-démocratie allemande ou autrichienne, dont ils ont traduit ou commenté les oeuvres, ils ont joué le rôle d'antidote à l'influence du marxisme russe.

Les articles du *Kaîtz* (Etincelle), premier organe légal de la social-démocratie arménienne - où les bolcheviks et les mencheviks

1. Dans Al. Roubéni, "Le système d'organisation de la social-démocratie", in *Kiank*, Tiflis, n° 13, 14, 15, 16, 1906.

arméniens sont encore indifférenciés -, les premiers essais de Staline et de Chahoumian (1) sur la question nationale reprennent, contre les spécifistes, les arguments déjà utilisés contre le Bund. Il n'existe pas de spécificité arménienne exigeant une organisation autonome de la classe ouvrière arménienne; celle-ci trouvera la solution de l'ensemble de ses problèmes dans la lutte victorieuse menée avec et sous la direction du prolétariat russe; un système d'organisation fédéraliste du parti signifierait désorganisation du mouvement ouvrier, nationalisme et séparatisme. Si on retrouve ici la même attitude, crispée et horrifiée, que celle des sociaux-démocrates russes devant le fédéralisme (qu'il concerne l'Etat ou le parti), il faut cependant signaler que les sociaux-démocrates arméniens n'arrivent pas - par cette seule argumentation - à se débarrasser du cadavre de la question arménienne. Aussi *Proletariati Krive*, l'organe en langue arménienne de l'Union caucasienne du POSDR, publie en 1903 une lettre d'Engels "à un camarade arménien". La lettre, datée du 23 novembre 1894, est le refus poli d'Engels de préfacer une traduction arménienne du Manifeste, entreprise par un jeune socialiste arménien, Hovsép Akabékian qui, collaborateur de *Neue Zeit*, a obtenu de Kautsky et de Parvus un appel contre les atrocités turques en Arménie. Engels, qui connaît bien les problèmes de l'Empire ottoman, refuse de se montrer arménophile, dans sa crainte qu'une telle attitude soit utilisée en faveur de la politique expansionniste tsariste en Asie Mineure. Pour Engels le sort des populations opprimées d'Asie Mineure doit être lié à la chute de l'autocratie en Russie (2). Sans nier - ce qui était impossible - l'existence de la question arménienne, la tactique proposée par Engels sera, jusqu'en 1917, l'alpha et l'oméga de la tactique des bolcheviks arméniens. Quant à la question nationale en Russie, comme en Transcaucasie, elle ne peut être résolue, pour le bolchevik Stépan Chahoumian, que par une solution radicale de la question sociale. Proposant une interprétation dialectique du "droit à l'auto-

1. J. Staline, "Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale?", *Oeuvres*, Paris, 1975, t. I, p. 40-56; S. Chahoumian "La question nationale et la social-démocratie", *Yerker* (Oeuvres), Erevan, 1956, t. I, p. 193-228.
2. Voir pour l'ensemble de cette question, Achot Hovannissian, *Engelse yév haykavan hartze* (Engels et la question arménienne), Moscou, 1931.

détermination politique" du programme du POSDR, condamnant sans appel le fédéralisme ("les états nationaux ou même les formes plus réduites de l'indépendance nationale, fédération, autonomie dressent des barrières entre les prolétariats de diverses nations, les divisent..."), il préconise la transformation de l'Empire russe par son prolétariat et l'autonomie administrative locale (1).

Accusés de nationalisme par les sociaux-démocrates arméniens, les spécifistes n'inclinent pas eux-mêmes à la tolérance. Le danger du nationalisme, incarné par les hintchaks, et surtout le parti daschnak, "abruti par l'illusion de pouvoir résoudre la question de l'Arménie turque et utilisant la foi naive du prolétariat caucasien dont il est le pire ennemi" (2), est l'obsession de l'OOASD, qui dans sa volonté de résoudre la contradiction entre classe et nation - ouvrier caucasien et paysan anatolien - répète, comme le Bund, que l'organisation nationale est le seul moyen de toucher efficacement le prolétariat de chaque nation et de repousser ainsi le danger du nationalisme. Enfin l'OOASD étant une organisation du prolétariat arménien de Russie, déclare ne pas avoir vocation à résoudre la question arménienne, question internationale dont la solution doit être trouvée par les Arméniens de Turquie eux-mêmes (3).

A partir de 1903, secoués par la vague des grèves qui déferlent sur la Transcaucasie, confrontés à la fois à l'apparition d'un mouvement ouvrier arménien et à la montée du nationalisme au Caucase, fustigés par la critique marxiste, pressentant l'approche d'une révolution russe, les partis révolutionnaires arméniens vont être acculés à

1. S. Chahoumian, *op.cit.*, s'appuie pour son argumentation sur l'article de K. Kautsky "La question nationale en Russie" (1905) que Chahoumian lui-même et le futur spécifiste B. Ichkhanian lui ont en quelque sorte commandé.
2. *Projet de programme, système d'organisation, statuts de l'OOASD*, s.n. d.l., 1906, p. 24.
3. Cette conception esquisse ce que l'on appellera la "séparation des deux causes". Elle est clairement exposée au IIe Congrès de l'OOASD qui se tient fin octobre 1905. Cf. *Projet, op.cit.*, p. 31.

une révision tactique et stratégique de leur programme. Une fois de plus ce sont les hintchaks qui, subissant les contre-coups des événements caucasiens, se montrent sensibles à la nouvelle parole (Novoe slovo), à la "Nouvelle Action" (libérer la classe ouvrière arménienne) - par opposition à l'Ancienne et Sainte Action (libérer la nation arménienne) (1).

La division du parti hintchak depuis 1896 a conduit à l'opposition entre le centre hintchak - une tête sans corps - et le parti Verakazmial - un corps sans socialisme. Devant l'extrême affaiblissement du parti, un Congrès (le IIIe) à Londres (septembre 1901 - mars 1902) s'achève par la reconstitution théorique d'un Parti hintchakian unifié, d'un Centre unifié, et la nomination d'un Comité exécutif provisoire. Pourtant, malgré l'appel à la "totale fraternité des révolutionnaires arméniens", les deux fractions conservent leur programme, et une circulaire précise que "...la participation au mouvement ouvrier des différents pays risque de diminuer les forces matérielles et morales du parti". La précarité de cette union qui n'a été possible que par l'alliance momentanée des adversaires personnels ou politiques d'Avédis Nazarbékian, éclate rapidement (2).

Les luttes fractionnelles s'aiguisent entre Verakazmial et les tenants de la Nouvelle Action, pour se solder par une série d'attentats meurtriers aux Etats Unis, à Londres, dans les Balkans et au Caucase, avant, pendant et après le Congrès qui se tient à Londres - en même temps que celui du POSDR - en septembre 1903. C'est entre ce IVe et le Ve Congrès (à Paris, en septembre 1905) que se développe la controverse (3) sur la nécessité d'une révision, sur des bases réellement socialistes et marxistes, de la stratégie du parti hintchak.

1. Ces termes sont utilisés dans les éditoriaux de *Veradznoutioun*.
2. Voir pour l'ensemble de ces problèmes Badmoutioun, *S.D.H.*, *op. cit.* I.
3. Elle s'ouvre par un article du *Hintchak* (n° 13, 14, septembre 1903). "A propos de la Nouvelle Action", "Est-il possible que les Arméniens entreprennent une "Nouvelle Action", sans affaiblir un mouvement, lui-même médiocre, en faveur de l'Arménie turque... Peuvent-ils rester neutres alors que la Russie est embrasée?...".

L'aile gauche, menée par A. Nazarbékian, R. Khan Azad, S. Kassian, Krikor Vartanian, Ahriman etc. fait campagne dans *Veradznoutioun*, puis dans *Abaka* (Avenir) (1), organes entièrement voués à l'analyse de la pénétration du socialisme dans la vie arménienne. Elle démontre que l'émancipation arménienne passe par une révolution panrusse, et met l'accent sur le rôle téléologique de la classe ouvrière arménienne. Elle propose au Congrès la lutte sur deux fronts, et pour cela la partition du parti, qui ne saurait avoir comme champ d'action révolutionnaire à la fois le Caucase et l'Empire ottoman. 1) au Caucase et en Russie le Parti S.D.H. se fondrait dans le POSDR; 2) en Turquie il existerait comme parti autonome, sur la seule base d'un programme de libération des Arméniens de Turquie. L'unique lien entre les deux serait une éventuelle assistance mutuelle.

Après de dramatiques discussions, le Congrès repousse la tentation de l'intelligentsia caucasienne de se "libérer" de la question arménienne, afin de concentrer ses efforts dans le seul Empire russe, réaffirme l'unité du parti et décide d'avoir "au Caucase une activité révolutionnaire prolétarienne, et de lutter en Turquie pour établir la démocratie politique, fondée sur les principes marxistes". Une fois de plus le parti hintchak éclate: si l'unité du parti a été sauvée par les tenants de l'Ancienne Action, que mène Sabah Kulian (2) les nazarbékistes caucasiens rentrés chez eux refusent les décisions du Ve Congrès et décident de fusionner avec le POSDR.

Les uns, comme Nazarbékian et Rouben Khan Azad, suivent le conseil de Martov - accepter le programme du POSDR et n'entrer dans aucune de ses fractions, en attendant l'unification des bolcheviks et des mencheviks - quittent le parti hintchak et renoncent, pour de longues années, à toute activité arménienne. D'autres, adhérents seuls, ou entraînant des sections entières, disloquent les organisations ouvrières hintchakes, qui avaient participé massivement à Bakou à la grève de décembre 1904. Les hintchaks caucasiens, démoralisés, survivent dans

1. Publiée à Paris de janvier à août 1905.
2. Rédacteur de *Yéridassart Hayastan* (Jeune Arménie) publiée aux Etats Unis depuis 1903.

quelques sections moribondes. La crise révolutionnaire de 1905, en mettant à nu l'incompatibilité entre mouvement ouvrier russe et question arménienne, fait passer entre les mains des Arméniens de Turquie la direction du parti hintchak, qui, affaibli, sans renoncer au discours socialiste, se centre sur l'Empire ottoman, mais reste sans prise sur les événements jusqu'à la Révolution Jeune Turque de 1908.

Au début du XXe siècle, le parti daschnak est entièrement absorbé par les problèmes d'organisation - sans lutte de classes et sans socialisme - des Arméniens de l'Empire ottoman et les problèmes de propagande auprès des partis socialistes de la IIe Internationale.

Dans l'Empire russe, s'il a mis en place des structures, s'il a des militants, y compris des militants ouvriers, il n'a aucune activité délictuelle ouverte contre l'autocratie. On ne peut, en effet, tenir pour telles les actions du groupe Potorik (Tempête), créé à Philibé (en Bulgarie) en 1901, et chargé, par le "terrorisme économique interne" - l'"impôt pour la libération de la Patrie" frappant, sous peine de mort, la bourgeoisie arménienne - d'alimenter les caisses du parti. C'est la politique tsariste qui, en provoquant la résistance unanime des Arméniens, réactive le parti daschnak, le pousse à l'opposition (création du Comité Central d'auto-défense) (1) puis à la lutte contre le gouvernement russe, non sans hésitations cependant, comme le prouve le comportement discipliné d'un groupe de fédaïs - envoyés au secours du Sassoun investi par l'armée turque - qui, surpris au passage de la frontière, à Olti, se laissent massacrer plutôt que de tirer contre les Cosaques (été 1904).

Cette période (été 1903 - été 1905) est essentielle dans l'histoire du parti daschnak: son centre de gravité se déplace au Caucase, où son influence s'étend rapidement sur l'ensemble de la population arménienne. Tandis que ses rangs se gonflent, progresse chez ses militants l'idée que le parti lutte, non pour la seule libération des Arméniens de Turquie, mais pour celle de toute la nation. Le IIIe Congrès

1. Restructuré en décembre 1904.

du parti qui se tient à Sofia, en février-mars 1904, marque ce tournant. Renforçant l'éxécutif du parti par un Conseil de la F.R.A., il accorde encore la priorité aux actions dans l'Empire ottoman (développer l'organisation daschnake en Cilicie, exécuter le Sultan Abd-ul-Hamid) (1), mais décide "d'assumer l'autodéfense de l'élément arméno-caucasien..." en recourant "... à la tactique de la propagande écrite et orale, de la terreur, des manifestations populaires et de la résistance armée" (2). Il autorise les ouvriers daschnaks à participer à tout mouvement de grèves dans leurs usines, mais le contrôle que le parti entend exercer ailleurs, incompatible avec la réalité du mouvement révolutionnaire à Bakou, ligote littéralement les Arméniens.

Au cours de l'année 1904, sur cette base encore défensive, le parti daschnak passe des manifestations au terrorisme contre les "traîtres" ou les fonctionnaires, et,créant dans les régions de peuplement arménien des écoles, des tribunaux et même ... des prisons, au boycott de l'administration russe. Il sort enfin de son isolement politique, participe en novembre 1904 à Paris à la conférence qui réunit les représentants de 9 courants révolutionnaires de l'Empire (les libéraux, les socialistes révolutionnaires, le P.P.S., les socialistes fédéralistes géorgiens, etc.) et dont les décisions - renverser le régime autocratique, donner aux nations le droit de s'autodéterminer - sont reprises par son IVe Congrès des raïons (décembre 1904) (3). Les archives de ce même congrès attestent un gonflement impressionnant des effectifs du parti au Caucase: Kars a 121 groupes (4), Bakou et sa région 265, Alexandropol 161, Batoum 82, Chouchi 24, les villages du Kharabah 240, Tiflis 30, Erevan 2, le Caucase septentrional 31 (5).

1. Christapor, à qui incombe la préparation de l'attentat, se tue en 1905 en Bulgarie au cours d'essais préliminaires. L'attentat de Yildiz a lieu en juillet 1905, mais échoue.
2. Nuter H.H., *Daschnaktsoutian badmoutian hamar* (Sources pour l'histoire de la F.R.A.), tome II, Beyrouth, 1974, p. 119.
3. Voir Nuter, *op. cit.* p. 210.
4. Suivant les régions, les groupes ont de 15 à 70 membres.
5. Nuter, *op. cit.*, p. 206-208.

La révolution de 1905 crée en Transcaucasie un climat de rare violence. Par ondes successives et interférées, se mêlent insurrections paysannes, grèves et insurrections ouvrières, grèves des cheminots, des employés, des artisans et des élèves. La rébellion contre l'autocratie et son ordre politique et social est totale, et, jusqu'à la fin de 1907, les autorités sont impuissantes à endiguer le flot des attentats, des enlèvements, des expropriations et des actes de banditisme. Mais la révolte des nationalités, qui imprime à ce tableau la vigueur de son style, se complique du problème des rapports entre les nationalités elles-mêmes. Dès le mois de février 1905, éclate à Bakou un véritable conflit entre Turcs azéris et Arméniens, pour s'étendre rapidement à toutes les régions de la Transcaucasie orientale et centrale où ces deux ethnies cohabitent. Commencée à Bakou comme un pogrom d'Arméniens, accompli sous l'oeil indifférent des autorités locales, par la populace azérie, "cette guerre arméno-tatare" (1) surprend toutes les organisations révolutionnaires qui l'interprètent comme une opération de diversion, lancée par l'autocratie contre l'armée multinationale du prolétariat caucasien. En quelques semaines, bourgeois, ouvriers et paysans arméniens sont également menacés dans leur vie et dans leurs biens. Inspiré peut-être par l'exemple récent du Bund, organisant en 1902 des unités d'autodéfense (boevye otrjady), inspiré sûrement par son expérience du mouvement fédaï, le parti daschnak se voue entièrement au rôle d'organisateur de l'autodéfense arménienne qu'il assumait depuis l'été 1903. Appelant les Arméniens à la solidarité nationale, et à la résistance armée, imposant des cotisations aux riches comme aux pauvres, constituant des unités mobiles de combattants encadrées par des fédaïs qui refluent de l'Empire ottoman, volant au secours des quartiers ou des villages arméniens menacés, mettant au point une technique de guérilla urbaine, entraînant des escouades de terroristes dont un des premiers exploits est l'exécution du gouverneur général de Bakou, Nakachidzé, le parti daschnak voit affluer vers lui les fonds et les hommes, devient parti hégémonique et s'impose comme l'arbitre autoritaire et rude de la société arménienne. A l'armement de la communauté arménienne répond l'armement de la communauté tatare. La guerre impitoyable à laquelle se

1. Ce sont les termes utilisés par l'historiographie daschnake.

livrent les deux communautés, dans un cycle de représailles et contre-représailles atroces, jusqu'au printemps 1906, consterne les sociaux-démocrates, d'abord parce qu'elle détourne Tatars et Arméniens de leurs tâches révolutionnaires! Dès lors, les sociaux-démocrates, Arméniens et Géorgiens, et les spécifistes reprochent pêle-mêle au parti daschnak d'être le jouet de manipulations bureaucratiques, d'attiser les haines raciales et religieuses, d'étouffer la conscience de classe ouvrière en assumant la défense de la nation, de briser l'unité du mouvement révolutionnaire caucasien, et de remplir ses caisses, en défendant les usines et les puits des capitalistes arméniens (1).

Mais alors que les bolcheviks arméniens, nombreux au comité de Bakou, soucieux de gagner le prolétariat tatar de cette ville, condamnent totalement l'autodéfense, pour préconiser une union fraternelle des ouvriers turcs et arméniens au sein du POSDR (2), les spécifistes voient dans le gigantesque incendie des puits de pétrole d'août 1905 l'acte qui prive le prolétariat arménien de son outil de travail, et, dans l'autodéfense daschnake, un monopole qu'il faut briser, en armant la classe ouvrière arménienne.

En juin 1905, le "Projet caucasien" (Kovkazian Nakhakitz) (3) répond à ces critiques, aux succès des S.D. à Bakou et à Tiflis, comme aux tensions internes qui tiraillent le parti daschnak, en raison même de ses succès. Oeuvre du Conseil de la F.R.A. (4), précédé d'un préambule bavard et laborieux, où éclate plus l'exhibition du coeur que la rigueur de la raison (5), c'est une nouvelle ligne d'action pour le Caucase. Le Daschnaktzoutioun qui se définit comme "vrai parti populaire", défendant "le point de vue et les intérêts politiques et économiques de

1. A. Ter Minassian, "Aux origines...", *art. cit.*, p. 83.
2. Théorie dont l'application la plus concrète est la création de *Koc-Devet* (l'Appel), organe bilingue arménien-turc de la section arménienne du Comité de Bakou et du Hümmet (de mai à juillet 1906, 16 numéros publiés).
3. Nüter, *op. cit.*, t. II, p. 232-236.
4. A Genève.
5. Qualifié de "méli-mélo marxiste et SR" par les Jeunes Daschnaks (voir infra), in Richard, *op. cit.*, n°14, 1907.

la masse des travailleurs",déclare lutter contre l'autocratie au sein du mouvement révolutionnaire panrusse, proclame l'existence de la lutte de classes et la nécessité de prolonger toute révolution politique par une révolution socialiste. Le projet exige la transformation de la Transcaucasie en une république fédérative démocratique, sur la base de la plus large autonomie locale, comme il exige un ensemble de mesures économiques, allant de la collectivisation progressive des terres à la journée ouvrière de 8 heures.

L'Annonciation révolutionnaire et socialiste du "Projet caucasien" éclate comme une bombe. Le Projet est amplement discuté, critiqué, mais reste lettre morte. En effet l'intensification des luttes arméno-tatares à Bakou, et la défense de la nation mobilisent entièrement les forces daschnakes. L'anarchie générale au Caucase permet au parti de devenir un état dans l'état, disposant de son armée, de sa police, de ses tribunaux, de ses arsenaux et de son trésor de guerre. Pourtant, dès la fin de 1905, les difficultés apparaissent. La bourgeoisie arménienne que la peur seule avait jetée dans les bras des daschnaks leur retire son soutien, et même, rassurée par la restitution des biens du clergé arménien et par le Manifeste d'Octobre, adopte une attitude franchement hostile à leur égard. La militarisation daschnake a créé une couche dite "des militaires du parti", hostile au socialisme et difficile à contrôler. Le gonflement brusque des rangs du parti, son assimilation à la nation arménienne posent enfin un certain nombre de problèmes. Le Daschnaktzoutioun est-il un parti national? Est-il un parti révolutionnaire de classe? Son objectif est-il la libération des Arméniens de Turquie, ou bien la direction de la vie arménienne, partout? Quelle attitude adopter en face du mouvement révolutionnaire russe et du mouvement ouvrier transcaucasien? Quelle tactique faut-il adopter pour la libération des Arméniens de Turquie?

Ces questions font apparaître, au printemps 1906, une double opposition. A droite, celle des "Mihranagans" (1), à gauche, celle des "Jeunes Daschnaks". Les Mihranagans, qui ont de nombreux sympathisants

1. Du nom d'un chef fédaï, originaire de Turquie, Mihran.

en Turquie, chez les fédaïs, et les militaires, refusent tout engagement dans les affaires caucasiennes, tout programme socialiste et entendent enfermer le parti dans les seules luttes ottomanes. Compromise par le soutien que lui a apporté la bourgeoisie arménienne, désireuse de se débarrasser des daschnaks, l'opposition mihrnagane est rapidement liquidée.

Les "Jeunes Daschnaks" (1) sont une petite minorité d'intellectuels socialistes caucasiens, qui n'acceptent pas que le parti s'identifie à toute la nation arménienne et que dans ses rangs "militent côte à côte exploités et exploiteurs". Leur théoricien, A. Mravian (Arsène Amirian) - futur bolchevik et futur commissaire de Bakou en 1918 - critique (2) la tactique traditionnelle daschnake. Le parti doit transférer l'essentiel de ses forces au Caucase, chasser de ses rangs les éléments non révolutionnaires, chercher l'alliance des partis révolutionnaires russes, car

> "...la révolution russe triomphante va avoir la même influence sur le destin des pays voisins - y compris la Turquie et la Perse - que la Révolution française sur les pays d'Europe occidentale. Cela signifie que la libération de l'Arménie turque passera par la voie de la libération de la Russie".

Lévon Akabékian (Richard), jeune intellectuel de Bakou, démontre par le biais du socialisme - qui reste une utopie en Arménie turque - l'impossibilité de lier les deux causes (celle des Arméniens de Turquie et celle des Arméniens de Russie). Les Jeunes daschnaks se séparent du parti en 1907 pour militer soit chez les S.R., soit plus rarement chez les S.D., mais les discussions qu'ils ont suscitées - dès 1906 certains daschnaks démontrent qu'il existe des bases pour le socialisme en Turquie - obligent le parti à une révision de sa tactique et de sa stratégie. Au IVe Congrès de Vienne (février - mai 1907), le parti daschnak, dont l'unité a résisté à ces contradictions, adopte un

1. V. Minakhorian, "Andjadakannère" (Les scissionnistes), in *Ve*, Paris, vol. 2, 1933.
2. Dans deux brochures publiées à Vienne, *Jamanakh é stapvélou* (Il est temps de se réveiller), Vienne, 1906; *Daschnaktzoutian crisise* (La Crise du Daschnaktzoutioun), Vienne, 1907.

programme socialiste, tout en gardant l'accent sur le problème national: complexité de la lutte de classes dans les pays où existent nation dominante et minorités opprimées, lutte des travailleurs des nations opprimées pour leur culture nationale, instrument indispensable de leur progrès, survivance des nations dans la société socialiste de l'avenir. Inspiré du programme S.R. - dont les daschnaks se rapprochent de plus en plus - mais sur une base nationale dualiste - le nouveau programme (1) propose des objectifs différenciés: la démocratie politique basée sur l'autonomie locale et les liens fédératifs pour une Arménie turque faisant partie de l'Empire ottoman, une république démocratique transcaucasienne, impliquant une large autonomie locale, intégrée à une République russe fédérée, pour l'Arménie russe. Les revendications communes portent aussi bien sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les milices populaires que sur les revendications économiques (socialisation de la terre, nationalisation des mines, impôt sur le revenu, développement des coopératives, journée de 8 heures, etc., mais aussi contrôle ouvrier dans les usines).

La même année 1907, le parti daschnak adopte avec les S.R. le S.E.R.P. juif, les socialistes fédéralistes géorgiens, le parti biélorusse Hromada, le principe de l'autonomie culturelle extra-territoriale (2) - principe dont les Arméniens ont une expérience pratique dans l'Empire ottoman (3) et qui répond aux problèmes de toute société diasporique, et malgré l'hostilité des S.D. caucasiens, adhère au Congrès de Stuttgart, à la IIe Internationale.

1. Programme du Parti arménien Daschnaktzoutioun (élaboré en 1907), Paris, 1909.
2. Mais ce principe n'est pas introduit dans le programme. R. Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, Cambridge, Mass., 1970, p.28.
3. C'est ainsi qu'est interprétée par les daschnaks la Constitution arménienne de 1860.

1907 est une date charnière: jusqu'en 1917 socialistes et marxistes arméniens expliqueront leurs positions, ils n'en changeront plus. Dans le microcosme des Arméniens de Transcaucasie, la politique de russification, le mouvement ouvrier caucasien et la Révolution de 1905 ont aiguisé les contradictions non pas entre lutte de classes et lutte nationale - le développement du menchevisme dans les étapes du mouvement national géorgien prouve les compatibilités - mais entre lutte de classe en Russie et lutte nationale arménienne dans l'Empire ottoman. Les concepts de classe (stratification sociale poussée au Caucase, mais à peine esquissée dans l'Empire ottoman) et de nation (catégorie éternelle pour les daschnaks, éphémère pour les marxistes) ont inspiré aux révolutionnaires arméniens toutes les réponses que permettaient leur combinaison et leur hiérarchisation.

La Révolution russe de 1917 ne résoudra pas la question arménienne, elle soulèvera le problème de la révolution en Orient que les Arméniens avaient posé, elle permettra sous la direction des daschnaks - que les circonstances acculent à abandonner l'idée fédérale - la création d'une éphémère république indépendante au Caucase (1918-1920), elle convertira les bolcheviks au fédéralisme tout en conservant un parti communiste unique et centralisé, qui se révèlera le pivot du pouvoir. Mais est-ce un hasard si, en 1923, la République transcaucasienne,en se fédérant avec la Russie soviétique, fournit le modèle des formes fédératives de l'URSS? N'y a-t-il pas là comme l'expérience accumulée des luttes anciennes, entre socialistes et marxistes géorgiens, arméniens et tatars, autour de la question nationale, comme le prouverait le succès du "communisme national" en Transcaucasie pendant les années 1920?

APPROCHE CONSTITUTIONNELLE DU PROBLEME DES NATIONALITES EN U.R.S.S (1920 - 1940)

Paul ISOART

Lorsque l'on regarde une carte de l'U.R.S.S, on est surpris par l'immensité de ce territoire qui déroule de la Baltique à la mer Noire et au Pacifique la diversité de ses plaines et de ses montagnes, de ses sols et de ses climats, de ses Etats et de ses peuples. Que de difficultés, d'impossibilités semblent présenter cette immensité, cette mosaïque physique et humaine pour l'efficacité de l'organisation étatique, surtout pour un esprit français formé aux disciplines de la centralisation. La multiplicité des races et des religions, la dispersion spatiale des nationalités semblent entraver d'une manière décisive tout effort d'unification. Pourtant combien riche de potentialité unitaire est cette massivité territoriale pour un peuple avide d'expansion, pour un peuple habile à exploiter cette absence de solution de continuité terrestre. Rien alors ne paraît empêcher l'action soutenue de la source normatrice. L'histoire va, de fait, imposer à cette mosaïque ethnique son élément fédérateur : le rassemblement des territoires et des hommes s'accomplit sur l'initiative d'une seule nation : la nation russe.

Le tsar soumet l'Empire à une loi unique, la loi du vainqueur, la loi russe plus ou moins bien acceptée selon l'état de développement historique, culturel, social et économique des nationalités. A cet égard le problème est complexe. La Sibérie, administrée par un ministre siégeant dans la capitale et, sur place, par des gouverneurs, a été progressivement submergée par les vagues successives de paysans slaves, mais l'effet de l'immigration varie selon l'implantation géographique des peuples sibériens. "Ainsi tandis que Koumis, Oudmourtes, Mariis, Mordves, Tchouvaches, Tatars de la Volga, Bachkirs ne formaient plus, à la fin du XIXe siècle, que de petites enclaves de peuples imbriquées dans la masse slave, les peuples sibériens, - Ostiaks, Zvenis, Yakoutes, Kamdchadales, au nord, peuples de l'Altaï, Bouriates-Mongols au sud, de part et d'autre de la bande étroite de colonisation slave

qui s'étendait de l'ouest à l'est jusqu'au Pacifique, devaient à leur éloignement d'échapper à la pression des colonisateurs" (1). En Europe, Finlandais, Polonais et Baltes désiraient se soustraire à la russification par la séparation. En revanche, l'histoire a associé dans un même destin Grands-Russes, Ukrainiens et Biélorusses (2) en dépit des différences de coutumes ou de langage. Les juifs sont livrés aux caprices de gouvernements antisémites, les musulmans à des tentatives d'assimilation. Ces derniers vivent en Crimée, sur les bords de la Volga, dans les montagnes du Caucase, aux côtés des Géorgiens et des Arméniens et surtout en Asie centrale. Là un gouverneur général administre le Turkestan et deux "Etats", l'émirat de Boukhara et le Khanat de Khiva, sont placés sous protectorat.

Partout où flotte l'étendard du Prophète, l'Islam est puissant. Bakou, Boukhara, Samarkand et Kazan sont des cités musulmanes réputées dans tout l'Orient. Elles sont aussi le centre de mouvements religieux et politiques. Tatars de Crimée et de la Volga, Turcs réformistes ne se contentent pas de prêcher la réforme de l'enseignement islamique, ils demandent aussi des libertés, de réunion, de parole, de presse, plus de justice fiscale, le retour des terres aux propriétaires indigènes. Mais leur action est limitée par l'administration russe et se réfugie le plus souvent dans la clandestinité. Cependant les revendications des députés musulmans (une trentaine) à la Douma restent modérées et portent essentiellement sur l'autonomie culturelle. Du point de vue économique les territoires musulmans d'Asie sont des colonies d'exploitation. Ils fournissent leurs matières premières : pétrole de l'Azerbaïdjan, coton, huile de lin, cocons de soie, laine, cuirs et peaux du Turkestan à l'industrie russe européenne naissante ou à l'exportation. La construction d'un important réseau ferroviaire, de 1880 à 1905, rattache l'Asie centrale à la Russie. La vie économique et culturelle en est transformée. L'implantation du

1. R. Portal, La formation de l'Union Soviétique et le problème national, *Revue historique*, oct.-déc. 1956, p. 230-245.
2. J.S. Reshetar, *The Ukrainian Revolution, 1917-1920*, Princeton Un. Press, 1952 ; S.L. Guthier, The Belorussians : national identification and assimilation, 1897-1970, *Soviet Studies*, vol. 29, n° 1, janvier 1977, p. 37-61 ; R. Portal, *Russes et Ukrainiens*, Paris, Flammarion, 1970.

chemin de fer s'accompagne de la création d'îlots industriels, d'ateliers de réparations où travaillent des ouvriers russes qui, en l'absence d'un prolétariat indigène, joueront un rôle primordial dans la conquête du pouvoir en 1917. Le bilan de la politique tsariste en Asie centrale est d'ailleurs assez difficile à établir car, si en 1905 un général musulman s'illustre dans la défense de Port-Arthur, en 1916 une insurrection soulève les populations musulmanes. Un oukase du 25 juin 1916 prévoyant la levée de 250 000 hommes recrutés pour servir de main-d'oeuvre en Russie d'Europe provoque une série de troubles graves. Khirghizs et Kazakhs massacrent les Russes et sont sévèrement châtiés par une répression sans pitié. D'une manière générale le gouvernement impérial n'a jamais eu de politique coloniale bien définie. Comme tout gouvernement "colonialiste" il a fait alterner un libéralisme relatif avec des périodes de répression et de russification (vexations, fermetures de mosquées, baptêmes forcés) (1).

La révolution de février 1917 provoque sur l'ensemble du territoire de l'Etat russe une résurgence des tendances séparatistes. Les bourgeois et les socialistes qui animent le gouvernement provisoire en redoutent les effets. Ils libèrent par la déclaration du 19 mars les individus de l'oppression juridique mais n'accordent pas aux nationalités le droit à la différence. Le 28 septembre ils acceptent que "la reconnaissance du droit à l'autodétermination de tous les peuples soit établie sur des bases qui seront choisies par l'Assemblée constituante"(2). Déjà en Ukraine et en Finlande les peuples intéressés se sont dotés d'une assemblée représentative. L'éclatement de l'ancien Empire s'accentue avec la prise du pouvoir par les bolcheviks (3). A la conférence d'avril de leur parti, ils ont adopté les thèses de Lénine favorable dès 1903 à l'octroi du droit au séparatisme. "A tou-

1. H. Carrère d'Encausse, La politique culturelle du pouvoir tsariste au Turkestan (1867-1917), *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. III, n° 3, juill-sept. 1962, p. 374 et s.
2. M. Ferro, La politique des nationalités du Gouvernement provisoire, *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. II, n° 2, avril-juin 1961, p. 131 et s.
3. H. Carrère d'Encausse, Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination, *Revue française de science politique*, vol. XXI, n° 2, avril 1971, p. 221 et s.

tes les nations faisant partie de la Russie doit être reconnu le droit à la libre séparation et à la constitution d'un Etat indépendant. Nier ce droit et ne pas adopter des mesures garantissant sa réalisation pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à la séparation assure la pleine solidarité des ouvriers des diverses nations et contribue au rapprochement véritablement démocratique des nations". Mais si le droit au divorce existe, il n'y a pas pour autant obligation de divorcer. Sur ce point Lénine accepte l'idée stalinienne. "Il n'est pas permis de confondre la question du droit des nations à la libre séparation avec la question de l'utilité pour telle ou telle nation de se séparer à tel ou tel moment. Cette dernière question, le parti du prolétariat doit la trancher en toute indépendance dans chaque cas particulier, du point de vue des intérêts de tout le développement social et des intérêts de la lutte des classes du prolétariat pour le socialisme". Affirmation du droit au séparatisme et appréciation, en raison des circonstances, de l'opportunité de son exercice, tels sont bien les deux axes de la politique des nationalités, appliquée par les bolcheviks.

La "déclaration des droits des peuples de Russie" du 15 novembre 1917 leur reconnaît "l'égalité et la souveraineté", le "droit à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation et à la constitution d'un Etat indépendant". Elle leur accorde la suppression de tous les privilèges religieux ou nationaux et le droit au libre développement. La Pologne et la Finlande sont les premiers Etats issus de la sécession. Deux événements d'importance vont cependant infléchir la pratique : la guerre civile et l'intervention internationale. Or les peuples minoritaires sont précisément installés sur la périphérie de la Russie centrale. Les révolutionnaires russes s'efforcent alors de contrôler les organes dirigeants des républiques baltes, ukrainiennes ou caucasiennes par l'intermédiaire des militants nationaux du parti communiste russe. En agissant ainsi ils défendent leurs idées, leurs soviets, leur sol, mais aussi, et cela expliquera les difficultés rencontrées au Turkestan, un héritage territorial. Les transcriptions institutionnelles de cet état d'esprit se retrouvent dans deux textes. La déclaration des droits du peuple travailleur et exploité du 4 janvier 1918 précise que la

"République soviétique russe est fondée sur le principe de la libre union des nations libres en une Fédération de Républiques nationales et soviétiques" (ch. 1er, 2). Quant aux nations qui refusent l'adhésion à la R.S.F.S.R., il apparaît en 1919, au comité exécutif central des Soviets, qu'une union fonctionnelle doit leur être imposée. "Tout en reconnaissant - dit le décret du 1er juin 1919 - l'indépendance, la liberté et l'autonomie nationale des masses travailleuses de l'Ukraine, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Russie blanche et de la Crimée, le comité exécutif central estime nécessaire de réaliser l'union étroite" de l'organisation militaire et du commandement des forces armées, de l'économie nationale, des finances et des moyens de transport. Respecter les sentiments nationaux des peuples tout en préservant l'unité normative, le problème russe traditionnel reste posé aux révolutionnaires en 1920 avec la cessation des combats. Un homme, Staline, domine, par sa stature historique, les événements qui conduiront à la découverte d'une solution qui se veut originale (1).

LA THEORIE STALINIENNE DES NATIONALITES

La délicate édification du pouvoir soviétique et les combats de la guerre civile ont prouvé que sans l'aide et le soutien des régions périphériques, riches "en matières premières, en combustibles, en produits alimentaires" (2), la Russie ne peut pas prétendre au succès mondial de la Révolution prolétarienne. Mais ces régions périphériques sont habitées par des peuples qui, libérés de la tutelle russe par la révolution d'Octobre, n'ont pas hésité à se donner des institutions nationales. Sans doute, menacés dans leur existence par les puissances occidentales alliées aux Russes blancs, se sont-ils tournés vers les bolcheviks. Cependant leur premier réflexe séparatiste prouve l'existence chez eux d'un courant nationaliste. Il y a là un problème à résoudre. Il faut faire accepter, autrement que par le traditionnel

1. I. Grochev, *La question nationale en URSS : expérience et solutions*, Ed. de Moscou, 1968. B. Gafourov, *Les nations en URSS*, Moscou, 1962.
2. J. Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Editions sociales, Paris, 1949, p. 94.

recours à la force, le nouveau régime et le direction de Moscou. La tâche est difficile, Lénine l'explique franchement au VIIIe Congrès du Parti communiste russe, le 19 mars 1919 : "Avant tout une nation comme la nation russe qui a provoqué chez toutes les autres nations une haine sauvage doit être particulièrement prudente" (1).

L'homme chargé de résoudre le problème national,le "commissaire du peuple aux nationalités", est un Géorgien, un minoritaire, Joseph Staline. Il a vécu en Géorgie dans un mélange extraordinaire de peuples. Déporté en Sibérie,il s'est intéressé au sort des peuplades asiatiques. Il a en outre étudié la question nationale dans un article écrit dès 1913. Il y définit la nation comme "une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture" (2).

Au pouvoir, Staline va élaborer en quelques années une doctrine adaptée aux circonstances de temps et de lieu, mise en forme par touches successives, et de plus en plus précise sans jamais cependant se prétendre dogmatique ou définitive. "La question nationale, nous la poserons encore plus d'une fois, affirmait-il en 1923, car les conditions nationales et internationales changent et peuvent encore changer" (3). Guide pour l'action à vocation évolutive, la théorie stalinienne des nationalités a donc été de 1913 à 1936 une création continue et corrigée en fonction des événements. Elle se trouve définie dans une série de discours, d'articles et de rapports qui constituent certainement l'apport le plus original de Staline au "matérialisme dialectique".

Pour Staline deux impératifs dominent la solution du problème national en Russie :

1. Cité dans "Contribution à l'étude du problème national en URSS", *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 2, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1948, p. 64.
2. J. Staline, *op. cit.*, p. 15.
3. *Ibid.*, p. 155.

- Un impératif externe. Avec la venue au pouvoir des bolcheviks, l'enjeu de la lutte entre le prolétariat et le capitalisme est désormais "les réserves d'Orient qui constituent en même temps l'arrière de l'impérialisme" (1). La chute de ce dernier peut être accélérée par la révolution des pays coloniaux et semi-coloniaux. A cet effet il convient de réaliser l'union la plus étroite entre les mouvements d'émancipation nationale et la Russie des Soviets. Mais pour obtenir le soutien de ces mouvements encore faut-il le mériter et ne jamais oublier que "si les peuples opprimés gardent le silence, ils pèsent par leur silence et décident de bien des choses " (2). Avant-garde de la révolution mondiale, la Russie se doit de résoudre chez elle le problème national de façon juste, selon de nouvelles techniques. Pour les peuples opprimés, elle devient un champ d'expérience. Staline en est parfaitement conscient.

"Ou bien, affirme-t-il en 1923, nous résoudrons la question nationale dans son application pratique, nous établirons des rapports véritablement fraternels entre les peuples, une collaboration véritable et alors tout l'Orient verra en nous son détachement d'avant-garde dont il doit suivre les traces et ce sera le début du krach de l'impérialisme. Ou bien, nous commettrons une erreur, nous saperons la confiance des peuples autrefois opprimés envers le prolétariat de Russie, nous enlèverons à l'Union des Républiques la force d'attraction qu'elle possède aux yeux de l'Orient et alors c'est l'impérialisme qui gagnera et c'est nous qui perdrons" (3).

De ce "quitte ou double" planétaire Staline est le meneur de jeu.

- Un impératif interne. Les minorités nationales occupent des régions vitales pour la sécurité de la Russie. En outre, l'expansion économique russe, telle que l'envisagent les communistes, suppose l'apport des richesses minières et agricoles des pays asiatiques. Ces deux raisons justifient la nécessité d'attacher définitivement les

1. *Ibid.*, p. 136.
2. *Ibid.*, p. 143.
3. *Ibid.*, p. 136-137.

peuples des régions périphériques au régime moscovite.

Le but à atteindre est l'établissement de rapports justes, égaux et fraternels entre le prolétariat de la nation autrefois dominante et la paysannerie des nationalités autrefois opprimées. Le socialisme doit être capable de mettre un point final à l'exploitation des Etats moins développés par l'Etat plus développé. "Là, dit Staline, est l'essence de classe de la question nationale" (1). C'est la condition nécessaire pour que le pouvoir soviétique, pouvoir russe, devienne le pouvoir de toutes les nationalités.

A. Mais trois obstacles s'opposent à la réalisation de cette politique.

C'est d'abord le chauvinisme grand-russe qui tend à effacer, à refouler tout ce qui n'est pas russe, à refuser de reconnaître les distinctions nationales de langue, de culture, de moeurs. Il s'exprime dans "l'attitude de mépris hautain et de bureaucratisme sans coeur que manifestent les fonctionnaires soviétiques russes envers les besoins et les nécessités" (2) des minorités nationales. Il se nourrit du dédain que les "colons" russes installés aux postes de commande des organisations étatiques et partisanes dans les régions périphériques manifestent aux "allogènes". Il se justifie doctrinalement par un appel à la théorie léninienne de la fusion des nations et de la transformation des langues nationales en une seule langue commune (3). Ce nouveau chauvinisme est lourd de menaces et de dangers puisqu'il vise, en somme, à prolonger sous une nouvelle forme l'oppression nationale. Staline estime qu'il constitue "les trois quarts de la question coloniale dans son ensemble" (4) et qu'il risque d'entraîner la rupture entre les peuples minoritaires et le prolétariat russe.

1. J. Staline, *op. cit.*, p. 139.
2. *Ibid.*, p. 317.
3. Cette justification doctrinale est pour Staline en contradiction "avec le principe fondamental du léninisme qui dit que les distinctions nationales ne peuvent pas disparaître dans la période à venir, qu'elles doivent subsister longtemps encore, même après la victoire de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale". J. Staline, *op. cit.*, p. 276.
4. *Ibid.*, p. 147.

C'est ensuite le nationalisme indigène local, "forme contournée de défense contre le chauvinisme russe" (1), mais aussi porte-drapeau commode pour couvrir les visées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie autochtone. Ce nationalisme rétrograde doit être combattu, car il est le principal obstacle idéologique à la formation de cadres marxistes dans les régions périphériques. Il tend à estomper les antagonismes de classes, à négliger tout ce qui rapproche et unit les masses travailleuses des nationalités et à ne voir que ce qui peut les éloigner les unes des autres. Il sacrifie au mythe de la nation qui substitue la solidarité factice nationale à la solidarité réelle de classes. Il se traduit par un certain isolement et l'absence d'une pleine confiance à l'égard des mesures émanant des Russes. Le nationalisme local revêt deux formes. Il est défensif, donc véniel, quand il s'oppose au chauvinisme grand-russe qui a gardé ses habitudes d'opprimer et d'abaisser. Le plus sûr moyen de venir à bout des survivances nationales est alors de mener une lutte résolue contre le complexe de supériorité de la nation autrefois dominante. Mais il peut être offensif, donc capital, lorsqu'il est dirigé contre des groupes nationaux voisins, plus faibles numériquement. Il est alors une source inépuisable de discordes entre les peuples. Il affaiblit la cohésion du mouvement prolétarien et le pouvoir soviétique.

A ces deux imperfections subjectives, qui ont une source commune, l'abandon par les individus de l'internationalisme léniniste, s'en ajoute une troisième purement objective, l'inégalité de fait héritée du tsarisme entre le prolétariat russe et les peuples autrefois opprimés. L'ancien régime, en effet, luttait contre le développement de l'étatisme dans les régions périphériques et visait à assimiler de force la population, à la russifier en mutilant la culture nationale et en supprimant l'emploi des langues indigènes.

B. Pour stériliser ces trois facteurs négatifs, Staline propose un certain nombre de "voies et de moyens". Il reprend la formule de l'autonomie territoriale, telle qu'il l'avait définie en 1913 :

1. *Ibid.*, p. 145.

individualisation "d'une population déterminée sur un territoire déterminé" (1), mais il la complète par la formule nouvelle de l'égalité de fait. Cette formule remplace l'ancienne notion d'égalité nationale entendue au sens d'égalité de droits. Car n'est-il pas hypocrite de se contenter d'affirmer l'égalité nationale alors que la plupart des nationalités, qui n'ont pas traversé le stade du capitalisme, ne possèdent pas de prolétariat et de ce fait, en retard sur le plan étatique, économique et culturel, ne sont pas en état d'utiliser pleinement les droits qui leur sont reconnus. L'égalité nationale n'est-elle pas alors purement formelle ? La politique socialiste d'égalité de fait va donc s'efforcer de combler le retard des autres peuples sur le peuple russe. Mais "l'abolition de l'inégalité nationale de fait est un processus de longue durée nécessitant une lutte âpre et persévérante contre toutes les survivances de l'oppression nationale et de l'esclavage national" (2). Elle exige que soit élaboré un programme d'aide réelle et durable du prolétariat russe visant à faciliter aux masses travailleuses des peuples arriérés le progrès économique, politique et culturel.

Staline fixa alors au parti communiste russe un certain nombre de tâches précises.

1- Il s'agit d'abord, et cela est certainement le plus important, de liquider la méfiance envers le Russe, héritage de la politique assimilatrice du tsarisme. Pour y parvenir, il faut supprimer les privilèges de "tout genre et de tout ordre" (3) dont jouissait la nation dominante, mais aussi placer, à tous les échelons des organismes soviétiques dans les régions périphériques, des gens connaissant les conditions de vie, les moeurs, les coutumes, la langue de la population locale. Staline insiste justement sur la nécessité de tenir compte, dans l'administration des nationalités, des particularités historiques et culturelles, car il veut éviter les erreurs psychologiques qu'il dénonce sans ménagement (4). Il s'oppose également à une

1. *Ibid.*, p. 70.
2. Résolution adoptée par le Xe Congrès du PC russe.
3. *Ibid.*, p. 99.
4. *Ibid.*, p. 103 et 111.

soviétisation trop rapide et trop brutale qui oublie "le degré de développement historique où se trouve la nation donnée" (1). Ce n'est pas en heurtant de front les masses travailleuses minoritaires par des "raids de cavalerie" (2) que l'on parvient à faire disparaître les survivances de sentiments nationaux, mais, au contraire, en créant au moyen d'une politique de persuasion circonspecte et réfléchie une atmosphère de compréhension réciproque et de confiance fraternelle. A cet égard il faut se garder du "simplisme" (3), cette illusion que tous les peuples sont semblables et que des institutions identiques sont applicables à tous. "Sans tenir un compte minutieux de toutes les particularités de chaque pays on ne saurait édifier rien de sérieux" (4).

2- Le respect de la personnalité des peuples minoritaires s'accompagne d'une vigoureuse mise en valeur économique. L'agriculture doit être modernisée et développée. L'irrigation va jouer un rôle essentiel. En créant dans les régions périphériques des foyers d'industrie, on assure d'une part une élévation sensible du niveau de vie et d'autre part la naissance de groupes de prolétaires locaux, pont jeté notamment entre les prolétaires russes et les masses travailleuses agricoles des pays asiatiques. L'intégration de ces pays au système général d'édification de l'économie soviétique est facilitée par la participation à la coopération des paysans et des artisans.

3- La promotion sociale des nationalités est accélérée par la mise en place d'un vaste réseau de cours et d'écoles aussi bien d'instruction générale que d'enseignement professionnel et technique, accompagnée du développement de toutes les institutions culturelles. Dans tous les cas la langue utilisée est celle des nationalités. Dès 1913 Staline insiste sur l'attachement des hommes à leur mode particulier d'expression. "On propose de lier les minorités éparses en une seule union nationale. Mais les minorités ont besoin non pas d'une union artificielle mais de droits réels chez elles, sur place... la

1. *Ibid.*, p. 103.
2. *Ibid.*, p. 103.
3. *Ibid.*, p. 201.
4. *Ibid.*, p. 202.

minorité est mécontente non de l'absence d'une union nationale mais de l'absence du droit de se servir de sa langue maternelle. Laissez lui l'usage de sa langue maternelle et le mécontentement passera tout seul" (1).

Cette consécration des différences culturelles, cette promotion intellectuelle ne va-t-elle pas porter une grave atteinte à l'unité de l'Etat des Soviets. Quel va donc être le dénominateur commun de tous ces peuples dont on assure l'épanouissement culturel national ? Comment concilier cet épanouissement particulariste avec l'édification d'un Etat socialiste ? Il semble y avoir là, selon les propres termes de Staline, une "contradiction insurmontable" (2).

En fait il n'en est rien, car la culture nationale est vidée de sa substance traditionnelle. Si elle reste nationale par sa forme, elle devient prolétarienne par son contenu. "La culture prolétarienne n'abolit pas la culture nationale, elle lui donne un contenu et inversement la culture nationale n'abolit pas la culture prolétarienne, elle lui donne une forme" (3). La formation des cadres marxistes est d'autant plus urgente que "les intellectuels, voire même les hommes sachant lire et écrire sont si peu nombreux dans les régions orientales qu'on peut les compter sur les doigts" (4). Cette situation de fait conduit à maintenir des militants russes dans l'appareil local du parti et de l'Etat. Ils ne parviennent pas toujours à surmonter leur "chauvinisme". Pour lutter contre cette tendance néfaste le seul moyen est de nationaliser, par l'introduction de cadres indigènes, les organes locaux de l'Etat, du parti et des syndicats.

4- Cette nationalisation doit être générale. Tous les organes soviétiques de la périphérie : tribunaux, administrations, organismes économiques, organes du pouvoir et du parti doivent être composés d'indigènes et fonctionner dans la langue nationale. Alors "les masses se rendront compte que le pouvoir des Soviets et ses organis-

1. *Ibid.*, p. 71.
2. *Ibid.*, p. 198.
3. *Ibid.*, p. 198.
4. *Ibid.*, p. 165-166.

soviétisation trop rapide et trop brutale qui oublie "le degré de développement historique où se trouve la nation donnée" (1). Ce n'est pas en heurtant de front les masses travailleuses minoritaires par des "raids de cavalerie" (2) que l'on parvient à faire disparaître les survivances de sentiments nationaux, mais, au contraire, en créant au moyen d'une politique de persuasion circonspecte et réfléchie une atmosphère de compréhension réciproque et de confiance fraternelle. A cet égard il faut se garder du "simplisme" (3), cette illusion que tous les peuples sont semblables et que des institutions identiques sont applicables à tous. "Sans tenir un compte minutieux de toutes les particularités de chaque pays on ne saurait édifier rien de sérieux" (4).

2- Le respect de la personnalité des peuples minoritaires s'accompagne d'une vigoureuse mise en valeur économique. L'agriculture doit être modernisée et développée. L'irrigation va jouer un rôle essentiel. En créant dans les régions périphériques des foyers d'industrie, on assure d'une part une élévation sensible du niveau de vie et d'autre part la naissance de groupes de prolétaires locaux, pont jeté notamment entre les prolétaires russes et les masses travailleuses agricoles des pays asiatiques. L'intégration de ces pays au système général d'édification de l'économie soviétique est facilitée par la participation à la coopération des paysans et des artisans.

3- La promotion sociale des nationalités est accélérée par la mise en place d'un vaste réseau de cours et d'écoles aussi bien d'instruction générale que d'enseignement professionnel et technique, accompagnée du développement de toutes les institutions culturelles. Dans tous les cas la langue utilisée est celle des nationalités. Dès 1913 Staline insiste sur l'attachement des hommes à leur mode particulier d'expression. "On propose de lier les minorités éparses en une seule union nationale. Mais les minorités ont besoin non pas d'une union artificielle mais de droits réels chez elles, sur place... la

1. *Ibid.*, p. 103.
2. *Ibid.*, p. 103.
3. *Ibid.*, p. 201.
4. *Ibid.*, p. 202.

des autres ? Mais avec de tels procédés et "si l'on fait abstraction des commodités bureaucratiques c'est bien la mort pour la domination anglaise dans l'Inde comme deux et deux font quatre" (1).

La Russie prolétarienne ne peut admettre qu'un seul système d'administration, le pouvoir des Soviets, pouvoir populaire parce que s'appuyant sur les masses les plus profondes, pouvoir qui saisit mieux qu'aucun autre chaque changement parce qu'en prise directe sur le réel, pouvoir qui mieux qu'aucun autre peut prendre les mesures qui s'imposent pour redresser la ligne quand elle a été faussée, pour critiquer ses propres actes et les réformer. L'union des peuples fondée sur les principes d'égalité et de libre adhésion est la clé de la juste solution du problème national.

Mais la réalisation d'une Fédération suppose l'accord préalable des Etats fédérés. Qu'arrivera-t-il si l'une des nationalités autrefois opprimées se juge assez forte pour se séparer de la Russie ? Au terme de l'évolution économique, politique et culturelle issue du processus d'égalisation dans les faits des peuples allogènes, une nationalité peut estimer avoir acquis suffisamment de vigueur pour développer désormais librement sa vie nationale en dehors de la Fédération. N'est-ce pas là le but final de l'effort de "concrétisation des particularités des régions périphériques" voulu et recherché par Staline? Comment ce dernier va-t-il résoudre le dilemme russe? Comment va-t-il équilibrer le jeu contraire des forces dispersives et des forces unitaires?

Dans son article "Le marxisme et la question nationale", écrit en 1913, Staline se prononce pour le droit des peuples à disposer librement de leurs destinées (2). Si un peuple non russe est amené à réclamer son indépendance, les marxistes ne peuvent pas s'y opposer. Pourtant cette solution n'est envisagée qu'avec réticence car, si la nation a des droits, la social-démocratie a des devoirs. "Les devoirs de la social-démocratie qui défend les intérêts du prolétariat et les

1. *Ibid.*, p. 151-152.
2. *Ibid.*, p. 69.

droits de la nation constituée par diverses classes sont deux choses différentes" (1). Précisément la Révolution d'Octobre bouleverse les données du problème. Dès 1920 Staline met en garde les peuples de la périphérie. Dans la lutte à mort qui oppose l'Entente à la Russie il n'y a que deux issues possibles : "ou bien avec la Russie et alors c'est la libération de l'oppression impérialiste des masses travailleuses de la périphérie, ou bien avec l'Entente et alors c'est l'inévitable joug impérialiste" (2). Sans doute reconnaît-on encore aux nations minoritaires le droit à l'indépendance, mais ce droit est subordonné aux exigences de la Révolution. Staline opposant le droit des nations aux intérêts des masses populaires va revendiquer la liberté de faire de l'agitation pour ou contre le séparatisme national suivant les intérêts révolutionnaires. "Or les intérêts des masses populaires disent que revendiquer la séparation de la périphérie au stade actuel de la révolution c'est profondément contre-révolutionnaire" (3).

Cette première atteinte au droit absolu à l'indépendance amorce l'évolution doctrinale stalinienne. En 1923 le commissaire du peuple aux nationalités proclame catégoriquement la subordination de la question nationale à celle fondamentale de la consolidation du pouvoir des ouvriers. Dans l'hypothèse où le "droit de libre disposition entre en contradiction avec l'autre droit, le droit suprême, le droit qu'a la classe ouvrière venue au pouvoir de fortifier son pouvoir... le droit de libre disposition ne peut ni ne doit être une barrière à la mise en pratique du droit qu'a la classe ouvrière de réaliser sa dictature" (4). Ainsi envisagée et définie en fonction de la lutte des classes, la revendication nationale, même soutenue par des ouvriers ou des paysans est réactionnaire si elle menace l'existence et la solidité du premier Etat prolétarien.

En mettant fin à l'exploitation entre Etats comme à l'exploitation entre individus, en supprimant l'inégalité, en droit et en

1. *Ibid.*, p. 26.
2. *Ibid.*, p. 96.
3. *Ibid.*, p. 97.
4. *Ibid.*, p. 158-159.

fait, entre les divers peuples de l'ancien Empire russe, la dictature du prolétariat veut extirper à jamais la racine profonde du désir séparatiste. Désormais égaux en liberté et en bonheur, les peuples de la Fédération, loin de vouloir se séparer, tendront à s'unir toujours davantage. La Russie des Soviets nous apparaît donc bien, au travers de la doctrine stalinienne, comme un Etat multinational, idéalement égalitaire. Cet Etat multinational cessera d'être "comme la serre où se nourrissent les fruits amers de l'oppression nationale" (1), du moins si son organisation institutionnelle n'est que la traduction des idées staliniennes. Or les solutions pratiques adoptées révèlent la difficile conciliation de l'unité et de la diversité. Tantôt elles laissent apparaître les forces de dispersion, tantôt au contraire elles consacrent le triomphe des forces d'intégration. Cette contradiction s'explique à la fois par l'histoire et par la doctrine. Dans la mesure où il faut faire adopter un régime nouveau par des peuples que parcourt un courant nationaliste et autonomiste il convient de respecter les personnalités locales, mais le but final de la politique des nationalités reste la fusion des nations dans le creuset du communisme, la création d'un type d'homme nouveau, l'homme soviétique, transcendant les diversités de "l'homme situé" au sein de sa nation d'origine.

LA CREATION DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES

La carte politique de l'espace territorial occupé en 1917 par l'Empire tsariste est profondément modifiée en 1920. Les nations ont exprimé leur diversité par l'usage du droit à l'autodétermination. Il reste au pouvoir prolétarien à trouver l'instrument de la réunification étatique (2).

Après une première phase où l'ancien Etat russe semble se désagréger, les événements, mais aussi les hommes, imposent une

1. M.H. Fabre, Le séparatisme colonial stalinien et ses manifestations dans l'ordre juridique international, *Penant*, n° 619, avril-mai 1954, doctrine p. 31-60, surtout p. 35-37.
2. V.M. Lesage, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est*, P.U.F., Paris, 1ère éd., 1971, p. 66-73.

structure de regroupement.

1 - La désagrégation de l'Etat russe centralisé (1). A la fin de la guerre civile, les trois Etats baltes, La Pologne et la Finlande sont désormais totalement indépendants par rapport au pouvoir russe soviétique. Celui-ci s'exerce sur une partie seulement de l'ancien Empire, la périphérie supporte plusieurs entités étatiques nouvelles.

A- La République socialiste fédérative soviétique de Russie s'est organisée en se dotant d'une constitution promulguée le 10 juillet 1918. L'article 8 reconnaît "aux ouvriers et aux paysans de chaque nation le droit de décider librement, dans leurs propres congrès des soviets, s'ils doivent, et sur quelle base ils doivent participer au gouvernement fédéral ainsi qu'aux institutions soviétiques fédérales". La procédure d'individualisation nationale au sein de la R.S.F.S.R. est aménagée par l'article 11. "Les soviets des régions qui se distinguent par des usages particuliers et par leur composition nationale propre peuvent s'unir en unions régionales autonomes", mais l'approbation de ces unions est de la compétence des organes gouvernementaux de la Fédération : congrès panrusse des soviets et Comité exécutif central. Il s'agit donc d'une décentralisation administrative plus que politique (art. 49 f). Deux catégories de circonscriptions territoriales autonomes apparaissent de 1920 à 1922 (2). Les peuples les moins nombreux ou les moins développés sont dotés d'une région autonome, c'est le cas notamment de certaines populations sibériennes ou caucasiennes. D'autres, surtout musulmans, comme les Bachkirs, les Tatars, les Turcs de Crimée ou du Turkestan, sont pourvus d'une république autonome. Leur organisation interne est fixée par le décret de création.

1. R. Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard Univ. Press, 1964.
   E.H. Carr , *La révolution bolchevique*, 1. La formation de l'URSS, Ed. de Minuit, Paris, 1969.
2. A. Pierre, *U.R.S.S., la fédération soviétique et ses républiques*, Paris, Delagrave, 1932.

La participation des minoritaires est assurée de deux manières au sein des organes centraux du pouvoir. Le Congrès panrusse des soviets, organe suprême de la R.S.F.S.R., se compose des représentants des soviets de villes à raison d'un député par 25 000 électeurs et les congrès provinciaux des soviets à raison d'un député par 125 000 habitants (1). Le décret du 3 novembre 1921, sur l'élection du IXe Congrès, adapte les dispositions constitutionnelles au nouveau découpage interne de la R.S.F.S.R., permettant ainsi une représentation spécifique des républiques et régions autonomes. Le Congrès élit le Comité exécutif central "organe suprême de législation, d'administration et de contrôle" de la République fédérative, lui-même assisté d'un Conseil des commissaires du peuple. C'est au sein de ce Conseil qu'apparaît l'instrument essentiel de la nouvelle politique : le "commissariat du peuple aux nationalités". Créé dès novembre 1917, le commissariat est organisé par les décrets du 19 mars 1920 et du 27 avril 1921. Un conseil des nationalités a pour objet de représenter les intérêts des régions et des républiques autonomes auprès du gouvernement central. Le décret du 28 juillet 1922 en précise l'organisation : une assemblée plénière et un comité exécutif de cinq membres élus par elle et présidé par le commissaire.

Le droit de libre disposition ainsi organisé s'accompagne de la proclamation égalitaire. Selon l'article 22 de la Constitution de 1918, reconnaissant l'égalité de droit des citoyens, sans distinction de race ou de nationalité, sont "incompatibles avec les lois fondamentales de la République, la tolérance de privilèges et de préférences... ainsi que l'oppression quelconque des minorités nationales ou la limitation de leur égalité juridique".

B- L'existence de républiques en Ukraine, en Biélorussie, en Géorgie, en Arménie, en Azerbaïdjan est conforme aux engagements

1. Voir texte de la Constitution dans G. Desolre, *Les Quatre Constitutions soviétiques*, Savelli, Paris, 1977, p. 17 et s.
Sur l'interprétation politique de la Constitution de 1918 voir Z. Jedryka, La fondation et les fondements de la République des Soviets (1917-1918), *Annuaire de l'URSS*, p. 867 et s. ; La République des Soviets (1917-1922), *L'U.R.S.S.*, tome II, p. 77 et s.

pris sous l'inspiration de Lénine par le programme du parti communiste russe en mars 1919. Le deuxième principe de la politique nationale affirme l'existence d'un droit général à l'Etat. "Il est nécessaire de reconnaître aux colonies et aux nations ne jouissant pas de la plénitude des droits, celui de se séparer pour se constituer en Etats". En ce qui le concerne le P.C russe se placera pour "savoir qui représente la volonté de la nation de se séparer" d'un point de vue "historique de classe". Il tiendra donc compte du "degré de développement où se trouve la nation donnée : dans la voie menant du Moyen-Age vers la démocratie bourgeoise ou bien dans celle qui mène de la démocratie bourgeoise vers la démocratie soviétique". Ce point de vue est manifestement abandonné par Staline en 1920. Le commissaire aux nationalités ne veut retenir que "les conditions internationales concrètes" (1). A cet égard deux comportements seuls sont possibles : avec ou contre la Russie. "La prétendue indépendance des prétendues indépendantes Géorgie, Arménie, Pologne, Finlande n'est qu'une apparence trompeuse masquant la dépendance complète de ces Etats, s'il est permis de les appeler ainsi, à l'égard de tel ou tel groupe d'impérialistes" (2). Les républiques nées sur l'espace territorial de l'ancien Empire russe ne peuvent donc qu'être soviétiques et gouvernées par des bolcheviks. Abandonnant la Pologne et la Finlande à leur sort le gouvernement soviétique s'occupe en revanche de la Georgie menchevique reconquise en février 1921 par l'Armée Rouge. Le rassemblement des terres soviétiques s'effectue dès lors en deux temps.

Des traités d'alliance sont signés par la R.S.F.S.R. avec les républiques soviétiques d'Azerbaïdjan (30 sept. 1920), d'Ukraine (28 déc. 1920), de Biélorussie (16 janvier 1921), de Géorgie (21 mai 1921) et d'Arménie (30 sept 1921). Ces traités aménagent d'une part l'unité d'action dans les domaines militaire, économique, monétaire, des moyens de communication et d'autre part la représentation des républiques fédérées au sein des organes centraux de la R.S.F.S.R. pour la gestion des services et des commissariats unifiés. La diplomatie échappe donc à la coordination. En fait ce n'est là qu'une apparence.

1. J. Staline, *op. cit.*, p. 95.
2. *Ibid.*, p. 96.

La R.S.F.S.R. représente seule l'ensemble confédéral à la conférence de Gênes de 1922.

Très rapidement apparaît le désir de transformer la confédération des Etats soviétiques, même si elle devient de plus en plus formelle, en un groupement plus homogène. En mars 1921, la résolution adoptée par le Xe Congrès du P.C.R. constate que des conditions objectives : défense commune, reconstruction économique, aide alimentaire, "dictent impérieusement l'union en un seul Etat des diverses républiques soviétiques comme l'unique voie de salut pour se soustraire à la servitude impérialiste et à l'oppression nationale" (1). Elle précise aussi la forme que doit revêtir le nouvel Etat : la fédération fondée sur la confiance mutuelle et la libre adhésion.

2- La loi fondamentale du 31 janvier 1924. L'élaboration du nouveau système constitutionnel s'effectue au cours d'une période dominée par la recherche d'une solution aux problèmes de l'Orient musulman. Il consacre une évolution rendue inévitable par l'évolution interne du pouvoir soviétique.

A- Le problème musulman (2). L'intégration d'une vingtaine de millions de musulmans au sein de l'Etat prolétarien constitue une épreuve décisive pour le gouvernement révolutionnaire après les échecs de la révolution stoppée en Europe. Elle oblige les bolcheviks à prendre parti sur deux questions institutionnelles essentielles.

La première est posée par le comportement des militants musulmans de la Volga, intellectuels d'origine bourgeoise venus du mouvement réformiste. Ceux-ci peuvent-ils constituer un parti communiste spécifique et indépendant capable d'exprimer les besoins de

1. J. Staline, *op. cit.*, p. 304.
2. Voir A. Bennigsen et C. Lemercier-Quelquejay, *L'Islam en Union-Soviétique*, Payot, Paris, 1968.
J. Gacon, L'URSS, fédération soviétique, a 50 ans, *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 1 (29).
E. Allworth, *Central Asia. A Century of Russian Rule*, Columbia University Press, 1967.

l'umma de l'ancienne Russie et de provoquer le réveil du dar ul-Islam ? La réponse positive ne fait aucun doute pour les Tatars qui suivent Sultan Galiev, le collaborateur de Staline au commissariat du peuple aux nationalités (1). Ils créent en mars 1918 un parti communiste musulman. En fait le "premier congrès des communistes musulmans", tenu à Moscou le 5 novembre 1918, décide en suivant les propositions présentées par Staline de constituer des "organisations musulmanes" rattachées étroitement au P.C russe et animées par un bureau central présidé par Staline. En mars 1919 le huitième congrès du P.C.R. se prononce pour la suppression de toutes les organisations communistes nationales. Il juge indispensable "l'existence d'un parti communiste unique, centralisé, avec un seul Comité central, dirigeant le travail du parti dans toutes les régions de la R.S.F.S.R. Toutes les décisions du P.C. russe et de ses organes dirigeants sont obligatoires pour toutes les organisations du Parti quelle que soit leur composition nationale". Il s'agit, au plan partisan, de faire triompher l'unité prolétarienne, correction décisive de l'organisation fédérale. Le bureau central des organisations musulmanes est remplacé par un bureau central des organisations communistes des peuples d'Orient divisé en sections nationales. La solidarité musulmane est ainsi neutralisée.

La deuxième question que posent les militants musulmans recevra une réponse tout aussi négative. Est-il possible de constituer un Etat musulman, lié à la Russie bolchévique, mais entièrement souverain ? Il est évident que les révolutionnaires russes ne pouvaient pas accepter le comportement de l'émir de Boukhara, ni l'aventure d'Enver Pacha, "commandant en chef de toutes les forces de l'Islam et représentant du Prophète", appuyés sur l'insurrection des basmatches (2) et par certaines puissances étrangères. En revanche n'était-il pas possible de tenter, selon le souhait des musulmans de

1. A. Bennigsen et C. Quelquejay, *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie ; Le Sultan Galiévisme au Tatarstan*, Mouton, Paris, 1960.
2. J. Castagné, *Les Basmatchis*, Leroux, Paris, 1925.
P. Dumont, La fascination du bolchevisme : Enver Pacha et le parti des Soviets populaires (1919-1922), *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. XVI - 2, avril-juin 1975, p. 141 et s.

Kazan, un regroupement des Turcs de Russie autour d'un Etat musulman dont le foyer serait constitué par l'union des Tatars et des Bachkirs au sein de la république unitaire constituée le 23 mars 1918 ? La solidarité panturanienne est, elle aussi, condamnée. Le 23 mars 1919 est fondée la République autonome de Bachkirie et, le 27 mai 1920, celle des Tatars. Mis en accusation en juin 1923 lors de la IVe conférence du Comité central du P.C. russe, élargie aux militants responsables des républiques et régions nationales, Sultan Galiev est arrêté.

Une deuxième expérience, celle d'un communisme national adapté à un peuple paysan et islamisé, n'aura pas plus de succès. Dirigée par des modernistes musulmans ralliés au communisme, la république populaire de Boukhara constituée en septembre 1920 est supprimée quatre ans plus tard. Ses gouvernants sont accusés par Staline, lors de la IVe Conférence du Comité Central du P.C.R., de n'avoir rien entrepris qui "fût populaire ou soviétique" (1).

Les événements de l'Asie centrale ont révélé les effets négatifs du chauvinisme grand-russe, héritage du régime précédent. Lénine le constate dans ses *Notes*, le 30 décembre 1922 : "Nous appelons nôtre un appareil qui, de fait, nous est foncièrement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes"(2). Ils ont aussi prouvé les insuffisances théoriques et le danger pratique des intellectuels musulmans ralliés. Le Xe Congrès du P.C.R. dénonce leur nationalisme. "Ils négligent les intérêts de classe des travailleurs et les confondent avec les soi-disant intérêts nationaux Ils ne savent pas distinguer les premiers des seconds, ni orienter le travail du Parti vers les seules masses laborieuses. Cette situation explique l'apparition du nationalisme démocratique bourgeois qui, en Orient, prend souvent la forme du panislamisme et du panturquisme". Les déviations sont traitées par l'épuration. Le parti communiste russe la complète par une politique active. Au fond les deux seules solidarités ressenties par les masses islamisées étaient celles de l'umma et de la

1. H. Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe. Boukhara 1867-1924*, A. Colin, Paris, 1966.
2. V.I. Lénine, *Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient*, Moscou, p. 407.

tribu. Le P.C. en fait surgir une nouvelle en utilisant les langues parlées par le peuple. Le rôle institutionnel du langage a été délaissé par le droit constitutionnel classique, il apparaît mieux avec le développement des formations nationales-étatiques dans le Tiers-Monde. La démonstration est convaincante pour l'Asie centrale (1). A partir d'octobre 1924, les populations sont "nationalement" regroupées en fonction de la langue parlée, dotée d'un alphabet latin. Ainsi sont créées cinq républiques soviétiques et socialistes : Kazakhstan, Kirghizie, Uzbekistan, Tadjkistan et Turkmenistan, une république autonome, Karakalpakistan, et une région autonome, Gorno-Badakhchan.

B- La détermination de la forme juridique de la nouvelle Union des républiques est également affectée par le heurt du "chauvinisme grand-russe" et des susceptibilités nationales des minoritaires.

Le 10 août 1922 le Politburo charge l'Orgburo de constituer une commission d'étude, formée de représentants du pouvoir central et des républiques soviétiques afin de préparer un projet institutionnel conforme aux décisions du Xe Congrès du P.C.R. (2). Les débats révèlent la puissance désormais acquise par Staline. Commissaire du peuple aux nationalités, il contrôle en fait depuis 1921 l'appareil d'Etat par l'intermédiaire de l'Inspection ouvrière et paysanne qu'il dirige et celui du parti avec sa nomination au Secrétariat général. Membre de la commission, il rédige le rapport dont il est, en fait, l'auteur. Le projet dit "d'autonomisation" propose l'intégration des républiques soviétiques indépendantes au sein de la R.S.F.S.R. où elles sont dotées d'un statut d'autonomie. Les organes centraux de la fédération russe deviennent ceux du nouvel Etat. Le texte, examiné par les différents comités centraux des P.C des républiques, est rejeté le 15 septembre par les Géorgiens, "l'unification proposée sur la base

1. A. Bennigsen et C. Quelquejay, Le problème linguistique et l'évolution des nationalités musulmanes en URSS, *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. I-III, avril-juin 1960, p. 418.
G. Imart, Le mouvement de latinisation en URSS, *Cahiers du monde russe et soviétique*, col. VI. 2, p. 223.
I. Zak et M. Isaer, Les problèmes d'écriture des peuples de l'URSS dans la révolution culturelle, *Annuaire de l'URSS*, 1967, p. 783.
2. V.M. Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Editions de Minuit, Paris, 1967.

des thèses" de Staline étant considérée comme prématurée. Réunie les 24-25 septembre, la commission adopte cependant le texte proposé par le Secrétaire général du parti. Alors apparaît la seule limite à son "immense pouvoir" (1), la personnalité de Lénine. Informé sur sa demande par Staline lui-même, Lénine s'oppose dans une lettre adressée aux membres du bureau politique au projet stalinien. Il n'est évidemment pas hostile sur le fond, l'unification finale des nations dans une seule République socialiste, mais à la fois sur l'opportunité et sur les méthodes. Il estime Staline "un peu trop pressé", mais surtout il croit déceler dans son projet une résurgence du chauvinisme grand-russe car selon ses propres termes "les non-Russes russifiés passent toujours la mesure en matière d'état d'esprit véritablement russe" (2). Aussi propose-t-il un tout autre cheminement : "Nous nous reconnaissons égaux en droit avec la R.S.S. d'Ukraine, etc. et entrons avec elle sur un pied d'égalité dans une nouvelle Union, une nouvelle Fédération, l'Union des Républiques Soviétiques de l'Europe et de l'Asie". La nouvelle union a ses propres organes de pouvoir différents de ceux de l'ensemble des républiques qui se fédèrent, donc de celles de la Russie. Bien qu'ironisant sur "le libéralisme national" de Lénine, Staline s'incline, et le 6 octobre le Comité Central du Parti adopte une résolution tenant compte des objections du président du conseil des commissaires du peuple.

Pour autant, le chapitre des incidents n'est pas clos. Les communistes géorgiens, soucieux de préserver une part importante d'autonomie, refusent de voir transformer la Fédération de républiques socialistes soviétiques de Transcaucasie en une république fédérative du Caucase que proposent leurs deux compatriotes Staline et Ordjonikidze. Par le jeu combiné des voies de fait et des mesures administratives le conflit est résolu le 22 octobre par le changement des membres du Comité Central du parti en Géorgie. Le 13 décembre 1922, le 1er Congrès des soviets de Transcaucasie entérine la constitution de

1. Voir notes de Lénine du 24 décembre 1922 : "En devenant Secrétaire général, le camarade Staline a concentré entre ses mains un immense pouvoir", *Cahiers du Communisme*, 1956, n° 8-9, p. 939.
2. Notes de Lénine du 30 déc. 1922, *op. cit.*, p. 949. Lénine ne pourra plus intervenir efficacement dans la question des nationalités. Il meurt le 24 janvier 1924.

la nouvelle république fédérée. Il demande la réunion d'un congrès des républiques soviétiques, voeu repris par les soviets d'Ukraine et de Biélorussie. Le 16 décembre 1922 le Xe Congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. adopte la résolution, présentée au nom du Comité éxécutif central par Staline, proposant la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le 1er Congrès des soviets de l'U.R.S.S., qui s'ouvre le 30 décembre 1922, aprouve la déclaration et le traité pour la formation de l'Union. Il procède à l'élection du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. chargé, conformément au traité, de préparer la Constitution. Celle-ci, adoptée par le Comité exécutif central le 6 juillet 1923, entre en vigueur le 13 juillet et est définitivement votée par le IIe Congrès des Soviets de l'Union le 31 janvier 1924.

La Constitution du 31 janvier 1924 comprend deux parties. "La déclaration de création" de l'U.R.S.S. est, en fait, l'exposé des motifs justifiant l'association des républiques soviétiques" en un seul Etat fédéral. Son accès est ouvert à "toutes les républiques soviétiques" pouvant se former à l'avenir. Il constitue donc une étape, un "nouveau pas décisif dans la voie de l'union des travailleurs de tous les pays en une République soviétique socialiste mondiale" (1). En attendant d'atteindre ce but final, des institutions sont établies par le "pacte de création" de l'U.R.S.S.

Le principe adopté est celui de la souveraineté des Républiques fédérées qui librement, en adhérant au Pacte, se soumettent aux limitations énumérées par son article 1er. Les compétences fédérales sont en fait très vastes : relations internationales, défense, planification de l'économie de l'Union, transports et communications, unification monétaire et budgétaire, mais aussi et surtout sécurité intérieure. D'après l'article 61 "la lutte contre la contre-révolution politique et économique" relève d'une "Direction politique unifiée d'Etat". Les organes fédéraux sont ceux de la R.S.F.S.R. adaptés à la nouvelle construction. Le Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. est "l'or-

1. Ce schéma est conforme à la pensée de Lénine : "La fédération est la forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs des différentes nations", V.I. Lénine, *Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient. Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale*, juin 1920, p. 341.

gane suprême du pouvoir". Il se réunit une fois par an, en vérité il n'a siégé que six fois de 1924 à 1936. Dans l'intervalle des sessions le Comité exécutif central de l'U.R.S.S., formé du conseil fédéral et du conseil des nationalités, doit se réunir au moins trois fois. La permanence est assurée par le Présidium. Le conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. est "l'organisme exécutif et administratif" du comité. Les commissariats du peuple sont répartis en deux catégories. Les "fédéraux" gèrent les services communs, les "unifiés" harmonisent certaines activités entre les niveaux fédéral et fédéré. Les républiques fédérées peuvent recouvrer leur entière souveraineté puisque, selon l'article 4, elles conservent le droit de sortir librement de l'Union".

La constitution du 31 janvier 1924 ne mentionne nulle part le rôle unificateur du parti communiste qui sous l'action de Staline accroit son monolithisme. La politique économique du pouvoir central modifie profondément la société soviétique (1). Une nouvelle constitution apparaît donc nécessaire pour entériner les progrès constatés par Staline le 25 novembre 1936 : "la première phase du communisme, le socialisme, est déjà réalisée chez nous, dans l'essentiel".

LA CONSTITUTION STALINIENNE DU 5 DECEMBRE 1936

Le 6 février 1935, le VIIe Congrès des Soviets approuve une proposition de révision de la constitution présentée par Molotov à la demande du Comité central du parti bolchevik. Il invite le Comité exécutif central de l'Union à former une Commission de la Constitution présidée par Staline, également chargé de la fonction de rapporteur. Le 1er juin 1936, Staline fait son rapport devant le Comité central du parti et le 11 juin devant le Présidium du Comité exécutif central de l'Union. Ce dernier décide de le publier pour le soumettre à la discussion générale dans tout le pays. L'examen public se prolonge cinq mois, des "centaines de milliers" de propositions sont faites. Réuni le 25 novembre 1936, le Congrès des Soviets constitue le 1er décembre une commission de rédaction de 220 membres présidée par Staline. Cette

1. V.M. Lesage, *Les régimes politiques de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est*, p. 74-92.

commission examine en cinq jours toutes les propositions populaires et, le 5 décembre, le Congrès adopte la nouvelle constitution à l'unanimité.

Cette Constitution se veut "profondément internationaliste" puisque fondée sur "le principe que toutes les nations et les races indépendamment de leur force ou de leur faiblesse doivent jouir de droits identiques dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société" (1).

En fait l'Etat fédéral soviétique (2) présente deux aspects en apparence contradictoires car, placé au centre de la tension qui oppose en Russie les forces unitaires et les forces centrifuges, il s'efforce d'assurer un équilibre juridique. Il nous apparaît à la fois comme une construction politique fortement décentralisée tendant à se rapprocher d'une simple Confédération d'Etats et comme une union centralisée s'apparentant alors à l'Etat unitaire.

1- L'Union soviétique construction décentralisée.

A - Etat multinational, l'U.R.S.S. ne pouvait être qu'une Fédération fondée sur l'égalité et la libre adhésion des peuples fédérés (art. 13). Le maintien, par les constituants, de l'abandon de toute référence à l'appellation historique de l'ancien Empire des Tsars : "Russie", symbole de l'oppression nationale, est significatif. L'étiquette juridique du grand rassemblement "des ouvriers du centre

1. J. Staline, *op. cit.*, p. 284.
2. G. Desolre, *Les Quatre Constitutions soviétiques*, Savelli, Paris, 1977, p. 51. et s.
V. Ladreit de Lacharrière, *L'idée fédérale en Russie de Riourik à Staline (862-1945)*, Pédone, Paris, 1945.
M. Mouskhely, Les contradictions du fédéralisme soviétique, *L'U.R.S.S. - droit, économie, sociologie, politique, culture*, Sirey, 1961, t. 1, p. 19-33.
M. Mouskhely et Z. Jedryka, *Le gouvernement de l'U.R.S.S.*, P.U.F., Paris, 1961.
M. Lesage, *Les régimes politiques de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est*, P.U.F., Paris, 1971.
R. Charvin, *Les Etats socialistes européens*, Dalloz, Paris, 1975.
P. Gelard, *Les systèmes politiques des Etats socialistes*, t. 1 Le modèle soviétique, Cujas, Paris, 1975.

et des paysans de la périphérie" : Union des Républiques socialistes soviétiques, résume parfaitement les objectifs de ses initiateurs. La nature eurasienne de l'Union l'empêche de se localiser aussi nettement que les Etats-Unis d'"Amérique", elle affirme en tout cas sa vocation internationale, même si le souhait de l'éclosion d'une "République soviétique socialiste mondiale" n'est pas renouvelé.

B- Le fédéralisme soviétique est complexe. Il est défini au chapitre II de la Constitution du 5 décembre 1936. L'U.R.S.S., dit l'article 13, est "un Etat fédéral constitué sur la base de l'union librement consentie de Républiques soviétiques socialistes égales en droit". Ces républiques fédérées sont, en 1936, au nombre de onze. Trois sont "européennes", la R.S.F.S. de Russie, les R.S.S. d'Ukraine et de Biélorussie, huit sont "asiatiques" : les R.S.S. d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, de Turkménie, d'Ouzbékie, de Tadjikie, de Kazakhie et de Kirghizie. Mais cette division ne fait pas apparaître toute la diversité ethnographique de l'Union. Fidèle à la théorie stalinienne affirmée de l'égalité des nations, la Constitution corrige cette insuffisance en créant à l'intérieur des républiques fédérées deux sortes de subdivisions administratives :

- les subdivisions administratives stricto sensu,

- les subdivisions administratives nationales dont le territoire coïncide avec l'établissement d'une nationalité déterminée. Elles sont au nombre de trois : la république autonome, la région autonome et le district national.

Ce système pyramidal est dans la pratique fort souple. Les subdivisions nationales sont inégalement réparties entre les huit républiques fédérées, seule la R.S.F.S. de Russie en compte un échantillonnage complet. Quatre Républiques (art. 29) ont en revanche un territoire "nationalement" homogène. La diversité réapparaît avec les républiques caucasiennes. Le passage d'une catégorie juridique à l'autre est possible. Il dépend en partie de l'état de développement social, culturel et économique atteint.

Le respect de la personnalité culturelle de chaque "nation" est assuré par plusieurs dispositions constitutionnelles. Une est fondamentale : l'article 121. Il reconnaît aux citoyens de l'U.R.S.S. le droit à l'instruction dans la langue maternelle. Le texte complète ce droit par une série de conséquences qui lui donnent sa valeur. Selon l'article 40, les lois adoptées par le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. sont promulguées dans les "langues des républiques fédérées". L'article 110 reconnaît au justiciable le droit d'utiliser sa langue maternelle devant les tribunaux, la procédure s'effectuant par ailleurs dans la langue de la république, de la région ou du district.

L'égalité nationale n'existe donc pas seulement sur le plan collectif, elle se retrouve sur le plan individuel. L'article 123 de la Constitution proclame :

"L'égalité en droits des citoyens de l'U.R.S.S. sans distinction de nationalité et de races dans tous les domaines de la vie économique, politique, culturelle, sociale et publique est une loi immuable. Toute restriction directe ou indirecte aux droits ou inversement l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité auxquelles ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national sont punis par la loi".

C- Les attributions du pouvoir central sont limitativement prévues par la Constitution, la souveraineté des républiques fédérées demeurant la règle (art. 15). Chaque république dispose de compétences qui échappent au gouvernement fédéral. Elle établit elle-même sa constitution, ses lois et son budget, elle a son drapeau et sa capitale. Son territoire ne peut être modifié qu'avec le consentement de la population. Elle conserve sa langue comme moyen d'expression officiel. Elle dispose du droit de sortir librement de l'Union (art. 17), le droit de sécession étant la garantie du principe de libre adhésion des peuples à l'Union. Elle pourra, à partir du 2 février

1944 (1), posséder une armée autonome (art. 18b) et participer à la vie internationale. L'article 18 a reconnaît, en effet, à chaque république le droit d'entrer "en relations directes avec des Etats étrangers, de conclure des accords avec eux, d'échanger des représentants diplomatiques et consulaires", d'avoir des délégués au sein des organisations internationales.

Le degré de "self-government" des diverses entités nationales varie avec leur rang constitutionnel. Le Soviet Suprême est l'organe supérieur du pouvoir d'Etat de la République fédérée. Il est à la fois l'organe législatif et l'organe constituant de la République. De lui émanent les autres autorités étatiques : présidium et conseil des commissaires du peuple. La république autonome est également dotée d'une constitution et d'organes de gouvernement particuliers, mais elle se situe à un degré inférieur, elle n'est pas "souveraine". Son Soviet est subordonné à celui de la république fédérée dont elle fait partie. La région autonome n'a qu'un statut administratif, elle correspond à un groupe ethnique différencié. Elle a des droits dépassant ceux d'une région ordinaire, elle élabore son statut juridique avec l'approbation du Soviet Suprême de la république fédérée, elle fixe la langue en usage dans l'administration, la justice et l'enseignement. Le district national se distingue des arrondissements ordinaires par le droit d'utiliser sa langue nationale et de voir le personnel qui l'administre recruté au sein du groupe national qui justifie son existence.

D- L'organisation politique fédérale va permettre la participation des diverses collectivités fédérées à la direction des affaires de l'Etat. Cette organisation implique le bicaméralisme : le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. se divise en deux Chambres.

- Le Soviet de l'Union, chambre basse, assure la représentation de toute la population sur la base d'un député pour 300 000 habitants. Les Russes, élément majoritaire de la population soviétique, y ont tout naturellement la majorité absolue. Mais cette supériorité

1. F. Luchaire, La réforme constitutionnelle soviétique du 2 février 1944, *Revue de droit public*, 1944, p. 310 et s.

est corrigée par le recrutement de la deuxième Chambre.

- Le Soviet des Nationalités représente toutes les nationalités même si elles ne constituent pas un Etat. A l'intérieur de ce Soviet nous trouvons des représentants des républiques fédérées mais aussi des représentants désignés par de simples subdivisions administratives, dès lors que ces subdivisions administratives sont nationales. Le Soviet des Nationalités est élu à raison de 25 députés par république fédérée, 11 par république autonome, 5 par région autonome, 1 par district national. Les éléments non russes détiennent la majorité dans la Chambre nationale, bien qu'ils soient loin de représenter la majorité de la population totale de l'U.R.S.S.

Leur rôle dans la direction de la Fédération est donc, en principe, très important. Il est affirmé par l'égalité des deux chambres (art. 37). La Constitution prévoit en effet qu'en cas de désaccord entre elles la question qui les oppose est renvoyée devant une Commission de conciliation paritaire. Si la Commission n'aboutit pas à une solution satisfaisant chacune des Assemblées, la question est examinée une nouvelle fois par les deux chambres. A défaut d'un accord entre elles, le présidium du Soviet Suprême prononce la dissolution de celui-ci et fixe les nouvelles élections, le peuple arbitre alors le conflit (art. 47).

Aux termes de l'article 146, une modification de la Constitution de l'U.R.S.S. n'est possible que sur décision du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., adoptée à une majorité d'au moins les deux tiers des voix dans chacune des deux Chambres. La représentation des républiques fédérées dans le Soviet des Nationalités leur permet de faire valoir efficacement leur point de vue dans le débat relatif à une révision constitutionnelle. Elle leur donne une influence précieuse dans la détermination de la politique générale de l'Union puisque le Soviet suprême, élu au suffrage universel direct et secret, détient tous les pouvoirs reconnus à l'Union par la constitution. L'absence de séparation des pouvoirs, règle bourgeoise nocive et hypocrite, accroît encore ses prérogatives théoriques. Il peut prendre des décisions dans tous les

domaines et sans limitation. C'est lui seul qui exerce le pouvoir législatif, il a le monopole de l'initiative. Il vote le budget et approuve les plans économiques élaborés par la Commission du Plan et adoptés par le Conseil des commissaires du peuple. Il désigne les membres du Conseil des commissaires du peuple et décide de leur révocation. Il élit son Présidium en séance commune des deux Chambres.

Le Présidium a une double nature. Il est une émanation du Soviet suprême dont il exerce la plupart des compétences dans l'intervalle des sessions. Il remplit des fonctions qui, dans les Etats parlementaires, appartiennent normalement au Chef de l'Etat. Il est, en 1936, formé d'un président, de onze vice-présidents, d'un secrétaire et de vingt-quatre membres. La présence d'un vice-président par république fédérée (le président du Soviet de la république) assure la représentation des Etats membres au sein de cet organe très important et leur participation à la formation des décisions étatiques qu'il est amené à prendre.

Le fédéralisme soviétique tel qu'il vient d'être décrit semble morceler à plaisir le territoire et le pouvoir, consacrer l'action des mouvements centrifuges, mais de nombreuses dispositions vont regrouper ces lignes de force contraires et les transformer en un faisceau d'adhésion à l'U.R.S.S.

2- L'Union soviétique construction centralisée.

Les structures fédérales ne sauraient mettre en cause les principes idéologiques, économiques et sociaux, fondements de "l'unité communiste". La Constitution de 1936 ne se borne donc pas à réglementer l'organisation des pouvoirs au plan le plus élevé, elle pénètre dans l'organisation des pouvoirs de chaque république fédérée si bien que cette dernière ne dispose en fait que d'un droit d'auto-organisation restreint. Cette pénétration du pouvoir central se traduit :

- par l'adoption d'une nationalité commune : la nationalité soviétique ;

- par l'obligation pour les républiques d'être soviétiques et socialistes ;

- par l'imposition aux républiques fédérées d'un cadre constitutionnel rigide, calqué sur celui de la Fédération. L'article 16 stipule en effet que leur constitution "doit être établie en pleine conformité avec la Constitution de l'U.R.S.S.". Il en résulte qu'elles doivent avoir comme organes un Soviet Suprême monocaméral, un présidium, un Conseil des ministres ;

- par la fidélité au "patriotisme" soviétique qui "groupe toutes les nations et les nationalités au sein d'une famille unique, fraternelle" et associe "harmonieusement les traditions nationales des peuples et les intérêts vitaux communs de tous les travailleurs de l'Union soviétique" (1).

Le droit de sécession reconnu aux républiques fédérées est beaucoup plus formel que réel. Il est subordonné à la réalisation d'un certain nombre de conditions objectives que Staline a eu l'occasion de préciser lors de la discussion du projet de constitution. Pour se voir attribuer le droit à l'indépendance la république doit être périphérique, non entourée de toutes parts par le territoire de l'U.R.S.S. Il faut, en outre, que la nationalité qui a donné son nom à la République y représente une majorité plus ou moins compacte et que cette république ait une population au moins égale à un million d'habitants. On ne tient donc aucun compte du degré d'évolution des peuples. Une telle séparation est, d'ailleurs, doctrinalement inconcevable, aussi la Constitution n'a-t-elle pas jugé opportun d'en prévoir le processus. Il ne faut donc pas s'exagérer la signification juridique de ce droit de sécession. Son existence est cependant susceptible de justifier une revendication séparatiste.

L'existence internationale des républiques fédérées, officiellement reconnue en 1944, est également assez théorique. L'ar-

1. J. Staline, *op. cit.*, p. 288.

ticle 18 a de la Constitution soviétique a eu pour seule utilité de permettre aux R.S.S. d'Ukraine et de Biélorussie de faire partie de l'O.N.U., à l'U.R.S.S. d'avoir trois voix au lieu d'une. En dehors de ce cas bien particulier, les républiques fédérées n'ont pas d'activité diplomatique distincte de celle de l'Union. On peut, alors, se demander quel est le contenu réel de la "souveraineté" des Républiques protégées par l'Union (art. 15). Celles-ci disposent certainement d'un certain nombre de pouvoirs, mais assurément d'aucun "droit souverain".

La liste des compétences conférées aux organes centraux par l'article 14 confirme le rôle essentiel du pouvoir fédéral. Ses différentes attributions peuvent être regroupées sous quatre grandes rubriques :

a) Organisation et respect de la souveraineté de l'U.R.S.S. L'Union admet les nouvelles républiques, approuve les modifications de frontières entre les républiques fédérées, la formation de nouvelles républiques autonomes et régions autonomes au sein des républiques fédérées, contrôle l'application de la Constitution et prend les mesures propres à assurer la conformité des constitutions locales avec la Constitution fédérale, assure la protection de la sécurité de l'Etat.

b) Relations avec les Etats étrangers. L'Union représente l'U.R.S.S. dans les relations internationales, conclut, ratifie et dénonce les traités avec les autres Etats, résout les problèmes de guerre et de paix, organise la défense de l'U.R.S.S. et en dirige les forces armées. Après 1944, elle établit un mode de règlement commun des rapports des républiques fédérées avec les Etats étrangers et les principes directeurs pour l'organisation de leurs formations militaires.

c) Direction de l'économie nationale. Le gouvernement central établit les plans de l'économie nationale, approuve le budget d'Etat, établit les impôts et les recettes destinés à la constitution des budgets de l'Union, des républiques et des circonscriptions locales, dirige le système monétaire et le crédit, organise les assurances

d'Etat, conclut les emprunts, administre les banques, les établissements industriels, agricoles et commerciaux de l'Union, les transports et les P.T.T. d'importance fédérale, exerce le monopole d'Etat du commerce extérieur.

d) Législation fédérale. Le pouvoir fédéral édicte les lois relatives à la citoyenneté de l'U.R.S.S. et aux droits des étrangers, il établit les principes fondamentaux de la jouissance de la terre, des eaux et forêts ; de l'instruction publique et de la protection de la santé publique ; de la législation du travail ; de la procédure judiciaire, de la législation civile et pénale ; de la législation du mariage, de la famille.

Enfin il promulgue les actes d'amnistie pour toute l'Union.

Les compétences de l'Union sont donc très étendues et la Constitution prend bien soin d'ajouter : "En cas de divergence entre la loi de la république fédérée et la loi fédérale, c'est la loi fédérale qui prime" (art. 2). En outre, l'absence d'une cour suprême fédérale et d'un contrôle de la constitutionnalité des lois prive les républiques fédérées de tout recours contre les entreprises du pouvoir central qui interviendraient dans leur domaine réservé.

La prééminence du centre sur la périphérie se trouve renforcée par :

a) La présence à côté de commissaires du peuple "fédéraux" (art. 77) qui administrent directement un service public fédéral sur l'ensemble des territoires de l'Union, de commissaires du peuple "fédéraux-républicains" (art. 78) coordonnant l'action des commissaires correspondants de chaque république fédérée pour les services publics qui rentrent dans la compétence des Etats-membres. Or, ce système qui fait traiter certaines affaires "mixtes" (agriculture, industrie légère ou alimentaire, mais aussi justice, finances, intérieur, santé publique) à la fois par les commissaires fédéraux et par ceux des républiques a pour conséquence de soumettre les seconds au contrôle

des premiers. Il crée un rapport hiérarchique entre l'administration fédérale et celle des républiques, même s'il est compensé par une apparence de participation. Il est, en tout cas, présenté comme une application pratique du centralisme démocratique au sein de l'Etat fédéral.

b) Le droit de contrôle reconnu aux autorités fédérales sur les décisions des organes locaux :

- Contrôle de légalité (art. 49 e) puisque le Présidium du Soviet Suprême peut abroger les décisions du Conseil des commissaires du peuple des républiques fédérées dans le cas où elles ne seraient pas conformes à la loi.

- Contrôle de l'opportunité (art. 69) puisque le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. a le droit dans les branches de l'administration et de l'économie relevant de la Fédération de suspendre les décisions des Conseils des commissaires du peuple des républiques fédérées.

c) Une troisième variété de contrôle est exercée par la Prokuratura (art. 113), une administration spéciale fortement hiérarchisée et centralisée, représentée à tous les échelons territoriaux de l'Union. Ses agents obéissent au procureur général de l'U.R.S.S. Ils assurent "l'exécution stricte et fidèle des lois soviétiques", ils veillent au respect de la "légalité socialiste", c'est-à-dire de la volonté du parti.

Au-delà de la diversité nationale l'unité prolétarienne est réalisée :

- Par l'existence d'une seule "Armée rouge ouvrière et paysanne" (art. 132). Pour le citoyen de l'U.R.S.S., quelle que soit par ailleurs son appartenance nationale, le service militaire est "un devoir d'honneur" et la "défense de la patrie" un "devoir sacré" (art. 133).

- par l'unicité des organisations de masse, syndicats et komsomol (1). Le problème est posé en termes simples par un intervenant lors du premier congrès pan-russe des syndicats : "Celui qui veut construire le socialisme en Russie ne peut le construire que si, tout en laissant la possibilité du développement libre, autonome, de chacune de ses parties, il renforce simultanément le lien économique et social qui nous lie les uns aux autres ; et sans lequel les ouvriers de Pétrograd sont séparés de ceux de Moscou, ceux de Pétrograd et de Moscou, des ouvriers du Don, les ouvriers du Don de ceux de Sibérie" (2).

- par la consécration du parti unique. "Les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le P.C. de l'U.R.S.S.", affirme l'article 126. Ce parti est "l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste". Il représente "le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que d'Etat".

Les statuts adoptés en 1939 par le XVIIIe Congrès le définissent comme une organisation de combat unique, liée par une discipline consciente, obligatoire au même titre pour tous les membres du parti" (3).

L'unité du parti doit, en notre domaine, être complétée par deux constatations.

- le parti communiste de l'U.R.S.S. est unitaire. Les P.C. des républiques fédérées ne sont que des organisations locales du P.C.U.S. L'article 43 des statuts (1939) rappelle que "dans leur activité ils s'inspirent des décisions du Parti communiste de l'U.R.S.S. et de ses organismes dirigeants". De par la force des choses, pesanteur démographique, industrialisation, urbanisation, le P.C.U.S. comporte

1. P. Gelard, *Les organisations de masse en Union Soviétique*, Cujas, Paris, 1975.
2. Cité in E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, t. 1, p. 374.
3. V.M. Lesage, *op. cit.*, p. 51 et s.

un fort pourcentage de Russes. L'équilibre minutieux établi au sein des institutions étatiques ne se retrouve pas dans "le noyau dirigeant".

- le parti communiste de l'U.R.S.S. est centralisé. Les décisions des organismes supérieurs sont obligatoires pour les organismes inférieurs (art. 18 d des Statuts de 1939). La commission de contrôle du parti veille au respect du principe. De plus, les décisions arrêtées par le Comité central et le Bureau politique s'imposent aux organes de l'appareil d'Etat. C'est bien une décision du premier qu'applique le Conseil des commissaires du peuple le 13 mars 1938 en rendant l'enseignement du russe obligatoire dans les écoles non russes.

L'Union soviétique est officiellement en 1940 une Fédération (art. 13 de la Constitution de 1936) (1). Ce type d'organisation structurelle de l'Etat manifeste souvent un équilibre instable, attiré tantôt par l'éclatement et la résurgence des souverainetés retrouvées au détriment de la structure de superposition, tantôt au contraire par la centralisation et donc l'affirmation unitaire. Dirigée par Staline, régulièrement épurée (2) des factions jugées nationalistes, économiquement organisée par la planification (3), l'Union soviétique est, à la veille de la guerre, un Etat plus unitaire que politique-

1. Les formes de l'Etat socialiste, *Annales*, Faculté de Droit et des Sciences économiques de Strasbourg, Dalloz, 1968, surtout les p. 299 et s.
2. Sur les épurations intervenues dans les républiques fédérées, F.F. Conte, *Christian Rakovski (1873-1941). Essai de biographie politique*, 2 vol., thèse, Bordeaux III, 1975.
R. Conquest, *La grande terreur*, édition française, Stock, Paris, 1970, p. 236-247 et 362-365.
P. Broué, *Les procès de Moscou*, Julliard, Paris, 1964. *Le procès du "bloc des droitiers et des trotskystes antisoviétiques"*, Commissariat du peuple de la Justice de l'U.R.S.S., Moscou, 1938.
B. Darotchetche, Mykola Skrypnyk et la politique d'ukrainisation, *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. XXII, n° 1-2, p. 5-27.
H. Carrère d'Encausse, *Une révolution, une victoire. L'Union soviétique de Lénine à Staline (1919-1957)*, Ed. Richelieu, Paris, 1972, p. 268-270.
3. V.I. Kniazeff, Essai sur l'histoire de la régionalisation économique, *Annuaire de l'URSS*, 1967, p. 749 et s.

ment décentralisé, mais qui conserve toutefois un caractère multinational en raison de la diversité linguistique reconnue par la Constitution.

Le concept de nation est toujours difficile à définir pour un juriste en raison de l'influence réciproque de données objectives (race, religion, langue, culture, pesanteur de l'histoire) et subjectives (Renan disait de la nation qu'elle était une âme, une solidarité et un plébiscite de tous les jours). Il est en tout cas plus précis que celui de peuple. La nation ne se pose vraiment qu'en s'opposant.

Dans l'Empire tsariste elle se détermine contre le Russe. Les conditions historiques du XXe siècle font que la libération nationale s'accompagne de la revendication du droit à l'Etat. Les nations issues de la désintégration de la Russie des Tsars n'échappent pas à la règle. Staline pose alors le problème national en termes de lutte de classes. Les bénéficiaires de l'autodétermination des nations ne doivent pas contribuer à l'affaiblissement, voire à la tentative de destruction de l'Etat révolutionnaire. Les Etats nationaux seront donc bolchevisés. La bolchevisation étatique conduite par des cadres locaux cache des approches différentes. Là où le processus d'édification nationale est déjà bien amorcé (Europe, Caucase) Staline se contente d'en prendre acte sans trop forcer l'histoire. Ailleurs, et notamment là où des intellectuels s'efforcent de transformer la communauté religieuse en solidarité politique, le mouvement est canalisé puis conduit par le pouvoir central et l'évolution naturelle est contrariée. "Plus de soixante nationalités ou groupes nationaux nettement différenciés par le niveau de développement économique et culturel, le mode de vie, les traditions nationales et religieuses" (1) cohabitent en 1924 sur le territoire de l'U.R.S.S. Toutes n'apparaissent pas dans l'aménagement politique du territoire puisque la Constitution de 1936 énumère onze républiques fédérées, vingt-deux répu-

1. Grochev, *op.cit.*, p. 17.

bliques autonomes, neuf régions autonomes auxquelles il faut ajouter huit districts nationaux découpés en 1930 sur le territoire de l'extrême nord sibérien. La langue et le territoire sont les deux critères retenus pour faire surgir les "nations" et justifier leur superstructure institutionnelle (1).

Plus que l'histoire c'est le pouvoir central qui choisit parmi les "peuples" ceux qui seront capables de s'ériger en "nations socialistes". Il éloigne des groupes proches, mais que des raisons politiques conduisent à séparer. Il rapproche et fond des "nationalités" en leur attribuant la même langue écrite (2).

Le développement des institutions politiques des "nations" reconnues n'est d'ailleurs nullement lié à leurs progrès économiques ou sociaux. A la référence qualitative, Staline préfère les critères énoncés pour l'exercice du droit de sécession. Les nations qui ne réunissent pas les conditions du modèle stalinien n'émergeront jamais au stade étatique de la République fédérée (3).

Reste alors un problème à résoudre, celui que pose l'existence d'une communauté juive. La solution apparaît difficile au sein du cadre constitutionnel retenu. Les juifs ont profité de la libération individuelle et de l'égalité des droits personnels, mais la libération collective, celle de la "nation juive" homogène est-elle possible dès lors que l'assise territoriale fait défaut ? Les juifs, citoyens soviétiques, même s'ils ont assimilé la nouvelle culture russe, restent dans la logique du système de "nationalité juive". L'échec de la région autonome excentrique du Birobidjan créée en 1934 empêche à l'intérieur

1. Staline affirme en 1929 que sa théorie de la nation donnée en 1913 est "universellement admise dans notre parti". V. Staline, *op. cit.*, p. 249 et s.
2. Voir sur ces pratiques A. Bennigsen et C. Quelquejay, Le problème linguistique et l'évolution des nationalités musulmanes en URSS, art. cité.
3. V. Staline, Rapport présenté au VIIIe Congrès des Soviets de l'URSS le 25 novembre 1936 sur le projet de constitution de l'URSS, *op. cit.*, p. 285.

des frontières de l'U.R.S.S. la construction, selon les critères staliniens, d'une "nation juive". L'enracinement sera donc recherché dans la terre de Palestine (1).

1. S. Schwarz, *The Jews in the Soviet Union*, Syracuse Univ. Press, New York, 1951. *Les Juifs en Union Soviétique depuis 1917*, ouvrage collectif, Calmann-Lévy, Paris, 1971. B. Gurevitz, Un cas de communisme national en Union Soviétique, le Poale Zion, 1918-1928, *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. XV, n° 3-4, juillet-déc. 1974, p. 333 et s. A. Kriegel, La question juive en Union Soviétique, *Les Juifs en Union Soviétique*, n° 23, p. 14-27.

LE FEDERALISME SOVIETIQUE : PROBLEMES CONSTITUTIONNELS ET REVOLUTION MONDIALE
(l'U.R.S.S. et les Etats-Unis socialistes d'Europe)

Guy DESOLRE

1. Le but de cet exposé n'est pas l'examen de l'ensemble des problèmes complexes liés à l'organisation d'un Etat fédéral lui-même composé non seulement d'autres Etats mais aussi d'Etats organisés eux-mêmes sur la base fédérative (la première Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques unissait en effet la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie et la République Socialiste Soviétique Fédérative de Transcaucasie à d'autres républiques socialistes, Ukraine, Biélorussie, etc., en un seul Etat fédéré (1). Cette organisation de l'Etat impliquait une certaine conception des rapports complexes, présents et à venir, entre les nationalités.

Notre propos sera d'examiner les rapports entre cette conception et la vision du parti bolchevik à propos du fédéralisme, d'une part, et de la révolution socialiste mondiale, de l'autre. Il s'agira en particulier d'examiner les rapports entre les premières ébauches de l'ordre constitutionnel de l'U.R.S.S. et les mots d'ordre des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe et du monde.

2. Il est bien connu que l'aile bolcheviste du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (P.O.S.D.R.), et plus généralement la gauche de ce parti, a été dès la première guerre mondiale engagée dans une discussion de la question des Etats-Unis d'Europe. Il est bien connu que Lénine rejeta à partir de 1915 ce mot d'ordre comme injustifié et

1. Voir la Constitution (loi fondamentale) de l'U.R.S.S. de 1923-1924, in G. Desolre, *Les quatre constitutions soviétiques*, Paris, 1977, p. 37. (En particulier le Pacte sur la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, formant titre II de la Constitution).

illusoire (1). Il est par ailleurs notoire que Lénine et les principaux théoriciens de la gauche du P.O.S.D.R. étaient initialement hostiles au principe du fédéralisme (2). Il est dès lors possible de mettre la "conversion" ultérieure de Lénine au fédéralisme en rapport avec l'acceptation de l'idée "trotskyste" des Etats-Unis socialistes d'Europe dans le cadre d'une orientation centrée autour de l'actualité et de la possibilité de la révolution en Europe et de la révolution socialiste mondiale et, dans le cadre d'une réorientation de sa conception de l'Etat et des rapports entre Etats connaissant un régime de dictature du prolétariat. Les Etats-Unis d'Europe, la R.S.F.S.R., la R.S.S.F. de Transcaucasie, constitueraient dans cette optique des parties intégrantes d'une Union des Etats-Unis socialistes d'Europe et d'Asie (3), base de départ pour la conquête socialiste de la planète et médiation sur le chemin vers ces Etats-Unis du monde, dont l'U.R.S.S. se voulait initialement la préfiguration, dans la mesure où sa dénomination comme Etat ne contenait aucune référence nationale ni géographique particulière.

LA PREMIERE DISCUSSION SUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

3. Le premier débat sur les Etats-Unis d'Europe s'est engagé parmi les socialistes russes au début de la première guerre mondiale, au moment même où l'internationalisme avait apparemment fait faillite dans sa forme social-démocrate incarnée par la IIe Internationale. Ce furent Trotsky et ses camarades regroupés autour du journal *Naše Slovo* (Notre parole), publié à Paris, et ce fut la fraction bolcheviste des P.O.S.D.R. qui ont été les premiers protagonistes de cette discussion. En avançant le "mot d'ordre" des Etats-Unis d'Europe (Fédération des Républiques européennes), Trotsky envisageait la possibilité d'une dynamique révolutionnaire profonde qui s'emparerait de toute l'Europe à la faveur du conflit mondial. Pour lui, "les Etats-Unis

1. Lénine, *Oeuvres*, t. 21, Paris, Moscou, 1960, p. 351 et s. (en particulier, p. 354).
2. *Ibid.*, t. 20, Paris, Moscou, 1959, p. 39 et 233 ; voir aussi *ibid.*, t. 25, Paris, Moscou, 1957, p. 463-465 ("Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste", écrit Lénine sèchement dans *L'Etat et la Révolution*, voir t. 25, p. 464).
3. Lettre de Lénine à Kamenev, du 26 septembre 1922, citée in M. Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Ed. de Minuit, 1967, p. 147.

d'Europe sont la seule forme concevable de la dictature du prolétariat européen" (1). La conception de Trotsky de ce mot d'ordre était intimement basée sur l'unité d'intérêts du prolétariat européen et, par conséquent, sur l'idée de la révolution permanente à l'échelle de l'Europe. Il voyait par ailleurs les Etats-Unis d'Europe, à côté des Etats-Unis d'Amérique, comme un des deux axes fondamentaux de la "réorganisation mondiale" de l'industrie après la guerre (2).

En effet, pour Trotsky, la tendance à la centralisation n'était pas seulement une des tendances fondamentales de l'impérialisme : c'était une "tendance irrésistible et profondément progressive de la vie moderne dans la direction d'une organisation planifiée sur tout notre continent, et, par suite, sur tout notre globe" (3). Face à cette tendance, le droit à l'autodétermination, en tant que principe auquel adhère le mouvement socialiste, "ne peut prétendre acquérir une importance absolue" (4). Si l'impérialisme a pour résultat de donner une acuité extrême au conflit entre l'autodétermination et le centralisme, le socialisme pourrait, quant à lui, résoudre cet antagonisme de manière harmonieuse, au moyen, notamment, de la réalisation des Etats-Unis d'Europe. De la même manière, le mot d'ordre de "Fédération des Républiques balkaniques" devrait-il servir de base à l'obtention d'une indépendance nationale véritable pour les nations serbe, bulgare, grecque et autres dans la conception de Trotsky (5), reprise ultérieurement par le Komintern et la Fédération communiste balkanique, d'une "Fédération balkanique" basée sur le modèle de la R.S.F.S.R. et conçue comme une voie de passage vers les Etats-Unis socialistes, soviétiques, d'Europe (6) ou encore comme "une station transitoire vers la voie de la fédération mondiale des Républiques soviétiques" (7).

1. L. Trotsky, "Le droit des nations à l'autodétermination" (juin 1917), in : *Les Etats-Unis socialistes d'Europe*, Paris, 1972, p. 13.
2. *Ibid.*, p. 12.
3. *Ibid.*, p. 7.
4. *Ibid.*, p. 7.
5. *Ibid.*, p. 9.
6. *A Discussion between Trotsky and Greek Left Oppositionists*, 1932, Intercontinental Press, 30/8/76, p. 1239.
7. Cf. V.C. Fišera, *Communism, Slavism and Federalism 1917-1945*, Portsmouth (ronéo), s.d. (1977), p. 2.

Trotsky resta toujours fidèle à sa conception des rapports entre le droit à l'autodétermination et le caractère historiquement progressif du centralisme. En témoigne, par exemple, cet extrait de son ouvrage concernant la question géorgienne : "Comprenant combien ce principe (il s'agit du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) était important à l'époque d'une transition au socialisme, notre parti ne le transforma pourtant jamais en dogme absolu, supérieur à toutes les autres nécessités et tâches historiques. Le développement économique de l'humanité actuelle a un caractère profondément centraliste... Il va de soi que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne saurait être au-dessous des tendances unificatrices, caractéristiques de l'économie socialiste. Sous ce rapport, il occupe dans la marche du développement historique la place subordonnée qui revient à la démocratie" (1).

4. Le comité central bolchevik, de son côté, avait décidé en octobre 1914 que "le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'Etats-Unis républicains d'Europe" (2). Le texte de cet appel, rédigé par Lénine, fut publié en tant que manifeste du Comité central sur "la guerre et la social-démocratie russe". L'adoption du manifeste suscita cependant ultérieurement une discussion au niveau de la Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. (février-mars 1915 à Berne) et, suite à cette discussion, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe fut mis en réserve jusqu'à l'examen de son contenu sur le plan économique (3). En tant que mot d'ordre impliquant la formation d'Etats républicains, les Etats-Unis d'Europe impliquaient dans la conception du comité central bolchevik le

1. Léon Trotsky, *Entre l'impérialisme et la révolution*, 1922, Bruxelles, 1970, p. 153-154.
2. Lénine, *Oeuvres*, t. 21. Il semble que les prises de position des bolcheviks et de Trotsky en faveur du mot d'ordre des Etats d'Europe aient donc été indépendantes et quasiment simultanées, puisque ce serait en septembre 1914 que Trotsky aurait soulevé la question pour la première fois. Cf. *Writings of Leon Trotsky*, 1929, New York, Pathfinder Press, 1975, p. 355.
3. Lénine, *Oeuvres*, t. 21, p. 157. Dans ses souvenirs, Kroupskaïa laisse entendre que c'est particulièrement Inès Armand (qui à cette conférence fut élue membre de la direction des groupements bolchevistes à l'étranger) qui s'était élevée contre ce mot d'ordre. Cf. N. Kroupskaïa, *Ma vie avec Lénine 1893-1917*, Paris, 1933, p. 231.

renversement des monarchies allemande, autrichienne, russe. Mais le contenu positif n'en avait pas été précisé, en particulier sur le plan économique. C'est Lénine lui-même, dont la pensée allait vers l'étude toujours plus poussée de l'impérialisme et des racines de la guerre, qui devait en préconiser l'abandon ultérieur. Son argumentation tenait essentiellement en deux points : en premier lieu, des Etats-Unis (même républicains) d'Europe seraient "réactionnaires" ou "impossibles" en régime capitaliste ; en deuxième lieu, en tant que but plus lointain, ce ne serait pas les Etats-Unis d'Europe, mais les Etats-Unis de l'Univers qui devraient être la forme vers laquelle le mouvement socialiste tendrait (1).

En conséquence, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe fut considéré comme erroné par la direction bolcheviste et abandonné à partir d'août 1915 (2).

5. Les discussions au sein du P.O.S.D.R. (mais on pourrait aisément en dire de même à propos des discussions chez les tesniaki, les "étroits", tendance de gauche du socialisme bulgare, à propos de la Fédération des Balkans) démontrent une conscience aiguë de la problématique européenne et de ses rapports avec la question nationale, conscience qui dépassait de loin toutes les utopies européennes de l'époque, qui n'étaient souvent que la couverture de vues impérialistes (3). Les divergences entre Trotsky et Lénine étaient pourtant de taille et méritent quelque commentaire. Avant tout, il convient de noter que la divergence de tactique sur l'opportunité de ce mot d'ordre est liée à la perception différente (plus statique dans le cas de Lénine, plus "dialectique" ou plus "transitoire" dans le cas de Trotsky) de mots d'ordre "irréalisables" dans le cadre du capitalisme. Pour le premier, un tel mot d'ordre devenait par là même illusoire, voire dangereux, tandis que pour le second il impliquait, tout au contraire, une dynamique socialiste et révolutionnaire (4). Une telle divergence recoupait celle (plus

1. Lénine, *Oeuvres*, t. 21, p. 352 et 354.
2. *Ibid.*, p. 355.
3. Cf. les vues de Liszt relatées par Trotsky, *Le droit des nations*, *op. cit.*, p. 10.
4. Voir le résumé de la divergence sur cette question in : L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, t. I, Paris, 1969, p. 94.

fondamentale) sur la question de la "révolution permanente" et de la dynamique transitoire des mots d'ordre démocratiques et révolutionnaires.

APRES OCTOBRE 1917

6. Après Octobre 1917, et avec la création de l'Internationale communiste en mars 1919, la perspective avancée par les dirigeants soviétiques devenait celle de la fondation de la "République fédérative mondiale des Soviets" (1). Elle était au fond ce que Lénine avait appelé les Etats-Unis de l'Univers dans son article de 1915, mais sous une forme plus explicitement fédéraliste. Cette démarche a toutefois impliqué au préalable une "conversion" de Lénine aux principes fédéralistes comme solution aux questions nationales héritées de la Russie tsariste. Cette conversion n'a, à notre connaissance, pas été étudiée en profondeur. Or, la pensée de Lénine à ce sujet n'a nullement été invariable. Il ne faut pas oublier que, jusqu'en 1918, Lénine était resté particulièrement hostile à toute forme de fédéralisme (2), auquel il opposait le "centralisme démocratique", né, à l'origine, dans le régime intérieur du parti en tant qu'association volontaire (3), mais érigé par la suite par lui au niveau de principe de gouvernement et d'organisation de l'Etat (4). Une telle conception était évidemment en contradiction avec le principe fédératif (5) qui ne pourrait, au mieux, se concilier qu'avec une multiplicité de centralismes, démocratiques ou non.

1. Lénine, La Fondation de l'Internationale communiste, (6 mars 1919), *Oeuvres*, t. 28, Paris-Moscou, 1961, p. 510. Voir également t. 29, 1962, p. 498, etc.
2. Lénine, *Oeuvres*, t. 20, p. 39-40, 233 ; t. 25, p. 463-464.
3. Lénine, *Oeuvres*, t. 10, Paris-Moscou, 1967, p. 166, 395.
4. Lénine, *Oeuvres*, t. 20, p. 39, 233 ; t. 25, p. 465. Il faut toutefois remarquer que,quand Lénine se risque à rédiger un projet de loi sur l'égalité en droit des nations en 1914, il "oublie" de mentionner le principe de "centralisme démocratique". Cf. *Oeuvres*, t. 20, p. 292-294.
5. Bien que la constitution de l'URSS de 1977 affirme à la fois que l'organisation de l'Etat est conforme au principe du centralisme démocratique (article 3) et que l'URSS est constituée selon le principe du fédéralisme socialiste (article 70), ceci nous semble une contradiction dans les termes. Cf. Hélène Carrère d'Encausse, "Lire la nouvelle Constitution", *Le Monde Diplomatique*, juillet 1977, p. 9-10.

On peut vraisemblablement voir une étape de cette conversion dans l'affirmation faite par Lénine dans sa première ébauche des *Tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, selon laquelle fédéralisme et centralisme ne sont nullement contradictoires (le premier étant souvent une transition vers le second) (1), alors que le texte définitif de l'article publié sous ce titre était muet sur la question (2). Peu de temps après, en effet, le fédéralisme devenait principe constitutionnel au niveau de la R.S.F.S.R. (Constitution adoptée en juillet 1918 par le Ve Congrès des Soviets de Russie).

7. L'idée d'une République fédérative mondiale des Soviets (dont la R.S.F.S.R. ferait partie) impliquait un fédéralisme à plusieurs niveaux (fédérations adhérant à une "super-fédération"). En feraient partie la Fédération balkanique et d'autres fédérations encore. Lorsque plus tard le premier projet de la constitution de l'URSS fut élaboré, Lénine utilisa en ce sens l'expression de fédération des Républiques soviétiques "d'Europe et d'Asie", comme premiers pas vers la République fédérative mondiale. Cette conception était aussi très largement celle des autres dirigeants bolcheviks. L'unité de conception des dirigeants bolcheviks est attestée par les points de vue d'auteurs aussi différents que Bukharin et Preobraženskij. Pour Bukharin, les "Républiques soviétiques prolétariennes naissantes" doivent s'unir et s'intégrer, économiquement et politiquement, et se diriger vers la "dictature mondiale du prolétariat", qui se transformera ensuite en "système mondial de la société communiste" (3).

Si Bukharin envisageait cette union essentiellement en fonction de la nécessité pour les nouveaux Etats, une fois établis, de se défendre, Preobraženskij, en revanche, présente, dans ses "vues sur

1. Lénine, *Oeuvres*, t. 27. Paris-Moscou, 1961, p. 214. La déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, du 4 (17) janvier 1918, prévoyait déjà que la République russe serait une fédération.
2. Lénine, *Oeuvres*, t. 27, p. 243 et s. (l'article fut publié le 28 avril 1918, alors que les travaux préparatoires pour la 1ère Constitution de la R.S.F.S.R. étaient en cours. La Commission de rédaction avait été formée le 1er avril 1918 et le premier projet adopté le 19 avril 1918.
3. N. Boukharine, *Economique de la période de transition*, Paris, EDI, 1976, p. 194-196.

l'avenir de la Russie et de l'Europe" (sous-titre de son ouvrage intitulé *De la NEP au socialisme*), un tel développement comme le fruit de la guerre civile en Europe qui entraîne d'abord la formation d'une alliance militante, puis d'une alliance économique : la "fédération des Républiques soviétiques d'Europe" (1). Mais il n'en reste pas moins que dans la première moitié des années 1920 l'ensemble des dirigeants soviétiques partageaient cette conception, liée à une vue commune sur le développement de la révolution socialiste en Europe et dans le monde.

Par ailleurs, ces conceptions reposaient chez certains sur une vue prospective impliquant la marche parallèle du dépérissement des Etats et de la fusion des peuples : la conception des bolcheviks quant à l'avenir socialiste et au dépérissement des peuples était résumée ainsi par Bukharin en 1915 : "A l'idée de défense ou d'extension des frontières de l'Etat bourgeois, qui paralyse le développement des forces productives de l'économie mondiale, se substitue le mot d'ordre de la suppression des frontières nationales et de la fusion des peuples en une seule famille socialiste" (2).

LES ETATS-UNIS D'EUROPE ET L'URSS

8. Ce n'est toutefois qu'en 1923 - avec l'occupation de la Ruhr et l'agitation nationaliste et révolutionnaire qu'elle entraîna - que l'Internationale Communiste déterra explicitement le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Après l'occupation de la Ruhr, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe fut adopté par l'Internationale Communiste sur la base d'une proposition de Trotsky, faite en juin 1923.

Dans l'argumentation employée par Trotsky pour convaincre l'Internationale Communiste de reprendre à son compte le mot d'ordre des

1. E. Preobrajensky, *De la NEP au Socialisme*, Paris, 1966, p. 122. Le noyau des divergences entre Boukharine et la gauche bolchevique (E.A. Preobrajensky) a été bien exposé dans la présentation de J.L. Dallemagne au recueil de N. Boukharine, *Le Socialisme dans un seul pays*, Paris, 1974, p. 7-33.
2. N. Boukharine, *L'Economie mondiale et l'impérialisme*, Paris, 1928, p. 171.

Etats-Unis socialistes d'Europe, il faut mentionner d'abord le rôle joué par les Etats-Unis d'Amérique sur le plan mondial (1) et ensuite la nécessité de donner à la lutte que menait l'Internationale contre le Traité de Versailles un contenu qui se différenciait de toute forme de chauvinisme et de nationalisme (2).

On ne doit pas oublier le fait qu'au moment où Trotsky écrivait son article de discussion de juin 1923, le parti communiste allemand adoptait ce qu'il est convenu d'appeler la "ligne Shlageter", c'est-à-dire la politique d'ouverture au nationalisme de droite inaugurée par Karl Radek. La proposition des Etats-Unis d'Europe représentait un coup de barre "à gauche" par rapport à ces ouvertures "à droite" (3). On peut donc y voir un double mouvement : un mouvement allant dans le sens d'une solution fédérative à la question nationale en Europe ; un autre allant dans le sens de la lutte contre le nationalisme. La démarche de Trotsky était strictement subordonnée à une vision d'ensemble de la révolution socialiste et européenne. Mais elle correspondait à une conception qui, officiellement, était encore celle que partageait l'ensemble des dirigeants soviétiques. La structure "ouverte" du fédéralisme dans la première Constitution de l'URSS à la même époque, l'appel à l'accès dans l'Union de toutes les républiques soviétiques déjà existantes, "de même que celles qui pourraient naître dans l'avenir" et l'affirmation de l'inéluctabilité de l'avènement d'une "république socialiste soviétique mondiale", en témoignent sur un plan plus général.

1. L. Trotsky, "Is the Time Ripe for the Slogan : The United States of Europe ?" in : *The First Five Years of the Comintern*, vol. 2, New York, 1953, p. 343 et s. ; L. Trotsky, *Europa en Amerika*, Gent, De Proletariër, 1927.
2. L. Trotsky, *The First Five Years..., op. cit.*, p. 341 ; voir aussi *Ecrits 1928-1940*, t. III, Paris, p. 43.
3. On est frappé du fait que des historiens avertis tels E.H. Carr ou P. Broué, qui décrivent très bien l'adoption de la "ligne Schlageter" par le P.C.A., ne rapprochent jamais la proposition de Trotsky de ces développements, alors que seuls quatre jours séparent la publication des extraits du discours de Radek dans la *Rote Fahne* (26 juin) de celle du texte de Trotsky dans la Pravda (30 juin). Cf. E.H. Carr, *The Interregnum*, Harmondsworth, Penguin, 1969, p. 185 et s. ; P. Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Paris, Ed. de Minuit, 1971, p. 688 et s.

9. La question du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe n'a pas - contrairement à ce qu'a plus tard affirmé Trotsky (1) - disparu des positions de l'I.C. après la défaite de la révolution allemande de 1923. Les thèses adoptées par le VIe Comité Exécutif Elargi de l'I.C. en février-mars 1926 y faisaient explicitement référence, dans des termes d'ailleurs très proches de ceux utilisés par Trotsky : nécessité d'affranchir la classe ouvrière d'Europe occidentale du double joug du capital national et du capital des Etats-Unis; fédération des peuples d'Europe sur la base de la reconnaissance absolue du droit des nations à disposer d'elles-mêmes; alliance des Etats-Unis socialistes d'Europe à l'URSS (2). Lors des séances de l'Exécutif, ce furent les Hongrois, Bela Kun (3) et "Pepper" (Pogany) (4) qui prirent sur eux de défendre cet aspect du projet de thèses, en insistant tous deux particulièrement sur l'accroissement de l'hégémonie des Etats-Unis d'Amérique sur l'Europe et sur la nécessité de combattre cette hégémonie. Tant dans son intervention que dans une brochure qui en développe ultérieurement le contenu, Pepper présenta les Etats-Unis socialistes d'Europe comme une forme de la "dictature du prolétariat", à la différence du mot d'ordre discuté par Lénine en 1915, qui aurait eu une "base capitaliste" (5) et qui, en cas de réalisation, aurait été dirigé contre le capitalisme américain "ascendant" et "progressiste" aux yeux de Lénine (6).

Ainsi, aux yeux de l'I.C. et du groupe des "Hongrois" qui y exerçait un rôle décisif en 1926, c'était la conquête de l'hégémonie par les Etats-Unis sur l'Europe qui justifiait l'adoption du mot d'ordre

1. L. Trotsky, "Disarmament and the United States of Europe" (4 octobre 1929), in : *Writings of Leon Trotsky (1929)*, New York, Pathfinder, 1975, p. 355.
2. "Sur les problèmes actuels du mouvement communiste international" (Thèses adoptées par le VIe Exécutif Elargi de l'I.C.), in : *La Correspondance internationale*, n° 64, 25 mai 1926, p. 692-693.
3. *La Correspondance internationale*, n° 36, 19 mars 1926, p. 333 et s.
4. *Ibid.*, n° 33, 13 mars 1926, p. 308-309.
5. J. Pepper, "Les Etats-Unis de l'Europe socialiste" (1926), in : *Les Etats-Unis socialistes d'Europe*, *op. cit.*, p. 23-27. Sur J. Pepper et son rôle dans le P.C. des Etats-Unis et dans l'Internationale Communiste, on peut consulter James P. Cannon, *The First Ten Years of American Communism*, New York, 1962, p. 76 et s.
6. J. Pepper, *op. cit.*, p. 34 ; *La Correspondance internationale*, n° 33, p. 309.

des Etats-Unis d'Europe. L'argumentation visait à justifier directement le rejet de ce mot d'ordre par Lénine en 1915 (et à critiquer indirectement son adoption à l'époque par Trotsky), mais, en ce qui concerne sa substance, elle était en plein accord avec les arguments nouveaux que Trotsky avançait de son côté en faveur de ce même mot d'ordre (1), et que ce dernier maintint jusqu'à l'éclatement de la crise économique de 1929 (2).

10. Ce n'est qu'à partir de l'Exécutif Elargi de novembre 1926 que le mot d'ordre en question - sans pour autant disparaître - acquit une place tout à fait secondaire, devenant une banale réponse verbale développée autour des thèmes soulevés notamment par Coudenhove-Kalergi (3). Dès lors, les Etats-Unis socialistes d'Europe devinrent un simple thème de propagande dirigé contre les partis sociaux-démocrates, tantôt accusés de pro-américanisme, tantôt de défense des intérêts de leurs bourgeoisies nationales. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe était de plus en plus subordonné à la question de la défense de l'URSS, patrie du "socialisme en seul pays", ainsi

1. Cf. L. Trotsky, "Is the Time Ripe for the Slogan : "The United-States of Europe ?" (30 juin 1923), in L. Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*, Volume II, New York, Pioneer, 1953, p. 341-346 ; L. Trotsky, discours "Europe et Amérique" (15 février 1926), in : *Europa en Amerika*, Gent, De Proletariër, 1927, p. 53-99 ; Voir aussi "Les voies de la révolution européenne" (11 avril 1924), dans le même ouvrage, p. 115-117
2. Cf. L. Trotsky, *l'Internationale Communiste après Lénine*, t. I, Paris, 1969, p. 88-93. Voir également "Disarmament and the United States of Europe", écrit le 4 octobre 1929, c'est-à-dire quelques jours avant la débâcle de la bourse de New York, *op. cit.*, p. 346 et s.
3. N. Boukharine, "Stabilisation capitaliste et révolution prolétarienne" (Rapport à la VIIe session de l'Exécutif élargi), *La Correspondance internationale*, n° 131, 7 décembre 1926, p. 1639 ; voir aussi les "Thèses sur la situation internationale et les tâches de l'Internationale communiste", même source, n° 25. 20 février 1927, p. 326. A la VIIIe session de l'Exécutif élargi il y eut toutefois une brève discussion entre A. Treint (dirigeant du PCF lié à Zinov'ev) et Pepper (défendant les positions de Bukharin et de la majorité) : cette discussion ne portait pas sur l'appréciation du mot d'ordre comme correcte ou non mais sur le caractère plus ou moins grand (position de Treint) du danger de la formation d'une alliance anglo-européenne dirigée contre l'URSS. Cf. *La Correspondance internationale*, n° 136, 17 décembre 1926, p. 1711-1713.

qu'en témoigne l'échange entre Treint et Pepper (1) ainsi que la discussion entre Zinov'ev et Staline à propos de la question du "socialisme en un seul pays" à la lumière de l'article de Lénine de 1915 (2). Toute articulation entre le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe et le caractère fédéraliste de l'URSS disparaissait dès lors.

11. Par la suite, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe devait effectivement être complètement abandonné et disparaître du programme officiel adopté par l'I.C. à son VIe Congrès en 1928 (3), pour devenir effectivement l'apanage de la seule oposition de gauche inspirée par Léon Trotsky.

CONCLUSIONS

12. Il résulte de ce bref examen que la question des Etats-Unis d'Europe, telle qu'elle a été développée dans la propagande des révolutionnaires russes était liée à leur conception générale de la question nationale et de sa subordination aux intérêts de la classe ouvrière internationale. Nous croyons avoir montré que ce n'est qu'après sa conversion au "fédéralisme" que la position de Lénine sur le "fédéralisme ouvert" caractérisant l'URSS et sa première constitution s'est définitivement fixée. Nous croyons également avoir montré que l'adoption par l'Internationale Communiste du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe s'inscrit dans ce même cadre, tandis que son abandon ultérieur fut le résultat inéluctable de la mise à l'avant-plan des intérêts des Etats de l'URSS en tant que "patrie du socialisme dans un seul pays" et de sa "désarticulation" par rapport au projet que la première Constitution de la R.S.F.S.R. recelait implicitement, et que la première Constitution de l'URSS affirmait explicitement.

1. Voir note précédente, *in fine*. Voir aussi l'intervention de Kourella, *La Correspondance internationale*, n° 138, 20 décembre 1926, p. 1749-1751.
2. Discours de Zinov'ev, même source, n° 4, 10 janvier 1927, p. 66-67 ; Discours de clôture de Staline, *Ibid.*, n° 20, 11 février 1927, p. 269-270.
3. L. Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, t. 1, p. 93-102 ; L.T., Disarmament..., *op. cit.*, p. 346 et s. ; L.T., "Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne" (20 août 1931), in *Ecrits 1928-1940*, t. III, Paris, Ed. IVe Internationale, 1959, p. 42-43, etc.

LA PRATIQUE SUR LE TERRAIN

Mme Carrère d'Encausse

La séance de ce matin a été une séance théorique sur le marxisme et la nation ; la séance de cet après-midi est beaucoup plus pratique puisqu'elle traite de l'expérience soviétique. Compte tenu du nombre important de communications présentées cet après-midi, et de la variété des sujets traités, nous diviserons la séance en deux parties : la première portera sur des aspects concrets de l'expérience soviétique, la seconde sur le problème ukrainien.

M. Bensidoun,ayant écrit sa communication,me permettra de ne pas lui donner la parole ; (la vertu ne paye pas ; parce qu'il a été très régulier, on lui prend la parole). M. Chichlo nous présentera ses thèses sur la collectivisation en Sibérie. J'évoquerai alors la politique soviétique à l'égard des peuples du Nord. Je me ferai l'interprète de M. Bensidoun qui a eu la grande courtoisie de faire une communication très dense à travers laquelle il me sera aisé de poser un certain nombre de problèmes pour lancer la discussion.

M. Urjewicz

J'ai intitulé ma communication "Géorgie 1921-1922, un communisme national ?" pour une raison simple, car dans ce pays au cours de ces deux années s'est déroulée une expérience qui, à la lumière de l'histoire, prend toutes les apparences d'une tentative de communisme national. Il est d'abord nécessaire de revenir en arrière.

La Géorgie en 1921 est intégrée dans l'ensemble soviétique après trois années d'indépendance, qui ont vu la social-démocratie géorgienne, fer de lance de la social-démocratie russe, gouverner le pays, avec bien des difficultés, et tenter une expérience originale qui mériterait une étude particulière. Le pouvoir soviétique s'installe en Géorgie à la faveur d'une intervention armée. Il est évident qu'il n'y a pas eu de révolution et, en fin de compte, c'est l'Armée rouge qui a installé le pouvoir soviétique dans un pays effectivement fatigué, incertain sur son avenir. Pour le pays se pose le problème turc qui n'accepte pas le nouveau pouvoir.

Les dirigeants portés du jour au lendemain au pouvoir en Géorgie sont de vieux bolcheviks, parmi les anciens qui ont accompli "un stage de parti", selon l'expression consacrée en Union soviétique, et occupé des responsabilités importantes. Staline n'est pas en cause, pour le pouvoir direct en Géorgie, puisqu'il se trouve à Moscou où il exerce de grandes responsabilités. Ces dirigeants bolcheviks géorgiens avaient refusé la problématique autonomie, synonyme d'indépendance. Ce sont des centralistes, comme Mme Ter Minassian a caractérisé Stépan Chaoumian, des individus qui se sentent isolés dans cette masse menchevique, formant un petit parti qui a eu le plus grand mal à se développer, et qui se retrouve au pouvoir. Il est à noter la facilité avec laquelle ces individus qui se réclament d'un centralisme strict vont changer d'opinion, devenir tatillons, quelques jours seulement après avoir pris le pouvoir. Ils refusent les ingérences venues de Russie ou d'ailleurs, et se heurtent alors au pouvoir central, c'est-à-dire à celui de Moscou qui opère en Géorgie par la volonté d'Ordjonikidze.

Le pouvoir central n'a pas, au départ, une idée claire de ce qu'il faut faire en Géorgie. Effectivement, Odéplening envisage de céder le pouvoir aux mencheviks, en laissant Batoum sous la juridiction russe. Le problème essentiel pour les Russes est de contrôler Bakou, et l'acheminement vers l'étranger du pétrole qui passe par Batoum. Les problèmes économiques vont alors altérer les relations entre la Russie et la Géorgie ; pendant deux ans, une guérilla éclatera entre le Centre, Moscou et Tiflis. Elle provoquera une prise de conscience aiguë

des problèmes nationaux chez les dirigeants géorgiens qui vont s'interroger sur l'avenir d'un Etat soviétique indépendant, faisant partie d'une fédération. On n'en est pas encore à ce moment-là à l'Union soviétique, qui ne sera effective qu'en 1924. Ces dirigeants géorgiens devront donc faire face au mécontentement populaire, canalisé, exprimé par la social-démocratie, toujours puissante dans ce pays. Les bolcheviks géorgiens se trouvent ainsi dans une situation que les bolcheviks russes n'ont jamais connue. Ceux-ci prennent le pouvoir en 1918; très vite, la guerre civile éclate. Ils trouvent devant eux une social-démocratie, un parti menchevik bien affaiblis. En géorgie, la situation est différente. La social-démocratie est restée puissante, et peu de temps après la soviétisation, elle a repris force. Quotidiennement, il faut se justifier auprès de la population, et tenter de faire avaliser des décisions. Très vite, les dirigeants géorgiens doivent mener une politique autonome, théorisée par leurs dirigeants, en particulier par Boudou Mdivani qui émettra des considérations sur la nation et sur son activité économique. Les Géorgiens posent alors le problème de République autonome, sinon indépendante, dans le cadre d'une Fédération.

L'attitude de Lénine sera ambiguë, il s'intéresse peu aux discussions qui agitent le Caucase. Il est surtout intéressé par l'unification économique du Caucase, par le contrôle du pétrole, par la création de Batoum, comme port franc où les marchandises pourraient affluer pour une Russie encore très isolée. Mais en 1922 la situation se complique car la Géorgie se trouve relativement isolée au sein de la Fédération Transcaucasienne, ensemble politique économique, qu'on lui a imposée en 1922. Sa situation est spécifique. L'Azerbaïdjan étant le centre économique de la région grâce à son pétrole, Moscou tente d'en faire un centre politique. L'Arménie est un tout petit pays, affamé, dévasté, obligé d'accepter la centralisation comme le seul moyen, à court terme, de nourrir sa population. Les Géorgiens vont apparaître comme des égoïstes, refusant toute intégration, tout partage - la misère ne se partage pas,disent-ils - et vont lutter contre la Fédération Transcaucasienne. Au début, cette lutte est payante car ils détournent vite de ses objectifs la Fédération qui devient un corps sans vie, une série d'institutions qui tourne à vide. Moscou s'inquiète de cette situation et pare alors au plus pressé, c'est-à-dire aux pro-

blèmes économiques qui constituent la force de la centralisation. Ensuite, à propos des institutions de la Fédération soviétique, la lutte dure, et provoque dans le parti communiste géorgien une crise profonde. En octobre 1922, son Comité Central démissionne en signe de protestation. L'expérience de communisme national que les dirigeants géorgiens ont menée alors, pour certains à leur corps défendant, les a contraints par la situation interne à préconiser une politique différente. La puissance de la social-démocratie, le sentiment national, les ont poussés à privilégier les problèmes économiques, politiques, culturels, alors qu'en Ukraine au cours des années 1920, le problème essentiel c'est l'ukrainisation. Pour la Géorgie, de vieille tradition étatique, historique, où la langue est parlée par près de 65 % de la population, autant de Géorgiens qui habitent la République, le problème culturel ne se posant pas, très vite s'est posé le problème du pouvoir économique. Les dirigeants géorgiens, étant des marxistes, sont convaincus que le pouvoir économique contrôle tous les autres. Dans ces conditions, Moscou ne peut donc tolérer qu'un petit pays ait en 1922 sa monnaie, d'ailleurs florissante, un commerce extérieur autonome, etc. Dans un pays où le pouvoir politique se renforce, où les partis politiques ne coexistent plus, il est impensable que les choses continuent ainsi en Géorgie, où la social-démocratie jusqu'en 1922 jouit d'une certaine tolérance qu'elle a imposée aux autorités. Cette situation que les communistes géorgiens tentent de prolonger est une épine dans le pied du géant russe, et constitue un mauvais exemple.

M. Chichlo

Dans ma recherche, j'ai voulu montrer les problèmes de la collectivisation du point de vue national et je me suis cantonné au problème de la Sibérie. Ce pays a été une variante extrême dans ce problème de la collectivisation. Ce territoire est détaché de la Russie centrale. En Sibérie, il n'y avait pas de classe ouvrière ; elle constituait 1 % de la population ; on ne peut donc parler de dictature du prolétariat en Sibérie.

Au début de la collectivisation, la Sibérie avait 8 millions d'habitants environ dont 80 % de Russes. Mais certains parmi eux avaient gardé leurs cultures nationales, qui se trouvaient à un niveau de développement archaïque. Je n'emploie pas les mots de haut et bas en ce qui concerne le niveau culturel, ils sont dénués de tout fondement ethnographique. Du point de vue de la théorie marxiste, ces peuples n'avaient donc pas leur culture propre. Dans les ouvrages soviétiques on parle de leur évolution en employant l'expression "des ténèbres à la lumière". Dans ce contexte s'est produite la collectivisation qui fait suite à ces problèmes. Elle a été une destruction totale des cultures de Sibérie qui est évoquée dans les ouvrages soviétiques. Dans les ouvrages, dans la presse soviétique, cela s'appelle "le processus ethnique contemporain ou l'internalisation de la culture". Dans ma recherche, j'ai utilisé uniquement les sources soviétiques ; parmi celles-ci, le dernier livre, édité par l'Institut de Recherches Ethnographiques indique qu'aucun des peuples de Sibérie n'étudie la langue maternelle à l'école. Et ce processus, je l'appelle accroissement de l'entropie culturelle. Quand on parle d'égalisation des cultures, on peut dire que c'est une mort des cultures, la mort de la culture humaine.

Mme Carrère d'Encausse

Je vais essayer d'indiquer quelques pistes pour la discussion. Ce qui se dégage des communications, c'est une théorie, un projet soviétique de solution des problèmes nationaux, et la série de problèmes qui s'étaient posés à ce projet ont conduit le pouvoir soviétique à des solutions différentes ou ont abouti à des résultats qui dessinent une réalité soviétique que l'on entrevoit dès 1930, c'est-à-dire, au moment du processus de collectivisation, au coeur du travail de M. Chichlo.

Le projet soviétique ressort très clairement du travail que M. Bensidoun a fait, et où il a fort justement relevé que Lénine a été extraordinairement sensible aux problèmes des nationalités ; et devant l'ampleur des problèmes nationaux qui se sont posés au pouvoir soviétique, Lénine a été de plus en plus hanté par ce problème,

M. Bensidoun l'a fort justement relevé. La solution que Lénine entrevoit c'est tout de même celle qui consiste à apaiser les rancoeurs nationales par une politique égalitaire, par une volonté de donner à toutes les nations, à tous les groupes traversés par d'énormes difficultés, enfin à tous les groupes qui se sentent une personnalité particulière, de leur offrir une chance de développement autonome, de développement personnel de leur culture, de leur existence, et M. Bensidoun a fort justement cité les textes de Lénine, les derniers où il appelle ses successeurs à la tolérance, à la patience, à une attitude fraternelle face à ces nations. De cela découle un double projet : politique et culturel à court et moyen terme, mais pas à long terme, qui est logique dans la pensée des bolcheviks, pour une uniformisation de la société soviétique, de sa transformation du stade des différences nationales au stade d'une société nouvelle, soviétique, uniformisée. Alors, ce qui a heurté très tôt les bolcheviks, ou ce qui les a inquiétés, en particulier Lénine, c'est le communisme national auquel il se heurte chez les musulmans, M. Bensidoun l'a montré, au Caucase, comme vient de le montrer M. Urjewicz. Dans les deux cas, il s'agit, dans les années 1920, d'un projet politique. La protestation est avant tout politique même si elle se traduit en termes économiques avec la volonté de protéger l'existence économique de la nation.

Mais ce que les peuples musulmans caucasiens exigent, c'est le droit d'exister en tant que peuples constitués étatiquement. C'est pour cela que tous les projets ou tous les débats tournent autour de l'organisation d'un parti communisme turc, d'organisations politiques musulmanes, d'armée rouge musulmane, etc., autour du refus des Géorgiens de se fondre dans une fédération transcaucasienne. Chacun des peuples qui ont développé un communisme national a manifesté sa volonté d'exister culturellement, à part entière, totalement, dans un projet politique. Dès lors, il s'agit toujours de peuples, de véritables nations, ayant une vieille existence historique. M. Urjewicz l'a évoquée à propos des Géorgiens. Ce que les peuples mettent en avant à cette époque-là, c'est précisément la différence, celle de leur histoire, l'antériorité ou l'ancienneté, et le caractère total de la nation, sa vie culturelle, son héritage socio-économique, tout ce qui lui est propre.

Alors, dans les cas des peuples de Sibérie évoqués par M. Chichlo, on a une situation totalement différente ; il l'a dit tout à l'heure, on a des cultures de groupes ethnographiques, des cultures particulières qui ne constituent incontestablement pas des nations historiques.

Lorsqu'il évoquait le souvenir de ceux qui sont devenus les maîtres de l'ethnographie, ceux qui se sont penchés sur ces problèmes après avoir été déportés dans ces régions, il soulignait très justement que ce qui les a attirés - même si Lénine a été indifférent à cela - c'est la particularité qui caractérisait ethniquement, culturellement, dans le mode de vie, dans les croyances, les petits peuples dispersés du Caucase.

Chacun avait sa culture particulière - M. Chichlo le dirait mieux que moi et plus complètement - se différenciait des autres, et véritablement avait tout un patrimoine auquel se référer, à la veille de la révolution russe.

Il n'y a certainement rien de commun entre ces grandes nations historiques et ces petits groupes ethnographiques, et entre ces deux extrêmes on trouve toute une gamme d'ethnies dans l'immense territoire qui deviendra l'Etat soviétique. On trouve bien des situations, depuis la vieille nation constituée jusqu'au petit groupe qui a un vieux culte, qui constitue ses liens avec ses ancêtres, avec le lieu sur lequel il vit, avec ses coutumes. Ce qui est intéressant dans l'expérience soviétique, c'est l'intérêt porté par le pouvoir soviétique à ces problèmes en y appliquant la même idée, celle d'une promotion culturelle en droit, et d'une promotion culturelle destinée à aboutir - M. Chichlo l'a dit, et cela me paraît fondamental - à l'uniformisation de vieilles cultures nationales séculaires, ou de cultures quotidiennes, qui néanmoins avaient des fidélités extraordinaires aux groupes dont elles se réclamaient.

C'est autour de ces problèmes que nous pourrions discuter et voir ce qui sépare les communismes nationaux les uns des autres, ce qui est à la base de ces communismes nationaux, de souligner dans quelle

mesure ils traduisent la même volonté d'existence. Ensuite, nous nous interrogerons sur ces situations et sur cette définition, sur cette caractérisation, non pas théorique, mais réelle, des groupes existant sur le territoire soviétique comme groupes nationaux, sur leur habilité à tomber tous dans une même politique. Nous pourrions aussi nous interroger sur ce que M. Chichlo a souligné, qui nous paraît fondamental, sur les résultats d'une politique qui, appliquée à tous les stades de ces groupes, devait tout de même conduire aux mêmes résultats, d'ailleurs étranges.

Le projet soviétique c'est l'égalitarisme des cultures qui, dans les années 1920, signifie une langue pour chaque groupe ethnique, une langue dont il a le droit de disposer, non seulement le droit, mais le devoir, que les cadres doivent connaître. (On y reviendra à propos de l'Ukraine, car c'est remarquablement dit dans l'une des communications sur l'Ukraine). C'est un enseignement, c'est toute une tradition culturelle qui doit se développer, mais d'une façon transitoire pour déboucher sur une intégration dans une société où ces différences n'existent plus. On peut dire que l'intégration passe par des chemins divers dans un certain nombre de cas - c'est le cas des Etats musulmans, traité par M. Bensidoun - et par la dislocation d'un bloc musulman en Etats nationaux, en promotion de nations qui existent plus ou moins, et en développant des nations différentes là où, dans un premier stade, il y a une culture nationale. Elle passe au contraire par l'intégration de nations différentes au Caucase, dans une fédération transcaucasienne, ce qui paraît être exactement le contraire de ce qui se passe dans le monde musulman. Elle passe plutôt par la collectivisation, par la destruction des vieux modes d'existence, dans le cas des petits groupes ethnographiques.

Les résultats - on pourra en discuter - sont incontestablement différents selon le degré d'ancienneté et de résistance des groupes. M. Chichlo l'a dit, la conséquence de la collectivisation, c'est la disparition pratique des cultures et des langues des peuples du Nord. La conséquence de cette politique de promotion c'est un approfondissement de la conscience nationale et de ce qui la caractérise, c'est-à-dire des langues et de la connaissance du patrimoine, dans

les grandes nations historiques qui existent sur l'espace soviétique.

Il me semble donc que c'est ce qui permet à une nation, dans un projet intégrateur à une nation ou à un groupe plus ou moins grand de résister, d'exister, de maintenir son existence culturelle, ses traits particuliers. C'est pratiquement notre principal sujet de discussion). C'est autour de cela que notre discussion pourrait s'organiser. Je souhaiterais qu'on ne se braque pas sur un cas particulier, mais qu'on ait toujours les yeux présents sur la diversité, car ce qui rend l'expérience soviétique passionnante c'est précisément la diversité des cultures, des niveaux culturels, et des niveaux d'importance nationale. Ce qui fait la différence entre l'Union soviétique ou la Suisse, qui serait intéressante à étudier de ce point de vue, c'est précisément qu'on a cette large diversité avec un projet commun pour l'ensemble des peuples.

M. Popov

Je voudrais intervenir en relation avec les deux communications en prenant des exemples concrets actuels de Yakoutes par exemple ou de Tchouktches. Il semble que les Yakoutes aient bénéficié de la promotion d'une culture technique, et qu'ils ne soient pas du tout intéressés par la culture russe en tant que telle, mais plutôt intéressés par la culture ancienne de leurs contes, de leur folklore. A cet aspect s'ajoute le fait qu'ils semblent percevoir le problème des cultures nationales, ukrainienne, géorgienne, comme un égoïsme national de ces peuples vis-à-vis de la grande Union soviétique.

Je soulignerai ces deux aspects : d'un côté, le fait d'avoir bénéficié d'une promotion culturelle, au sens culture techniciste, et un retour vers le passé avec ses groupes folkloriques. D'un autre côté, le fait de ne pas avoir d'intérêt spécial pour la culture russe, mais par contre, au niveau de l'uniformité, sembler voir dans les nationalismes ukrainien ou géorgien un aspect d'égoïsme national par rapport au grand peuple soviétique.

M. Chichlo

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il ne faut pas oublier qu'il y avait beaucoup d'intérêts pratiques. Qu'est-ce exactement que la Yakoutie ? Ce pays était une sorte de colonie qui fournissait pratiquement presque tout l'or à l'U.R.S.S., dans les gisements de la Lena. Les Yakoutes sont différents des Tchouktches. Ceux-ci vivent près du détroit de Behring, c'est-à-dire près de l'Amérique. D'après le dernier recensement, ils sont environ 11 000, alors que les Yakoutes sont 268 000. Les Yakoutes constituent un peuple important qui, lors de la collectivisation avait déjà une réelle conscience nationale. Et comme l'a bien dit Mme Carrère d'Encausse, les Yakoutes constituent une nation alors que les Tchouktches ne sont qu'un groupe ethnographique. Les Yakoutes ont essayé de se séparer de la Russie lors de la déclaration des droits des peuples de l'U.R.S.S. Cette tentative n'a pas réussi ; elle a été brisée. Les Yakoutes avaient déjà leur alphabet et leur écriture, et le Yakoute qui a créé cet alphabet l'a fait, non pas en se basant sur l'alphabet cyrillique, mais en adoptant la transcription internationale, qui est mieux adaptée. C'est à ce résultat qu'ont abouti les spécialistes qui, par la suite, ont formé un alphabet unique pour toutes les populations. Les Yakoutes présentaient donc un certain danger pour leur nationalisme. De plus, la Yakoutie constituant en quelque sorte la plus grande république sur le territoire sibérien, sur lequel on trouve les plus riches gisements de matières premières, elle intéressait vivement Moscou du point de vue économique.

Aussi, quand les Yakoutes ont formé le parti des confédéralistes, ils ont demandé que la proportion de population yakoute vivant en Yakoutie en 1926, c'est-à-dire 82 %, soit respectée. Ils craignaient d'être progressivement submergés par les Russes et de voir leur culture disparaître. D'après le recensement de 1970, les Yakoutes ne constituent plus que 40 % de la population. Ce processus continue.

M. Popov

Je suis conscient qu'on ne peut comparer la Yakoutie avec la Tchoukotka, qui ont des populations différentes. J'ai voulu souligner l'existence chez ces deux populations d'une culture techniciste, qui n'est ni yakoute ni tchouktche. Alors, qu'est-elle ?

M. Chichlo

Du point de vue ethnologique, la culture est composée de traits qui permettent de différencier un peuple d'un autre. Si,sur le territoire de la Tchoukotka actuellement, on a des hôpitaux, des écoles, des terrains qui remplacent les rennes et les traîneaux, cela n'indique pas que la culture s'est maintenue. Il y a un fait caractéristique : au XVIIIe siècle, les Tchouktches étaient la seule ethnie qui n'avait pas permis aux Russes d'envahir leur territoire ; ils avaient repoussé leur avance. Ainsi, un chaman disait à un prêtre : "Vous, vous êtes russe, restez avec vos chevaux, et nous qui sommes Tchouktches, nous continuerons à vivre avec nos rennes, et que Dieu qui est unique se rende compte de quelle façon, vous qui êtes Russes et nous qui sommes Tchouktches remplissons notre tâche". Ce chaman, qui nous est inconnu, était certainement un personnage intelligent.

M. Portal

Il paraît difficile, à propos de ces petites ethnies de parler de problème national. On a dit tout à l'heure que les Tchouktches, et d'une façon générale ces petites ethnies, ne voulaient rien savoir de la culture russe ; mais ce n'est pas possible !

Nous avons eu à Paris la visite d'un Tchouktche qui était l'écrivain Rytkheou. On l'a interrogé, et quelqu'un lui a demandé, un peu naïvement : "Dans quelle langue écrivez-vous ?" A quoi il a répondu : "Nous sommes 16 000 ou 17 000, comment voulez-vous que je puisse vendre mes livres si je les écris en tchouktche ? Je les écris naturellement

en russe; j'écris aussi des poèmes en tchouktche". En ce qui concerne la transformation de ces cultures, il y a pour les toutes petites nationalités un mouvement irréversible que commande le développement économique. Les coutumes religieuses, sociales, se modifient, peuvent disparaître, par l'utilisation d'outils et de moyens de transport modernes : c'est le cas des pêcheurs et des chasseurs tchouktches.

Pour les nationalités plus importantes, par exemple les Yakoutes, au nombre de 250 000, le problème est différent. Mais quel que soit le désir des Yakoutes d'exercer une véritable autonomie, de garder une véritable supériorité dans leur pays, il faut considérer le fait que la Yakoutie fait cinq fois la France en superficie, et que la population yakoute est mêlée de plus en plus à des nationalités venues de l'extérieur : Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Tatars, etc. Les vrais problèmes nationaux concernent les nations anciennement constituées, historiquement constituées, et dont l'esprit national est renforcé encore par le développement même du pays.

M. Faye

Je voudrais faire quelques petites observations au sujet de ces deux interventions, car j'ai l'impression qu'une certaine confusion est intervenue, disons, dans la durée. Je rappellerai seulement un fait qui m'a été, à l'époque, signalé à chaud. C'est que, après la guerre civile, quand l'Armée Rouge a occupé la Sibérie, le problème des rapports avec ces nationalités sibériennes s'est posé. C'est notamment Krupskaja, qui était à ce moment-là ministre adjoint de l'Education, qui l'a posé à Lénine.

Qu'allons-nous faire de ces peuples qui n'ont pas d'alphabet, pas de grammaire, pas de langue organisée, écrite ? La réponse de Lénine fut très simple. Elle correspond d'ailleurs à quelque tentative faite déjà par des ethnologues russes, polonais, et autres, déportés en Sibérie, à savoir que c'est à nous, de constituer cette langue, de créer et d'enregistrer le vocabulaire, d'enregistrer leur syntaxe, de promouvoir ainsi cette culture, et de passer de cette culture traditionnelle

orale à une culture écrite. Il faudrait tout de même souligner que dans le dessein de Lénine, et dans la tradition du parti bolchevik, l'attitude à l'égard du problème national ne doit pas être trop simplifiée. Egalisation ne veut pas dire uniformisation. A plusieurs reprises, les Russes dans la fédération soviétique ont fait des concessions et accordé même des avantages particuliers aux anciennes minorités nationales opprimées, pour surmonter une méfiance légitime, héritée de l'époque tsariste.

Pour Lénine, lors de ses discussions avec Rosa Luxemburg, lors de son intervention au IIe Congrès du Komintern, il s'agissait de créer en U.R.S.S. un modèle de relations égalitaires entre les pays, entre les nations, qui avaient différents niveaux culturels. Il fallait non seulement créer en promouvant davantage ce qui est retardé par rapport à ce qui est avancé, mais créer un modèle projeté vers l'extérieur.

Dans le conflit grave qui oppose Lénine à Staline en 1922, sur la conception même des rapports nationaux, la structure de l'Union soviétique se profile à l'arrière plan. A l'immense masse des peuples plus ou moins engagés dans la lutte anti-impérialiste, il convenait d'offrir un modèle, et toute violation de ce modèle, tout abus venant de l'ancienne nation dominante constituaient un dangereux précédent pour l'action révolutionnaire dans les pays du Tiers-monde. Voilà le premier point de mon intervention.

Au sujet des bolcheviks géorgiens, évoqués par M. Urjewicz, j'ai quelques souvenirs personnels. Je ne crois absolument pas que l'équipe arrivée au pouvoir en 1921, après l'occupation de la Géorgie par l'Armée Rouge, était une équipe centriste, au contraire. On sait peu de chose de cette équipe, de cet appareil du parti communiste géorgien ; ce qui est sûr, c'est qu'il s'est situé sur les positions traditionnelles de Lénine, et sur celles du parti bolchevik telles qu'elles ont été, pour ainsi dire, légalisées dans les documents, et notamment dans la fameuse "Déclaration du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Pour avoir vécu cette période, je n'ai pas l'impression qu'il y avait au moment du conflit ouvert entre l'équipe Staline-Ordzonikidze-Dzerjinski et l'équipe Mdivani un renversement de positions de

l'équipe géorgienne. Celle-ci estimait nécessaire la création d'une fédération avec à la base une large autonomie économique, culturelle, politique, avec un parti bolchevik, centraliste, chargé plutôt de coordonner, de surveiller, que d'imposer un modèle unique.

Dernière remarque, qui concerne plutôt le livre de Mme Carrère d'Encausse. Il serait erroné de confondre la notion actuelle de la nation soviétique, d'une uniformisation de tous les peuples soviétiques, avec l'idée qu'avait Lénine de leur égalitarisation. Il y a là une contradiction formelle ; quant aux rares allusions de Lénine à la disparition des nations dans un futur très lointain, c'est un vague écho de la tradition manchestérienne, qui traîne encore depuis le Manifeste communiste ; il n'a jamais joué un rôle réel dans la politique nationale des bolcheviks.

Mme Carrère d'Encausse

Je voudrais souligner un point que vous avez soulevé au début, qui me paraît important, sur la politique bolchevique jusqu'en 1922, c'est-à-dire tant que Lénine en était maître sur le plan culturel, dans la mesure où nous nous intéressons aux problèmes culturels.

La politique soviétique me paraît caractérisée, entre 1917 et 1922, par le fait qu'elle échappe complètement aux théories. Elle est confrontée à la réalité que les bolcheviks découvrent jour après jour sur le terrain, qui est précisément la diversité des situations, ethniques, culturelles, sociales, etc., et un espace qui permet une certaine déperdition du pouvoir dans une période où il est encore fragile puisqu'en 1921 seulement, il se stabilise. Il faut introduire une différence entre les idées générales de Lénine selon lesquelles il faut faire cohabiter les nations en effaçant les rancoeurs, les différences. Il a déclaré qu'il fallait que "le grand" se souvienne de ses responsabilités antérieures, pour être sur l'égalitarisme plus pointilleux que "le petit". Son chauvinisme était bien plus intolérable que celui du "petit". Dans la pratique, et cela me paraît fondamental, Lénine déclare, en 1919 : "Donnez-moi une carte de l'Asie Centrale, que je comprenne

ce qu'il y a dedans". Quand il s'agit d'organiser territorialement l'Asie centrale, de connaître les cultures, il demande des compléments d'information car il connaissait surtout les nations situées à la frontière occidentale de l'Empire des tsars; les autres faisaient partie d'un ensemble un peu complexe, plutôt attardé, sur lequel il avait peu d'idées.

Sur les grandes nations qu'il découvre, il a une idée très précise. Selon lui, il fallait rompre avec cet ensemble musulman qui s'esquissait à partir de 1920. Il n'y a pas que l'idée de l'égalitarisme, il y a chez lui une volonté très nette d'empêcher un bloc musulman de se créer. Dans le cas des groupes ethnographiques, peu de gens s'y intéressent, car c'est le domaine des savants ou de ceux qui ont vécu sur le terrain, et avec une certaine improvisation se penchent sur le problème en savants placés dans une position exceptionnelle, assurés de faire des choses étonnantes, en particulier d'organiser la promotion, l'instruction, "la scripturisation" de peuples qui n'ont pas de langue écrite. C'est la chance des ethnographes et des linguistes de faire des choses exceptionnelles. Et ils les font dans une certaine liberté, car jusqu'en 1925, chacun découvre, chacun a son petit domaine d'expérience, et il y a le désir de fabriquer des nations.

Ensuite, il y aura une politique cohérente dans laquelle on essaiera de fonctionner d'une façon plus rationnelle et plus uniformisée, et d'appliquer cela à l'ensemble soviétique. C'est le moment où on dote les gens de langue écrite sans savoir très bien si elle convenait à 12 000 personnes. Il y a tout de même des groupes de 200, 500 personnes pour qui on a tenté de forger des écritures : cela descend très bas dans les hiérarchies. Il est clair d'ailleurs que quand les gens sont 200, 2 000 ou 12 000, ils se sont aperçus qu'ils constituent un frein à leurs relations avec d'autres groupes. Il faut séparer d'ailleurs le folklore de la culture véritable. Des groupes ethnographiques souvent ont le sentiment qu'ils ne peuvent se servir de cette langue pour communiquer. C'est un moyen d'identification propre à leur groupe tout aussi variable que les traditions, le mode de vie, et le passage d'un élevage de rennes, traditionnel, à un élevage du renne, collectivisé, brise beaucoup plus leurs traditions que de parler russe. Ils ont apporté leur adhésion dans

la mesure où cela leur est apparu important, l'isolement étant intolérable. La nécessité impose de ne pas se tromper dans la durée. Il y a en effet une période assez étonnante, celle de 1917-1925, où bien des choses sont possibles pour les petits peuples ou pour les petits groupes ethnographiques, moins de choses sont possibles pour les grands peuples. Pour ceux-là, un problème politique se pose, et leur situation est analysée en termes politiques. Il semblait fabuleux effectivement, de faire accéder à la culture écrite, à la civilisation moderne, des groupes ethnographiques éloignés qui,n'ayant aucune écriture,dessinaient sur des écorces d'arbres.

M. Urjewicz

Pour la Géorgie, M. Faye ayant posé le problème, lorsque je dis "centraliste", je pense plutôt à mouvance luxemburgiste. Ce sont des gens qui jusqu'en 1920, bien des textes l'attestent, refusent le principe de l'indépendance; peut-être, comme l'a remarqué ce matin Mme Ter Minassian pour les Arméniens, parce que l'indépendance a été proclamée par les ennemis du moment que sont les mencheviks. Il n'empêche que, jusqu'en 1920, les bolcheviks de Géorgie, suivant d'ailleurs une tradition de centralisme au sens social-démocrate que connaît le Caucase de l'époque, se refusent au dilemme indépendance-autonomie. Ils vont même résister longtemps à la formation d'un parti communiste de Géorgie, pour affirmer qu'ils étaient sur ce point de parfaits léninistes; qu'ils aient été d'accord avec Lénine sur d'autres points, j'en conviens. Pour le problème national, une correspondance entre les Géorgiens et Lénine l'atteste : il y eut de sérieuses frictions. Pour les idées de Lénine et leur impact dans le parti, Lénine en 1913, et sûrement bien après, parle un peu dans le vide.

Pour les nationalités, les différents groupes bolcheviks confrontés aux nationalités notent surtout,dans le Caucase, une forte résistance aux idées avancées par Lénine,en particulier celles exprimées dans ses écrits de 1913 et de 1916. Pour les Russes, je suis sceptique car j'ai l'impression que les Russes membres du parti sont pour l'égalité de toutes les nations dans un monde meilleur qui se construira

dans l'avenir, mais se rendaient-ils vraiment compte de ce que tout cela impliquait ? Je n'en suis pas très sûr.

Les Géorgiens sont léninistes, a posteriori, dans la mesure où certains découvrent les écrits de Lénine de 1913 et de 1916 sous la lumière nouvelle du pouvoir, du problème qu'il pose aux bolcheviks. Par la suite, ils vont se servir de ces écrits pour affronter Ordjonikidze. Il serait abusif de le charger ainsi que Staline de tous les péchés. A Moscou, on a une volonté très nette de centralisation, ne serait-ce que pour des raisons économiques.

Pour Lénine, les écrits de la fin de 1922 montrent un Lénine désespéré, ceux du début de 1923 montrent un Lénine également désespéré par le Parti et par la bureaucratie qui s'incruste partout, mais leur étude révèle un "retour en arrière", pour les républiques. Il est prêt à leur accorder une grande autonomie, et il conçoit un Etat fédéral qui ne contrôlerait que l'armée et la diplomatie, mais le parti est toujours omniprésent, et doit tout contrôler. Le parti unique étant ce qu'il est dans l'Etat soviétique des années 1920, pose les limites de la réflexion extrêmement sincère de Lénine.

M. Bogdanović

Il y a aussi le cas de trois millions de Tadjiks qui n'a pas encore été évoqué. Lorsqu'on parle des peuples qui n'ont pas eu d'écriture, il faut aussi parler des peuples qui ont une culture millénaire. Faut-il signaler l'inexistence d'études, l'absence d'enseignement dans l'Université française relatif à la culture tadjique inséparable de celle des Ouzbeks ?

M. Fišera

Je voudrais revenir à ce qui a été dit aussi bien par Mme Carrère d'Encausse que par M. Portal, et qui a rejailli dans la discussion.

Je pense que la discussion est à deux niveaux. On parle de questions d'histoire de l'Union soviétique, et les interventions montrent qu'il y a quand même derrière chaque intervention, un problème de choix méthodologique, voire de choix idéologique, en particulier sur les éléments constitutifs d'une nation, sur la différence entre nation et ethnie, sur la place de la langue. Est-ce que la langue est centrale dans la définition de la nation ? On a entendu dire tout à l'heure que lorsqu'il s'agit de 13 000 personnes, il vaut mieux, pour sauver le patrimoine culturel, abandonner peut-être la langue. On ne peut pas être d'accord là-dessus, mais je pense qu'on ne pourra pas éviter une réflexion très précise, approfondie,sur ces questions de terminologie, car tel est le poison qui empêche les études sur les nationalités, sur le phénomène "nationalitaire", de se développer véritablement. Par exemple, si l'on admet que la thèse des bolcheviks au début de la révolution, entre 1917 et 1924, ou même entre 1917 et 1922, qui mettait la langue au niveau central, était une thèse erronée, qu'il y avait d'autres manières de promouvoir, voire de sauver une culture, cela implique un regard particulier, surtout après 1924. Il y a en effet une manière folklorique de promouvoir les nationalités, au besoin de permettre un enseignement de l'histoire nationale ou de la littérature nationale dans la langue nationale. Aussi, on retrouve, par une espèce de boomerang de l'histoire, le retour de la langue, dans le *Samizdat* ou aux niveaux officiels les plus élevés : ainsi, lors du "Printemps de Prague", pour les Slovaques et même pour les Tziganes. Cette revendication de la langue revient, même chez des groupes aussi faibles que les Tziganes ou les Serbes de Lusace en Allemagne de l'Est, qui n'ont pas le droit de donner des cours de mathématiques dans leur langue nationale.

Je voudrais ajouter à cela une interrogation qui en est une pour moi, c'est cette espèce d'impasse que fait le mouvement ouvrier, en particulier la tradition communiste, non seulement sur cette question du fédéralisme, mais sur la question du bilinguisme, du bi-culturalisme basé sur le bilinguisme. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de véritable réflexion sur un bilinguisme réel, je ne parle pas des chants et danses nationaux où l'on entend des refrains dans la langue "minoritaire" et où le programme vous est vendu en russe ou en allemand, fût-ce en est-allemand ? Comment se fait-il ? Pourquoi passe-t-on de la langue du

parti pour le journal, et les universités qui font la promotion sociale, aux refrains en langue nationale ? Il y a pourtant une forte tradition, espérantiste par exemple, dans le mouvement ouvrier, en particulier en Russie et dans les Pays Baltes.

M. Vilar

Je voudrais dire que pour quelqu'un qui s'intéresse aux problèmes nationaux en général, et qui ne connaît pratiquement rien aux problèmes posés ici, j'avoue après ce qui vient d'être dit, que je me pose encore quelques questions. Je voudrais en poser une en particulier à Mme Carrère d'Encausse, à propos de son dernier livre.

Mme Carrère d'Encausse

Excusez-moi, mais je crois que nous sommes en dehors de la discussion.

M. Vilar

Pas du tout. Vous avez écrit que l'Union soviétique réunit une centaine de groupes, sans préciser (avec raison, je crois) la diversité de leur nature (ethniques, linguistiques, nationaux...) : 194 en 1920, 126 en 1926, 94 ou 91 aujourd'hui. Ce déficit d'une centaine résulte-t-il d'une liquidation physique, culturelle, administrative, linguistique ? On aimerait le savoir.

J'attendais une réponse du travail de M. Chichlo sur la Sibérie. Je n'y trouve, à la fin, que quelques statistiques du type : à telle date, à telle autre, tant de Russes, tant d'autochtones. C'est un problème très différent. Et qu'appelle-t-on "collectivisation" pour des groupes qui, je suppose, n'avaient jamais connu la propriété privée ? Je sais qu'il est difficile de résumer de longues recherches en quelques minutes. Mais des comparaisons ne nous aideraient-elles pas ? Je pense

à la conquête de l'Amérique : petit nombre de nouveaux venus se heurtant à des groupes totalement différents dans leurs structures sociales, culturelles, psychologiques. A la fin de l'exposé de M. Chichlo je croyais entendre Claude Lévi-Strauss pleurer sur les "ethnocides" américains. Or, ici, on nous parle beaucoup de Lénine, d'idéologies. Cela m'intéresse, certes, mais où sont les processus concrets, soit de conservation, soit de suppression de groupes précis ?

M. Chichlo

Il existe une différence entre les points de vue marxistes et les points de vue non-marxistes concernant le problème des nationalités, et voici quelle est cette différence. On peut se souvenir comme exemple de la Scène de Dostoïevsky, dans *Les Frères Karamazov*, entre le Grand Inquisiteur et Ivan Karamazov. Celui-ci dit qu'il rend son billet, qu'il refuse de rentrer dans le royaume divin, si cette entrée doit être payée par le sang ou les larmes d'un seul enfant innocent. Notre conception est de nous dire : après tout, les Tchouktches ne sont que 11 000, qu'est-ce que cela peut bien faire s'ils disparaissent ? Mais nous aurons, en revanche, le communisme.

Les marxistes ne voient dans la nation que les aspects économiques, politiques, idéologiques, etc. Cela représente à leurs yeux le plus important. Nous avons de la chance, nous qui sommes ici, d'être nés, soit Français, soit Russes, et de ne pas être de nationalité tchouktche ou bororo. Et ce n'est pas notre mérite si nous sommes nés Français ou Russes ; et tous les peuples, parmi lesquels le peuple français, se sont progressivement formés par l'afflux de divers peuples, mais selon un long processus, donc normal.

Si l'on prend l'exemple de la Tchoukotka en 1926, il y avait 10 000 Tchouktches et 400 Russes, alors qu'au recensement de 1970, les Russes sont 101 000 et les Tchouktches sont toujours 11 000. Pour un peuple qui avait une culture archaïque, un tel coup en 30-40 ans à peine, c'était terrible. Mme Carrère d'Encausse a raison de faire remarquer qu'en 1920, le modèle de nation que l'on avait instauré s'est révélé

très différent un peu plus tard. Les ethnographes comme Bogoraz ou Arsenjev avaient proposé la création de réserves afin d'éviter cette intrusion si forte de peuples étrangers dans les cultures. Bien sûr, ils tenaient compte des côtés positifs et négatifs des réserves qui existaient en Amérique et dont ils connaissaient l'existence. Aussi, lors de la période soviétique, on aurait pu continuer à élever le niveau de ces peuples, mais de façon beaucoup plus lente, et si, même aujourd'hui, ils ne sont pas tous capables d'étudier les mathématiques, ils auraient quand même réussi à conserver leur culture et à se développer normalement. Les projets de ces ethnologues furent rejetés.

Lénine avait donc posé la question de savoir ce qui était le plus important, la langue par exemple. Il faut signaler à ce sujet qu'il y a deux peuples en Sibérie dont la langue est en quelque sorte énigmatique, c'est-à-dire qui ne peut être rapportée à aucun groupe linguistique connu, celle des Kêts et des Youkaghirs. Lénine disait : "Nous ne voulons pas faire entrer les gens au paradis au moyen du gourdin". Mais c'est le contraire qui s'est passé, dans la mesure où, dans les écoles, on étudie de plus en plus le russe, et où la langue des Kêts a presque disparu.

Mme Ter Minassian

J'ai eu le sentiment que les interlocuteurs ne se comprennent pas très bien. Sur l'appréciation de l'oeuvre de Lénine et des bolcheviks en faveur des petites ethnies et des nations en formation, on peut constater l'existence de deux positions nettement tranchées. Celle de M. Chichlo qui est un ethnographe, celle de M. Vilar qui est un historien. Il faut rappeler la différence fondamentale qui existe toujours entre la vision pessimiste d'un ethnographe, et la vision optimiste d'un historien ou d'un journaliste politique comme M. Faye. Il me paraît important, enfin, de retenir la réflexion de M. Fišera sur la langue.

Je rappellerai une évidence : dès lors que l'on envisage les choses d'un point de vue ethnographique on est frappé, et Mme Carrère d'Encausse l'a suggéré tout à l'heure, par l'extraordinaire

européano-centrisme de Lénine et des bolcheviks. Le regard qu'ils portent sur la culture des petites ethnies, et des petites nations - que l'on souhaite hisser au niveau de la culture occidentale - n'apprécie pas ces cultures à leur propre niveau. Cela, tous les ethnologues le savent, et M. Vilar avait tout à fait raison d'évoquer le séminaire de Lévi-Strauss et d'utiliser le mot "ethnocide". Dès lors que vous apportez l'alphabet à une tribu, ou à une ethnie, que vous fixez sa langue, que vous intervenez dans sa culture, vous créez, dans cette tribu ou cette ethnie, un phénomène qui s'appelle l'acculturation : vous tuez la culture que vous prétendez conserver.

Si, à ce "développement culturel" vous ajoutez le développement économique, vous accélérez le processus irréversible de destruction culturelle. C'est ce que M. Chichlo cherchait à expliquer, ce que l'un des orateurs, M. Urjewicz, je crois, a souligné en disant que l'on pouvait tuer une culture tout en conservant sa langue mais en y accomplissant une révolution économique, et ce que M. Vilar sentait lorsqu'il s'étonnait que l'on puisse collectiviser des tribus déjà communautaires.

Nous touchons ici le problème délicat des rapports entre des sociétés de niveau culturel différent. Je crois que le résultat, en U.R.S.S., ne correspond pas à ce qu'avaient souhaité dans l'enthousiasme, et probablement dans un grand élan de sincérité, les ethnographes des années 1920 qui se sont jetés sur ces petites ethnies, et les ont "manipulées" pour en faire de vraies nations. Enfin, à propos de la langue, il faut rappeler quelques faits élémentaires. La langue nationale, (ou tribale etc.) est conçue dans les années 1920 et les années 1930, comme courroie de transmission entre le centre et la périphérie, comme l'instrument nécessaire au parti unique et centralisé, dont nous parlions ce matin. Plus on fédéralisait, plus on divisait, plus on créait d'entités nationales, sous-nationales, plus il était nécessaire de contrôler les différentes ethnies. Or, à cette date, il n'est pas question de russifier l'ensemble soviétique.

Il a été dit qu'il était plus simple pour les Yakoutes d'apprendre le russe, mais je crois que,dans les années 1920 et 1930, personne - ou alors je me trompe complètement - n'ambitionnait d'appren-

dre le russe à tous les Yakoutes. Les progrès de la langue russe en Union soviétique, aujourd'hui, ne doivent pas faire oublier que dans le projet initial on cherchait à toucher nations et ethnies dans leur propre langue. D'ailleurs, pour en revenir aux premiers textes de Staline et de Chaoumian, en 1904 et en 1906, rappelons que l'un et l'autre tirent de leur expérience personnelle et caucasienne la conclusion formelle qu'il faut accorder aux nations la satisfaction d'utiliser leur langue nationale dans l'enseignement, et ainsi, mettre fin aux aspects les plus criants de l'oppression nationale.

M. Girault

Je voudrais poser une question d'historien. J'avais lu dans le programme qu'on traiterait de l'expérience soviétique, et qu'en particulier, on allait étudier la pratique sur le terrain pour la période 1920-1939. Or, pour l'instant, me semble-t-il, on a surtout évoqué l'U.R.S.S. comme si elle était "une", de 1917 jusqu'à plus tard. En effet, on a bien évoqué la période du début des années 20, mais, pour l'instant, me semble-t-il, on n'a pas du tout évoqué cette seconde révolution, celle des années 1930, celle de la collectivisation. On pose le problème des ethnies, des nations, un peu dans l'idéal et dans la théorie. On oublie peut-être que l'U.R.S.S. a connu au moins deux révolutions dans la seule période que vous avez portée comme sujet d'étude. Je crois qu'on ne comprendrait rien aux problèmes des nationalités si on ne pensait pas que le révolution à la campagne se fait un peu en 1917, mais beaucoup en 1930. Alors le problème change singulièrement. De même, lorsqu'on parle de l'Asie ou de la Sibérie, comment étudier le problème si on n'évoque pas le problème de l'industrialisation et du transfert d'un certain nombre d'industries ? Vouloir tout traiter comme s'il y avait une seule donnée, qui commence en 1917, et que seul réponde à la théorie du sujet ce que Lénine a pu dire, écrire ou penser, étant donné que lui-même a beaucoup évolué en fonction des réalités, me semble éviter de scruter les réalités de près ; c'est tomber dans un débat purement théorique où les ethnographes vont défendre leurs petites nations et d'autres vont défendre d'autres nations. D'où ma question : est-ce que radicalement et fondamentalement, dans les années 1930, le problème des nationalités n'a pas changé ?

Mme Carrère d'Encausse

R. Girault a raison de dire que s'arrêter aux années 1920, c'est court, mais je dirai que s'arrêter aux années 1930, cela l'est aussi. Si l'on traite de l'expérience sur le terrain, et là c'est un peu la disponibilité des communications qui entraîne le débat, et le temps oblige, car il y a d'excellentes communications et deux heures pour plusieurs communications, c'est vraiment court. Si l'on veut parler des diverses révolutions, il faut parler de la révolution politique qui a lieu en 1917, de la révolution sociale de 1930 et de la révolution intellectuelle du système qui s'opère après 1919. Le problème des nationalités doit être vu dans ces différentes étapes. Alors j'adhère pleinement à la remarque de René Girault, mais il me semble qu'il faudrait aller beaucoup plus loin, au risque de polariser le colloque sur plusieurs sujets. J'aime une discussion de ce type car l'expérience soviétique à elle seule exigerait trois jours de discussion, mais en même temps la richesse de la comparaison justifiait une certaine dispersion des champs d'analyse.

Je voudrais revenir sur les remarques extrêmement justes qui ont été faites par Mme Ter Minassian, car je crois qu'il y a tout de même des problèmes. De la discussion qui se dégage, difficile dans la mesure où M. Chichlo a traité des problèmes des groupes ethnographiques de Sibérie dans les années 1930, mais M. Urjewicz a traité du grand problème des communismes nationaux dans les années 1920, il y a une certaine disparité dans le temps pour la manière dont les questions ont été abordées.

Revenons sur des choses essentielles, comme le projet bolchevik, qui est tout de même important, dans la mesure où les solutions qui ont été apportées s'y réfèrent, et, en sont parfois même prisonnières. A l'origine, les bolcheviks et Lénine qui conduisait les affaires publiques, avaient une attitude ouverte en 1917 car il fallait cohabiter, comme on le pouvait. En même temps, la réalité qui a sauté aux yeux des bolcheviks une fois la révolution faite, c'était précisément la complexité des questions nationales qui les a conduits à des solutions d'un pragmatisme extraordinaire. Nous sommes étonnés de voir le premier

organe qui s'est occupé des nations, ou qui les a reflétées, le Commissariat aux nationalités. Qui était-il ce Commissariat confié à Staline, dont il n'a jamais pratiquement eu le temps de s'occuper parce qu'il courait à mille tâches ? Ce Commissariat, dirigé par Dimanštein essentiellement, a été un lieu, où tous ceux qui se sentaient "nations" pour une raison diverse, prenaient une table, installaient un panneau, mettaient "Commissariat musulman", "Commissariat juif", etc. Et cela traduit bien l'attitude peu pragmatique et inadéquate au débat théorique antérieur des bolcheviks. Ainsi un commissariat juif s'est créé dès le début, alors que les discussions sur l'inexistence de la nation juive avaient tout de même montré qu'il y avait un consensus là-dessus, avant la Révolution. Or, ce Commissariat à la nation juive s'est créé pour une raison extrêmement simple, car ce qui prévalait comme point de vue, comme élément d'appréciation de la nation à partir de la Révolution, c'est la discrimination que des groupes avaient subie dans le passé.

C'est ainsi qu'on prenait le problème à ce moment-là. Effectivement, les Juifs ayant été discriminés d'une façon dramatique dans l'Empire, il était évident qu'ils avaient droit à un statut national, mais le pouvoir soviétique est resté prisonnier de ce point de départ, car à cette nation juive qu'on a vite reconnue on a donné des droits qui n'en étaient pas. Et aujourd'hui encore c'est une nation qui existe sans posséder aucun des droits culturels et territoriaux des nations ordinaires. Il y a donc une imbrication entre les débats théoriques antérieurs qui ont pesé après sur le destin des Juifs, entre la réalité découverte en 1917 et les mesures prises pour faire face à cette réalité, pour dénouer les frustrations et les tragédies antérieures. Le projet bolchevik est ainsi difficile à définir parce qu'il y a des cas, en réalité, il y a eu des idées globales avant la Révolution, et A. Ter Minassian l'a dit. J'adhère à sa déclaration sur les idées qui étaient essentiellement européo-centriques, européennes, très éloignées de la réalité de ces situations qui existaient.

Le cas des musulmans est aussi très éclairant. Il y avait une situation réelle; le projet égalitaire des bolcheviks qui existe aurait supposé que les musulmans qui avaient été, aussi bien en Asie centrale qu'au Caucase, engagés dans des processus d'unification cultu-

relle bien avant la Révolution, puissent accomplir leurs projets qui avaient une rationalité intérieure. On les a brisés au nom des intérêts de l'Etat soviétique tout simplement. Les textes de Lénine sont absolument clairs. Le projet égalitaire a donc été ainsi contrarié par les nécessités politiques du système soviétique, ou de la survie de l'Etat soviétique. M. Faye a évoqué la volonté des dirigeants soviétiques de construire un modèle pour le Tiers-Monde, et c'est particulièrement en Asie centrale que Lénine a ressenti le besoin d'avoir un modèle acceptable et attractif. Il l'a précisé d'ailleurs dans sa correspondance : "Ce que nous faisons-là est dramatique, parce que c'est là-dessus que nous serons jugés".

Il y a enfin des points que nous n'avons pas pu élucider, en particulier qu'est-ce qu'une nation ? On en parle, mais on ne sait rien du tout. Dans cet Etat soviétique il y a de tout. Le problème de la réduction des groupes nationaux d'un recensement à l'autre a été posé. C'est un point intéressant. Pourquoi se réduisent-ils ? Pourquoi, de moins en moins de gens déclarent appartenir à des groupes différents ? Car c'est ainsi que cela se passe. C'est le sentiment d'appartenance nationale qui indique la réduction des groupes nationaux. Ils se réduisent par la consolidation d'un certain nombre ou par la disparition d'autres dans le système soviétique. Ce processus de consolidation dans un certain cas et de disparition dans d'autres, trace bien une frontière. Il ne s'agit pas de gens qui doivent disparaître par la force. Certes, dans certains cas, les groupes disparaissent parce qu'ils ont été supprimés. Mais d'autres qui ne sont pas supprimés conservent une existence régulière, les Tatars de Crimée notamment. Enfin, certains ont une existence régulière qui se consolide, et le processus de consolidation est volontaire.

Il y a donc la réalité de la nation ou d'un groupe ethnographique ayant une particularité, un sentiment de la différence suffisant pour continuer à exister. Cela nous conduit au problème de la langue, car quand on regarde la situation des groupes existants, on s'aperçoit que certains existent sur la base d'une langue différente, mais que d'autres ne possèdent pas de langue. Il y a des groupes qui utilisent le russe et qui se définissent comme groupe existant,

non-russe. Il faudrait donc réfléchir sur la fonction de la langue et sur les éléments qui définissent le sentiment d'existence nationale ou le sentiment de différence à l'égard des autres groupes. Telle est la conclusion qui se dégage de cette discussion, un peu compliquée car nous ne disposons pas de communications traitant de façon égale dans le temps et dans l'espace des divers cas nationaux de l'Union soviétique.

M. Joukovsky

Le poids de l'Ukraine dans l'Empire russe, et plus tard, dans le cadre de l'Union soviétique, obligea le Parti bolchevik à traiter de la question ukrainienne à ses congrès, et même lors de l'élaboration de son programme. Après la Révolution, la Russie soviétique chercha par tous les moyens à annexer l'Ukraine et d'autres Etats, en créant l'Union soviétique. Mais dans cette nouvelle formation étatique, fédérative, la question nationale n'était pas résolue d'une façon satisfaisante. Pourtant, de la réussite de la question nationale dépendait la survie de l'Ukraine. Pendant la période étudiée, la politique du Parti bolchevik, selon les circonstances et les nécessités du moment, a connu des variations qui ont eu une répercussion sur le problème national. Ces changements nous permettent de distinguer quatre étapes, marquées par plus ou moins de liberté accordée aux nationalités.

Dans l'étape préliminaire, avant la Révolution, la question nationale en Ukraine se résumait à l'attitude du Parti bolchevik et à celle de V.I. Lénine face aux sociaux-démocrates ukrainiens. Ce fut entre les deux formations un combat sans merci, qui est illustré par la discussion entre Lénine et Lev Jurkevyč, chef de file de la social-démocratie ukrainienne.

Après le renversement du pouvoir tsariste, Lénine adopte une attitude très favorable à l'Ukraine, et lui accorde même le droit de se séparer de la Russie, comme en a bénéficié la Pologne ou la Finlande. Après la prise du pouvoir, les bolcheviks adoptent à l'égard de l'Ukraine une politique différente. Ils essaient de conquérir l'Etat indépendant ukrainien récemment créé. Cette deuxième étape, appelée

"théorie et application", démontre que la théorie du droit à l'autodétermination n'était pas suivie. Les bolcheviks employèrent alors tous les moyens pour imposer leur régime en Ukraine. Même entre l'Ukraine soviétique, théoriquement indépendante, et la Russie soviétique, les relations n'étaient pas des meilleures, malgré la création de l'Union fédérative.

Après 1922, profitant de la NEP, l'Ukraine acquit certaines libertés. Le Parti bolchevik d'Ukraine se ressaisit ; des personnalités d'envergure. Rakovs'kyj, Skrypnyk, Šums'kyj essayèrent d'imposer la ligne nationale. L'attitude de Lénine à la fin de 1922 aide à ce changement, et le XIIe Congrès du Parti tente d'améliorer la politique nationale de l'Union soviétique.

Profitant de la politique de l'indigénéïsation, l'Ukraine connaît une renaissance nationale sous forme d'ukrainisation. La décolonisation culturelle et nationale sévit dans le domaine linguistique, les lettres, le théâtre, le cinéma, la presse, les éditions, la formation de cadres nationaux. Cette troisième étape, appelée "la renaissance nationale", qui dure une dizaine d'années, sera brusquement interrompue au début des années 1930, sous le prétexte d'agissements nationalistes en Ukraine.

La quatrième phase, "La Renaissance fusillée", selon l'appellation du sociologue ukrainien Lavrinenko, au cours de laquelle toutes les acquisitions précédentes furent brutalement anéanties, lors de la dictature du prolétariat instaurée en Ukraine. Cette dernière étape a été terrible pour le peuple ukrainien ; il devait subir la collectivisation forcée de l'agriculture, la famine, les purges, les déportations de cadres, la russification. Cette politique se poursuivra jusqu'en 1941.

Mme Carrère d'Encausse

M. Joukovsky a mis l'accent sur l'évolution des politiques, sur la dynamique de la solution nationale et des relations entre nations. Il y a également le problème fondamental des relations entre le projet bolchevique, celui de l'égalitarisme, et l'ukrainisation que M. Joukovsky appelle l'enracinement, et que j'appellerai plutôt l'indigénéïsation, mot plus propice à préciser le désir des bolcheviks : confier le pouvoir à ceux qui appartenaient au pays même, associer l'indigénéïsation, qui a été tout de même un projet largement mené dans toute l'U.R.S.S. et largement appliqué lors de la transformation sociale. Ainsi, l'Ukraine est enfermée dans la campagne et exclue de la société urbaine ou très largement absente de la société urbaine et de la société industrielle qui mènent la nation ukrainienne, le peuple ukrainien partout dans les villes, dans les usines. Le peuple, majoritaire partout, se pose alors le problème de l'acceptabilité de la politique d'ukrainisation. C'est la question qui est posée, et qui me paraît fondamentale. Est-ce que cette politique, dont le but était tout de même d'effacer les frictions et de permettre une progressive assimilation, est-ce que - ce sont les conclusions des auteurs - cela a conduit plutôt vers un nationalisme beaucoup plus aigu et entraîné la nécessité de la supprimer? En tout cas, les effets de la mobilisation sociale et d'une transformation sociale profonde sur la conscience nationale sont véritablement le grand problème de la transformation qui se produit en Union soviétique au début des années 1930 - le problème posé par R. Girault - et qui modifie la nature des relations nationales. Qu'il la modifie ou qu'il ne la modifie pas, c'est un point à discuter.

Une autre question doit faire l'objet de la discussion, celle de l'évolution des minorités nationales rattachées à la nation ukrainienne, rattachées ethniquement mais séparées d'elle juridiquement, et de son attitude vis-à-vis du parti communiste de l'U.R.S.S., des communistes ukrainiens à l'égard du parti communiste de l'U.R.S.S., et de l'attitude du Komintern. Nous ne sommes pas dans l'expérience soviétique mais dans l'attitude du Komintern et dans les discussions plus

théoriques. Ce sont deux lignes de discussion séparées, mais on peut intervenir sur l'une ou l'autre, selon le désir des intervenants.

Mme Berg

Je voudrais poser la question aux historiens de l'Ukraine. Est-ce que les nationalistes ukrainiens avaient des rapports avec les Ukrainiens non-russes, et voulaient-ils la création d'un Etat indépendant ukrainien, comme par exemple les autonomistes basques, français et espagnols ?

M. Joukovsky

Dans votre conception, les Ukrainiens non-russes, si l'on adopte le point de vue étatique, sont ceux qui se trouvaient en Galicie, en Bukovine ou en Ukraine transcarpathique sous le régime austro-hongrois. Il est bien connu qu'entre 1917-1919 un Etat indépendant ukrainien existait sur les deux rives du Dniepr. Il défendait sa souveraineté, avec plus ou moins de fortune, contre l'invasion soviétique. Après la disparition de l'Empire austro-hongrois en novembre 1918, un autre Etat fut proclamé, la République Populaire Ukrainienne Occidentale comprenant la Galicie et la Bukovine. En janvier 1919, les deux Etats ukrainiens fusionnèrent. Dans le second semestre de 1919, la Galicie fut occupée par la Pologne. Le gouvernement et l'armée de Galicie se réfugièrent alors sur le territoire de l'Ukraine centrale.

Telle est la question qui m'a été posée ?

Mme Berg

Tout simplement, je voulais savoir où en étaient les rapports entre les nationalistes ukrainiens-russes, et les autres.

M. Joukovsky

A quel moment ?

Mme Berg

Avant la Révolution et après, juste après.

M. Joukovsky

Les Ukrainiens de Galicie, de Bukovine et de Transcarpathie menaient leurs activités culturelle et politique plus ou moins librement. Dans l'Empire austro-hongrois régnait un régime démocratique, tandis qu'en Russie tsariste, les Ukrainiens étaient persécutés. Les partis politiques avaient des activités clandestines. Certains intellectuels et des hommes politiques de l'Ukraine centrale s'exilèrent en Galicie où ils trouvèrent un accueil fraternel. L'éminent historien ukrainien Hruševs'kyj, futur chef de la Rada Centrale, et par la suite premier président de la République Populaire d'Ukraine, fut pendant vingt ans professeur de la chaire d'histoire d'Ukraine à l'Université de L'viv, en Ukraine occidentale. C'est un exemple qui illustre la collaboration étroite, malgré les frontières entre les Ukrainiens "autrichiens" et "russes".

M. Faye

Je voudrais parler d'un problème dont je me suis occupé personnellement, c'est-à-dire de la situation des communistes ukrainiens en Pologne pendant la période de l'annexion, de 1918 à 1939, de la création de l'Etat polonais jusqu'au nouveau partage de la Pologne.

Ces communistes ukrainiens, comme d'ailleurs les communistes biélorussiens, plus au nord, appartenaient, d'après l'organisa-

tion officielle, au parti communiste en Pologne; c'est cela qui a créé peut-être, dans les études historiques faites a posteriori, une assez profonde confusion. En réalité, la séparation était quasi totale. Il existait un parti communiste polonais sur le territoire, disons ethnographique, de Pologne, peu nombreux, un parti de cadres d'ailleurs, avec une forte participation de juifs, et qui avait un caractère très différent parce qu'il était d'inspiration luxemburgiste avec une tradition nationale très profonde. Tout autre était la situation sur les confins, dans la partie biélorussienne et ukrainienne de la Pologne après l'annexion, à la suite du traité de Riga. Là, nous avons vécu à cette époque la création d'organisations de masses. Contrairement à ce qui existait dans la Pologne ethnographique où de petits noyaux clandestins de communistes polonais étaient en très grande partie marginalisés, par rapport à la vie nationale, les communistes ukrainiens de ce qu'on appelait l'Ukraine occidentale, Biélorussie occidentale, représentaient un réel mouvement de masse. Au point que les cellules communistes dans les territoires peu industrialisés étaient très actives, malgré la répression policière quasi légale, car si on avait voulu les mettre en prison, il aurait fallu emprisonner des centaines, voire des milliers de gens. Il y avait une certaine réalité dont la légalité polonaise, tant bien que mal, était obligée de s'accomoder.

Ce qui prend un caractère particulier, c'est que ces deux partis de l'Ukraine et de Biélorussie occidentale étaient beaucoup plus des partis pro-soviétiques que des partis communistes. En réalité, en raison de la persécution nationale et des tendances assez effarantes à la polonisation, la réaction était de s'adresser à l'Union soviétique, une sorte de rêve irréalisé, de réaliser l'union avec les Biélorusses, avec les Ukrainiens, vivant en U.R.S.S., et de s'intégrer dans l'unité nationale. Dès lors, à l'époque, ce qui nous a frappé, c'est qu'il existait un double nationalisme, ukrainien et biélorussien, à coloration pro-soviétique en Pologne. Pour l'Union soviétique cela présente incontestablement un élément de consolidation de son influence en Pologne orientale. C'est seulement après l'annexion, après les déportations massives, effarantes d'ailleurs, y compris des Ukrainiens et des Biélorussiens à traditions pro-soviétiques, et même anciennement empri-

sonnés pour cela, dans les prisons polonaises, que commence à se développer, notamment en Ukraine occidentale, annexée à l'Union soviétique, un mouvement nationaliste anti-soviétique à tendance insurrectionnelle, dont certains mouvements de partisans se prolongent au-delà même de la guerre et qui, chose extrêmement étonnante, subsistent, organisés à l'intérieur des camps.

M. Mond

Je voudrais revenir à la question qui a été posée au début de la discussion sur les relations entre les Ukrainiens vivant en Union soviétique, et entre les Ukrainiens vivant en Pologne, en Roumanie, ou en Tchécoslovaquie. Il me semble qu'il y a deux approches à la question : une approche c'est l'appréciation, le jugement de chacun de nous, de chacun de ceux qui se penchent sur le problème ukraino-polonais. L'autre approche, ce sont les faits. Je voudrais constater seulement que, autant que je sache, parmi les Ukrainiens entre 1918 et 1922, donc au moment des commencements des formations de l'Etat soviétique, mais de l'Etat polonais également, il y avait deux tendances fondamentales parmi les Ukrainiens : la première, pour l'indépendance et la souveraineté ; la deuxième plutôt faible, de fédération avec l'Union soviétique, avec des Russes ; la troisième, de fédération avec la Pologne. Cette dernière a trouvé son expression dans l'accord conclu en avril 1920 entre Khruchevsky et Petlioura.

Parmi les Ukrainiens, surtout parmi la classe politique, ces trois tendances existaient. On se demandait quelle serait la meilleure solution pour l'Ukraine. Il faut avoir présente à l'esprit la toile de fond historique, l'Ukraine étant toujours entre la Pologne et la Russie. Il faut donc insérer les événements dans le contexte de ces trois tendances qui se sont manifestées précisément entre 1918 et 1920.

M. Joukovsky

Ces trois tendances ne doivent pas être prises telles quelles. Pour les deux premières, le raisonnement est juste. Pour la troisième, il est évident que le traité de Varsovie, d'avril 1920 fut conclu par le chef du gouvernement ukrainien en exil, car l'Ukraine était déjà occupée par les bolcheviks, et seuls quelques détachements de partisans continuaient à lutter en Ukraine. Ce traité se résumait ainsi : Petlioura, chef de l'État ukrainien, céda à la Pologne la Galicie, l'Ukraine occidentale. En contrepartie, il reçut la promesse de reconquérir l'Ukraine avec l'armée ukrainienne formée de prisonniers se trouvant sur le territoire polonais. Cette expérience ne dura pas longtemps, mais pour les Galiciens ce traité fut considéré comme une trahison. La situation sera exploitée par les adversaires de Petlioura, surtout par le Parti communiste de l'Ukraine occidentale. Certains membres de ce parti quittèrent la Galicie pour l'Ukraine soviétique, où ils accomplirent une tâche importante dans l'ukrainisation. Mais avec l'arrivée en Ukraine de Kaganovič, premier secrétaire du Parti, le Parti de l'Ukraine occidentale soutint la tendance nationaliste représentée par Šums'kyj et se révolta contre l'immixtion du pouvoir central russe dans les affaires ukrainiennes. Les Galiciens furent blâmés et leur Parti sera liquidé en 1938.

M. Fišera

Deux petits points pour avoir plus d'explications. D'abord, sur la place de ce concept de mobilisation sociale dans l'exposé de Bohdan, parce que, vu mon arrière-plan franco-britannique, je ne suis pas très habitué à fonctionner avec ce concept. En quoi s'applique-t-il de façon prioritaire aux classes urbaines ou urbanisées et à l'intelligentsia ? Est-ce que cela implique une plus grande participation au phénomène politique, est-ce qu'on ne doit pas voir là, de la part de Karl Deutsch, une conception peut-être un peu étroite de l'activité politique qui, justement privilégie l'activité politique telle qu'on la

connaît dans notre Occident, telle qu'elle s'exprime prioritairement dans les villes? Or, si on analyse le phénomène révolutionnaire, au XXe siècle, ce sont justement les classes peu socialement mobilisées par nature qui se sont avérées être plus actives que les autres. Cela est un point. Le second, c'est cet hybride qu'étaient les "Borotbistes", entre le populisme et le communisme. On connaît tout cela à partir de notes infra-paginales des oeuvres de Lénine, leur sort malheureux, mais il y a sur eux si peu de choses accessibles pour ceux qui ne lisent pas l'ukrainien. Pourriez-vous nous en dire plus?

M. Joukovsky

J'aimerais donner quelques précisions relatives aux Borotbistes ukrainiens. En 1919, trois groupes de communistes ukrainiens se sont formés. D'abord les Bolcheviks qui détenaient le pouvoir, auxquels se sont ralliés deux groupements d'un communisme national, les Borotbistes constituant l'extrême gauche des socialistes-révolutionnaires (SR), et les Ukapistes (UKP), l'aile gauche du parti social-démocrate ukrainien. En 1918, le parti bolchevik en Ukraine comptait environ 5 000 membres, le parti ukapiste autant, et le parti borotbiste 15 000 membres environ. A l'évidence, il était difficile de gouverner un pays de près de quarante millions d'habitants avec des cadres si peu représentés dans le pays. Les Borotbistes entrèrent alors au gouvernement bolchevik, dirigé par Rakovs'kyj, et accomplirent un travail positif dans l'ukrainisation. La doctrine communiste excluant le système de pluralisme politique, les Borotbistes en 1920, et quelques années plus tard, les Ukapistes, furent obligés d'adhérer au parti bolchevik, et leurs formations furent dissoutes.

Mme Carrère d'Encausse

Arrêtons la discussion sur l'Ukraine, car ce cas d'espèce soulève des questions périphériques. La question posée par M. Fišera me paraît importante à propos de la mobilisation sociale. Dans quelle

mesure les schémas occidentaux sont véritablement applicables ainsi? Comme lui, j'ai les plus grands doutes, car il me semble que sur d'autres types de schémas de cet ordre on a encore la même interrogation. Dans la certitude que nous avons de pouvoir appliquer nos schémas à des sociétés paysannes, nous considérons, et là encore Karl Deutsch y a beaucoup contribué, que l'urbanisation qui est une partie essentielle du processus de mobilisation, irréversible, entraîne une certaine assimilation en milieu urbain, une certaine intégration lorsqu'il y a des sociétés différentes. Or, je suis frappée de voir que, sur un cas différent de l'Ukraine, celui de l'Asie centrale, il y a eu urbanisation de la population centro-asiatique puis, comme défense nationale, une certaine désurbanisation, au lieu de l'intégration nationale que l'on attendait. Deux types d'analyse se rejoignent et mettent en faiblesse les modèles proposés. Les remarques faites par M. Fišera me font penser que les sociétés périphériques de l'Union soviétique ne répondent pas toujours aux modèles d'analyse qui ont été élaborés pour les sociétés plus homogènes.

M. Keep

J'ai lu avec grand intérêt la communication de Mme Kondrateva. Je voudrais lui poser une question et lui offrir une proposition critique. J'aimerais lui demander si elle a trouvé des données révélant l'existence, avant 1934, avant le XVIIe Congrès du parti, parmi les historiens marxistes en U.R.S.S., d'une tendance plus nationaliste qui anticipe sur ce qui s'est passé après cette année. Sinon, peut-on vraiment affirmer que ce sont les historiens eux-mêmes et non les dirigeants du parti, et surtout bien entendu Staline, qui étaient responsables pour cette rupture dont on parle, de ce changement de ligne, en 1934 ? L'explication de ce changement est peut-être le contraire de ce qu'on a avancé ici. C'est peut-être assez simple. C'était un développement autonome, parmi les historiens, plutôt imposé à nous par les dirigeants, avec la concurrence de certains historiens, qui manquaient de courage moral peut-être, ou même de la possibilité physique de défendre leur conception, authentiquement marxiste, et

internationaliste dans le sens de Lénine et de Trotsky aussi. Des historiens ont dû devenir, par la force, des soldats sur le front idéologique, comme on disait, obligés de censurer leurs propres ouvrages, et c'était la vraie tragédie de la profession d'historien. Alors, on ne doit pas exagérer,il me semble, l'élément de continuité. Je suis persuadé que cela existe, mais je pense que Mme Kondrateva insiste un peu trop sur cet élément de continuité, parce que les débats entre les marxistes, entre les historiens marxistes sous Staline, étaient d'une autre nature que les débats qui ont eu lieu avant 1929, qui étaient une discussion assez libre, ou les discussions qu'on a eues après 1956. C'était une discussion guidée par le parti ; sous Staline, c'était un débat avec les fusils.

Mme Kondrateva

Il me semble que la Première Conférence panrusse des historiens marxistes (1929) sert de meilleure preuve. Elle fut marquée par la tendance à l'unification de la conscience historique soviétique, dans la lutte contre la conscience historique bourgeoise. En mettant fin à toute divergence d'idées, les historiens eux-mêmes condamnèrent la science historique à être tendancieuse. La conception soviétique du développement historique mondial n'était pas imposée par le haut ; elle était élaborée par les historiens marxistes dans les contacts très proches avec le parti.

Mme Carrère d'Encausse

La discussion sur la manière d'écrire l'histoire, sur la manière historique d'interpréter les relations entre nations, est ouverte.

Mme Kondrateva

Une précision peut-être. Ce que je viens de dire se rapporte à l'élaboration d'un schéma, selon lequel le développement historique apparaît comme étant très déterminé dans un seul sens : de - vers, passant successivement par les modes de productions - primitif, esclavagiste, capitaliste, socialiste - pour trouver son achèvement dans le communisme. Cette conception de l'histoire exclut une solution authentique de la question nationale. En effet, il n'y a pas de place pour la diversité nationale dans un schéma qui présente l'histoire comme une longue caravane des sociétés, les uns marchant derrière les autres dans le sillage de la seule route possible. C'est le schéma (beaucoup plus que le parti) qui engagea les historiens à interpréter le rôle des Russes dans les pays conquis comme exclusivement progressiste. L'historien géorgien Makharadze, au cours de la Première Conférence panrusse, a déjà parlé du rattachement et non de la conquête du Caucase. Il personnalisait une tendance déjà déterminée, et Pokrovsky qui s'opposait violemment à Makharadze n'avait pas d'avenir.

Dans l'historiographie soviétique, il y eut plusieurs étapes au cours desquelles les historiens ont traité différemment la question nationale. C'est au début des années 1930 que survint le changement. Jusqu'à cette époque, du moins pour l'Ukraine, l'historiographie a eu toutes les possibilités de se développer normalement. Hruševs'kyj, célèbre historien ukrainien et ancien président de la République Indépendante d'Ukraine, rentre d'émigration et se fixe à Kiev où, pendant six ans, il accomplit un énorme travail d'historien. De plus, dans les années 1920, il existait plusieurs écoles historiques dont l'une était l'école marxiste, dirigée par M. Javors'kyj. Au début des années 1930, ces écoles historiques disparurent, ainsi que leurs chefs de file. Depuis, l'historiographie se résume en deux phrases tirées d'un livre récent : "De leur passé, les nations non-russes sont invitées à ne retenir que ce qui les a rapprochées de la Russie. Et privées d'un passé propre, il leur reste à s'identifier historiquement au peuple

russe" (1). Dès lors, après 1930, l'historiographie soviétique des nationalités non-russes a perdu son poids et son originalité.

Mme Kondrateva

Une certaine continuité historiographique entre l'époque stalinienne et nos jours consiste à affirmer que la Russie a favorisé le développement économique des pays dominés, qu'elle ne jouait que le rôle progressiste économique dans ces pays, tandis que les faits démontrent le contraire.

M. Shakeri

Je ne suis pas expert en historiographie soviétique, mais dans mes recherches sur le Moyen-Orient, et surtout sur l'Iran, j'ai remarqué qu'il y avait plusieurs étapes, qui n'étaient pas toujours associées à la conscience historique des historiens soviétiques de cette région, mais plûtot liées à la décision politique du gouvernement soviétique. Par exemple, si les archives de telle ou telle source, de tel ou tel pays, ou de tel ou tel parti communiste ne sont pas ouvertes aujourd'hui, ce n'est pas parce que la conscience d'historien proche du parti l'en empêche. On connaît des cas où l'historien, dès qu'il a trouvé la liberté de consulter telles archives, les a utilisées et a publié un ouvrage, et celui-ci a disparu après le changement politique. Je pense concrètement à l'époque de Khrouchtchev.

Ainsi, dans les archives de Bakou où l'on peut étudier la société marxiste d'Azerbaïdjan, il y a bien des dossiers sur le parti communiste d'Iran. On voit des références, mais ni l'historien azerbaïdjanais, ni l'historien iranien, ni l'historien russe ne peuvent avoir accès à ces archives. Alors, est-ce que c'est l'historien azerbaïdjanais ou russe qui ne veut pas consulter ces archives, ou c'est la décision du Bureau politique, Moscou ou Bakou qui l'en empêche ? Je pense

1. H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Paris, 1978, p. 32.

qu'il n'y a pas une pensée unitaire, un affermissement dans les pensées d'historiens soviétiques en général. Je connais certains Azerbaïdjanais qui ont publié des livres sur l'époque des années 1920 ou avant la Révolution, même sous la social-démocratie pré-révolutionnaire. Ensuite, dans les années 1920, il y avait des historiens qui étaient même des cadres du parti, comme Pasturov, Osatrov, le spécialiste de l'Iran, historiens et cadres du Ministère des Affaires Etrangères à Moscou. Pasturov était chargé des questions iraniennes à Moscou. Il écrivait sous le nom de Lansky dans le journal du Komintern, la *Pravda*, les *Izvestija*. C'était probablement le parti qui empêchait, en tant qu'organe de décisions, l'historien des années 1920 comme des années 1940 ou 1950, même aujourd'hui, de s'exprimer. Bien sûr, il y a une auto-censure chez les Soviétiques parce qu'ils ont eu une certaine éducation stalinienne qui leur défend de dire toute la vérité, qui pourrait être utilisée par l'ennemi de classe, l'impérialisme, etc. Cette auto-censure existe d'ailleurs chez certains historiens anglais. Ceux-ci, qui ont travaillé sous la révolution constitutionnelle en Iran, n'ont pas dit toute la vérité. Il y a donc une auto-censure bourgeoise, mais dans le cas soviétique, la domination de la censure vient du parti plutôt que de l'historien.

Mme Kondrateva

Je suis d'accord, mais pas complètement sur l'affirmation que cette auto-censure vient du parti. Elle vient plutôt des limites de la conscience historique. Le schéma évolutionniste des formations sociales et économiques constitue ces limites. La conjoncture politique et les directives du parti sont inséparables des changements d'interprétation du rattachement des peuples non-russes à la Russie tsariste dans l'historiographie soviétique. Il est erroné cependant de simplifier les explications en réduisant les historiens au seul rôle de courroie de transmission. Les historiens soviétiques ne peuvent pas sortir de ce schéma unilinéaire "de... vers", qui empêche de prendre en considération les spécificités des développements nationaux, y compris des spécificités de développement russe.

M. Linnuste

J'aimerais évoquer l'exemple des milieux communistes estoniens à Léningrad entre les deux guerres. Ces milieux étaient nombreux et actifs dans les années 1920. Il y avait deux universités de langue estunienne dont l'une était l'Institut pédagogique, et l'autre le Cours marxiste-léniniste du parti. Parmi les activistes qui ont dirigé ces universités il y avait, du point de vue marxiste, d'excellents chercheurs comme H. Pöögelmann, pour leurs travaux historiques, traitant les pays sur la base de la lutte de classes. Mais ces universités vont être fermées au milieu des années 1930 et ces chercheurs, dont Pöögelmann lui-même, en majorité exécutés dans les "purges" des années 1937-1938. Pour 1940, lorsque l'Estonie devient une république soviétique, les conditions de la recherche historique sont entièrement modifiées. Ce changement va jusqu'à écarter des archives les documents sur ces militants estoniens purgés. Un général, chef d'armée estonien, Kork, qui a dirigé d'abord la reconquête de l'Estonie fin 1918 - début 1919, et qui, à la fin de la guerre civile, a dirigé les opérations pour la conquête de Simféropol sur le front Sud, après avoir été condamné, est rayé de l'histoire, au point que ses portraits sur des photos de groupe furent découpées. Evidemment, aucune recherche sérieuse sur ces composantes estoniennes dans l'histoire soviétique n'était plus possible à la fin de la période considérée. En Estonie soviétique fraîchement née on passe sous silence l'action de ces militants communistes estoniens en Russie.

Mme Carrère d'Encausse

Je voudrais souligner trois points.

Le premier : Il y a tout de même un problème de périodisation. Vous considérez que jusqu'en 1934, il y a tout de même une certaine autonomie des historiens par rapport au parti. On ne peut donc dire avec certitude ni oui ni non, mais il me semble que tous les éléments que nous connaissons sur les grands débats historiques soviétiques tendent à montrer que dans les années 1920 il y a une école d'historiens

qui s'est épanouie à la périphérie, en Ukraine, en Asie centrale, mais que les grands débats tournent court à la fin des années 1920, mais pas en 1934, et que le tournant s'est opéré avant. Il y a tout de même une grande date, c'est la discussion sur le mode de production asiatique, qui a montré l'intervention très solide du parti et la fin de l'idée qu'on pouvait débattre à volonté des problèmes. Cela me paraît un argument pour dire que l'autonomie ne se poursuit pas, dès lors qu'il y a une prise en mains idéologique qui coïncide avec la grande révolution sociale dans laquelle s'oriente l'Etat soviétique, et on laisse beaucoup moins les gens discuter de ce qu'ils veulent.

Cela m'amène alors au deuxième point : est-ce que le fait que des historiens continuent à se disputer, à avoir des positions différentes alors que le parti ne s'est pas encore prononcé, constitue la preuve qu'ils raisonnent tout seuls, ou cela indique-t-il que le parti tâte plusieurs positions, et au fond utilise les historiens comme un terrain d'essai pour des changements de position ? C'est plutôt la seconde hypothèse, si on se réfère à d'autres exemples et notamment à l'exemple du XXe Congrès, car ce tournant historique a été pris avant, dans des conférences d'historiens, où ils ont débattu des analyses erronées du stalinisme. Et au XXe Congrès, on a dit, mettons un terme, les historiens ont dit des sottises, il est grand temps de remettre de l'ordre dans tout cela. Je ne crois pas avoir d'arguments décisifs pour fixer cela plus tôt, mais il me semble que la logique des débats que l'on connaît tendrait à prouver que le parti avait repris la situation en mains, et qu'on utilisait les gens. Ce serait ma position. Dernier point : vous dites, au fond, il y a la censure, l'auto-censure, elle est dans la conscience des historiens, dans leur mentalité, dans leur vision, leur formation. C'est vrai, vous avez raison. Il y a tout de même la formation, mais en même temps on a tout de même des exemples, quand on prend le même ouvrage écrit par le même historien. On s'aperçoit très bien que la conception de l'histoire du même homme en l'espace de quatre ans, quand on lui fait écrire quatre fois son livre, quand il a la chance de résister, évolue d'une façon considérable, et qu'il n'a pas du tout la même vision. Le meilleur exemple, c'est l'exemple de Bergmaran après la Seconde Guerre Mondiale, qui a écrit quatre fois l'histoire du Kazakhstan ; alors toutes les variantes montrent très bien que si on

l'avait laissé, si on ne l'avait pas obligé à réécrire, il aurait dit des choses tout à fait différentes, car cela existe, c'est écrit. Il existe une auto-censure mais d'une autre nature, qui est la compréhension de ce que l'on peut dire ou ne pas dire à un moment donné, compte tenu des directives du parti. Mais fixer cela dans la formation intellectuelle de l'historien me paraît un peu dangereux. Alors peut-être dans l'étape actuelle est-ce plus exact que dans les années 1920-1930. Mais je crois que dans les années les plus dures, c'est-à-dire entre 1930 et 1956, il est tout à fait évident que, dès le jour où le parti s'est emparé des problèmes idéologiques, dès la fin des années 1920, il considère qu'il y a une mobilisation sociale à opérer au sens classique du terme, et qu'il n'y a plus de sphère d'activité autonome. Une fois encore, je ne peux pas fournir le document qui prouverait qu'on a dit à tout le monde que c'était ainsi, mais quand on regarde les livres qui ont été écrits sur les histoires nationales à la fin des années 1920, on constate le silence des historiens, leur très grande prudence, notamment en Asie centrale, et qu'au fond il y a une espèce de réflexion là où on peut s'engager. Cela n'infirme pas ce que vous dites, mais je serais pour une plus grande prudence dans les conclusions que l'on peut tirer de l'histoire de l'historiographie soviétique.

Mme Kondrateva

Je regretterais que ma communication soit comprise comme désirant renverser la formule, mais je ne voulais pas non plus concentrer toute l'attention sur le rôle du parti et juger les historiens exclusivement comme des "Polonius" obséquieux. A la fin des années 1920, à la Première Conférence panrusse, les historiens marxistes se proclament soldats du parti, et prennent volontairement l'initiative de mener la lutte contre la science bourgeoise. Mais il est difficile d'établir la date précise de la rupture. Il me semble que M. Barber,qui a écrit un article sur la lettre de Staline, a bien prouvé que même cette lettre, en 1931, n'était pas encore écrite dans le but d'imposer une conception, d'imposer la volonté du parti aux historiens. On peut plutôt parler d'une évolution qui s'effectue au début des années 1930, pour s'achever avec l'apparition de la résolution du parti sur l'Ukraine et sur la

Géorgie, sur "le moindre mal" à la rupture. Des travaux apparaissent qui considèrent les conquêtes, les rattachements, la formation de l'Empire russe, comme un bien pour les peuples non-russes. Ensuite, après la mort de Staline, vers la fin des années 1950, se manifeste une autre tendance qui distingue plus qu'avant peut-être, la politique tsariste, qui est mauvaise, du rôle économique progressiste de la Russie dans les pays dominés.

Les historiens jouent un certain rôle dans l'application de ce projet - Mme Carrère d'Encausse a remarqué qu'il s'agit d'un projet commun pour l'ensemble des peuples qui se trouvaient à différents niveaux - qui bien évidemment n'était pas élaboré une fois pour toutes, et n'est pas interchangeable. Non, justement, il se transformait ; il se changeait au fur et à mesure, et le rôle des historiens soviétiques n'est pas négligeable dans ce changement.

M. Urjewicz

Vous avez mentionné les mésaventures des modes de production asiatique. Ce qui s'est passé autour de ce problème n'est pas neutre. Deux conférences l'ont abordé : celle de Tiflis en 1930, et la fameuse conférence de 1931 à Léningrad. Est-ce que le mode de production asiatique a été rejeté après mûres discussions scientifiques ? Au cours de la réunion de Tiflis, cette discussion semble avoir été correcte, courtoise même. En 1931, on passe déjà aux insultes contre Witfögel et ceux qui, en Russie, partagent ses opinions. Dès cette époque se pose le problème - et en cela le rôle des historiens n'est pas neutre - d'une Russie hégémonique. C'est déjà valable sur le plan international communiste, et d'autant plus, sur le plan de la structure multinationale de l'U.R.S.S., si l'on part des écrits de Marx ou même de Plekhanov qui assimilent plus ou moins la Russie aux modes de production asiatique. Mais c'est catastrophique pour un pays qui se veut hégémonique, qu'on exclut plus ou moins du développement européen. Et même si on le fustige d'un point de vue théologique, il constitue malgré tout un progrès. De là à nier en bloc le problème, celui des développements spécifiques de telle ou telle société, il n'y a qu'un pas, vite franchi ; à partir de

là, on en arrive à décréter que pratiquement toutes les sociétés sont féodales.

Il y a une chose intéressante, c'est la négation d'un développement spécifique du processus historique russe, en même temps que celle d'une série de particularismes. L'Etat-guide ne pouvait avoir connu qu'une évolution européo-centriste.

Pour ce qui concerne les historiens, il ne faut pas nier qu'au début des années 1930, un certain nombre de démons du passé, comme aurait dit Lénine ou d'autres gens, réapparaissent. Il est évident que des tendances nationalistes grand-russiennes commencent à réapparaître et peuvent peut-être se manifester. Elles prendront du temps pour s'exprimer mais déjà un certain nombre d'historiens peuvent exprimer leurs opinions chauvinistes grand-russiennes.

M. Ingerflom

Je crois qu'on risque de glisser vers une alternative qui n'est pas posée dans la communication qui nous occupe. Il n'y a pas à savoir si ce sont les historiens ou le parti qui ont commencé, d'autant plus que l'auteur de la communication explicite son approche : il s'agit d'une inter-relation de ces deux instances. Or, ce mot d'inter-relation laissait supposer l'inexistence d'une ligne de démarcation nette entre ces deux instances.

Il serait naïf de penser que le parti, en Union soviétique, est un corps et que les historiens constituent un autre corps absolument étranger au premier, et vice-versa. C'est peut-être justement cette coïncidence idéologique, physique, des personnes qui sont à la direction, et des historiens, appartenant aux cadres du parti, qui explique la difficulté de l'approche, car ce qu'on appelle l'intervention du parti dans la science historique, s'exprime, au départ, par la tentative d'une partie des historiens d'uniformiser et d'homogénéiser la "réponse" des historiens soviétiques aux questions générales posées par l'histoire. Evidemment, il serait très séduisant d'absoudre les historiens, cette

pauvre intelligentsia russe qui a toujours été opprimée depuis qu'elle existe, mais ce serait oublier : premièrement, le rôle de courroie de transmission que joue l'intelligentsia, et plus précisément la reproduction d'une idéologie que cette même intelligentsia soviétique a été appelee à créer par la systématisation et la vulgarisation des idées antérieures à la Révolution. On oublierait aussi que sans le ralliement de l'intelligentsia, en bloc, en tant que corps social, à cette idéologie, les choses ne seraient pas ce qu'elles sont aujourd'hui en Union soviétique. Il ne s'agit pas de tel ou tel jugement particulier sur une question privée, de telle ou telle mesure administrative concernant des archives, mais de la conception théorique de l'histoire qui marque ce que j'appellerai le plafond de raisonnement d'un historien soviétique reconnu par le système.

Je prends un exemple autre que celui de la question nationale, celui de l'historiographie soviétique du mouvement révolutionnaire. Si nous prenons les années 1920, nous savons qu'il y a eu de très grandes discussions sur le rôle de Černyševskij et le rôle de la Narodnaja Volja dans l'histoire en tant qu'antécédent, prédécesseur de la social-démocratie et du bolchevisme. Or la discussion a commencé à être matée de l'intérieur. Ce furent justement les historiens qui posèrent la question du respect de la ligne politique en tant qu'historiens, en tant que "soldats du front prolétaire de l'histoire", comme ils s'appelaient. La polémique entre Teodorovič et Nevsky, par exemple, montre comment le parti n'avait pas besoin de s'immiscer en tant que tel, comme force extérieure ; cette intervention n'était pas une condition sine qua non pour l'application de la politique du parti. Il ne faut pas idéaliser ces années ; qu'on établisse la ligne frontière, le point de rupture en 1928 ou en 1934, ou dans la période 1928-1934, il ne faut pas que notre indignation face au massacre de l'intelligentsia soviétique, des historiens en particulier, nous amène à imaginer un scénario où les historiens sont du bon côté et le parti du mauvais côté. La majorité de ces historiens assassinés étaient des hommes qui avaient fait leur autocritique au moment même où, comme dit M. Keep, la discussion était beaucoup plus libre. Pensons à Vanag et aux historiens qui se sont occupés du développement de l'impérialisme et du capitalisme en Russie. Ce sont des savants qui avaient, dès la première heure, sectarisé la discussion scientifique

en la ramenant à son enjeu politique. Pensons à ceux qui s'occupaient de la Révolution française, à Friedlander, par exemple, qui a mené la discussion de la façon la plus sectaire. Il ne faut donc pas croire que l'exécution a touché les "bons", et que ce sont les "mauvais" qui sont restés.

Mme Carrère d'Encausse

Je trouve significatif qu'on se soit attardé sur l'historiographie soviétique et le problème national, car je pense que c'est un problème fondamental. J'adhère complètement à ce qu'a dit Mme Kondrateva ; les historiens ont été, et ils l'on dit, les soldats d'un projet, ou les exécuteurs d'un projet. Ils ont participé à un projet idéologique, et leur rôle a été très important dans la définition des rapports nationaux et dans la définition, au-delà de cela, de ce qui allait être enseigné aux enfants soviétiques, et par conséquent, de ce qui allait façonner les mentalités soviétiques, dans une certaine mesure.

L'histoire n'est jamais innocente, mais particulièrement dans une société qui prend en charge l'individu, où la socialisation politique est une des grandes préoccupations du pouvoir ; écrire l'histoire est quelque chose d'absolument décisif. Alors, il me semble très important qu'on se soit arrêté là-dessus. Je regrette peut-être que l'on ne se soit pas plus penché sur certains problèmes de l'Ukraine qui me semblent très importants, mais,le colloque continuant, il sera possible d'y revenir.

V.I. LENINE ET LE PROBLEME NATIONAL CHEZ LES PEUPLES D'ORIENT

Sylvain BENSIDOUN

Etroitement associée à l'histoire sociale de la Russie, à l'avenir de l'Empire, la question nationale occupe dans la pensée de V.I. Lénine une place de première importance. Pour les peuples colonisés, le droit à l'émancipation est lié à la lutte des classes, à l'action de la IIe, et de la IIIe Internationale, dont l'audience s'étend en Europe et dans le monde. Ce combat s'insère aussi dans la conjoncture qui précipite les peuples dans la conflagration de 1914-1918.

Dans l'Empire de Russie à la fin du XIXe siècle, les peuples se côtoient, sans fusionner, et dans ce kaléïdoscope humain qui comprend une centaine d'ethnies, les problèmes de nationalités se posent avec une vive acuité. Ces ethnies qui ont un développement économique et culturel fort inégal semblent vivre à différentes époques historiques. Si les provinces baltes bénéficient d'une évolution intellectuelle avancée, celles du Turkestan restent plongées dans la nuit de l'analphabétisme, alors que dans le Caucase les religions accentuent les oppositions économiques. Ce monde constitué de Slaves orthodoxes : Grands-Russes, Biélorusses, Ukrainiens, de plus de 60 millions d'habitants, est ceinturé par autant d'allogènes dont le loyalisme au régime est passif et fragile. Mais que de différences entre les nations qui occupent un territoire : uzbek, tadjik, entre des minorités nationales dispersées parmi les indigènes d'une nation, alors que bien des ethnies ne disposent pas d'un territoire, ou que d'autres sont dispersées dans l'Empire, comme la minorité juive par exemple!

Les peuples musulmans de l'Empire posent au gouvernement central des problèmes particuliers, car depuis des siècles le destin de la Russie est confronté à celui de l'Islam. L'occupation tataro-mongole

(1237-1480), la prise de Kazan' (1552), la "pacification du Caucase" (1958), la conquête de l'Asie centrale (1884), ont créé des situations souvent délicates. La révolte d'Andižan (1898), et surtout la Révolution russe de 1905 ont eu un écho profond en Asie, au point que les révolutions perse en 1907, turque en 1908, chinoise en 1911, ont participé directement à ces profondes mutations politiques qui ont secoué l'Asie au début du XXe siècle. Les allogènes vivant en Russie s'interrogent alors sur la possibilité de s'affranchir du joug tsariste qui, en Asie centrale, tout au moins, n'a pas réussi, malgré les tentatives de russification, à sortir les indigènes de leur sous-développement économique et culturel. Le gouverneur-général Rosenbach n'a-t-il pas déclaré en 1884 "qu'on n'a jamais vu sortir des écoles ni un Kirghiz russifié ni même un Kirghiz cultivé" ?

Mais pourquoi donc le problème national occupe-t-il une place si importante dans la pensée et le combat politiques de Lénine ? Alors qu'il vit en exil, il lui paraît indispensable de préparer "des avances d'idées" pour régler les problèmes qui commanderont la vie économique, sociale, politique de la Russie, et pour établir des rapports confiants entre les peuples et les nations de cet Empire multinational. L'avenir de ce monde politique dépendra, selon lui, du système qui sera édifié après la révolution politique, économique et sociale, dont le problème national constitue la clé de voûte.

Les peuples qui souffraient du régime tsariste attendent, de leur côté, l'occasion propice pour réclamer le droit de disposer d'eux-mêmes, et obtenir ainsi leur autonomie et leur indépendance. Cette éventualité leur est offerte en 1917 par la guerre, "accoucheuse de nations", lors de la désintégration de l'Empire, ou plus tard lors de la création de l'Union des républiques de Russie. Lénine ne peut et ne doit donc pas éluder ce problème crucial. Il lui appartient ainsi de fixer des principes, de forger une idéologie, et à la faveur des événements, de les imposer, en tenant compte des impératifs de l'actualité. A l'étranger, il a affiné ses idées, qu'il tentera d'appliquer lors de son arrivée au pouvoir, quand le gouvernement est assailli par des problèmes angoissants surgis de la guerre civile et de la guerre étrangère, au cours desquelles, entre 1918 et 1920, quatorze nations étrangères,

avec leurs contingents militaires, se sont efforcées de renverser le jeune pouvoir soviétique. Après les premiers succès de son action, la paix revenue, Lénine multiplie les notes et les directives pour promouvoir entre les nationalités une politique d'amitié, qui constitue un testament politique légué à ses successeurs et aux peuples de l'U.R.S.S.

Mais si la politique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie préconisée par Lénine à l'égard des nationalités est cohérente dans ses principes, elle est appliquée avec souplesse et diplomatie dans les républiques à majorité musulmane. Ces populations, autrefois opprimées, restent fières de leur identité, assurée par leur religion, qui est une éthique originale pour régler bien des actes quotidiens de l'existence. Aussi, l'apostolat de missionnaires orthodoxes en pays musulmans avait été voué à l'échec. L'Islam des Tatars de la Volga, de Crimée, des montagnes du Caucase, du Turkestan, rameau important de l'Islam turc engagé dans l'Islamyat, la grande famille qui regroupe des millions d'hommes, entend peser sur les destinées de l'Europe et du monde. Les musulmans vivant en Azerbaïdjan, Uzbekistan, Tadjikistan, Kirghizie, Kazakhstan, et occupant des régions frontières, le gouvernement soviétique a dû se mettre à l'écoute de leurs doléances et de leurs problèmes. Dans le feu de la guerre civile, il a affronté ses responsabilités, sans ruse, et avec courage, afin de ne pas décevoir ces populations, tentées par le vertige de l'aventure, offerte par les mousavatistes d'Azerbaïdjan, les bašmaci du Turkestan, mouvements nationalistes bourgeois associés aux gardes blancs de la contre-révolution. De l'autonomie, de la fédération, de l'indépendance des nations, quelle voie semblait être la plus réaliste? Comment le gouvernement pouvait-il agir pour conserver l'unité de vues, rallier les populations, réduire les inégalités choquantes entre les classes de la société ?

Au début du XXe siècle, quels sont donc les moyens dont dispose Lénine pour aborder le problème national? Parmi les théoriciens du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, il est l'un des mieux pré-

parés pour saisir les imbrications complexes de cette question capitale pour l'évolution politique, économique et sociale des peuples de l'Empire de Russie.Ses origines l'y ont préparé. V.I. Lénine est né en 1870 à Simbirsk, arrosée par la Volga, ce fleuve qui trace dans l'histoire de la Russie une ligne rouge, des émeutes et des révoltes noyées dans le sang : celle de Bolotnikov (1606-1607), Stenka Razin (1667-1671), Bulavin (1708-1709), Pugačev (1773-1775), provoquées par le servage rigoureux, par les disettes et les famines, dans ces régions où les précipitations atmosphériques sont irrégulières d'une année à l'autre. La Volga est aussi une limite entre l'Europe et l'Asie russe. Si les provinces du Černozem central sont peuplées de Grands-Russes surtout, dans les plaines arrosées par la Volga, les allogènes se côtoient dans leur diversité colorée. Les Kalmuks, Kirghizs, Kazakhs, Mariis, Tchouvaches etc., affluent vers les villes lors de la famine de 1868, des disettes de 1872, 1875, 1880, 1883, 1885. Au cours de la famine de 1891, la plus terrible que le régime ait connue, Lénine a mesuré dans la province de Samara l'étendue du désastre, l'indigence des secours officiels, et leur inefficacité, malgré le dévouement des étudiants pour atténuer la détresse indicible des populations déjà victimes du paupérisme (1). A Kazan', où il a séjourné, Lénine a été sensible aussi à la différence des niveaux de vie entre les Russes et les allogènes.

Ces années près des peuples ont hâté la maturité de ses idées. Il a compris que le développement inégal du capitalisme, qui surprend de plein fouet l'économie de la Russie à la fin du XIXe siècle, anime des formes de production, en détruit d'autres, tandis que des crises, comme celles de 1880-1882, 1901-1903, crises de structure, de conjoncture, accusent les différences sociales. A ces crises succèdent des reprises d'activité fougueuses et désordonnées. Mais si le capitalisme favorise inégalement la Russie, des formes précapitalistes tenaces condamnent à une stagnation économique et culturelle les allogènes, considérés souvent par l'administration comme des citoyens d'importance mineure. Aussi les larges "couches" de la société, feuilletées, fragiles, qui se déstructurent aisément, éclatent, lors d'une crise, et se restruc-

1. S. Bensidoun, *L'agitation paysanne en Russie, de 1881 à 1902*, Paris, 1975, ch. 5.

turent assez difficilement, faute d'un puissant facteur d'unité, car le mythe du tsar,père protecteur des peuples de l'Empire, s'estompe dans les campagnes. De plus, les rapports quotidiens de la vie sociale sont affectés "par une cascade de mépris", réglée par le peuple colonisateur, le Grand-Russe, le "Moscal", dont Lénine a déploré souvent l'orgueil particulier : "Il n'est que d'évoquer mes souvenirs de la Volga sur la façon dont on traite chez nous les allogènes. Le Polonais, le Tatar, l'Ukrainien, le Géorgien et les autres allogènes du Caucase ne s'entendent appeler respectivement que par des sobriquets péjoratifs, tels que "poljačiška, khiaz, khokhol, kavkazskij čelovek" (1).

Dans l'Empire de Russie à la fin du XIXe siècle, la question nationale est donc imbriquée dans les problèmes économiques et sociaux qui affectent les allogènes. Devant les efforts de russification entrepris pendant le règne d'Alexandre III (1881-1894) surtout, ces populations musulmanes continuent d'opposer une sourde résistance, un refus d'emprunter, qui est la réaction légitime d'une civilisation qui se croit menacée. Par la force d'inertie, l'Islam oppose alors son acculturation au colonisateur russe. Le nationalisme ombrageux s'abrite ainsi derrière l'Islam pour protester contre la colonisation du Caucase, et en Asie centrale, "chasse gardée du capitalisme russe", surtout sensible par la mainmise sur certaines bonnes terres des indigènes, par les colons russes, en Semireč'e, en Fergana, et par la fiscalité qui accable les artisans.

C'est dans ce contexte qu'en 1898 éclate une révolte à Andižan, l'ancienne capitale des khans du Kokand, dans un district qui a pourtant peu souffert de la colonisation russe. Sous la conduite d'un chef inspiré, çufiste sincère, probablement manipulé par la bourgeoisie régionale, convaincu d'un soutien, combien hypothétique de la Turquie, que lui auraient promis des agents anglais, El Hadj el Madali provoque un rassemblement de plusieurs milliers d'hommes, qui se jettent sur la

1. V.I. Lénine, "La question des nationalités ou de l'autonomie", 30 décembre 1922, *Oeuvres*, t. 36, pp. 618-624.

garnison russe d'Andižan, le 17 mai 1898 (1). Lors de son procès, El Madali soutiendra que la Russie portait atteinte à l'identité islamique des populations en suscitant en eux la tentation de biens matériels qui engendrent l'égoïsme et la haine, contraires, selon lui, à l'esprit du message coranique (2). Mais cette révolte d'Andižan provoque des mutations de pensée, et "la self-détermination des peuples suit une voie difficile et compliquée".

Rentré de son exil sibérien, Lénine découvre en Russie l'opposition entre deux "nations", celle de la classe dominante qui "va de la démocratie bourgeoise vers la démocratie prolétarienne", alors que les couches sociales dominées, les allogènes en particulier, "vont quitter le Moyen-Age pour s'engager dans la démocratie bourgeoise" (3). Après avoir publié *Le développement du capitalisme en Russie*, en 1899, Lénine est en pleine force intellectuelle. Après d'excellentes études il s'est donné une vaste culture générale, enrichie par les apports de la philosophie politique russe, française, allemande, anglaise. Héritier de la pensée des Dékabristes et de A. Herzen, il est surtout imbu de la pensée de Černyševskij et de Marx. Il élabore alors un système économique et social, qui devra tenir compte des particularismes régionaux, de l'historicité des peuples et des nations, de leur insertion dans l'histoire universelle. Et Lénine conçoit le problème national avec une générosité, un dévouement et un désintéressement absolus, qui caractérisent bien souvent l'intelligentsia russe. Celle-ci, de tous temps, se mobilise au service de la nation, dont elle croit avoir la charge morale.

Lénine est alors convaincu que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le POSDR, créé à Minsk le 1er mars 1898, doit se pencher sur la condition difficile des ouvriers, des paysans, des allogènes. "Pour maintes raisons, entre autres par suite de l'état arriéré

1. Andižanskoe vosstanie 1898 g, *Krasnyj Arkhiv*, Moscou, 1938, n° 3, p. 123-181.
2. J. Castagne, *Les Basmatchis*, Paris, 1937, p. 7.
3. V.I. Lénine, "Rapport sur le programme du parti" présenté au VIIIe Congrès du P.C. (b) de Russie, mars 1919, *Oeuvres*, t. 29, p. 149-155.

de la Russie et de son immensité, et parce que ce pays sert de limite entre l'Europe et l'Asie, l'ouest et l'est, c'est à nous, les bolcheviks, tout le fardeau - et nous en sommes très fiers - d'être les promoteurs de la lutte mondiale contre l'impérialisme" (1). Il est d'ailleurs sensible à l'évolution de la conjoncture internationale. Dans les congrès du POSDR, à Bruxelles, Londres, Stockholm, il porte une attention spéciale au problème national, qui infléchira certainement le sort de la Révolution en Russie. Avec la question paysanne, problème mal posé et non encore résolu, avec la politique aventureuse en Extrême-Orient qui mène à la guerre contre le Japon, la Russie est grosse d'une révolution. Le problème national est pourtant différent du problème colonial, mais les résistances à la colonisation renforcent le nationalisme, qui devient alors une idéologie de combat pour soutenir les revendications des allogènes. Il obscurcit pourtant leur prise de conscience de certains problèmes et les éloigne, selon Lénine, des ouvriers de Russie et des prolétaires du monde.

Pourtant, Lénine pressent le rôle immense de ces millions d'hommes, objets de l'histoire, à qui était imposé un rôle passif et qui seront bientôt des sujets majeurs. Entrés dans l'arène politique, ils vont désormais cerner leur destin. Ils ont déjà déclenché la révolution en Russie, en octobre 1905, en Perse en 1907, en Turquie en 1908, en Chine en 1911. Ces révolutions, même avortées, laissent des traces dans la conscience des dirigeants et des masses. Et Lénine soutient que "l'éveil de l'Asie et le début de la lutte pour le pouvoir du prolétariat avancé d'Europe inaugurent au seuil du XXe siècle une nouvelle phase de l'histoire universelle" (2).

Mais à plusieurs reprises Lénine insiste sur la nécessité pour les allogènes d'associer leur combat et leur destin à ceux du prolétariat russe et du prolétariat du monde, sinon, ils courent le risque "de jouer un solo qui peut devenir un chant funèbre". Il a la

1. V.I. Lénine, Rapport du IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient, *Izvestija*, 20 décembre 1919, *Oeuvres*, t. 30, p. 130-141.
2. *Pravda*, n° 103, 7 mai 1913, *Sočinenija*, (Oeuvres), t. 19, p. 65-66.

certitude que l'Europe va être bientôt victime du choc des impérialismes, et la guerre, qui sera une guerre civile entre Européens, détruira bien des richesses matérielles et fauchera une génération d'hommes parmi lesquels se trouvent les guides du prolétariat international. "L'Europe est donc arriérée", alors que "l'Asie avancée" va libérer d'immenses forces neuves, car "en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité partout des mouvements nationaux qui tendent à constituer des Etats nationaux en Asie... qui assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement" (1). La victoire des jeunes nations asiatiques est cependant, selon Lénine, certaine. Elle renforcera un prolétariat mondial : "La jeune Asie, c'est-à-dire des millions de travailleurs d'Asie, ont désormais un allié sûr dans le prolétariat de tous les pays civilisés. Nulle force au monde ne pourra empêcher sa victoire qui affranchira les peuples d'Europe, comme les peuples d'Asie" (2).

Utilisant alors les thèses du parti bolchévik présentées lors de ses Congrès et celles des Conférences du parti ouvrier juif, le Bund, à Vilno (1897 et 1898), à Kovno (1899), à Bialystok (1901), à Zurich (1903), pour les réfuter, Lénine approfondit ses idées, et les expose dans deux articles : "Vues critiques sur le problème national" et "Sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes", qui paraissent dans la revue *Prosveščenie*, en 1912 et en 1913. Ce droit des peuples "implique d'ailleurs un maximum de démocratie et un minimum de nationalisme". Les nations qui entreraient dans une fédération doivent avoir le droit de se séparer de la république fédératrice. Un an après, dans la même revue, Joseph Djugašvili, le futur Staline, publie le fameux article "Le marxisme et le problème national". Les thèses de Lénine et de Staline sur le problème national serviront de base de discussion aux dirigeants et aux peuples du monde russe appelés à vivre dans un esprit d'égalité rigoureuse . Pour que les différentes nations vivent dans la liberté et la paix, ou qu'elles se séparent quand bon leur semble, en constituant des Etats distincts, il faut qu'il y ait une démocratie

1. Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, *Prosveščenie*, n° 4-6 avril-juin 1914, *Oeuvres*, t. 20, p. 417-429.
2. *Pravda*, 18 mai 1913, *Oeuvres*, t. 19, p. 77-78.

absolue, défendue par la classe ouvrière. Pas un seul privilège pour aucune nation, ni pour aucune langue! Pas la moindre vexation, ni la moindre injustice envers une minorité nationale! Tels sont les principes de la démocratie ouvrière".(1)

Mais à la veille de la guerre de 1914-1918, Lénine a le sentiment qu'une page de l'histoire universelle va se tourner. Désormais, grâce à l'influence des prolétariats d'Europe, des forces neuves qui sommeillent, surtout en Asie, vont se libérer et ouvrir des perspectives pour l'avenir du monde. Lénine pourra-t-il alors mettre ses idées en application? Il vit en exil en Suisse, puis à Cracovie,où il approfondit encore le problème national dans une brochure, *Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, qui paraît en 1916. Mais il perçoit chez les belligérants, dans le fracas des armes, des signes de lassitude.

Déjà, de juin à décembre 1916, les soulèvements populaires en Asie centrale et au Kazakhstan annoncent la désintégration de l'Empire de Russie. En 1915, des colons et des fonctionnaires russes avaient reçu 1 800 000 déciatines parmi les meilleures terres possédées par des Kazakhs et des Kirghizes (2). Les indigènes du Turkestan souffrent de la diminution des importations de céréales et de produits manufacturés, alors que les impôts augmentent. Les cours du coton manipulés par les Bourses de Moscou et de Pétrograd baissent brutalement, entraînant la ruine de plusieurs exploitations agricoles. Le mécontentement est si profond que la publication de l'ukaz du 25 juin 1916, qui mobilise les indigènes, illégalement, pour des travaux auxiliaires sur le front russe (creusement de tranchées), provoque une émeute à Khodžent, le 4 juillet 1916. Elle gagne la Fergana, une partie de la région de Taškent, et plusieurs districts de la province de Samarkand.

A la fin de l'année 1916, un peu partout en Turkestan, des foules saccagent et incendient des bâtiments administratifs de la police, du recrutement militaire, des casernes de Cosaques. L'incendie cri-

1. V.I. Lénine, *Pravda*, 10 mai 1913, *Oeuvres*, t. 19, p. 71-72.
2. *Histoire de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1948, t. 3, p. 129.

minel a ravagé aussi quelques grands domaines agricoles, russes et indigènes, les maisons des usuriers. En septembre 1916, à Turgaj (Kazakhstan) s'est déroulée la manifestation la plus violente à laquelle ont participé plus de 50 000 hommes. La répression atroce a été conduite par le général Madrutov. Des milliers de paysans ont été fusillés sans jugement, des villages incendiés, des cultures anéanties (1). Redoutant des représailles, des milliers de Kazakhs et de Kirghizs se sont enfuis vers la Chine ou la Mongolie, les Turkmènes vers la Perse. Le malaise général dans l'Empire oblige Nicolas II à abdiquer le 3 mars 1917. La dynastie des Romanov a cessé de régner en Russie.

Quelques semaines après, Lénine rentre en Russie. Il publie aussitôt ses *Thèses d'avril*, et en mai, une "Résolution sur la question nationale" par laquelle il annonce qu' "à toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement, et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes ou d'annexions. Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à se séparer assure la solidarité complète des ouvriers des différentes nations et favorise un véritable rapprochement démocratique des nations" (2).

Les vues de Lénine sur le problème des nationalités, claires et nettes, restent théoriques. "Vous ne trouverez, déclare-t-il, la solution de ces problèmes dans aucun livre communiste" (3), le 22 novembre 1919 au IIe Congrès des organisations communistes des peuples d'Asie. Après la prise du pouvoir, le 25 octobre 1917, le problème national subit en effet la rude épreuve de la guerre civile et de la guerre étrangère qui désolent le territoire et menacent la pérennité du pouvoir soviétique. Avec un certain opportunisme politique, Lénine nuance ses vues pour préserver l'avenir : la Constitution de l'Union soviétique, forte de l'adhésion de peuples solidaires, appelés à vivre en bonne intelligence, fortifiés par la koinè soviétique, jaloux de

1. *Istorija Uzbekskoj SSR*, Taškent, 1956, t. 1, livre 2, p. 383-400.
2. V.I. Lénine, Résolution sur la question nationale, *Soldatskaja Pravda* du 3/16 mai 1917, *Oeuvres*, t. 24, p. 305.
3. *Works*, Moscou, Editions du Progrès, t. 30, p. 160.

leur identité nationale et de leur sensibilité religieuse. Puissance européenne et asiatique, la Russie a donc vocation pour préparer de nouvelles structures économiques, sociales, politiques, mentales. Les aspirations nationalistes, masquées à peine par des revendications sociales, peuvent alors devenir des forces neuves pour une révolution totale. Que vaut donc cette idéologie confrontée aux implacables nécessités de l'histoire brûlante où se jouent le destin du pouvoir soviétique et l'avenir des peuples du monde russe et soviétique ?

A peine installés au pouvoir, fidèles à leurs engagements, les bolcheviks s'attellent à une tâche immense. Après avoir signé les décrets sur la paix, sur la terre, ils publient le 20 novembre 1917, le décret sur les nationalités, qui reflète l'idéologie du parti communiste. Les deux meilleurs théoriciens du problème national, V.I. Lénine et J. Staline, en sont les deux co-signataires, tandis que la "Proclamation à tous les musulmans de Russie et d'Orient" constitue un programme de gouvernement : "Musulmans de Russie, Tatars de la Volga et de Crimée, Kirghizs et Sartes de Sibérie et du Turkestan, Turcs et Tatars de Transcaucasie, Tchétchènes et Montagnards du Caucase, et vous tous dont les mosquées et les oratoires ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été foulées aux pieds par les tsars et les oppresseurs de Russie, vos croyances et vos usages, vos institutions nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables. Organisez votre vie nationale en toute liberté. Vous en avez le droit. Sachez que vos droits ainsi que ceux de tous les peuples de Russie sont sous la sauvegarde puissante de la révolution et de ses organes, les Soviets ouvriers, soldats et paysans" (1).

V.I. Lénine est convaincu que cette politique libérale portera ses fruits dans quelques décennies seulement, car les rapports de colonisateur à colonisé ont laissé dans le coeur des populations trop d'amertume. Avec le temps, certes, la rancoeur disparaîtra grâce aux progrès économiques qui créeront de nouveaux rapports sociaux, renforcés par la solidarité avec la IIIe Internationale. Ainsi, "la haine,

1. *Revue du monde musulman*, Paris, 1922, t. 51, p. 8.

d'ailleurs parfaitement légitime, de la nation opprimée envers celle qui l'opprime, subsistera quelque temps; elle ne se dissipera qu'après la victoire du socialisme et après l'établissement définitif de rapports parfaitement démocratiques entre les nations" (1).

Mais le décret sur les nationalités accueilli avec enthousiasme, au Turkestan surtout, a été perçu par les allogènes comme une étape vers l'autonomie et l'indépendance. Selon les dirigeants soviétiques, elle constituerait un danger de désintégration de la fédération soviétique, préjudiciable alors aux intérêts de tous, même des peuples musulmans : "Nous avons toujours conseillé et nous conseillerons toujours à toutes les classes opprimées de tous les pays opprimés, y compris les colonies, de ne pas se séparer de nous, mais de se rapprocher de nous, en vue de la fusion la plus étroite possible" (2). L'application de cette politique est cependant contrariée par la guerre civile et la guerre étrangère. Après la paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, la Russie est au ban de l'Europe. Les forces armées de quatorze nations étrangères occupent une partie de son territoire et soutiennent les armées de Denikin, Wrangel, Kolčak, Judenič, qui tentent de renverser le pouvoir soviétique. La contre-révolution est soutenue par les basmačis en Asie centrale, les mencheviks en Géorgie, les mousavatistes en Azerbaïdjan, les dašnaki en Arménie. La guerre civile a coupé la Russie d'Europe et d'Asie en plusieurs ensembles géographiques, sans liaisons régulières avec Moscou. Ces mouvements devaient échouer car leur idéologie était indigente. Hormis l'idée de combattre "le bolchevisme athée", ils n'avaient proposé aux allogènes aucune idée-force exaltante ou mobilisatrice, ni promis aucun partage des terres, ni envisagé une politique généreuse à l'égard des minorités nationales.

En dépit des difficultés , le gouvernement soviétique reste fidèle à ses principes. Dans le cadre d'une fédération des peuples de la Russie, à la demande des populations, il autorise la création en 1919 de la République autonome de Baškirie, et en 1920 de la République

1. V.I. Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations, juillet 1916, *Oeuvres*, t. 22, p. 380. Les mots sont soulignés par l'auteur.
2. V.I. Lénine, Une caricature du marxisme, et à propos de "L'économie impérialiste", août-octobre 1916, *Oeuvres*, t. 23, p. 69-76.

autonome de Tatarie, au sein de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, estimant que "la fédération est la forme transitoire vers l'unité". Lénine reconnaît aussi qu'il " est impossible de préserver l'existence des républiques soviétiques entourées de puissances impérialistes de tout l'univers, infiniment supérieures sur le plan militaire, sans l'union la plus étroite de ces républiques soviétiques", indispensable pour "restaurer les forces de production détruites par l'impérialisme et pour assurer le bien-être des travailleurs" (1).

Bien que les tâches qui assaillent le gouvernement central puissent paraître plus urgentes, Lénine multiplie les recommandations aux dirigeants de province :"Efforcez-vous tout de suite d'améliorer la situation des paysans et d'amorcer de grands travaux d'irrigation et d'électrification. L'irrigation est nécessaire par-dessus tout; c'est elle qui recréera le pays, le régénérera, enterrera le passé et affermira la transition vers le socialisme" (2). Malgré les priorités financières commandées par la guerre civile, Lénine décrète la création de l'Université du Turkestan. Avec un crédit de 50 millions de roubles il annonce des travaux d'irrigation en Asie moyenne pour vivifier 500 000 déciatines dans la Steppe de la Faim (oblast' de Samarkand), 40 000 déciatines dans la Steppe de Dal'verzin, près du Syr Dar'ja, 10 000 déciatines dans la Steppe d'Uč et dans la Steppe de Kurgan' (oblast' de la Fergana) tandis que la régularisation du Zeravšan étendra la culture du coton sur 100 000 déciatines (3).

Les problèmes idéologiques restent toutefois la préoccupation majeure des dirigeants soviétiques et de Lénine. Ainsi, dans la région de Kazan', où la population musulmane a toujours mal supporté la présence russe, des prises de position laissent apparaître des diver-

1. V.I. Lénine, Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale, présentée par le IIe Congrès de l'Internationale communiste, juin 1920, *Oeuvres*, t. 31, p. 145-152.
2. V.I. Lénine, Aux camarades communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, du Daghestan et de la République des Montagnards, avril 1921, *Sočinenija* (Oeuvres), t. 32, p. 297.
3. A.N. Khejfec, *V.I. Lenin drug Narodov Vostoka*, Baku, 1967, p. 57.

gences entre le gouvernement central et l'intelligentsia locale. Ses leaders, Sultan Galiev et Hanafi Muzaffar, tout en affirmant leur fidélité à l'idéal communiste des bolcheviks de Moscou souhaitent appliquer leur idéologie, le sultangaliévisme, à une minorité tatare, et l'étendre à tous les peuples turcs du monde russe. Comment concilier alors le socialisme et l'Islam? Les théoriciens de Kazan', qui ont souffert de l'oppression tsariste, reconnaissent que leur combat est pris en charge par le parti communiste de Russie en lutte contre l'impérialisme. Ils estiment ne pas craindre "le caractère antireligieux de la dictature du prolétariat". De son côté, au Kazakhstan, Bajtursum, chef du parti kazakh Alas Orda, ne voit aucune incompatibilité entre le communisme et une société nomade patriarcale. Ainsi pour Sultan Galiev et ses compagnons "la Révolution d'Octobre doit être à la fois une révolution sociale dirigée contre les exploiteurs indigènes, bourgeoisie et féodaux fonciers, et le clergé musulman 'rétrograde', et une révolution nationale dirigée contre la domination étrangère" (1).

Mais quelle était l'emprise exacte de ces idées sur les masses musulmanes? Sultan Galiev aurait souhaité fédérer dans un mouvement communiste autonome le Turkestan, la Kirgizie, la Baškirie, le Caucase, le Tatarsan, la Crimée, pour épauler la révolution bolchevique. Cet état national panturc, le Turan, dont rêve Sultan Galiev, suscite les critiques sévères de Lénine et de Staline, Commissaire du peuple aux nationalités, car il irait à l'encontre du courant fédérateur qui converge vers la création de l'U.R.S.S., proclamée le 30 décembre 1922. Devant le IIe Congrès de l'Internationale communiste, Lénine est d'ailleurs catégorique : "Il est nécessaire de lutter contre le panislamisme, le mouvement panasiatique et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement du pouvoir de l'impérialisme turc et japonais , de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé" (2). Mais dans ces régions, les allogènes associant la lutte des classes à l'idée nationale peuvent s'engager dans la voie du séparatisme.

1. A. Bennigsen et Ch. Quelquejay, *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie*, Paris, 1960, p. 101.
2. V.I. Lénine, *Sočinenija*, (Oeuvres), t. 41, p. 163-168, et H. Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, 1965, p. 202.

Pour éviter le confusionnisme créé par la prolifération des tendances, le gouvernement soviétique précise ses vues dans les Congrès de l'Internationale communiste, et tente ainsi de clarifier le problème national. Si la guerre civile et la guerre étrangère font rage en Russie jusqu'en 1920, et ont empêché le Ier Congrès, tenu à Moscou le 27 mars 1919, d'examiner la question nationale, le IIe Congrès,réuni à Pétrograd du 21 juillet au 6 août 1920, s'est partagé entre deux tendances. Si Serrati a défendu une conception européocentriste de la révolution, M.N. Roy a eu une vision asiocentriste, tandis que Lénine a adopté une position moyenne. L'espoir d'une révolution en Europe ayant été anéanti après la défaite devant Varsovie, en 1920, bien des délégués, avec Roy, soulignent que l'avenir de la Révolution dépend désormais des réserves humaines et révolutionnaires de l'Orient. D'accord sur le principe, Lénine , moins catégorique, reconnaît que les peuples d'Asie peuvent, dans l'immédiat, bénéficier du socialisme.

De leur côté, les musulmans de Russie, au IIIe Congrès des organisations communistes musulmanes, en janvier 1920, souhaitent obtenir la dissolution de la section turkestanaise du parti communiste russe et la création d'un parti communiste qui regrouperait les communistes turcs de Russie. Et à la Conférence de Baku, du 1er au 5 septembre 1920, les peuples d'Orient, où dominent les musulmans de Russie, confirment leur maturité politique. Ils souhaitent être libérés de la condition coloniale qui a pesé sur eux : appropriation par les colons de bonnes terres, faible mise en valeur des richesses minières, système de l'Exclusif pour le commerce, législation russe appliquée à des peuples allogènes, russification culturelle.

Mais pour bien des musulmans de l'Orient soviétique la révolution bolchevique constitue un moyen de se libérer du joug colonial, d'affermir leur identité culturelle, de retrouver leur dignité de nation, d'établir un certain oecuménisme avec les musulmans du monde.Dès lors, l'évolution sociale ne peut, selon eux, se séparer du mouvement national. Aussi, au IIIe Congrès de l'Internationale communiste, 22 juin-12 juillet 1921, et au cours du IVe Congrès, novembre-décembre 1921, Lénine reconnaît-il que la Révolution de 1917, ayant libéré des forces neuves, mais dispersées, des divergences ont surgi qui brouil-

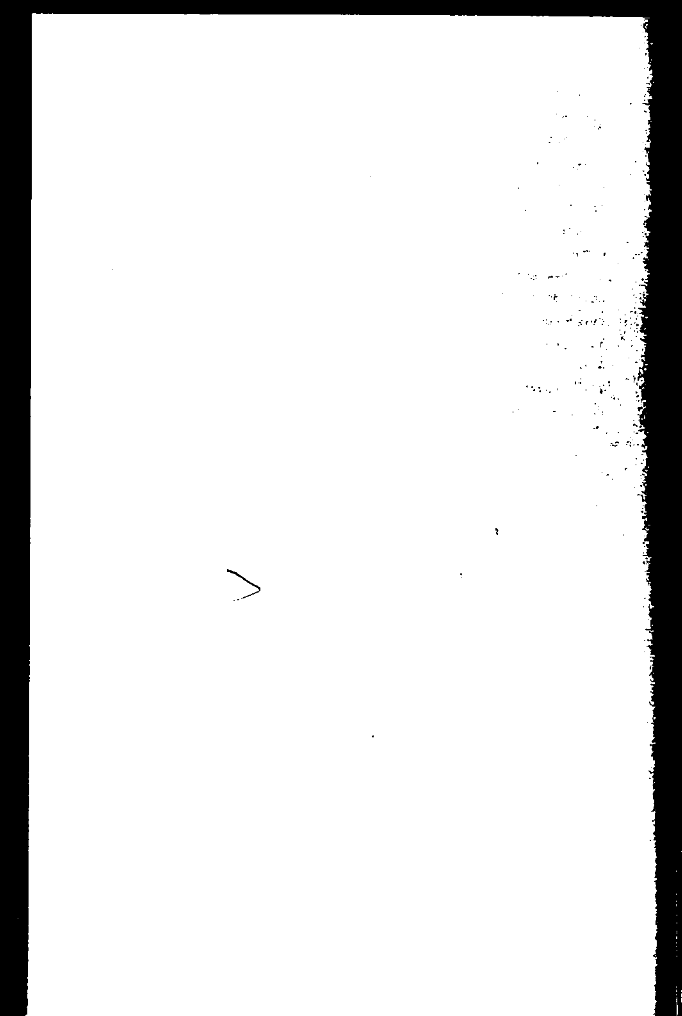
lent l'idée nationale et la révolution sociale. Bien des allogènes nourrissent encore des rancunes contre les anciens colonisateurs. D'ailleurs, leur nationalisme ne recouvre-t-il pas un mouvement scissionniste à l'égard de la République socialiste fédérative soviétique de Russie dont le pouvoir encore fragile est menacé de l'intérieur et de l'extérieur ?

Cependant le 16 décembre 1922, Lénine, malade, est obligé de s'éloigner des affaires. Mais durant sa convalescence, il reprend les dossiers importants, en particulier celui de la question nationale, et en mars 1923, il rédige encore une note pour souligner l'importance des problèmes humains posés par les séquelles du colonialisme. Il sait aussi que ses recommandations ne sont pas toujours appliquées avec beaucoup de tact dans les républiques à majorité musulmane. Bien des citoyens ont subi les tracasseries administratives, et la propagande anti-religieuse a froissé bien des musulmans, au point que Narbutabekov s'en était plaint en public lors de la Conférence de Baku. Lénine recommande encore :"En Orient, où nous avons des pays plus arriérés qu'en Occident, qui subissent le joug du fanatisme religieux, qui sont pleins de méfiance envers le peuple russe, qui ont subi pendant des décennies et des siècles l'emprise de la politique capitaliste tsariste et de l'impérialisme politique de grande nation menée à leur égard par la Russie, notre politique doit être en l'occurrence plus prudente et plus patiente" (1). Et à quelques semaines de sa mort, il dicte encore des dizaines de télégrammes, tandis qu'il annote de nombreux rapports qui le tiennent au courant de l'évolution de la question nationale dans les républiques de l'Orient soviétique.

Devenu homme d'Etat, V.I. Lénine a pu appliquer ses idées sur le problème national, forgées en exil. Il a prévenu ainsi la menace sérieuse de désintégration du monde russe, qui aurait pu l'affecter comme bien des Empires qui n'avaient pas su résoudre ce problème. L'exemple le plus impressionnant n'a-t-il pas été celui de l'Etat multi-

1. V.I. Lénine, Rapport sur l'activité du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du peuple à la 1ère session du Comité (VIIé législature), 2 février 1920, *Oeuvres*, t. 30, p. 300-302.

national austro-hongrois qui s'est décomposé après quatre ans de guerre (1914-1918) ? Pour la première fois au monde, des peuples qui avaient souffert de la domination coloniale ont été invités à participer à une oeuvre économique, à vivre dans le respect de leurs patrimoines culturels. Bien des peuples musulmans, qui ont su dominer leur rancoeur contre la puissance russe tutélaire, ont accepté le message sincère de fédération et d'union qui allait dans le sens de leur intérêt le mieux compris. Les jeunes républiques à majorité musulmane ont ainsi bénéficié de crédits énormes, de cadres et de techniciens venus des quatre coins de l'U.R.S.S. Elles sont ainsi rapidement sorties de leur sous-développement économique et culturel. Aussi, sur les esplanades et dans les jardins, les bibliothèques et les Académies, à Baku, Taškent, Alma-Ata, Frunze, Aškhabad, Dušanbe etc... des hommes ont élevé à V.I. Lénine des stèles, des statues, mais le monument le plus durable restera la mémoire de ces peuples reconnaissants.



LA COLLECTIVISATION EN SIBERIE : UN PROBLEME DE NATIONALITES

Boris CHICHLO

Dans les dictionnaires contemporains de la langue russe, le terme "collectivisation" est défini comme "le regroupement de petites unités économiques isolées en communautés importantes à caractère collectif et socialiste". Ce mot, nous le savons, est un emprunt aux langues germano-romanes, et il suffit, pour s'en convaincre, de voir que même de nos jours, d'éminents spécialistes soviétiques éprouvent encore quelque difficulté à l'articuler. Mais depuis quelques années, le terme s'est chargé d'une signification tellement spécialisée, qu'on l'a peu à peu retrouvé, dans les dictionnaires de son milieu linguistique d'origine, avec une étiquette spécifiquement soviétique. Quoi qu'il en soit, si le contenu historique du mot "collectivisation" est encore loin d'être complètement élucidé, on sait au moins qu'il caractérise l'étape la plus dramatique de la formation du nouveau système soviétique.

Pour étudier ce que recouvre au juste ce terme, nous avons délaissé le point de vue plutôt scolaire des manuels d'économie politique soviétiques, pour nous situer dans une optique strictement historique, afin de mettre en évidence certains problèmes liés à cette période de l'histoire soviétique qui n'ont jamais été très clairement posés, et dont beaucoup attendent encore de recevoir une explication objective.

Parmi ces problèmes, il en est un qui a plus spécialement trait aux difficultés ethniques nées d'un complet bouleversement de toutes les habitudes de vie, en même temps que d'un choc extrêmement brutal entre des cultures très différentes les unes des autres, tant sur le plan de leur développement économique que sur celui de leur fonctionnement propre.

A cet égard, même si elle est encore relativement peu étudiée, la Sibérie présente un intérêt considérable : ce qui s'y est passé lors de la période de collectivisation peut être considéré comme une variante extrême de l'expérience sociale qui a eu lieu en Russie à cette époque, et qui est sans précédent dans l'histoire. Cette expérience a d'ailleurs pris sur le territoire sibérien beaucoup plus de temps que partout ailleurs. Car, à la différence des régions où la collectivisation se résumait avant tout à un problème de réorganisation de l'agriculture, et s'est terminée vers la fin des années 1930, en Sibérie, où elle avait pour but principal de concentrer au maximum les populations aborigènes, sa durée s'est étendue jusqu'au début des années 1950.

On ne peut vraiment comprendre la complexité des problèmes nationaux qui se sont alors posés en Sibérie que si on les envisage dans le contexte de toutes les autres difficultés que provoquait la collectivisation. Et pareillement, l'on ne peut véritablement et profondément comprendre ce qui s'est passé au niveau des populations autochtones que si l'on commence par étudier ce qui fut alors le sort des Russes. Cela pour au moins trois raisons : d'abord parce qu'en 1917, les Russes constituaient plus de 80 % de la population totale de la Sibérie ; ensuite parce que ce sont eux qui furent les principaux organisateurs de cette expérience sociale dans laquelle ont été impliqués, en qualité de "cobayes", tous les peuples de Sibérie, des plus petits aux plus importants; enfin, parce que les Russes ont constitué le plus massif champ d'expérience d'un processus qu'ils avaient eux-mêmes engagé.

Il convient donc de se rappeler quelle était la situation de la Sibérie au début de la période qui nous intéresse et de comprendre à quel point elle avait été marquée par la présence des Russes. Du point de vue économique, elle représentait un réservoir considérable de matières premières au point de constituer, pour la Russie, une véritable colonie. C'est ainsi que, pour la seule année 1913, soixante douze mille tonnes de beurre furent produites sur son sol. Ce beurre de Sibérie était d'ailleurs très réputé pour sa qualité, même à l'étranger, et notamment en Angleterre. De sorte qu'il arrivait à représenter les neuf dixièmes de la quantité totale du beurre russe exporté, ce qui faisait

dire à un ministre de l'époque : "A elle seule, l'industrie du beurre sibérien rapporte à l'Etat deux fois plus d'or que toutes les mines de Sibérie réunies". La culture des céréales connaissait également un grand essor : rien que pour l'année 1914, les excédents de blé se chiffraient à cinquante trois millions de tonnes, ce qui faisait de la Sibérie une province agricole de première importance pour la Russie (1).

Du point de vue historique et culturel, la Sibérie n'était encore que la province la plus reculée de toute la Moscovie lorsque, vers la fin du XVIe siècle, elle a commencé à attirer nombre d'aventuriers intrépides, parmi lesquels se succédèrent les strelcy, les Cosaques et, un peu plus tard, les paysans qui fuyaient le servage. Après quoi, ce fut l'arrivée d'une nouvelle catégorie de gens : des exilés politiques, des bagnards et des schismatiques de tout genre. Et peu à peu naquit de cet amalgame un nouveau type d'homme désigné habituellement du terme de sibirjak, et à propos duquel Jadrincev écrit : "le sibirjak a oublié non seulement l'histoire du pays qu'il a quitté, mais également sa propre histoire. Cette absence de traditions historiques trouve son explication aussi bien dans le phénomène de brassage des populations auquel fut confronté le nouveau venu dès son arrivée, que dans l'éloignement géographique par rapport à la mère-patrie" (2). Pour le sibirjak, l'histoire commençait à la date de son arrivée en Sibérie ; en outre, comme le remarque D. Klemenč, c'était un homme assez caractéristique : "Les difficultés que le sibirjak devait surmonter pour survivre étaient telles, qu'elles avaient peu à peu développé chez lui un grand esprit d'initiative, tout en le rendant extrêmement farouche" (3).

Du point de vue social, la Sibérie possédait un trait qui lui était propre : elle n'avait jamais connu le servage, ni vu se développer sur son sol la classe des gros propriétaires terriens. Le dékabriste A. Beljajev, exilé en Sibérie, s'étonnait déjà du niveau de vie

1. N-J. Guščin, *Sibirskaja derevnja na puti k socializmu*, Novosibirsk, 1973, p. 30-31.
2. N.M. Jadrincev, *Sibir' kak kolonija*, St.-Petersbourg, 1882, p. 61.
3. D. Klemenč, *Naselenie Sibiri, ejo sovremennoe sostojanie i ejo nuždy*, St.-Petersbourg, 1908, p. 53.

élevé des paysans sibirjaki, dont la situation économique ne dépendait, en fait, que de leur plus ou moins grande initiative. Aussi s'exclamait-il : "Ici, nous pouvons affirmer solennellement : Voilà ce qu'est la liberté" (1). Plus tard, Lénine lui-même reconnaissait que la Sibérie était une terre de "paysans bien nourris, puissants, et absolument pas enclins au socialisme". Dans son étude sur *Le développement du capitalisme en Russie*, il écrit à propos de la paysannerie en Sibérie : "Elle ne connait ni le partage des terres selon un système égalisateur ni la propriété privée sur les sols. Car le paysan aisé n'achète ni ne loue sa terre : il la conquiert" (2). Plus loin, il remarque encore que "le féodalisme de propriétaires fonciers n'existe pas en Sibérie" (3). C'est pourquoi, selon lui, "il ne fut pas possible d'offrir aux paysans sibériens ce qui avait été offert à ceux de la Russie centrale. On ne put, en effet, leur donner à se partager les grandes propriétés des seigneurs, dans la mesure où, en Sibérie, celles-ci n'existaient pas" (4). Comme on le voit, il y avait une différence considérable entre le paysan sibérien et celui de la Russie centrale.

Sur cette terre peuplée en majorité de paysans, la classe ouvrière constituait moins d'un pour cent de la population totale, si bien que de nombreux historiens soviétiques s'accordent pour dire qu'"il ne pouvait objectivement exister en Sibérie de véritable prolétariat ouvrier avec toutes les particularités propres à cette classe" (5). Ce point de vue présente une importance non négligeable si nous considérons que, malgré cela, la thèse de la "dictature du prolé-

1. A. Beljajev, *Vospominanija dekabrista o perežitom i pročuvstvovannom*, St. Petersburg, 1882, p. 209.
2. V.I. Lénine, *Polnoe sobranie sočinenij*, vyp. 5, t. 3, p. 116.
3. *Ibid.*, t. 16, p. 310. Il est amusant de lire, dans la correspondance adressée à Lénine, des lettres du type : "Nous sommes prêts, cher camarade Lénine, à aller en Sibérie délivrer la paysannerie et le prolétariat ouvrier du joug des propriétaires fonciers et du capitalisme, et nous les aiderons à mettre en place le pouvoir des soviets", *Istorija Sibiri*, t. 4, Leningrad, 1968, p. 114.
4. R.A. Mal'kov, *Pereselenčeskie kontingenty kak social'nyj istočnik proletariata, Altaj, kon. XIX-nač. XX v.*
5. Iz istorii zapadnoj Sibiri, *Naučnye trudy Novosibirskogo Gosudarstvennogo Pedagogičeskogo Instituta*, vyp. 64, Novosibirsk, 1971, p. 131-132.

tariat", exposée dans l'historiographie soviétique, a été appliquée aussi bien aux grands centres industriels de Russie - où elle se justifiait pleinement - qu'à des régions comme la Sibérie, où elle avait moins sa raison d'être (1). En fait, la population des villes avait un caractère assez particulier, dû à l'afflux croissant d'exilés de droit commun qui, dans les derniers temps, étaient venus en accroître le nombre. Ce qui, du reste, n'était pas sans inquiéter de nombreux spécialistes, dont l'historien Jadrincev qui déclarait, à la fin du XIXe siècle : "Le contingent des nouveaux venus constitue de plus en plus une charge et, en outre, il vient grossir le prolétariat des villes" (2).

A cette énumération de traits propres à la Sibérie, il faut encore ajouter les particularités de son système administratif. Sous ce rapport, on peut dire, sans exagérer, que la Sibérie offrait alors un des exemples les plus étonnants d'arbitraire dont puisse faire preuve un pouvoir local : il y régnait, en effet, une illégalité absolue, en ce sens que la population ne disposait ni de droits ni de recours. Ce qui faisait dire à l'historien Slovcov : "La Sibérie était aux mains des voevodes" (3). Et Speranskij, au terme d'une inspection de quelques villes de Sibérie, communiquait à Pétersbourg : "L'illégalité et les abus sont révoltants" (4). Quelque quatre-vingt-dix ans plus tard, vers 1910, ce fut au tour de la revue *Questions Sibériennes* de constater que "le despotisme des autorités locales n'a pas de limites : c'est le vice historique, le péché originel de l'administration sibérienne. C'est lui qui depuis toujours freine le développement culturel de cette région, et il provient, avant tout, du niveau cultu-

1. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, une affirmation comme celle-ci nous paraît toute étrange : "A la veille de 1917, ce sont la classe ouvrière de Sibérie (constituée principalement de paysans) et la classe paysanne qui sont la force principale du mouvement révolutionnaire sibérien". Cf. *Istorija Sibiri*, t. 4, Leningrad, 1968, p. 6.
2. N.M. Jadrincev, Ssylka i ssylnye v Sibiri, *Živopisnaja Rossija*, t. XII, 1ère partie, St Petersburg, Moscou, 1895, p. 242.
3. P.A. Slovcov, *Istoričeskoe obozrenie Sibiri*, kn. 1, St. Petersburg, 1886, p. 65.
4. Jadrincev, *op. cit.*, p. 325.

rel extrêmement bas où se trouvent tant les autorités que la population elle-même" (1).

En ce qui concerne maintenant la carte ethnique de la Sibérie, on peut dire qu'elle est d'une extrême complexité. Dans l'ensemble, les Russes sont majoritaires, et en particulier là où ils ont, en quelque sorte, évincé les populations locales pour s'installer à leur place. C'est le cas des régions propices à l'agriculture, où vivaient autrefois les Turcs altaïens, les Tatars de Sibérie ou les Khanty. C'est le cas encore en Yakoutie méridionale, en Bouriatie ou dans la dépression de Minussinsk (territoire de la future région autonome des Khakasses), où les Russes se sont mis à concurrencer les populations locales établies le long des fleuves, et dont l'activité principale était la pêche. C'est pourquoi, dans ces régions, les pouvoirs administratifs et les pouvoirs économiques se trouvaient tous aux mains des seuls Russes. Par contre, chez les populations aborigènes établies dans les territoires situés beaucoup plus au Nord, la présence des Russes s'est faite au début, considérablement moins sentir. C'est ce qui a permis à ces populations - que l'on désigne du terme de "petit peuple de Sibérie" - de conserver leur culture intacte, et cela jusqu'à la veille de la collectivisation. Les plus importantes d'entre elles étaient - et sont encore de nos jours - les Evenks (Toungouses), tandis que, parmi les moins nombreuses, on voit figurer les Aléoutes et les Youkaghirs (2). Mais même les plus isolés de ces peuples, ceux qui n'avaient guère de contacts directs avec les colons, eurent néanmoins à subir certains effets néfastes liés à la présence de ces derniers sur le sol sibérien. Cette situation n'a pas manqué de préoccuper les ethnologues russes, et l'un des plus célèbres d'entre eux, Bogoraz, écrivait dans un rapport présenté le 27 mars 1923 à une réunion du Commissariat aux nationalités Narkomnac : "On peut dire que, durant plusieurs siècles, les rapports entre le gouvernement russe et toutes ces populations autochtones n'ont été qu'un long martyrologe pénible. Les Cosaques de Sibérie, lorsqu'ils ont conquis cet immense territoire,

1. I. Malinovskij, Sibir' i voprosy kul'tury, *Sibirskie voprosy*, St.-Pétersbourg, 1910, n° 48-49, p. 20; n° 47, p. 16.
2. Le recensement officiel de 1926 donne comme indication 38 800 âmes chez les Toungouses et 500 Youkaghirs.

se sont conduits de la même façon que les conquistadors espagnols en Amérique du sud. Si bien que les seuls représentants de la culture colonisatrice auxquels ces peuples ont eu à faire face furent des commerçants et des fonctionnaires. Les Russes leur ont apporté l'alcool, diverses maladies et - pire - leur ont imposé l'arbitraire de l'administration locale.

Toutes ces populations servirent de sujets à diverses expériences, et l'on imagine aisément tout ce que ce contact pacifique a pu leur apporter comme souffrances. "Aussi voit-on peu à peu disparaître des ethnies entières comme les Aryens, les Kots, les Youkaghirs, les Tchouvantses ou les habitants de la vallée de l'Iénisséi. Quant à la population Kamtchadale, pourtant autrefois assez importante, il n'en reste plus, de nos jours, que le dixième" (1).

Dans ce tableau très sombre qu'il fait de la réalité de l'époque, Bogoraz met avant tout l'accent sur l'arbitraire administratif, ainsi que sur toutes les expériences à caractère social qui, selon lui, ont eu une influence considérablement plus néfaste sur ces petits peuples que toutes les épidémies. C'est pour cette raison qu'à la veille de la collectivisation il proposa l'organisation de réserves, où la culture de tous ces peuples se trouverait à l'abri de l'influence envahissante des nations voisines. De même préconisa-t-il la formation d'un corps d'ethnographes spécialisés dans l'étude systématique des cultures dont certaines, comme par exemple celle des Dolganes, des Karagasses (Tofalars) ou des Soiotes, étaient très rares. D'autres spécialistes, reprenant le projet de Bogoraz (2), estimèrent qu'il était très important d'organiser, pour toutes ces ethnies, un pouvoir judiciaire indépendant, composé d'ethnologues (3).

Malgré cela, aucune des différentes résolutions qui, bien vite, accompagnèrent les processus de collectivisation ne tint compte

1. V.G. Bogoraz, Ob izučenii i ohrane okrainnyh narodov, *Žizn' nacional'nostej*, kn. I, Moscou, 1923, p. 170-171.
2. *Ibid.*, p. 178.
3. *Ibid.*, p. 181 (avec des compléments de P.E. Ostrovskij).

de tous ces avis ou de ces mises en garde. Toutes se contentèrent de suivre fidèlement les directives de Lénine qui se résumaient à peu près à ceci : "Comme il a été établi que l'idée des soviets est très proche de toutes les masses laborieuses des petits peuples sous-développés, il convient de développer par tous les moyens cette institution des soviets en l'adaptant à l'organisation sociale de caractère pré-capitaliste propre à ces sociétés" (1). Au moment où Lénine édictait cette directive, la Sibérie connaissait les tragiques répercussions de ce qui se passait en Russie centrale. Mais tous les événements qui s'y déroulèrent alors furent marqués de l'empreinte particulière de ce mode de vie typiquement sibérien que nous avons évoqué plus haut, et y prirent une envergure à la mesure de cet immense territoire : ce fut alors la terrible période de la guerre civile, consécutive à la tentative des autonomistes sibériens d'organiser eux-mêmes leur système de gouvernement, et pendant laquelle la Sibérie eut à subir le règne de Koltchak, dont la conséquence, pour reprendre l'expression de Staline, fut de "jeter tous ces peuples dans les bras des bolcheviks" (2). A cela succéda la période dite de "banditisme rouge", définie par l'Encyclopédie soviétique sibérienne comme une "période au cours de laquelle les représentants du pouvoir soviétique jugeaient à leur manière (c'est-à-dire assassinaient) tous les éléments de la population qui ne leur convenaient pas, à savoir : les représentants du clergé, les anciens officiers, les anciens marchands, les koulaks et autres "salauds" (gady), mot dont on usait volontier à l'époque"(3). Au début des années vingt, cela se traduisit par une chute vertigineuse de la production agricole, créant une situation que rendait plus catastrophique encore le système des réquisitions instauré pour tenter de faire face à la famine. Durant cette période, constate S. Kosior, secrétaire du comité sibérien du P.C. (Sibkrajkom R.K.P. (b) "la Sibérie se ruina de façon effroyable" (4). C'est dans ces conditions particulièrement pénibles que s'effectua la collectivisation,

1. Lénine, *op. cit.*, t. 41, p. 246.
2. Staline, Nacional'nye momenty v partijnom i gosudarstvennom stroitel'stve, Rapport au XIIe Congrès du RKP (b) le 23 avril 1923, p. 15.
3. *Sibirskaja Sovetskaja Enciklopedija*, t. 1, p. 213.
4. Guščin, *op. cit.*, p. 62.

dont le processus s'accompagna d'une intensification, de la lutte des classes, c'est-à-dire de l'extermination pure et simple des paysans "nantis, forts et peu enclins au socialisme", en même temps que de la ruine de tout leur système d'économie. Ce que l'on désigne du terme pseudo-scientifique de "lutte des classes" prit en Sibérie l'aspect d'une bataille sanglante et barbare, au cours de laquelle un groupe d'individus en massacra un autre, détruisit ses terres, et, ce qui est plus grave, anéantit complètement sa culture paysanne. Plus tard, en 1928, la Russie eut à nouveau à traverser une période de crise due à la chute de la production de blé, et Staline décréta alors des mesures d'exception contre tous ceux qui refusaient de vendre leur blé au prix fixé par l'Etat, prix que même certains auteurs soviétiques qualifient de purement symbolique. De sorte qu'après avoir survécu à grand peine à la NEP, la Sibérie se trouva plongée à nouveau dans le chaos, tant sur le plan économique que dans le domaine culturel.

Selon la théorie évolutionniste, l'obščina - qui était la forme traditionnelle de l'organisation paysanne - devait tout naturellement se transformer en une forme nouvelle : la commune. C'est pourquoi la création de celle-ci fut mise à l'ordre du jour dès les années 1917-1918. En réalité, ce passage de l'obščina à la commune ne fut nullement la conséquence d'un processus naturel, mais bel et bien le résultat d'une vaste entreprise conçue et dirigée par les travailleurs de Moscou et de Pétrograd. Car c'est effectivement au prolétariat, qualifié par la théorie marxiste de "classe la plus progressiste", que revint la tâche de faire connaître aux paysans sibériens la meilleure façon d'organiser leur agriculture. Lénine, qui se réjouissait de voir peu à peu "le prolétariat mobile prendre la place du moujik borné, encroûté et sédentaire, en même temps qu'à demi-sauvage, d'Ukraine et de Russie" (1), accueillit très favorablement les initiatives de cette classe modèle, et il décida de les "encourager par tous les moyens" (2). Quelques années plus tard, au XVIIe Congrès du V.K.P. (b), ce fut au tour de Staline de déclarer que la commune paysanne "était nécessaire" et que, "parmi toutes les formes de passage à l'économie collectiviste,

1. Lénine, t. 24, p. 128.
2. *Istorija Sibiri*, t. IV, Leningrad, 1968, p. 81.

elle constituait la variante optimale (1). Dans ces différents points de vue, nous retrouvons les conceptions de Marx lui-même, qui préconisait, pour toutes les sociétés modernes, un retour à une forme primitive fondée sur la propriété collective. Faisant référence à l'anthropologue américain L.H. Morgan, il affirmait que l'on devait "assister à la renaissance (a revival) sous une forme certes plus perfectionnée (in a superior form), des sociétés de type archaïque" (2). Nous voyons comment, pour la première fois peut-être dans l'histoire, la pratique est venue confirmer la justesse de cette théorie extrêmement progressiste.

Les nouveaux voevodes soviétiques, forts de leur support armé et idéologique, finirent donc par créer ces communes, cela avec une incroyable rapidité, et naturellement en s'appuyant sur la bonne volonté des paysans (3). Vers le mois d'avril 1930, les communes constituaient déjà la moitié des exploitations collectivisées. Mais lorsqu'on comprit que les rythmes et les méthodes de réorganisation de l'agriculture avaient conduit l'Etat au seuil de la catastrophe nationale, on se permit une courte pause, et on abandonna définitivement le projet des communes, qui s'était avéré un échec complet.

Il n'entre pas dans notre propos de nous livrer à une analyse économique des étapes et des bilans de la collectivisation, ces recherches ayant déjà été effectuées par d'éminents spécialistes. Nous avons surtout tenu à nous arrêter sur le problème des communes, parce qu'il présente à nos yeux un grand intérêt du point de vue ethnologique, dans la mesure où il constitue un exemple significatif de la façon dont s'est réalisée la tentative marxiste de créer une nouvelle forme de culture à partir d'un système économique nouveau.

Nous connaissons l'idée que Lénine se faisait de la commune paysanne, par une lettre adressée à Gorki, au mois de novembre 1913. Dans cette lettre, il critique vigoureusement, en la traitant de réactionnaire, la conception de l'écrivain sur l'idée fondamentale ayant de

1. Staline, *Sočinenija*, t. 13, p. 352-353.
2. Marx et Engels, *Sočinenija*, t. 19, p. 402.
3. *Istorija Sibiri*, t. 4, p. 333.

tout temps servi de ciment à la tribu, la nation, l'humanité toute entière. Cette idée, selon Gorki, était celle de Dieu ; elle devait permettre de relier l'homme à la société et de freiner son "individualisme zoologique". Lénine, quant à lui, ne reconnaissait à l'idée de Dieu qu'un seul pouvoir : celui "d'enchaîner les masses exploitées en leur faisant croire à la sainteté des exploiteurs" (1). A ses yeux, une seule chose permettait de freiner cet "individualisme zoologique" : c'était l'existence du troupeau primitif, de la commune. Ce qui nous intéresse avant tout ici, c'est le caractère totalement irréligieux et dénué de toute spiritualité de la commune primitive telle que la concevait Lénine et qui, sous sa forme nouvelle, était destinée à freiner l'individualisme de ce prolétariat de "paysans encroûtés", envers lesquels Lénine éprouvait une si profonde antipathie. Naturellement, celui-ci n'avait pas la moindre idée du caractère syncrétique propre aux formes anciennes des diverses cultures (2). A l'extrême complexité du concept de culture se substituaient, pour Lénine, les sempiternels clichés de "plus-value", de "lutte des classes", de "force et rapports de production"... Aussi c'est très justement que Berdjaev remarquait que "le socialisme a tendance à réduire l'homme à une catégorie économique" (3).

Avant la collectivisation, et même, dans certains cas, jusqu'à son avènement, l'obščina - qu'allait remplacer la commune de type socialiste - conservait encore tous ses caractères traditionnels. Elle se présentait comme un organisme social, dans lequel tous les aspects de la vie matérielle et de la vie spirituelle se fondaient en un tout harmonieux (4). Le paysan ne s'y trouvait jamais un individu isolé, mû seulement par des instincts "zoologiques", car ses liens

1. Lénine, *Sobranije sočinenij*, t. 48, p. 230-233.
2. Le concept de syncrétisme a été étudié au temps de la jeunesse de Lénine déjà, par le remarquable savant russe A.M. Veselovskij. Celui-ci montre les liens réciproques existant entre les différentes formes d'art, les divers genres de poésie et de sociétés, le tout venant se fondre dans le rite primitif. Aujourd'hui, A.M. Veselovskij est considéré, à juste titre, comme le précurseur de l'ethnologie sémiotique moderne.
3. N. Berdjaev, *Filosofija neravenstva*, Paris, 1970, p. 157.
4. M.M. Gromyko, *Trudovye tradicii russkih krestjan Sibiri (XVIII v. - I pol. XIX v.)*, Novosibirsk, 1975.

familiaux le faisaient devenir membre d'une communauté de paysans. On a généralement l'habitude de se représenter ce paysan russe uniquement comme un être inculte, accablé par sa propre ignorance et par les abus des autorités : c'est oublier beaucoup d'autres aspects - et non des moindres - de la culture paysanne. Oublier, par exemple que la vie privée et familiale de chaque sibirjak était étroitement liée à tout un ensemble de rites et de fêtes propres à sa communauté, et dont certains dataient d'avant l'ère chrétienne. Le pittoresque calendrier des rites paysans, qui imprégnait, tout au long de l'année de travail pénible du sibirjak, conférait à cette activité une signification spirituelle profonde (1). En Sibérie tout particulièrement, on voyait conservées, de façon très vivace, ces fêtes de Carnaval qui faisaient oublier au paysan, pendant un certain temps, les difficultés de l'existence, tout en le faisant vivre dans une atmosphère très spéciale. Ainsi que l'a écrit Bahtin : "à ce moment-là, se produisait une sorte de réaction contre les réjouissances officielles. Tout se passait comme si le peuple s'affranchissait provisoirement de l'ordre établi, et célébrait cette délivrance ainsi que la disparition, pour un temps donné, de toute hiérarchie, de tous les privilèges et de tous les interdits" (2).

On connait bien, d'autre part, la profonde religiosité des Vieux-Croyants de Sibérie, religiosité qui allait parfois même jusqu'au fanatisme de ces sacrifices par le feu, dont le souvenir restait très vivant dans les mémoires. Pourtant, rien qu'entre 1928 et 1930, 250 églises et maisons de prières furent fermées en Sibérie, tandis que 145 sectes étaient anéanties. Et toujours, bien sûr, "à la demande de la population elle-même". Pour remplacer les fêtes à caractère religieux, de nouvelles cérémonies furent créées, et l'on célébra, par exemple, "le jour de la collectivisation", "le jour de la maison"... (3) Notre but n'est évidemment pas de décrire l'obščina sibérienne sous l'aspect

1. A.A. Makarenko, *Sibirskij narodnyj kalendar' v etnografičeskom otnošenii*, St. Petersburg, 1913.
2. M.M. Bahtin, *Tvorčestvo François Rabelais i narodnaja kul'tura Srednevekovja i Renessansa*, Moscou, 1965, p. 13.
3. I.D. Eigorn, Značenie naučno-ateističeskoj propagandy v osuščestvlenii leninskoj programmy kul'turnoj revoljucii v Sibirskoj derevne, *Obščestvenno-političeskaja žizn' sovetskoj sibirskoj derevni*, Novosibirsk, 1974, p. 89.

idyllique d'un paradis patriarcal. Au début de ce siècle, où elle était encore en pleine vitalité, elle se présentait comme une institution ni parfaite ni immuable, mais évoluant de façon normale, se transformant sans cesse sous l'effet de causes internes - dues aux mesures du gouvernement tsariste - aussi bien que pour des raisons externes comme, par exemple, cet afflux incessant de nouveaux venus qui, entre 1858 et 1926, fit tripler la population totale de la Sibérie. Sans faire l'apologie de l'obščina, nous ne pouvons pas ne pas voir en elle la dépositaire de la culture russe. Dans une étude consacrée à cette institution, l'économiste belge Emile de Laveleye déclare qu'il serait "très regrettable d'anéantir l'obščina séculaire, si profondément et si fondamentalement mêlée à toute la vie et l'histoire de la nation russe" (1). Si l'on conçoit l'obščina paysanne non pas comme un simple regroupement mécanique de moyens de production (ainsi que la définit l'idéologie communiste), mais comme une véritable institution socio-religieuse, on peut facilement comprendre le sentiment d'impuissance que fit naître la destruction irréversible de cette partie de la culture russe. Et cela d'autant plus que ce phénomène ne s'est pas contenté d'avoir des répercussions sur l'économie. En anéantissant l'obščina, on a porté profondément atteinte à l'âme du peuple russe, cette âme qu'il a d'ailleurs lui-même foulée aux pieds au son de la Marseillaise et de l'Internationale, par lesquelles il a remplacé le son des cloches. Ce fut pour la culture russe une véritable catastrophe nationale.

La ruine complète de l'économie sibérienne, et en particulier de l'agriculture, la désorganisation totale qui marque la période post-révolutionnaire, eurent des répercussions extrêmement graves sur le sort de toutes les populations autochtones. En effet, il existait, sur tout le territoire de la Sibérie, un réseau très complexe de relations entre les diverses ethnies, qu'elles soient russes ou non, qu'elles pratiquent l'agriculture ou l'élevage, la pêche, la chasse ou encore la renniculture. Tous ces liens furent anéantis. Les marchés qui servaient de lieux de rencontres et d'échanges aux différents peuples

1. A. Karelin a choisi cette citation comme épigraphe à son ouvrage *Obščinoe vladenie v Rossii*, St. Petersburg.

de Sibérie cessèrent de fonctionner. L'acheminement vers les régions septentrionales des céréales, du thé, du sel, des fusils et des munitions, des fils pour fabriquer les filets et de bien d'autres marchandises aussi indispensables, fut interrompu. Dans le rapport dont il a déjà été fait mention, Bogoraz constate qu' "au lieu de s'améliorer, la situation des populations sibériennes s'est au contraire aggravée (1). Le Narkomnac déclare, pour sa part, que "toutes les informations reçues de Sibérie sont unanimes pour dire que tous les petits peuples du Nord sont en train de se ruiner, de s'appauvrir et de mourir" (2). Les éleveurs de rennes virent leur cheptel se réduire brutalement. Cette diminution fut de 80 % dans certaines régions de Yakoutie, et arriva même jusqu'à atteindre quelquefois 90 % chez certains groupes d'Evenks (3). Le nombre des chiens de traîneaux diminua également. Chez les chasseurs, on dut recourir aux arc et aux fusils à pierre (4). Chez les Khantys et les Selkoupes de Narym, 50 % environ des pêcheurs furent privés de filets et ne purent même pas assurer le minimum à leur famille (5). Dans la région de Tourouhansk, aux alentours des années 1930, la population autochtone continuait à être très mal approvisionnée en outils : elle en recevait cinq fois moins que la population russe elle-même (6).

Dans la littérature soviétique, on a coutume de faire porter aux régiments des gardes blancs toute la responsabilité de la situation catastrophique dans laquelle se trouvait l'économie des peuples du Nord sibérien. Cette explication n'est pas entièrement véridique. Lorsqu'au début de la période du communisme de guerre, on décida de lever des impôts et de procéder à diverses réquisitions, le gouvernement soviétique confia cette tâche à des détachements spéciaux dont Bogoraz critique sévèrement les pratiques : "Ces détachements, écrit-il, sont allés à la rencontre des renniculteurs, brandissant les mêmes mots d'ordre qu'avant : "donne", et pour se procurer la quantité nécessaire

1. Bogoraz, *op. cit.*, p. 172.
2. *Istorija Sibiri*, t. 4, p. 288.
3. V.A. Zibarev, *Sovetskoe stroitel'stvo u malyh narodnostej Severa (1917-1923)*, Tomsk, 1968, p. 51.
4. V.A. Tugolukov, Ekondskie Evenki, *Trudy Instituta Etnografii im. Mikluho-Maklaja*, nov. serija (TIE), t. 56, Moscou, 1960, p. 150.
5. N.T. Oniščuk, *Sovetskoe stroitel'stvo u malyh narodov Severa, 1917-1941 (po materialam Narymskogo kraja)*, Tomsk, 1973, p. 45-46.
6. Aleksejenko, *Kety*, Leningrad, 1967, p. 222.

de viande, ils procédèrent à un abattage massif du cheptel" (1).

Les réquisitions de blé, de viande, de beurre et de poisson n'épargnèrent personne, pas même les Yakoutes, dont la situation était pourtant extrêmement critique. On fit une collecte massive de fourrures (2), et les populations autochtones furent réquisitionnées pour des tâches diverses : par exemple les pêcheurs de la région de Narym obligés d'aller travailler à l'abattage et au transport du bois (3).

C'est dans de telles conditions que le 20 juillet 1924, sur l'insistance d'ethnographes, fut créé le "Comité d'assistance aux populations de l'Extrême Nord" (Comité du Nord), rattaché au praesidium du comité exécutif de la R.S.F.S.R. (VCIK RSFSR). Ce Comité avait pour tâche d'aider les petits peuples du Nord à "organiser leur vie sur les plans économiques, administratif, judiciaire, culturel et sanitaire". Mais, comme le fait justement remarquer une juriste soviétique, cet organisme ne jouissait pas du droit de gestion et ne disposait d'aucun appareil administratif. Il ne pouvait donc ni modifier ni faire ajourner ou stopper les décisions prises lors des congrès des soviets locaux et de leurs comités exécutifs. Fondé avant tout sur le principe du bénévolat, il ne disposait d'aucun pouvoir véritable : tout juste pouvait-il adresser des propositions aux instances supérieures, pour protester contre certaines de leurs décisions (4).

Pourtant, dès le début, l'activité du Comité se révéla très utile. Il fit paraître diverses revues consacrées aux populations autochtones : "le Nord soviétique", "l'Arctique soviétique..." Il élabora un projet de loi envisageant la possibilité, pour les tribus aborigènes, d'être "exemptées des impôts directs locaux et des réquisitions instaurées par l'Etat". Ce projet fut d'ailleurs accepté, ainsi qu'en témoigne un arrêté du Comité central du Parti et du Soviet des Commissaires du peuple d'U.R.S.S. en date du 19 septembre 1925. Mais contrairement à

1. Bogoraz, *op. cit.*, p. 172.
2. Gogolev, *Social'no-ekonomičeskoe razvitie Jakutii*, Novosibirsk, 1972, p. 43-47.
3. Oniščuk, *op. cit.*, p. 51.
4. *Ibid.*, p. 65.

ce que l'on a cherché à montrer plus tard, ce n'était nullement là l'effet d'une attitude bienveillante de l'Etat soviétique envers ces populations. C'était avant tout une mesure indispensable. Trois ans plus tard, cet impôt fut d'ailleurs rétabli, mais cette fois sous l'étiquette de "contribution volontaire" (1).

Selon le président du Comité du Nord, P. Smidovic, la collaboration du Comité devait se poursuivre jusqu'à ce que "chacun des peuples du nord, même le plus petit, accède à l'indépendance, c'est-à-dire s'organise en unité autonome, politiquement aussi bien qu'économiquement. Une fois cet objectif atteint, le Comité du Nord perdait sa raison d'être, et devait par conséquent disparaître" (2). Pourtant, dès le 10 août 1935, le Comité central de la R.S.F.S.R. décida de liquider cet organisme, estimant qu'il avait rempli sa mission. Il transmit ses fonctions à la Direction Générale de la Route Maritime du Nord, organe dépendant du Comité des Commissaires du Peuple d'U.R.S.S. (3). Il n'est pas besoin d'être ethnologue pour comprendre qu'en dix ans à peine le Comité du Nord n'avait pu mener à bien la tâche qu'il s'était fixée. S'il fut obligé de cesser ses fonctions, c'est parce qu'ici aussi, malheureusement, les considérations économiques avaient pris le pas sur les nécessités culturelles. Avec ses idées utopiques et philanthropiques (car tel avait dû être l'avis de la direction du Parti), ce Comité était un obstacle à une politique délibérée de collectivisation et de conquête des nouveaux espaces vitaux jugés indispensables à l'économie du pays, au détriment des territoires traditionnellement occupés par tout un ensemble de petits peuples considérés comme sans importance. Est-il concevable que les Russes, qui n'avaient même pas épargné leur propre culture, aient pu prendre au sérieux le programme de ce comité tel qu'il était défini par K. Luks, président de la section de l'Extrême-Orient ? "Il me semble que notre travail doit commencer par un oubli complet de notre propre identité culturelle, afin de nous sentir plus proche des populations aborigènes. Après quoi, en procédant très progressivement, nous pourrons amener au nouveau genre de vie soviétique

1. Zibarev, *op. cit.*, p. 224.
2. P. Smidovič, Sovetizacija Severa, *Sovetskij Sever*, n° 1, 1930, p. 14.
3. Oniščuk, *op. cit.*, p. 68.

tout d'abord un individu isolé, puis une dizaine et cela jusqu'à un millier" (1). Il y eut malheureusement peu de personnalités du genre de K. Luks, et d'ailleurs, beaucoup de ceux qui partageaient son point de vue furent supprimés au cours de la collectivisation comme "saboteurs" et "nationalistes", accusés d'avoir freiné à dessein le processus de soviétisation des peuples de Sibérie.

Une des tâches du Comité consistait à apporter son aide aux populations autochtones pendant la collectivisation. Mais comme il ne possédait, nous l'avons vu, aucun pouvoir véritable, il était tenu d'exécuter des ordres venus d'en haut, et de prendre des décisions à l'encontre de sa mission. C'est ainsi qu'au VIIIe Plenum, il fut obligé d'approuver les normes de collectivisation imposées aux renniculteurs et qui lui furent dictées par le Comité national à l'agriculture. Pourtant, lors de son VIIe Plenum, le Comité du Nord avait mis en garde contre une "collectivisation intensive et irréfléchie, qui, associée à la liquidation des koulaks en tant que classe, risquait d'anéantir la renniculture et de ruiner complètement l'économie des peuples autochtones" (2). Pourtant c'est finalement ce qui se produisit. Et ce n'est pas là le résultat de "déviations dans la ligne politique du Parti", comme cherchent à le faire croire les historiens soviétiques. Comment, en effet, cette ligne politique aurait-elle pu dévier de façon si terrible, à tous les niveaux et sur l'immense territoire de la Russie ?

Certes, à l'époque tsariste, les peuples de Sibérie avaient été très éprouvés par les excès des fonctionnaires qui, par tous les moyens leur extorquaient des fourrures. Mais lors de la collectivisation, ils furent complètement désorientés et incapables de comprendre ce qui se produisait. Forcés de se grouper en communautés à caractère collectiviste et socialiste, ces populations perdirent peu à peu leurs traits propres. Chez les Khantys, les Mansis, les Nenets, les Tchouktches, tout fut mis en commun : rennes, habitation (čum), chiens, traî-

1. E.A. Krejnovič, *Nivxgu*, Moscou, 1973, p. 458.
2. V.G. Balickij, *Ot patriarhal'no-obščinnogo stroja k socializmu*, Moscou, 1969, p. 128-129.

neaux, pièges et fusils (1), ou même encore, comme ce fut le cas en Yakoutie, nourriture et vêtements (2).

Dans l'arrondissement national des Koriaks, des autorités russes organisèrent, parmi la population de pêcheurs, des artels destinés à permettre de remplir les normes de productions démesurées des usines de poisson. Mais la vie dans ces artels et les nouvelles formes d'activité auxquelles ils étaient astreints n'intéressaient pas les autochtones. De plus, les employés de la Société actionnaire du Kamtchatka violaient constamment les accords passés avec ces artels, organisant des exploitations d'Etat sur l'emplacement traditionnel des territoires de pêche des populations locales, oubliant même de les approvisionner en sel ou en d'autres marchandises (3).

Le mot d'ordre de "compétition socialiste" qui, telle une épidémie, se répandit à travers toute l'Union Soviétique, poussa les responsables à dépasser le plan en matière de collectivisation. Nul doute que ce fut la région de Berjozov, du district de Khanty-Mansijsk, qui remporta la palme, puisqu'en une semaine on réussit à y collectiviser 85 % de la population totale (4). Bien heureusement, beaucoup de ces communes et artels n'existèrent que sur le papier. Chez les Youkaghirs, de 1930 à 1933, pas une fois les artels ne distribuèrent de revenus aux kolkhoziens, qui durent se débrouiller avec leurs maigres ressources personnelles (5).

Voici, selon un spécialiste soviétique, à quoi peut se résumer le processus de collectivisation chez les Oïrots : "Les paysans, sous la menace d'être dépossédés de leurs terres, furent forcés de faire partie des nouveaux kolkhozes. D'autres furent tout simplement

1. Oniščuk, *op. cit.*, p. 134-135 ; M.E. Budarin, K voprosu o kollektivizacii na Krajnem Severe Zapadnoj Sibiri, *Voprosy agrarnoj istorii Urala i Zapadnoj Sibiri*, Sverdlovsk, 1966, p. 444 ; Balickij, *op. cit.*, p. 130.
2. Z.V. Gogolev, *Social'no-ekonomičeskoe razvitie Jakutii (1917-ijun 1941)*, Novosibirsk, 1972, p. 189.
3. I.S. Gurvič, K.G. Kuzakov, *Korjakskij nacional'nyj okrug*, Moscou, 1960, p. 132-133.
4. Oniščuk, *op. cit.*, p. 134.
5. I.S. Gurvič, *Etničeskaja istorija severo-vostoka Sibiri*, Moscou, 1966, p. 221.

déplacés. L'organisation massive des communes s'accompagna de la mise en commun, non seulement des instruments de production, mais encore de celle des objets d'utilisation courante. La dékoulakisation frappa une partie considérable de paysans appartenant pourtant à la catégorie des paysans modestes. La lutte contre les survivances religieuses, qui consista à confisquer les objets rituels et à déporter les serviteurs du culte, fut entachée de nombreux abus. Le tout se déroula dans une complète ignorance des caractères spécifiques de chacune des nationalités concernées" (1).

Poussées par les autorités, les diverses contrées de la région autonome des Oïrots rivalisèrent entre elles pour collectiviser le plus rapidement possible les exploitations des peuples altaïens, et celles qui obtinrent les meilleurs résultats furent citées dans le journal *La Sibérie Soviétique*. Les initiatives de tous les "novateurs" étaient soutenues inconditionnellement par les membres du Comité régional du V.K.P (b). Le journal *La région autonome des Oïrots*, dans l'article intitulé "Démasquons sans pitié les opportunistes", critiquait violemment les endroits où le pourcentage d'exploitations collectivisées n'était pas assez élevé. Comme personne ne voulait être traité d'opportuniste, chacun fit de son mieux, et de gigantesques communes poussèrent à vue d'oeil, à la grande admiration des responsables et des correspondants de presse. Et tout cela se déroulait de la façon la plus simple : "des quatre coins de l'Altaï, on faisait venir les membres des diverses exploitations agricoles, on les concentrait en un endroit bien précis où ils devaient installer leurs ajils et leurs yourtes suivant un alignement rigoureux" (2).

Cette politique se solda par un abattage massif du bétail de la part des propriétaires. Dans une des régions les plus en avance dans ce domaine, celle de Ust-kan, on assista à une diminution de 50 % du nombre de brebis, de bovins et de chevaux. Dans beaucoup d'endroits, les Altaïens et les Kazakhs organisèrent une résistance armée ou s'en-

1. Guščin, *Sibirskaja derevnja*, p. 296.
2. V.A. Demidov, *K socializmu, minuja kapitalizm*, Novosibirsk, 1970, p. 152-154.

fuirent avec leurs troupeaux dans la province chinoise du Sin-kiang (1). Ces conséquences économiques de la collectivisation furent sensiblement les mêmes dans toute la Sibérie, et notamment dans les régions septentrionales. Alors que la campagne de dékoulakisation battait son plein, on vit de riches renniculteurs abattre eux-mêmes leur bétail, afin de ne pas avoir à le livrer à l'Etat et de ne pas mériter la qualification d'"exploiteurs" (2). Beaucoup d'éleveurs nomades se réfugièrent dans les vastes étendues de la toundra, pour pouvoir garder leurs troupeaux intacts, et continuer à vivre comme par le passé.

Mais la politique de "différenciation par classes", et la dékoulakisation n'eurent pas que des répercussions sur l'économie : elles eurent aussi pour effet de transformer complètement et systématiquement le visage des différentes cultures nationales. Beaucoup d'auteurs soviétiques, transposant sur les civilisations aborigènes les caractéristiques de leur propre culture, s'imaginèrent que le sous-développement des peuples de Sibérie était dû au fait qu'ils n'avaient pas encore atteint le stade de "la lutte des classes" (3). Aussi s'efforça-t-on de distinguer différentes classes antagonistes chez les Tchouktches, les Toungouses, les Kets... On se mit à chercher un peu partout les koulaks (auxquels on assimila d'ailleurs les chamans), après quoi il fut impossible d'organiser la lutte des classes. Dans un des tout derniers ouvrages édités par l'Institut d'Ethnographie de Moscou, et dans lequel l'idéologie passe, en quelque sorte, au second plan, le spécialiste des peuples du Nord, J. Simčenko constate : "Ces sociétés, organisées en communautés et en clans, n'avaient pas eu le temps d'être profondément marquées par le système des échanges à caractère primitif, ou par les différences de fortune. Par conséquent, on ne pouvait pas dire que sur tout le territoire de l'Asie septentrionale, la situation ait été propice à un passage aux sociétés de classes" (4). Pourtant, la majorité des ouvrages soviétiques tiennent un raisonnement complètement différent. Beaucoup d'auteurs qui, comme Balickij, ont tenté de faire rentrer la société tchouktche dans le "lit de Procuste"

1. *Ibid.*, p. 157.
2. Gogol'ev, *Social'no-ekonomiceskoe razvitie Jakutii*, p. 211.
3. Zibarev, *op.Cit.*, p. 20.
4. *Pervobytnaja periferija klassovyh obscestv do nacala velikih geograficeskih otkrytij*, Moscou, 1978, p. 161.

de la théorie des classes, ont fait référence aux luttes très fréquentes qui se déroulaient parmi les Tchouktches ou les Koriaks dans le but de s'approprier les meilleurs pâturages et territoires de chasse, et ils y ont vu une manifestation incontestable de la lutte des classes. Mais Balickij, qui expose dans son ouvrage bien d'autres théories tout aussi intéressantes, constate néanmoins pour conclure, que "ce problème, très complexe et très contesté nécessite une étude plus approfondie et plus précise" (1).

Pour les idéologues russes d'obédience marxiste, les peuples de Sibérie constituaient une sorte de matériau qui devait leur permettre de vérifier la justesse de leur théorie sur la "différenciation par classe". C'est d'ailleurs ce que révèle un des articles de fond de la revue *Ethnographie soviétique*, paru au plus fort de la collectivisation. Il y est écrit, en effet, que "les matériaux réunis par les ethnographes dans les régions septentrionales de la Sibérie illustrent de façon éclatante la théorie matérialiste de la genèse des classes. Il montre que ce système de classes était inhérent à ces sociétés de clan et qu'il n'est en rien la conséquence de l'intervention des marchands étrangers, russes, américains, chinois ou japonais" (2).

On désigna, pour faire partie de la classe des koulaks, tous les renniculteurs qui possédaient de grands troupeaux, sous prétexte qu' "ils exploitaient les membres de leur famille et leurs bergers". Pourtant, nous savons d'après l'ouvrage de Bogoraz sur les Tchouktches, que lorsqu'un éleveur était ruiné et se trouvait contraint de travailler pour le compte d'un riche renniculteur, il pouvait, en quelques années et pour peu qu'il fut dynamique et travailleur, devenir aussi riche que son maître. Et inversement, les riches pouvaient très facilement se ruiner (3). En fait, ces derniers étaient très respectés parmi la population, et cela justement parce qu'ils devaient leur réussite à leur labeur acharné, ce qui signifiait qu'ils étaient aidés par "la divinité de la chance". De même, on nourrissait

1. Balickij, *op. cit.*, p. 39-42.
2. N.M. Matorin, Pod znamenem marksizma, *Sovetskaja Etnografia*, n° 3-4, 1934, p. 6-7.
3. V.G. Bogoraz, *Čukči*, t. 1, Leningrad, 1934, p. 149-153.

un grand respect envers les chamans qui, le plus souvent, remplissaient les fonctions de guérisseurs et de gardiens des traditions. Pourtant la littérature soviétique, depuis l'époque de la collectivisation, s'efforce de faire passer ces derniers pour des exploiteurs vivant sur le compte du petit peuple et le trompant constamment. Mais beaucoup d'ethnographes soutiennent le contraire. L'un d'eux écrit, par exemple, que "le plus souvent ces chamans étaient très pauvres et menaient une existence quasi misérable, ayant à peine de quoi se nourrir" (1).

La lutte des classes qui, chez ces peuples aborigènes, fut en quelque sorte provoquée, contribua à dégrader considérablement leur culture. La même chose se produisit par suite avec la politique de sédentarisation à outrance qui frappa les nomades dont le mode de vie, comme on peut s'en douter, passait aux yeux des autorités pour incompatible avec le développement culturel. Et tout cela, bien sûr, en vertu de la théorie évolutioniste selon laquelle "les nomades se trouvent à un degré de développement inférieur à celui des cultivateurs". Cette théorie avait certainement un caractère très séduisant pour les législateurs de l'époque. Il faut se souvenir, en effet, que la civilisation russe est avant tout une civilisation d'agriculteurs, et que de tout temps, les peuples agriculteurs ont éprouvé du mépris envers les éleveurs nomades. Aussi pourrons-nous voir, dans cette politique de sédentarisation, une manifestation évidente du culturo-centrisme et d'ethno-centrisme de la part des Russes.

L'orientation que dut prendre l'économie des peuples du Nord est clairement définie dans un des arrêtés du Comité des commissaires du Peuple en date du 17 mai 1937. Il y est dit que le Glavsevmorput' avait pour tâche d' "aider les kolkhozes à développer les cultures maraîchères, l'élevage, la renniculture et le commerce". D'autre part, il devait faire figurer parmi les objectifs du plan quinquennal "toutes les mesures jugées nécessaires pour sédentariser les nomades et les transplanter dans des régions propices à l'agriculture, et enfin d'améliorer les conditions techniques des exploitations

1. V.A. Tugolukov, *Sledopyty verhom na olenjah*, Moscou, 1969, p. 172.

traditionnelles" (1). Comme on le voit, la priorité est donnée davantage au développement des cultures maraîchères qu'à la modernisation des formes traditionnelles d'économie. Le gouvernement dépensait des sommes considérables pour implanter l'agriculture dans des régions où cela constituait un non-sens, tant du point de vue écologique que culturel. V. Tugolukov écrit que dans les années 1930-1940, les villages d'Evenks changeaient constamment de place pour trouver les emplacements les mieux appropriés à l'élevage et à la culture des légumes (2). I. Gurvič et K. Kuzakov nous apprennent que les Koriaks transformés en éleveurs et en maraîchers ne pouvaient absolument pas s'habituer à consommer le lait ou les légumes qu'ils produisaient, et éprouvaient constamment le besoin de se nourrir de viande et de poisson comme ils l'avaient toujours fait (3). C'est également ce que constate L. Khomič: "Les légumes cultivés à grand peine sous ces climats, écrit-il, ne tentent pas les Nenets. Si l'introduction d'une nourriture à base de légumes et de farineux peut se justifier, elle ne doit pourtant pas remplacer totalement l'alimentation carnée" (4).

Les exemples de cette nature sont très abondants. Nous nous contenterons, en résumé, de citer la remarque de Gurvič selon qui "le désir de développer l'élevage et les cultures maraîchères a conduit à une réduction considérable des activités traditionnelles pourtant beaucoup plus rentables. Quoiqu'il en soit, on s'est efforcé de créer des conditions de vie bien plus avantageuses pour tous ceux qui décidaient de se consacrer aux nouvelles activités et renonçaient à la renniculture" (5). D'ailleurs, les renniculteurs n'avaient pas souvent le choix : "privés de leurs pâturages, comme le préconisaient les consignes officielles, ils étaient forcés de se sédentariser" (6).

1. Budarin, *op. cit.*, p. 450-451.
2. V.A. Tugolukov, Preobrazovanija v hozjajstve i kul'ture u Evenkov Amurskoj oblasti, *Preobrazovanija v hozjajstve i kul'ture i etničeskie processy u narodov Severa*, Moscou, 1970, p. 243.
3. Gurvič et Kuzakov, *op. cit.*, p. 170.
4. L.V. Khomič, *Nency*, Moscou-Léningrad, 1969, p. 293.
5. I.S. Gurvič, Eveny Kamčatskoj oblasti, *TIE*, t. 56, p. 68.
6. I.S. Garusov, Perehod k osedlosti i ukrupnenie poselkov u malyh narodov severo-vostoka SSSR, *Istorija i kul'tura narodov Severa Dal'nego Vostoka*, Moscou, 1967, p. 118.

Il est clair que les produits de l'agriculture et de l'élevage étaient surtout nécessaires à la population russe qui, pendant la collectivisation, s'accrut considérablement dans ces régions jusqu'à y devenir majoritaire. En effet, on retrouva des Russes un peu partout dans les villages nouvellement créés, où ils ne tardèrent pas à occuper tous les postes clés.

Les rapports que ces populations entretenaient avec les Russes eurent pour conséquence, dès cette époque déjà, de développer chez eux un véritable complexe d'infériorité. Il faut dire que leurs cultures, pourtant très riches, ont toujours été traitées de "primitives", plusieurs auteurs allant même jusqu'à dire que "certains peuples de Sibérie ne possédaient pas d'art propre" (1). En outre, toutes les mesures prises par les Russes durant la collectivisation, ne firent que souligner davantage l'inculture et l'infériorité des peuples autochtones. On avait tendance, par exemple, à considérer leur passé comme une nuit perpétuelle, et à lui opposer un présent lumineux et grandiose (2). Au cours d'un rapport qu'ils firent en 1963, lors d'une session du Soviet Suprême d'URSS, le député evenk, V.M. Uvačan, et A.D. Nutetegryna, représentante du peuple tchouktche, louèrent abondamment la politique léniniste des nationalités grâce à laquelle on avait pu voir disparaître le mode de vie nomade, et les yarangs, ces "habitations d'un autre siècle". Le caractère fallacieux de telles affirmations saute aux yeux : comment, en effet, la renniculture pourrait-elle exister sans les indispensables migrations saisonnières (3). Quant aux yarangs, ils sont loin d'avoir totalement disparu à notre époque, ils se révèlent d'ailleurs plus pratiques que les tentes fabriquées industriellement (4). Ce qu'il y a de remarquable chez ces délégués des peuples sibériens, c'est en quelque sorte ce reniement de certains éléments de leur culture parmi les plus authentiques. Un tel comportement illustre bien ce complexe d'infériorité qui a fini par se développer en minorité. C'est en prévision de cela que les membres du

1. P.N. Ivanov, Razvitie kul'tury nerusskih narodov Sibiri (1920-1925) *Materialy po istorii Sibiri. Kul'turnoe stroitel'stvo v Sibiri v 1917-1960*, Novosibirsk, 1962, p. 83.
2. R.A. Byčkova, *Ot t'my k svetu*, Krasnijarsk, 1962.
3. Tugolukov, *Ekondskie Evenki*, p. 170-171.
4. Gurvič et Kuzakov, *op. cit.*, p. 168.

Parti Confédéraliste de Yakoutie exigèrent que soit préservée dans leur nouvelle république autonome la même proportion de Yakoutes qu'en 1926. Nous pouvons néammoins nous rendre compte, en nous référant au tableau ci-dessous, des changements survenus depuis cette année-là dans la composition ethnique de certaines républiques et de certains districts nationaux.

République autonome de Yakoutie

	1926	1959
Yakoutes	82,6 %	46,4 %
Russes	10,5 %	44,2 %

Arrondissement national des Koriaks

	1926	1959
Koriaks	61 %	18,5 %
Russes	14,3 %	60,7 %

Arrondissement national des Tchouktches

	1926	1959
Tchouktches	74,8 %	21,4 %
Esquimaux	9,5 %	2,3 %
Russes	3,3 %	68 %

Arrondissement national des Evenks

	1926	1959
Evenks	83 %	27 %
Russes	5 %	67 %

Le regroupement des populations autochtones en de gros villages, où elles étaient mélangées entre elles, contribua à une disparition rapide de leurs cultures respectives, à un nivellement de tous leurs particularismes. Beaucoup de spécialistes soviétiques ont d'ailleurs dénoncé les conséquences néfastes de pareilles concentrations de populations, et pourtant ce processus ne s'est pas arrêté, bien au contraire, au sein des populations autochtones.

Et pourtant, rien ne peut, objectivement, justifier un tel complexe. Car bien avant l'époque de la collectivisation, beaucoup de ces populations de Sibérie avaient atteint, déjà, un haut niveau de conscience nationale qui les poussait à vouloir se démarquer des Russes. Le nouveau régime semblait d'ailleurs le leur permettre, puisqu'il leur garantissait de nombreux droits, parmi lesquels le droit à l'autodétermination, voire même au séparatisme. Aussi, on assista très rapidement, en Yakoutie par exemple, à des tentatives dans ce sens, et nombreux dans la population furent ceux qui refusèrent catégoriquement de reconnaître le gouvernement soviétique. Les nationalistes Bouriates, pour leur part, repoussèrent la résolution prise par les Bolcheviks au Congrès des Bouriates d'avril 1918, et qui reconnaissait le pouvoir des Soviets. Les nationalistes Altaïens commencèrent par se prononcer pour la création d'un "Etat Oïrot", après quoi ils insistèrent pour que les Turcs de Sibérie méridionale s'organisent en une république autonome. De nombreux échos de la Déclaration des Droits des Peuples d'Union Soviétique parvinrent jusqu'aux régions les plus reculées. Aussi, vit-on en 1920, les Selkoupes de la rivière Tym refuser aux Russes l'accès aux territoires de pêche sous prétexte que comme l'énonçait un décret : "la terre des Ostiaks appartenait aux Ostiaks" (1). Pourtant toutes ces tentatives furent peu à peu brisées par l'hégémonie russe.

C'est la situation dans laquelle se trouvent les langues nationales qui illustre le mieux la disparition de tous les particularismes nationaux et le nivellement de toutes les cultures qu'a provoqués la collectivisation. Chez beaucoup de peuples de Sibérie, de nos jours, il n'est pas rare que les enfants ne sachent plus leur langue maternelle, et ne puissent plus communiquer avec leurs grands-parents. De nombreuses ethnies, qui se sont retrouvées submergées par d'autres plus importantes, finissent, comme le redoutaient déjà Bogoraz et Arzenjev, par être complètement assimilées. C'est le cas, par exemple, des Youkaghirs et des Kets, dont la langue et la culture vraiment très particulières sont en voie de disparition avant même d'avoir pu être complètement étudiées par les anthropologues. C'est également ce qui se

1. Zibarev, *op. cit.*, p. 56.

passe pour les Itelmènes, les Aléoutes, les Tchouvants, les Esquimaux de Naukan, les Tofalars qui voient leur langue tomber lentement dans l'oubli. Aussi, dès 1959, ces petits peuples ne faisaient déjà plus figure de nationalités à part entière, et ils furent donc rattachés à des groupes plus importants ; les Dolganes furent alors incorporés à la nation yakoute, les Tchouvants au peuple tchoutktche, les Neghidalts aux Evenks. De la même façon, on ne parle plus de nos jours que de "nation altaïenne", quand bien même cette appellation générale désigne une mosaïque de petits peuples tous différents et conscients de leurs particularismes comme les Teleuts, les Kumandins ou les Télenghites (1).

Dans une large mesure, ce processus d'uniformisation des cultures est dû à la place de plus en plus importante qu'occupe le russe, évinçant peu à peu les langues sibériennes. Les efforts des linguistes et des ethnographes qui, en 1934, ont créé un alphabet pour quatorze petits peuples de Sibérie, se sont révélés vains : de nos jours, plus aucun de ces peuples ne recourt à sa langue de façon permanente. Tout cela ressort clairement du tableau que nous avons élaboré à partir des données publiées récemment par des ethnographes soviétiques dans leur ouvrage, *Processus ethniques en URSS à l'époque contemporaine* (2).

1. F. Satlaev, *Kumandincy*, Gorno-Altajsk, 1974.
2. *Sovremennye etničeskie processy v SSSR*, Moscou, 1975, p. 272-273.

Langues	Classes où l'ensei-gnement est donné dans la langue maternelle	Classes ou cette langue est enseignée en tant que matière
Khante (ostjak)	-	0 - 1
Manse (vogoule)	-	0 - 1
Nenc (samoyède)	-	0 - 3
Evene (lamoute)	-	0 - 1
Evenk (toungouse)	-	0 - 3
Tchouktche	-	0 - 3
Esquimau	-	0

N.B : 0 correspond au cours préparatoire
1 - - - élémentaire 1ère année
3 - - - moyen 1ère année
(le système soviétique va du cours préparatoire (0) à la terminale (10)

D'aucuns ont pu voir dans la collectivisation une des voies possibles à la solution des problèmes nationaux. Et certes, au prix d'efforts surhumains et de sacrifices considérables, elle a abouti à une certaine élévation du niveau économique moyen des populations sibériennes. Mais il en va tout autrement du niveau culturel, car la culture ne se mesure pas seulement en pourcentages d'hectares cultivés, en nombre d'écoles construites ou de lits d'hôpitaux créés. En fait, ce qui ressort surtout, au terme de la collectivisation, c'est un phénomène de nivellement culturel rapide, parallèle au nivellement économique.

C'est pourquoi, en conclusion de notre étude, une question demeure : peut-on considérer que le niveau culturel des hommes a véritablement progressé, si cette progression a abouti, en contrepartie, à une uniformisation de leur mode de vie ? La collectivisation en Sibérie, conduite en vue de créer une société nouvelle,"nationale par la forme, socialiste par le contenu", n'est, en fait, que l'expression d'une loi qui pourrait fort bien s'appliquer à la culture :

celle de l'accélération de l'entropie. Mais l'essence mystique de l'homme échappe à l'emprise des lois rationnelles, tout comme la force mystérieuse qui pousse les consciences nationales à se réveiller, alors que tout espoir semblait perdu de les voir renaître.

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE ET LE PROBLEME NATIONAL : LE NORD SIBERIEN ET LE NORD-EST SIBERIEN ; LES PETITS PEUPLES DU NORD

Jean MALAURIE

Le problème qui nous touche est un problème fondamental : il a arrêté la pensée de Lénine dès les débuts de la révolution d'Octobre, mais ses effets n'ont pu être ressentis en Sibérie, en particulier en Sibérie du Nord-Est, qu'en 1926, après les tragédies multiples aggravées par des interférences internationales, notamment japonaises, américaines, anglaises, tchèques et françaises.

C'est le 2 juillet 1918 que Lénine signa un arrêté accordant un crédit d'un million de roubles pour l'organisation de la première expédition hydrographique arctique décidée par le gouvernement soviétique. En avril 1918, l'Académie des Sciences établit les fameuses "Esquisses d'un plan de travaux scientifiques et techniques", et c'est le 20 avril 1920 que le Comité révolutionnaire sibérien créait le Comité spécial de la Voie maritime du Nord. Le 31 juillet 1928, le Conseil des Commissaires du Peuple instituait la première Commission Nationale Arctique.

En ce qui concerne les peuples autochtones, l'idée très originale qui a animé le jeune gouvernement soviétique est, je crois, assez unique dans l'histoire. Avant d'aller plus avant dans l'administration des peuples arctiques - décidée en 1922 par la création auprès du Commissariat du Peuple aux Nationalités d'un sous-département consacré aux peuples autochtones de l'Arctique Sibérien - le Présidium a consacré toute son attention à la constitution, auprès du Comité

Central Exécutif de l'U.R.S.S., d'un Comité du Nord (1924), qui rassemblait des scientifiques et visait à proposer au gouvernement, avant toute décision, un certain nombre de solutions pour l'avenir de ces peuples en marge de l'histoire. Ce Comité de scientifiques avait d'autant plus d'autorité pour imposer ses vues qu'il était présidé par le professeur P.G. Smidovitch, personnalité en vue, membre du gouvernement et ami personnel de Lénine. Cette commission inter-disciplinaire comprenait des ethnographes, des botanistes, des biologistes, des économistes et comptait d'éminents scientifiques de l'époque : le Professeur S.A. Baturlin et le professeur S.V. Kertcheli, certains anciens déportés comme le célèbre professeur V.G. Bogoraz, anthropologue des Tchouktches. Ces hommes connaissaient bien le Nord et ses habitants. Pendant plusieurs années, en 1926-1927 particulièrement, la Commission sillonna toute la Sibérie du Nord.

Ses travaux ont été publiés ; un certain nombre de conclusions ont été dégagées. Elles sont à la base même de l'esprit politique qui, depuis 1926 jusqu'à nos jours, continue d'animer le gouvernement soviétique à propos de ce que l'on convient d'appeler "les petits peuples du Nord".

Ces petits peuples du Nord, extrêmement différents les uns des autres, sont au nombre de 150 000, dans le cadre de 26 nationalités. Il est bien évident que leurs faibles effectifs, leur dispersion, leurs coutumes variées et originales, posent des problèmes. En outre, ils étaient en guerre depuis des siècles et ne souhaitaient pas coopérer les uns avec les autres. Jusqu'à la veille de la révolution, certains dominaient leurs voisins : ainsi les Tchouktches qui "tchouktisaient" les Esquimaux d'Asie et rançonnaient les éleveurs de rennes koriaks. Même attitude dominatrice des conquérants yakoutes à l'égard des Youkaghirs, peuple autochtone de Yakoutie qui, de nos jours, sont très peu nombreux.

Peuples agressifs, à la longue histoire, les populations du Nord-Est sibérien ont été redoutables jusqu'à la fin du XIXe siècle : les troupes du Tsar qui voulaient mettre de l'ordre dans ces régions avaient dû, sous l'oeil de Bogoraz, abandonner la place forte d'Anadyr,

tenue par 600 cosaques.

Certains, comme ceux que l'on appelait autrefois les Samoyèdes, aujourd'hui les Nenets, sont 30 000 ; certains, ceux que l'on appelait les Toungouses, aujourd'hui les Evenks, sont 25 000, mais d'autres sont encore beaucoup moins nombreux comme les Sames ou Lapons (1 884), les Esquimaux (1 308), les Youkaghirs (615) et les Nganasans (953) qui sont aux portes du développement industriel, symbolisé par la ville de Norilsk et ses mines considérables.

RECENSEMENT 1970 (1)

Nenets (Samoyèdes)	28 705
Evenks (Toungouses)	25 149
Khanty (Ostyak)	21 138
Tchouktches	13 597
Evens (Lamoute)	12 029
Nanaytsi (Gol'd)	10 005
Mansi (Vogoul)	7 710
Koriaks	7 487
Dolgans	4 877
Nivkhi (Gilyak)	4 420
Sel'koup (Ostyak Samoyèdes)	4 282
Oulches	2 448
Sames (Lapons)	1 884
Oudegeytsy	1 469
Youit (Esquimaux)	1 308
Itel'mens	1 301
Kety (Ienisseiens)	1 182
Oroches	1 089
Nganasans	953
Youkaghirs	615
Negidal'sty	537
Aléoutes	441
Entsy	300
Oroki	400
Chouvantsy	700
	154 026

Je ne m'attarderai pas très longtemps sur la déclaration des droits des peuples de la Russie qui a été adoptée le 2 novembre 1917 par le Soviet des Commissaires du Peuple, mais il est bien évident qu'il faut l'avoir en mémoire pour saisir l'esprit des décisions.

1. *Polar Record*, vol. 19, n° 119, mai 1978, p. 129.

Premièrement : affirmation de l'égalité et de la souveraineté des peuples de l'U.R.S.S.; deuxièmement : droit des peuples de l'U.R.S.S. à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la formation d'Etats autonomes; troisièmement : suppression de tout privilège et restrictions de nationalité ou de religion; enfin, quatrièmement : libre développement des minorités nationales des groupes ethniques peuplant le territoire de l'U.R.S.S.

Le problème que pose l'avenir des minorités de chasseurs-pêcheurs aux structures socio-économiques traditionnelles est très important, puisqu'il n'est pas d'exemple dans l'histoire de l'humanité qu'un petit peuple de tradition de chasse ou de pêche coexistant avec des sociétés industrielles n'ait finalement été dégradé, détruit ou assimilé. Quel fut l'esprit des décisions prises ? Résumons-les très brièvement en trois points.

UNE POLITIQUE DES PRIX

Ce point est absolument fondamental ; il n'est pas possible qu'un peuple puisse coexister avec un autre, surtout lorsqu'il y a une telle distanciation historique, s'il n'est encouragé économiquement à maintenir son mode de vie traditionnel : tout faire donc pour que ce peuple de structure traditionnelle produise ce qu'il consomme. Ce ne serait là que des mots s'ils n'étaient soutenus par une politique originale des prix à la production ; la Fédération de l'U.R.S.S. considère qu'il est d'un intérêt supérieur, politique, mais aussi idéologique et culturel, d'entretenir ces peuples dans leurs traditions, de les soutenir par une politique réaliste des prix afin de leur permettre d'être encore ce qu'ils sont pour parvenir peu à peu à devenir ce qu'ils seront. Aussi des prix artificiels encouragent-ils la production nationale : chasse, pêche, élevage des rennes et des renards. Cette politique a été réaffirmée le 25 septembre 1930 par le "Statut du premier aménagement des Terres et des Eaux de la population productive des régions septentrionales de l'U.R.S.S.", éclairé par des expéditions annuelles socio-économiques qui se sont poursuivies de 1930 à 1955. En avril 1967, de nouvelles décisions ont été prises en faveur de ces peuples dans le but d'une relative sédentarisation per-

mettant une meilleure scolarisation et surveillance sanitaire ; mais il ne faut pas se cacher que cette sédentarisation pose de nouveaux problèmes pour l'avenir de ce peuple semi-nomade.

La production de ces petits peuples est garantie à un niveau élevé des prix, politique radicalement différente de celle adoptée en Amérique du Nord par exemple, avec les Esquimaux et les Indiens subarctiques qui sont, après la ruine de leur système socio-économique, seulement assistés, et chacun sait que l'assistance est le plus sûr moyen de dégradation d'un peuple. En outre, à chaque degré de latitude vers le grand Nord, les salaires, les rémunérations salariales de base, sont augmentés, alors même que les produits de vente sont de niveau pratiquement égal à ceux que l'on peut connaître à Moscou ou dans les grandes villes de l'ouest de l'Oural.

En Tchoukotka ou dans le nord de la Yakoutie, régions plus particulièrement sibériennes et plus longtemps préservées en raison de leur éloignement de tout centre industriel et de la sévérité de leur climat, et qui font l'objet de mes études et diverses missions sur place dans certains secteurs (Yakoutsk et les villages de la périphérie, Sountar et son district, Oust-Nera, Oimekon), il est des producteurs-éleveurs de rennes, qui peuvent disposer d'un revenu mensuel de 300 à 500 roubles ; quand on sait qu'aujourd'hui à Moscou les salaires mensuels sont autour de 120 ou 150 roubles et que le salaire ou le revenu d'un jeune attaché à l'Académie des Sciences n'excède pas 250 roubles, il est évident qu'il y a là une volonté politique d'encourager ces sociétés arctiques ; c'est la raison pour laquelle ces petits peuples sont restés là où ils étaient, qu'ils ne sont pas intéressés par la vie minière développée sur leur territoire et à laquelle ils ne participent pratiquement pas. C'est la raison pour laquelle ces peuples, dont les moyens techniques dans le cadre de leur mode de vie de chasseurs-éleveurs, sont modernes (avion, tracteur, brigades dirigées par radio, étude biogénique du territoire par l'Institut de chasse d'Irkutsk, présence de consultants autochtones), n'ont pas le sentiment, en restant eux-mêmes, c'est-à-dire chasseurs, d'être en arrière du progrès et de l'histoire. Autre avantage : par décret pris en 1925, ces populations arctiques continuent à être dispensées de tout impôt

(comme avant la révolution) et de tout service militaire.

Où est le progrès ? Jusqu'à la révolution, les populations autochtones de l'Arctique connaissaient, du fait des cycles climatiques et des crises internes propres à ces sociétés (chute démographique, guerre, tension interne), des famines endémiques, décrites par des hommes de bonne foi de tous bords. Leur niveau technique en 1917 était déplorable ; certains utilisaient encore l'arc. Les territoires de pêche, de chasse et d'élevage relèvent maintenant d'une autorité autonome alors que sous l'ancien régime, le paysan russe se comportait en conquérant en s'appropriant les territoires de populations laissées à elles-mêmes et sans structure légale de recours. Entre 1897 et 1917, les Evenks perdirent le tiers de leurs terres agricoles et les Bouriates 60 % de leurs pâturages. Les magasins d'Etat assurent aujourd'hui à l'autochtone des produits à des prix fixes alors que, sous l'ancien régime, les marchands asservissaient le trappeur par le régime odieux des prêts qui l'endettaient à perpétuité à des taux variables, puisque sans contrôle. On ne s'étonnera pas que cette pratique en régime d'économie de marché, utilisée par la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui a découragé également l'Esquimau du Canada, se soit traduite ici par la chute lente du marché de la fourrure en Russie tsariste qui fournissait, avant la première guerre, selon M. Kerblay, 40% des produits des chasses mondiales. Les populations disposent désormais d'une structure d'autorité autochtone, d'un revenu et d'un niveau de vie élevé, d'un métier biogéographiquement planifié par les organismes agronomiques appropriés, d'une sécurité alimentaire et financière dont ils sont reconnaissants au régime auquel ils sont donc enclins à faire confiance pour l'avenir.

UNE AUTO-ADMINISTRATION

Deuxième orientation : une politique administrative visant à faciliter une auto-administration de ces peuples qui, sous l'administration tsariste, n'étaient pas reconnus comme pleinement citoyens de l'Empire, mais comme relevant d'une catégorie d'étrangers. A ce titre, l'Administration n'intervenait aucunement dans la vie de ces peuples laissés à eux-mêmes, laissés à leurs difficultés (maladies, famines, analphabétisation). La politique de Pétersbourg se caractérisait en

Sibérie du Nord par l'absence de politique indigène ; cette carence a eu le seul mérite de maintien des structures et des formes archaïques de ces peuples jusqu'au premier quart du XXe siècle. L'U.R.S.S. a favorisé au contraire une politique de "nationalité", dans le cadre d'auto-administration autochtone et de promotion technique de type traditionnel. La Constitution de l'U.R.S.S. de 1936 a prévu, en outre, la représentation au Soviet des Nationalités de chaque district national, par un député, quel que soit le nombre des électeurs. Aussi, ces minorités ethniques, isolées et de peu d'effectifs, comme c'est le cas en Sibérie du Nord-Est, peuvent être représentées au Soviet Suprême de l'U.R.S.S.

UNE POLITIQUE CULTURELLE DOUBLE

Troisième orientation : une politique culturelle double ; elle vise après alphabétisation et établissement d'une vie scolaire (inconnue avant 1926) à encourager ces peuples, dont certains - comme les Esquimaux Youit - ne sont parfois que 1 800, à parler leur langue d'origine, alors que l'usage du russe sur le plan technique et officiel se généralise dès l'école primaire où il est enseigné. Pour prouver ce que j'avance, je peux faire état de statistiques précisant le nombre d'ouvrages publiés dans les différentes langues concernées. Les chiffres sont tout à fait impressionnants lorsque l'on se reporte de l'autre côté du Détroit de Behring en Alaska ou au Canada. Prenons un exemple : les 308 livres publiés en langue tchouktche.

NOMBRE DE LIVRES PUBLIES DANS LA LANGUE AUTOCHTONE 1928-1965 (1)

Langue	Nombre de livres publiés	Pourcentage
Tchouktche	308	21,8
Evenk	239	16,9
Nanaytse	192	13,6
Nenets	158	11,1
Even	143	10,1
Mansi	105	7,4
Koriak	88	6,4
Khanty	87	6,3
Youit	58	4,1
Same	9	0,6
Sel'koup	9	0,6
Oudegeytsy	9	0,6
Nivkhi	7	0,5
Total	1 412	100,0

On n'ira jamais assez loin dans cette direction, c'est-à-dire rendre ces peuples ethnologues de leur propre histoire. Le premier ethnographe autochtone sibérien est un Nivkhe : mon ami et collègue le Dr Taksami, et j'aurais pu donner le nom de l'écrivain qui a été l'hôte à Paris de l'Institut des Langues Orientales : Yuri Rudkéo. J'aurais pu ajouter un certain nombre d'écrivains autochtones qui ont véritablement le sentiment qu'ils participent à une très grande histoire, préservant ainsi leur passé pour préparer un nouvel avenir, avec tous les dangers d'assimilation progressive que représente pour ces petits peuples, aux très faibles effectifs, en U.R.S.S. ou ailleurs, un nécessaire bilinguisme.

Le développement : Communisme primitif et socialisme

Si je m'attache à trois peuples que je connais particulièrement : les Koriaks, les Tchouktches et les Esquimaux d'Asie, c'est que leur système communiste primitif, pratiqué jusqu'au XXe siècle, était particulièrement complexe, parce que dualiste. Deux classes : les dominants et les dominés, les guerriers et les esclaves, les esclaves étant les vaincus d'hier.

1. Belenkin, 1971, p. 138-139, cité par *Polar Record*, vol. 19, n° 119, mai 1978, p. 137.

PUBLICATION DANS LA LANGUE AUTOCHTONE : 1928-1965

Type de littérature	Nombre de titres	Total imprimé	Nombre de titres	Total imprimé	Nombre de titres	Total imprimé
Abécédaires	26	87 550	32	119 450	70	137 050
Primaire	84	258 185	93	175 130	268	547 600
Littérature politique	44	103 635	50	101 000	49	73 050
Littérature relative à la production et à l'hygiène	6	7 300	16	30 900	60	94 200
Fiction	32	58 750	165	286 950	421	595 200
Total	192	515 420	356	713 430	868	1 447 100
Moyenne annuelle	24	64 428	59	118 905	41	68 910

Belenkin, 1971, p. 128-129, 113-34, 137-39, cité par *Polar Record*, Vol. 19, mai 1978, p. 133.

REPARTITION DU BILINGUISME (1)

	Usage courant 1970	
	Russe	Langue autochtone
Nenets	64,1	84,9
Evenk	71,4	55,5
Khanty	78,6	75,2
Tchouktche	75,6	86,4
Even	60,6	60,8
Nanaytsy	88,6	78,3
Mansi	86,0	56,9
Koriak	82,5	86,1
Dolgans	71,8	92,7
Nivkhi	94,0	54,9
Sel'koup	88,8	72,4
Oulches	95,4	67,4
Sames	96,6	65,0
Oudegeytsy	89,9	63,8
Youit	88,3	60,0
Itel'mens	96,4	38,9
Kety	79,5	76,4
Oroki	93,5	54,0
Nganasans	64,1	90,1
Youkaghir	67,8	50,4
Negidal'sty	90,7	57,7
Aléoutes	95,9	21,8

Il est passionnant de considérer, dans le Nord-Est de la Sibérie, comment le Parti Communiste a localement réagi devant les réactions, les réticences des populations.

Cette politique s'est traduite par une rencontre difficile entre deux histoires sociales : pour les groupes arctiques autochtones soviétiques, c'est le passage du communisme primitif au socialisme. Or, ce socialisme pensé à Moscou reste soucieux de développer le caractère occidental ; il intéresse des masses de millions de personnes. Le communisme primitif anarcho-communiste, écologico-religieux, est, lui, immobiliste parce que conservateur et il ne peut être opérant que dans des groupes de 100 à 150 familles au plus.

1. *Polar Record*, vol. 19, n° 119, mai 1978, p. 146.

Le développement a-t-il quelque sens pour ces peuples ? Je crains que malheureusement il ne se pose pas du tout dans les mêmes termes au sud et au nord de la Sibérie, au nord et à l'ouest de l'Oural, en pays d'économie de chasse et de pêche et en zone urbaine et industrielle. Les peuples hyperboréens ont longtemps vécu le chamanisme et sont reliés profondément à la nature ; pour eux, le développement, tel que nous le concevons, n'a, pourrait-on dire, aucune traduction dans leur langue. Il ne les concerne pas. En d'autres termes, ils préfèrent laisser un certain nombre d'opérations économiques entre les mains des Russes. Il en résulte une situation paradoxale : selon la loi, le pouvoir du Kholkhoze ou du Sovkhoze est véritablement entre les mains des autochtones, mais en pratique, dans les ethnies les plus faibles n'ayant pas le sens de ces réalités, ils préfèrent s'en remettre aux Russes présents, techniciens ou administrateurs. Ce problème retient l'attention des spécialistes, non seulement des Soviétiques, mais de l'ensemble des spécialistes qui étudient ces questions dans l'Arctique. Ce processus de passivité des autochtones à l'égard de la vie politique locale, malgré les apparences, et se traduisant par la présence de conseillers ou consultants "Blancs" représentant la véritable autorité, s'observe également dans l'Arctique américain. Mais à moins de ne rien faire et de vouloir tenir ces peuples à l'écart de l'histoire occidentale, dans des zoos culturels, des risques considérables doivent être encourus. Une seule et essentielle recommandation : il faut que ces peuples inventent, de toute urgence, un type et un mode de développement leur permettant une coexistence avec la société industrielle, ne les détruisant pas, en brisant ce qui constitue leur spécificité : le communalisme traditionnel.

Il n'y a pas de solution miracle pour qu'un peuple blessé se relève ; encore faut-il qu'il ait la conviction que se mettre debout a un sens et, ici encore, l'Union Soviétique fait un pas en avant, en créant des territoires avec responsabilités autochtones, en les éduquant pour leur donner le sens de leurs responsabilités, en subventionnant les économies traditionnelles, en donnant, par conséquent, le temps, tout le temps, à ces peuples, à rythme historique lent, de se concentrer avant d'affronter inévitablement les cultures et les sociétés occidentales.

Petits peuples du Nord : danger de métissage physique

Ainsi, depuis 1923, de nouveaux problèmes se posent que ne pouvait évidemment entrevoir le Comité au début de la Révolution : le problème fondamental que connaissent actuellement le Nord-Est sibérien et le Nord de la Sibérie, comme l'ensemble de l'Arctique : c'est, à mon sens, pour ces "petits peuples" le danger du métissage. Ces territoires, longtemps ignorés des grandes industries et de l'Occident, s'éveillent à l'industrie. Et, de même qu'il y a eu une marche vers l'Ouest aux Etats-Unis, il y a partout dans le monde une découverte de l'Arctique. On n'explore plus le Pôle, on l'exploite. Pétrole, gaz : le plus grand oléoduc du monde est en Alaska, de Prudhoe Baie à Valdez. Il est en Tchoukotka une centrale nucléaire, la première de l'Arctique. Des Russes, Ukrainiens, Géorgiens, et d'autres ethnies de l'U.R.S.S., cadres et ouvriers, par conséquent, s'installent nombreux dans ces espaces.

Les Russes s'installent - souvent pour peu de temps - voulant faire rapidement du "rouble". Pourquoi ? Parce qu'eux aussi bénéficient de cette prime vers le Nord à laquelle je faisais allusion, mais certains choisissent aussi de s'y fixer. Les populations arctiques, en une génération, doivent être donc assez raffermies pour affronter la montée des hommes venus de l'Ouest et du Sud.

A partir de quel moment le métissage est-il souhaitable ? A partir de quel moment est-il dangereux pour une population ? C'est une question en général que l'on évite d'aborder à l'UNESCO parce que nous sommes tous plus ou moins des sangs mêlés et que notre histoire s'est indiscutablement enrichie des apports du métissage. Et je dois dire que,même en Union Soviétique, on a de grandes difficultés à poser ce problème esquissé par l'expression de l'"Homme soviétique".

Lorsque j'ai interrogé, il y a un an,des Esquimaudes pour leur demander : "Vous sentez-vous russes, soviétiques ou esquimaudes ?", elles m'ont répondu d'un seul coeur - il s'agissait de jeunes institutrices rencontrées à Léningrad - : "Nous sommes esquimaudes". Si je leur pose la question : "Préférez-vous épouser un Tchouktche ou un

Russe ?", d'un même coeur, elles me répondront : "Un Russe".

Bien entendu, lorsqu'il s'agit de sociétés, comptant par dizaines ou centaines de milliers d'hommes, il est indéniable que le progrès peut passer par le métissage. Mais quand, au contraire, on a affaire à des groupes infimes, si l'on facilite leur métissage, ces groupes sont appelés à se modifier si vite dans leur identité physique et culturelle, qu'ils risquent rien moins que de disparaître. Le premier devoir dans cette difficile coexistence de sociétés et de civilisations à niveaux différents est le respect de la plus faible de la part de la société la plus forte, qui se doit d'imaginer en ce sens des dispositions,même si elles sont malaisées, la liberté de choix étant évidemment laissée de part et d'autre. C'est une question grave, qu'il convient de règler en tout Etat comportant des minorités très particularisées : il y va du destin de peuples, de langues, de tout un héritage culturel inestimable pour l'humanité.

Formation de cadres : Université autochtone originale

Dernier trait sur lequel je voudrais insister : les jeunes "élites". Il sera intéressant de suivre l'évolution de ces peuples Nord-Est sibériens dont les cadres sont formés aux Ecoles techniques d'Anadyr et de Magadan et les instituteurs à l'Institut Herzen à Léningrad. Je m'attacherai surtout au cas groenlandais de plus longue évolution. Un peuple autochtone est souvent trahi par la bourgeoisie de sa première génération. Au Groenland, issue des milieux écclésiastiques ou de l'enseignement, la jeune classe montante prend et dit vouloir prendre le pouvoir. Elle se caractérise par la violence de ses propos autonomistes que dément son propre comportement, car, le plus souvent, ses représentants prennent femme en métropole, chez les peuples dominants - le Danemark - où ils vivent une partie de l'année et où ils ont été éduqués. Cette élite politique n'ayant pas encore atteint sa maturité, il n'est pas étonnant qu'il lui arrive de ne pas défendre les intérêts du peuple qu'elle représente, malgré une démagogie de façade ou de prôner un faux développement inadapté aux possibilités et au génie du lieu.

La première et urgente nécessité - on ne fait rien sans cadres - est d'inventer des universités arctiques, adaptées aux besoins et aux urgences, aux ambitions historiques et bénéficiant de toutes les expériences acquises dans le Tiers Monde. C'est le cas pour les Yakoutes à Yakoutsk. On pourrait le souhaiter pour ces peuples du Nord-Est sibérien et en Sibérie du Nord, comme c'est le cas pour les Esquimaux d'Alaska à Point Barrow, depuis 1976 d'Inupiat University of the Arctic, université de type nouveau, quasi sans mur, inventée par les Inuit eux-mêmes. Une ethnie, rappelons-le encore, n'a de signification que dans la mesure où elle se définit par rapport à un territoire, une culture, une ethique, un système de valeurs.

Le salariat en société communaliste : ses dangers

Nouveau problème : l'argent, le cancer absolu pour une société communaliste. Il est évident que sous l'effet du stakhanovisme, le producteur le plus actif va accumuler individuellement plus que les autres. Il ne partagera pas avec le groupe comme il était traditionnel de le faire immédiatement avec les produits de chasse entre tous les participants et selon les règles ancestrales. De nombreuses traditions - fête du messager, où le surplus de chacun est partagé - sont abandonnées. Le producteur va placer son argent dans les banques d'Etat.

Dans cette société d'esprit et de tradition égalitaires deux classes vont naître : une classe riche, une classe pauvre. Heureusement encore, le groupe est toujours vivant, et de ce fait ces nouveaux "candidats-bourgeois" vont lui restituer leurs biens sous forme de fêtes collectives d'esprit nouveau. Mais cette cohésion sociale, familiale, économique, politique, sera-t-elle assez forte dans l'avenir pour que les riches acceptent de demeurer les mécènes des pauvres ?

Petits peuples du Nord : un bilan positif pour l'U.R.S.S.

Quand je compare ce qui est fait en Union Soviétique, ce qui a été pensé et voulu,à ce que je vois en Alaska et au Canada, je dois reconnaître que le bilan du Nord sibérien est positif : au moins il y a des règles, des principes légaux sur lesquels on peut s'appuyer, à partir desquels on peut discuter et aller de l'avant.

Pourquoi ? Parce que les problèmes ont été posés au départ, non en termes de rentabilité, d'investissement, mais en termes politiques, après étude par la Commission scientifique dont j'ai parlé plus haut. L'U.R.S.S. a conduit, mieux que d'autres, les peuples de l'Arctique aux portes de l'an 2000. Bien que protégés dans leur identité culturelle et économique, il est certain qu'aujourd'hui l'U.R.S.S. aurait profit à réexaminer la politique suivie par les petits peuples du Nord, compte-tenu des réalités que pose l'industrialisation du Nord et ses volontés. Un nouveau Comité du Nord est à imaginer. Incontestablement les Instituts d'Ethnographie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., attachés à la défense de ces peuples, pourraient faire bénéficier ce nouveau Comité de leurs exceptionnelles expériences en la matière. En fait, la réussite de l'U.R.S.S. la condamne en ce domaine à inventer, à innover tout comme en 1923, la nouvelle étape de l'histoire des sociétés arctiques nord-sibériennes.

Problèmes d'avenir : coexistence à long terme entre deux types de société

Je ne voudrais pourtant pas laisser l'impression que seule l'Union Soviétique a été pionnière pour les populations arctiques. Outre la Suède avec les Lapons, le Danemark au Groenland, pendant des siècles, c'est-à-dire de 1722 jusqu'en 1955, a adopté une politique similaire et même souvent plus radicale. Je l'ai souvent citée comme modèle ; elle a même fermé l'île à toute immigration étrangère et a artificialisé les prix : ainsi a été rendu possible un Groenland groenlandais. On ne dira jamais assez l'audace et l'intelligence de cette politique, de caractère socialiste, illustrée par les travaux du Danois Rink, en faveur d'un Groenland articulé sur un organisme mono-

pole d'achat et de vente, le Kongelige Gronlandske Handel (K.G.H). Malheureusement, en 1953, sous l'influence de milieux d'affaires danois, le Groenland est devenu le "Danemark du Nord", avec une législation unifiée de la métropole à la grande île. Le résultat en est une coexistence difficile qui ne peut que se traduire, sous couvert de progrès techniques et d'éducation, par le métissage du groupe le plus faible par la population dominante et le colonialisme économique. Et ce colonialisme économique et financier sera d'autant plus évident à partir de mai 1979. L'autonomie interne du Groenland dans le cadre du Royaume du Danemark sera seulement alors accordée, la population danoise au Groenland étant de 50 % environ de la population totale alors qu'en 1950 (date où l'autonomisme était jugé subversif), elle n'était que de 1 %, la population groenlandaise étant encore à cette date affirmée dans ses traditions économiques et culturelles. De plus, les Danois disposent, bien évidemment, du pouvoir financier et économique et assurent 80 % du budget groenlandais. L'intégration du Danemark-Groenland dans le Marché Commun, la politique en cours de développement industriel, laissent sceptique sur la réalité d'une "autonomie politique, culturelle, économique", qu'on ne peut toutefois que saluer, étant dans un contexte difficile, comme un pas en avant.

Intervention de M. Asselin

Est-ce qu'au moment où la différenciation des salaires a été en faveur du Nord, les peuples du Nord vivaient principalement déjà en économie monétaire ? Est-ce qu'il ne s'agissait pas, plutôt que d'une mesure de politique nationale, d'une mesure destinée à favoriser l'immigration de populations russes dans le Nord ? Et d'autre part, cette différenciation en termes de pouvoir d'achat, en termes de salaire réel, n'est-elle pas insuffisante puisqu'elle ne suffit pas à retenir durablement les travailleurs qui viennent d'autres parties d'Union Soviétique travailler dans le Nord et qui, comme vous l'avez dit très souvent, quittent prématurément le Grand Nord?

Réponse de Jean Malaurie

Je répondrai d'un mot : l'Arctique est froid. Et les Russes, quelles que soient les vicissitudes de l'histoire, préfèrent naturellement les bords de la Crimée au Grand Nord. J'ajoute que depuis les temps du tsar, l'Arctique et la Sibérie n'ont pas bonne réputation, et les populations russes auxquelles vous faites allusion, surtout dans la période de Staline, étaient contraintes et forcées de vivre dans ces régions qui trop longtemps ont été des lieux de relégation ou des cimetières. Par ailleurs, la politique du Tsar n'a jamais été une politique organisée dans ces régions du Nord, au point même, si je parle de Nord-Est sibérien, que le premier pope à s'être rendu chez les Esquimaux y est allé en 1915 ; c'est vous dire qu'il a eu fort peu de temps pour évangéliser ces populations. En ce qui concerne leur pouvoir économique, il est réel, je le vois, je le vis. Vous trouverez à Moscou des Tchouktches, des Yakoutes qui ont payé leur avion pour aller ici ou là, afin de découvrir la R.S.F.S.R. en vrais touristes. Ils ont un pouvoir économique vrai. C'est une question qui a pour incidence, en effet, le pouvoir de l'argent corrosif sur les hommes qui n'y sont pas préparés, et je n'ai fait qu'esquisser cette discussion sur la rencontre entre le communalisme traditionnel et cette nouvelle réalité qu'est le salariat individuel à taux élevé. Je précise, parce que cette question ne m'a pas été posée, et on l'omet aussi toujours : un grand malheur menace toutes ces populations du Nord, l'alcoolisme. Sous les yeux des Danois, un peuple se ruine dans sa dignité et dans son identité. Il en est de même en Alaska et au Canada, et il est bien évident que ce problème se pose également en Sibérie. Toutefois, grâce aux interdictions administratives, c'est à un niveau moindre qu'en Arctique américain, du moins, je le pense, dans les secteurs que j'ai visités, et aucune étude comparative à ma connaissance, n'existe sur ce sujet complexe. Ce problème, le Département de l'Intérieur, aux Etats-Unis, face aux Indiens, n'a pas su le résoudre. Et ce n'est certainement pas la prohibition de l'alcool qui peut le régler : on en connaît les effets cocasses ou terribles aux Etats-Unis, tout comme ailleurs, dans les populations groenlandaises : il est facile en effet de faire de l'alcool avec d'autres produits tels que le sucre ou les confitures. Je ne vois de solutions d'antidote à ce fléau, ce mal absolu qu'est l'alcool ou la drogue, que si l'on déploie

toute l'aide possible à ce peuple pour qu'il se remette debout sur sa terre et reprenne goût au travail, parce que ce travail va dans le sens de son histoire et de sa dignité.

BIBLIOGRAPHIE

J. Malaurie, Les Peuples Esquimaux : An 2000, *Actes* du XVIIe Congrès International des Américanistes. Congrès du Centenaire, Paris, 2-9 septembre 1976, vol. V, p. 113-121.

Raids et esclavage dans les sociétés autochtones du Détroit de Behring. *Inter-Nord*, n° 13-14, Paris, décembre 1974, p. 129-155.

Le développement industriel permettra-t-il au Groenland de rester groenlandais ? *Inter-Nord*, n° 10, Paris, mars 1968, p. 105-119.

B. Kerblay, Chasseurs et marchands de fourrures en Russie au début du XXe siècle, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XIX (4), Paris, oct-déc. 1978, p. 359-370.

I-S. Vdovin, Politique législative, économique, sociale et culturelle de l'U.R.S.S. en faveur du développement des Esquimaux et des Tchouktches. Le Peuple Esquimau aujourd'hui et demain (publié s. la dir. de Jean Malaurie), *Bibliothèque Arctique et Antarctique*, n° 4, Paris, 1973, 696 p, p. 601-622.

C. Sales, L'homme reste le plus grand obstacle à la mise en valeur de l'Extrême-Nord sibérien : Oblast de Magadar. *Inter-Nord*, n° 11, Paris, déc. 1970, p. 162-178.

ACTES ET DOCUMENTS N° 4 : Développement économique de l'Arctique et avenir des sociétés esquimaudes. Le Havre et Rouen, Colloque du 24, 25, 26 et 27 novembre 1969, Rouen, 1972. 369 p, Fondation française d'Etudes nordiques.

L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE SOCIALE EN UKRAINE (1920-1939)

BOHDAN KRAWCHENKO

Avant la Révolution, les minorités nationales d'Ukraine n'étaient "minoritaires" que dans un sens purement statistique. En termes de poids économique et politique et d'importance sociale, elles dominaient la société. Dans la division sociale du travail pour les sphères de l'industrie, du commerce, de la culture, de l'administration politique et de l'encadrement militaire, les non-Ukrainiens détenaient tous les leviers de commande (1).

Cette réalité fut un mur sur lequel se brisèrent toutes les tentatives du mouvement national ukrainien pour constituer un Etat national indépendant, au cours de la Révolution. Bien que largement soutenu par différentes couches de la société villageoise, le mouvement national ne fut pas capable de s'implanter au sein des élites urbaines ou parmi les ouvriers (2).

1. Voir notre Aperçu de la structure sociale de l'Ukraine avant la révolution de 1917, *Revue des pays de l'Est*, n° 1, 2, 1976, p. 137-169.
2. Aux élections de l'Assemblée Constituante de 1917, 61% des votes sont allés aux partis ukrainiens. Tandis que les votes de la campagne manifestaient un soutien massif aux partis ukrainiens, les résultats d'août 1917 des élections aux doumas urbaines révélèrent une faiblesse certaine des partis ukrainiens dans les villes. Les résultats du scrutin pour 67 villes, avec un total de 1,1 million de votants donnaient aux partis ukrainiens (toutes étiquettes confondues) 7,6% des voix. Voir O.H. Radkey, *L'Election de l'Assemblée Constituante russe de 1917*, Cambridge, 1950, pour une analyse des élections en Ukraine et Yu. I. Tereščenko, *Polityčna borot'ba na vyborach do mis'kych Dum Ukrajiny v period pidhotovky Žovtnevoji Revoljuciji*, Kiev, 1974, pour une analyse des résultats électoraux à la Douma de ville.

"A l'époque moderne, écrivait le socialiste révolutionnaire M. Shapoval, la ville régente le village et la société est façonnée par les gens des villes. La révolution est arrivée et le pouvoir est tombé dans les mains de ceux qui vivaient dans les villes et qui étaient organisés" (1). Expliquant que le résultat de son analyse révélait la cause principale de l'échec du mouvement national ukrainien en 1917, le sociologue ukrainien Bochkovsky faisait remarquer :

"Nous devons objectivement admettre que du point de vue de la tâche nationale le peuple ukrainien n'était pas et ne pouvait pas être préparé au grand événement. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, la nation ukrainienne ne s'est pas développée en nation moderne, au cours de l'histoire. Ce qui lui manqua, ce furent les éléments moteurs de la société : les élites urbaines. Il n'y avait que fort peu d'intellectuels conscients de leur devoir national et la classe ouvrière sensible à la question nationale n'existait pas" (2).

Mais la structure sociale était en réalité une lame à double tranchant : exerçant des effets débilitants sur la puissance des forces nationales ukrainiennes, elle produisait les mêmes effets sur les forces bolcheviques et la région. Les bolcheviks, qui ne représentaient qu'un petit groupe sans base de masse dans la population ukrainienne, vinrent au pouvoir malgré l'hostilité du mouvement national. Le recensement effectué dans le parti en avril 1922 montrait que 53% de ses membres étaient de nationalité russe, 15% juifs, 9% "autres" et seulement 23% ukrainiens (3). Le recensement de 1926 révélait que 80% du total de la population d'Ukraine était formé d'Ukrainiens, 9% de Russes, 6% de juifs et 5% d'"autres" (4).

1. M. Shapoval, *Velyka Revoljucija*, Prague, 1928, p. 16.
2. Cité dans I. Mazepa, *Pidstavy Našoho Vidrodžennja*, 2 vol., vol. 1, (lieu de publication inconnu), 1946, p. 75.
3. *Vserossiiskaja Perepis' 1922 goda : Itogi Partperepisi 1922 goda na Ukrainy*, Kharkov, 1922.
4. *Vsecojuznaja Perepis' Naselenija 1926 g.*, 54 vol., Moscou, 1929. Cité désormais *Perepis' 26*.

Si l'on se réfère au critère de la "langue de la conversation", cela donnait pour les membres du parti 79% pour le russe, 10% pour le yiddish ou d'autres langues et seulement 11% pour la langue ukrainienne (1). Si l'on compare ces résultats avec ceux du recensement de 1926 qui montrait que 75% de la population donnait l'ukrainien pour langue maternelle, la disproportion est relativement conséquente (2).

Le régime bolchevik était finalement établi en Ukraine à la fin de 1919 (après deux tentatives manquées), et cela "en grande partie grâce à l'autorité de Moscou, des communistes russes et de l'Armée rouge russe", pour citer Trotsky en 1920 (3). Après avoir pris le pouvoir, il s'agissait pour les bolcheviks de le consolider. Le précédent échec enregistré par les bolcheviks leur avait apporté d'amères leçons en ce qui concerne la puissance du sentiment national dans la paysannerie ukrainienne (4). En 1923, au cours du débat sur la question nationale dans l'ensemble du pays, une résolution au programme ambitieux fut adoptée afin de rompre l'isolement du parti des masses, dans les républiques non-russes (5). Ce programme reçut le nom de "Korenizatsiia". En Ukraine, dès 1923 cette politique prit la forme d'un programme connu sous le terme d'"ukrainisation" (6).

L'"ukrainisation", comme elle évolua plus tard, impliquait une approche multilatérale de la question nationale en Ukraine; comme politique linguistique cela signifiait que d'ici 1926 (7) l'ukrainien serait adopté comme langue de travail dans toutes les institutions de

1. *Itogi Partperepisi 1922 goda, op.cit.*
2. *Perepis'1926.*
3. *Les Archives Trotsky*, 2 vol., vol. 2, La Haye-Paris, 1971, p. 347.
4. Voir A.A. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine : the Second Campaign 1918-1919*, Port-Washington, N-Y, 1973, p. 386-408.
5. *KPSS v Rezoljucijakh i Rešenijakh S"ezdov, Konferenciji i Plenumov CK*, 4 vol., vol. 1, Moscou, 1954, p. 709-718.
6. *Komunistyčna Partija Ukrajiny v Rezoljucijax i Rišennijax Z"izdiv, Konferencij i Plenumiv CK*, 2 vol., vol. 1, Kiev, 1974, p. 257-261.
7. *Kul'turne Budivnyctvo v Ukrajins'kij RSR, Najvažlyvisi Rišennja Komunistyčnoji Partiji i Radjans'koho Urjadu, Zbirnyk Dokumentiv*, 2 vol., vol. 1, Kiev, 1961, p. 285.

l'Etat et du parti. Afin de remplir cet objectif, l'apprentissage de la langue fut rendu obligatoire pour tous les fonctionnaires et,dans le même temps, l'accession d'Ukrainiens à des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat et du parti fut encouragée (1).

L'"ukrainisation" du prolétariat urbain fut développée en encourageant (certains disent "en forçant") le prolétariat à apprendre et à utiliser la langue ukrainienne sur les lieux de travail (2). L'ukrainien devait être également adopté comme langue de communication par les mass-médias (3). Dans le domaine de l'éducation, "ukrainiser" signifiait convertir les écoles à la langue majoritaire parmi les élèves. Les universités et les instituts polytechniques adoptent de plus en plus largement l'ukrainien comme langue d'instruction (4). Il s'agissait donc d'objectifs ambitieux dont les effets à long terme devaient modifier profondément les relations sociales et nationales dans la république.

Dans leurs études sur les années vingt, les auteurs occidentaux se sont presque exclusivement consacrés aux événements politiques de la période, aux débats culturels et littéraires, aux mutations idéologiques et aux déclarations politiques (5). L'impression globale qui se dégage de cette littérature est que,si l'ukrainisation n'a pas atteint certains de ses objectifs, c'est à cause des profondes racines du chauvinisme russe chez les plénipotentiaires locaux de Moscou. Il n'est pas question de nier l'existence de ce type d'attitudes. D'ailleurs, pas plus tard qu'en 1929, le Premier Secrétaire du parti communiste d'Ukraine, S.V. Kosior, admettait que "le chauvinisme russe

1. *Ibid.*, p. 244-246, p. 382.
2. *Ibid.*, p. 250-251, p. 424-425.
3. *Zbirnyk Uzakonen i Rozporiadžen' Robitnyčo-Selians'koho Urjadu Ukrajiny, Viddil Peršyj*, Xarkiv, 1925, section 69-70.
4. *Ibid.*, 1924, section 272.
5. Principales études : George S.N. Luckyj, *Literary Politics in the Soviet Ukraine 1917-1934*, New-York, 1971; R.S. Sullivant, *Soviet Politics and the Ukraine 1917-1957*, New-York, 1962; Basil Dmytryshiyn, *The Ukraine 1918-1953, A Study of Russian Bolshevik Nationality Policy*, New-York, 1956.

possède des racines profondes en Ukraine, y compris dans nos rangs" (1). Mais toute analyse objective des événements et des processus des années vingt doit prendre en compte l'état de la société ukrainienne. Car évidemment, il était beaucoup plus simple de faire des discours et d'adopter des résolutions en faveur de l'"ukrainisation" que de réaliser les objectifs que l'on s'était fixés. L'arrière-plan économique de l'ukrainisation était la NEP, c'est-à-dire une période de récupération lente mais progressive, en ce qui concerne l'économie. Pour que la politique d'ukrainisation réussisse, en particulier l'ukrainisation du prolétariat et des centres urbains stratégiques, l'adoption d'une résolution n'était pas suffisante. Il fallait une politique de développement socio-économique qui provoquerait un afflux substantiel d'Ukrainiens dans les usines et les universités des grandes villes. Sans une politique de ce type les Ukrainiens resteraient minoritaires au sein de l'environnement urbain, et les Russes, leurs langues et leur culture continueraient à dominer la vie culturelle et socio-économique dans les villes. Si elle n'était pas confrontée à la pression de la réalité sociale objective d'une population urbaine d'Ukrainiens,importante et croissante, la politique d'ukrainisation ne pouvait qu'être largement symbolique, inefficace et ne pouvait dès lors s'appuyer que sur la bonne volonté et sur la ré-éducation de la majorité russe ou russifiée des villes.

La politique d'ukrainisation des années vingt n'a pas modifié la division de l'Ukraine entre zones urbaines à majorité nettement russe et zones rurales ukrainiennes, c'est-à-dire, la division entre une classe ouvrière d'industrie qui restait russe ou juive de nationalité,et une paysannerie et une masse de travailleurs non-qualifiés qui restaient ukrainiennes. Certaines tentatives ont bien été faites dans les années vingt pour redresser ces disproportions. Mais les changements réels et substantiels ne furent réalisés qu'avec la politique d'industrialisation de Staline. En 1933, grâce à l'impact de l'industrialisation, les Ukrainiens étaient devenus majoritaires dans ce que Karl Deutsch a appelé "le public socialement mobilisé", c'est-à-dire les

1. S.V. Kosior, *Vybranni Statti i Promovy*, Kiev, 1962, p. 270-271.

milieux urbains, industriels, les secteurs les mieux éduqués de la société (1).

Dans notre analyse de l'impact de l'industrialisation sur la structure sociale de l'Ukraine, nous nous concentrerons sur les modifications de la population urbaine et la structure des métiers. Nous examinerons également l'impact des transformations sociales sur la politique du parti en direction des nationalités.

La société ukrainienne à l'aube de l'industrialisation.

Dans les sociétés modernes les villes jouent un rôle stratégique. Elles concentrent toutes les fonctions critiques : l'industrie, les communications, l'éducation, la culture et l'administration politique. Mais en Ukraine, les villes ont joué également un rôle supplémentaire. Dominées par la minorité russe, les villes étaient des forteresses depuis lesquelles ces groupes faisaient des incursions pour contrôler le pays économiquement et politiquement (2). Le contrôle de l'environnement urbain donna à ces minorités nationales une majorité sociale. La révolution n'avait pas modifié cet aspect décisif de la société ukrainienne.

A l'époque du premier recensement général soviétique, la population urbaine de la république ne s'était pas encore remise des ravages de la période 1917-1920. En 1926, la population des villes ne représentait que 18,5% du total, c'est-à-dire moins qu'en 1914 où elle était de 21% (3). Le nombre des Ukrainiens vivant dans les villes, par rapport au nombre total des Ukrainiens, n'était que de 10,9%. En compa-

1. Karl W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, seconde édition, Cambridge, 1966.
2. J.A. Armstrong, *The Ethnic Scene in the Soviet Union*, dans E. Goldhagen (ed),*Ethnic Minorities in the Soviet Union*, New-York, 1968, p. 14-15.
3. *Perepis' 1926* et *SSSR v Tsyfrakh 1933*, Moscou, 1934, tableau 1, p. 92. En 1926 la population totale de l'Ukraine était de 23,6 millions d'habitants, et la population urbaine s'élevait à 5,4 millions.

raison, plus de la moitié de la population russe en Ukraine était composée d'habitants des villes et trois-quarts des juifs entraient aussi dans cette catégorie. Le poids de la population urbaine dans l'ensemble de la population est l'une des mesures les plus importantes de la mobilisation politique et sociale de la population. Sous cet aspect, le degré de mobilisation de la population ukrainienne était extrêmement faible. La conséquence en était que les Ukrainiens formaient une minorité séparée dans les milieux urbains. Ils représentaient 47% de l'ensemble de la population urbaine, 25% pour les Russes, 23% pour les juifs et 5% pour les "autres" (1).

Quels que soient les avantages que les Ukrainiens aient pu gagner en représentant 47% du total de la population des villes, en 1926, ils étaient grandement handicapés par la faiblesse de leur représentation urbaine. Dans les grandes villes qui dominaient le réseau urbain de l'Ukraine, celles qui dépassaient les 100 000 habitants, les Ukrainiens représentaient 33% du total de la population. Dans ces villes, le nombre des Russes dépassait celui des Ukrainiens, représentant 34,7% de la population. C'était dans les villes de 10 000 à 20 000 habitants que les Ukrainiens étaient les plus nombreux avec 62,3% de la population (2). Mais il s'agissait de petites villes, de centres campagnards étroitement liés à l'économie rurale, qui ne pouvaient être comparés avec les grandes villes et leur environnement socialement mobilisé.

Les centres urbains d'Ukraine poussaient les Ukrainiens relativement peu nombreux à l'assimilation. Le premier recensement qui permit une analyse de cette tendance fut celui de 1926. Ses données montraient que,dans les zones rurales, la langue ukrainienne dominait (85,7% de tous les habitants des campagnes avaient déclaré l'ukrainien comme langue maternelle) et que la fidélité à leur langue était forte parmi les Ukrainiens (96,5 %) de tous les Ukrainiens des campagnes

1. *Perepis' 1926.*
2. *Perepis' 1926.*

insistaient sur l'identification à leur langue). Par contre, dans les zones urbaines un quart des Ukrainiens déclaraient le russe comme langue maternelle. Si les Ukrainiens composaient 47,2 % de la population des villes, d'après le critère de la langue maternelle, ils n'en formaient que 36 %. La différence est donc de 11,2 %. Mais il y avait deux tendances très importantes que révélaient les données du recensement. Plus la zone était industrielle et plus forte était la perte d'identification avec leur langue, chez les Ukrainiens. Et le degré de perte d'identification avec leur langue augmentait en proportion directe avec la taille de la ville. Ainsi, dans le cas de la région du Donbass, près de la moitié de la population ukrainienne urbaine déclarait le russe comme langue maternelle (1).

Le fait que les Ukrainiens et les ukrainisants ne représentaient qu'une minorité dans les villes affecta les efforts d'"ukrainisation" des villes entrepris dans les années vingt. Ce qui aurait pu amener l'"ukrainisation" des centres urbains et surtout des plus grandes villes industrielles du sud-est, aurait été un afflux en masse de paysans ukrainiens à la recherche d'un emploi. Avant 1929, cela ne s'était pas produit. Etudiant les modèles migratoires en Ukraine à la lumière du recensement de 1897 et de celui de 1926, A. Hirshfled notait que la majorité des immigrés qui venaient peupler les villes du Donbass étaient originaires de Russie, alors que "les régions surpeuplées (la Polésie et la Rive droite), qui auraient pu servir de réservoir de remplissage pour la force du travail dans les régions industrielles... ne comptaient que pour 8%". "Pourquoi en était-il ainsi?" se demandait-il, et il répondait :

"Il apparaît que nous sommes confrontés là à l'inertie historique de la population paysanne de la Rive droite et de la Polésie. Cette population n'a aucune envie de changer ses occupations et considère qu'il vaut mieux aller vers l'Est, voyager vers les limites

1. *Perepis' 1926.*

de l'Oural à la recherche de terres libres" (1).

Quels sont les facteurs autres que l'"inertie historique" d'une population faiblement mobilisée qui jouèrent un rôle de frein à la venue de paysans ukrainiens dans les centres industriels? Le développement relativement lent de l'industrie dans les années vingt était l'un de ces facteurs. La reconstruction de l'économie ukrainienne fut plus lente qu'en Russie parce que la guerre civile dura plus longtemps en Ukraine et y provoqua des dégâts plus importants (2). En 1928, la production de l'industrie ukrainienne n'atteignait encore que 90% des résultats d'avant-guerre (1913), tels qu'ils figurent dans les statistiques (3). Les besoins de main-d'oeuvre de cette industrie étaient relativement modestes. Si l'on considère l'industrie ukrainienne comme un tout entre 1913 et 1928, l'augmentation de la main-d'oeuvre n'y a été que de 8%. Dans la décennie suivante (1928-1937), la main-d'oeuvre allait augmenter jusqu'à 125% (4). De plus, dans la période de reconstruction qui dura jusqu'en 1928, c'était surtout de travailleurs qualifiés dont on avait besoin et pas de main-d'oeuvre non qualifiée (5). L'afflux des Ukrainiens, sous-représentés dans la catégorie des travailleurs qualifiés et expérimentés, a été,à n'en pas douter,affecté par la demande très faible de l'industrie, conséquence de sa nature spécifique.

1. A. Hirshfel'd, Mihracijni procesy na Ukrajini (*V svitli perepysu 1926 r.*), Xarkiv, 1930, p. 81-82.
2. H. Hryn'ko, Narys Ukrajins'koji Ekonomiky, *Červonyj Šljax*, n° 5-6, mai-juin 1926, Xarkiv, p. 212. Hryn'ko soutenait que la reconstruction de l'Ukraine avait au moins deux ans de retard sur celle de la Russie.
3. S. Minaev, Osnovnye Itogi Narodno-Khozjajstvennogo Razvitija Ukrainy za 1926-1927 god, *Statističeskoe Obozrenie*, n° 1, Moscou, janvier 1928, p. 3.
4. A.G. Frank, *Croissance et productivité de l'agriculture et de l'industrie en Ukraine*, thèse inédite, Chicago, 1957, tableau 13, p. 29.
5. Voir V. Grekov, Mekhaničeskoe Dviženie Naselennija v Gorodakh SSSR za Tretij Kvartal 1927 goda, *Statističeskoe Obozrenie*, n° 11, novembre 1927, p. 93.

Déjà au début des années vingt, il apparaissait à l'évidence qu'il existait une corrélation importante entre la reconstruction économique, la croissance industrielle et la croissance du contingent ukrainien dans les villes. A.Khomenko (en 1923) qui avait étudié un certain nombre de villes dans les districts de Kiev et de Poltava, remarquait que la population ukrainienne y croissait en proportion directe de la croissance industrielle. Il prétendait qu'avec l'abolition par la NEP des restrictions de mouvement du tsarisme et la disparition des grands propriétaires terriens, le paysan ukrainien aurait à choisir entre devenir plus productif en agriculture ou bien aller travailler dans les nouvelles branches économiques (1).

Mais il se fait que,contrairement aux prévisions de Khomenko, l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie sous la NEP eut de l'impact sur les modèles migratoires des paysans. Dans un texte de 1927, E.O. Shatan écrivait que le résultat des conditions de vie rurale relativement meilleures et le développement des coopératives à la campagne fut de retarder la croissance de la différentiation sociale dans la paysannerie et la "prolétarisation de ses éléments les plus pauvres". D'après Shatan, les coopératives et l'Etat ont subventionné sous diverses formes 4 millions de petites fermes familiales non rentables et,ainsi, ils affaiblissaient "la principale source de main-d'oeuvre pour l'industrie de la République" (2). Il souligna également que le fait que de nombreux ouvriers agricoles avaient obtenu des terres au moment de la Révolution eut également pour effet de réduire la réserve potentielle de main-d'oeuvre. Non seulement l'amélioration de la vie rurale freina l'émigration des paysans vers les villes, mais elle freina également l'installation de paysans au-delà de l'Oural. M. Krasilnikov, dans son étude sur les migrations au-delà de l'Oural,montra qu'entre 1924 et 1926, le taux de migration annuelle était de 20 300

1. A. Xomenko, Nacional'nyj sklad naselennja Ukrajiny po novišyx danyx, *Červonyj Šljax*, n° 6-7, septembre-octobre 1923, p. 89-90.
2. E.O. Shatan, *Problema rabočei sily v osnovnyx promyšlennyx raionnax SSR*, Xarkiv, 1927, p. 45.

alors que pour la période de 1910 à 1914 il était de 163 275 (1). Une autre étude publiée en 1926 montrait qu'entre 1923 et 1924 l'accroissement annuel de la population rurale était proche de 550 000 dont 80% choisissaient de rester au village, 14% de partir au-delà de l'Oural à la recherche de terres vierges, et seulement 6% de s'installer dans une ville d'Ukraine (2). Il apparaît donc que tant que le paysan pouvait survivre avec le minimum vital, il préférait la sécurité de son village natal à l'insécurité que représentait la migration, l'assurance de pratiquer son métier dans un autre lieu à l'incertitude d'en changer.

Hirshfeld, Khomenko, de même que les autres spécialistes des modèles migratoires en Ukraine, se montraient optimistes sur le fait que les paysans des régions surpeuplées du centre et du nord de l'Ukraine chercheraient à se faire employer dans les industries du sud-est, et ainsi commença une "ukrainisation" de cette région. Ceci eut lieu après 1929, lorsque la collectivisation et l'industrialisation secouèrent la paysannerie pour qu'elle sorte de son "inertie historique". La détérioration des conditions de vie à la campagne, commencée avec la collectivisation, provoqua un vaste afflux spontané des jeunes paysans ukrainiens vers les régions industrielles, et par conséquent, ces régions connurent entre 1929 et 1932 une urbanisation rapide et impressionnante. Mais dans la période qui précéda la collectivisation les besoins de main-d'oeuvre dans l'industrie en pleine reconstruction dans le sud-est étaient assurés en majeure partie par des Russes.

Depuis la seconde moitié du XIXe siècle, l'industrialisation avait été le moteur essentiel tant de l'urbanisation que de la structure professionnelle. Ainsi, les mêmes facteurs qui avaient retardé la croissance de la population urbaine intervenaient dans la structure des métiers. Du fait de la dislocation et des destructions inter-

1. M. krasil'nikov, Pereselenie v 1925 i 1926 godakh, *Statističeskoe Obozrenie*, n° 2, février 1928, p. 90, 93.
2. Etude de L.E. Mints, cité dans M. Galitski, Ukraina : Obščaja Ekonomičeskaja Kharakteristika, *Socialističeskoe Khozjajstvo*, kniga 1, Moscou, 1926, p. 203.

venues pendant la révolution et la guerre civile, la croissance industrielle s'était ralentie et le nombre de personnes employées dans l'artisanat et l'industrie en Ukraine était passé de 494 082 en 1912 à 393 703 en 1925 (1). Le recensement de 1926 montrait que les Ukrainiens restaient dans leur grande majorité un peuple de paysans - 90% de la population active était classée dans la catégorie des paysans, 3,9% dans celle des ouvriers (de toutes les branches industrielles) et seulement 2,6% étaient classés "employés". Par contre, la structure professionnelle de la population active des Russes et des juifs contrastait singulièrement avec celle des Ukrainiens. Environ 1/5 (21%) de la population active russe était composée d'ouvriers, 12,5% étaient employés (voir Tableau I). Si nous examinons l'importance des principales nationalités dans les différentes branches d'activité, nous constatons que c'est seulement dans la catégorie des paysans que les Ukrainiens emportaient avec 90% une majorité décisive. Parmi les ouvriers, 54,6% étaient ukrainiens, parmi les employés 52%, parmi les membres des professions libérales 48% et 50% chez les militaires (voir Tableau II).

Examinons en détail les professions les plus importantes, et d'abord, celle d'ouvrier. Le tableau II, indiquant un pourcentage de 54,6% d'Ukrainiens, fausse la réalité du poids des Ukrainiens dans cette classe, du fait que le degré de mobilisation sociale varie considérablement en fonction des qualifications spécifiques à l'intérieur même de la classe ouvrière. Si l'on examine le tableau des lieux d'habitation des ouvriers (sur le modèle de la division habitations rurales / urbaines) on trouve que 62% des ouvriers d'Ukraine sont considérés comme habitants des centres urbains. Dans le cas de la Russie, cette statistique s'élève à 81%. Cependant, moins de la moitié des ouvriers ukrainiens (48%) travaillent en ville. Dans la catégorie des ouvriers ukrainiens, ce sont les travailleurs de l'agriculture qui prédominaient, formant 34% du total des ouvriers d'Ukraine. La couche stratégiquement déterminante de la classe ouvrière, celle de l'industrie et des fabriques, ne compte que pour 32% dans la composition totale

1. O.O. Nesterenko, *Rozvytok Promislovosti na Ukrajini*, 3 vol., vol. 3, Kiev, 1966, tableau 4, p. 62.

Tableau I : Structure professionnelle des nationalités les plus importantes en 1926 (en pourcentages)(+)

Profession	Ukrainiens	Russes	Juifs
Ouvriers	3,9	21,0	15,2
Employés	2,6	12,5	20,7
Professions libérales	0,1	0,3	1,7
Militaires	0,4	3,1	0,7
Artisans, commerçants			
Petits entrepreneurs	1,4	4,2	35,9
Paysans	89,8	50,6	9,8
Inactifs	0,5	3,5	8,8
Sans profession	1,3	4,8	7,3
	100,0	100,0	100,0

(+) Population active uniquement.

Source : calculée à partir de *Perepis' 1926*, vol. 28, Tableau I, p.1 à 9.

Tableau II : Importance respective des nationalités majeures dans la structure professionnelle de l'Ukraine - 1926 (en pourcentages) (+)

Profession	Ukrainiens	Russes	Juifs	Autres
Ouvriers	54,6	29,2	8,7	7,5
Employés	51,7	25,0	16,9	6,4
Professions libérales	47,9	15,2	30,4	6,5
Militaires	50,0	39,6	3,7	6,7
Artisans, commerçants				
Petits entrepreneurs	40,0	12,0	42,3	5,7
Paysans	89,4	5,1	0,4	5,1

(+) Population active uniquement.

Source : calculée à partir de *Perepis'1926*, vol. 28, Tableau I, p. 1 à 9.

des cols bleus ukrainiens de nationalité. C'est un contraste dramatique avec la classe ouvrière russe où les ouvriers de l'industrie et des fabriques composaient 62% de l'ensemble du groupe. Si l'on s'intéresse à l'importance respective des nationalités majeures au sein de la classe ouvrière, on constate que si 82% de tous les ouvriers de l'agriculture étaient ukrainiens, seulement 43% de ceux de l'industrie et des fabriques l'étaient, ainsi que 37% dans la construction. Ainsi, les ouvriers des grosses insdustries situées dans les centres urbains ou à proximité étaient majoritairement des Russes. Il s'agissait d'un prolétariat incommensurablement plus propre aux activités politiques et syndicales, ayant un plus haut niveau d'alphabétisation et de culture (1).

Les tableaux concernant la nationalité des travailleurs ne reflètent que très mal l'impact du fait national ukrainien dans la classe ouvrière. Pour le faible nombre d'Ukrainiens décelés dans les rangs du prolétariat industriel, l'amélioration de leur position exigeait l'assimilation au sein du groupe russe dominant. N. Popov écrit : "Dans la mesure où les villes étaient russifiées et qu'il n'existait ni écoles ni presse ukrainiennes (sous le tsarisme), le développement culturel élémentaire des secteurs ukrainiens du prolétariat (...) exigeait pour la plupart d'accepter la culture russe (2). Le recensement syndical de 1926 montrait que, malgré l'appartenance de 50% des ouvriers et employés syndiqués à la nationalité ukrainienne, seuls 33% d'entre eux pouvaient s'exprimer en ukrainien contre 62% qui pouvaient le faire en russe; 40% pouvaient lire l'ukrainien alors que 91% pouvaient lire le russe; et alors que seuls 35% savaient écrire en ukrainien, 91% savaient écrire en russe. Les tableaux concernant l'industrie révèlent une faiblesse encore plus grande du fait national ukrainien. Ici, 42% des ouvriers étaient ukrainiens de nationalité mais moins d'un ouvrier sur quatre savait parler et lire l'ukrainien (22%) et seuls 17% savaient l'écrire. La grande majorité des travailleurs parlait, lisait et écrivait en russe (respectivement 72%, 92% et 91%) (3).

1. *Perepis' 1926.*
2. M.M. Popov, *Narys Istoriji Komunistyčnoji Partїї (Bil'šovykiv) Ukrajiny*, Kharkiv, 1928, p. 27.
3. *Trud i Profsojuzy na Ukraine : Statističeskij Spravočnik za 1921-1928 gg.*, Kharkov, 1928.

L'ukrainisation de la classe ouvrière était un problème central pour surmonter la traditionnelle dualité de la structure sociale en Ukraine. Mikola Skrypnyk, commissaire à l'éducation à la fin des années vingt et partisan verbal de la politique d'ukrainisation, estimait que la "russification" de la classe ouvrière ukrainienne indigène était un patrimoine hérité du tsarisme (1). Cette tendance était destinée à être renversée en son temps grâce à la politique d'ukrainisation. Une nouvelle classe ouvrière était en train de se former avec des diplômés sortant des écoles en langue ukrainienne. Livres, journaux et littérature technique étaient maintenant disponibles en ukrainien donnant à cette langue, pour la première fois de son histoire, l'occasion d'être le vecteur de la modernisation. En 1927 on annonça l'ukrainisation des syndicats (2) ce qui, comme l'espérait Skrypnyk, devait amorcer un processus de "dérussification" des ouvriers ukrainiens. Mais les tableaux donnés plus haut indiquent bien à quel point l'ukrainisation de la classe ouvrière allait se révéler une tâche formidable, étant donné la faiblesse de la langue ukrainienne dans les milieux industriels. Afin de mener à bien l'ukrainisation de la classe ouvrière, le poids numérique des ouvriers d'origine ukrainienne et en particulier des jeunes ukrainisants récemment arrivés de la campagne se devait d'augmenter très sensiblement. Cela faciliterait l'introduction de la langue ukrainienne dans les milieux de l'industrie. Avant même le premier plan quinquennal ces pré-conditions objectives pour l'ukrainisation de la classe ouvrière faisaient défaut.

Dans les autres catégories professionnelles les plus importantes, à part les ouvriers et les paysans, les "employés" (služaščie) plus que tout autre secteur de la population présentaient les caractéristiques d'un groupe hautement mobilisé. Ces travailleurs des bureaux alphabétisés et éduqués composaient l'ossature administrative de l'Etat et de l'économie. C'est en 1923 qu'on avait décrété l'ukrainisation des administrations de l'Etat et de l'économie. V. Chubar notait que :

1. M. Skrypnyk, Zblyžennja i zlyttja naciji za doby socijalizmu, *Statti i Promovy*, New-York, 1972, p. 260-261.
2. *Kul'turne Budivnyctvo...*, *op.cit.*, vol. 1, p. 346-356.

"L'ukrainisation ne saurait être comprise comme la seule introduction de la langue ukrainienne. L'ukrainisation consiste à impliquer le maximum d'éléments ukrainiens dans le travail de l'Etat" (1). Jusqu'à quel degré ceci était-il devenu une réalité en 1926?

Le poids des Ukrainiens parmi les employés était encore plus faible que parmi les ouvriers : 51,7%. L'affaiblissement ultérieur de l'influence des Ukrainiens dans ce groupe était dû au fait que dans les zones urbaines ils ne représentaient que 43% de la population. Alors que 87% des employés russes travaillaient dans les zones urbaines, et 89% pour les employés juifs, ce pourcentage baissait à 62% pour les employés ukrainiens. Mais la définition de cette catégorie professionnelle des "employés" est trop vague et trop générale pour donner une image exacte de la situation des Ukrainiens. Elle regroupe à la fois les "personnels de service" et les "directeurs" (rukovoditeli). Une analyse plus fine des différents emplois regroupés sous la rubrique "employés" révèle que le poids des Ukrainiens décroissait à mesure qu'on s'élevait dans la hiérarchie des emplois. Ainsi, alors que 50,4% des "directeurs" et 48% des personnels techniques étaient ukrainiens de nationalité, la proportion des Ukrainiens montait à 68,5% pour les "personnels de service". La plus forte concentration de Russes parmi les employés se situait au sein des personnels techniques et, en ce qui concerne les juifs, au sein des équipes commerciales (2). Dans les services civils, en 1922 les Ukrainiens représentaient 30% du total des employés (3); en 1927 ce taux était porté à 54,3% (4).

Parmi les artistes, acteurs, peintres, écrivains et musiciens, soit tous ceux dont la profession est de reproduire les processus culturels dans la société, un peu plus du quart étaient ukrainiens

1. Cité dans *Istorija Deržavy i Prava Ukrajins'koji RSR*, 2 vol., vol.1, Kiev, 1967, p. 537.
2. *Perepis' 1926.*
3. M.M. Popov, *Narys op.cit.*
4. *Pjatnadcatij S"ezd VKP (b) Dekabr' 1927 goda : Stenografičeskij otčet*, Moscou, 1961, p. 443.

(27,3%), 30,8% étaient russes et 35,6% étaient juifs (1). Cette culture ukrainienne en voie d'émancipation dans les années vingt était donc pourtant handicapée dans sa lutte pour la conquête de l'hégémonie culturelle dans sa propre société. Ce n'est pas seulement la représentation numérique des Ukrainiens qui était faible, mais aussi la "russification" qui prélevait son tribut. D'après une étude de A. Khvylia, seuls 17% de ceux qui avaient été classés dans les professions artistiques au cours du recensement de 1926 savaient parler l'ukrainien (2).

Une analyse des purs développements sociaux dans l'Ukraine des années vingt déforme d'une certaine manière la réalité de cette période. Ce que les statistiques ne peuvent saisir, c'est la passion provoquée par les débats culturels, intellectuels et politiques des années vingt. L'iconoclasme d'un écrivain comme M. Khvilyovij, les audacieuses affirmations politiques d'un A. Shumsky, l'élaboration de conceptions économiques alternatives de B. Bolobuyev - ceux-là et encore beaucoup d'autres auront contribué à faire des années vingt "l'âge d'or de l'histoire ukrainienne soviétique". Cette période a touché à sa fin peu après 1927 lorsque la république assista à une ferme accentuation par le centre de Moscou de son autorité dans tous les domaines. Avec l'industrialisation, une politique appelée à juste titre "standardisation intégrale" fut imposée à l'Ukraine (3).

Mais il serait erroné d'évaluer les progrès accomplis par les Ukrainiens du seul point de vue de l'effervescence culturelle et intellectuelle de cette période. La structure sociale de la nation ukrainienne souffrait d'un sous-développement endémique. L'éclat tout théorique des leaders "nationaux communistes" ukrainiens ne pouvait compenser le fait que les Ukrainiens restaient minoritaires dans tous les postes importants. Les villes restaient "russifiées" et la langue ukrainienne connaissait les plus grandes difficultés à pénétrer le milieu urbain. Il est incontestable qu'un progrès significatif est intervenu dans le

1. *Perepis' 1926.*
2. A. Khvylia, *Nacional'nyj Vopros na Ukraine*, Kharkiv, 1926, p. 35.
3. B. Dmytryshyn, *op.cit.*

développement national des Ukrainiens (1). Mais ainsi que l'a noté M. Skrypnyk, l'ukrainisation sous la NEP devait atteindre ses limites naturelles (2).

Skrypnyk a avancé l'argument que, pour qu'un développement national supérieur advienne, le "développement socialiste" était nécessaire (3). Il voulait dire que seule la croissance industrielle, dont la main-d'oeuvre allait être fournie par la population rurale d'Ukraine, pouvait transformer la physionomie traditionnelle des villes. Avec l'entrée d'une population ukrainophone jeune dans le monde de l'industrie moderne, les équilibres traditionnels entre les divers groupes nationaux résidant en Ukraine allaient être transformés du point de vue de la division sociale du travail. Le "développement socialiste" devait impulser l'accroissement d'une littérature technique et scientifique écrite en ukrainien, rompant la clôture qui enfermait la langue dans le cadre du village. Le rythme de l'ukrainisation de l'enseignement supérieur et technique serait accéléré. Avec l'apparition d'une majorité d'Ukrainiens dans toutes les catégories représentatives de la mobilisation sociale, le processus de consolidation nationale de ce peuple serait achevé.

Si l'on se place dans la perspective de la conservation de l'identité nationale de l'Ukraine, c'était un pari. Le village a toujours été le réservoir naturel de l'ethnie ukrainienne. La ville n'allait-elle pas imposer aux Ukrainiens des pressions assimilatrices? Question qui confère une importance particulière au problème du rythme de développement. Un taux de développement faible signifiait que le peu d'Ukrainiens entrant dans le développement urbain aurait été assimilé, mais si le taux de mobilisation sociale des Ukrainiens gagnait de vitesse celui d'assimilation urbaine, on obtenait le renforcement du fait national en milieu urbain. Ce dernier processus se développa en fait

1. Dans la publication des livres de langue ukrainienne, des journaux et dans le développement des écoles de langue ukrainienne.
2. M. Skrypnyk, Iz Krajiny Nepiv'skoji v Krajinu Sotsialityčnu, *Červonyj Šljax*, n° 9, mars 1930, p. 70.
3. *Ibid.*

entre 1929 et 1932. Période cruciale pour le développement national de l'Ukraine.

Les premières années de l'industrialisation ont vu un développement socio-économique rapide dans le contexte d'une politique soutenue d'ukrainisation. Des contingents grandissants d'ukrainophones sont arrivés en ville. Pour répondre à leurs besoins culturels, une augmentation sans précédent des journaux, des livres et du système d'enseignement de la langue s'est produite (1). Ce qui en retour a renforcé l'adhésion des nouveaux citadins au fait national. L'usage grandissant de l'ukrainien comme langue de mobilisation sociale devenait un facteur essentiel dans le recul du processus de russification. Tout indiquait que le fait national ukrainien pouvait devenir florissant et même dominant dans les grandes villes. Aux membres du parti qui militaient pour la culture urbaine et prolétarienne russe contre la culture campagnarde de l'Ukraine, Skrypnyk demandait d'ouvrir les yeux et de voir "que la vie avait fait la grimace à une telle idée" (2).

Les changements les plus profonds de la société ukrainienne sont intervenus dans les années trente. Pendant les deux premiers plans quinquennaux en particulier, la structure sociale de l'Ukraine a été profondément modifiée. Mais l'étude de ces années est fortement entravée par l'absence de données. Plus le régime soviétique prenait son visage totalitaire et moins les données de la science sociale étaient collectées et publiées, et ce qui transparaissait devenait éminemment suspect. Mais les années trente sont une ligne de partage dans l'histoire de l'Ukraine. L'absence de données ne saurait brider l'effort de compréhension de ce qui s'est passé au cours de cette décennie. En

1. En 1929, 68% des journaux et 50% du total des livres publiés en Ukraine étaient rédigés en ukrainien. En 1927 25% seulement des titres scientifiques et techniques produits en Ukraine étaient rédigés en ukrainien. Vers 1931, 63% des publications scientifiques et techniques étaient en ukrainien et 79,1% du total des titres (1930) ainsi que 89,3% des journaux. *Presa, Červonyj Šljax*, n° 5-6, juin-juillet 1932, p. 148; *SSR v Cyfrakh*, 1933, *op.cit.*, tableau 16, p. 542-543; *Presa Ukrajins'koji RSR 1917-1966 : Statystyčnyj Dovidnyk*, Kharkiv, 1966, tableau 54, p. 96.
2. M. Skrypnyk, *Statti i Promovy*, *op.cit.*, p. 210.

rassemblant les connaissances évidentes mais partielles on peut certainement reconstruire les tendances de ces années riches en événements.

Conséquences de l'industrialisation sur la société ukrainienne.

Staline, lors du Xe Congrès du P.C. (b) de l'URSS (1921) avait prédit : "Il est clair que, alors que les éléments russes continuent à prédominer dans les villes ukrainiennes, avec le temps ces villes seront inévitablement ukrainisées. Il y a quarante ans, Riga se comprenait elle-même comme une ville allemande mais, dans la mesure où la ville se développe au détriment de la population rurale et où le village est le gardien de la nationalité, Riga est aujourd'hui une ville lettonne. Il y a cinquante ans toutes les villes de Hongrie étaient allemandes, aujourd'hui elles sont magyarisées" (1). Dans les années vingt, cette prédiction ne s'était pas encore matérialisée. Mais dans les années cruciales de l'industrialisation, les années trente, la production industrielle lourde a sextuplé dans la république si l'on compare les chiffres de 1940 avec ceux de 1928 (2). Ce phénomène de développement rapide a eu un effet important sur les villes ukrainiennes, que ce soit en termes de population urbaine totale ou seulement de contingent ukrainien.

Entre 1926 et 1939 la population citadine de l'Ukraine est passée de 5,3 millions à 11,7 et la proportion de citadins dans l'ensemble de la population est passée de 18,5% à 37% (3). La population rurale n'a pas seulement régressé en pourcentage mais aussi en chiffre absolu : 3,8 millions de perte entre 1926 et 1939 (4). C'est en partie la conséquence des décès résultant de la famine de 1923-1933 (on les estime à 3 millions d'âmes), des pertes en vies humaines dues à la

1. *Protokoly S"ezdov i Konferencij VKP (b), Desjatyj S"ezd (mars 1921)*, Moscou, 1923, p. 216-217.
2. *Ukrajina za 50 Rokiv, 1917-1967 : Statystyčnyj Dovidnyk*, Kiev, 1967, p. 99.
3. *Itogi Vsesojuznoj Perepesi Naselenija 1959 goda, Ukrainskaja SSSR*, vol. 2, Moscou, 1963. Cité désormais *Perepis' 1959*.
4. *Perepis' 1959.*

collectivisation et aux purges (estimation de 1 million) et au départ forcé de 2 à 3 millions de personnes vers la Sibérie ou d'autres régions (1). Mais un facteur capital de ces chiffres est l'ampleur de l'émigration des régions du centre et de l'ouest, principalement agricoles, vers le Donbass et les secteurs miniers de l'Ukraine de l'est. M. Kulisher estime que la plupart des 2 millions de résidents récemment installés dans le Donbass, Kryvyj Rih, Dnipropetrovsk et Kharkiv étaient en fait des paysans arrivant des territoires du centre et de l'ouest de l'Ukraine (2).

Les résultats du recensement de 1939 ne nous fournissent pas de données sur la composition ethnique de la population urbaine, aucune statistique précise n'a été utilisable jusqu'à une date récente, qui permette de discerner en quoi la composition ethnique des villes a été affectée par l'industrialisation. Cette information n'a vu le jour qu'en 1975, dans un article de V.F. Burlin et A.L. Perkhovs'kyj. Selon ces auteurs, les Ukrainiens ont constitué la plus grande partie de la population urbaine en 1939 : 58,1% de la population urbaine totale (3), ce qui représente une augmentation de 11% par rapport à la situation de 1926.

La source principale de renseignements concernant les mutations de la composition ethnique des principales villes d'Ukraine dans les années trente est un discours de S.V. Kosior, Premier Secrétaire du parti communiste d'Ukraine. Dans ce rapport de novembre 1933 devant le plenum du Comité central du P.C. d'Ukraine, Kosior attaquait les membres du parti qui reprochaient à la fraction dirigeante d'avoir abandonné la politique d'"ukrainisation". Il signalait,que grâce à l'indus-

1. *Ukraine : A Concise Encyclopaedia*, 2 vol., vol. 1, Toronto, 1963, p. 200.
2. E.M. Kulischer, *Europe on the Move : War and Population Changes, 1917-1947*, New-York, 1948, p. 108.
3. V.F. Burlin, A.L. Perkovs'kyj, *Zminy v social'no-ekonomičnij strukturi naselennja Ukrajins'koji RSR (1959-1970 rr.)*, *Demohrafični doslidženja*, Vypusk 3, Kiev, 1975, p. 25. Cette information est quelque peu gommée dans l'article. Elle apparaît dans une parenthèse comme appendice d'un autre point.

trialisation accélérée, cette politique était en voie d'achèvement. Il citait à l'appui de sa thèse plusieurs statistiques. Eu égard à l'importance de ces informations, nous avons extrait le passage suivant de son discours qui concerne exactement le sujet :

"Il n'y a pas lieu de s'appesantir sur le développement quantitatif de la population urbaine dans son ensemble puisque chacun sait qu'en relation avec le gigantesque effort d'industrialisation de ces dernières années, non seulement la population des vieilles cités industrielles a doublé et triplé mais à la place des établissements et endroits sous-peuplés des anciennes, plusieurs nouvelles et vastes villes industrielles ont surgi. Il est important de noter que la part ukrainienne de la population a grossi considérablement. Prenez Kharkov par exemple. En 1923 il y avait 122 000 Ukrainiens à Kharkov, représentant 37,9% de la population de la ville; en 1926, il y avait plus de 160 000 Ukrainiens, 38,3%; au début de 1933 il y avait plus de 330 000 Ukrainiens, soit près de la moitié de la population. En d'autres termes, le nombre des Ukrainiens à Kharkov a plus que doublé en six ans. Et ceci, remarquez-le bien, à Kharkov, qui dans le passé était pour l'essentiel une ville russe en ce qui concerne ses habitants.

Des mutations plus étonnantes encore ont eu lieu dans d'autres villes. Prenez par exemple Stalino (Donets'K-B.K.). En 1923 il y avait 2 200 Ukrainiens à Stalino, représentant 7% de la population totale, en 1926 ils étaient 27 500 (26%) et en 1933 plus de 86 000 (31%).

A Zaporozhie 12 000 Ukrainiens en 1923 représentaient 28%, en 1926 26 500 (47%) et maintenant ils sont 60 000 (56%). Prenez Luganks : 1923, 9 500 Ukrainiens (36%) - 1926, 31 200 (43%) - 1933, 71 000 (60%).

Prenez enfin Dnipropetrovsk : 1923 : 24 500 (16%) - 1926 : 83 000 (36%) - 1933 : 185 000 (48%).

Voilà, camarades, l'évolution des choses dans nos villes.

Comme vous le voyez c'est une évolution très claire et naturelle que connaît la population ukrainienne, cette évolution continuera et s'accélérera. Il n'y a pas le plus léger doute à avoir à ce sujet" (1)

Notre unique source d'information différente concernant les effets de l'industrialisation sur la composition ethnique des villes est l'étude de Kurman et Lebedinski sur Kharkiv. Selon eux, vers 1939, les Ukrainiens formaient 48,6% de la population totale de la ville. En 1926, les Ukrainiens représentaient 38,4% de la population de Kharkiv (2).

Au cours des années trente, l'ancienne division entre village ukrainien et ville russe qui caractérisait la structure sociale prérévolutionnaire et le début de la société soviétique s'est modifiée, au moins formellement. Ce que les données urbaines fiables ne disent pas, c'est si, sous l'apparence d'une réalité urbaine de plus en plus "ukrainisée" (au sens de la nationalité) il ne s'est pas produit simultanément un processus de "dénationalisation" susceptible d'annuler ce qui autrement eût été une avancée majeure dans la réalisation du développement national des Ukrainiens. En examinant d'autres aspects de la société ukrainienne des années trente nous pourrons peut-être répondre à cette question.

Le développement rapide des années trente a restructuré radicalement la répartition de l'emploi de la population active (3).

	1926	1939
Ouvriers	6,2%	36,9%
Employés	8,1%	16,7%
Secteur collectivisé		
Fermiers	85,7%	46,4%

1. P.P. Postyšev, S.V. Kosior, *Soviet Ukraine Today*, Moscou-Léningrad, 1934, p. 43-45.
2. M.V. Kurman, I.V. Lebedinskij, *Naselenie Bol'šogo Socialističeskogo Goroda*, Moscou, 1968, tableau 73, p. 122.
3. *Perepis' 1926; Perepis' 1959.*

Le tableau ci-dessus concerne la population de la république prise dans son intégralité. Comment les Ukrainiens se répartissaient-ils ces postes? En 1933, S. Kosior annonçait que le poids des Ukrainiens parmi les ouvriers et les employés était passé de 49,4% en 1926 à 59% en 1931. Les chiffres de Kosior ne distinguaient pas entre employés et ouvriers et il admettait aussi que "malheureusement nous n'avons pas de chiffres plus récents sur le sujet" qui eussent pu montrer l'effet du premier plan quinquennal sur la situation de l'emploi de la population ukrainienne en termes ethniques (1). Cependant des recherches sur l'évolution de la nationalité dans certains emplois ont été effectuées et suggèrent que les Ukrainiens ont bien enregistré des progrès importants dans les emplois significatifs du mouvement de mobilisation.

Les progrès enregistrés par les Ukrainiens chez les "employés" étaient modestes. En 1926, ils formaient 51,7% de cette catégorie et 56,2% en 1939 (2). Il ne fait pas de doute que les purges des "nationalistes bourgeois ukrainiens" de 1933 et 1936-1938 ont prélevé leur tribut chez les Ukrainiens classés comme "travailleurs à prédominance cérébrale". C'est en outre une période pendant laquelle des dizaines de milliers de "cadres dirigeants" furent envoyés de Russie en Ukraine pour gérer l'économie (3). Cependant les Ukrainiens ont accompli quelques progrès. Selon un article de la *Pravda* de 1930, le pourcentage de "rukovoditeli" ukrainiens dans l'industrie, l'administration étatique, les syndicats, avait atteint 43% contre 34% en 1926. Dans l'industrie minière, traditionnellement réservée aux Russes, 49,4% des ingénieurs en 1930, 49,6% des techniciens, et d'une manière significative, 60% des "stagiaires" destinés à occuper ces emplois étaient ukrainiens (4).

Des changements significatifs apparurent dans la classe

1. S.V. Kosior, Pidsumky i najblyžči zavdannja nacional'noji polityky na Ukrajini, *Červonyj Šljax*, n° 8-9, 1933, p. 211.
2. *Perepis' 1926*. Le tableau concernant 1939 est tiré de Iu.A. Arutiunian, Izmenenie Social'noj Struktury Sovetskikh Nacij, *Istorija SSSR*, n° 4, 1972, tableau 8, p. 15.
3. Voir B. Dmytryshyn, *op.cit.*
4. *Pravda*, 8 juin 1930.

ouvrière. Effet du rythme rapide de la croissance industrielle, la classe ouvrière a augmenté de 1 million en 1926 à 3,1 million en 1939 (1), la période la plus faste de ce point de vue ayant été celle du premier plan quinquennal. Entre 1926 et 1932 la classe ouvrière a doublé, entre 1933 et 1939 elle n'a augmenté que de 30% (2). Ce phénomène n'a pas affecté la seule Ukraine. Dans l'URSS toute entière le rythme d'accroissement de la classe ouvrière a ralenti pendant le second plan quinquennal qui mettait l'accent sur l'amélioration de la productivité du travail et de la maîtrise d'une nouvelle technologie... (3). C'est donc pendant la période d'ukrainisation, avant 1933, que l'écrasante majorité de ces nouveaux travailleurs a fait son apparition en Ukraine.

De quelle façon cet afflux a-t-il modifié la composition nationale de la classe ouvrière? Nous disposons heureusement du livre de S.L. Seniavski et V.B. Tel'pukhovski qui contient la seule statistique publiée sur le sujet d'après le recensement de 1939. Pour une comparaison utile avec les chiffres du recensement de 1926, nous avons dû laisser de côté certaines catégories comprises dans le concept d'"ouvrier" de 1926, celles précisément qui ont rapport à la production non matérielle (le commerce par exemple). Nous découvrons qu'en 1926, sur un total de 669 000 travailleurs ainsi définis, 47,6% étaient ukrainiens, en 1939 ils étaient 65,8% (4) :12% d'augmentation en trois ans. D'autres sources suggèrent que l'augmentation la plus importante s'est produite à la fin du premier plan quinquennal. S. Dimanstein a écrit qu'en 1932, 60% de la classe ouvrière était ukrainienne de nationalité (5). En 1935, selon un rapport officiel, 62,1% des ouvriers étaient

1. *Perepis' 1959.*
2. M. Garin, Na Rubeže Dvukh Pjatiletok, *Revoljucia i Nacional'nosti*, n° 1, janvier 1933, p. 14; O.O. Nesterenko, *op.cit.*, vol. 3, p. 167.
3. Y.S. Borisova, L.S. Gaponenko, A.I. Kotelents, V.S. Lelchuk, *Outline History of the Soviet Working Class*, Moscou, 1977, p. 174.
4. *Perepis' 1926.* Le tableau concernant 1939 est dans S.L. Seniavsky, V.B. Tel'pukhovsky, *Rabočij Klass SSSR (1938-1965)*, Moscou, 1971, tableau 23, p. 333.
5. S. Dimanstein, K IX S"ezdu Profsojuzov, *Revoljucija i Nacional'nosti*, n° 4, Paris, 1932, p. 9.

ukrainiens (1). Dans ce secteur clé de la population, de minorité qu'ils étaient, les Ukrainiens sont devenus majorité.

Jusqu'ici nous avons considéré les mutations dans la composition nationale de la classe ouvrière prise comme un tout. Comment les secteurs spécifiques de cette classe ont-ils été affectés par l'afflux des travailleurs ukrainiens? Les Ukrainiens sont-ils entrés dans les secteurs stratégiques ou ont-ils été cantonnés dans les emplois subalternes et moins payés? Une conclusion rapide semblerait montrer que les Ukrainiens ont enregistré des gains impressionnants dans les secteurs décisifs de l'industrie. Dans la population des travailleurs de l'industrie, de 41% en 1926, les Ukrainiens sont passés à 53% en 1932 (2). Malheureusement, nous n'avons pu obtenir aucune statistique pour les années postérieures. Il semble que l'afflux d'Ukrainiens ait été important dans les industries nouvelles, le charbon par exemple; le poids des Ukrainiens dans les mines était de 46% en 1933 (3). Mais dans la métallurgie ils sont passés de 45% du nombre total des ouvriers en 1929 (4) à 70% en 1937 (5). De la même façon dans l'industrie chimique le progrès est de 51% en 1931 à 75% du total en 1937 (6).

La classe ouvrière en Ukraine était traditionnellement russe ou ukrainienne "russifiée". Les statistiques les plus anciennes montraient qu'une écrasante majorité de travailleurs ne parlait, ne lisait ni n'écrivait l'ukrainien et le prolétariat industriel en particulier vivait dans un univers culturel russe. En 1928, par exemple, dans les cinquante bibliothèques gérées par le syndicat des mineurs de Stalino et de sa région, les livres ukrainiens représentaient moins de 8% du nombre total des livres en dépôt; dans la région de Dnipropetrovsk, 9%

1. *Revoljucija i Nacjonal'nosti*, n° 11, 1937, p. 79.
2. S.V. Kosior, "Pidsumky...", *op.cit.*, p. 210.
3. *Ibid.*
4. *Istorija robitnyčoho klasu Ukrajins'koji RSR*, 2 vol., vol. 1, Kiev, 1967, p. 172.
5. *Toržestvo Lenins'koji nacjonal'noji polityky na Ukrajini*, Kiev, 1967, p. 429.
6. S.V. Kosior, "Pidsumky...", *op. cit.*, p. 210 et *Toržestvo*, *op.cit.*

des livres du syndicat de la métallurgie étaient des publications en langue ukrainienne (1). Comment l'afflux de nouveaux travailleurs ukrainiens a-t-il modifié cette situation? Nous avons peu de données. Mais une statistique réalisée au XIe Congrès du parti communiste (b) de l'Ukraine montre qu'un progrès considérable avait été accompli dans l'ukrainisation de la classe ouvrière. Entre 1927 et 1930 le nombre des métallurgistes ukrainophones est passé de 18% à 42% du total, et ceux qui savaient écrire l'ukrainien étaient passés de 14% à 35% (2). Vers 1931, selon Skrypnyk, le nombre des métallurgistes ukrainophones était de 70% du total (3). Skrypnyk attribuait ce progrès à l'afflux des nouveaux ouvriers et à la politique d'"ukrainisation" des structures syndicales et ouvrières entreprises en 1927 (4).

La classe ouvrière n'a donc pas seulement commencé à transformer sa composition nationale mais aussi son orientation culturelle. La langue et la culture ukrainiennes pénétraient maintenant des milieux d'où elles avaient traditionnellement été exclues. S.V. Kosior notait en 1930 : "Nous sommes témoins d'un intérêt massif et grandissant de la classe ouvrière en Ukraine pour la littérature et les livres ukrainiens. C'est l'indice le plus significatif et le plus important des progrès que nous faisons (5). La rencontre fascinante entre le groupe d'écrivains ukrainiens Vaplite et les mineurs du Donbass en 1879 a été un exemple de ce renouveau d'intérêt pour les productions culturelles ukrainiennes (6). Le magazine culturel ukrainien à diffusion de masse *Massovyk*, fondé en 1929, dans le Donbass où domine la classe ouvrière russifiée, remarquait qu'à la propre surprise des éditeurs, ses trois mois de campagne (en 1929), en vue de populariser la culture ukrainienne, avaient

1. *Kul'turne Budivnyctvo, op.cit.*, vol. 1, p. 424.
2. *Komunistyčna Partija Ukrajiny v Rezoljucijax, op.cit.*, vol. 1, p.661.
3. M. Skrypnyk, *Statti, op.cit.*, p. 261.
4. Voir *Kul'turne Budivnyctvo, op.cit.*, p. 350-351, pour la décision d'ukrainiser les syndicats et d'enseigner la langue ukrainienne aux travailleurs ukrainiens qui l'avaient oubliée ou la parlaient difficilement.
5. S.V. Kosior, *Vybrani Statti i Promovy, op.cit.*, p. 270.
6. Yu. Lutskij, *Vaplitjans'kyj Zbirnyk*, Toronto, 1977, p. 63-68.

rencontré un écho "dans chaque entreprise du Donbass" (1). A. Khvylia nous fournit de nombreux tableaux montrant la popularité et l'attrait de la culture ukrainienne dans la région industrielle du Donbass. Il cite D. Leikine, un ouvrier de Stalino (Donets'k) qui faisait l'observation suivante :

"Au cours des années qui viennent de s'écouler nous avons entendu des centaines de conférenciers sur les sujets les plus variés. Tous parlaient russe. Mais récemment nous avons commencé à entendre des cris : 'Parlez en ukrainien'. Il existe ici une base solide pour ce type de cris. Plus de mille travailleurs dans notre usine, eh bien la moitié sont ou bien ukrainiens ou bien parlent ukrainien. Alors l'attirance pour la culture ukrainienne est générale" (2).

Jusqu'en 1933, avant l'abandon par le parti de la politique d'ukrainisation, la classe ouvrière de la république parlait de plus en plus l'ukrainien. L'illustration statistique la plus claire de ce fait est qu'au début de 1933 88% des journaux d'entreprise étaient écrits en ukrainien, deux fois plus qu'en 1928 (3). De plus, avec l'ukrainisation des écoles, une nouvelle génération de prolétaires ukrainophones grandissait. Dans Kharkiv russifiée, en 1928, si l'on en croit un rapport officiel du parti, plus de 50% des "jeunes prolétaires" étaient inscrits dans les écoles en ukrainien (4). Les trois-quarts des travailleurs adultes ne parlaient pas l'ukrainien (5).

Karl Deutsch note que si la vitesse de la mobilisation sociale dépasse celle de l'assimilation, l'effet peut être d'exacerber

1. *Partijnoe Stroitel'stvo*, n° 6, Moscou, mars 1930, p. 60.
2. A. Khvylia, *Do Rozvjazannja Nacjonal'noho Pytannja na Ukrajini*, Kharkiv, 1930, p. 110-111.
3. S.V. Kosior, "Pidsumky...", *op.cit.*, p. 211.
4. "Doklady Mestnykh Organizacij v CK : V Kharkovskoj Organizacii", *Kommunističeskaja Revoljucija*, n° 11-12, Moscou, juin 1928, p. 115.
5. *Ibid.*, p. 108.

les tensions entre ethnies (1). Le rythme de la mobilisation sociale des Ukrainiens dans les premières années de l'industrialisation a été fort rapide et les données sur l'accroissement dramatique du nombre des Ukrainiens cultivés dans leur langue suggèrent que les processus d'assimilation ne pouvaient faire bon ménage avec ceux de la mobilisation sociale. Deutsch laisse entendre que la mobilisation rapide, le développement de l'éducation, l'expression des masses dans leur langue vernaculaire avaient pour résultat que les membres de chaque nationalité devenaient plus conscients de ce qui les séparait des autres groupes et de leurs affinités avec les personnes de langage et d'héritage parents. Les tendances de la première période de l'industrialisation montrent que l'ukrainisation de la classe ouvrière et des centres urbains trouvait son meilleur élan au moment même où le parti décidait d'abandonner et de renverser sa politique d'ukrainisation. Le succès enregistré dans l'ukrainisation de la classe ouvrière a-t-il alarmé les autorités centrales du parti?

Un débat peu connu et de courte durée entre S. Dimanstein et Staline sur les processus ethno-culturels connus par les populations non russes pendant la première période d'industrialisation est d'un grand intérêt ici. Dimanstein soutenait que l'afflux de population indigène dans les villes industrialisées, dans le contexte d'une politique non seulement tolérant mais promouvant le développement culturel autochtone, donnait à la culture ukrainienne une chance sans précédent de se développer. Disposant de la base urbaine absente jusqu'alors, les ressources de l'Etat la soutenant, s'adressant à un public plus large que jamais grâce à la disparition de l'analphabétisme, la culture et la langue ukrainiennes ne devaient pas seulement prospérer, mais aussi se différencier de plus en plus des autres cultures, celle de la Russie en particulier. Dimanstein remarquait que le langage des "écrivains ukrainiens contemporains" avait évolué au point qu'il était devenu incompréhensible "à ceux d'entre nous qui ne connaissent l'ukrainien que sur la base du russe". Il craignait que ce développement ne libère de puis-

1. Deutsch, *op.cit.*, p. 126.

santes forces centrifuges (1). Staline répondit que Dimanstein se trompait. La promotion des langues et des cultures dans le contexte d'industrialisation n'entrainait pas nécessairement une différenciation croissante de ces cultures parce que le contenu en serait contrôlé (2).

L'"industrialisation bolchevique" fut le nouveau slogan. Mais attendu que le même article de dénonciation de l'hypothèse de Dimanstein se terminait par une vigoureuse incitation à la lutte contre le nationalisme local en Ukraine qui menaçait l'unité de l'URSS, il s'agissait, en un sens, de la confirmation de la thèse de Dimanstein (3). Si celle-ci était correcte, elle fournissait au parti d'excellents arguments pour abandonner la politique d'ukrainisation dans la deuxième moitié des années trente (4). Bien entendu d'autres facteurs ont joué un rôle dans cette décision - la résistance paysanne et le refus de la réquisition des grains... Mais la direction soviétique était bien obligée de prendre en considération le fait que l'assise de son pouvoir en Ukraine - la population urbaine et le prolétariat - pouvait rapidement devenir plus ukrainienne que russe et se tourner vers une position politique plus "nationale". Peut-être l'ukrainisation a-t-elle été abandonnée parce que le parti s'est finalement aperçu qu'elle pouvait réussir.

1. S. Dimanstein, "Problemy Nacional'noj Kul'tury i Kul'turnogo Stroitel'stva v Nacional'nykh Respublikakh", *Vestnik Socialističeskoj Akademii*, vol. 31, Moscou, 1929, p. 119-122 et 136-143.
2. "Za Pravil'nuju Nacional'nuju Politiku Partii", *Kommunističeskaja Revoljucija*, n° 4, février 1931, p. 72-73.
3. *Ibid.*, p. 75.
4. Consulter R.S. Sullivant, *op.cit.*, ch. 5, pour un aperçu de l'abandon de l'ukrainisation.

THE COMINTERN AND THE COMMUNIST PARTY OF WESTERN UKRAINE, 1919-1928

Roman SOLCHANYK

Several years ago Theodore Draper commented that the "Comintern may well be the most important, least studied historical phenomenon of the twentieth century" and suggested that one of the reasons for this relative neglect "has been the common belief that it was merely a pawn or auxiliary of the Soviet state". This view, Draper argues, is essentially correct with respect to the Stalinist phase of the Comintern's development-that is, from about 1928-1929 until its dissolution in 1943. During the first decade of its existence, the Communist International was, however, by no means the homogeneous and monolithic "general staff" of the world communist movement that it was meant to be. Rather, the formative years of the Comintern witnessed a remarkable profusion of debates and controversies about a variety of issues deemed essential to the ultimate success of communism as an international movement (1).

In interwar Eastern Europe one such issue was the national question. Insofar as it impinged on the ideological and organizational policies of individual communist parties the national question gave rise to such conflicting tendencies as "national nihilism" and "national bolshevism".

This study of the relationship between the Comintern and the Communist Party of Western Ukraine (Komunistychna Partiia Sakhidnoi Ukrainy-KPZU) focuses on the associated problems of nationality relations in multinational states and the emergence of national communism as a distinct trend in the early history of communist movements in

1. Th. Drape, The strange case of the Comintern, *Survey*, vol. 18, n°3, (summer 1972), p. 91.

Eastern Europe. It is essentially a case study of the development of Comintern policy on the national question that can be divided into three clearly discernible periods.

From 1921 to 1923 the Communist Party of Eastern Galicia (Komunistychna Partiia Skhidnoi Halychyny-KPSH) (1) was split into two rival factions as a result of conflicting views on the national question between the leadership of the Communist Workers' Party of Poland (Komunistyczna Partia Robotnicza Polski-KPRP) (2) and a group of Eastern Galician communists headed by Osyp Krilyk-Vasyl'kiv. Whereas the Polish party and its supporters in Eastern Galicia (the kapeerpowcy) manifested signs of national nihilism and were highly skeptical of the revolutionary potential of the peasantry, characteristics that reflected their Luxemburgist heritage, the adherents of Krilyk-Vasyl'kiv (the wasylkowcy) placed primary emphasis on the national and agrarian questions and maintained that the two were indistinguishable under the conditions that existed in Western Ukraine. The ideological struggle that accompanied the split involved the Communist Party (bolsheviks) of Ukraine (Komunistychna Partiia (bil'shovykiv) Ukrainy-KP (b) U) and ultimately required the intervention of the Comintern. This first confrontation between the KPSH and the KPRP left a permanent imprint on the future relations between Ukrainian and Polish communists in interwar Poland.

No sooner had relations between the two parties been normalized than new problems arose. Between 1924 and 1926 the KPZU became embroiled in the internal struggles within the Polish party, which in 1925 was renamed the Communist Party of Poland (Komunistyczna Partia Polski-KPP). At the same time, the KPZU was forced to contend with rapidly changing positions on the national question in the Comintern, the KPP, and the Communist Party of Western Belorussia (Kamunistychnaia Partyia Zakhodniai Belarusi-KPZB) (3). Here again the Comintern played a prominent role, especially in its resolution on the Ukrainian question

1. This was the name adopted by the party when it was founded in February 1919. At the end of 1923 it was renamed the Communist Party of Western Ukraine (KPZU).
2. The KPRP was formed in december 1918 by the merger of the Social Democracy of the Kingdom of Poland and Lithuania and the Polish Socialist Party-Left.
3. The KPZB was formed in October 1923.

at its Fifth Congress in 1924 and in its decisions on the question of independence or autonomy for territories inhabited by Poland's national minorities.

In 1927-1928 the KPZU witnessed a second major split that resulted in the expulsion of the Western Ukrainian communist leadership from the ranks of the Comintern. This time the issue was the national question in Soviet Ukraine and the KPZU's support of the Shums'kyi "nationalist deviation" in the KP (b) U. The Shumskism affair coincided with the inauguration of the Stalinist phase in the Comintern. During the next ten years the Western Ukrainian communist movement suffered a succession of purges that cleansed it of virtually all nationally conscious elements. Finally, in the summer of 1938 the KPZU, the KPP, and the KPZB were simply dissolved by the Comintern.

The Background

The interwar Polish Republic (Rzeczpospolita Polska) was a multinational state par excellence. By 1921 over five million Ukrainians found themselves within its borders. They constituted the largest national minority in a state whose non-Polish inhabitants accounted for over one-third of the total population (see Table). The areas of Ukrainian concentration encompassed Eastern Galicia and Volyn', where Ukrainians formed an absolute majority, and the Polissia, Pidliashshia, and Kholm regions. Collectively these areas were commonly known as Western Ukraine. From the socioeconomic standpoint, the overwhelming majority of the Ukrainian population in Poland was rural. In 1900 ninety-five percent of all Ukrainians in Eastern Galicia were engaged in some form of agriculture ; this situation remained basically unchanged throughout the interwar period (1).

1. See R. Solchanyk, *The Communist Party of Western Ukraine, 1919-1938*, unpublished Ph. D. dissertation, University of Michigan, 1973, p. 4-6 and J. Raziejowski, *Komunistyczna Partia Zachodniej Ukrainy, 1919-1929. Wezlowe problemy ideologiczne*, Krakow, 1976, p. 10.

NATIONAL COMPOSITION OF POLAND IN 1931
(in thousands and percentages)

Poles	20 644	64.68
Ukrainians	5 114	16.02
Jews	3 114	9.76
Belorussians	1 954	6.12
Germans	780	2.45
Russians	139	0.44
Lithuanians	83	0.26
Czechs	38	0.12
Others	50	0.15
Total :	31 916	100.00

Source : Zbigniev Landau and Jerzy Tomaszewski, *Robotnicy przemyslowi w Polsce. Materialne warunki bytu 1918-1939* (Warszawa, 1971), Table 37, p. 95. These figures are estimates based on the census data of 1921 as well as on specialized studies. Percentages computed by the author.

The distinguishing characteristic of political life in Western Ukraine was the Polish-Ukrainian conflict, which had its origins in Galicia during Austrian rule. In the aftermath of Austria-Hungary's disintegration in 1918 the Ukrainian National Council in L'viv proclaimed the Western Ukrainian People's Republic (ZUNR), which was composed of all Ukrainian territories formerly under Habsburg rule. Soon after, war broke out between the newly formed state and Poland. The military phase of the struggle ended in July 1919 with the defeat of the Ukrainian Galician Army, but it was not until March 1923 that the Conference of Ambassadors in Paris granted Poland sovereignty over Eastern Galicia. The fate of Volyn', Polissia, Pidliash-shia, and the Kholm region, which had previously formed a part of Russia, had in the meantime been decided by the Treaty of Riga in March 1921.

Polish-Ukrainian relations during the interwar period are perhaps best described by the term "mutual negation". Successive Polish

governments pursued a senseless policy of polonization based on the concept of Polish supremacy in a "Polish state" (1). The Ukrainian reaction ranged from parliamentary opposition by the center parties to acts of sabotage and assassinations of government officials by nationalist and paramilitary organizations. Such was the framework within which the Western Ukrainian communist movement hoped to achieve its dual task of national liberation and social revolution.

The first communist groups in Eastern Galicia emerged at the end of 1918, and by early February 1919 a conference was convened in Stanyslaviv which proclaimed the formation of the KPSH and elected a Central Committee headed by Karlo Savrych-Maksymovych. The circumstances under which the party began its work were far from auspicious (2). One of the main problems was the lack of coordination among the several conspiratorial groups, which was inevitable in the confusion created by the Polish-Ukrainian war. To illustrate, in December 1918 a left faction of the Jewish Social Democratic Party in Stryi led by M. Freilikh decided to send one of its members to Budapest and Moscow to establish ties with the Hungarian and Russian communists. This emissary was most likely Freilikh, who eventually turned up at the First Congress of the Comintern (march 2-6, 1919) as a representative of Eastern Galicia. To judge from his report to the Congress, however, it is doubtful that Frelikh's group had any connection with the KPSH

1. On the position of the national minorities in interwar Poland, see A. J. Groth, The Legacy of Three Crises: Parliament and Ethnic Issues in Prewar Poland, *Slavic Review*, vol. XXVII, n°4, December 1968, p. 564-580; *ibid.*, Dmowski, Pilsudski and Ethnic Conflict in Pre-1939 Poland, *Canadian Slavic Studies*, vol. III, n°1, spring 1969, p. 69-91; P. Brock, Polish Nationalism, in P. F. Sugar and I.J. Lederer, eds, *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle and London, 1969, p. 351-364; M. M. Drozdowski, The National Minorities in Poland in 1918-1939, *Acta Poloniae Historica*, vol. XXII, 1970, p. 226-251.
2. For the early history of the communist movement in Eastern Galicia, see G. Iwanski, Z dziejow komunistycznej Partii Galicji Wschodniej, *Z pola walki*, 1967, n°4, p. 25-52: R. Solchanyk, The Foundation of the Communist Movement in Eastern Galicia, 1919-1921, *Slavic Review*, vol. XXX, n°4, December 1971, p. 774-794 and Revolutionary Marxism in Galicia before 1918, *East European Quarterly*, vol. X, n°1, March 1976, p. 35-41.

Central Committee in Stanyslaviv (1). Nonetheless, this appears to have been the first contact between the Comintern and the communist movement in Western Ukraine.

Official Comintern sources state that the KPSH was admitted to the Communist International in August 1919 (2). Before 1921, however, the KPSH as a party sensu stricto did not exist. The Central Committee elected in Stanyslaviv in February 1919 was uncovered by the ZUNR's counterintelligence organs in April, and its members were subsequently brought before military tribunals. By July all of Eastern Galicia was occupied by Poland, which made any kind of organizational work even more difficult. Mykhailo Levyts'kyi, one of three KPSH representatives at the Second Congress of the Comintern (July 19-August 7, 1920), reported that "during the occupation of Eastern Galicia by the Poles and the Polish-Petliura war all party work was suppressed" (3). The outbreak of the Polish-Soviet war in the spring of 1920 complicated matters still further. Thus, it was nos until hostilities ended at the close of 1920 that a semblance of normality returned to the Eastern Galician scene (4).

The First Split : Kapeerpowcy and Wasylkowcy :

The Treaty of Riga, by legitimizing Poland's claim to the Western Ukrainian territories, placed the Ukrainian communists in a confusing predicament. As mentioned earlier, in the summer of 1919 the KPSH had been admitted to the Comintern as an independent section. Now, with Poland's sovereignty over Western Ukraine recognized by the Russian and Ukrainian Soviet republics, the question of the relationship between the KPSH and the KPRP became a major issue that divided the Western

1. Doklad M. Freilikha (Vostočnaja Galicia), *Pervyj Kongress Kominterna, mart 1919*, Moscow, 1933, p. 234.
2. A. Tivel', *5 let Kominterna v rešenijakh i cifrakh*, p. 15.
3. Lewitzki, Die Kommunistische Partei Ostgaliziens und der Bukowina, *Berichte zum Zweiten Kongress der Kommunist. Internationale*, Hamburg, 1921, p. 60.
4. Serious negotiations between Poland and the Russian and Ukrainian Soviet Republics were undertaken in Minsk in August 1920. A preliminary peace agreement was concludes in Riga in October, and the final accord was signed on March 18, 1921.

Ukrainian communists into the kapeerpowcy, who favored the subordination of their party to the KPRP, and the wasylkowcy, who wished to be independent of the Polish party. The disagreement between the two groups on the organizational question reflected a much more fundamental problem-namely, the conflicting viewpoints of the Ukrainian and Polish communists on the national question.

The wasylkowcy argued that the most conspicuous factor in Western Ukraine was the decidedly anti-Polish disposition of the local population. The Ukrainians, suffering from national as well as social oppression, were viewed as a potentially revolutionary force in an otherwise complacent Poland. The wasylkowcy maintained, furthermore, that from the viewpoint of the Soviet republics the negotiations in Riga represented only "a breathing space" necessitated by over three years of civil war and foreign intervention and that shortly a new revolutionary upsurge would engulf Eastern Europe and once again bring the Red Army to the gates of Warsaw. From this it followed that the tasks of the KPSH were substantially different from those of the KPRP. Specifically, the wasylkowcy considered it imperative that their work be directed at the unification of Western Ukraine with the Ukrainian SSR, especially since the Paris peacemakers had not yet come to a decision about the fate of Eastern Galicia. This in turn required an independent party organization composed of local activists capable of sensing the mood of the masses. The final argument of the wasylkowcy was a purely formal one-to wit, because the KPSH was an independent section of the Comintern, Warsaw had no right to issue directives to L'viv. The extent to which these views differed from those of the Polish communists can be seen from the KPRP's position on the national question in its "Political Platform" adopted by the party's founding congress in 1918 :

> In the period of the international socialist revolution, which is destroying the foundations of capitalism, the Polish proletariat rejects all slogans such as autonomy, self-government, and self-determination which are based on the development of political forms during the period of capitalism... For the camp of the international socialist

revolution the question of boundaries does not exist (1).

The above formulation remained substantially unchanged until the Second Congress of the KPRP in the fall of 1923.

A formal split in the KPSH between the wasylkowcy and the kapeerpowcy did not take place until January 1921. The first known document on what was shortly to become known as "the KPSH question" is a decision of the Small Buro of the Comintern's Executive Committee (ECCI) dated November 15, 1920. It urged that a meeting of representatives of the KPSH and the KPRP be held in Berlin with members of the ECCI in order to establish organizational ties between the two parties (2). Whether such a meeting ever took place has not been determined, but in the months that followed the KPSH was the subject of various agreements among several groups and parties, including the Comintern, none of which succeeded in unifying the party. The first of these was concluded in early December 1920 between the Polish Buro of the Russian Communist Party (RKP(b)) in Moscow and the KP (b) U. Although basically it reflected the views of the kapeerpowcy, the agreement was rejected by the KPRP Central Committee in Warsaw, which demanded that the KPSH function only as a local organization of the Polish party without a separate central committee (3). In February 1921 the wasylkowcy succeeded in reaching a compromise with Henryk Walecki, who, in his official capacity as KPRP representative in the ECCI in Moscow, agreed to full autonomy for the KPSH. This agreement was, however, rejected in Warsaw. In the meantime, the Polish Buro decided to send another of its members, Kazimierz Cichowski, to negotiate with the Ukrainians. Cichowski was given a mandate from the ECCI, and, after discussions with KP (b) U leaders in Kharkiv, left for Berlin at the end of January 1921. There he met with members of the Foreign Committee of the KPSH and then proceeded to Vienna for further talks. In April he arrived in L'viv to begin negotiations with the wasylkowcy.

1. *KPP. Uchwały i rezolucje*, vol. I, Warszawa, 1954, p. 42-43.
2. Ie. M. Halushko, *Narysy istorii ideolohichnoi ta orhanizatsiinoi diial'nosti KPZU v 1919-1928 gg.*, L'viv, 1965, p. 78.
3. *Ibid.*, p. 79 and Iwanski, *op. cit.*, p. 32.

Cichowski's mission to Eastern Galicia proved unsuccessful. At that time the wasylkowcy were conducting separate negotiations in Moscow. These ended in an agreement signed on April 12, 1921, by Walecki, Julian Marchlewski (KPRP representatives in the ECCI), Adolf Jung-Szanin, S. Oliinyk (representatives of the wasylkowcy), and Wilhelm Koenen (ECCI representative). That document, entitled "On the Unification of All Communist Forces in Eastern Galicia", was based largely on the agreement of December 1920. Like its predecessor, it too was rejected by the Polish party (1). Eventually, "the KPSH question" was placed on the agenda of the Third Congress of the Comintern (June 22-July 12, 1921), which appointed a special committee charged with resolving the dispute. On July 9 the committee produced an agreement that essentially supported the kapeerpowcy and annulled all previous arrangements with respect to the KPSH. The new accord was signed by Walecki, Adolf Warszawski-Warski, Stefan Królikowski (representatives of the KPRP Central Committee), Oleksander Shums'kyi, Feliks Kon, Dmytro Manuil's'kyi (representatives of the KP (b) U), Bela Kun, and Fritz Heckert (ECCI representatives). Significantly, no one from either faction of the KPSH signed the agreement, although both sides were obligated by its conditions (2). The fact that it was forced upon the Western Ukrainian communists was later confirmed by Krilyk-Vasyl'kiv. Speaking at the Second Congress of the KPRP (September 19-October 2, 1923), he explained that "although we felt that the agreement was bad, that it would be harmful to our movement, we nevertheless submitted to it because it had been dictated by the International" (3). In fact, however, the July agreement proved to be no more fruitful than any of the previous arrangements, and the two KPSH factions continued to work independently of each other for the remainder of 1921 and throughout 1922.

1. F. Swietlikowa, *Komunistyczna Partia Robotnicza Polski, 1919-1923*, Warszawa, 1968, p. 102-103.
2. For the text of the agreement, see *Die Tätigkeit der Exekutive und des Präsidiums des E. K. der Kommunistischen Internationale vom 13. Juli bis. Februar 1922*, Petrograd, 1922, p. 46-49. The text was also published in the KPSH's central organ, *Naša Pravda*, October 22, 1921, under the heading, V spravi K.P. Skh. Halychyny.
4. *II Zjazd Komunistycznej Partii Robotniczej Polski (19.IX - 2.X.1923). Protokoly obrad i uchwaly*, Warszawa, 1968, p. 329.

The Comintern once again took up "the KPSH question" shortly after its Fourth Congress (November 5-December 5, 1922). At an ECCI meeting held on December 16 a committee composed of Kon, Hugo Eberlein, and a representative of the Communist Party of Czechoslovakia was formed to reexamine the conflict between the Polish and Ukrainian communists. The wasylkowcy had, in the meantime, been flooding the Comintern with letters and petitions in the hope of achieving a revision of the July agreement. Their efforts proved unsuccessful. On December 29 the ECCI adopted a resolution "On the Situation in the Communist Party of Eastern Galicia" that confirmed the July agreement. The wasylkowcy were instructed to dissolve their party organization within two months and to take steps to unite with the kapeerpowcy no later than the beginning of May 1923. The Polish communists, on the other hand, were urged to devote greater attention to the publication of party literature in Ukrainia and to exercise greater tact in their relations with the Western Ukrainian communists (1).

Throughout 1923 the unification of the KPSH proceeded step by step until it was finally achieved at the Second Congress of the KPRP. The deciding factors were the Polish party's revision of its position on the national and agrarian questions and its decision to grant the KPSH autonomous status. On the final day of the proceedings Krilyk-Vasyl'kiv made a special announcement that reflected the optimism at the Congress. He stated that

> the course of the deliberations, especially the resolutions of the Congress on the national and agrarian questions, assure us that the period of arguments between the KPRP and the KPSH has passed forever, that the clear resolution of these questions in a proletarian spirit has created a firm basis for harmonious work in the future. Allow me to tell you with heartfelt joy that even in contrast with the

1. See M. Koszutska-Kostrzewa's letters to the KPRP Central Committee dated December 14, 18 and 25 1922, *Z pola walki*, 1965, n°2, p. 162-165 and her letter of January 11, 1923, *Archiwum ruchu robotniczego*, vol. I, Warszawa, 1973, p. 103-104.

> last few days, today we feel ourselves to be not on the outside, but on the inside, in one common party ; we feel ourselves to be not only formally but factually KPRP members (1).

at the end of 1923 the KPSH, now renamed the KPZU, numbered 1 560 members, vho were distributed throughout 242 party organizations. With its autonomy guaranteed and with Krilyk-Vasyl'kiv's election to the KPRP Central Committee, the long-standing controversy between the Polish and Ukrainian communists appeared to be over.

The Zinoviev and Other Affairs :

The optimism that prevailed at the Second Congress of the KPRP proved to be short-lived. On various occasions during the period between 1924 and 1926 the national question once again emerged as a source of dispute between the Ukrainian and the Polish parties, requiring the Comintern's intervention.

The first major discussion of the Ukrainian question by the Comintern took place at its Fifth Congress (June 17-July 8, 1924). The proceedings witnessed a sharp exchange between Krilyk-Vasyl'kiv and Manuil's'kyi, chairman of the Congress' Committee on the National and Social Questions (2). In his report on the Committee's work, Manuil's'kyi asserted that attempts to destroy the party's centralized structure in the name of self-determination could be detected on the part of certain parties composed of oppressed nationalities. This was evident in the KPZU, he maintained, where the tendency toward "autonomism" was exceptionally strong. The Western Ukrainian communists, Manuil's'kyi argued,

> are inclined to impose the nature of relations between states on party relations. There is a great danger in this.

1. *II Zjazd*, p. 579.
2. See *Protokoll : Fünfter Kongress der Kommunistischen Internationale*, vol. II, Hamburg, 1924, p. 1004 and 1020-1021.

> In the first draft resolution submitted to the Central European Section there was a point that could be interpreted as an attempt on the part of the Ukrainian comrades to transform the KP (b) U, a section of the Comintern into their own Communist International of Ukraine, Eastern Galicia, the Kholm region, Pidliashshia, and Carpathian Ruthenia... We were of the opinion that a duality of party leadership could not be allowed ; there cannot be two centers-one in Warsaw and the other in Kiev (1).

Manuil's'kyi's references to the KPZU's "autonomism" showed that the arguments that had split the party in 1921 were still brewing and that the differences between the KPZU and KPRP had not been resolved. This was confirmed in a special statement that Krilyk-Vasyl'kiv read to the Congress in the name of the KPZU and in which he accused the Polish communists of deemphasizing the slogan of national self-determination in favor of the slogan of autonomy within the existing boundaries of Poland (2). The Congress' resolution on the national question criticized both the autonomy concept and separatist tendencies :

> The Congress declares that there are deviations in certain parties expressed in the attitude of certain comrades and groups who formulate their relations to the national revolutionary movement on the basis of the sovereignty of the states formed as a result of the Saint-Germain and other treaties. The slogans of these comrades and groups with regard to the national revolutionary movement are directed not against these states founded on national oppression and directed against proletarian revolution but toward partial reforms in these states, and urge autonomy for the oppressed peoples within the boundaries of these imperialist states... The Congress similarly condemns separatist tendencies in the solution of the national question, and believes that the realization of the right of all peoples

1. *Ibid.*, p. 1004.
2. *Ibid.*, p. 1020-1021.

to self-détermination, even to the extent of separation, has nothing to do with separatism as such, and in no way interferes with the development of productive forces (1).

As for the Ukrainian question, the Congress resolved that it constitutes

one of the most important national problems in Central Europe, and its solution is dictated by the interests of the proletarian revolution in Poland, Czecho-Slovakia and Rumania as well as those countries adjoining. The Congress declares that the Ukrainian problems in Poland, Rumania and Czecho-Slovakia form one Ukrainian national question, demanding a common solution for all these countries (2).

That common solution was envisaged as "the separation of the Ukrainian lands from Poland, Czecho-Slovakia and Rumania, and their union with Soviet Ukraine and through it, with the Union of Soviet Socialist Republics" (3).

A little more than a year after the above resolution was adopted it was challenged by none other than Zinoviev, the head of the Comintern. The occasion was the Second Congress of the KPZU (October 11-28, 1925), at which the Comintern leader proposed that the KPZU drop its slogan calling for Western Ukraine's separation from Poland. The question had been raised even earlier, at a meeting of the ideological committee that was preparing draft resolutions for the Congress shortly before it convened, and resulted in arguments between Krilyk-Vasyl'kiv and the Comintern's representative, Vincas Mickiewicz-Kapsukas. Shortly after the Congress opened, on October 13, the Politburo of the Russian Communist Party met to discuss the question, and decided that it was a mistake to agitate for Western Ukraine's unification with the Ukrainian

1. Resolution on National Question in Central Europe and Balkans, *The Communist International*, n°7, December 1924-January 1925, p. 93-94.
2. *Ibid.*, p. 95.
3. *Ibid.*, p. 96.

SSR (1). This decision was reflected in Zinoviev's speech to the Congress. He argued that "in the current situation" the unification slogan was "not entirely correct", inasmuch as it had its origins in the psychology of the peasant masses, who expected liberation from the outside-that is, by the Red Army. The Western Ukrainian communists, he asserted, were placing primary emphasis on separatism and thereby relegating the KPP's slogan of a workers' and peasants' government to the background (2).

This shift in the Comintern's position came as a surprise to the Western Ukrainian communists, especially since the slogan of separation and unification with Soviet Ukraine had just recently been approved by the Comintern. Quite naturally, the question arose why it was now deemed untimely. Mykola Skrypnyk, an Old Bolshevik and probably the most authoritative figure in the KP (b) U, saw the motivation behind Zinoviev's proposal in the tendency of the KPP to make concessions to Polish nationalism :

> I recently had occasion to talk to one of the comrades from the KPP Central Committee. He told me that this slogan is harmful to us. The slogan of the separation of Western Ukraine and Western Belorussia from Poland and their unification with Soviet Ukraine and Soviet Belorussia is harmful because it alienates the Polish worker from the party, it irritates the national feelings of the Polish

1. *IV Konferencja Komunistycznej Partii Polski (24 XI-23 XII 1925). Protokoly obrad i uchwaly*, Pt. 1, Warszawa, 1972, p. 586 and Radziejowski, *op. cit.*, p. 80.
2. See Ie. M. Halushko, Pytannia vozz'iednannia Zakhidnoi Ukrainy z Radians'koiu Ukrainoiu v diial'nosti KPZU, *U borot'bi za komunizm*, L'viv, 1964, p. 46; M. M. Tesliuk, Na shliakhu bil'shovyzatsii KPZU (II z'izd KPZU), *Na choli vyzvol'noi borot'by. Spohady kolyshnikh aktyvnykh diiachiv komunistychnoi partii Zakhidnoi Ukrainy*, Kiev, 1965, p. 71; M. Korol'ko, Do 40-richchia II s'izdu KPZU, *Nasha Kul'tura*, 1965, n°11, p. 13.

workers, and therefore it must be rescinded (1).

This was only part of the answer. It must also be borne in mind that beginning in the second half of 1924 relations between the Soviet Union and Poland started to improve, resulting in a period of detente highlighted by Georgii Chicherin's diplomatic visit to Warsaw in September 1925. Thus, from the Soviet standpoint (and apparently from the Comintern's) it was not a convenient time to advocate the dismemberment of the Polish state.

The majority of delegates opposed Zinoviev's proposal, and it was decided to refer the issue to a special committee for further discussion. No compromise could be reached, however, and the problem was taken up once again by the Politburo of the Russian party, which now ruled in favor of the majority (2). This was reflected in the text of the Congress' resolution on the national question. It stressed that national liberation could only be achieved in the aftermath of a social revolution in all of Poland, which would be followed by the unification of Western Ukraine with the Ukrainian SSR (3).

A direct confrontation with the Polish communists over the national question proved unavoidable. It was precipitated by a resolution of the Third Conference of the Communist Party of Western Belorussia (January 5-18, 1926), which stated that the party would support "all partial demands of the oppressed toiling masses of the nationalities, including the demands for a local Sejm and autonomy" (4). The KPZU reacted by convening a special session of its Central Committee on February 3 to discuss recent developments in the Polish and the Belo-

1. Skrypnyk's speech at the Congress: Do spil'noi borot'by za nemynuchu peremohu" , M. Skrypnyk, *Statti i promovy*, vol. II, Pt. 1, *Natsionalne pytannia*, Kharkiv, 1929, p. 83-84.
2. Tesliuk, *op. cit.*, p. 71.
3. *Postanovy II z'izdu Komunistychnoi partii Zakhidnoi Ukrainy*, L'viv, 1925, p. 24-25.
4. Iz tezisov III konferencii KPZB o situacii v Pol'še i Zapadnoj Belorusii i zadačakh partii in *Bor'ba trudiaščikhsja Zapadnoj za social'noje osvoboždenie i vossoedinenie v BSSR. Dokumenty i materialy*, vol. 1, Minsk, 1962, p. 345.

russian parties. The KPZU criticized both parties for deviating from the Comintern's position on the national question and ordered its representative in the ECCI to raise the question with the Comintern leadership (1). The controversy became even more intense when the Polish party, instead of criticizing the Belorussian resolution, supported it at a meeting of its Central Committee (2). Toward the end of February 1926 a committee of the ECCI was formed to resolve the dispute. No agreement could be reached, and the problem was turned over to the Presidium of the ECCI (3). Skrypnyk raised the question on February 25 during a session of the Sixth Enlarged Plenum of the ECCI (February 17-March 15, 1926), demanding that the national question be placed on the agenda of the Comintern's forthcoming congress (4). At the end of March the KPZU attacked the Polish and Belorussian parties once again and demanded that the KPP issue an official statement explaining its position on the national question (5).

The Comintern examined the question of autonomy for the second time at some point prior to July 1926. Again a special committee was formed, which was headed by Manuil's'kyi. The Comintern ruled that

> the slogan of national-territorial autonomy within the framework of a multinational bourgeois state is not our slogan for the solution of the national question ; it is and remains the slogan of bourgeois and social democratic parties... Thus, on the basis of the resolutions of the Fifth Congress (of the Comintern) communist parties should

1. Rezoliutsiia Plienuma TsK KPZU pro IV konferentsiiu KPP, pro klychi nezaleshnosty i avtonomii, *Nasha Pravda*, vol. VI, n° 1-4, April 1926, p. 98-99.
2. R.K. Komar, Do dyskusii z pryvodu pytannia avtonomii, *Nasha Pravda*, vol. VI, n° 5, May 1926, p. 38.
3. Radziejowski, *op.cit.*, p. 100.
4. *Šestoj rasširenyj plenum Ispolkoma Kominterna (17 fevralja - 15 marta 1926 g.). Stenografičeskij otčet*, Moscow-Leningrad, 1927, p. 242. Cf. J. Leszczynski-Lenski's speech, p. 243.
5. Rezoliutsii Poshyrenoho Plenumu TsK KPZU, *Nasha Pravda*, vol. VI, n° 5, May 1926, p. 94.

not put forth the slogan of national-territorial autonomy as our slogan (1).

At the same time, it was decided that the autonomy issue should not be "negated" entirely. If the struggle for autonomy was a mass movement, argued the Comintern, if "it facilitated the struggle for the complete solution of self-determination, including separation, in such cases our parties can support this autonomist movement" while emphasizing that it is only a partial solution, "a stage on the path toward complete liberation of the nationalities" (2). It is not at all clear what this meant in practice. It must be concluded, however, that during this period the Comintern did not adopt a consistent "general line" on the national question. The degree to which it wavered can be seen from the fact that on October 5, 1926, the Secretariat of the ECCI passed a resolution stating, in part, that "it should be recommended to the comrades not to cover up the slogan 'the right of nations to self-determination, including separation' and not to put forth the slogan of the unification of Western Ukraine and Western Belorussia with Soviet Ukraine and Soviet Belorussia" (3).

Shumskism and Its Aftermath :

Beginning in 1927 the conflict between the Polish and the Ukrainian communists receded into the background and was soon completely overshadowed by developments in Soviet Ukraine. The emergence of an opposition within the KP (b) U headed by Oleksander Shums'kyi, a member of the Central Committee and People's Commissar of Education, attracted the attention of the Western Ukrainian communists, and eventually a majority of the KPZU supported "the nationalist deviation" associated with his name. Shumskism constitutes one of the most important chapters in the history of Ukrainian national communism and would require a separate study in order to fully understand its ramifications

1. Pro natsional'no-terytoriial'nu avtonomiiu (Postanova Poshyrenoho Plienumu VykKKi), *Nasha Pravda*, vol. VI, n° 6-7, June-July 1926, p. 96-97.
2. *Ibid.* (emphasis in original).
3. Quoted by Radziejowski, *op.cit.*, p. 92.

both within and beyond the borders of Soviet Ukraine (1). For the purposes of the present study, suffice it to say that at the end of 1925 and in early 1926 Shums'kyi, who was closely associated with the KP (b) U's ukrainization program, forcefully expressed his dissatisfaction with the party's approach to ukrainization, which led to a confrontation with Stalin and the KP (b) U leadership. At a session of the joint plenum of the Central Committee and the Central Control Committee of the KP (b) U on March 3, 1927, which met to discuss Shums'kyi's transfer outside of Ukraine, Maksymovych (2), the Kpzu's representative in Kharkiv, read a statement in which he expressed his opposition to Shums'kyi's removal. This was immediately interpreted by the KP (b) U as a deviation by the Western Ukrainian communists, who were now asked to clarify their position on the national question and on the KP (b) U's policies in Soviet Ukraine (3).

"The Maksymovych affair" was the main item on the agenda of the Seventh Enlarged Plenum of the KPZU Central Committee (April 9-10, 1927). The case against Shums'kyi and Maksymovych was presented by Skrypnyk on behalf of the ECCI. After delivering a report on "The Nationality Policy and the Tasks of the KPZU", Skrypnyk asked the plenum to adopt a resolution that included the following points : (1) an expression of the KPZU's complete solidarity with the KP (b) U's position on the national question ; (2) a disavowal of Maksymovych's statement in support of Shums'kyi ; and (3) an admission that the KPZU was in danger of a national bolshevist deviation. The plenum rejected Skrypnyk's proposals by a majority of ten to two and decided to send

1. For a good introduction to the problem, see J. Radziejowski, Kwestia narodowa w partii komunistycznej na Ukrainie Radzieckiej (1920-1927), *Przeglad Historyczny*, 1971, n°3, p. 477-497.
2. Maksymovych was a member of the KPZU Central Committee and simultaneously a candidate member of the KP (b) U Central Committee. In 1924 he was permanently stationed in Kharkiv, where he headed the Foreign Bureau to Aid the Revolutionary Movement in Western Ukraine.
3. For the text of Maksymovych's statement, see Zaiava na bereznevomu plenumi TsK KP (b) U, *Budivnytstvo Radians'koi Ukrainy. Zbirnyk*, vol. 1: *Za lenins'ku natsional'nu polityku*, Kharkiv, 1929, p. 209-210.

a delegation to the Comintern to explain its position (1). One month later, on May 14, the Politburo of the KP (b) U met to discuss the situation and selected a committee to draft a statement on the growing conflict between the two parties. This document, together with a resolution "On the Nationality Policy of the KPZU", was approved by a plenum of the KP (b) U Central Committee (June 3-8, 1927) and sent to the Comintern (2). The position taken by the KP (b) U reflected Skrypnyk's analysis of the political and economic changes in Poland that had caused the Western Ukrainian communists to veer from the correct line. It was argued that the bourgeoisie in Western Ukraine, which until 1923 had supported the national revolutionary movement, had now reached a compromise with the Polish ruling classes in order to consolidate its position at the expense of the workers and peasants. This in turn had influenced the KPZU ; newly formed, with an insufficient proletarian base, and lacking strong Leninist traditions, it gradually succumbed to the influence of bourgeois ideology.

The Comintern discussed the crisis in the KPZU for the first time in August 1927. A Ukrainian Committee of the ECCI was formed which adopted a resolution on September 2 similar to the resolution forwarded by the KP (b) U to the Comintern the previous June (3). In addition, the Committee recommended organizational changes in the Western Ukrainian party, the most important of which were the removal of Maksymovych from the KPZU Central Committee and the transfer of

1. Ie. Hirchak, *Shums'kizm i rozlam v KPZU*, Kharkiv, 1928, p. 25-26. See also Skrypnyk's Natsionalistychnyi ukhyl v KPZU, *Natsional'ne pytannia*, p. 249 ff.
2. Zaiava TsK KP (b) U do Vykonkomu Kominterna (Zatverdzhena plenumum TsK KP (b) U), *Budivnytstvo Radian'koi Ukrainy*, p. 215-221 and Rezoliutsiia Plenumu TsK KP (b) U pro liniiu natsional'noi polityky Kompartii Zadhidn'oi Ukrainy (KPZU), *Ostanni partiini dokumenty z natsional'noi polityky KP (b) U (Pro natsionalistychnyi ukhyl u KP (b) U t. t. Shums'koho i Maksymovycha)*, Kharkiv, 1927, p. 24-34.
3. For the text, see Voprosy diskussii v KPZU, *Komunisticheskii Internatsional*, vol. IX, n°43, October 28, 1927, p. 23-29. Cf. Skrypnyk's speech at the Sixth Congress of the Comintern. *Stenografičeskij otčet VI kongressa Kominterna*, Pt.: *Meždunarodnoe položenie i zadači Kominterna*, Moscow-Leningrad, 1929, p. 516-520.

Krilyk-Vasyl'kiv to Moscow (1). The KPZU responded by formally subordinating itself to the Comintern's decisions while in fact continuing its opposition. On the KP (b) U's recommendation the Comintern intervened once again. By this time, autumn of 1927, both the KPP and the KP (b) U were demanding that the KPZU majority be removed from party leadership. A committee of the ECCI's Political Secretariat met on December 17 and exactly a week later passed a resolution which limited itself to a formal reprimand of the Western Ukrainian party leaders. It repeated the previous demand that Maksymovych be removed from the Central Committee and added that he be excluded from all work with the KPZU (2). A final attempt to resolve all existing differences was to have been a General Council of the KPZU in mid-January 1928. Instead the two factions met separately without making a serious effort to reach an agreement. The result was a resolution of the Ninth Plenum of the ECCI (February 9-25, 1928) adopted on February 18 that excluded the KPZU leadership from the ranks of the Comintern for its "outright treason agrainst the proletarian revolution" (3).

During the first decade of its existence the KPZU may be said to have functioned in a state of virtually permanent crisis. The volatile element in its relations with both the KPP and the KP (b) U was the national question. Yet, in those ten years the KPZU played a prominent role in the Polish and Ukrainian communist movements. With regard to the former, it was the KPZU that confronted the Polish communists with their first major ideological test-that is, bolshevization, when the reality of an independent Poland "exploded" before the predominantly Luxemburgist leadership of the KPRP. It was in Western Ukraine that the Polish communists came face to face with the national and agrarian questions for the first time. The result was the slow but steady transformation of the KPRP into a "party of a new type". The

1. Radziejowski, *Komunistyczna Partia Zachodniej Ukrainy*, p. 173.
2. Hirchak, Ukhvala Politsekretariiatu VKKI vid 24/XII 1927 g., *op.cit.*, p. 219.
3. Résolution sur la scission dans le P.C. d'Ukraine occidentale, *Résolutions adoptées à la IXe Session plénière du C.E. de l'I.C. (février 1928)*, Paris, 1928, p. 55-56; see also Vidozva Kominternu do vsikh partorhanizatsii i do vsikh chleniv KPZU, *Budivnystvo Radians'koi Ukrainy*, p. 256-259.

Western Ukrainian communists had an equally significant impact on the KP (b) U. Were it not for the support that Shums'kyi received from the KPZU leadership, the Shums'kyi affair could easily have been dealt with as an internal party matter. Instead, Shumskism became not simply another ideological deviation within a single party, but the basis for a national communist movement. Throughout this time the Comintern served as arbiter between the conflicting parties and, until its stalinization in the late 1920s, fulfilled its function as the chief overseer of the international communist movement.

L'EVOLUTION DE LA QUESTION NATIONALE

EN UKRAINE SOVIETIQUE (1917-1939)

Arcadie JOUKOVSKY

La question nationale dans un empire multinational tel que l'était la Russie des tsars et tel que le deviendra plus tard l'Union Soviétique est d'une importance capitale, car la manière dont elle est résolue est déterminante pour l'avenir de l'Etat même. Aussi, dès 1903, au Congrès de Bruxelles-Londres la question nationale a fait l'objet de débats passionnés au sein du parti bolchevik.

Pour l'Ukraine, liée à l'Empire russe depuis le XVIIe siècle, la solution théorique de la question nationale et son application pratique étaient vitales pour sa survie en tant que nation et la lutte entre le centralisme grand-russe, dont la devise était "Russie une et indivisible", et les forces centrifuges des peuples allogènes posait un problème aigu pour le nouveau régime qui succédait à l'Empire. Cette constante réapparait tel un fil rouge à travers toute l'histoire de l'Ukraine de la période soviétique. Les représentants du nouveau pouvoir, ne pouvant nier l'existence du problème national, essayèrent d'en diminuer la portée, en insistant sur le côté social, lutte des classes, et international, unité prolétarienne.

La situation stratégique de l'Ukraine, le nombre de ses habitants (45 millions) et le poids de son économie lui ont conféré un rôle important lors de l'élaboration de la politique nationale. L'expérience ukrainienne a été un modèle, appliqué avec des variantes en Biélorussie, chez les Tatars de Crimée, en Moldavie, pour ne citer que les plus proches voisins. Au cours de cette expérience, la politique des dirigeants soviétiques, selon les circonstances et les nécessités du moment, a connu des variations qui ont eu une répercussion directe sur le problème national. Elle nous permet de distinguer quatre étapes dans la

période que nous avons à traiter.

Etape préliminaire (1903-1917)

La politique nationale a été élaborée au IIe Congrès du Parti social-démocrate russe en 1903 par Lénine et Plekhanov et formulée dans l'article 9 de son programme : "Le droit à l'autodétermination pour toutes les nations constituant l'Etat" (1). Mais, en pratique, le parti bolchevik niait le principe national en exigeant "la fusion complète du prolétariat de toutes les nationalités en un seul parti russe" (2); il manifesta ouvertement son hostilité à l'encontre des organisations sociales-démocrates non-russes, tels le Bund, s.-d. juif, en 1903, et le parti social-démocrate ukrainien en 1906 (3). Le IVe Congrès du Parti en 1906 persiste dans cette hostilité en adoptant la résolution suivante : "Il est indispensable de prendre les mesures les plus énergiques pour aboutir à une rapide fusion de tous les partis sociaux-démocrates nationaux de la Russie en un seul parti social-démocrate ouvrier russe" (4). Cette attitude des bolcheviks reste immuable jusqu'en 1917. Mais à la veille de la Première Guerre mondiale les aspirations à l'indépendance des peuples allogènes en Russie nécessitent une prise de position plus souple du parti bolchevik; c'est ce qu'il fait dans la résolution adoptée en août 1913, lors de la réunion de son Comité Central, consacrée spécialement à la question des nationalités allogènes. Tout en reconnaissant la nécessité d'assurer la pleine égalité des droits à toutes les nations et à toutes les langues et une large autonomie régionale, la résolution précise : "Le problème du droit des nations à l'autodétermination ne doit pas être confondu avec le problème de l'utilité de la séparation de l'une ou l'autre des nations. Ce dernier problème, le parti social-démocrate doit le résoudre dans chaque cas particulier, entièrement indépendant, en tenant compte des intérêts de l'ensemble du développement social et des intérêts de la lutte des

1. *Kommunističeskaja Partija Sovetskogo Sojuza v rezoljuciax i rešenijax s'ezdov, Konferencij i plenumov CK.*, t. 1, 1898-1925, Moscou, 1953, p. 40.
2. *Revoljucija i nacional'nosti*, n° 10, Moscou, 1933, p. 81.
3. *Ibid.*, p. 83.
4. *Ibid.*

classes du prolétariat pour le socialisme" (1). Dans cette interprétation le principe de l'autodétermination, notion théorique, qui mène à la séparation d'une nation de sa métropole, la réalisation du principe est à chaque fois subordonnée à l'appréciation du parti. L'auteur de cette résolution est Lénine. C'est lui aussi qui en 1913-1914, dans deux articles, insiste sur le même principe en critiquant les sociaux-démocrates ukrainiens et en spécifiant : "L'existence de l'Ukraine libre n'est possible qu'à la condition que les prolétaires grands-russes et ukrainiens agissent en plein accord, dans le cas contraire il ne peut en être question" (2). Dans ses articles Lénine préconise une assimilation intensive du prolétariat ukrainien par le prolétariat russe et ceci, grâce aux milliers d'ouvriers grands-russes qui viennent travailler dans les usines de l'Ukraine et dans les mines du Donbass. Lénine attaque violemment l'attitude de Lev Jurkevyč, social-démocrate ukrainien, qui prend la défense de l'entité ukrainienne, appelée à se fondre dans l'élément grand-russe.

Lénine accuse Jurkevyč et ses amis groupés autour de la revue *Dzvin* de vouloir séparer les ouvriers ukrainiens des ouvriers russes en fondant un parti social-démocrate ukrainien (3).

En 1917 Jurkevyč, sous le pseudonyme de L. Rybalka, critique le programme du parti bolchevik dans une brochure parue à Genève et intitulée *Les sociaux-démocrates russes et la question nationale*. Il souligne les contradictions du parti social-démocrate russe qui, d'une part, prône le droit à l'autodétermination, et d'autre part, affirme la nécessité d'inclure les prolétaires dans de vastes ensembles étatiques (4). Ces deux principes, dit avec juste raison Jurkevyč, s'excluent mutuellement. Il rappelle également que Lénine dans son article publié à l'occasion du 40e anniversaire de l'insurrection polonaise prit position contre "le démembrement de la Russie, prévu par le parti socialiste

1. *Le Parti Communiste de l'Union Soviétique dans ses résolutions...*, I, p. 316.
2. V.I. Lénine, *Nacional'nyj vopros*, Moscou, 1936, p. 83.
3. V.I. Lénine, *Pro Ukrajinu*, Kiev, 1957, p. 336.
4. L. Rybalka, *Les sociaux-démocrates russes et la question nationale*, Genève, 1917, p. 4-5.

polonais..." en ajoutant "ce que nous avons dit à propos de la question polonaise concerne aussi les autres nationalités" (1). Jurkevyč conclut que Lénine "tout en affirmant en 1903 le droit des nationalités à la sécession, s'opposa très fermement au démembrement de la Russie, et par là même, à l'autodétermination non seulement des Polonais, mais aussi de toutes les autres nationalités asservies par la Russie" (2). Face au refus du parti bolchevik d'admettre une Russie divisée en Etats fédéraux et à l'organisation d'un parti social-démocrate ukrainien indépendant, Jurkevyč considère que le devoir des sociaux-démocrates ukrainiens est de lutter pour l'indépendance de leur peuple (3).

Ainsi, on peut constater que, si les Russes admettaient en théorie le principe de l'autonomie des nationalités, en pratique ils l'annulaient en exigeant que les décisions de l'organisation sociale-démocrate ukrainienne soient soumises à l'approbation du parti unique social-démocrate russe.

Théorie et application. Etape 1917-1922

La révolution de 1917 devait donner naissance à une Russie démocratique où tous les peuples jouiraient du droit à disposer de leur destin. La suite des événements devait confirmer les programmes élaborés antérieurement par les formations politiques. Rappelons les faits historiques de l'époque en Ukraine. Les aspirations nationales ukrainiennes se traduisent par la formation de la Rada Centrale Ukrainienne, assemblée nationale présidée par l'éminent historien Myxajlo Hruševs'kyj. Cette assemblée proclame en juin 1917 l'autonomie de l'Ukraine et forme un gouvernement. Après avoir longuement hésité, le Gouvernement Provisoire finit par reconnaître le gouvernement ukrainien en tant qu'organe national. Au cours des tractations entre Kiev et Petrograd le parti bolchevik défend avec zèle les revendications nationales ukrainiennes. Citons à l'appui les paroles de Lénine : "Il n'y a aucun mal à ce que la Finlande, la Pologne, l'Ukraine se séparent de la Russie. Ceux qui

1. *Ibid.*, p. 7.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 30-31.

seraient d'un avis contraire sont des chauvins. Il faut être fou pour continuer la politique du tsar Nicolas" (1). Profitant des tensions entre le Gouvernement Provisoire et la Rada Centrale, les bolcheviks n'hésitent pas à apporter leur soutien aux aspirations ukrainiennes, et Lénine de renchérir : "Aucun démocrate, sans parler des socialistes, ne peut nier la totale légitimité des revendications ukrainiennes. Aucun démocrate ne peut nier le droit de l'Ukraine à se séparer librement de la Russie..." (2). Après la Révolution d'Octobre la Rada Centrale se sent dégagée de ses liens avec le Gouvernement Provisoire et proclame le 20 novembre 1917 la République Populaire Ukrainienne. Cette nouvelle étape vers l'indépendance de l'Ukraine a été mal accueillie par les Soviets. Pour éliminer la Rada, ils prennent la décision de susciter contre elle une révolte armée en s'appuyant sur les bolcheviks d'Ukraine, qui comptaient fin novembre 1917 environ 10% de la population (3). Cette tentative ayant échoué, les bolcheviks organisèrent le 17 décembre 1917 le Congrès des Soviets d'Ukraine auquel participent environ 2000 délégués, ouvriers, soldats et paysans ukrainiens. L'écrasante majorité des délégués se prononce pour le soutien de la Rada Centrale, 150 communistes opposants quittent le Congrès (4) pour aller à Xarkiv où ils proclament, le 25 décembre 1917, la République Soviétique d'Ukraine.

Afin de justifier leur intervention dans les affaires intérieures de l'Ukraine, les bolcheviks envoient le 16 décembre un ultimatum où, tout en reconnaissant la Rada, ils usent de menaces. Dans ce document important pour la nouvelle orientation dans le domaine national, le gouvernement soviétique, le Sovnarkom, confirmant le droit à l'autodétermination de toutes les nations "reconnaît la République Populaire d'Ukraine, son droit de se séparer complètement de la Russie... Tout ce qui concerne les droits nationaux et l'indépendance nationale du peuple ukrainien est reconnu immédiatement, sans limitations et sans condi-

1. *Lenin v nacional'nom voprose*, Moscou, 1924, p. 94.
2. V.I. Lénine, *Tvory*, 4e ed., t. 25, p. 70.
3. *God Russkoj Revoljucii (1917-1918)*, Moscou, 1918, p. 115.
4. D. Dorošenko, *Istorija Ukrajiny 1917-1923 gg.*, t. I, Užhorod, 1932, p. 219.

tions" (1). Cette reconnaissance est suivie d'une critique sévère de la Rada et d'une sommation concernant le passage des unités militaires du Don à travers le territoire ukrainien et le désarmement des régiments soviétiques et des Gardes Rouges en Ukraine. Un délai de quarante-huit heures est donné à la Rada pour répondre à ces exigences; à l'échéance de ce terme le Sovnarkom se considérera en état de guerre avec l'Ukraine. Ce document capital a été signé par Lénine et par Trotsky. La réponse de la Rada est un refus très net provoqué par l'ingérence inadmissible dans les affaires d'un Etat reconnu indépendant (2).

Le gouvernement soviétique, tout en reconnaissant formellement la République Populaire Ukrainienne commence, début décembre 1917, des préparatifs en vue d'une intervention armée en Ukraine. C'est le signal d'une guerre qui opposera l'Ukraine aux Soviets et qui durera trois ans. V. Antonov-Ovsejenko est nommé responsable de la lutte contre les armées du Général Kaledin et "ses complices", la Rada Centrale (3), avec pour adjoint M. Muravjev, ex-colonel de la gendarmerie tsariste. En février 1918, une grande partie de l'Ukraine, y compris Kiev, est occupée par les armées soviétiques. Les sévices et les exécutions en masse perpétrés par les troupes de Muravjev sont dénoncés à ce moment même par Evgenija Boš, Commissaire du Peuple aux Affaires Intérieures du nouveau gouvernement ukrainien instauré par les troupes d'occupation (4). Or, simultanément, les tractations de Brest-Litovsk entre l'Ukraine et les Puissances Centrales aboutissent à la signature d'un traité de paix, à la suite duquel les troupes allemandes entrent en Ukraine. L'avance allemande effraie à tel point Lénine, qu'il envoie le 14 mars 1918 à S. Ordžonikidze, son représentant en Ukraine, des instructions qui mettent en évidence la duplicité de sa politique, lui enjoignant "d'organiser des groupes subversifs (en Ukraine), de créer un front de défense unique de

1. V.I. Lénine, *Sočinenija*, t. XXVI, p. 323-325; D. Dorošenko, *op.cit.*, p. 214-215; *Velikaja Oktjabr'skaja Socialističeskaja Revoljucija na Ukraine*, t. II, Kiev, 1957, p. 24-26.
2. D. Dorošenko, *op.cit.*, p. 216-217.
3. V.A. Antonov-Ovsejenko, *Zapiski o graždanskoj vojne*, t. I, Moscou, 1924, p. 51.
4. Evgenija Boš, *God borby*, Moscou, 1925, p. 127, 140, 144.

la Crimée à la Grande Russie, et d'intégrer dans cette action les paysans, de déguiser en Ukrainiens tous nos soldats. Voilà notre tâche du moment. De plus, il faut interdire à Antonov de s'appeler Antonov-Ovsejenko, il doit s'appeler simplement Ovsejenko. La même décision doit s'appliquer également à Muravjev (s'il reste à son poste), ainsi qu'à tous les autres" (1). Un camouflage analogue avait eu lieu à Xarkiv en janvier 1918 lorsque le Comité exécutif central des Soviets prit la décision de nommer aux postes de Commissaires du Peuple des personnes portant des noms à consonance ukrainienne, pour éviter que les Soviets soient traités par les Ukrainiens d'"organes purement russes" (2).

Cette première intervention des Soviets est suivie d'une seconde en janvier-septembre 1919, puis d'une troisième en décembre 1919 qui instaure définitivement le régime bolchevique en Ukraine. Cependant, de 1918 à 1922, les rapports entre l'Ukraine soviétique et la Russie soviétique conservent formellement l'apparence de relations d'Etat à Etat, tout en donnant lieu à des affrontements et à des heurts permanents (3). Le 30 décembre 1922 est proclamée l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, fédération multinationale créée selon les conceptions de Lénine exposées dans ses lettres (4). Les idées de Lénine, devenu au déclin de sa vie le défenseur inattendu des nationalités et des minorités allogènes, ont prévalu sur celles de Staline, qui penchait vers la solution de l'"autonomisation", laquelle, en réalité, déniait tout droit des nationalités à l'autodétermination.

Mais de nouvelles divergences apparaissent au moment de l'élaboration de la Constitution du nouvel Etat soviétique (URSS). La conférence du Parti Communiste d'Ukraine, en avril 1923, s'oppose à la proposition émise par les Russes qui exigent que le Conseil des Nationalités

1. *Graždanskaja vojna na Ukraine, Polnoe sobranie sočinenij*, t. 30, p. 49-51.
2. E. Boš, *op.cit.*, p. 91.
3. V.M. Kuricyn, *Gosudarstvennoe sotrudničestvo meždu Ukrainskoj SSR i RSFSR v 1917-1922 g.*, Moscou, 1957, p. 140-148.
4. *Kommunist*, n° 9, 1956, p. 15-26; V.I. Lénine, *Poslednie pis'ma i stat'i*, Moscou, 1969, p. 29-52.

soit formé non seulement de délégués venant des républiques soviétiques, mais aussi de représentants de diverses et multiples nationalités (républiques et régions autonomes) se trouvant sur le territoire de la Russie soviétique, ce qui augmente sensiblement le nombre de délégués de cette république et lui assure la majorité dans cette assemblée (1). Les délégués ukrainiens (C. Rakovs'kyj, M. Skrypnyk, H. Hryn'ko) de la commission constituante soulèvent des objections concernant la composition du Conseil des Nationalités, la compétence du Présidium du Comité Exécutif Central de l'URSS, le nombre de Commissariats du peuple communs coiffant toutes les républiques (2). Christian Rakovs'kyj, chef du gouvernement de l'Ukraine Soviétique, appuyé par les délégués de Géorgie, est partisan d'une confédération des Etats et non pas d'une fédération, qui aboutirait à un centralisme beaucoup plus poussé du pouvoir soviétique. Dans une phrase lapidaire il déclare qu'"il faut reprendre aux Commissariats du peuple fédéraux les 9/10 de leurs droits et les transmettre aux républiques nationales" (3). Les propositions des Ukrainiens, critiquées par Staline, sont rejetées (4), et la Constitution est adoptée le 6 juillet 1923.

La victoire du principe centraliste suscite la réaction des communistes nationaux ukrainiens. Les premiers signes de ce mécontentement avaient été exprimés déjà bien avant par Vasyl' Šaxraj, ministre de la guerre dans le premier gouvernement soviétique en Ukraine (1918), qui, en collaboration avec S. Mazlax, fit paraître à Saratov un ouvrage intitulé *Problème d'actualité (Que se passe-t-il en Ukraine et que devient l'Ukraine?)*. Les auteurs mettent en doute la possibilité pour l'Ukraine de rester indépendante sous l'égide d'un Etat, dominé par un parti communiste russe tout puissant.

Ce mécontentement est partagé en Ukraine par deux partis marxistes-communistes de tendance nationale : les "Borotbistes", aile

1. P.K. Stojan, *Utvorennja Sojuzu Radjans'kyx Socijalistyčnyx Respublik*, Kiev, 1963, p. 64-65.
2. *Ibid.*, p. 67.
3. S. Dimanštejn, sozdanie SSSR i ego značenie, *Revoljucija i Nacional'nosti*, n° 12, Moscou, 1932, p. 9.
4. *Ibid.*, p. 67.

gauche des socialistes révolutionnaires ukrainiens et les "Ukapistes", Parti communiste ukrainien, aile gauche de l'ancien Parti social-démocrate ukrainien. Ces deux groupements avaient accepté le régime soviétique et participaient au gouvernement soviétique dirigé par Rakovs'kyj, sans cesser de se défendre contre les ingérences du pouvoir central. Moscou tolérait cette opposition à cause des faibles effectifs de ses propres cadres en Ukraine. On sait qu'en 1918 le Parti communiste d'Ukraine avait seulement 4364 membres (1) ("Borotbistes", environ 15000; "Ukapistes", 4000) implantés principalement dans les villes, tandis que 80% de la population rurale à majorité ukrainienne ne prenaient aucune part à la vie publique. C'est par l'intermédiaire des "Borotbistes" et des "Ukapistes" que la population commença à collaborer avec les autorités soviétiques. Cette période de tolérance fut de courte durée; en 1920, le Parti des Borotbistes fut dissous et ses membres mis en demeure d'adhérer au Parti bolchevik. Cinq ans plus tard, ce fut le tour des Ukapistes. Les cadres de ces formations nationales ont joué un rôle de premier ordre dans le processus de l'ukrainisation, mais ils seront liquidés dans les années 1930.

La renaissance nationale. Etape 1922-1933

Trois événements marquent l'année 1921 : la fin des hostilités entre le régime soviétique et les nationalités insurgées, la fin de la guerre civile entre les Rouges et les Blancs et la signature du traité de paix à Riga (18 mars 1921) avec la Pologne, dernière puissance interventionniste de l'Occident. Ces événements permettent aux Bolcheviks de passer de la politique du "communisme de guerre" à la NEP. Instaurée le 21 mars 1921, elle a pour but de libérer et de décentraliser l'économie, de rétablir le marché et le commerce libres. Elle contribue à améliorer le niveau de vie des ouvriers, à réhabiliter les paysans et à les intégrer dans la vie politique. La NEP entraîne la diminution de la contrainte, favorise l'initiative personnelle, augmente les droits et l'autonomie des groupements socio-professionnels et des collectivités nationales.

1. Kompartija Ukrajiny v cifrax, *Kommunist Ukrajiny*, n° 6, Kiev, 1978, p. 28.

En Ukraine, à ces changements d'ordre général et économique, s'ajoute l'aspect national. Les Ukrainiens utilisent cette libéralisation relative pour exprimer leurs exigences d'ordre culturel et national. Pendant une décennie, de 1922 à 1932, le pays connaît un important essor culturel : enseignement, littérature, théâtre, recherches dans le domaine des sciences humaines, et même sur le plan religieux, l'essor est considéré par certains historiens comme la période de renaissance culturelle et nationale des années 1920. Le phénomène de l'ukrainisation et de la formation des cadres nécessaires constitue un aspect particulier de cette renaissance.

Comment expliquer cette évolution de la politique nationale de l'Ukraine Soviétique? C'est d'abord l'attitude favorable relative à la question nationale, prise par Lénine dans ses lettres surprenantes des 30 et 31 décembre 1922 (1), attitude adoptée par le Parti bolchevik (2). Pour Lénine, le danger principal est le chauvinisme grand-russe, lequel suscite en réaction chez les nationalités opprimées le nationalisme. L'application de ces nouvelles directives a été surtout l'oeuvre des anciens "Borotbistes" et "Ukapistes". Ils reçurent l'appui de quelques personnalités en vue de la vieille garde bolchevique ukrainienne, telles que M. Skrypnyk, et de la jeune génération des intellectuels ukrainiens. L'ukrainisation a été l'oeuvre de ces divers éléments.

Entraînée par cet élan, une partie des fonctionnaires bolcheviks envoyés de Moscou s'est ralliée à ce mouvement. L'exemple le plus caractéristique est celui de Rakovs'kyj. Au début, adversaire de la ligne ukrainienne, ce communiste internationaliste, après quatre ans d'activité comme chef des Commissaires du Peuple en Ukraine, est devenu un défenseur déterminé de l'indépendance de l'Ukraine.

Il est indispensable de citer encore un facteur supplémentaire: Staline, adversaire caché, mais résolu, de l'orientation de Lénine était

1. V.I. Lénine, *Poslednie pis'ma i stat'i*, Moscou, 1969, p. 34.
2. *KPSS v rezoljucijax i rešenijax...*, t. I, Moscou, 1953, p. 716-718. La résolution de la 8e Conférence du P.C. Russe (2-4 décembre 1919) concernant l'Ukraine est restée lettre morte, *KPSS v rezoljucijax*, t. I, p. 459.

trop occupé au cours de cette période par sa lutte contre ses adversaires de droite (Buxarin) et de gauche (Trotski) pour s'occuper des mouvements nationaux des non-Russes.

Le XIIe Congrès du Parti bolchevik (17-25 avril 1923), inspiré par Lénine, marque un tournant décisif dans la politique nationale des nationalités non-russes, surnommée à ce moment-là politique d'"indigénéïsation" (korenizacija). Elle part du principe que la Russie impérialiste opprimait et exploitait les allogènes, ce qui engendrait l'inégalité entre les différents peuples. Les survivances de cette politique impérialiste se retrouvent dans celle de l'URSS. Afin de redresser cette politique, le Congrès bolchevique prend la décision d'accélérer le développement économique et culturel des républiques non-russes, les mettant ainsi sur un pied d'égalité avec la République fédérative russe.

La politique d'indigénéïsation préconise des réformes ambitieuses : développement des cadres locaux, diffusion de l'enseignement en langue maternelle, dérussification de l'appareil d'Etat, création des armées nationales (1). De plus, il est décidé que le parti doit combattre aussi bien le chauvinisme russe que les nationalismes locaux, mais le premier est considéré comme plus dangereux (2).

Ces vastes réformes soulèvent l'opposition de nombreux fonctionnaires soviétiques, aussi bien ceux de la métropole que ceux des républiques assistant au Congrès (3). Conscient de cette opposition, Mykola Skrypnyk, personnalité marquante parmi les communistes ukrainiens, dénonce la lutte inégale entre le chauvinisme grand-russe et les nationalismes des différents peuples qui, les premiers, doivent renoncer à leur nationalisme dans l'espoir d'obtenir une contrepartie dans l'avenir. Après avoir signalé les difficultés de la mise en pratique de la politique nationale, Skrypnyk conclut : "L'important n'est pas le vote d'une

1. *Le Parti Communiste de l'Union Soviétique dans les résolutions et les décisions des Congrès*, *op.cit.*, I, Moscou, 1953, p. 716-771.
2. *Ibid.*, p. 713.
3. *Ibid.*, p. 715.

résolution, mais ses possibilités d'application" (1).

Les craintes de Skrypnyk étaient fondées, car la réalisation du programme du XIIe Congrès ne s'est pas accomplie sans une lutte opiniâtre. Il fallait arracher au pouvoir central chaque concession, il fallait lutter contre les dogmatiques et les réactionnaires à l'intérieur des pays, et les partisans du grand-étatisme à l'extérieur.

L'ukrainisation

Le recrutement des cadres dans les républiques nationales, appelé "indigénéïsation", prend en Ukraine le nom d'"ukrainisation", et plus tard de dérussification. Dans l'esprit des organisateurs, l'ukrainisation ne se limitait pas au domaine linguistique, elle était conçue comme la décolonisation du pays sur le plan culturel et national, et devait toucher les lettres, le théâtre, le cinéma, la presse, les éditions et la formation des cadres nationaux. Il ne s'agissait pas d'ukrainiser les Russes, mais de faire revenir les Ukrainiens russifiés à leur culture nationale.

L'ukrainisation dans les années 1920-1933 est confiée officiellement au Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique, dirigé successivement par H. Hryn'ko, O. Šums'kyj et M. Skrypnyk. On leur doit l'élaboration de deux lois importantes : une sur l'ukrainisation de l'enseignement allant de l'école primaire à l'université; la seconde sur l'introduction obligatoire de l'ukrainien dans l'administration locale et les ministères (2).

Pour donner une idée des obstacles rencontrés pour l'ukrainisation et provenant des cadres supérieurs du Parti, citons l'argumentation exprimée par D. Lebed', second secrétaire du Parti communiste d'Ukraine, soutenue par E. Kviring, premier secrétaire du Parti, argu-

1. *Dvenadcatyj s'ezd RKP (b). Stenografičeskyj otčet*, Moscou, 1968, p. 573; M. Skrypnyk, *Nacjonal'ne pytannja*, t. I, Xarkiv, 1923, p. 37-39.
2. *Kul'turne budivnyctvo v Ukrajins'kij RSR*, Kiev, 1959, p. 239-247; 282-286; 298-300.

mentation parue dans *Kommunist*, revue officielle du Parti. Selon Lebed', l'ukrainisation se présentait comme la lutte entre deux cultures : la culture russe prolétarienne et la culture ukrainienne paysanne. Ukrainiser la classe ouvrière "signifie accepter le point de vue de la culture inférieure du village par rapport à la culture supérieure de la ville" (1). La théorie de "la lutte de deux cultures" a été vivement débattue dans les cercles intellectuels et parmi les membres du Parti, et elle souleva les protestations de la majorité des Ukrainiens. Le départ de Kviring, après quatre ans de pouvoir (1921-1925), permit l'application des mesures en accord avec les décisions du XIIe Congrès, mesures freinées par Kviring et Lebed'.

Afin d'atténuer l'agitation suscitée par la lutte de deux cultures, Staline remplace l'intransigeant Kviring par Lazar Kaganovič, plus souple et plus accommodant, le chargeant d'une double tâche, celle d'accélérer le processus d'ukrainisation et, en même temps, de freiner la croissance du nationalisme ukrainien. Dans l'ensemble, on peut estimer que la direction de Kaganovič a eu, à ce moment-là (1925-1928), une action positive dans le processus de l'ukrainisation (2).

Au bout d'une année de travail accéléré, l'assemblée plénière du Comité Central du Parti Communiste d'Ukraine publia en juin 1926 les "Thèses sur l'ukrainisation" (bilan). Ce document constatait que "la langue ukrainienne et le développement de la culture... étaient un moyen efficace de rapprocher la classe ouvrière de la classe paysanne, facteur indispensable à l'édification du socialisme..." (3). Ces "thèses" constataient également que l'école primaire était ukrainisée à 80%, la presse à 60%, le nombre d'Ukrainiens dans le Parti était passé de 37% à 47% et dans le Komsomol de 50% à 65% (4). A la fin de ce bilan positif, l'assemblée soulignait qu'il avait été réalisé malgré l'obstruction des Narkomats (ministères) et des institutions centrales.

Malgré les entraves mentionnées, provenant du centre et des

1. *Budivnyctvo-Radjans'koji Ukrajiny*, vol. I, Xarkiv, 1929, p. 162.
2. A. Xvylja, *Nacjonal'nyj vopros na Ukraine*, Xarkiv, 1926, p. 123-128.
3. *L'Edification de l'Ukraine Soviétique*, *op.cit.*, p. 58-65.
4. *Ibid.*, p. 60-61.

nostalgiques du passé, l'ukrainisation continuait à évoluer rapidement, pour atteindre au début des années 1930 des résultats appréciables. L'école était ukrainisée à 80%, ce qui correspondait au pourcentage de la population ukrainienne, la presse à 89%, le théâtre à 73% (1). Dans les ministères l'ukrainisation avait atteint 70 à 95%, dans l'administration des régions (oblasti) 50%, celle des cantons (rajon) 65% (2). Quant à l'appareil du Parti, véritable maître du pays, en 1930 il comptait 43% d'Ukrainiens, 60% en 1933. Le Komsomol recruta parmi les jeunes 72% d'Ukrainiens en 1932 (3).

Dans la période de 1922 à 1933 la littérature, l'art, le théâtre et les sciences humaines connaissent un essor sans précédent, sous l'égide de l'Académie des Sciences d'Ukraine, fondée en 1918. Le gouvernement soviétique, très réservé à son égard, ne lui accorde des subventions qu'à partir de 1924, en dépit du travail intense fourni par des savants enthousiastes et bénévoles. L'ukrainisation ayant fait des progrès spectaculaires, le gouvernement soviétique finit par reconnaître de facto l'Académie des Sciences, ce qui permet le retour à Kiev de l'historien Myxajlo Hrusevs'kyj, émigré à Vienne depuis 1919. Animateur incomparable, Hrusevs'kyj développe à l'Académie une activité débordante dans divers domaines, et en particulier dans celui des recherches et des publications historiques (4).

Les lettres ukrainiennes connaissent alors une renaissance. De multiples mouvements littéraires manifestent une force surprenante: courants néoclassique, symboliste, futuriste, et publient des revues: *Hart* (Trempe), *Pluh* (Charrue), *VAPLITE* (Académie libre de littérature prolétarienne), *Literaturnyj jarmarok* (Foire littéraire), *Lanka* (Chenon) *MARS* (Atelier de langage littéraire), *Avant-garde*, *Nova heneracija* (Nouvelle génération), *Zyttja i revoljucija* (Vie et révolution), *Zahidna Ukrajina* (Ukraine occidentale) etc.. Cette cohorte de jeunes

1. S. Kosior, *Vybrani statti i promovy*, Kiev, 1968, p. 353; *L'édification culturelle, op.cit.*, p. 685-686.
2. *Ukrajins'ki Visti*, Ulm, 27.3.1977.
3. S. Kosior, *Za lenins'ku nacjonal'nu polityku*, Xarkiv, 1930, p. 3-16; *Ukraine, a concise Encyclopedia*, t. I, Toronto, 1963, p. 811.
4. N. Polons'ka-Vasylenko, *Ukrajins'ka Akademija Nauk*, t. I (1918-1930), Munich, 1955.

talents fraye des voies nouvelles et ouvre des horizons à la littérature ukrainienne, engagée, étroitement liée à la vie politique de l'Ukraine. Elle exprime courageusement ses idées qui ont une grande résonance dans le peuple. De 1925 à 1928, une large confrontation des idées s'élabore sur l'orientation culturelle de l'Ukraine, appelée "la discussion littéraire" (1) où brille Mykola Xvyl'ovyj, romancier, publiciste de grand talent, meneur d'hommes.

L'emprise de Xvyl'ovyj, communiste convaincu, ayant droit de parole, est déterminante. Ses pamphlets (*A contre courant*, *L'Ukraine ou Petite-Russie*) ont largement contribué à faire pénétrer ses idées dans le public ukrainien. Polémiste de talent, il soutient avec fougue que la littérature ukrainienne doit se libérer de l'épigonisme et du provincialisme petit-russien et s'inspirer des modèles occidentaux. "La littérature russe pèse sur nous depuis des siècles, tel un souverain maître, qui nous a habitués à une imitation servile" (2). Partisan de l'abolition de l'hégémonie russe, il lance un slogan qui fit fortune : "S'éloigner de Moscou". Ce défi lancé à l'emprise russe suscite une réaction immédiate de la part de Staline dans une lettre adressée à Kaganovič : "Au moment où les prolétaires de l'Europe Occidentale et les partis communistes débordent de sympathie envers Moscou, citadelle du mouvement révolutionnaire international et du léninisme, au moment où les prolétaires de l'Europe Occidentale fixent avec enthousiasme le drapeau qui flotte à Moscou, le communiste Xvyl'ovyj n'a rien d'autre à dire en faveur de Moscou, sinon d'inciter les Ukrainiens à fuir Moscou aussi promptement que possible" (3).

O. Šums'kyj eut le courage de prendre la défense de Xvyl'ovyj, en développant ses idées sur le plan politique, ce qui lui valut d'être destitué et rappelé à Moscou (4). Son successeur au Ministère de l'Instruction Publique, M. Skrypnyk, poursuit avec succès la

1. *Literaturna dyskusija (1925-1928)*, Xarkiv, 1928.
2. *Kul'tura i pobut*, n° 9-13, Xarkiv, II-III, 1926.
3. J. Staline, *Statti i promovy pro Ukrajinu*, Kiev, 1936, p. 196-198.
4. Pour la défense de Šums'kyj se dressa le Parti Communiste de l'Ukraine Occidentale (KPZU); ce parti fut blâmé par l'Internationale Communiste, et plus tard dissous.

politique de l'ukrainisation qui, à ce moment atteint son apogée (1).

Simultanément, un nouveau "déviationnisme" surgit, cette fois dans le domaine économique. Son auteur, Myxajlo Volobujev, professeur à l'Institut Economique de Xarkiv, publie dans *Bil'šovyk Ukrajiny* un article fracassant dans lequel il retrace l'histoire de la dépendance coloniale de l'Ukraine depuis 1654. Il constate, qu'à la différence des colonies situées hors d'Europe, l'Ukraine, la Pologne et la Finlande sont des colonies de type occidental dont le niveau de vie est égal à celui de la métropole. Tirant les conséquences de cette constatation, il exige pour les colonies occidentales une pleine indépendance et la non-ingérence de la métropole dans la vie économique de l'Ukraine en particulier. "Le fait que le peuple ukrainien, écrivait-il, soit privé du droit de diriger sa propre économie... est nuisible au communisme" (2).

Signalons ici un phénomène insolite allant à l'encontre de l'athéisme officiel, mais favorable à l'ukrainisation. Il s'agit de l'instauration de l'Eglise Autocéphale Orthodoxe Ukrainienne (UAPC), proclamée par le Concile tenu à Kiev en 1921, et entièrement détachée du Patriarcat de Moscou. Dirigée par le métropolite Vasyl' Lypkivs'kyj, 35 évêques et 10 000 prêtres, cette nouvelle Eglise développe une activité religieuse efficace (3). Tolérée au début, elle est par la suite en butte à des persécutions religieuses de plus en plus sévères. En 1928, la majorité de ses chefs hiérarchiques sont arrêtés; deux ans plus tard cette Eglise nationale est dissoute.

L'indépendance de l'Ukraine exigée par Xvyl'ovyj dans le domaine culturel, par Šums'kyj en politique, par Volobujev en économie, et l'activité débordante dans différents domaines, culturel, scientifique et religieux, ont conféré au mouvement national ukrainien un caractère inacceptable pour le gouvernement central. Il cherchait un prétexte

1. Skrypnyk organisa en 1926 la chaire de "la question nationale" à l'Institut Ukrainien de Marxisme-Léninisme, unique institut en URSS où cette discipline fut soumise à des études approfondies (M. Skrypnyk, *op.cit.*, p. 5-12).
2. M. Volobujev, Do problemy ukrajins'koji ekonomijy, *Bil'šovyk Ukrajiny* n° 2-3, Xarkiv, 1928.
3. *Ukraine a concise Encyclopaedia*, t. I, Toronto, 1963, p. 814.

pour mettre fin à ce déviationnisme. En 1929 se répand la nouvelle de l'arrestation des membres d'une organisation révolutionnaire, appelée "Union pour la libération de l'Ukraine" (S.V.U.). Selon les affirmations officielles, cette organisation se préparait à renverser le régime bolchevique pour instaurer une république ukrainienne indépendante (1). En 1930 s'ouvre un grand procès conçu et conduit selon le rituel des grands procès staliniens. 45 personnalités en vue, ayant à leur tête l'académicien Serhij Jefremov, sont jugées et condamnées à des peines de prison et de déportation qui se soldent par la disparition de la majorité des accusés.

Quel a été le but de ce procès? A la lumière des événements ultérieurs, on peut émettre l'hypothèse qu'il annonçait le premier coup d'arrêt de l'ukrainisation, frappant surtout les membres de l'Académie, les gens de lettres et l'Eglise ukrainienne.

"La renaissance fusillée". Etape 1933-1939 (2)

L'éveil des nationalités en URSS prit un grand essor vers la fin des années 1920. Le pouvoir central, inquiet des tendances centrifuges, décide de remettre en question la politique de libéralisation du XIIe Congrès. Le moment est d'autant plus propice que Staline a terminé ses règlements de compte avec l'opposition trotskiste-gauchiste en expulsant Trotski. D'autre part, à partir de 1928, il prend la décision de liquider la NEP et d'introduire la collectivisation totale en lançant le premier plan quinquennal (1928-1932). Toutes ces mesures entraînent la liquidation des libertés démocratiques et le renforcement du système bureaucratique du Parti.

A ce moment le Parti communiste d'Ukraine et son gouvernement perdent leur autonomie. En juillet 1928, Kaganovič est remplacé par Stanislav Kosior comme premier secrétaire du Parti. Exécutant inconditionnel de Moscou, il gardera ce poste pendant dix ans afin d'accomplir

1. *Spilka Vyzvolennja Ukrajiny. Stenohrafičnyj Zvit sudovoho procesu*, t. I, Xarkiv, 1931.
2. Employé par Ju. Lavrinenko, *Rozstriliane Vidrodžennja*, Paris, 1959.

les tâches qui lui ont été assignées : collectivisation de l'agriculture, industrialisation prévue par le plan quinquennal, liquidation de l'ukrainisation.

La collectivisation des terres provoque la résistance désespérée des paysans ukrainiens. Pour réaliser cette réforme, le Parti envoie dans les villages des "activistes" composés d'ouvriers et de membres du Parti, une trentaine de mille. Ils ont pour consigne d'enlever aux paysans une part excessive de leurs produits, ce qui provoque en Ukraine une famine, et la mortalité atteint des proportions effrayantes; des cas d'anthropophagie sont signalés un peu partout. Les paysans qui résistent sont déportés en Sibérie (1). Selon certaines estimations, le nombre de paysans morts de faim se situe entre 2,5 et 5 millions (2). Ces mesures aboutissent à un génocide politique. Afin de dégager sa responsabilité, le Comité Central du Parti communiste de l'URSS accuse les responsables du Parti Ukrainien (S. Kosior, V. Čubar, M. Skrypnyk, H. Petrovs'ky) de manquer de zèle dans l'accomplissement de leur tâche. Pour les contrôler, Staline envoie en Ukraine Pavel Postyšev, désigné second secrétaire du Parti, auquel il confère des pouvoirs dictatoriaux (3). Postyšev est chargé d'anéantir l'opposition des communistes ukrainiens, de substituer la russification à l'ukrainisation et d'épurer les cadres de l'intelligentsia ukrainienne. Pour accomplir ces tâches, il fait venir de Moscou "des milliers de commissaires politiques du MTS" et, en nombre élevé, des apparatchiki, qui sont versés dans les postes administratifs des départements (4). Les quatre années du règne de Postyšev en Ukraine constituent la période la plus sombre de la terreur stalinienne en Ukraine. Elle touche toutes les couches de la population et s'acharne particulièrement sur les membres du Parti, les intellectuels et les paysans. A la suite de cette politique anti-ukrainienne, on a enregistré le suicide de deux leaders communistes ukrainiens : M. Xvyl'ovyj (13.5.1933)

1. D'après V. Holubnycyj, 850 000 furent déportés et 350 000 s'enfuirent dans les villes, *Encyclopedia of Ukraine*, Paris-New-York, 1962, p. 1242.
2. V. Kubijovyč, *Encyklopedija Ukrainoznavstva*, Munich, 1949, p. 552; D. Solovyj, *The Golgotha of Ukraine*, New-York, 1953; *The Black Deeds of the Kremlin. A White Book*, vol. 2, Détroit, 1955, p. 128.
3. *Pravda*, 24 et 27 novembre 1933.
4. *Ibid.*, 21, 22, 24 novembre 1933.

et M. Skrypnyk (7.7.1933). Avec la mort de ce dernier disparaît la tendance du bolchevisme national ukrainien qui avait placé ses espoirs dans l'Union Soviétique.

Les purges touchent durement le Parti communiste d'Ukraine. En comparant le nombre de ses membres en 1933 : 468 793, à celui de 1938 : 306 527, on observe une diminution de 35%. Dans le même laps de temps, des 115 membres du Comité Central un seul a été réélu en 1938 (1). En janvier 1937, Postyšev lui-même est relevé de ses fonctions et inculpé de trotskisme; l'année suivante, c'est le tour de Kosior, qui est remplacé par N. Xruščev en janvier 1938. Cette même année les 12 membres du Politburo élus en 1934 sont "liquidés". La liquidation des membres du gouvernement d'Ukraine Soviétique, et le suicide de leur chef, Panas Ljubčenko, ont précédé d'un an la purge au bureau politique du Parti.

Pour mettre fin à l'ukrainisation, Postyšev s'attaque à un des foyers principaux, l'Académie des Sciences d'Ukraine. En 1933-1934, environ 150 collaborateurs de cette institution sont obligés d'abandonner leur poste (2). Pour les remplacer, on introduit des personnalités obscures, dont la principale qualification est leur dévouement à la nouvelle orientation. L'organisation de l'Académie est modifiée. Les sciences humaines sont négligées au profit des sciences techniques. La majorité des publications des sections historique-littéraire-linguistique et socio-économique cessent de paraître. La publication des ouvrages se trouvant sous presse est interdite (3).

Les mêmes procédés sont appliqués au théâtre, au cinéma, à la presse. Ces changements radicaux d'orientation se font selon le nouveau principe de l'internationalisation, que résumait le slogan "Culture nationale quant à la forme, socialiste quant au fond". Quant à l'enseignement, domaine dans lequel l'ukrainisation avait été très poussée, son sort a été réglé graduellement par une série de mesures qui, toutes, tendaient à évincer l'ukrainien au profit du russe.

1. V. Holub, *Konspektyvnyj narys istoriji KP (b) U*, Munich, 1957, p. 77 et 136.
2. *Ukraine a concise Encyclopaedia*, t. II, Toronto, 1971, p. 264.
3. N. Polons'ka-Vasylenko, *op.cit.*, t. II (1931-1941), p. 195-199.

Une politique draconienne est appliquée à l'encontre des écrivains, dont on exige une soumission complète et l'obligation de s'en tenir au réalisme socialiste. Bien des institutions culturelles sont dissoutes en 1932, et les hommes de lettres obligés de s'affilier à l'organisation unique, l'Association des Ecrivains d'Ukraine. Les peines appliquées aux indociles sont atroces : 89 écrivains sont liquidés, 212 réduits au silence, 64 déportés, 83 émigreront (1).

Afin de tenter de justifier cette inquisition, le pouvoir prétexte l'existence de "complots", ourdis par des nationalistes ukrainiens organisés dans des "conspirations" "Centre nationaliste terroriste", "Bloc des partis nationalistes ukrainiens", "Bloc terroriste des trotskistes-nationalistes", "Organisation nationaliste-fasciste d'Ukraine" etc. (2). Et après l'assassinat de Kirov à Léningrad, les Ukrainiens sont impliqués aussi, et 28 écrivains et savants ukrainiens seront fusillés (3).

C'est dans les années 1930 que fut élaborée et lancée la théorie de "peuple soviétique", désignant la transformation en cours des diverses nationalités en un seul conglomérat, afin d'étouffer les aspirations nationalistes et présenter un idéal nouveau, l'homo sovieticus.

Ainsi, à ses débuts, le Parti bolchevik, et plus tard le gouvernement soviétique, ont mené une politique de double jeu à l'égard des nationalités : proclamation du principe de l'autodétermination d'une part, et orientation vers un centralisme rigoureux d'autre part, reprenant les traditions de l'Empire tsariste. Cette politique variant selon les besoins du moment accordera aux nations non-russes des réformes "libérales" savamment dosées. En lutte contre ce centralisme, les multiples nationalités ont essayé, par tous les moyens, de défendre leur entité nationale, allant jusqu'à exiger leur indépendance et leur sécession.

1. B. Kravciv, *Na bahrjanomu koni revoljuciji*, New-York, 1960, p. 59.
2. H. Kostiuk, *Stalinist Rule in the Ukraine*, Munich, 1960, p. 85-86.
3. *Pravda*, 18.12.1934.

L'influence de l'Ukraine, deuxième nation slave de l'Union Soviétique, et ses aspirations séculaires à la liberté, faisaient craindre aux gouvernants de Moscou l'éventualité d'une sécession qui entraînerait la dislocation de l'URSS. Incapable d'assimiler cette population nombreuse et indépendante, ils prirent la décision de briser les forces vives de cette nation.

Le parti bolchevik fut l'exécuteur de cette politique de coercition, étant donné son rôle dominant dans le gouvernement. Or, il était représenté, en Ukraine, par des hommes indifférents et même hostiles aux aspirations ukrainiennes. Au cours de la période traitée, on constate que tous les premiers secrétaires du Parti étaient des étrangers. Au Comité Central le pourcentage des Ukrainiens a varié de 16 % à 40 % entre 1924 et 1940. Dans le Parti même, la proportion des Ukrainiens a été de 19 % à 63 % entre 1920 et 1940 (1), lorsque toute vélléité à l'opposition fut anéantie et que la direction du Parti fut passée aux mains d'exécutants inconditionnels.

1. V. Holub, *op.cit.*, p. 136.

BIBLIOGRAPHIE

1. Rybalka L., *Russkie socialdemocraty i nacional'nyj vopros* (Les sociaux-démocrates russes et la question nationale), Genève, 1917.

2. Mazlax S. - Šaxraj V., *Do xvyli* (Problème d'actualité), Saratov, 1919, réédité à New York, 1967.

3. Skrypnyk M., Načerk istoriji proletarskoji revoljuciji na Ukrajini (Esquisse de l'histoire de la révolution prolétarienne en Ukraine), *Červonyj šljax* (La voie rouge), n° 1-3, Xarkiv, 1923.

4. Lebed' D., *Sovetskaja Ukraina i nacional'nyj vopros za pjat' let* (L'Ukraine soviétique et la question nationale pendant cinq ans), Moscou, 1924.

5. Xvylja A., *Nacional'nyj vopros na Ukraine* (La question nationale en Ukraine), Xarkiv, 1926.

6. Zatons'kyj V., *Nacjonal'na problema na Ukrajini* (La question nationale en Ukraine), Xarkiv, 1926.

7. KPZU, *Tezy CKKP (b) U pro pidsumky ukrajinizaciji* (Les thèses sur l'ukrainisation. Bilan), L'viv, 1926.

8. URSR. Narodnyj komisariat Osvity, *Ukrajinizacija radjans'kyx ustanov. Dekrety, instrukciji, materialy* (RSS d'Ukraine. Commissariat du Peuple de l'Instruction. L'ukrainisation des institutions soviétiques. Décrets, instructions, documents), Xarkiv, 1926-1927.

9. Sums'kyj O., Ideolohična borot'ba v ukrajins'komu kul'turnomu procesi (La lutte idéologique dans le processus culturel ukrainien), *Bil'šovyk Ukrajiny* (Bolchevik d'Ukraine), n° 2, Xarkiv, 1927.

10. Vaganjan V., *O nacional'noj kul'ture* (Au sujet de la culture nationale), Moscou, 1927.

11. Popov M., *Narys istoriji Komunistycnoji Partiji (bil'šovykiv) Ukrajiny* (Esquisse d'histoire du Parti Communiste bolchevik de

l'Ukraine), Xarkiv, 1928.

12. *Šljaxy rozvytku ukrajins'koji proletars'koji literatury. Literaturna dyskusija (1925-1928)* (Les chemins du développement de la littérature prolétarienne ukrainienne. La discussion littéraire), Xarkiv, 1928.

13. Xvylja A., *Vid uxylu u prirvu* (De la déviation vers l'abîme), Xarkiv, 1928.

14. Volobujev M., Do problemy ukrajins'koji ekonomiky (Au sujet du problème de l'économie ukrainienne), *Bil'šovyk Ukrajiny* (Bolchevik d'Ukraine), n° 2-3, Xarkiv, 1928.

15. *Budivnyctvo Radjans'koji Ukrajiny. Zbirnyk*, t. 1 (L'édification de l'Ukraine soviétique. Recueil , t. 1), Xarkiv, 1929.

16. Skrypnyk M., *Nacjonal'ne pytannja. Statti i promovy* (La question nationale. Articles et discours), t. 1-2, Xarkiv, 1929-1931.

17. Hirčak Je., *Na dva fronta v bor'be s nacionalizmom* (Sur les deux fronts dans la lutte contre le nationalisme), Moscou, 1930.

18. Lejtes A. - Jasek M., *Desjat' rokiv ukrajins'koji literatury* (Dix ans de littérature ukrainienne), t. 1-2, Xarkiv, 1930.

19. Dimanštejn S., Ideologičeskaja bor'ba v nacional'nom voprose (La lutte idéologique dans la question nationale), *Revoljucija i nacional'nosti* (La Révolution et les nationalités), n°3, Moscou, 1930.

20. Kosior S., *Za lenins'ku nacjonal'nu polityku* (Pour une politique nationale léniniste), Xarkiv, 1930.

21. Dimanštejn S., Sozdanie SSSR i ego značenie (k 10-letiju SSSR) (Formation de l'URSS et son importance (A l'occasion du 10e anniversaire de l'URSS)), *Revoljucija i nacional'nosti* (Révolution et nationalités), n° 12, Moscou, 1932.

22. Mazepa I., Ukraine under Bolshevist Rule, *The Slavonic Review*, vol. XII, 1933-1934.

23. Kosior S. - Postyschew P., *Der Bolschewistische Sieg in der Ukraine* (La victoire bolchevike en Ukraine), Moscou-Léningrad,1934.

24. Staline J., *Statti i promovy pro Ukrajinu* (Articles et discours sur l'Ukraine), Kiev, 1936.

25. Sadovs'kyj V., *Nacjonal'na polityka sovitiv na Ukrajini* (La politique nationale des Soviets en Ukraine), Varsovie, 1937.

26. Nykolyšyn S., *Kul'turna polityka bil'šovykiv i ukrajins'kyj kul'turnyj proces* (La politique culturelle des bolcheviks et le processus culturel ukrainien), 1947.

27. Smal-Stocki R., *The Nationality Problem of the Soviet Union and Russian Communist Imperialism*, Milwaukee, 1952.

28. Lawrynenko Ju., *Ukrainian Communism and Soviet Russian Policy toward the Ukraine, an Annotated Bibliography, 1917-1953*, New-York, 1953.

29. *KPSS v rezoljucijax i rešenijax s'ezdov, konferencij i plenumov CK* (Le parti communiste de l'Union soviëtique dans résolutions ... du Comité central), t. 1-2, 1898-1953, Moscou, 1953.

30. *The Black Deeds of the Kremlin. A White Book*, t. 1-2, Detroit, 1955.

31. Dmytryshyn B., *Moscow and the Ukraine 1918-1953. A study of Russian Bolshevik Nationality Policy*, New-York, 1956.

32. *Lenin pro Ukrajinu* (Lénine sur l'Ukraine), Kiev, 1957.

33. Holub V., *Konspektyvnyj narys istoriji KP (b) U* (Esquisse sommaire de l'histoire du parti communiste d'Ukraine), Munich, 1957.

34. Kuricyn V.M., *Gosudarstvennoe sotrudničestvo meždu Ukrainskoj SSR i RSFSR v 1917-1922 go.* (Collaboration étatique entre l'Ukraine et la Russie soviétique), Moscou, 1957.

35. *Kul'turne budivnyctvo v Ukrajins'kyj RSR* (L'édification culturelle en Ukraine soviétique), Kiev, 1959.

36. Kostiuk H., *Stalinist Rule in the Ukraine*, Munich, 1960.

37. Borys Ju., *The Russian Communist Party and the Sovietization of Ukraine. A study in the Communist doctrine of the Self-determination of Nations*, Stockholm, 1960.

38. Sullivant Robert S., The Agrarian-Industrial Dichotomy in the

Ukraine as a Factor in Soviet Nationality Policy, *The Annals of the Ukrainian Academy*, n° 27-28, New-York, 1961.

39. Stojan P.K., *Utvorennja Sojuzu Radjans'kyx Socijalistyčnyx Respublik* (Formation de l'URSS), Kiev, 1963.

40. *Peremoha Velykoji Žovtnevoji Socialistyčnoji Revoljuciji na Ukrajini* (La victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre en Ukraine), t. 1, Kiev, 1967.

41. Lyxolat A. V., *Zdijsnennja lenins'koji polityky na Ukrajini 1917-1920* (La réalisation de la politique léniniste nationale en Ukraine, 1917-1920), Kiev, 1967.

42. *Dvenadcatyj s"ezd RKP (b). Stenograficeskij otcet* (XIIe Congrès du parti communiste russe. Compte rendu sténographique), Moscou, 1968.

43. Kostiuk H., *Teorija i dijnist'. Taktyka i stratehija bil'šovyzmu v nacjonal'nomu pytanni* (Théorie et réalité. Tactique et stratégie du bolchevisme dans la question nationale), Munich, 1971.

44. Kuličenko M. - Malančuk V., *V.I. Lenin i rozvjazannja nacjonal'noho pytannja na Ukrajini* (V.I. Lénine et la solution de la question nationale en Ukraine), Kiev, 1971.

45. Bakalo I., *Nacjonal'na polityka Lenina* (La politique nationale de Lénine), Munich, 1974.

46. *Komunistyčna Partija Ukrajiny v rezoljucijax i rišennjax z'izdiv, konferencij i plenumiv CK*, t. 1, 1918-1941 (Le parti communiste de l'Ukraine dans les résolutions et les décisions des congrès, des conférences et des plenums du Comité central, t. 1, 1918-1941), Kiev, 1976.

L'HISTORIOGRAPHIE SOVIETIQUE ET LA QUESTION NATIONALE: CONTINUITE ET RUPTURE

Tamara KONDRATEVA

Quelle signification a eue pour les peuples non-russes leur unification sous l'égide de la couronne tsariste? Positive ou négative? Etait-ce un bien ou un mal?

Jusqu'au milieu des années 1930, la réponse à cette question ne provoquait aucun doute: c'était un mal, et même un mal absolu, selon M. Pokrovskij. Il l'a prouvé dans son livre *La diplomatie et les guerres de la Russie tsariste au XIXe siècle*, paru en 1907-1910. La réédition de ce livre en 1924 reflétait alors non seulement la position personnelle de Pokrovskij, mais celle de la majorité des historiens soviéviétiques. En 1929 la Première Conférence panrusse des historiens marxistes (1) partagea le point de vue de Pokrovskij lorsque celui-ci déclara qu'il était choqué par le ton très mou que l'historien géorgien Makharadze utilisait pour parler de la conquête de la Géorgie par la Russie. En se fondant sur des faits connus Pokrovskij montra jusqu'à quel point il était faux et hypocrite de dire que la Géorgie avait été rattachée à la Russie et non conquise, que cette campagne a eu pour but la protection des frontières de la Géorgie. Pokrovskij insista sur le fait que celle-ci avait été annexée par la force, conquise, et que la Russie avait agi ainsi , non point à cause de ses bons sentiments envers la Géorgie, mais seulement afin d'avoir un point d'appui dans la lutte

1. *Trudy pervoj vsesojuznoj konferencii istorikov-marksistov*, Moskva, 1930.

qu'elle menait avec la Turquie pour ses propres intérêts en Bulgarie. La définition de l'Empire russe chez Pokrovskij ne présentait aucune ambiguïté: cet Empire était l'un des plus importants Etats colonialistes du monde avec toutes les caractéristiques inhérentes à ce type d'Etat: extermination de la population locale, réduction en cendres des villages autochtones, pillage colonial, destruction des cultures nationales, arbitraire du pouvoir. Pokrovskij signale que l'histoire de la conquête du Caucase et de l'Asie centrale était liée à la concurrence commerciale anglo-russe et aux conflits militaires. Pour lui le rôle de la Russie n'était pas plus digne que celui de l'Angleterre: il s'agissait de deux rapaces impérialistes qui se partageaient des sphères d'influence respectives. Pokrovskij refusait toute idée d'apport de la Russie au développement des peuples non-russes (y compris d'apport culturel). Il considérait que la mission culturelle russe n'était rien d'autre qu'un mythe sentimental créé par les autorités militaires pour justifier une mission tout à fait différente.

Jusqu'en 1934 la conception de l'histoire russe de Pokrovskij, dont l'interprétation des annexions territoriales faisait partie, régnait sans conteste dans l'historiographie. Fait symbolique: jusqu'à cette époque les jeunes historiens formés après la Révolution sous l'influence ou la direction de Pokrovskij abordaient la critique de l'Empire colonial sans concession et répudiaient l'Ancien régime sans aucune réserve. La Russie n'était pas considérée autrement que comme "une prison des peuples"; y séjourner ne présentait rien de positif pour ces peuples, ni pour le peuple russe.

En 1934 (fin janvier - début février), le XVIIe Congrès du parti bolchevik déclara que la science historique se trouvait face à des tâches particulièrement importantes et il incita la revue *Istorik-marksist* à intervenir à travers un article intitulé "Placer la science historique au premier niveau des grandes tâches" et ayant comme sous-titre "Le bilan du XVIIe Congrès du parti bolchevik et les tâches des historiens bolcheviks". Cet article insista sur le fait que la science historique "devait devenir une arme directe du parti et du prolétariat

dans la lutte pour une société socialiste sans classes" (1). Les prétentions du parti à la direction de la science s'étaient déjà manifestées avant cette date. Elles ont trouvé leur justification dans l'esprit de parti (princip partijnosti). Après la première Conférence panrusse des historiens marxistes, pénétrée d'un esprit de recherche de l'unanimité dans la lutte contre la science bourgeoise, les indications du parti étaient considérées comme un moyen tout à fait loyal pour arriver à une opinion unanime. L'intervention du parti dans les affaires scientifiques est même accueillie avec reconnaissance par la majorité des intéressés qui y voient "une manifestation des soucis du parti pour développer les connaissances historiques par tous les moyens possibles". Cependant, avant le XVIIe Congrès l'intervention du parti dans le travail des historiens ne présentait pas encore le caractère d'une offensive idéologique globale. Même la lettre de Staline dans la revue *Proletarskaja revoljucija* (octobre 1931), comme l'a montré de façon convaincante J. Barber (2), ne visait pas les effets qu'elle a produits. C'est seulement après le XVIIe Congrès, au cours des années 1934-1937, que parut une série de documents du parti et du gouvernement (3) qui poursuivaient de façon très précise un objectif : rompre avec l'historiographie des années 1920 et du début des années 1930 en critiquant et en rejetant la conception de l'histoire russe de Pokrovskij. Le résultat fut que, vers la fin des années 1930, l'école de Pokrovskij se trouva détruite, et sa conception remplacée par le schéma évolutif des formations sociales et économiques. Sur la question qui nous intéresse, la résolution de 22 août 1937, prise par le Jury de la Commission d'Etat, qui présidait le concours destiné à décerner le prix au meilleur manuel scolaire d'histoire russe (4), a

1. *Istorik-marksist*, n°2, 1934, p.5.
2. J. Barber, Stalin's letter to the editors of *Proletarskaja revoljucija*, in *Soviet Studies*, vol. XXVIII, n°1, 1976.
3. Postanovlenie Soveta narodnykh komisarov i CK VKP(b) "O prepodavanii graždanskoj istorii v školakh SSSR", 16.5.1934, *Izvestija CIK SSSR* ou *Materialy k prepodavaniju istorii SSSR*, Moskva, 1937.
   Postanovlenie CK VKP(b) i SNK SSSR "Ob učebnikakh istorii", *Izvestija CIK SSSR*, 27.1.1936.
   Zamečanija Stalina, Ždanova i Kirova "Po povodu konspekta po "Istorii SSSR", *K izučeniju istorii*, Moskva, VPS, 1946.
   Postanovlenie Sovnarkoma SSSR i CK VKP(b) "Ob organizacii konkursa na lučšyj učebnik dlja načal'noj školy...", *Leningradskaja Pravda*, 4.3.1936.
4. Postanovlenie žjuri pravitel'stvenoj komisii po konkursu na lučšij učebnik...", *K izučeniju istorii*, Partizdat, 1937.

évalué le passage de l'Ukraine et de la Géorgie sous le pouvoir de la Russie comme un "moindre mal", contrairement au mal absolu de Pokrovskij. Les auteurs du manuel et le rédacteur en chef Sestakov manifestèrent leur accord avec les observations du jury, en soulignant dans l'introduction que "la solution d'une série de questions historiques" dans le manuel "n'est à aucun degré le résultat de leur propre recherche et travail scientifique", qu'ils ont "seulement réuni des indications, des idées et des acquisitions scientifiques fournies par la Commission d'Etat" (1).

La formule,"le moindre mal",se transforma vite en critère pour juger non seulement l'incorporation de l'Ukraine et de la Géorgie, mais aussi d'autres territoires à la Russie. On commença à magnifier de façon excessive l'histoire de l'Etat russe (il suffit de se rappeler comment était présenté Ivan le Terrible à cette époque); les définitions "grand" et "frère aîné" concernant le peuple russe s'établirent d'une façon durable et solide; on commença à insister sur ses rapports fraternels avec les autres peuples depuis des siècles; le moment d'incorporation à la Russie fut interprété comme "un tournant" dans l'histoire de tel ou tel peuple, "un moment qui ouvrit des possibilités, jamais vues avant, pour le développement culturel et économique de ces peuples". Apparaissait la thèse sur le caractère de cet événement; le mot "conquête" disparut,laissant sa place au mot "rattachement". En 1947,le livre de l'anthropologue Abramson sur les Kirghizes fut soumis à une critique foudroyante pour avoir utilisé le mot "conquête" (2). Si dans la première édition de la Grande Encyclopédie soviétique de 1937 on pouvait encore lire que "la légende sur la naturalisation volontaire du peuple kazakh était un mensonge évident", dans la seconde, datant de 1947, il ne s'agissait plus que de la naturalisation volontaire. Un fait qui était faux à la fin des années trente, dix ans plus tard devint la seule vérité possible. Les mouvements de Kenesary Kasymov au Kazakhstan, de Šamil' au Caucase et d'autres, considérés avant comme des mouvements de libération nationale, devinrent à cette époque des mouvements réactionnaires et

1. *Istorija SSSR*, Ucebnik dlja 3-4 klassov, pos redakciej Sestakova, Kratkij kurs, M., 1937, p. 36.
2. *Literaturnaja Gazeta*, 7.12.1947.

nationalistes qui recevaient l'aide de forces étrangères ennemies de la Russie. On peut noter beaucoup d'exemples semblables.

En 1951, l'historien M. Nečkina (1) souleva une objection : la formule "le moindre mal" n'implique rien de positif, elle ne dit rien sur tout ce que les contacts culturels et économiques avec le peuple russe ont apporté aux autres peuples. Pour confirmer ses mots elle donna un exemple absurde : le peuple kazakh connut la lettre de Tatjana à Onegin et en fit une chanson populaire. C'est un fait qui ne peut entrer dans aucune formule! "Le mal, même si c'était le moindre, était de toute façon un mal" - remarqua l'historien, mais la résolution de 1937 poursuivait l'objectif: souligner un aspect positif de l'annexion de l'Ukraine et de la Géorgie à la Russie. Nečkina appelait les historiens à être plus attentifs dans l'utilisation de la formule: dans certains cas celle-ci se révélait valable, dans d'autres non. Cependant, il était évident que la tendance aboutissait à reconnaître cette formule comme inapplicable en général, et à l'oublier; Neckina avait fait une gaffe. En 1952, le conseil de rédaction des *Voprosy istorii*, qui avait laissé paraître la lettre de Nečkina et les articles des autres auteurs qui lui avaient répondu, s'était vu critiqué parce qu' "en entreprenant la discussion autour de la lettre de Nečkina il avait apporté la confusion dans des questions qui n'étaient point soumises à discussion,étant depuis longtemps résolues par la science marxiste (2). "Au lieu - continuait la critique - (en s'appuyant sur une grande quantité de données historiques, de matériaux archéologiques et de documents) de poser la question du caractère progressiste et bienfaisant de l'incorporation des peuples non-russes à la Russie dans toute sa dimension, la revue avait amorcé une discussion abstraite et sans objet". En même temps, dans la presse commencèrent à paraître des articles critiques qui accusaient certains auteurs de ne pas avoir su montrer de façon convaincante les conséquences progressistes du rattachement de tel ou tel peuple à la Russie" (3).

1. K voprosu o formule "naimen'šee zlo". Pis'mo v redakciju žurnala *Voprosy istorii*, n° 4, 1951.
2. Cf. *Voprosy istorii*, n° 9, 1952. Peredovaja "Za dal'nejšyj pod'em istoričeskoj nauki".
3. M. Kim "Ob ošibkakh v rabotakh po istorii Kirgizii", cf. *Vestnik Akademii Nauk*, n°5, p.46.

La partie attaquante utilisait fréquemment la citation de Staline - "C'est universellement admis qu'aucune science ne peut se développer et prospérer sans lutte d'opinions, sans liberté de critique" - et appelait les historiens à ne pas être en retard par rapport aux exigences imposées par la vie et la pratique de la construction communiste (1). Des lettres de repentir avouant les erreurs passées furent publiées en réponse (2).

Après la mort de Staline, les excès de cette sorte disparurent. Vers les années 1970 se dessina une tendance intermédiaire entre la conception du mal absolu et du bien. Les conclusions, dans la majorité écrasante des cas, comme, par exemple, dans l'édition de l'*Histoire de l'URSS*, réalisée par l'Académie des Sciences, sont les suivantes : "le rapprochement culturel et économique des peuples dans l'Etat russe unifié était un procès de par son contenu progressiste au point de vue historique. Mais les formes et les méthodes de ce procès, conditionnées par le caractère militaire et féodal du régime tsariste dominant le pays, ne correspondaient pas au contenu objectivement progressiste" (3). D'un côté, la politique coloniale et réactionnaire du gouvernement tsariste, de l'autre, les résultats objectivement progressistes de cette politique!

Voilà, dans ses traits assez gros, l'évolution de l'historiographie soviétique en ce qui concerne le rassemblement des peuples dans l'Empire russe. Nous ne nous sommes pas arrêtés sur les détails parce qu'ils figuraient dans les travaux de Shteppa, Keep, Tillett, Schtakelberg, Rauch, Mehnert et d'autres (4), et, grâce à eux, sont

1. *Ibid.*
2. J. Vjatkin, "Pis'mo v redakciju", *Ibid.*, *Voprosy istorii*, n° 2, 1952.
3. *Istorija SSSR s drevnejsykh vremen*, M., 1967, t. IV, p. 360.
4. K. Shteppa, *Russian Historians and the Soviet State*, Rutgers Univ. Press, 1962.
   Contemporary History in the Soviet Mirror, by J. Keep, London, 1964.
   G. Tillett, *The Great Friendship*, 1969.
   G. Shtakelberg, *Otraženie politiki SSSR v smene sovetskikh istoričeskikh koncepcij*, in *Vestnik Instituta po izučeniju istorii i kultury SSSR*, n° 2, 1952.
   G. Rauch, Die Soviet Geschichte und das "geringste Ubel", in *Osteuropa*, april 1952.
   Ibid., Grundlinien der Sowjetischen Geschisforschung im Zeichen des Stalismus, in *Europa-Archiv*, n° 19-20, 1950.
   K. Mehnert, *Welt Revolution durch Wettgeschichte*, Kitzingen-Main,1951.

suffisamment connus. Notre objectif n'était pas de compléter ces détails par de nouveaux. Nous avons évoqué cette évolution pour attirer l'attention vers deux de ces moments les plus importants : rupture et continuité. Quelles étaient leurs causes? Comment s'explique en dernière instance cette évolution?

Les ouvrages que nous venons d'énumérer insistent particulièrement, quand on les analyse, sur la rupture de l'historiographie soviétique des années 1930. Toutefois, cette rupture n'empêche pas une certaine continuité à laquelle ces études n'ont point été sensibles.

Cette explication ne nous semble pas convaincante, ni définitive à cause de son caractère unilatéral.Tout se passe comme si le parti constituait l'unique générateur et porteur de l'idéologie, et comme si les théories scientifiques étaient seulement des théories imposées par le parti. Or, l'histoire du phénomène et sa réalité contemporaine sont bien plus complexes.

Mettant en lumière exclusivement le rôle du parti, on a laissé dans l'ombre les avatars que l'idéologie originelle avait subis à l'intérieur du processus historiographique. Les étapes de ce dernier ne coïncident pas forcément avec celles de l'évolution du parti. Plus encore, le corps des historiens a toujours été en première ligne de ceux qui étaient chargés de reproduire l'idéologie. Ils ne se sont jamais limités au rôle de simple courroie de transmission entre le parti et la population. En effet, qui, sinon les historiens, a développé une certaine conception de l'histoire universelle qui trouvait sa justification théorique presque exclusivement dans le célèbre texte de Marx sur la succession des formations sociales et économiques? Si paradoxal que cela puisse paraître, on assistait en quelque sorte à une victoire tardive de l'interprétation du marxisme dominant dans la IIe Internationale autrefois vilipendée pour son évolutionnisme et si utile dans l'explication de l'entreprise colonialiste (l'incorporation des régions périphériques au capitalisme les rapproche, en fin de compte, du socialisme).

Les historiens auraient pu s'appuyer sur d'autres bases théoriques également marxistes, et ils l'ont fait. Comme on le sait, dans ses dernières années, Marx a remis en cause son schéma évolutif et européano-centriste, d'abord par la logique du *Das Kapital*, ensuite par l'amorce d'une nouvelle vision de l'histoire universelle qui faisait suite à des recherches entreprises dans une grande mesure à cause du choc théorique que la Russie et son mouvement révolutionnaire produisaient sur lui. Ce qui aurait pu devenir une nouvelle conception du processus historique devint partie intégrante d'une nouvelle pratique chez les révolutionnaires russes. Bien que l'interprétation du marxisme dominant dans la IIe Internationale se soit fait sentir dans les écrits d'un Lénine par exemple, il y a bel et bien un point où l'action révolutionnaire prit le dessus sur l'évolutionnisme : la pratique bolchevique qui conduisait à la Révolution d'Octobre. Ce n'est pas par hasard si les historiens liés à cette pratique, comme Pokrovskij et ses disciples, formés dans l'enthousiasme des années post-révolutionnaires, ont essayé de débroussailler de nouveaux sentiers dans ce sillage et s'ils y ont souvent réussi. Un fait montre mieux que tout l'interaction qui existe entre le parti et les intellectuels : "le dépassement" et la dénonciation brutale de cette école furent indispensables pour faire passer une nouvelle ligne politique.

Nous ne voulons pas non plus renverser la formule et dire que les historiens seuls se trouvaient à l'origine de la systématisation de l'idéologie, et que le parti recevait cette conception toute faite pour l'appliquer ensuite au moyen d'une ligne politique. Il existe un rapport complexe où de plus en plus le développement, au départ relativement autonome de la science historique,est sacrifié à la justification théorique de la ligne du parti.

Si on ne dégage que le rôle du parti, on tombe dans un moralisme assez trivial. Il en résulte que les historiens soviétiques sont des Polonius obséquieux. Les paroles connues de *Hamlet*, prises par

C. Black (1) comme épigraphe, semblent appeler les lecteurs à se poser en moralistes. Soit on juge les historiens, soit on condamne Staline, ou alors le parti qui obligea les historiens à falsifier le passé pour complaire à sa politique.

Mais peut-on se contenter de seules références aux qualités morales - même si celles-ci jouaient un rôle important - ainsi que d'une présentation simpliste des liens de dépendance entre la science historique et la politique? Pour ne pas rester à la surface du phénomène, il faut entreprendre l'analyse historiographique, suivre la logique de l'historiographie elle-même, le but étant de repérer le point de départ de cette logique.

Sans doute, la rupture a été conditionnée dans une large mesure par la conjoncture, mais ses causes originelles s'enracinaient dans un processus qu'on a l'habitude d'appeler "la formation de la science historique soviétique". Les documents du gouvernement et du parti de la seconde moitié des années 1930 reflétaient plus le développement de la conscience des historiens qu'ils n'exerçaient une pression sur ces derniers. C'est justement pour cela que nous ne trouvons aujourd'hui dans l'historiographie soviétique même pas l'ombre d'une allusion à une interruption quelconque dans le développement graduel de la science historique. "La science historique soviétique dans son développement graduel et organique - peut-on souvent lire - suivait le chemin léniniste en dépassant les erreurs et les insuffisances passées" (2). Cette affirmation a raison dans la mesure où elle constate la présence continue de certains axes de la conception marxiste de l'histoire, telle qu'elle a été assimilée par les historiens soviétiques.

1. C.E. Black, *Rewriting Russian History*, New York, 1956.
   Hamlet: Do you see yonder cloud that's almost in shape of a camel?
   Polonius: By the mass! and'tis like a camel, indeed.
   Hamlet: Methinks it is like a weasel.
   Polonius: It is backed like a weasel.
   Hamlet: Or like a whale?
   Polonius: Very like a whale!
2. *Očerki istorii istoričeskoj nauki v SSSR*, M. 1966, t. 4, p. 162.

Si on voit la cause de la rupture dans la période stalinienne, comment expliquer une continuité visible entre l'historiographie d'aujourd'hui et l'historiographie de deux époques qui s'excluent entre elles, celles des années 1920 et 1950? En effet, la définition de la Russie tsariste comme une "prison des peuples" n'a jamais disparu de l'historiographie. Dans le *Kratkij kurs istorii VKP (b)* nous lisons : "La Russie tsariste était la prison des peuples... Le tsarisme agissait en qualité de bourreau et de tortionnaire des peuples non-russes" (1). De ce point de vue, il n'y a pas eu de rupture avec Pokrovskij. Chez lui, tout comme après, à l'époque stalinienne, ou chez les historiens d'aujourd'hui, nous ne trouverons pas une justification de la politique du gouvernement tsariste. Au contraire, elle est totalement condamnée. De l'autre côté, les affirmations de Staline et de Bagirov ont été rejetées il y a longtemps. Or, la formule "le moindre mal" ne figure plus dans les ouvrages d'histoire. L'oeuvre de Pokrovskij et de ses élèves a été à nouveau considérée comme un apport à l'histoire. Néanmoins, le rôle de la Russie dans la vie économique des peuples non-russes continue à être traité comme exclusivement progressiste. Les historiens n'ont point modifié leur opinion concernant la politique tsariste générale, et par ailleurs, quand ils eurent changé leur point de vue à l'égard du rôle économique du tsarisme dans les années 1940-1950, cette nouvelle estimation ne fut plus révisée, même après la mort de Staline; elle reste valable de nos jours. Comment expliquer cette position sélective?

Au cours des années 1920 chez les historiens marxistes s'est cristallisé graduellement un schéma du processus historique mondial. Ce dernier était actualisé à la lumière de la Révolution russe dont le caractère socialiste ne faisait aucun doute; même plus, il jouait le rôle d'un dogme dans cette révision : dans l'histoire mondiale et, particulièrement, dans l'histoire de la Russie, tout était interprété pour que la Révolution d'Octobre apparaisse à la fois comme le résultat de l'action des lois du développement historique et comme une révolution socialiste.

1. *Kratkij kurs istorii VKP (b)*, M., 1945, p. 6.

L'unification des peuples dans l'Empire russe a été seulement une question parmi beaucoup d'autres qui devaient s'insérer dans cette réévaluation globale. Le caractère politique de la réponse à la question - politique réactionnaire, économie progressiste - n'est pas évident. Déjà une première analyse permet de voir l'aspect "scientifique" et, ce qui est dans ce cas la même chose, son origine idéologique : le schéma d'évolution des formations sociales et économiques.

Comme on le sait, selon ce schéma le développement apparaît comme étant prédéterminé dans un seul sens ("de... vers"), passant successivement par les modes de production primitifs, esclavagistes, féodaux, capitalistes et socialistes, pour trouver son achèvement dans le communisme. Les peuples se développent de façon inégale : quelques-uns ont pris du retard pour s'intégrer au processus mondial (les obstacles étant dus aux conditions locales, en relation avec le climat, le milieu, auxquels s'ajoute l'instabilité des sociétés primitives), des centaines de millions de personnes ont été empêchées de s'y intégrer par la violence. Mais si hier les peuples dits avancés étaient peu nombreux, demain ils le seront bien davantage, et après-demain il n'y aura plus de pays avancée ou arriérés : tous seront au même niveau. Dans le mouvement "de... vers", chaque régime postérieur apparaît comme étant plus progressiste par rapport à l'antérieur. Avec une telle conception, il serait impossible de ne pas donner raison à ce blagueur qui attribua à un théoricien du temps des cavernes ces paroles : "Notre avenir radieux - c'est le régime de l'esclavage". Du point de vue de cette prédétermination, on ne peut pas avoir une autre évaluation du rôle de la Russie dans les pays qu'elle dominait. Par ailleurs, s'y ajoute l'affirmation d'Engels (1) sur le rôle progressiste joué par la Russie vis-à-vis de l'Orient, sur son apport civilisateur aux bords de la mer Noire et la mer Caspienne,pour l'Asie centrale, les Bachkirs et les Tatars, affirmation coupée, comme cela se fait souvent, du contexte de l'époque, sans aucune explication concernant l'évolution de la conception de l'auteur. Elle sert d'argument aussi puissant que le schéma de l'évolution des formations sociales et économiques.

1. Engels à Marx, 23 mai 1851.

Il y a un exemple qui montre de façon convaincante qu'on peut subir les influences et les interventions du parti dans le domaine de la science sans qu'il soit toutefois possible de porter atteinte au fondement de la science même, c'est-à-dire la théorie de l'évolution des formations sociales et économiques.

En 1929 apparut le travail de P. Galuzo, *Turkestan - colonie*, essai sur l'histoire du Turkestan depuis la conquête des Russes jusqu'à la Révolution de 1917. Sur la base de nombreux documents, l'auteur montrait la destruction de l'économie du Turkestan avec la pénétration du capital commercial et usuraire russe. Il indiquait notamment comment l'industrie artisanale et minière, existant avant la colonisation, avait été complètement liquidée. L'élevage florissant autrefois avait décliné et l'économie paysanne avait été ruinée. La culture du coton, qu'on avait développée, et qui devint alors la base de l'économie du pays, donna lieu, non à des formes d'exploitation capitalistes, mais semi-serviles (cajrikerstvo). La façon dont on exploitait les petits paysans fut tellement intensive qu'elle ne laissait aucune possibilité pour un taux d'accroissement de leur économie. La technique antédiluvienne de l'exploitation du coton stagna durant plusieurs dizaines d'années. Entre l'industriel-consommateur russe et le petit producteur du Turkestan s'introduisit le commerçant usuraire russe; Galuzo constata l'absence presque totale de l'exportation des capitaux de nature industrielle dans la région. Bref, il conclut qu'au Turkestan s'était développée une exploitation de type féodal qui avait freiné le développement aussi bien de la colonie que de la métropole. Il conclut également que le progrès économique avait été nul au Turkestan justement à cause de la domination russe.

La première édition de l'histoire de la République socialiste soviétique de Kazakhie de 1943 sous la direction d'Abdykalykov et Pankratova s'en tenait encore à des conclusions semblables. Mais après l'article critique paru dans la *Pravda*, les "erreurs" furent éliminées dans l'édition de 1949. Une nouvelle conclusion fut alors présentée : "Le rattachement du Kazakhstan à l'Empire russe influença de façon positive le développement économique du Kazakhtan. Le développement du

commerce extérieur et ensuite intérieur permit l'accumulation du capital commercial kazakh; dans une série de branches de l'économie locale, une production qui comptait sur le marché intérieur et extérieur se développa ainsi qu'une petite industrie qui produisait pour le marché local; l'agriculture commença à se développer de façon intensive et la plupart des nomades optèrent pour un style de vie sédentaire". On peut trouver la même conclusion dans l'édition de 1957.

Dans les années 1960 Galuzo, qui a toujours combattu la formule "politique réactionnaire, économie progressiste", essaya de nouveau (1) de montrer avec des documents que le caractère "progressiste" ne résiste pas à la critique, que la thèse sur "l'économie russe d'avant-garde" (le principal argument de ses opposants) était fausse, et qu'elle ne présentait que des phrases générales et abstraites réfutées par les faits. Cette nouvelle tentative d'analyse n'eut pas plus de succès. Le point de vue dominant fixé dans la dernière édition de la Grande Encyclopédie soviétique resta inébranlable. Pour ce qui est de l'établissement du nouveau régime au Kazakhstan, il est présenté comme répondant aux intérêts du tsarisme et ayant un caractère colonisateur, " car malgré la politique coloniale du tsarisme au sein de la société kazakh, il y eut des transformations progressistes, les forces productives se développèrent et la structure de classe changea" (2).

Certes, si on se représente le développement mondial comme unilinéaire et prédéterminé,il est impossible de refuser à la Russie un rôle économique progressiste dans le processus d'assimilation et de conquête des peuples non-russes. Alors qu'elle était un pays "capitaliste", elle ne pouvait implanter dans ces pays dits arriérés rien d'autre qu'une économie progressiste. De cette manière en les associant au capitalisme elle les entraînait vers une révolution socialiste, et par là vers le but final. Ce finalisme pourtant négligeait les besoins historiques des peuples dominés et ceux de la Russie elle-même.

1. P. Galuzo *Agrarnye otnošenija na juge Kazakhstana v 1867-1914*, Alma-Ata, 1965.
2. *Kazakhstan v kanun Oktjabrja*, sb. pod red. Galuzo, Alma-Ata, 1968.

Les recherches font apparaître (1) un ancien régime non pas assimilé par le capitalisme, mais capable de s'approprier les éléments les plus modernes de l'économie occidentale (chemins de fer, banques, trusts, etc.) pour augmenter sa puissance. La pénétration du capitalisme en Russie ne détruisit pas totalement les relations de production en place. Le capitalisme lui-même devint à nouveau source de création de relations à dominance servile, précapitalistes. Ce processus s'accentua encore davantage dans les territoires périphériques coloniaux. Le caractère "classique" du développement capitaliste en Russie peut donc être mis en doute, si on nie son rôle progressiste dans l'économie des colonies. C'est justement ce type de développement particulier qui nécessite par ses innombrables contradictions une résolution radicale, voire révolutionnaire des problèmes concrets.

Tout cela revient à remettre en question le schéma évolutionniste. Bien plus, si les énormes et graves contradictions de l'Empire russe n'étaient pas celles que le développement capitaliste "classique" (même en présence des séquelles féodales) provoque, ne doit-on pas penser que la révolution appelée à les résoudre n'était pas la révolution socialiste prévue par *Das Kapital*?

Une révolution antiabsolutiste et anticolonialiste, ni "bourgeoise classique" ni "socialiste classique", mais appelée à nettoyer les obstacles à la création de la société civile dans un pays présentant au sommet de son économie les traits extrêmes du capitalisme occidental, appelée à permettre aux peuples opprimés par le tsarisme de retrouver leur propre voie de développement, une telle révolution n'avait pas sa place dans un schéma classique. Comment concilier un tel devenir historique avec le postulat qui prévoyait l'extinction des nationalités au sein d'une nouvelle civilisation universelle?

1. Cf. *Voprosy istorii kapitalističeskoj Rossii. Problema mnogoukladnosti* , Sverdlovsk, 1972.

On cherche souvent à expliquer l'existence du problème national en URSS par une mauvaise application des principes ou par leur déviation. Or, les causes sont plus profondes: la solution du problème national, en URSS et ailleurs, exige des principes différents. Seule une théorie basée sur la reconnaissance de possibilités de développements divers peut engendrer des principes capables de laisser aux peuples le droit d'avoir leur propre histoire.

... dans les territoires ...

... du développement ...

... et on nie son rôle ...

... ment le type de ...

... contradictions ...

... des problèmes ...

... question le ...

... graves contradictions ...

... développement ...

...) provoque ...

... résoudre ...

... aliste, et ...

... pelée à ...

... pays ...

... capital ...

... isme ...

... ution ...

LA QUESTION NATIONALE

COMME OUTIL REVOLUTIONNAIRE

M. Rodinson

En premier lieu je résume la communication de M. Löwy au sujet des idées de Marx et d'Engels dans la période 1845-1848 sur l'avenir des nations. Je note que, lorsque Marx et Engels croient constater un processus de disparition des démarcations et antagonismes nationaux déjà largement engagé par la bourgeoisie elle-même, M. Löwy parle alors d'un "étonnant optimisme libre-échangiste". Cette interprétation de l'évolution en cours me semble bien moins étonnante qu'à M. Löwy. Cet optimisme était très partagé dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle par toute la gauche socialisante, anarchisante et même dans des secteurs étendus de la gauche démocratique, et peut-être même encore plus à droite.

M. Ferro n'ayant pas donné de texte préalable, je ne peux résumer sa communication à l'avance. J'analyserai ensuite la communication de M. Shakeri en lui demandant s'il a utilisé les *Mémoires* de Roy (M.N. Roy's *Memoirs*, Bombay, Allied Publishers Private Ltd, 1964) qui donnent des indications intéressantes sur la préparation du Congrès de Bakou auquel il s'opposa, le tournant en dérision sous le nom de "cirque Zinov'ev" (p. 390 et sq.), et je concluerai en disant que les craintes des Orientaux (Roy, Sultan Zadeh...) se sont réalisées. Mais, à l'époque, le point de vue de Lénine et de l'immense majorité des communistes (voire des marxistes en général) selon lequel les luttes à l'intérieur des nations orientales devaient être subordonnées à la lutte mondiale pour la Révolution socialiste internationale n'était pas si facile à rejeter. Dans la pratique cependant, il tendait déjà à subordonner, en

luttes des peuples orientaux moins aux intérêts du mouvement prolétarien dans son ensemble qu'à ceux de la Russie soviétique et même du clan dirigeant au sein de celle-ci. Mais il était très difficile d'éviter cette conséquence. La question se pose de savoir si une autre politique était possible alors. Pouvait-on vraiment s'appuyer à l'époque sur les masses exploitées des pays orientaux? Si on avait choisi cette option, quelles en auraient été les conséquences? C'est une très grande question, d'ailleurs plus stratégique qu'historique.

Viennent ensuite les résumés des communications de M. Imart, de Mlle Canapa et de Mlle Eeckaute.

La communication de M. Imart porte sur la politique linguistique soviétique et les langues minoritaires nationales en partant de 1920, des débuts du régime soviétique, d'après de nombreuses sources en particulier en langues turcoïdes d'Asie centrale ou du Caucase à côté des sources russes.

Sa thèse principale est que cette politique linguistique soviétique suscita l'admiration en général et l'approbation même des gens qui n'ont pas une particulière tendresse pour le régime, en ce qu'elle paraît idéale pour les droits de chaque peuple à sa culture et à sa langue propres. Elle semble avoir des motivations assimilables à celles d'institutions comme la Société des Nations, l'UNESCO, et à certaines tendances actuelles dans les peuples du Tiers monde (motivations humanistes de décentralisation, de garantie à chaque peuple de sa culture propre).

M. Imart veut montrer que ces mesures sont de caractère essentiellement politique, que derrière elles subsiste toujours l'idée d'imposer la dominance de la langue russe, prudemment, par paliers en ménageant des étapes intermédiaires; on évite des révoltes qui éclateraient si l'on voulait appliquer immédiatement une russification totale de tous les peuples allogènes de l'Union Soviétique. On revient ainsi au centralisme national et linguistique dirigé, vers un supra-nationalisme, c'est-à-dire une unification vue à l'échelle de la planète, auquel on a donné pendant un certain temps des justifications pseudo-

scientifiques linguistiques : ce fut l'époque du marrisme (il s'agit de Nicolaj Semionovič, c'est-à-dire Marr). M. Imart y voit une continuation du russo-centrisme de l'Empire tsariste, de l'Eglise orthodoxe et de l'intelligentsia russe en accord avec les traditions des linguistes russes subsistant en URSS après 1920, puisque l'aile occidentaliste modernisante, celle de Trubeckoj et autres, avait dû s'exiler à Prague en 1920 et que la tendance plus classique, praticienne de la linguistique appliquée aux peuples allogènes, a été anéantie lors des grandes purges en 1934-1937.

A l'appui de cette thèse il énumère les décrets officiels; le régime soviétique au départ a publié un décret (le 26 décembre 1919) un an à peu près après la Révolution par lequel chacun est tenu d'apprendre à lire et écrire, au choix, en russe ou dans sa langue maternelle (libéralisme, puisque le choix peut exclure le russe). Chemin faisant, il y a eu la politique de la latinisation étendue à toute l'Union Soviétique, notamment celle des langues turques, autrefois d'écriture arabe, à l'exception premièrement du russe (malgré un projet timide sous le gouvernement provisoire de Kerenskij), de l'arménien, du géorgien et du yiddish jusqu'en 1934 où apparaissent les critiques marristes des linguistes alors au pouvoir, avec des positions d'Etat dans les institutions linguistiques, et l'Etat-major partisan de la latinisation fut fusillé.

De 1934 à 1950 il y eut une mise au pas, une russification par en haut avec prééminence de l'Ecole marriste qualifiée par Staline, plus tard, de régime à la "Raceref". Ce fut la liquidation de l'intelligentsia indigène - latinisateurs et cyrillisateurs des écritures - avec quelques vagues directives d'ensemble; on donna alors libre cours aux initiatives des indigènes de chaque nationalité pour les adapter à leur manière à la langue locale (uzbèke, kirghize, tadjike, samoyède...) avec des résultats fâcheux de discordance : tous ceux qui ont essayé de déchiffrer ces langues savent la difficulté à se mettre en tête que le yerri, par exemple, a en uzbek une valeur différente de celle qu'il a en kirghiz. En outre, une des directives impératives était de laisser l'orthographe russe dans les emprunts, c'est-à-dire les mots que les Russes appellent internationaux, tels que "révolution", "international",

"capitalisme" etc.

Les résultats de cette politique ont été, par étapes, la russification, le stade intermédiaire étant le russe deuxième langue maternelle, afin d'obtenir que le russe devienne une deuxième langue maternelle (tendance dominante dont M. Imart donne les statistiques). On essaie en outre d'arriver à un rapprochement des langues "sbliženie", surtout dans le vocabulaire, en essayant d'éliminer dans les langues turques, par exemple, les emprunts arabe et persan, et en injectant des mots de tournure russe de façon massive. Il nous donne l'exemple extrêmement significatif d'un petit texte kirghiz (vingt mots) dans lequel il ne subsiste que six mots de la langue indigène, le reste étant pratiquement du russe. A vrai dire cela rappelle le turc ottoman où on pouvait faire la même expérience; il y avait quelques mots turcs qui surnageaient au milieu d'un flot de mots arabes et persans. Mais le processus était très différent puisque non organisé systématiquement par l'Etat.

M. Imart termine sur les perspectives offertes aux indigènes : s'il est vrai que la jeune génération citadine va dans le sens de la russification, du rapprochement des langues, d'un autre côté, la nouvelle littérature "nationale" de nationalité indigène est extrêmement intéressante et vivante; ces livres traduits en français sont remarquables (ceux d'Auezov, de Kerevizi, d'Aiwi etc.) quoiqu'ils appartiennent surtout à la vieille génération, même s'il y a aussi une floraison de jeunes talents. Du côté officiel, on sait qu'une puissance énorme est mise au service de la russification. Or cela est en contradiction fondamentale avec le fait de l'officialisation des langues nationales puisque le kirghiz est adopté comme langue nationale de la Kirghizie par le régime soviétique puisqu'il y a des publications, des journaux officiels, en langue kirghize, uzbèke, tadjike etc. alors que cela a perdu au fond son utilité dans la politique générale et culturelle du pouvoir, on pourrait dire selon une vision mécaniste de l'histoire qu'ils vont s'en débarrasser.

Mais c'est difficile, après avoir exalté pendant des dizaines d'années le caractère progressif de cette mesure (donner la liberté à chacun, à chaque ethnie, à chaque peuple de développer sa

propre culture dans sa propre langue nationale à la différence des odieuses politiques colonialistes des pays capitalistes).

M. Imart, dans une perspective "pré-marxiste", déclare que la position d'équilibre à laquelle on est arrivé maintenant ne peut être qu'instable. Il est, au fond, très marxiste, très léniniste, puisque Lénine parlait aussi de l'impérialisme, dernier stade du capitalisme.

Le texte de Mlle Canapa aborde, lui, un vaste problème par rapport à la perspective mondiale, celui de la question macédonienne. Le Komintern s'est trouvé aux prises avec des mouvements sociaux dans les Balkans et pensait à bien autre chose qu'à la question nationale, face à des revendications nationalistes contradictoires. On retrouve là les perplexités des tendances gauchistes vis-à-vis de la question du Sahara occidental ou de l'Erythrée aujourd'hui : faut-il prendre position ou se tenir à l'écart et se rendre complice de l'impérialisme, du colonialisme, du sionisme etc. ?

Le Komintern, devant un problème de ce genre, a tranché d'après des considérations essentiellement stratégiques et non tactiques. Avec Manuilsky, il a essayé de ne pas choisir, ce qui était une préoccupation tactique importante. En effet, la question de la Macédoine empoisonnait tout le monde y compris l'Europe, avec le terrorisme, les komitatchi ou l'ORIM, organisation révolutionnaire intérieure macédonienne. Le Komintern se trouvait dans une situation extrêmement délicate car il y avait un problème de fond peu intéressant : celui de l'existence de la Macédoine en tant qu'entité nationale. Or, j'ai étudié cette question récemment ; il y a une gamme de dialectes slaves passant par zones, par dégradations insensibles du serbe occidental au serbe central, puis au serbe oriental, puis au bulgare occidental, puis au bulgare oriental avec, au milieu, donc, une zone qu'on peut donc effectivement isoler si l'on veut avec des "isoglosses", un groupe que l'on peut appeler macédonien.

Mais l'ORIM donnait lieu à un conflit interne extrêmement violent avec des gens aux positions différentes vis-à-vis du régime bulgare. En 1923 le Komintern a été très inquiet car la coalition qui a

férocement renversé le régime agrairien progressiste de Stambol'skij comprenait l'ORIM. Le Komintern les a crus récupérables puisque révolutionnaires ; on pouvait peut-être les utiliser contre le régime de Cankov (passé très vite à une terreur blanche féroce) arrivé au pouvoir par la faute de la coalition et de la neutralité du PCB dans le conflit opposant Stambol'skij aux autres sous-prélats, qu'il s'agisse de lutte entre bourgeoisie agraire et bourgeoisie citadine.

Contre ce Cankov n'était-il pas possible d'utiliser les éléments révolutionnaires qui se trouvaient au sein de l'ORIM et au sein des masses paysannes de cette région macédonienne? C'est le calcul qu'a fait le Komintern en faveur de l'autonomie (indépendance dans un certain flou). Peut-être aussi était-ce une manière de séparer les masses macédoniennes et l'ORIM de l'orientation bulgare.

En tout cas, l'essentiel était de rallier une certaine ORIM (parce qu'il y avait des luttes de tendances extrêmes et des luttes personnelles assez écoeurantes) à l'opposition. Le Komintern eut l'idée d'organiser une fédération, un organisme intermédiaire, la fédération communiste balkanique. Il est curieux de voir le Komintern l'organisant à cette époque alors que plus tard l'idée d'une fédération communiste balkanique suscita d'horribles et terribles réactions de la part de Staline quand Dimitrov le tenta, puis Tito vers les années 1947-1948. En 1924, le Komintern le faisait dans des buts stratégiques et tactiques. Il y appelait les représentants des différents partis balkaniques, le programme étant l'instauration d'une République soviétique fédérative balkanique.

Mlle Canapa en explique fort bien toutes les perspectives dont je ne mentionnerai que quelques-unes : 1) l'essai du Komintern d'organiser sa propre ORIM, l'ORIM unifiée, une organisation de masses, sorte de compagnon de route, une masse qu'il croyait pouvoir tenir en main et qui n'eut pas de succès ; 2) le heurt avec les Yougoslaves et les Grecs hostiles à cette idée d'une Macédoine indépendante, puisque cette Macédoine autonome et indépendante devait comprendre la Macédoine égéenne revendiquée par les Grecs et la Macédoine du Vardar, ou la partie orientale de la Serbie, de la Yougoslavie. On a retrouvé cela dans

tendances du Komintern et des PC longtemps après.

Certains sont partis; certains se sont ralliés à la tendance appuyée par Moscou, le centre international de Staline, mais de mauvais gré, et dès qu'ils l'on pu, ils ont regagné la tendance nationaliste communiste. Il y a eu un formidable soulagement, un peu le même qu'il y a eu en France à la même époque en 1934-1935 au moment du grand tournant vers les Fronts Populaires où enfin Maurice Thorez et les autres avaient la liberté de chanter Saint Louis, Jeanne d'Arc, Robespierre. Parallèlement, dans un contexte tout différent, les Grecs et les Yougoslaves avaient la liberté de défendre les gloires ancestrales de la patrie grecque et de la patrie yougoslave, la patrie serbe en particulier et de lâcher cette idée au moment où il y a eu en 1935 ce qu'on peut appeler le communisme des patries, sous l'impulsion de la nouvelle politique du Front Populaire.

En 1941, il y eut un autre retournement passager à cause des fluctuations de la guerre, le soutien aux Yougoslaves, l'appui de leurs revendications, y compris celle sur la Macédoine plus ou moins indépendante, plus ou moins considérée comme autonome auparavant, plus ou moins bulgare parce que l'URSS a cru au mouvement favorable aux Soviétiques contre l'Allemagne en Yougoslavie.

Il me reste la communication de Mlle Eeckaute sur le Congrès de février 1927 à Bruxelles. Il s'agit de recherches dont l'étude est fondée sur les Archives du Ministère des Affaires Etrangères Français du Quai d'Orsay et sur le dépouillement de la presse française, internationale et communiste de l'époque. Après un exposé sur la situation internationale, elle passe à l'examen du Congrès organisé en février 1927 à Bruxelles, parce que Bruxelles s'est offert, mais à condition que l'on fasse le silence sur le Congo belge (on a d'autres cas semblables de compromis!). Sa composition, ses travaux, les thèmes prévus, le déroulement du Congrès, le sens reconnu par les différentes tendances d'opinion en particulier, par le Quai d'Orsay, à savoir qu'il s'agissait d'une manoeuvre commune germano-russe, des Allemands et des Soviets. (Je demande à Mlle Eeckaute si elle a utilisé suffisament des revues telles que l'*Asie Française*, l'*Afrique Française* exprimant l'opinion de cercles

de ce genre où il y a des documents précieux). Et comme conséquence, les résolutions prises dont la création d'une ligue anti-impérialiste, contre le colonialisme et pour l'indépendance des peuples opprimés. A ce propos il faudrait aussi parler de la Ligue maritime et coloniale, de tout autre tendance, à la veille de l'Exposition coloniale de Vincennes (à laquelle j'ai adhéré, à ma grande honte, comme tous les élèves de ma classe, à l'école primaire du boulevard Saint-Marcel), pour preuve d'une propagande coloniale intensive qui explique la virulence de la Ligue anticoloniale de l'autre côté.

Sur les conséquences aux colonies, Mlle Eeckaute donne des exemples, des rebondissements de la propagande communiste et anticolonialiste dans les colonies à la suite de Bruxelles. Une autre conséquence a été de donner une tribune pour la première fois à des gens qui ont pris leur essor plus tard dans le mouvement dit colonial, et qui ont fini, plus ou moins tôt, par lâcher le mouvement communiste qui les appuyait. Willy von Munsenberg en fut le grand organisateur en Allemagne (on peut voir les détails là-dessus dans les *Mémoires* de Manes Sperber, membre du parti communiste allemand). Nous y voyons également Senghor, qui prit lui aussi son essor d'une façon différente de celle que prédisait Jean Marquant, Chadli etc. Bruxelles fut bien une première tribune pour un mouvement plus tard nationaliste triomphant, mais les résultats furent loin de répondre aux espoirs puisque cela n'a pas déclenché un vaste mouvement anticolonial profond et puissant, et qu'au contraire, vers 1928 nous assistons à un reflux des mouvements de libération et de rébellion, guerre du Rif etc., correspondant au tournant en Chine avec ses conséquences, et plutôt à un renforcement du bloc impérialiste, et à une répression très sévère un peu partout dans les pays coloniaux.

M. Ferro

Je parlerai peu; il est très difficile en effet d'apporter quelque chose d'original sur un sujet défini tel que "le cinéma et le problème national en Russie", du moins à ses débuts. La difficulté de voir les premiers films émanant des nationalités d'abord, l'absence quasi totale d'information à portée de main, la difficulté également

de conceptualiser le sujet pour qu'il ait une forme présentable ont fait que j'ai renoncé à donner une forme écrite à quelques propositions qui ne seront que des "miettes", de petites bribes que l'on va essayer de recoudre pour avoir quelques idées ou quelques axes sur les façons dont se pose le problème un peu à la manière dont l'abordait M. Imart tout à l'heure parce que les thèmes abordés sont voisins.

D'abord, une remarque d'ensemble pour dire que le régime soviétique et le cinéma n'ont pas fait bon ménage à travers cinquante ou soixante ans, même si les Soviétiques ont fait les chefs-d'oeuvre que nous savons (Eisenstein, par exemple, a toujours été jugé par les journaux comme trop formaliste, trop intellectuel, même s'il avait des succès extraordinaires à l'étranger ; Pudovkin, qui avait pourtant à la différence d'Eisenstein adhéré au Parti a toujours été jugé comme quelqu'un d'inconscient politiquement, faisant des oeuvres qui n'étaient pas dans la ligne et dans l'esprit du Parti - j'y reviendrai à propos de "Tempête sur l'Asie"). Depuis, bien des cinéastes ont échappé au contrôle des dirigeants soviétiques. Un certain nombre de films ont eu un très grand succès sans être en accord absolu avec l'idéologie et le discours de ces films; la grande exception se concentre autour de Tchapaev avec, pour cette période, les frères Vasilev, où il y a absolument identité entre ce que souhaite le régime, ce qu'ils font et ce que reçoit le public (une communion globale unique entre les créateurs, l'oeuvre accomplie, le public et le régime).

Pour le reste, il y a des divorces, et nous allons voir que c'est aussi un peu vrai pour le problème national ou du moins pour le cinéma dans les nationalités ou pour le problème national tel qu'il est abordé dans le cinéma non national. L'origine, je pense, de ce léger décalage, c'est que les dirigeants soviétiques de la première génération (jusque vers les années 1928) sont étrangers à la culture cinématographique : ce sont des hommes de cabinet, de bibliothèque, qui ne vont pas au cinéma ou fort peu (Trotski y va un peu, Lunačarskij y va une fois ou deux, quant à Lénine, il n'aime pas du tout le cinéma et sort chaque fois de la salle). Bref, ce sont des gens qui vivent à travers la culture écrite, qui ne savent pas lire les images et qui y sont relativement indifférents. Cela ne veut pas dire - leur intelligence est trop grande -

qu'ils n'aient pas compris l'importance du cinéma comme moyen de culture, et Trotski a écrit, nous le savons tous, "Nous devons mettre la main sur le cinéma". Il a écrit cela en 1922-1923. L'expression, d'ailleurs, "Nous devons mettre la main sur..." est déjà assez significative et intéressante en soi. Il s'agit de faire du cinéma un instrument de culture des masses, pour remplacer le bistrot, la taverne, l'église (il s'agit d'une citation de mémoire).

Ils ne s'occupent que de la première tâche; quant à la seconde, ils ne s'en occupent guère, prouvant par là qu'au fond ils n'étaient pas intéressés par l'essentiel du cinéma, le plaisir, l'évasion, fût-ce l'éducation d'un niveau poétique et créatif totalement différent de celui de l'information, des documentaires, des actualités qui sont contrôlées tout de suite dès 1918.

Ils n'ont donc pas compris que l'image avait un autre langage que le texte, mais c'est normal, puisque ce sont des hommes de texte et lorsqu'ils ont voulu contrôler le cinéma, ils ont contrôlé les synopsis, les scénarios. Il va sans dire, pour ceux qui ont pratiqué un peu le cinéma ou qui se sont informés, qu'entre un texte de synopsis, un scénario et un film, il y a un écart invraisemblable, fantastique, d'où la douloureuse surprise des dirigeants soviétiques, des bureaucrates qui sont à la tête des institutions cinématographiques dont je parlais, il y a une seconde, de voir que le film ne correspond absolument pas au projet écrit parce que la transcription, l'image, le son, le dialogue, enfin, tout cela mélangé, donne un produit totalement différent et que le langage de l'image n'est pas le langage du texte.

Alors, même pour les cinéastes les plus chevronnés, les plus réputés, les surprises sont amères. Prenez un film aussi profondément marxiste, aussi profondément pro-révolutionnaire que "La Grève" d'Eisenstein, transcription du *Capital* et de la théorie marxiste sous forme de film, avec la révolte des ouvriers, le mécontentement, la provocation, la grève, le massacre, enfin, tout ce qui peut illustrer, décrire même de façon tragique ce qu'était l'Ancien Régime. En regardant le film on s'aperçoit qu'Eisenstein a complètement oublié le rôle du Parti, bolchevik ou social-démocrate. Comme il a oublié et qu'il s'en

aperçoit ou qu'on le lui dit au dernier moment, il met un petit carton au début avec une citation de Marx ou de Lénine et puis un petit carton à la fin du film. Pourtant, le texte de synopsis était d'un marxisme profond, mais le discours filmique échappait aux censeurs, puisque les censeurs bureaucrates, les dirigeants - hommes de bureau, sinon les bureaucrates - croyant que le texte était bon et dans la bonne ligne, avaient laissé faire le cinéaste qui, sans mauvaise intention, avait oublié le Parti bolchevik, parce que pour lui, bolchevik et révolutionnaire se confondaient. Ailleurs, il met des revolvers dans une scène où les marxistes n'auraient pas dû en avoir, puisqu'on blâmait le terrorisme.

C'est le défaut de tous les cinéastes, celui de Pudovkin aussi, dans "Tempête sur l'Asie", par exemple, comme film anti-impérialiste. Seulement Pudovkin, bien qu'ayant adhéré au Parti, ne connaît pas le marxisme, il ne connaît pas le discours, ce qu'il faut dire ou ne pas dire... Les *Izvestija* condamnent formellement "Tempête sur l'Asie" qui (malgré son caractère impérialiste) dénonçait la parenté du héros avec Gengis Khan, preuve que l'auteur n'avait rien compris à la portée idéologique du film qu'il faisait contre l'impérialisme. Les insurgés semblent se soulever sous le drapeau du descendant de Gengis Khan alors qu'ils eussent dû se soulever sous le drapeau de la Révolution.

Ainsi, vous voyez que, même en 1928, après onze années de régime et parce que tous les cinéastes ont une culture générale différente (ce sont des gens de théâtre, de lettres), alors que les dirigeants étaient des gens qui avaient travaillé d'une autre façon, les rencontres entre cinéma et idéologie, à cause de cet écart, sont rares. Quand, par prudence, sympathie ou conviction, les grands cinéastes font des films dont les sujets correspondent à l'esprit, souvent l'âme et la forme y échappent, d'où ces jugements terribles contre Eisenstein excommunié trois ou quatre fois (ce ne fut pas le cas pour "Tempête sur l'Asie" parce que le film rapporta beaucoup d'argent), et même excommunication contre Trauberg, le cadet, qui a fait un film sur l'Orient, et c'est "Goluboj Express" ou le Train Bleu. Ce film vante la révolte des communistes chinois de Canton, mais le film avait été conçu avant le contrordre ou du moins avant le virage, et le film sort trop tard. Il se

vend beaucoup, aussi ne dit-on rien, mais Trauberg sera privé de cinéma pendant trois ans et demi. Il ne fera plus de films. Il ne savait pas qu'il y avait eu un virage dans la ligne à propos de la commune de Canton.

Il y a toujours malchance et décalage, du fait que les dirigeants soviétiques de la première période sont des hommes qui n'ont pas vécu dans le milieu artistique, qui ignorent les problèmes du cinéma dans son ensemble; en conséquence, les cinéastes peuvent faire des oeuvres qui échappent d'une certaine façon non pas au contrôle total, mais à un contrôle réel des institutions chargées de voir dans quel sens va le cinéma soviétique.

Après cette première remarque, je voudrais en faire une seconde avant d'aborder très vite le sujet. C'est qu'on peut parler du problème national dans le cinéma soviétique en l'examinant du centre d'abord, en se demandant quels sont les films où se trouvent mises en scène des nationalités. C'est une lecture indirecte, intéressante du point de vue historique parce qu'elle nous révèle au fond la façon dont un Russe ou du moins un Soviétique qui fait son film à Léningrad ou à Moscou voit le problème national.

J'ai retenu fort peu d'exemples et aussi ne sont-ce que des bribes qui donneront peut-être un peu de tissu, petit à petit. Il en est un parmi les films vus (sans se contenter de lire le scénario) où se dessinent les indications sur la façon dont le message doit passer. Il s'agit du "41e", pas le second, fait en 1956, mais le tout premier Protazanov où on oppose de façon absolue les Turkmènes, pêcheurs sympathiques qui travaillent dur de leurs mains, aux Kirghizs campés en marchands exploiteurs, commerçants voleurs; peu importe si cela correspond à une réalité historique, l'important est la première vision. L'autre film, qui aborde les problèmes des nationalités, volontairement ou involontairement, c'est naturellement "Tempête sur l'Asie" dont je vais faire la lecture indirecte sous divers angles.

Ce qui est intéressant dans "Tempête sur l'Asie", c'est ce qu'il nous apprend sur la façon dont les Russes, eux, voient les nationalités, le problème national lorsqu'ils ont l'occasion d'en dire un

nalités, le problème national lorsqu'ils ont l'occasion d'en dire un mot ou deux. Le "41e" est un film sur la guerre civile. Les Turkmènes et les Kirghizs n'arrivent que par hasard, et c'est précisément parce que c'est par hasard que cela révèle un petit lapsus, cela révèle un peu ce qu'il faut penser ou dire.

Dans "Tempête sur l'Asie", il y a deux ou trois scènes intéressantes. Aussi, la scène qui m'a semblé la plus intéressante (comment les Russes voient les nationalités), est celle où on dit au héros, descendant de Gengis Khan, qui découvre son statut : "Si tu ne comprends pas, va chez les Russes. Ils t'expliqueront, eux, les Russes". Et le héros ne comprend pas les Russes car il ne parle pas russe, il est illettré, et naturellement il faut tout un système compliqué pour qu'il puisse entrer en rapport avec la leçon d'histoire que les Russes doivent lui donner pour qu'il puisse mener son destin à bien, c'est-à-dire recouvrer son trône ou périr en luttant.

Le trait intéressant, c'est qu'il finit après toutes sortes de péripéties, ce malheureux Mongol, à atteindre le maquis constitué uniquement de Russes. Seuls les Russes luttent. Il n'y a pas d'allogènes alors qu'on se trouve en Asie centrale. Pourtant si, il y en a un, mais il fait la cuisine. Ces petits traits ne sont peut-être pas très importants ni significatifs, ils révèlent que pendant que le licite du film chante l'émancipation des Mongols ou des Mandchous, l'implicite continue à les voir comme des serviteurs d'une race ou d'une autre.

Je voudrais donc dire que l'on peut regarder les films du centre et chercher les scènes dans lesquelles les allogènes sont mis en scène et comment. Il faudrait regarder systématiquement cinquante films. Il y a encore le film de Trauberg dont je vous ai parlé. Il est important aussi de partir de la politique culturelle vis-à-vis du cinéma national ou du cinéma des nationalités. Car les nationalités ont un cinéma très ancien, contemporain du cinéma russe. J'ai eu la curiosité de voir, par exemple, qu'il y avait à Erevan, en Arménie, des studios dès 1907. Il y avait une école de cinéma arménien. Il y en avait également à Tbilissi, dès 1912, et il existait une tradition du cinéma arménien comme du cinéma géorgien. On devine l'écueil : comment les cinémas arménien, géorgien, mongol vont se greffer sur une vision générale émanant de Moscou, d'où

les contradictions dont je vais dire un mot ou deux.

Quelle était la relation de Moscou, des Soviétiques, avec les cinémas abordant spontanément et volontairement des problèmes locaux en quelque sorte de l'extérieur. La première étape a consisté à créer les institutions : réaction normale de bureaucrates. Comme cela a été long, le cinéma national ou ex-national a continué à faire des films dont les sujets pouvaient ne pas être contre-révolutionnaires, il s'agissait d'une précaution tout à fait élémentaire, mais qui n'avait rigoureusement rien de soviétique.

Alors il se trouve que toutes les dates sont à peu près les mêmes; c'est autour de 1923-1925 que sont créées les institutions qui doivent désormais coiffer le cinéma des nationalités et prendre en charge les cinémas nationaux (1929 à Erevan, 1924 à Tbilissi, 1924 pour le secteur biélorusse...). La prise en charge est bureaucratique mais, comme pour le cinéma russe, les films continuent à avoir "l'esprit d'avant", c'est-à-dire qu'ils traduisent généralement des légendes, des histoires d'amour, des sujets qui n'ont pas d'orientation soviétique pour le contenu et pour la forme; on note un certain exotisme quand ce sont les Russes qui mettent en scène les allogènes.

Le retournement sera assez long à se faire. Je vous donnerai un ou deux exemples pour vous montrer la difficulté du problème. Le principal exemple, d'abord, d'un premier film qui traite réellement des problèmes de l'Ukraine et qui les traite dans un esprit qui se veut "soviétiste" en traitant le sujet de manière à satisfaire Moscou... c'est l'histoire d'Ukraine "Zvenigora", de 1927, où toutes sortes de garde-fous préservent des problèmes puisque le film est anti-religieux, anti-polonais, anti-allemand, et a pour fonction de nous montrer que les légendes nous trompent et que nous devons désormais vivre à l'intérieur d'un savoir établi, scientifique de l'histoire. D'où un film d'histoire.

Ainsi "Zvenigora" est, peut-être, le premier exemple pour l'Ukraine (qui avait pourtant de nombreux studios et films) d'un film qui prend en charge le message soviétique tout en ayant une identité ukrainienne. Mais le film ukrainien va disparaître, car si beaucoup de

films auront leur action en Ukraine, ils ne seront ukrainiens que du point de vue de l'exotisme. On montrera des villes, des gens qui se promènent etc., mais au fond ce sera de l'idéologie soviétiste et le discours soviétique prendra le pas sur l'Ukraine.

D'autres cultures ont résisté plus longtemps à l'homogénéisation du thème, par exemple, les pays du Caucase et notamment deux très beaux films dont je dirai un mot pour terminer. Le premier, un film arménien "L'honneur" de Bek Nazarov, qui s'appelle aussi "Namous". Ce film montre que le cinéma pose un deuxième problème, c'est qu'il ne suffit pas de mettre un peu d'idéologie à l'intérieur d'une culture présentée d'une certaine façon pour convenir aux dirigeants et aux spectateurs pour que tout fonctionne. Quelle est l'histoire du film? C'est tout simple : deux vieilles familles (celles d'un tailleur et d'un potier) s'aimaient depuis longtemps d'un amour tendre. La fille du tailleur voulait épouser le fils du potier et les parents préparaient les noces. L'impulsif fils du potier est pressé de connaître mieux la fille du tailleur. Il va ainsi contre les usages, la vertu, la morale. Le tailleur décide de marier sa fille, restée vierge mais déniaisée, à un riche bourgeois qui la tue pour avoir regardé un autre homme. Et le fiancé malheureux, apprenant ce drame, se tue à son tour. C'est une histoire d'amour toute simple. Le film se termine par un avertissement : "Voilà où nous menaient les moeurs de naguère". Voyez que l'auteur, Bek Nazarov, voulait montrer la supériorité de la nouvelle morale soviétique (en 1926, nous sommes en Union Soviétique). Mais le public, lui, applaudit à tout rompre les scènes d'amour et les drames qui évoquent, au plus profond, la dramaturgie du couple à travers l'histoire.

Ainsi le message soviétique présent dans le film fut entendu d'une autre oreille ou vu avec d'autres yeux. C'est un peu la même chose, mais à l'envers, pour un autre film, géorgien cette fois, "Elisso", qui raconte la transplantation des Tcherkesses vers 1860, mêlée à une histoire d'amour, et où l'auteur se régale en montrant (puisque nous sommes maintenant sous la Révolution, et après coup en 1928) comment les Russes traitaient alors les Géorgiens. Le général a l'air stupide, le colonel plus encore, le lieutenant-colonel davantage etc., au moment de l'impérialisme, de la conquête russe; Moscou trouve pour-

tant qu'on en met trop, que ces Russes sont trop ridicules, et le film est interdit.

Le juste milieu entre la culture et le retournement idéologique n'est pas facile à appréhender. Le régime a toujours eu du mal à s'entendre bien avec le cinéma.

Dans une revue de cinéma, *Cinéma 78*, on trouve l'interview de la personnalité soviétique en France qui a apporté tous les films passant actuellement rue de Rennes. On y trouve les problèmes de 1928 ou d'avant : "Vous avez l'air de croire en France que le cinéma des nationalités a plus de valeur que le cinéma du centre; ce n'est pas vrai". Il parle ainsi parce qu'au travers du cinéma des nationalités, fait par des gens moins contrôlés (car il y a de nombreuses caméras 16 mm, et le désordre administratif permet un contrôle moindre sur les périphéries qu'au centre), nous apprenons bien des choses sur l'URSS, et le directeur du centre l'a bien compris.

Il prétend que notre erreur est de croire que le cinéma des nationalités ait le moindre intérêt, ou mieux, celui de Moscou seul est important parce qu'il vous montre les changements réels, c'est-à-dire les changements du centre. Il y a donc ambiguïté entre le centre et la périphérie. J'ajouterai que les films ne sont pas souvent vus par le public à la façon dont les cinéastes le veulent. J'ai donné l'exemple de "Namous", j'aurais pu en donner cinq ou six autres qui témoignent que si la relation régime-cinéaste est un côté du triangle, l'autre côté est la relation cinéaste-public.

M. Rodinson

C'est très passionnant. Peut-être aussi que le cinéma dévoile des choses qu'il ne veut pas dévoiler. Maintenant les auteurs de communications vont dire si je les ai bien compris, vont faire des retouches, des adjonctions, des commentaires. Commençons par M. Löwy.

M. Löwy

Je voudrais donner rapidement quelques précisions. Je ne pense pas que pour Marx la possibilité de disparition des cultures nationales ou de langue nationale existait à très long terme. Je n'ai trouvé aucun texte où Marx laisserait entendre que la disparition des démarcations nationales signifierait la disparition des cultures ou des langues nationales; j'ai cependant trouvé au moins une référence où il tourne en dérision les philosophes allemands, les néo-hégéliens, notamment, qu'il accuse de vouloir remplacer toutes les langues par une langue unique par-dessus le marché, l'hébreu dans son dialecte araméen, qui serait la langue sacrée. Si Marx fait silence là-dessus (du moins jusqu'à preuve textuelle), c'est qu'il ne prend pas au sérieux l'idée qui ne semble pas apparaître dans la période examinée.

Rosdolsky avait donc raison dans son interprétation : disparition des démarcations nationales signifie celle des frontières politiques entre les nations, ce qui correspond à l'idée de Marx du dépérissement de l'Etat (donc de l'Etat national dans une société communiste).

Un mot sur l'humanisme, puisque vous avez mis en évidence, M. Rodinson, cet aspect, sur lequel j'avais insisté. Quand j'emploie le terme humanisme dans le contexte des écrits de Marx et d'Engels sur l'avenir des nations (des années 1845-1848), c'est dans un sens très précis : l'humanité comme ensemble apparaît comme le cadre ultime de la réflexion et de la pratique politique (Otto Bauer la désignait "cosmopolitisme naïf", la fait correspondre à l'idée d'humanité). On pourrait penser que cet humanisme est contradictoire avec la position de classe prolétarienne de Marx, mais dans la mesure où il s'agit de la société sans classes de l'avenir, à mon avis il n'y a pas de contradiction.

Si j'ai tellement insisté sur le terme "cosmopolitisme", c'est parce qu'il désigne à mon avis quelque chose de particulier, qui n'est pas identique au terme "internationalisme". Je montre justement que dans des écrits postérieurs, Marx continue à se réclamer de l'internationalisme mais ne fait plus référence au cosmopolitisme, dans le sens

où cosmopolitisme désigne quelque chose de plus précis, à savoir l'idée de la cité mondiale sans frontières. Bien évidemment, chez Marx et Engels, dans ces années 1845-1848, il n'y a pas une théorie, il n'y a pas quelque chose qui aurait le statut d'une théorie du cosmopolitisme. Il n'y a que des fragments, des éléments, des bribes, comme dirait M. Ferro. Je pense donc que M. Rodinson a raison de parler de flottement, mais je pense que ces fragments, ces éléments, ne sont pas là par hasard, mais qu'ils réfléchissent le fond de la pensée de Marx et d'Engels. Je suis d'accord avec votre remarque quand vous avez dit, M. Rodinson, que cet air optimiste et libre-échangiste était largement partagé à cette époque. D'ailleurs, hier, M. Faye avait fait référence à juste titre à ce qu'il avait désigné comme "l'aspect manchestérien du *Manifeste communiste*". A mon avis, cependant, ce serait trop rapide de réduire le problème du cosmopolitisme simplement à cet aspect ou à cette dimension manchestérienne puisque, comme j'ai essayé de le montrer, il y a toute une série de textes de Marx et d'Engels où ils soulignent que le libre-échange ne signifie nullement la fin des antagonismes nationaux mais bien au contraire produit des formes nouvelles d'antagonismes nationaux; ce n'est que la révolution communiste mondiale qui mettrait fin à ces antagonismes nationaux.

Je n'ai pas analysé le destin posthume de cette problématique cosmopolite. Je pense qu'elle réapparaît dans cette première période du Komintern quand l'idée de la République mondiale des conseils ouvriers est un leitmotiv assez important de l'idéologie de l'Internationale Communiste, mais je pense qu'il va disparaître peu à peu au cours des années 1920 au profit du "socialisme dans un seul pays", qui est une inovation théorique qui relève d'une tout autre vision de l'histoire, très différente de celle de Marx et Engels : d'où la nécessité pour la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays de régler ses comptes avec le cosmopolitisme des écrits du jeune Marx et d'Engels, règlement de comptes qui prend évidemment cette forme biaisée, détournée, à la limite de l'interprétation abusive des textes dont j'ai donné quelques exemples.

Evidemment, les procès de 1949-1952 en Europe de l'Est, quand les gens étaient exécutés ou pendus, entre autres, sous l'inculpation de "cosmopolitisme", ne sont que l'expression la plus extrême,

la plus frappante de cette contradiction entre "socialisme dans un seul pays" et cosmopolitisme internationaliste.

M. Rodinson

Un seul mot. Je veux seulement mettre en garde, ayant quelque compétence en linguistique sémitique, contre toute velléité de prendre tant soit peu au sérieux la linguistique de Marx. Parler l'hébreu dans son dialecte araméen n'a aucun sens. C'est à peu près comme si on disait : l'allemand dans son dialecte irlandais. Marx ignorait tout de ces problèmes à la différence d'Engels qui s'y intéressait, qui avait des notions d'hébreu et en parle quelque part avec un épouvantable pédantisme.

M. Desolre

Je voudrais poser une question à titre d'hypothèse. Pourquoi Marx, et surtout Engels, utilisent-ils ce terme de "cosmopolitisme" dans les années 1840? Je ne suis pas certain de ce que je vais avancer, mais c'est une hypothèse.

Marx et Engels sont, Marx surtout, à Bruxelles dans les années 1840, et parmi leurs amis les démocrates bruxellois, il y a un grand nombre de démocrates qui appartiennent à des loges maçonniques. Le terme "cosmopolitisme", y compris dans le sens de cité future, est utilisé à partir de cette période dans les loges maçonniques. Il se pourrait que ce soit par contamination avec ce milieu démocratique bruxellois, que Engels utilise ce type de terminologie dans le sens de synonyme d'internationalisme.

De cette manière, il serait assez amusant de souligner que ce n'est pas du tout M. Löwy qui fait une provocation, mais que ce serait involontairement Marx lui-même qui a ouvert la tentation aux idéologues bovins actuels de la *Komsomol'skaja Pravda* de relancer le thème du "complot judéo-maçonnique" à propos de ceux qui parlent des droits démocratiques en URSS aujourd'hui!

M. Löwy

C'est une hypothèse qui me semble assez séduisante; malheureusement je n'ai pas d'éléments ni pour la confirmer ni pour l'infirmer. Simplement, il faudrait quand même noter que c'est surtout Engels qui utilise les termes et dans le contexte, par rapport à un meeting de l'aile gauche du parti chartiste qui a eu lieu en Angleterre.

Alors, soit la franc-maçonnerie avait des branches en Angleterre à ce moment-là, qui étaient en rapport avec le chartisme, soit c'est une filiation plutôt anglaise qu'il faudrait chercher à travers les sources du mouvement chartiste en Angleterre. Il s'agit donc d'un terrain de recherche qui reste encore à défricher.

M. Rodinson

Ne peut-on évoquer à ce sujet cet ancien corsaire, Jean Laffitte, sur lequel on a écrit ces temps-ci, et qui a eu des relations avec Marx et Engels vers cette époque? N'aurait-il pas été maçon?

M. Yannakakis

J'ajouterai quelques remarques. La première, au sujet du cosmopolitisme, du concept ou de l'idée. Je partagerais l'hypothèse que notre ami belge vient d'énoncer aujourd'hui ; c'est une hypothèse actuellement plus ou moins acceptée, mais ce que vous n'avez pas remarqué, c'est le glissement sémantique du mot cosmopolite jusqu'aux années 1950.

Il y a eu un glissement sémantique, et le mot "internationalisme" a pris le pas sur le mot "cosmopolitisme" qui n'avait rien de péjoratif mais avait une connotation vers le grec. Cette époque utilisait en effet beaucoup de mots grecs, et tout simplement le mot "cosmopolitisme", plus tard dans les années 1950, jouxtait ce qu'on ne voulait pas dire en fait, c'était le Juif. Le Juif, c'était le cosmopolite, c'est-

à-dire le type qui n'a pas de frontière, pas de pays.

La seconde concerne le point de vue méthodologique. Pour autant que je sache, au niveau des textes, il n'y a jamais eu de théorie du "socialisme dans un seul pays". Je n'ai pas trouvé ce terme "socialisme dans un seul pays". Je pense que nous avons ajouté, pour quelles raisons je n'en sais rien, ce terme qui nous fait dévier un tout petit peu de la perspective historique. On oppose ainsi le "socialisme dans un seul pays" provenant de Staline, à la "révolution permanente" dont parlait Trotski. Cela appartient à un jeu de mots idéologique, mais que l'on ne retrouve pas dans les textes. Il faudrait un peu mieux réviser ces trois points : internationalisme, cosmopolitisme, "socialisme dans un seul pays". Je pense que c'est un ajout idéologique, linguistique, plutôt que fondé sur des textes.

Un intervenant qui n'a pas donné son nom

Oui, mais cela échappe peut-être un peu à notre sujet. Il est un peu difficile d'engager une discussion sur le texte de Staline; c'est dommage, sinon j'aurais amené les oeuvres de Staline pour qu'on puisse discuter les textes à la main. Mais je crois néanmoins que l'idée apparaît clairement chez Staline de réaliser le socialisme à l'intérieur des frontières de la Russie. Si les adversaires de Staline, dont Trotski, (pas seulement lui), ont su désigner cela par le terme "socialisme dans un seul pays", repris ensuite par Staline lui-même, c'est l'idée qui compte et cette idée apparaît chez Staline.

Maintenant on peut discuter à longueur de journée s'il s'agit d'orthodoxie léniniste comme le prétendait Staline, ou bien d'une innovation ou encore d'un mélange des deux. C'est déjà une autre discussion, mais l'idée est quand même assez claire que le socialisme est un système qui peut se réaliser à l'intérieur des frontières d'un seul pays, soit, concrètement, de la Russie.

M. Vilar

Je regrette d'être trop vieux pour espérer voir le jour où les "discours" de M. Rodinson, de M. Ferro et de bien d'autres ici entendus, seront l'objet d'une analyse de contenu, de contenu existentiel. Bien des évidences sont invoquées, qui me paraissent peu évidentes. Le dogmatisme d'autrefois a cédé la place à un dogmatisme d'aujourd'hui, où le jugement d'ordre moral commande le jugement historique.

Sur le problème "Marx et la nation", auquel je crois avoir assez réfléchi, je voudrais dire à quel point il me semble nécessaire d'y distinguer trois niveaux : 1) Le niveau théorique, qui tient en peu de mots, ceux du *Manifeste*, selon lequel le prolétariat doit assumer, un jour, le pouvoir politique dans le cadre national, et pour cela se faire (mais non au sens bourgeois) classe nationale; cette affirmation est à l'opposé de la pensée anarchiste, et fait le fond, comme je l'ai dit, de l'article de Staline en 1904, de sa pensée ultérieure aussi. 2) Deuxième niveau : les fragments épars qui, dans l'oeuvre énorme de Marx et d'Engels, touchent au problème de la nation. Il me semble que l'on oublie un peu trop facilement à quel point la pensée bourgeoise a longtemps affirmé que Marx niait la nation, évacuait la patrie, tout en se montrant à l'occasion nationaliste allemand. L'ouvrage écrit en 1940 par Bloom, juif américain, démontre que ces affirmations sont absurdes et qu'on ne peut prendre au pied de la lettre des phrases de circonstance, des bouts de correspondance, comme il nous arrive à tous d'en prononcer, d'en écrire, en présence de l'actualité, sans leur donner valeur d'analyse approfondie. En ce sens, l'ouvrage de Bloom est un solide travail critique, mais, comme M. Rodinson l'a fait remarquer un jour, a-t-il été beaucoup lu? 3) Troisième niveau : le "prophétisme", qui n'est nullement un des traits fondamentaux de l'oeuvre. Marx et Engels admettent (comme beaucoup d'hommes de leur temps) qu'une humanité très évoluée atteindra une unité, sans que cela signifie nécessairement uniformité, suppression des originalités culturelles. Ce qui est dit, c'est qu'une humanité sans lutte de classes verrait disparaître aussi les luttes entre nations.

Sur le dernier point, Lénine n'a pas dit autre chose (et Staline le rappelle souvent à certains de ses contradicteurs). Sur le mouvement historique en cours, Lénine constate à la fois, suivant les lieux et les moments, une tendance de la bourgeoisie à profiter des nations nouvelles, et une tendance du capitalisme le plus évolué à créer des intérêts supranationaux. L'utilisation tactique de ces deux tendances, pour le mouvement ouvrier, est au fond de la controverse Lénine-Rosa Luxemburg. C'est le problème dominant : faut-il ou non soutenir, sous prétexte qu'ils luttent contre des formes d'ancien régime, les mouvements nationaux bourgeois? Je crois qu'on trouve facilement, dans les textes de Lénine, et aussi de Staline, une dénonciation quasi-obsédante de tout nationalisme bourgeois. Le problème des alliances est autre chose; il peut comporter des erreurs de diagnostic. Mais quand les révolutionnaires actuels de l'Amérique latine dénoncent (souvent avec raison) les mots d'ordre des partis communistes de ce continent quant aux alliances avec les bourgeoisies "nationales", déjà largement engagées dans la "trahison", dans les compromis avec l'impérialisme, se demandent-ils si la pensée léniniste avait été correctement assumée par ces partis? Car l'idée que toute classe "nationaliste" trahit la nation dès qu'elle se trouve satisfaite ou dès qu'elle se sent menacée est sans cesse présente chez Lénine et chez Staline. Celui-ci est hanté par la conviction (qui correspond à sa théorie) que, si le prolétariat prend le pouvoir là où existe un mouvement national, la bourgeoisie dépossédée utilisera le nationalisme comme levier contre-révolutionnaire.

Cette subordination du problème national aux luttes de classes, cette distinction entre nationalisme bourgeois et prise en charge de la nation par le prolétariat, ce maintien de l'internationalisme prolétarien par le canal du parti, ce sont des lignes directrices que je n'ai guère entendu évoquer au cours du colloque.

Je ne voudrais pas engager une discussion avec M. Ferro à propos du cinéma, vieille querelle entre nous. Mais il a dit qu'aucun grand film ne traitait de la question nationale. Et "L'Arsenal"? Ne traite-t-il pas de la question ukrainienne, en fonction de la guerre civile, qui est en même temps une question nationale ?

(Pour le dialogue entre M. Ferro et M. Vilar sur "L'Arsenal", on peut, si M. Ferro veut bien, le résumer ainsi : M. Ferro dit n'avoir voulu traiter du cinéma soviétique que jusqu'en 1926-1927; M. Vilar, d'après ses souvenirs, croit rattacher "L'Arsenal" à cette période; renseignement pris, il est de 1929, mais n'a été sonorisé qu'après coup).

M. Rodinson

Je remercie M. Vilar. Je crois que je serais d'accord avec lui, notamment sur la relativité du discours de M. Ferro et du mien. Il me permettra seulement d'ajouter que, bien évidemment, le sien l'est tout autant. D'ailleurs il est marxiste et, au fond, il sait que l'angle de vue des problèmes change suivant les situations, c'est un point essentiel de la sociologie marxiste. Et, au surplus, dans les organisations, les situations dictent les tactiques. On peut quand même se permettre de regarder avec quelque ironie ces retournements, ces inflexions de la théorie sous l'influence de la stratégie ou de la tactique. Maintenant, il est certain qu'à la base il y a les problèmes très sérieux, pas du tout faciles à résoudre, qui se posent constamment à tout mouvement du type des mouvements marxistes.

M. Faye

J'ai lu la communication de M. Löwy, satisfaisante dans l'ensemble, mais qui laisse toute une zone d'ombre sur la manière dont le fondateur du marxisme traite le problème national. Ici, il faudrait donc peut-être apporter quelques précisions avant d'en tirer une première conclusion.

Il y a d'abord une certaine instabilité dans les prises de position et pas seulement épisodique. Je veux en donner l'exemple le plus frappant : dans la question irlandaise, il y a un glissement, au début, une sorte d'indifférence, puis une certaine solidarité; à un certain moment, quand se développe ou s'affirme le mouvement national

séparatiste irlandais, Marx se rend compte du caractère explosif de ce mouvement en plein épanouissement, de sa grande puissance et c'est sous cet angle que Marx et Engels prennent position en faveur de l'indépendance irlandaise.

L'argumentation sur laquelle ils mettent l'accent est moins le droit du peuple irlandais à déterminer son sort, à être indépendant (ce qui pour nous, après l'intervention de Lénine venait de soi), que les possibilités de lutte commune contre le capitalisme britannique. Il faut que les ouvriers anglais comprennent qu'ils sont des alliés objectifs du peuple irlandais en révolte parce qu'ils vivent dans un monde commun, le capitalisme britannique. Leur attitude est analogue à l'égard de l'Inde.

Nous avons là une sorte de prescience des premiers pas vers le concept global des luttes contre l'impérialisme. Ce n'est qu'esquissé, pas encore coordonné, ce n'est pas une doctrine, mais ce sont déjà des approches d'une prise de positions particulières qui n'existaient pas antérieurement. Parce que je vous rappelle, tout de même, qu'en 1848 et immédiatement après, quelques errements, quelques dérapages gênants sont intervenus dans l'appréciation du problème national. En partant de l'actualité immédiate, la dénonciation de la lutte pour l'indépendance des peuples tchèque et croate peut apparaître à la distance de plus d'un siècle pour le moins gênante. Elle indique l'absurdité de la discrimination entre nations historiques et nations ahistoriques ou en hibernation, sur laquelle Engels s'appuie en théorisant cette prise de position en faveur de l'indépendance polonaise et hongroise par exemple, mais contre l'indépendance tchèque. Tout cela montre qu'en 1848 la doctrine marxiste sur la question nationale était loin d'être nette. L'homme qui, pour la première fois, a transformé en corps cohérent des doctrines en partant des prémisses marxiennes du problème national, c'est bien Lénine.

Il tire les conclusions les plus complètes de certaines prémisses en en écartant d'autres. Au contraire, les points de vue des austro-marxistes justifiés par une situation historique géopolitique déterminée et par les positions prises par Rosa Luxemburg dans la question nationale cherchent justement à concilier les aptitudes encore non suf-

fisamment précises de Marx et d'Engels avec des situations concrètes. Pour la première fois chez Lénine il y a, dans l'histoire de la pensée socialiste, un phénomène de dépassement, de synthèse, dans la question nationale; non pas tel ou tel nom turc ou polonais, hongrois ou tchèque, mais en général et pour tout le monde historique et ahistorique, c'est une position de principe. Il fallait la préciser.

En ce qui concerne le problème du "socialisme dans un seul pays", quand Marx parle de la constitution du prolétariat en classe dominante, dominante dans la nation et non de classe réalisant le socialisme, il faut en tenir compte parce que la confusion a été souvent voulue. C'est la même chose dans une certaine démarche de Lénine qu'on a utilisée au cours de ces discussions : Lénine dit, en effet : nous sommes au pouvoir, nous allons le garder, car c'est notre grande conquête et en même temps notre donjon. Nous pouvons amorcer la construction du socialisme, créer les prémisses de l'édification du socialisme. Il dit (comme publiciste) que des conditions objectives plus mûres, plus achevées sont nécessaires; pourquoi ne pourrait-on intervertir les termes et commencer, étant au pouvoir, à créer les conditions matérielles de l'édification du socialisme? Nous sommes loin de la construction du socialisme dans un seul pays, ce qui est une invention de Bukharin et non de Staline. L'homme qui a, pour la première fois, formulé, explicité ces concepts, qui en a déduit des conclusions effarantes, en vertu de l'exemple donné, ou qui projettera vers l'extérieur le modèle socialiste unique, cet homme mentalement opposé à toute attribution internationale du socialisme, c'est Bukharin.

M. Löwy

Je suis d'accord avec M. Faye. Je n'ai pas abordé ces questions puisque je me borne à la période 1845-1848 et au problème du cosmopolitisme. Je dirais que les positions d'Engels et, dans une moindre mesure, de Marx, en 1848-1852 sont des divagations et, à la limite, contradictoires avec le marxisme lui-même et plutôt engeliennes. Il a fallu attendre près d'un siècle pour que, à l'intérieur du marxisme, ces conceptions soient explicitement critiquées. Ni Lénine, ni Rosa

Luxemburg, ni aucun des grands penseurs marxistes n'ont abordé la chose de front et n'ont directement mis en question ces thèses développées à cette époque par Engels notamment sur le peuple sans histoire, toute cette théorie à propos des Tchèques, des Slaves du sud etc. Il a fallu que le marxiste ukrainien Roman Rosdolsky mette les points sur les "i" dans son essai assez connu pour montrer à quel point Engels s'était éloigné d'une conception matérialiste historique de la question nationale dans sa théorie, dans sa doctrine, disons, de peuples sans histoire.

M. Vilar

Si le concept est bien de Bukharin qui l'a systématisé et en a fait une doctrine, j'ai l'impression que c'est dans le principe du léninisme de Staline que le problème est mentionné la première fois.

M. V.C. Fišera

Je voudrais d'abord rendre hommage au travail de M. Löwy sur la question nationale dans le marxisme et surtout à son travail déjà développé dans son livre *Dialectique et Révolution* (Anthropos, Paris, 1973), sur l'importance primordiale du politique dans le rôle positif ou négatif accordé à une nation ou à une autre dans l'oeuvre de Marx et d'Engels. C'est important car il y a toute cette tradition économiste ou nihiliste nationale qu'il s'agissait de remettre en cause. Et dans cet ordre d'idées, je voudrais indiquer ce qui est peut-être un défaut méthodologique du papier de M. Löwy. Est-ce que l'on peut trouver dans cette période de trois années des textes qui montrent de façon claire cette priorité du politique dans la définition de la nation? Je voudrais évoquer, par exemple, les textes cités par M. Löwy dans son livre sur les premiers soulèvements en Espagne dans les années 1850, qui montrent alors là très clairement que le niveau de développement des forces productives n'est pas décisif en dernière instance.

Ce remplacement du moral par le politique intervient-il déjà dans les textes politiques de 1845-1848? Cela serait ma première

question. Le deuxième point est la question de l'information de Marx et d'Engels dans cette période 1847-1849. Est-ce que l'appréciation tout à fait négative, par exemple, de çette révolte des paysans en Roumanie ne tient pas simplement à une mésinformation? On a su combien le fait que Marx et Engels aient été informés des événements tchèques par les Allemands sudètes, leurs correspondants à Prague, a déformé leur vision. Est-ce que ce très malheureux oubli de la nature de classe des révoltes roumaines, très bien souligné par Rosdolsky, n'est pas dû simplement à un problème d'information?

Troisièmement, ceci s'adresse autant à M. Löwy qu'à M. Faye, sur cette question de Lénine "systématiseur" : pourquoi ce Lénine "synthétiseur", insiste-t-il à chaque fois sur son orthodoxie, accusant par exemple Kautsky de prostituer le marxisme? Nous avons vu dans un texte que j'ai réussi à mettre à jour et développé comme une critique que la position de Kautsky, par exemple, sur la disparition de l'Autriche-Hongrie comme préalable à l'indépendance de la Croatie et des autres peuples soumis, a été copiée mot pour mot sur un texte d'Engels de 1887.

Or, Lénine l'attaque en 1915, en disant : "Il pervertit le marxisme..." alors que là, il y a très clairement un Lénine ignorant les "classiques". Cependant, il prétend, lui, être l'orthodoxe. Pourquoi cette obsession si permanente de l'orthodoxie alors qu'il n'a pas les moyens de son orthodoxie?

M. Rodinson

Il y a là, peut-être, un mélange, une convergence des constantes du type de pensée idéologique et de la psychologie de Lénine.

M. Löwy

Je ne pense pas que le problème de la place prioritaire du politique paraisse dans le contexte de la question nationale, au moins dans ces années 1845-1848. Peut-être par rapport à la nature de la ré-

volution en Allemagne pourrait-on en parler, mais par rapport à la question nationale, je ne pense pas; il y a au contraire cette tentation constante de l'économiste, de ce que l'on a désigné comme libre échangisme.

Je ne pense pas que la question des Roumains, des Slaves du sud, soit simplement une affaire de mésinformation, je crois, comme Roman Rosdolsky l'a montré dans son essai, que c'était une vision d'ensemble développée par Engels sur la question nationale et étayée sur une vision erronée de l'ensemble de la question des peuples slaves du sud, pas seulement des Roumains; donc je ne pense pas que l'on puisse attribuer cela à une question simplement de mésinformation, encore que cette mésinformation ait pu jouer un rôle.

Sur la question de Lénine : je pense que vous avez raison de souligner un paradoxe de Lénine : il innove, il va créer une théorie plus ou moins systématique, pas tellement sur le fait national, mais sur la question de l'autodétermination qui ne se trouve pas explicitement chez Marx ou très en filigrane et de manière très contradictoire.

Cette innovation, il ne l'assume pas en tant que telle, mais au contraire, il essaie de la présenter comme étant la continuité directe ou la simple explication de Marx.

M. Faye

Quelques mots au sujet de l'orthodoxie. Il s'agit d'une prise tactique classique, d'un argument excellent : depuis la bagarre contre Bernstein, la défense de l'orthodoxie est celle d'une sorte d'autel sacré. Comment? Lénine ultra-orthodoxe commence son oeuvre théorique par un livre sur le développement du capitalisme en Russie qui dément formellement les prévisions ou les possibilités envisagées par Marx, dans la lettre à Vera Zasulič, et dans la préface de l'édition russe du *Manifeste* où il envisageait l'éventualité du passage du mir au socialisme. Lénine orthodoxe dit tout cela formellement : "C'est totalement faux, c'est dépassé, n'en parlons plus, il faut passer par le

capitalisme". Deuxième orthodoxie extrêmement sévère et fidèle : Rosa Luxemburg commence sa carrière en démontrant que l'attitude de Marx et d'Engels dans la question polonaise est totalement fausse, et ajoute que Marx dans la question turque s'est trompé complètement, et qu'il développe enfin une théorie insoutenable parce qu'on ne peut absolument pas contenir la poussée tsariste vers la mer libre en maintenant l'Empire ottoman en plein développement.

Il est amusant de retrouver cette technique partout, y compris chez Boukharin. Dans son intervention "La théorie du socialisme dans un seul pays", il découpe de petits membres de phrase de trois ou quatre mots pour déduire que Lénine a envisagé cette éventualité. Ce qui n'existe pas plus dans les écrits que dans l'attitude fondamentale de Lénine.

M. Rodinson

Je profite de ma position privilégiée pour dire deux mots. J'ai évoqué tout à l'heure la psychologie personnelle de Lénine. Mais elle converge, comme je le disais, avec la dynamique générale des mouvements idéologiques. Ce genre d'habiletés (conscientes ou non) pour condamner hautement ses contradicteurs au nom de l'orthodoxie tout en contredisant de façon flagrante la pensée du fondateur, cela se retrouve dans toutes les idéologies. Je pourrais en citer des exemples chrétiens anciens, musulmans, juifs, bouddhistes etc. Pour faire passer la contradiction, dans le marxisme institutionnel, il y avait le tour de passe-passe consistant à parler de "marxisme créateur". Une autre ruse est d'admettre la critique "positive", mais de rejeter violemment la critique "négative", la classification d'une autre critique dans une catégorie ou l'autre dépendant des opinions du stratège. Mais tout cela n'est pas spécial au marxisme, cela fait partie d'un jeu qui paraît, à vue d'homme, pratiquement éternel.

Mme Weill

Je voudrais revenir à la problématique soulevée par M. Löwy :

la société de l'avenir et le devenir des nations dans la société de l'avenir. Il apparaît que la vision léninienne est largement tributaire de celle d'un de ses "pères" incontestés, Kautsky, et se situe ainsi dans la ligne du marxisme orthodoxe de la IIe Internationale.

Or, pour Kautsky, dans la société de l'avenir, on ne parlera plus que deux ou trois langues au maximum, ce qui revient au nivellement des cultures nationales, à la disparition de leurs différences. De la même manière, dans ses textes d'avant 1914, Lénine parle des 72% de Slaves dans l'Empire russe et estime que s'il est inadmissible d'imposer par la force le russe comme langue de communication, il s'imposera tout seul et deviendra tout naturellement, sans coercition, la langue de communication; par conséquent, ce qui prédominera, c'est cette culture internationale prolétarienne où les différences seront abolies, effacées. Ainsi, il y a une différence fondamentale avec la vision marxienne telle que nous l'a présentée M. Löwy, celle de la disparition des barrières et non des cultures nationales.

M. Rodinson

Cela me fait toujours penser au modèle social-démocrate allemand et à son influence formidable.

Un intervenant qui n'a pas donné son nom

On peut chercher une autre explication : il ne faut pas regarder le contenu d'un texte, mais sa fonction.

M. Rodinson

Lecture symptomale, comme dit Althusser. M. Imart veut-il ajouter quelque chose?

M. Imart

Cette étude est fondée sur la conviction qu'il existe une opposition irréversible entre "solidarité nationale" (ou "horizontale" - celle des membres de la "société civile" d'A. Besançon) et "solidarité de classe", qui est fonctionnelle (en théorie transethnique "verticale", - c'est-à-dire de même nature que le phénomène étatique (ce n'est pas un hasard si l'idéal de classe débouche sur un super-étatisme).

Parler par conséquent de politique 1) "marxiste-léniniste" 2) "nationale", c'est énoncer une contradiction logique, une incompatibilité, une incongruité.

Il ne peut y avoir de concordance entre ces deux visions de la société et des rapports humains que sur un plan précis : celui de la stratégie du pouvoir. La politique linguistique inaugurée en 1920 comme aspect essentiel de la politique des nationalités s'est trouvée immédiatement en porte-à-faux historique. Politique de décentralisation culturelle, lancée parce que le sort de la révolution russe dépendait de l'attitude des populations non russes, au moment où, après les échecs de l'option ouvriériste et occidentaliste à Berlin et à Budapest, les bolcheviks misaient sur l'Orient, elle ne fut appliquée qu'après 1926 (Congrès de Bakou) alors que le danger était passé et l'échec de l'option orientale patent.

Désormais, le "socialisme dans un seul pays" et la tradition, russe et bolchevique, de centralisation outrancière pouvaient et devaient liquider cette autonomie politico-culturelle.

Mais les promesses solennelles faites en 1920 avaient fini par s'intégrer au dogme, surtout parce qu'elles correspondaient, chez les turcophones notamment, à un mouvement propre et profond de renaissance.

Deux parenthèses :

1) Tous les peuples qui ont voulu mener de front révolution

nationale et révolution sociale n'ont accompli ni l'une ni l'autre.

2) A propos de ce qui a été dit hier : on est toujours le Tchouktche de quelqu'un.

Le pouvoir soviétique cherche depuis à se libérer de ce ballast encombrant pour la réalisation de son Grand Dessein : l'homogénéisation de l'homo sovieticus. La délittérisation des "petites langues" en 1938, puis celle ipso facto des langues moyennes de la RSFSR, avec les lois scolaires de 1958, répond à ce but, de même que l'implantation du russe, deuxième langue maternelle, et le mythe de la "consolidation" des petites ethnies dans les grandes. L'idéal est de réduire de 190 vers 1920 et 90 vers 1959 à 15 le nombre des langues reconnues (langues "républicaines" et non plus "nationales") avant de passer en premier au russe.

De plus, l'action officielle vise en fait moins à transformer la structure interne des langues (malgré ce qui en est dit, car c'est une fiction anti-scientifique) que le locuteur. Les "langues littéraires", dûment russifiées, sont les instruments d'un lavage de cerveau permanent.

Mme Ter Minassian

Je souhaite apporter une confirmation aux conclusions de M. Imart. Bien que l'étude de M. Imart porte sur la langue turque et les peuples de langue turque, ses réflexions peuvent s'appliquer à l'exemple de l'Arménie soviétique contemporaine.

D'une certaine façon l'Arménie est un cas exceptionnel : c'est la seule des quinze républiques soviétiques où se trouve réalisée l'équation : un territoire, une nation : 87 à 88% de la population y est arménienne. C'est la plus "nationale" des républiques, celle où la présence russe est la plus discrète. Les Russes représentent, je crois, à peine 3% de la population.

Donc théoriquement, et bien plus qu'en Géorgie, où il exis-

te plusieurs langues - le rapport entre la langue nationale et le russe, langue véhiculaire, devrait être favorable à l'arménien. Or, il n'en est rien.

Certes, lorsqu'un officiel russe, venu de Moscou ou de Léningrad, débarque à Erevan, il peut éprouver un choc : l'usage répandu de l'arménien est plus perceptible que le bilinguisme. Mais quand on pénètre dans la société arménienne soviétique, on découvre très vite que le problème essentiel aujourd'hui, plus encore que le problème politique ou que les problèmes du développement économique qui semblent maîtrisés, c'est le problème linguistique, sous sa forme de lutte, entre les différents groupes sociaux, pour la langue nationale.

D'une façon générale, le nationalisme s'exprime avec force en Arménie soviétique, et l'essentiel des efforts de ceux que l'on peut appeler les "patriotes" (dissidents ou non) est orienté vers la défense de l'école nationale contre l'école russe.

La société arménienne présente cet aspect horizontal et vertical dont a parlé M. Imart, et même elle illustre de façon un peu caricaturale l'existence de "deux cultures", chères à Lénine, une culture bourgeoise et une culture populaire.

En effet, qui parle exclusivement en arménien? Qui étudie en arménien? Essentiellement les classes populaires, les paysans et les ouvriers. Mais les ouvriers sont urbanisés; dans les villes, l'école russe concurrence l'école arménienne, et pour les ouvriers, plus mobiles que les paysans, la promotion sociale exige la pratique du russe.

Par contre, le russe, langue de la bureaucratie, est aussi la langue primordiale de l'intelligentsia soviétique arménienne. Celle-ci assume un rôle de courroie de transmission culturelle vis-à-vis des classes populaires, qu'elle maintient (on me souffle le mot) dans une certaine "castration intellectuelle", en les contrôlant sur le plan idéologique et culturel.

L'intelligentsia arménienne a cependant une attitude ambi-

guë, qui relève de la dialectique. D'une part, elle est profondément imprégnée des valeurs culturelles classiques russes (je n'ai pas dit soviétiques), de Pouchkine à l'opéra et aux ballets. Cette russophilie se manifeste de mille façons, spontanée ou raisonnée, elle fait de l'intelligentsia le meilleur agent de propagation du russe en Arménie. L'intelligentsia souhaite assurer à ses enfants les meilleurs postes, donc les meilleures conditions d'apprentissage du russe. Pour cela, elle envoie ses enfants dans les écoles russes, s'assure parfois le concours de précepteurs russes, prépare de longue date leur entrée dans les Universités et les Instituts de Moscou et de Léningrad.

D'autre part, sauf pour quelques éléments totalement russifiés, mais ils sont rares, l'intelligentsia se montre nationaliste, monte la garde autour des valeurs culturelles nationales, a une sensibilité profondément arménienne dès lors qu'elle s'exprime en arménien, qu'elle a des contacts affectifs (famille, amis) avec les autres couches de la population arménienne.

L'attachement des classes populaires à l'arménien est sans ambiguïté. Mais il est battu en brèche par l'exemple de l'intelligentsia qui montre le chemin des écoles russes.

Aujourd'hui l'école arménienne recule devant l'école russe, et, fait symptomatique, il est impossible d'obtenir des statistiques permettant d'en mesurer l'écart. Interrogé par moi sur cette question, il y a déjà quatre ans, le vice-recteur de l'Université d'Erevan n'a vu dans cette démarche qu'une intention malveillante et n'a pas répondu. Dans le public cela alimente controverses et soupçons. Quant aux patriotes arméniens, ils ont cru trouver une parade dans les écoles bilingues (franco-arméniennes, anglo-arméniennes) où l'enseignement de l'arménien est renforcé par rapport au russe.

Je voudrais enfin confirmer une autre des conclusions de M. Imart à propos des peuples migrants, des peuples diasporiques soviétiques. M. Imart a cité à juste titre le cas des Tatars de Kazan. Pour ma part, j'ai rencontré des universitaires tatars qui ignoraient tout de leur langue et de leur passé. Les peuples diasporiques comme les

Arméniens, les Tatars et d'autres, ne disposent plus de la pérennité culturelle qui leur avait été garantie dans les années 1920 ou ne l'utilise plus.

En théorie, n'importe où sur le territoire soviétique, une demande présentée par un groupe d'au moins vingt familles d'une nationalité donnée suffisait à l'ouverture d'une école où l'enseignement était donné dans la langue de cette nationalité. En pratique, aujourd'hui, on est si loin de cette situation que les écoles arméniennes sont en voie de disparition en Azerbaïdjan et en Géorgie où existent pourtant des communautés arméniennes importantes et anciennes. Dès lors, la langue nationale n'est plus qu'une langue maternelle parlée (plus ou moins correctement parlée), et cesse d'être une langue de culture (lire et écrire) sauf si l'on choisit, ce qui n'est pas rare pour les Arméniens de la diaspora soviétique, de continuer ses études à Erevan.

Enfin il me faut apporter une dernière précision sur la politique nationale du gouvernement de l'Arménie soviétique. On constate ces dernières années qu'il encourage nettement le rassemblement des Arméniens soviétiques sur le territoire de la République. Cette politique est justifiée par une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre alors que l'Arménie soviétique fait figure en URSS de république "surpeuplée", avec ses 89 habitants au kilomètre carré, et qu'il existe par ailleurs un important courant de migrations arméniennes (saisonnières, annuelles ou définitives) vers la Russie, la Sibérie et l'Asie centrale.

M. Farouch

Je pense que ce problème existe déjà en France à travers les Bretons, les Occitans, et aussi en Algérie à travers les problèmes berbères. Je pose une question à M. Imart : y a-t-il une relation entre le marxisme et l'évolution du marxisme en Russie? Ou sous une autre formule, y a-t-il vraiment une relation entre ce que Marx a écrit et l'évolution du marxisme en URSS?

M. Imart

Je poserai une question aux intervenants : qu'est-ce que l'on parle en famille, où et comment? Le cas des Arméniens nous a été exposé, mais on n'a pas précisé dans telle classe on parle arménien, dans telle autre classe on parle russe, ou bien partout on parle arménien.

Mme Ter Minassian

Je voudrais répondre à cette question. Au niveau des apparatchiki, des bureaucrates, des fonctionnaires et des universitaires de haut rang, on parle le russe. Les classes populaires, elles, parlent l'arménien. Mais dans le cas de l'arménien les choses se compliquent parce que la moitié de la population est originaire de l'Arménie turque. C'est cette moitié-là qui est essentiellement le conservatoire du sentiment national. Dans l'autre moitié, les progrès de la russification sont plus sensibles après un siècle et demi de contacts avec les Russes. Cependant, il existe une sorte de paradoxe. D'une part, les conclusions de M. Imart se trouvent confirmées, d'autre part, les progrès quantifiés (nombre de publications) de la langue arménienne sont impressionnants et soulignés dans les bulletins auto-satisfaits des Arméniens soviétiques.

Un intervenant qui n'a pas donné son nom

Je voudrais donner l'exemple d'une famille kirghize. Les grands-parents ne parlaient pratiquement que kirghiz, comprenaient le russe couci-couça; la génération des parents était parfaitement bilingue, connaissait et parlait bien le russe, mais continuait de parler correctement le kirghiz; la jeune génération comprenait passivement le kirghiz mais répugnait à l'utiliser parce qu'elle sentait qu'elle ne le maniait pas très bien. Alors, il me semble que cette situation-là, c'est celle que j'ai connue dans beaucoup de familles algériennes d'autrefois. C'est

la situation que décrit Mme Ter Minassian, c'est celle des intellectuels francophones d'Afrique; le problème est pratiquement le même.

A propos de marxisme dans un pays arriéré, traditionnel, telle la Kirghizie, ce dernier n'a pas trouvé l'opposition de classes et de deux cultures, alors il l'a créée; la division entre des ruraux et des urbains, des assimilés et des non-assimilés, des apparatchiki. Cette double culture est importée.

M. Imart

Mes grands-parents parlaient occitan, mes parents le savaient, mais ne le parlaient pas, moi, je le comprenais et je ne le parlais pas. Le problème est de savoir pourquoi l'occitan renaît dans les pays occitans. Quel facteur, dans le monde entier, fait renaître ces nationalités en voie de disparition?

M. Vilar

J'ai l'impression que c'est une sorte de réaction spontanée, naturelle contre une certaine uniformisation. C'est un mouvement écologiste, le désir de sauvegarder ce qui est considéré comme une richesse naturelle. Or les langues les plus petites constituent une richesse naturelle. Je voudrais également ajouter ceci : il s'est trouvé en France de nombreux ministres de l'Education Nationale pour proclamer du haut d'une tribune la mort du breton, du corse etc., en reprenant les déclarations des révolutionnaires français. Le résultat auquel on aboutit est franc, net; on l'a cherché. Mais en Union Soviétique des responsables au plus haut degré ont dit : "Nous favoriserons le développement des langues nationales", et ce qui est obtenu, et qui vraisemblablement a été cherché, est juste le contraire.

M. Imart

A partir de quand? C'est un problème de chronologie!

De multiples répliques s'entrecroisent sur la nécessité , le besoin et la dépendance de la révolution russe sociale en regard de l'attitude des masses non russes; puis le déroulement de la guerre civile essentiellement en territoire non russe (laquelle affirmation suscite des réserves); enfin, l'utilisation du marxisme à des fins qui furent, en grande part, celles de la Russie tsariste (selon M. Imart).

M. Farouch

M. Imart n'a pas répondu à ma question dans la mesure où j'ai posé la problématique suivante : en disant que le marxisme, en tant que philosophie, en tant que conception de la vie sur les plans philosophiques et politiques a été très mal utilisé en URSS. Autrement dit, vous trouvez une relation entre l'URSS actuelle et le marxisme comme Marx et Engels l'avaient défini ?

M. Rodinson

Qu'on m'excuse si je réponds pour M. Imart. Cette question est trop vaste et dépasse trop les limites de ce colloque pour qu'on puisse en débattre utilement ici. Qui veut parler maintenant?

M. Faye

Je voudrais intervenir pour rééquilibrer ces débats. Mme Ter Minassian a parlé de son expérience sur le terrain arménien; elle a mis l'accent sur l'un des aspects de la situation actuelle en Union Soviétique : la tendance à la russification des élites, en vue de la transmission des avantages et des privilèges; la connaissance parfaite de la langue russe même sur le plan de la prononciation et de l'accent est déterminante pour la carrière.

C'est pourquoi il y a des précepteurs russes qui viennent chez tous les "apparatchiki", chez tous les privilégiés, chez tous ceux qui gagnent assez d'argent pour payer des leçons de russe.

Le cas de la petite pionnière ukrainienne (quatorze ans) qui va à l'école russe pour une question de promotion sociale (l'ukrainien ne donnant accès qu'aux carrières ukrainiennes) est un exemple de cette situation.

Mais il existe une réaction qui se développe contre cette tendance, une réplique populaire. Dans un village ukrainien où l'on pose la question en russe, les Ukrainiens répondent : "Ne ponimaju" (je ne comprends pas). C'est un phénomène de masse. Cette réaction se répercute-t-elle chez les élites? L'instituteur ukrainien, par exemple, refuse-t-il de parler le russe? On le constate en Ukraine où je suis allé, où j'ai circulé : j'ai été très impressionné par le développement du sentiment national et même du ressentiment national. Un autre exemple non moins convaincant : un de mes amis, enseignant français, est allé il y a deux ans faire une série de cours à l'Université de Tachkent où il a eu une série de contacts avec des jeunes universitaires uzbeks. On parle uzbek dans les couloirs des universités, dans les rues, dans les villes, dans les familles; la langue véhiculaire, donc utilitaire dans les relations entre les Soviétiques appartenant aux différentes ethnies, ne refoule et ne supprime donc pas l'usage de la langue nationale.

Il n'est pas besoin de rappeler les toutes pressantes réactions des Géorgiens contre une tentative d'escamoter le rôle de la langue géorgienne dans le nouveau texte constitutionnel et l'immense manifestation "spontanée", probablement provoquée par les organisations (y compris les organisations du Parti) contre toute atteinte au statut légal de la langue géorgienne.

Quant à la formule de Staline sur la culture nationale dans la forme, socialiste dans le contenu, on sait que pour Staline le contenu c'était le russe, le véhicule, la culture, c'était le russe. Et dans ce sens, même sur le plan linguistique, on constate une sorte de similitude dans le raisonnement, dans la structure même de la phrase des intellectuels nationaux utilisant le raisonnement, les formes toutes faites qui leur ont été imposées dans l'enseignement et qui se répercutent dans la vie quotidienne.

Mais pour ce qui est de la formule de Lénine, le contenu socialiste ne signifiait pas du tout l'assimilation du russe. Je crois qu'il serait erroné d'assimiler l'interprétation stalinienne de langue zonale, la culture russe privilégiée porteuse historique de la réalité socialiste etc., avec la conception de Lénine infiniment plus souple et plus ouverte.

Mlle Eeckaute

Je voudrais répondre à M. Imart à propos de l'Occitanie. Dire que c'est un phénomène écologique, une réaction contre la société actuelle ne me satisfait nullement; j'ai des doutes, plutôt des soupçons. Ce phénomène est apparu au moment de l'occupation nazie, au moment où on pulvérisait ce qui constituait la France. Or, actuellement, cela se produit à un moment où justement l'on va comprendre la France dans un ensemble où elle aura intérêt à être minoritaire puisqu'elle s'oppose à un certain nombre de systèmes que l'on va imposer dans l'OTAN; je suppose qu'il faut y réfléchir.

M. Ferro

Je voudrais intervenir sur deux points. Je suis allé à l'envers; je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Mlle Eeckaute. A la question que posait M. Vilar "A partir de quel moment il y a des tournants ?" : je répondrai que pendant un certain stade d'évolution (les stades ne sont pas les mêmes pour chaque pays), l'Etat a été considéré en URSS, comme dans la France jacobine au XIXè siècle, comme un arbitre et un protecteur contre les abus de l'Ancien Régime, ou de naguère. Pendant cette première phase, les mouvements nationalistes, régionalistes peuvent encore être subis et tolérés. Mais à partir d'un certain seuil l'emprise du système économique de plus en plus serré qui fait que les individus ont de moins en moins de capacité auto-créative, celle de plus en plus grande de l'Etat, font que, petit à petit, les individus, les collectivités, localement, n'ont plus le sentiment de garder leur identité et ils opèrent ce mouvement de retournement qu'on a vu

en France, d'autant plus que précisément comme l'a dit Mlle Eeckaute, en France ce n'est plus le préfet, ni le sous-préfet ou le gouvernement qui prennent les décisions : "Faut-il faire du vin ?" mais encore, une quatrième instance européene. En Union Soviétique, on a eu affaire à un phénomène du même type : les mouvements nationaux ont subi une renaissance avec le développement du transsibérien avant 1917. C'est à mesure que le transsibérien avançait que des mouvements nationaux se reconstituaient et que l'emprise militaire supportable laissait sa place à une emprise économique et politique de moins en moins supportable.

Je voudrais également répondre à une autre question qui a été posée, concernant ce mécontentement général dont on parle. Car il a affleuré dans les propos de M. Imart et de Mme Ter Minassian. On peut cerner en URSS toutes les sources de mécontentement, tous les divorces vis-à-vis des principes du marxisme, la comptabilité n'en finirait pas, et on connaît les textes des contestations. Néanmoins, parallèlement, on est obligé de constater qu'il y a un très large consensus : que ce soit un consensus des nationalités ou que ce soit un consensus collectif.

Et moi, j'ai observé le phénomène inverse de ce que l'on vient de dire tout à l'heure sur les Ukrainiens, c'est-à-dire le nationalisme des Russes contre ces nationalités qui peuplent l'administration, qui gravissent les degrés les uns après les autres et qui peuplent l'administration soviétique. J'ai vu à la télévision soviétique, pour donner un exemple, les Russes de la télévision soviétique me dire à moi, citoyen d'une grande nation "Vous savez, ce n'est plus supportable d'avoir des Géorgiens, des Arméniens, des Tatars répartis proportionnellement à tous les grades de la télévision". Et de fait, les quatre ou cinq fois où j'ai eu à travailler avec la T.V. soviétique, je me suis aperçu qu'il y avait effectivement une représentation de toutes les nationalités au sommet, même si elle est léninienne d'esprit. Toutes ces catégories de gens font contrepoids par leur satisfaction de participer à la gestion collective de l'Etat et des Etats soviétiques au mécontentement dont on a fait l'inventaire.

Sur le marxisme, je me limiterai au léninisme. J'observe

au travers de ce qui a été dit par M. Imart, que la nation, même au travers d'une politique culturelle, finit par être vidée de sa substance, risque de l'être et vous observez des procédures qui vident la nation de sa substance. Mais j'observe qu'il n'y a pas que la nation qui risque d'être vidée de sa substance et de son identité comme concept, il y a eu le syndicalisme avant, car le syndicalisme avant c'était une certaine forme de protestation qui avait un projet.

Je veux dire qu'il y avait des syndicalistes, qu'ils soient anarcho-syndicalistes ou non, qui avaient un projet de société. Or, tout se passe maintenant comme si le syndicalisme n'existait plus comme système cohérent pouvant organiser la société. Les partis politiques ont seuls ce droit. Les syndicats ne sont qu'une roue de secours des partis politiques. Par exemple, en Russie le mouvement coopératif avait aussi un projet de société. Ce mouvement était important dans la Russie révolutionnaire ou dans la Russie des tsars. Or, il a été complètement vidé de son identité.

Je ne parlerai ni des Soviets, tout au plus un "cache-sexe", une plaisanterie, ni des mouvements féministes qui ont été également vidés de leur substance. Autrement dit n'ont de légitimité finalement que les procédures établies par le Parti qui fonde seul les légitimités. Au stade actuel, tout a été vidé. Or, cela était d'une certaine façon chez Lénine qui, dans *Que faire ?* a montré que les mouvements émanant des travailleurs n'ont pas de légitimité pour autant qu'ils n'ont pas la conscience collective. Il a également montré que la conscience nationale était transitoire. On retrouve donc les racines des phénomènes dont nous voyons l'aboutissement cinquante ans après. On les trouve dans les affirmations et dans les raisonnements des marxistes classiques de 1910, 1920.

Mme Ter Minassian

M. Ferro a dit que la nation était une forme sans contenu et il a cité - des syndicats aux mouvements féministes - d'autres formes sans contenu, qu'il a appelées des "cache-sexe". Je voudrais faire re-

marquer que dans le cas de la langue nationale, nous avons aussi une forme plus ou moins vidée de son contenu, à savoir la culture arménienne, kirghize, uzbèke etc., où coexistent dans un rapport difficile à évaluer, un contenu soviétique et un contenu national.

Je ne crois pas que la langue nationale soit une forme neutre, passive. Lorsqu'on s'exprime dans sa langue nationale plutôt qu'en russe, on fait un acte qui est moins dénué de sens que d'assister obligatoirement à une réunion du syndicat ou du Soviet. Qu'on le veuille ou non, on ne "traduit" pas, on pense différemment.

Tout à l'heure M. Vilar s'est demandé pourquoi les langues renaissaient? Il a parlé de mouvement écologiste. Il est difficile d'expliquer ce qui se passe aujourd'hui. Mais il me semble que lorsqu'à l'Université de Alma-Ata Staline définissait la culture soviétique (une forme nationale, la langue, et un contenu socialiste), il manipulait là quelque chose qui ne pouvait être entièrement contrôlé. L'usage d'une langue donnée détermine d'une certaine façon le contenu du message culturel transmis.

M. Rodinson

Je voudrais évoquer brièvement trois ou quatre questions qui se rapportent à la communication de M. Imart.

D'abord, je me demande s'il ne faudrait pas introduire des nuances dans la "loi historique d'inversion des pôles" qu'il évoque. Disons qu'un mouvement contestataire de gauche, dans la métropole ou au centre d'un Etat, a tendance à se traduire par une attitude assimilatrice dans les colonies ou les périphéries allogènes. Il faudrait sans doute distinguer entre une politique volontariste délibérée d'assimilation et des attitudes dont les conséquences objectives sont assimilatrices. Elles peuvent d'ailleurs, elles aussi, devant des résistances périphériques (de type "vendéen" ou autre) déboucher éventuellement sur une politique "jacobine" délibérée. Dans le cas de l'URSS, on ne peut négliger une tendance sous-jacente à la russification qui s'est affirmée ouverte-

ment de plus en plus. Mais il ne faut pas non plus oublier la survivance dans la première phase, et même pendant assez longtemps, des tendances égalitaires (sur le plan des nationalités) dans la ligne des *Notes critiques sur la question nationale* de Lénine. Tout cela était contradictoire, et la résultante sur le plan pratique a toujours tendu, pour des raisons évidentes, au centralisme, mais non sans des à-côtés allant dans l'autre sens.

Pour aborder des questions plus spécifiques, en premier lieu, l'interprétation du marrisme devrait aussi, je crois, faire place à bien des nuances. M. Imart le donne surtout comme une manoeuvre pseudo-scientifique tendant à justifier la politique de russification. Les choses ont été beaucoup plus complexes. Je peux en parler assez savamment, en témoin marginal si je puis dire. J'ai été membre, lorsque j'adhérais au Parti communiste français, d'un groupe linguistique marxiste, réunissant des linguistes de même obédience, sous la direction de mon vieux maître, Marcel Cohen. Si Marcel Cohen a toujours résisté au marrisme, nous cherchions, pour la plupart, à trouver quelque sens au moins à ces idées écloses au sein de ce que nous regardions comme le grand laboratoire de la pensée marxiste au niveau supérieur. Nous fûmes surpris et déroutés, puis émerveillés par le brusque tournant que représenta l'article de Staline, dénonçant les idées de Marr dans la *Pravda* du 20 juin 1950.

Il faut voir le mécanisme de l'hégémonie du marrisme sur le modèle de ce que fut celle du lyssenkisme qui me paraît assez bien élucidée dans le livre de D. Lecourt, *Lyssenko, histoire réelle d'une "science prolétarienne"*(Paris, Maspéro 1976). Marr avait ses idées avant leur canonisation. Il fut rallié par certains esprits novateurs (souvent des jeunes), peu satisfaits - sur certains points avec raison - des idées classiques en linguistique. Notons qu'un homme comme Basile Nikitin, un émigré "Blanc", bien connu des kurdologues, consul de Russie à Ourmiah, puis à Téhéran pendant la Première Guerre Mondiale, a soutenu les théories de Marr (cf. déjà son article dans l'*Ethnographie* de 1936, n° 32) dès le début et a continué après leur condamnation par Staline. En URSS, il y avait aussi et surtout, naturellement, ceux qui voulaient prendre les places des linguistes classiques.

Il y a eu alors un processus classique dans tous les pays à idéologie d'Etat. Les membres de la nouvelle école exercent un chantage, se présentent comme les seuls fidèles à cette idéologie, dénoncent les gens en place comme des ennemis de celle-ci, par inconscience ou par manoeuvre perverse. Ils cherchent à rendre le pouvoir encore plus favorable à leur égard en mettant encore plus en relief, même s'il s'agit de conséquences secondaires pour eux, les corollaires de leur théorie ayant, soi-disant, des incidences pratiques heureuses. Les marristes, comme les lyssenkistes, proclament qu'ils sont les seuls à être fidèles au marxisme, que, grâce à leurs idées, on enseignera mieux les langues ou on cultivera du blé sous de hautes latitudes etc. Aidés par des manoeuvres de coteries, ils finissent par convaincre les autorités qui ne comprennent pas grand chose à leurs théories. Ils prennent le pouvoir dans les institutions universitaires et scientifiques. Ils sévissent contre leurs adversaires.

Dans le cas du marrisme, il y a eu une forte résistance de la part des linguistes classiques qui dénonçaient le caractère pseudo-scientifique des thèses de Marr. Certains de leurs arguments pouvaient impressionner les autorités. Le russe classique n'était-il pas relativisé comme une langue bourgeoise qui serait dépassée par le néo-russe, le russe évolué de la société soviétique, le russe prolétarien? Toute la littérature russe classique n'en était-elle pas dévaluée? Cela pouvait choquer tout homme attaché à la culture russe. Staline n'était pas très cultivé, mais, comme tout le monde, il aimait Pouchkine. Il a protégé Pasternak. Il était doté d'un brutal mais solide bon sens. Les linguistes russisants qui l'entouraient ont pu à la longue le convaincre de la folie de Marr.

Nous, les linguistes marxistes de Paris, nous avons cru pouvoir relever dans l'article de Staline des phrases inspirées du linguiste russisant Vinogradov, par exemple. Marcel Cohen était en correspondance avec Vinogradov. Il avait publié une conférence de 1948, *Linguistique et matérialisme dialectique*, dans une brochure (Gap, Ophrys, 1948 ; réimpression corrigée après l'article de Staline en 1951), et dans *Cinquante années de recherches*, (Paris, 1965, p. 38-52). Il y cri-

tiquait en termes modérés le marrisme, tout en lui faisant la concession de considérer le langage comme une superstructure. Après l'article de Staline, il me demanda si celui-ci, à qui il avait envoyé sa brochure, ne pouvait s'en être inspiré. J'ai souri à l'époque. Mais ce n'était peut-être pas si faux, du moins de façon indirecte. Après tout, c'est Staline qui a brisé l'hégémonie du marrisme. Cela ne se comprendrait pas si le processus était vu de façon unilatérale.

En second lieu, les formulations de M. Imart pourraient donner à penser à un moment (mais il me semble que sa pensée dépasse ces formulations) qu'il voit la grande raison de l'appui du pouvoir au mouvement de latinisation des langues turques dans le désir de ne pas être débordé à gauche par la réforme kémaliste en Turquie. Je crois que, s'il faut admettre cette motivation, plus largement, la latinisation était liée à l'idée de modernisation et même de modernisation partiellement dans le sens de l'occidentalisation. N'oublions pas que Staline, dans les *Principes du léninisme*, a pu recommander l'adoption du "style" de travail américain. En Chine aussi, au début de la Révolution, et maintenant à nouveau, les projets de latinisation sont allés et vont dans ce sens. Il y a eu une période où les cadres dirigeants de l'URSS voulaient sincèrement aller dans le sens de l'européanisation (non capitaliste évidemment).

Enfin, on pourrait, je crois, dans le cadre de cette politique linguistique du pouvoir soviétique, faire une place à la propagande pour l'espéranto. Il y a eu une époque où la Russie soviétique développait beaucoup cette propagande, patronnait des congrès espérantistes, éditait des timbres en espéranto. Comme de coutume, c'était répercuté par les partis communistes à l'extérieur. Je m'en souviens fort bien, ayant dans mon enfance, autour de 1926, je crois, appris l'espéranto dans les cours du soir donnés à la Maison des syndicats du XIIIe arrondissement de Paris. On m'avait donné un correspondant, pionnier à Vitebsk, pour me perfectionner. Toute une gamme d'organisations espérantistes étaient en pratique dominées par les communistes. Plus tard, l'espéranto a été condamné comme "cosmopolite". Plus tard encore, à l'époque khrouchtchévienne, il y a eu la redécouverte de l'espéranto en URSS de façon moins poussée, assurément, que lors de la première vague. J'en ai été

témoin aussi de loin à travers des amis soviétiques.

M. Shakeri

A propos des discussions de tout à l'heure sur Lénine "synthétiseur, systématiseur". Je dirai qu'il n'avait, du moins sur la question nationale, pas d'idée claire, synthétique et cohérente. C'était plutôt un bricoleur. Il a pris de multiples éléments ici et là et les a rassemblés même pour son *Impérialisme*. En 1921, au milieu des querelles en Iran, entre le parti communiste iranien, le parti communiste azerbaïdjanais, le parti communiste russe et le Komintern, il a écrit à l'ambassadeur soviétique en Iran : "Ecrivez une brochure sur l'Iran, ce pays si intéressant que nous connaissons si peu". Comment Lénine peut-il parler de théorie sur la question orientale s'il ne connaît ni l'Iran ni la Turquie avec qui il mène une politique de collaboration de classes? Les communistes turcs se sont opposés, au congrès du Komintern, à la politique soviétique.

Il ne connaissait ni les Indes ni la Chine, et les articles (grâce à Georges Rapp) sur le réveil de l'Orient ont été copiés sur ceux de *Neuer Zeit* de Kautsky (c'est-à-dire des S.D.). Si on regarde le cahier de Lénine sur l'*Impérialisme*, on peut en voir la faiblesse à propos des pays orientaux.

Lénine présente ses thèses le 5 juin 1920; il demande à ses collaborateurs orientaux, aux experts d'Orient, aux Hollandais, aux Anglais de présenter les leurs. Au Congrès, il dut modifier ses thèses sous la pression de Roy et de Sultan Zadeh, mais il conserva des positions contradictoires. Il soutient à la fois la constitution des soviets paysans et ouvriers, sous la direction du parti communiste en Orient, et la bourgeoisie, d'abord démocratique, qui se transformera plus tard dans la commission révolutionnaire.

Il faut donc soutenir Kemal Atatürk et en même temps les Soviets des paysans qu'il réprimait. Lénine voulait probablement présenter une alternative de manière à pouvoir choisir plus tard ; à ce

moment-là, en effet, M. Krasin était à Londres pour négocier au nom de l'U.R.S.S. avec Lloyd George, Lord Curzin, c'est-à-dire le gouvernement de l'Angleterre (cf. les dépêches chiffrées entre Krasin à Londres et Lénine et Čičerin à Moscou : ils essayaient d'effrayer l'Angleterre par la menace d'une révolution en Orient : si vous ne faites pas de concessions, nous allons mettre l'Orient en flammes). Ces révélations, déchiffrées, sont citées par Ulmann. On a aussi une lettre de Trotski à Lénine et Čičerin datées du 5 juin, publiée dans le *Trotsky papers*. On utilise l'Orient, le potentiel révolutionnaire de l'Orient pour négocier l'accord commercial avec l'Angleterre (ce fut l'objet du Congrès de Bakou).

En 1920, on a les deux thèses de Lénine : soutien de la bourgeoisie révolutionnaire par le gouvernement soviétique, soutien des Soviets. Après la signature de l'accord anglo-soviétique (février 1921), on a l'accord turco-soviétique avec Kemal et aussi l'accord irano-soviétique avec le gouvernement putchiste de Reza Pahlevi, fondateur de la dynastie actuelle avec qui M. Brejnev a eu de très bons rapports. Les Soviets ont abandonné très vite, dès la fin de 1920, et la bourgeoisie progressiste anti-féodale est soutenue. Mais les bolcheviks ne connaissent pas l'Orient, ils y voient une copie du féodalisme européen inexistant. Cicerin écrira dès 1929 : "Pour aider l'Orient dans sa lutte contre les ennemis imperialistes, renforcer Sadate, Kemal Atatürk, les Pahlevis, moralement et matériellement d'où les aciéries construites par les Soviétiques en Iran : seul le développement économique des pays d'Orient et la manifestation d'une forte bourgeoisie nationale créeront les conditions dans lesquelles l'impérialisme étranger devra se retirer. Dans les années 1920, la politique du Komintern fut de soutenir des gens comme Atatürk, Pahlevi, Tchang Kai-chek. Même après les massacres en Chine en 1927, cette politique continue. Peut-on alors parler d'analyse marxiste ?

Lénine n'était pas un enfant, il menait donc une double politique pour se réserver de jouer selon les intérêts du socialisme dans un seul pays. Mais le socialisme a malheureusement commencé par Lénine et Trotski qui furent les premiers à défendre les intérêts de l'Etat socialiste, de l'Etat russe soviétique contre les intérêts généraux de la révolution mondiale.

M. Rodinson

Merci de toutes ces précisions. J'ai, à ce propos, déjà eu l'occasion de citer un texte de Radek qui me semble très significatif. Il s'agit de ce qu'il dit aux communistes turcs se plaignant de la dure répression kémaliste, au cours de la discussion concernant les thèses sur la Question d'Orient au IVe Congrès du Komintern, en novembre 1922 : "Même maintenant, au milieu des persécutions, nous disons à nos camarades turcs : ne laissez pas les événements présents vous aveugler sur un proche avenir. Défendez-vous contre les persécuteurs..., mais n'oubliez pas qu'historiquement le moment n'est pas venu d'engager la bataille décisive" (dans *The Communist International, 1919-1943*, Documents... ed. by J. Degras, I, London, 1956, p. 380; cf. notre *Marxisme et monde musulman*, p. 403 et sq.). On expliquait à cette époque aux communistes turcs qu'ils devaient souffrir sans que l'Union Soviétique puisse exercer de représailles, renonce à son alliance avec leur persécuteur, Kémal. Il était impérieux d'avoir un gouvernement ami sur les Détroits par lesquels le pétrole soviétique était exporté et le blé importé, ce blé dont les Soviétiques avaient le plus urgent besoin. La différence avec la période postérieure, c'est qu'ensuite on a même pas donné de raisons.

M. Paris

Il me paraît difficile, d'abord, de parler du Congrès de Bakou sans faire intervenir la fonction de représentation qui est au coeur d'un tel événement. Au-delà de ses effets immédiats, Bakou marque en effet la naissance d'un mythe que l'on retrouve agissant dans nombre de mouvements anti-impérialistes de l'entre-deux-guerres : chez certains communistes d'Amérique latine comme Mariatégui, par exemple, ou encore dans le congrès anti-impérialiste de Bruxelles de 1927 que *L'Humanité* de l'époque rattachera, sous la plume de Cachin, au Premier Congrès des Peuples d'Orient.

Bakou, d'autre part, me paraît définir une stratégie qui concerne tout le Komintern. C'est probablement là, à l'échelle de l'Internationale, un tournant équivalent à ce qu'a été la NEP pour la poli-

tique intérieure russe. Et il suffit d'évoquer ici la politique allemande du Komintern : des phénomènes comme le "national-bolchevisme", les articles d'Eugène Varga dans *Die Rote Fahne*, assimilant l'Allemagne du traité de Versailles à une nation colonisée, les tentatives d'alliance avec la "bourgeoisie nationale", la "ligne Schlateger" de 1923, etc.

Je ne crois pas, enfin, que l'organisation d'un tel congrès puisse s'expliquer par la seule signature du traité commercial anglo-russe. Si, effectivement, les exigences de la diplomatie bolchevique, puis soviétique, l'emportent très rapidement sur la politique révolutionnaire (c'est le cas, par exemple, dans les relations avec l'Italie fasciste en 1924), d'autres éléments interviennent ici, tel l'échec de l'Armée Rouge devant Varsovie, qui est, certes, postérieur à la décision de convoquer le Congrès de Bakou, mais qui n'en conditionne pas moins son contenu. Bien plus : la convocation d'un tel congrès ne fait peut-être que prendre acte de l'échec de cette révolution mondiale qui, pour Lénine et les bolcheviks, passait par la révolution allemande. Et, en ce sens, Bakou nous invite aussi à remettre en question la périodisation traditionnelle : ce serait en 1919 - et non en 1923 - que viendrait mourir, en Allemagne, la vague révolutionnaire de l'après-guerre.

M. Shakeri

Le problème chez Lénine, à mon avis, était beaucoup plus complexe : Lénine, Trotski, les autres et même Staline (malgré son article "N'oublions pas l'Orient") sont des Européens centristes. Ils n'ont pas pris en considération l'importance de l'Orient dans l'ensemble de la dialectique de la révolution mondiale. S'il y a eu l'échec allemand en 1919 c'est parce qu'ils donnaient trop d'importance à l'Allemagne en tant que clé de la révolution mondiale. Je pense qu'ils ont oublié l'importance de la Chine, surtout celle des Indes pour l'impérialisme britannique et enfin, de tout l'Orient. La Pologne n'avait pas un poids décisif quand ils ont décidé d'organiser le Congrès de Bakou.

Mme Ter Minassian

Je voudrais revenir sur l'explication par la diplomatie de M. Paris. Je suis assez d'accord avec M. Shakeri dans la mesure où il dégonfle un mythe. Les sources arméniennes et caucasiennes confirment les sources britanniques utilisées par M. Shakeri qui souligne que les congressistes iraniens ont été ramassés dans le port d'Enzéli. La hâte et l'improvisation sont aussi patentes que la non-représentativité des congressistes de Bakou.

Bakou est en Transcaucasie, et au risque de passer pour une obsédée, je vais revenir à la partie diplomatique qui se joue en 1920 en Transcaucasie. Quand M. Shakeri dit : "Lénine utilise les peuples d'Orient et il ne les connaît pas bien", il a raison. De même lorsqu'il souligne les contradictions entre les déclarations de Čičerin, de Kasakhan, des bolcheviks qui soutiennent Kemal, et des bolcheviks qui souhaitent une révolution anatolienne soviétique. Pour comprendre ces contradictions, il faut rappeler que c'est la conjoncture diplomatique.

Bakou vient d'être soviétisée, à la fin du mois d'avril 1920. M. Urjewicz a rappelé l'importance économique de Bakou, qui a amené la décision des bolcheviks de mettre fin à l'expérience de l'indépendance azerbaïdjanaise.

La soviétisation de Bakou posait le problème de Batoum et du rôle économique de la Géorgie. En avril 1920, il reste encore deux républiques indépendantes, la Géorgie et l'Arménie, dirigées respectivement par les mencheviks et les daschnaks. Rappelons, au passage, que dans son texte, M. Bensidoun qui, je crois, est absent, reprend à leur égard les injures staliniennes traditionnelles (agents de l'impérialisme etc.) (1).

(1) Le Comité chargé de l'édition des *Actes* du Colloque a cru devoir communiquer à M. Bensidoun, absent lors de cette séance, le texte de l'intervention de Mme Ter Minassian. Il nous a fait tenir la réponse suivante : "Il est regrettable que Mme Ter Minassian n'ait pas présenté sa critique en ma présence, lors des séances précédentes au cours desquelles elle était intervenue. J'aurais alors élevé une protestation

Commençons par l'Arménie. Au moment où Bakou est soviétisée, une tentative de soviétisation de l'Arménie échoue le 1er mai 1920. Elle est sévèrement réprimée par les daschnaks qui envoient et maintiennent à Moscou, entre mai et septembre 1920, une délégation chargée de faire reconnaître par l'Etat soviétique l'indépendance de l'Arménie.

Au moment où s'ouvre le Congrès de Bakou, la délégation arménienne est reçue par Čičerin, quant à la Géorgie, son indépendance est reconnue à peu près à la même période. Or, la république arménienne (elle a proclamée l'union des deux Arménies, russe et turque, en 1919) se trouve dans une situation délicate vis-à-vis de la Turquie.

La Turquie de Mustapha Kemal est engagée dans une lutte de libération nationale contre l'impérialisme anglais. Les Anglais utilisent les Grecs qui débarquent en Asie mineure, et les Alliés imposent aux Turcs le traité de Sèvres (août 1920) qui démembre l'Empire ottoman, et accorde à la république arménienne les provinces de l'Anatolie orientale. Le caractère génial de la diplomatie de Mustapha Kemal a été expliqué par Paul Dumont dans un excellent livre, *L'axe Ankara-Moscou*, où il montre comment Kemal, à la fois montre une attitude pro-soviétique et veille en même temps à ce que le pouvoir soviétique ne s'installe pas en Asie mineure, et comment le premier parti communiste turc, présent au Congrès, est liquidé.

Enfin, il me semble qu'il y a un rapport entre l'échec des bolcheviks devant Varsovie et la décision de soviétiser la Transcaucasie (août 1920). Le Congrès des peuples d'Orient se réunit en septembre. Or le compte rendu des séances montre qu'à côté des appels lancés aux peuples d'Orient, des acclamations adressées à Enver Pacha, l'ex-leader

indignée. La phrase incriminée est la suivante : "La contre-révolution est soutenue par les basmačis en Asie centrale, les mencheviks en Géorgie, les moussavatistes en Azerbaïdjan, les dašnakis en Arménie" (p. 12 de ma communication). Cette formulation se retrouve dans de nombreux ouvrages d'histoire. En quoi l'évocation de la contre-révolution constitue-t-elle une injure? Dans ma communication, les mots "agents de l'impérialisme, impérialisme, impérialiste" n'ont jamais été employés. Je n'ai jamais usé d'injures - il suffit de se reporter à mes travaux d'histoire - comptes rendus, articles, livres - encore moins staliniennes, n'ayant jamais eu d'appartenance politique.

Jeune Turc, une place importante a été consacrée à la dénonciation des mencheviks géorgiens et daschnaks arméniens, dénoncés comme étant les avant-gardes de l'impérialisme. Malgré le soin apporté à détacher les peuples arméniens et géorgiens de leurs leaders, Bakou consacre plutôt une forte solidarité des peuples turcs contre les Arméniens et les Géorgiens. C'est d'ailleurs au moment du Congrès que l'armée de Kemal attaque brusquement l'Arménie. Et la soviétisation de l'Arménie (28 novembre - 2 décembre 1920) consacre l'entrée en contact de l'Armée Rouge et de l'armée de Kemal.

On a expliqué hier comment s'est faite quelques mois après la soviétisation de la Géorgie. L'échec devant Varsovie, l'échec de la révolution en Occident nécessitent la consolidation de l'ex-Empire russe. Et pour consolider l'Empire, il faut arriver à un modus vivendi, en Asie mineure avec Kemal qui de son côté liquide les aspirations pantouraniennes, sacrifie les Azerbaïdjanais, c'est-à-dire des frères turcs, dont il accepte la soviétisation. On constitue ainsi une sorte de frontière de guerre froide entre l'URSS et la Turquie, frontière intangible, bien que Staline ait à plusieurs reprises brandi, après la Deuxième Guerre Mondiale, la menace de revendication territoriale.

M. Shakeri

J'ai eu tort de ne pas citer en premier lieu le télégramme entre Moscou et Londres, entre Čičerin et Krasin. Ce sont des télégrammes révélateurs : le facteur principal était l'accord de commerce anglo-soviétique, et en second lieu, l'ex-Empire russe ne posait pas de problème. Lloyd George avait déclaré qu'il ne s'opposait pas à l'occupation par la Russie soviétique des ex-colonies tsaristes. Les Anglais, dans leurs correspondances diplomatiques secrètes et publiquement (le vice-roi des Indes Montaigu, et Churchill, ministre de la guerre), pour empêcher la soviétisation soutenaient le nationalisme oriental et la poussée de la religion.

Pour répondre à M. Paris, j'ai effectivement essayé de démystifier Bakou, de démystifier le mythe des hommes d'Etat pour la raison d'Etat.

M. Vilar

Je voudrais seulement exprimer ma surprise. Mme Carrère d'Encausse, citant le Congrès de Bakou, a écrit qu'on y avait soutenu des thèses "tiers-mondistes". Je me suis demandé si cela n'était pas là une projection de nos préoccupations d'aujourd'hui. Voyant annoncer une communication sur le Congrès de Bakou, je me suis précipité sur elle : je n'ai trouvé que des détails sur les représentations, les précédents, la diplomatie, aucun texte qui puisse m'éclairer sur le "tiers-mondisme" naissant. Qu'on me permette, à cette occasion, de dire, au contraire, à Mlle Eeckaute qui, quand elle s'appuie sur des textes, les lit, les cite, les replace dans leur temps, ma reconnaissance d'historien.

M. Rodinson

On ne peut pas tout dire et tout citer dans une communication d'une dizaine ou d'une vingtaine de pages. Dans les textes du Congrès de Bakou (on peut en lire aisément une bonne partie dans les *Actes* en français, publiés à l'époque à Pétrograd et réimprimés maintenant chez Maspero), vous trouvez des discours. C'est incontestable. Je n'ai pas encore lu le dernier livre de Mme Carrère d'Encausse et je ne sais si elle a l'occasion de les citer. Mais, dans des ouvrages antérieurs, elle en a donné des extraits et des analyses.

M. Shakeri

Ceux qui s'occupent de la politique intérieure et extérieure de l'Union Soviétique pourront toujours consulter les quelques vingt-deux pages que j'ai écrites à propos des discours au Congrès de Bakou. Ma tentative était ici d'apporter des informations non connues, c'est-à-dire les circonstances économiques, politiques et diplomatiques de l'époque.

M. Faye

Il est piquant de donner des définitions sur le bricolage de Lénine, mais il est un peu léger de prendre l'ensemble conceptuel théorique et de lui donner une étiquette avec un contenu péjoratif et méprisant, ce qui est de la polémique.

1) L'important est le contenu du Congrès de Bakou et ses répercussions. Laissons son contenu et ses échos assez directs. Laissons aussi les courants "Schlagetter, Radek" (concernant l'Allemagne et signalés à Paris) sur les peuples opprimés où l'on jouait l'ultra-nationalisme allemand contre le traité de Versailles. L'important est la coïncidence frappante entre l'échec du mouvement révolutionnaire en Occident et l'initiative qui est prise au Congrès de Bakou, c'est-à-dire l'ouverture vers un autre front de lutte contre l'impérialisme. L'attaque frontale a échoué (même si on ne le dit pas au IIe Congrès du Komintern). En raison d'illusions Bakou est déjà l'amorce d'un tournant : l'ouverture d'un front où l'on peut encore se battre et attaquer alors qu'en Occident nous passons à la défensive. Ne pas comprendre ce dispositif stratégique global revient à ignorer la grande signification de Bakou. L'action ne fut pas immédiate, mais elle rencontra un écho au-delà des minorités nationales russes ou des peuples environnants. Ce fut une trouée, et cela se répercuta non seulement en Chine mais aux Indes. Il s'agit vraiment, pour la première fois, en dehors des énonciations théoriques d'une prise de position politique ouvrant les perspectives d'alliances entre l'Union Soviétique et les peuples dominés par l'impérialisme. Réduire le Congrès à une démarche circonstancielle concernant le rapport anglo-soviétique, c'est en diminuer les dimensions politiques et historiques.

2) Interpréter la résolution du IIe Congrès du Komintern sur le problème national est aussi important. J'ai vécu l'adoption de ces résolutions, les échos à l'intérieur du mouvement communiste, notamment en Pologne où la tradition nationale dominait et où on amorçait un tournant dans le sens d'une solidarité de luttes avec les peuples opprimés sur le plan international. S'agit-il d'une contradiction, d'une duplicité jésuitique envisageant à la fois les deux possibilités d'une éventualité? Il faut tenir compte de la durée (cf. les notes sur les débats, les difficultés, les oppositions que Lénine et ses partisans rencontraient à la commission

d'élaboration des textes). L'important est qu'il s'agit d'une double démarche, même de démarches successives, il n'y a pas une alternative "d'alliance" avec la bourgeoisie ou avec les soviets paysans; dans les conditions historiques présentes, il y a la révolution bourgeoise anti-colonialiste sous la direction de la bourgeoisie nationale dans la mesure où elle se dresse contre l'impérialisme et, dans la foulée, dans le développement de la lutte, dans la mesure où la bourgeoisie bascule dans le camp de l'impérialisme, se rallie avec les "compradores", représentants de l'impérialisme, la substitution à ce bloc national de l'impérialisme, à ce mouvement national révolutionnaire inter-classe d'un mouvement d'inspiration révolutionnaire non seulement national et social avec les soviets paysans là où il n'y a pas de prolétariat, avec si possible la direction du prolétariat dans la mesure où les amorces ou les premiers aspects du mouvement prolétarien autonome apparaissent. Peut-être avait-il omis de signaler, à l'égard des révolutions bourgeoises nationales dirigées par la bourgeoisie les nécessités de créer des mouvements et des organisations autonomes à l'intérieur de ces mouvements inter-classes. Si l'on fait une sorte de carambolage dans le temps, dans la succession des démarches stratégiques, on arrive à une sorte de double pensée, de duplicité, de jésuitisme bolchevique bien connu. Mais si on analyse d'un peu près ces textes, ces perspectives, ces ouvertures, la succession des différentes démarches stratégiques, la cohérence apparaît, qui n'a rien à voir avec du bricolage.

Je voudrais insister sur le caractère de la plupart des communications faites ici : on n'a pas assez tenu compte du contexte international; or, on ne peut pas séparer la politique soviétique - que l'on soit pour ou contre - sans tenir compte des facteurs extérieurs. On a commencé à le faire aujourd'hui, mais hier on ne voyait les choses que du point de vue théorique, ce qui me paraît très grave. J'ai voulu montrer que le Congrès de Bruxelles s'insérait dans une politique de défense et d'attaque en même temps. De défense parce que la révolution est en retrait en Occident et qu'elle pense faire des percées non seulement en Orient mais dans tout le monde impérialiste puisqu'à ce moment-là on a encore des illusions qui vont justement s'écrouler. A Bruxelles, les délégués chinois de Canton sont là, mais un tournant vient de se faire à Canton. Il est important de replacer les faits, les textes dans

leur contexte ce qui est du domaine historique, non de la politologie, qui, elle, n'est point de l'histoire. Je voudrais ensuite insister sur le fait que Bruxelles comme Bakou n'a pas eu d'écho immédiat, mais à long terme. Il y a eu bien sûr des contacts pris partout par l'intermédiaire du parti communiste français qui était le parti le mieux organisé en Occident, puisque le parti allemand en 1927 est déjà très menacé. Ce parti a essayé, d'après les directives du Komintern, d'entrer en rapport avec toutes sortes de mouvements : religieux, nationaux, panturkiste etc. Il y a toute une série de tentatives, de pourparlers, de tracts rédigés, à l'intention de tous les autres partis. Et s'il n'y a pas eu de résultats immédiats, il est certain que par la suite il y en a eu.

M. Boukhassa

Je partage les préoccupations de Mlle Eeckaute, parce que nos recherches convergent parfois sur le Congrès de Bruxelles. J'ai toujours été gêné par la prédominance de l'aspect théorique dans toutes les questions sur la question nationale. On soutient des positions différentes selon des sources plus ou moins exhaustives, mais cela reste au niveau du discours et ne concerne jamais la pratique concrète de l'Internationale Communiste du Komintern, vis-à-vis des peuples coloniaux. Enfin, j'ai trouvé quelques éléments qui complètent les recherches de Mlle Eeckaute et qui prouvent l'importance du Congrès de Bruxelles dans l'Internationale Communiste. Je pense que cette importance fut sous-estimée alors qu'il intervient dans la mise sur pied d'une politique coloniale du Komintern. C'est une politique de défense et d'attaque. Politique de défense car Bruxelles ne peut s'expliquer que par la pratique de l'Internationale Communiste. Le Komintern a réagi et essayé de contrer les initiatives prises par d'autres mouvements, par le courant bourgeois. Il répond, à mon sens, directement à la Conférence de Genève de 1924 dite "du droit des peuples" où la Ligue Internationale pour la défense des indigènes était en relation avec la Société des Nations; elle avait réussi à rassembler un certain nombre de comités : comités persan, indien, syro-palestinien etc. et un certain nombre de Macédoniens croates, de Slaves, d'Arméniens, de Monténégrins, où étaient entrés bon nombre de

comités et mouvements d'exilés politiques très actifs, même si elle n'avait pas une emprise de masse.

Le Congrès de Bruxelles cherchait à mon sens à embrigader toutes les organisations au service de l'ordre bourgeois touchant l'ensemble des minorités établies sur les nombreux sols extra-allogènes et étrangers.

Le Komintern a approfondi cette démarche en prenant conscience du rôle des émigrations (algériennes, tunisiennes, marocaines etc.) sur le sol français. Au début, un axe fut établi à Genève dont on voulait faire la plaque tournante pour diffuser la propagande anti-colonialiste. Plus tard, on songea à Paris.

Je trouve le Congrès de Bruxelles très important dans l'établissement d'un front anti-colonialiste (voire même dans le projet d'une Internationale anti-colonialiste) et dans le déroulement même de ce Congrès; j'ai consulté des archives, mais insuffisantes, sur des questions et des problèmes posés entre communistes et nationalistes, et je demande à Mlle Eeckaute si elle a des renseignements sur le problème de ces divergences au Congrès du Palais d'Egmont, c'est-à-dire le début du divorce entre communistes et nationalistes, et pas seulement algériens, nord-africains, indochinois, indiens etc.

Mlle Eeckaute

Je répondrai très brièvement en citant deux cas où les pays sont représentés par deux délégations, en particulier l'exemple de l'Indochine. Le clivage n'est pas entre nationalistes et communistes mais entre constitutionnalistes, c'est-à-dire ceux qui se contenteraient d'une autonomie dans le cadre français, et d'autre part, ceux qui vont beaucoup plus loin et sont vraiment dans l'esprit de Bruxelles.

M. Boukhassa

Je ne fais pas référence à l'Association mutuelle des Indo-

chinois, ni aux partis constitutionnalistes, mais essentiellement au début du mouvement nationaliste indochinois animé par Nguyen To Yen et par Fouan Wan Trang (toute cette tendance qui formera plus tard le parti annamite de l'indépendance), c'est-à-dire les nationalistes indochinois.

Mlle Eeckaute

J'ai trouvé effectivement ces noms cités comme très actifs dans les comités indochinois de Paris; certains d'entre eux sont aussi à Bruxelles, mais je ne pense pas que l'on fasse la distinction entre nationalistes et communistes. Je pense que c'est un parti de l'indépendance par rapport à un parti beaucoup plus modéré qui se contenterait de moindres concessions. C'est la vision du Quai; cela ne veut pas dire qu'elle corresponde à la réalité.

M. Shakeri

Au Congrès de Bruxelles il y avait aussi deux délégations. Pour l'Iran : le parti socialiste, petit bourgeois, et le parti révolutionnaire républicain. Selon l'étiquette, ce dernier est un parti nationaliste, mais de fait, il était organisé par les communistes iraniens en tant que front, pour ne point gêner son action.

LE KOMINTERN ET LA QUESTION MACEDONIENNE

Marie-Paule CANAPA

En 1918, bien qu'agités par divers mouvements sociaux, agraires surtout, les Balkans ne présentaient pas certaines conditions favorables à la Révolution, le prolétariat y était peu nombreux, la population étant en majorité paysanne, l'économie était encore peu développée; en revanche les problèmes de nationalités y étaient nombreux.Un des principaux problèmes était celui de la Macédoine, région peuplée en majorité de Macédoniens, mais aussi d'autres nationalités (Albanais,Turcs, Grecs etc.). Les traités de paix avaient maintenu le partage de la région, établi en 1913, entre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (nouvellement créé), Macédoine du Vardar, la Grèce (Macédoine égéenne) et la Bulgarie (Macédoine du Pirin), laissant un conflit latent, la Bulgarie revendiquant la totalité de la Macédoine. Surtout les Macédoniens n'avaient pas obtenu un Etat indépendant et étaient soumis dans les Etats étrangers à une dénationalisation, considérés comme Serbes en Yougoslavie et comme Grecs (slavophones) en Grèce - en Macédoine égéenne la Grèce devait installer les réfugiés grecs d'Asie Mineure à la place des Turcs et aussi de Macédoniens à la suite des échanges de population entre Grèce et Bulgarie, puis Turquie. En Bulgarie, où se trouvaient les Macédoniens de Pirin et les émigrés des autres parties de la Macédoine d'avant et après 1914, les Macédoniens étaient considérés comme Bulgares et le gouvernement utilisait le mouvement national macédonien pour obtenir toute la Macédoine. Toutefois, le gouvernement Stambol'skij (1920-1923) tenta un accord avec la Yougoslavie. Le mouvement national macédonien, dont les principales organisations étaient alors en Bulgarie, s'était divisé. L'organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (O.R.I.M.), dirigée par Alexandrov, Protogerov et aussi Čaulev au début, se voulait l'héritière de l'ancienne O.R.I.M., créée en 1893, mais menait en fait une politique différente favorable au rattachement à la Bulgarie et à l'appui du gouvernement bulgare,

orientation apparue déjà avant 1914, alors qu'au début l'O.R.I.M. était pour une Macédoine autonome, le comité suprême créé à Sofija en 1895 étant probulgare. Suivant les traditions de l'O.R.I.M. originelle, des socialistes macédoniens, les Fédéralistes (T. Panica, F. Atanasov) étaient pour une Macédoine indépendante dans une Fédération balkanique. L'Ilinden, organisation des émigrés en Bulgarie, était plutôt probulgare. Disposant de bandes armées, renforcée en 1922, l'O.R.I.M. fit de la région de Pirin son fief, encore plus après 1923, quand elle eut l'appui du gouvernement : elle avait repris la tradition des actions terroristes contre les Turcs, faisant cette fois des incursions en Macédoine yougoslave et grecque, ce qui créait une tension entre la Bulgarie et ses voisins. Mais elle était devenue une organisation réactionnaire, assassinant certains opposants dans le mouvement macédonien même, et des politiciens progressistes bulgares. Les exactions d'Alexandrov touchaient la population macédonienne même. La dégénérescence de l'O.R.I.M. se manifesta encore plus après 1924 sous la direction de I. Mihajlov qui se lia à l'Italie fasciste. Dans l'O.R.I.M. même une opposition s'était développée contre la politique d'Alexandrov. Enfin, il n'y avait alors en Macédoine que quelques groupes socialistes, communistes, mais il est à noter qu'en Macédoine du Vardar, par exemple, entre autres raisons, parce qu'empêchés par l'Etat d'avoir un parti national, en 1920, les Macédoniens avaient voté en nombre pour le parti communiste yougoslave. C'est dans cette situation très schématiquement résumée que le Komintern eut à déterminer sa politique; on tentera de la présenter ici à partir des documents publiés en particulier dans la presse du Komintern (1).

1. On peut se référer aux ouvrages généraux suivants : N. Čingovski, Kominternata i makedonskoto prašanje ot 1919 do 1924, p. 63-76, in *Rabotničeskotodviženje na Makedonija do 1929*, Skopje, 1971; I. Avakumovic, *History of the communist Party of Yugoslavia*, Aberdeen, 1964; E. Barker, *Macedonia*, London, 1950, 129 p.; S. Christowe, *Heroes and Assassins*, London, 1935; E. Kpfos, *Nationalism and communism in Macedonia*, Thessalonika, 1964, 255 p.; J. Rotschild, *The Communist Party of Bulgaria, Origins and Development*, New-York, C.U.P.; D. Slijepcevic, *The Macedonian Question*, Chicago, 1958, 267 p.; J. Swire, *Bulgarian Conspiracy*, London, 1939. Les périodiques suivants ont été utilisés : *Kommunističeskij internacional* (*K.I.*), *Correspondance internationale* (*C.I.*),*Fédération balkanique* (*F.B.*).

I. LA POLITIQUE DU KOMINTERN

Quelques facteurs généraux ont déterminé l'attitude du Komintern envers la question nationale dans les Balkans, et plus précisément la Macédoine. C'est tout d'abord la conviction du Komintern qu'il y avait une possibilité de révolution dans cette région. Dans une adresse du 4 mai 1921 au Congrès du Parti communiste bulgare (P.C.B.), l'I.K.K.I. (Comité exécutif du Komintern) évoquait les conditions spécifiques des Balkans qui étaient plus favorables à la révolution qu'en Europe occidentale (bourgeoisie moins organisée) et affirmait que la révolution dans les Balkans accélèrerait la révolution en Europe centrale et occidentale, et même parmi les peuples asiatiques, jusqu'alors stimulés seulement par la Russie (1). Un autre facteur a été le souci de protéger la révolution en URSS, de s'opposer à la politique d'encerclement de l'URSS par les Etats impérialistes patronant des accords entre Etats balkaniques et autres; c'était l'opposition du statu quo international établi par les grandes puissances, la crainte aussi que les Etats impérialistes utilisent les luttes nationales entre Etats balkaniques dans leurs buts propres, en particulier contre l'URSS.

Dans ce cadre, la situation de la Bulgarie devait attirer plus particulièrement l'attention du Komintern. Il y décelait une situation propice à la révolution (révolte de 1918, et même le renversement du gouvernement paysan de Stambol'skij et son remplacement par le gouvernement réactionnaire et nationaliste de Cankov en juin 1923). D'autre part, en particulier à propos de la Macédoine, la Bulgarie était hostile aux traités de paix. Le P.C.B. légal jusqu'en 1923 avait un appui électoral non négligeable, et même si par la suite il devait être critiqué, il était apprécié favorablement par le Komintern comme en témoigne la publication dans le journal de l'I.K.K.I. de sa déclaration programmatoire (2) : il était plus "constitué", plus lié au socialisme russe peut-être, que le parti yougoslave hétérogène alors, et le parti grec en formation (3). Le P.C.B. se voyait confier un rôle important ain-

1. *K.I.* (17), juin 1921, p. 4326.
2. A cette occasion Zinov'ev loue le P.C.B. *K.I.* (4), 1er août 1919, p. 512.
3. J. Rotschild, *op.cit.*, p. 249.

si dans le cadre de la Fédération communiste balkanique (F.C.B.), organisme chargé de coordonner l'activité des partis communistes balkaniques en particulier sur la question nationale. D'un autre côté, dans le nouvel Etat yougoslave, la question nationale était un problème central, s'exprimant de la façon la plus marquante sur le plan politique dans l'opposition du parti paysan républicain croate au régime centraliste et royaliste serbe; en Macédoine du Vardar, la répression nationale empêchait l'expression du mouvement national macédonien sous forme de parti politique, mais l'O.R.I.M se manifestait par ses actions terroristes entraînant un contre-terrorisme encore plus néfaste pour la population et créant un contentieux entre la Yougoslavie et la Bulgarie ; quant au P.C.Y, après son essor remarquable aux élections de 1920, il se trouvait désorganisé à la suite de son interdiction en 1921 et de la répression.

C'est dans ces conditions que le Komintern a été conduit à s'intéresser aux potentialités révolutionnaires de la question nationale dans les Balkans et en Macédoine en particulier, potentialités d'autant plus grandes que les mouvements nationaux avaient une base paysanne. Pour réaliser la révolution même, les problèmes nationaux, le rôle des mouvements nationaux ne pouvaient être négligés. Dans le manifeste du 5 mars 1920 qu'il adresse "au prolétariat des pays balkano-danubiens et aux partis communistes de Bulgarie, Roumanie, Serbie, Turquie", le Komintern part de l'idée que le problème national dans cette région est plus compliqué qu'avant 1914, les Etats agrandis (Serbie, Grèce, Roumanie) comprenant de nombreuses minorités soumises ainsi à une nation dominante, tandis que la Bulgarie est partagée. Il prévoit de nouvelles guerres entre les bourgeoisies nationalistes, dont les désirs de conquête sont attisés par les Etats impérialistes, comme dans le passé. Les partis communistes des Balkans sont donc appelés à jouer un rôle plus large que dans les pays capitalistes où il n'y a pas de question nationale, la révolution y est possible malgré le retard économique. Deuxième point, en effet, seule la révolution "peut libérer les masses ouvrières et paysannes du joug économique et national", "d'une exploitation qui vient à la fois de l'étranger et de la bourgeoisie nationale" - la solution est dans la formation d'une république balkanique (ou balkano-danubienne), socialiste, soviétique, fédérative

- il n'est donc pas question d'une révolution nationale-bourgeoise. Dans ce but, les partis communistes balkaniques doivent développer leur collaboration et former un front révolutionnaire uni de tous les pays balkaniques. Ils doivent attirer au communisme les "couches larges de la paysannerie laborieuse". Le texte ne parlait pas d'alliance avec les partis ou mouvements nationalistes (1).

A propos de la Macédoine même, on peut rappeler qu'à son IVe Congrès en 1922, il condamne les transferts de population. Ce sont des événements bulgares qui vont conduire le Komintern à intervenir plus directement à propos de la Macédoine. A la suite du renversement du gouvernement paysan de Stambol'skij en Bulgarie en juin 1923, renversement que le P.C.B. laisse faire sans intervenir, y voyant la lutte entre deux bourgeoisies (rurale et citadine), l'I.K.K.I. se réunit pour critiquer la passivité du P.C.B. Face à ce qu'il considère comme un échec grave pour la révolution, le Komintern reproche entre autres erreurs au P.C.B. de n'avoir accordé aucun rôle à la question macédonienne dans sa tactique, conduisant ainsi les organisations macédoniennes, déçues par la politique de rapprochement de Stambol'skij avec la Yougoslavie, à appuyer le coup d'Etat. En même temps, l'I.K.K.I. montre l'intérêt que représente une politique d'accord avec ces organisations tout en le justifiant. Il s'agit d'"organisations de paysans petits et pauvres", d'"un grand passé révolutionnaire, ayant lutté contre la domination des grands propriétaires turcs et de la bourgeoisie serbe"; d'autre part, elles disposent d'"anciennes formations révolutionnaires illégales" - selon le Komintern, elles représentent une "force militaire décisive". On pouvait compter de plus sur leur "sympathie ancienne et profonde pour la révolution russe" (2). Dans le Manifeste final sur les événements de Bulgarie, l'I.K.K.I. s'adressait entre autres aux paysans et révolutionnaires macédoniens, les excusant de s'être laissés entraîner dans le coup d'Etat par leur ressentiment envers Stambol'skij, mais les avertissant que le nouveau gouvernement, aussi prêt à les trahir, ne pourrait satisfaire leurs revendications, seules réalisables dans une Fédération balkanique de gouvernements ouvriers et paysans.

1. *K.I.* (9), 22 mars 1920, p. 1405-1410.
2. *C.I.* (28), 21 juillet 1923, p. 422. Sup. Rapport de Radek.

Seul, un gouvernement ouvrier et paysan bulgare pouvait "aplanir la voie vers une telle fédération, en ayant la sympathie des ouvriers paysans de Roumanie, Yougoslavie et Grèce". L'I.K.K.I. appelait donc les paysans et révolutionnaires macédoniens à ne pas participer au "gouvernement de terreur blanche et à s'unir aux ouvriers et paysans bulgares" (1). Il est remarquable que le P.C.B. dans un premier temps rejeta les critiques du Komintern, le jugeant "insuffisamment informé". Kabakčiev fit état, entre autres choses, de ses prises de position en faveur de la Macédoine, mais affirma qu'il ne pouvait y avoir de collaboration avec les dirigeants de l'O.R.I.M., sous influence bourgeoise et terroriste (2). Cette réplique fut publiée dans le journal de l'I.K.K.I., et cette expression ouverte du conflit, même limité, est intéressante pour l'histoire du Komintern (3). Bientôt, cependant, le P.C.B. reconnaissait ses erreurs, et à l'instigation du Komintern se lançait dans une insurrection en septembre, sans succès.

Dans son rapport au Ve Congrès du Komintern, en 1924, Manuilsky posait sur le plan général le problème de l'attitude inadéquate des communistes envers les mouvements de libération nationale, mentionnant le cas du comité macédonien de T. Alexandrov (4). A ce même congrès le Komintern définissait sa position sur la question macédonienne (et thrace) dans une partie spéciale de sa résolution sur la question nationale en Europe centrale et dans les Balkans (5). Il reprend en fait les conclusions qu'il approuve de la VIe conférence de la Fédération communiste balkanique de décembre 1923 (voir plus loin). Pour le Komintern, la question nationale en Europe centrale et balkanique est une question politique essentielle. La résolution rappelle que la Macédoine

1. *C.I.* (53), 4 juillet 1923, p. 17.
2. *K.I.* (28-29), 1923, p. 7741-7744.
3. Radek avait parlé de scrupules antérieurs du Komintern à intervenir dans les affaires d'un autre parti de peur qu'on parle d'"oukazes de Moscou", mais l'importance de l'échec, les répercussions que pouvaient avoir ailleurs l'exemple de l'attitude de neutralité du P.C.B., approuvée par certains partis, avaient conduit à intervenir ouvertement dans ce cas.
4. Rapport de Manuilsky, *Pjatyj Vsemirnyj Kongress Kommunističeskogo Internacionala*, 17 ijunja - ijulja 1924, Stenografičeskij otčet. Čast' 1 (5e Congrès du Komintern), Moskva, 1925, p. 593.
5. *Ibid.*, t. 2, p. 125-126.

(et la Thrace) sont depuis longtemps une cause de conflits entre les Etats balkaniques et en même temps un instrument de la politique impérialiste dans cette région. Par ses destructions économiques, l'asservissement politique et national, la nouvelle partition de la Macédoine et de la Thrace en Yougoslavie, Turquie, Grèce, Bulgarie, la dernière guerre impérialiste a encore aggravé la question nationale dans les Balkans. Dans ce cas précis, le Komintern ne s'arrête pas sur la composition ethnique de la Macédoine - il parle de "peuple macédonien", mais il semble se référer là à l'ensemble de la population du pays (de même qu'il parle de peuple thrace) et il semble par ailleurs avoir été indécis - toutefois, dans son rapport, Manuilsky avait mentionné les Macédoniens (5% - 600 000) parmi les "nationalités" autres que Serbes de la Yougoslavie (1).

Le Komintern met par ailleurs sur le même plan la Macédoine et la Thrace dont les problèmes sont différents, la Thrace ayant une population bulgare entre autres. Autre point, il reprend le programme de la Fédération balkanique pour une "Macédoine unie et indépendante", "seul slogan correct et révolutionnaire", rejetant l'idée d'une autonomie pour les diverses parties de la Macédoine dans le cadre des Etats artificiels existants. Pour lui, ce programme correspondait à l'orientation du peuple macédonien des trois parties de la Macédoine, orientation encore accentuée depuis le partage. Mais, pour le Komintern, le succès de la lutte révolutionnaire du peuple macédonien pour la libération sociale et nationale est lié à celui des ouvriers et paysans révolutionnaires de chaque pays des Balkans. Les partis communistes des Balkans et la F.C.B. doivent soutenir le mouvement national révolutionnaire des nationalités opprimées de Macédoine (et de Thrace) pour la création de républiques indépendantes. La solution proposée par le Komintern pour la Macédoine était ainsi l'application du droit des peuples à l'autodétermination jusqu'à la sécession proposée pour les Balkans en général. Elle signifiait le démantèlement de la Yougoslavie,

1. *Pjatyj, op.cit.* Antérieurement, le Komintern avait laissé supposer que la Macédoine était bulgare et peuplée de Bulgares macédoniens (cf. l'adresse au prolétariat des pays balkano-danubiens de 1920), ou bien hésitait entre Bulgares ou Serbes (les Macédoniens dont on ne sait s'ils sont Bulgares ou Serbes, selon Radek, au comité exécutif élargi de juin 1923), t. 1, p. 590.

qu'acceptait aussi implicitement la partie de la résolution portant sur la question yougoslave - affirmant le caractère multinational de la Yougoslavie et reconnaissant en particulier Serbes, Croates et Slovènes comme trois nations distinctes, elle demandait au P.C.Y. de lutter pour l'autodétermination des nations en Yougoslavie, ce qui devait s'exprimer dans la sécession de la Croatie, de la Slovénie, de la Macédoine, et dans la formation de républiques indépendantes. Mais cette prise de position qui reprenait le programme à la fois des socialistes balkaniques d'avant guerre, des socialistes macédoniens et aussi la position traditionnelle de l'O.R.I.M., celle des Fédéralistes devait aussi servir de plate-forme pour réaliser un rapprochement des communistes avec le mouvement national macédonien, avec l'O.R.I.M. Avant de parler de cet aspect de la politique patronnée par le Komintern à propos de la Macédoine, il convient d'évoquer un instrument de la réalisation de sa politique, la Fédération communiste balkanique (F.C.B.).

II. LA FEDERATION COMMUNISTE BALKANIQUE

L'activité de la F.C.B.

Selon le Komintern, les activités des partis communistes balkaniques dans la question nationale et en particulier celles de la Macédoine devaient être unifiées et dirigées par la Fédération communiste balkanique (F.C.B.) - c'est ce qu'il recommandait par exemple dans la résolution de 1924 (1). En fait, le P.C.B. en était considéré comme l'élément directeur (2) et ses secrétaires généraux furent des Bulgares (Kolarov, Kabakčiev, Dimitrov). Créée à Sofia en janvier 1920, à l'invitation du parti bulgare, la F.C.B. comprenait selon son statut de 1921, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce - l'admission de l'Albanie (mais non de la Turquie) étant prévu quand un parti communiste y serait formé - elle se voulait le prolongement des conférences socia-

1. Dans son adresse au prolétariat des pays balkaniques de 1920, le Komintern avait laissé entendre que l'absence d'aide de la part des ouvriers de Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, avait contribué à l'échec de la révolution hongroise, ce qui montrait la nécessité de la collaboration entre partis communistes balkaniques.
2. *C.I.* (31), Sup. doc., 8 déc. 1922, Zinov'ev parle du "Comité directeur bulgare" à la tête de la Fédération balkanique.

listes balkaniques (1910, 1915), d'où la numérotation de ses propres réunions. Il est à noter qu'une collaboration dépassant le cadre balkanique avait pu être envisagée; on peut relever déjà dans les textes du Komintern de la F.C.B. le terme de "balkano-danubien". La composition même de la F.C.B. a été discutée lors de l'adoption de son statut en février 1921 à sa deuxième conférence, après la guerre (1) : l'adhésion de l'Autriche et de la Hongrie, dont les représentants étaient présents, a alors été envisagée mais finalement rejetée, des liens étroits avec ces pays étant cependant souhaités. Un des présidents de la conférence, le Bulgare Kolarov, avait justifié un choix strictement balkanique (prévoyant dans le futur la Turquie) par l'existence de liens ethnographiques, de questions nationales (Macédoine, Dobrudža etc.), d'une unité économique, de l'utilisation commune de la mer Egée, d'un même niveau culturel et enfin par l'"impossibilité pour la révolution de s'affirmer dans un pays sans une action coordonnée et sans l'aide des autres", critères plus ou moins fondés; le représentant du Komintern avait aussi parlé de similitudes des conditions des pays balkaniques. Peut-être la composition de la Fédération dépendait-elle, selon le Komintern, d'une de ses tâches principales : empêcher l'utilisation par les pays de la Petite Entente des conflits entre nationalités des Balkans pour susciter la guerre; selon Rotschild une composition strictement balkanique permettait au P.C.B. d'y exercer une influence prépondérante (2). De leur côté, les partis autrichien et hongrois n'avaient pas souhaité être inclus - pour le P.C.H. (représenté par G. Lukač), "les conditions économiques, politiques, culturelles liaient plus la Hongrie à certains pays balkaniques séparément qu'à l'ensemble de la région et l'orientaient plus vers un travail commun avec la Tchécoslovaquie et l'entrée dans la F.C.B. ne lui paraissait pas nécessaire s'il était cependant prêt à établir des liens avec elle"; le P.C.A. (Wertheim) quant à lui craignait qu'"un organisme régional (balkanique, pour l'Europe occidentale ou pour les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie) ne soit un danger pour les liens étroits des

1. *K.I.* (17), 7 juin 1921, p. 4333-4336.
2. J. Rotschild, *op.cit.*, p. 229.

partis communistes avec l'I.K.K.I. (1).

Au début pratiquement inexistante (2), l'activité de la F.C.B. s'est accrue dans les années 1923-1924 - plusieurs conférences portent alors essentiellement sur la question nationale et macédonienne. Section du Komintern, la F.C.B. devait en suivre les directives (3), mais selon certains, elle n'aurait pas été une simple "courroie de transmission" entre le Komintern et les partis communistes balkaniques dans le cadre de la politique et de la tactique générale du Komintern, elle aurait contribué à l'élaboration plus concrète par exemple de la question macédonienne, positions qui ont été reprises ensuite par le Komintern (4). Cependant, l'application de cette politique devait être peu effective.

Dans ces textes, on retrouve tout d'abord l'évaluation du Komintern sur la situation dans les Balkans et les orientations de base de sa politique dans cette région - ainsi dès sa première conférence en 1920 et dans le manifeste de la Fédération communiste balkano-danubienne aux classes travailleuses des pays balkano-danubiens (5). Seule la révolution prolétarienne peut résoudre la question nationale dans les Balkans. La guerre pourtant faite au nom de la libération et de

1. La confédération des syndicats balkano-danubiens, créée en novembre 1920, comprenait la Turquie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie à côté de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grèce, mais, selon J. Rotschild, *op. cit.*, p. 227, elle a été sans importance réelle, recueillant seulement des statistiques.
2. Au IVe Congrès du Komintern, Zinov'ev constatait que la F.C.B. n'existait pratiquement pas et montrait la nécessité pour le P.C.B. d'y accorder plus d'attention, *C.I.*, 28 novembre 1922. Sup. doc. 25, p. 6.
3. Le Komintern devait approuver son statut; les organes de la F.C.B. (conférence, comité exécutif, secrétariat) étaient en liaison directe avec l'I.K.K.I.; le Komintern devait être informé à temps de ses conférences pour y envoyer un représentant. Elle ne pouvait avoir de contacts avec les partis communistes non membres que par l'intermédiaire de l'I.K.K.I. (Statut de 1921).
4. Katardžiev (1), Za Balkanskata komunistička federacija i za njeziniot odnos kon makedonskoto nacionalno prašanje (La F.C.B. et son attitude envers la question nationale macédonienne), *Glasnik I.N.I.* (Skopje), 1975, p. 50-53.
5. *K.I.* (12), 20 juil. 1920, p. 2215-2218 et *K.I.* (14), 6 nov. 1920, p. 2893.

l'union nationale n'a pas apporté la libération des peuples balkaniques, mais au contraire, un asservissement national plus grand en même temps qu'une crise économique, problèmes que les bourgeoisies sont incapables de résoudre, et qui les rendent dépendantes de l'aide des grands Etats impérialistes ; pour ces Etats, les Balkans sont une base de leur expansion ultérieure dans le monde, d'elles-mêmes, les bourgeoisies nationales collaborent avec les impérialistes et pratiquent une politique réactionnaire; la F.C.B. considère aussi le cadre territorial des nouveaux Etats balkaniques comme trop étroit d'un point de vu économique, mais la nature des bourgeoisies nationales rend inacceptable toute solution à ces problèmes. Ainsi une fédération (yougoslave ou autre), entre régimes existants, tout rapprochement entre Etats existants sera aussi interprété comme la formation d'un bloc contre l'URSS. Pour la F.C.B., la solution est une fédération de républiques socialistes balkaniques - en 1922, la IVe conférence l'envisage rattachée à une fédération mondiale. En 1924, la F.C.B. affirma le principe du droit d'autodétermination jusqu'à la sécession et la nécessité de lutter contre les traités de paix et contre la Société des Nations qui les défendait.

La question macédonienne même aurait été soulevée pour la première fois dans la F.C.B. en 1922: en mai-juin, Kolarov aurait montré la nécessité d'un appui des partis communistes balkaniques pour que les réfugiés de Macédoine grecque et serbe en Bulgarie n'aillent pas rejoindre les rangs de l'O.R.I.M., mais c'est apparemment à la Ve conférence de la F.C.B., en décembre 1922, à Moscou, que la Fédération a pris position explicitement pour l'autonomie de la Macédoine (et de la Thrace et de la Dobrudža). Le renversement du gouvernement paysan de Stambol'ski en juin 1923 en Bulgarie conduit la F.C.B. à s'occuper plus directement de la question macédonienne. Réuni les 22-24 août 1923, son comité montre la nécessité de mettre en application la tactique de front uni, de gouvernement ouvrier et paysan et aussi le programme de la F.C.B. qui était "non seulement le droit à l'autodétermination mais aussi la création d'une république fédérative balkanique". Mais surtout, tenant compte de la possibilité d'un soulèvement en Macédoine et de l'existence des mouvements nationaux révolutionnaires en Croatie et

dans d'autres régions de Yougoslavie, la F.C.B. prévoyait une crise révolutionnaire en Bulgarie et en Yougoslavie et une guerre entre ces deux pays, d'où la nécessité pour les partis communistes bulgare et yougoslave de déterminer leur attitude face à cette situation et vis-à-vis des mouvements nationaux révolutionnaires en Yougoslavie. Le P.C.Y. devait démasquer la terreur existante en Macédoine et y soutenir le mouvement national révolutionnaire; il devait aussi renforcer l'action du parti communiste dans cette région (1). Ceci illustre le rôle de la F.C.B. dans la mise en application d'une politique, ici déterminée essentiellement par la situation en Bulgarie - le P.C.B. préparait un soulèvement et il avait décidé déjà au début d'août un rapprochement avec l'organisation révolutionnaire macédonienne et des contacts avec ses dirigeants (2).

A sa VIe conférence, en décembre 1923, à Berlin, dans la résolution sur la question nationale dans les Balkans, qui y est adoptée et sera publiée en mars 1924 (3), la F.C.B. détermine plus avant ses positions et sa tactique à propos de la Macédoine et envers les organisations nationalistes; la résolution a sans doute pour but immédiat de détacher les organisations nationalistes des bourgeoisies nationales et en particulier de la bourgeoisie bulgare dont elle dénonce la politique, et de les attirer dans une collaboration avec les communistes. Elle affirme que seule une Macédoine unie et autonome incluse dans une république balkanique peut assurer "les droits de toutes les nationalités de Macédoine, assurer la paix, les conditions d'un développement économique, l'indépendance politique et une existence tranquille". En cela elle partait du fait que la Macédoine était une région à population mélangée, elle sous-entendait par ailleurs que s'y trouvaient des Bulgares (4), mais elle avait atténué ses positions

1. Etant donné les événements de Grèce, un délégué de la F.C.B. devait y être dépêché. D. K'osev, *Septemvrijskoto vastanie v 1923 godina* (Le soulèvement de septembre 1923), Sofia, B.A.N., 1954. Voir les deux décisions de la conférence p. 281-282.
2. *B.K.P. v resolucii i rešenija*, t. 2; 1919-1923, Sofia, p. 328-329.
3. *K.I.* (3-4), 1924, p. 133-150.
4. Quand elle parlait de la "politique serbe qui en Macédoine extermine ou force à émigrer Albanais, Turcs, Bulgares"; voir aussi la Résolution sur la question yougoslave qui mentionne parmi les minorités en Yougoslavie les Bulgares en Macédoine.

pro-bulgares antérieures, ne parlant plus de peuple bulgare divisé, de Bulgarie partagée comme elle l'avait fait dans ses premiers textes (Manifeste de 1920). Elle expliquait la solution proposée aussi par des considérations géopolitiques: la possession de la Macédoine (par un pays voisin sous-entendu) permettait de dominer toute la péninsule; de plus étant donné que la Macédoine comprenait toutes les nationalités ayant une position dominante dans les pays voisins, sans qu'aucune ait la majorité absolue, la domination de la Macédoine par un pays entraînait une oppression nationale de la majorité de sa population et suscitait des luttes nationales que les Etats intéressés utilisaient dans leurs buts de conquête. D'autre part, la lutte pour l'indépendance de la Macédoine (et de la Thrace) devait être menée par les ouvriers et paysans de cette région, en solidarité avec les ouvriers et paysans des autres pays balkaniques pour former un gouvernement ouvrier et paysan en Macédoine indépendante (Thrace indépendante), de même que d'autres combats auraient lieu dans d'autres pays - seule une lutte unie des ouvriers et paysans de tous les pays balkaniques pouvait apporter la libération nationale,politique et économique des nationalités balkaniques.

La F.C.B. veut en effet convaincre les "masses larges des nationalités" de Macédoine que le seul soutien possible est le prolétariat et la paysannerie de tous les pays - "l'U.R.S.S. a reconnu le droit d'autodétermination jusqu'à la sécession, les partis communistes du Komintern luttent contre tout joug national, économique, politique", il est donc normal qu'ils soient du côté des combattants de Macédoine (et de Thrace). "Les ouvriers et les paysans ont un intérêt direct au succès de la lutte des nationalités de Macédoine et de Thrace", étant donné les avantages mentionnés plus haut d'une fédération balkanique avec une Macédoine autonome. En revanche, la F.C.B. démontrait que les nationalités de Macédoine ne pouvaient s'appuyer sur la bourgeoisie d'un pays voisin y compris la Bulgarie. "Partout, la population macédonienne, quelle que soit sa nationalité, était soumise à un joug terrible, toutes les bourgeoisies employant la terreur en Macédoine (N.A. pendant la guerre); aujourd'hui elle "christianise les pomaks" (Bulgares musulmans). La bourgeoisie bulgare qui n'avait qu'une partie insignifiante de la Macédoine était toujours prête à

se servir du mouvement révolutionnaire macédonien à ses propres fins. "Une partie de l'émigration macédonienne en Bulgarie avait déjà été utilisée dans la contre-révolution, contre le soulèvement ouvrier et paysan" ("ces Macédoniens aveuglés, sous le couvert de "Macédoniens révolutionnaires", avaient été en fait des mercenaires de la bourgeoisie bulgare et les bourreaux de travailleurs"). La tactique recommandée par la F.C.B. était celle d'un front uni avec les organisations nationales et même éventuellement la participation des communistes dans ces organisations, "ce qui faciliterait la tâche des Partis communistes". "Les Partis communistes organisaient la masse des travailleurs sans distinction de nationalité (dans le parti, les syndicats, les coopératives)", mais ils n'étaient pas hostiles aux organisations regroupant les nationalités autour d'intérêts nationaux et culturels. Dans cette collaboration avec les organisations nationales, les partis communistes devaient contre-balancer l'influence de la bourgeoisie. Par ailleurs, la F.C.B. faisait une évaluation positive de la lutte du peuple macédonien dans son ensemble; pour elle l'organisation révolutionnaire macédonienne avait été "l'organisation et le guide véritable de la lutte des peuples macédoniens sans distinction de nationalité" et avait su entretenir la conscience existant dans la population que la seule solution était une "Macédoine unie et autonome" (1).

Parallèlement, la conférence adoptait une résolution sur la question yougoslave dans laquelle elle affirmait que la Yougoslavie n'était pas le produit d'une révolution nationale mais d'une victoire armée; des accords entre Etats impérialistes et le parti communiste devaient lutter pour le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession et proposer un front uni à toutes les organisations luttant pour ce droit; semblant répondre à un reproche possible sur le morcellement entre nationalités qu'entraînerait l'application de ce droit, la résolution précisait qu'il ne signifiait pas de nouvelles barrières, mais il fallait que les nationalités aient pu décider librement de leur sort

1. La F.C.B. donnait aussi une évaluation positive de la révolution d'Iliden de 1903: "Essai du peuple macédonien de conquérir son autonomie".

avant que le prolétariat, seul apte à le faire, unisse les peuples et dépasse les frontières. De son côté, le P.C.G. devait lutter énergiquement contre l'hellénisation de ces régions "annexées" et demander l'annulation des échanges de population.

L'attitude des partis membres

La F.C.B. avait statutairement le droit de diriger et de contrôler l'activité des partis membres en ce qui concernait les buts et les tâches de la F.C.B., se guidant bien sûr sur les décisions du Komintern, mais cette coordination fut difficile. Il faut noter premièrement que la structure territoriale des partis ne correspondait pas à la politique proclamée - ils restaient formés selon les Etats existants, et en particulier il ne fut pas créé de parti macédonien séparé (1). Toutefois, la F.C.B. aurait demandé au P.C.Y. que les organisations du parti en Macédoine du Vardar soient détachées du P.C.Y., mais l'article qui mentionne ce fait ne précise pas s'il s'agissait d'en faire une organisation séparée ou de la rattacher au parti bulgare (2). Il y avait d'autre part les rapports avec la politique propre des partis balkaniques. Pour le P.C.B., le problème était moins apparent; considérant la Macédoine peuplée de Bulgares, il avait pris cependant position à son premier congrès en 1919 en faveur d'une république soviétique, socialiste, fédérative, balkanique", comme seule solution pour sauver les peuples du joug national, économique et politique (3) et après la VIe conférence de la F.C.B., avait déclaré soutenir la lutte pour l'indépendance des peuples de Macédoine (Thrace, Dobrudža et autres régions balkaniques asservies) (janvier 1923) (4).

1. E. Barker, *op. cit.*, p. 77.
2. J. Vrčinač, Rad i zakljucci Prve, Druge i trece Konferencije K.P.J. (Le travail et les conclusions de la Première, Deuxième, Troisième Conférence du P.C.Y.), p. 250, in *Istorija XX veka*, t. 1, Beograd, 1959. C'est à la 2e Conférence du P.C.Y. en mai 1923 que la gauche du P.C.Y. avait reproché entre autres critiques à la droite du parti d'être prête à accéder à cette demande. Cité par Avakumočič (I), *op. cit.*, p. 66.
3. *K.I.* (5), sept. 1929, p. 694.
4. *K.I.*(28-29), 1er déc. 1923, p. 7743.

Mais la F.C.B. n'avait pas établi de collaboration véritable avec le mouvement macédonien (fédéraliste ou autre), ayant voulu apparemment exercer une influence directe sur les Macédoniens, en particulier les émigrés - il créa ainsi la Fédération communiste des émigrés (E.K.S.), qui n'était pas d'orientation spécifiquement macédonienne, mais destinée aussi aux émigrés de Thrace et de Dobrudža, et il publia aussi le journal *Osvoboždenie*, mais ceci avec peu de succès semble-t-il. La Fédération et le journal furent dissous officiellement en 1923, quand il fut question d'un rapprochement avec l'O.R.I.M. (1).

Acceptée par leurs représentants dans les réunions de la F.C.B., la politique du Komintern (et de la F.C.B.) sur la Macédoine n'a pas été facilement admise par les partis communistes yougoslave et grec, ceci dans des contextes différents - la revendication de la sécession d'une partie du territoire de l'Etat mettait dans une situation difficile particulièrement le parti communiste grec (P.C.G.), en Yougoslavie; outre cet aspect était en cause une autre approche de la question nationale en général dans une partie du P.C.Y. Même si ces partis devaient intégrer cette politique dans leur propre programme, les réticences furent une des causes des difficultés d'application de cette politique, réticences pour lesquelles ces partis se firent critiquer, ainsi au Ve congrès du Komintern et à la VIIe conférence de la F.C.B. en juin 1924.

L'adoption de la politique du Komintern par le P.C.G. ne s'est pas faite sans résistance: en 1922 le P.C.G. considère comme non obligatoire la condamnation par le Komintern des transferts de population, mais sur intervention de ce dernier, il se rétracte. De même le slogan de Macédoine (et de Thrace) unie et indépendante que le représentant grec accepte à la conférence de la F.C.B. fin 1923 suscite des dilemmes; certains, tel Kordatos, de la "droite" du parti y sont formellement opposés, d'autres pensent que par solidarité avec

1. La Fédération aurait compté en 1922, 18 organisations avec 1300 membres dont 1019 Macédoniens, 178 Thraces, 113 Dobrudžanais; *Osvoboždenie* aurait tiré alors à 3200 exemplaires, *C.I.* (58), 5 août 1922, p. 209.

la Bulgarie, qui est à la veille de la révolution, il faut l'accepter, enfin Stavrides aurait proposé de demander des explications au Komintern, solution qui fut adoptée (1). Cette "protestation", de même que le refus de publier la résolution de la VIe conférence de la F.C.B. furent critiquées par Manuilsky au Ve congrès du Komintern de 1924, qui accusa les Grecs d'être sous l'influence du socialisme autrichien, du bauerisme; à son IIe congrès extraordinaire, en décembre 1924, le P.C.G. finit par adopter le programme du Komintern et de la F.C.B., c'est-à-dire la sécession de la Macédoine (et Thrace) de la Grèce. Cette acceptation devait entraîner des démissions et les divergences dans le parti demeurèrent - en 1930, l'I.K.K.I. pouvait reprocher au parti grec "de ne pas assez utiliser les sympathies des minorités opprimées"(2).

On ne peut manquer de poser le problème de l'influence qu'a eu le programme du Komintern sur la Macédoine pour l'essor du P.C.G. en Grèce, et de l'adaptation de ce programme aux conditions prévalant en Grèce. Au Ve congrès du Komintern, le délégué grec Maksimos, qui devait en accepter les décisions, avait donné pourtant une explication ambiguë des positions du P.C.G.; selon lui, le P.C.G. n'était pas contre l'autonomie de la Macédoine, mais critiquait le fait que le slogan ait été adopté sans tenir compte des difficultés pratiques d'application en Grèce; c'est ainsi qu'il expliquait la lettre de protestation du P.C.G. au Komintern, lettre qui avait pour but seulement d'obtenir des instructions dans ce domaine. Selon Maksimos, il fallait tenir compte du changement de la composition nationale de la Macédoine, bien que voulue par la bourgeoisie - "il se trouve maintenant 700 000 réfugiés d'Asie Mineure en Macédoine, c'était un fait même si le P.C.G. avait lutté contre et souhaitait d'ailleurs

1. E. Kofos, *op. cit.*, p. 73.
2. Un article de *Correspondance Internationale* de la même année critiquait "la passivité du P.C.G. envers le mouvement des minorités nationales dont il n'avait pas essayé de prendre la direction, son manque d'attention envers la question macédonienne, envers les réfugiés, ce qui laissait les deux mouvements se développer parallèlement et rendait possible une liquidation séparée par le gouvernement, *C.I.* (27), 1930, p. 352-353.

que le parti turc fasse de même". De toutes façons, le problème principal n'était-il pas comme le pose Maksimos au même congrès que la "classe ouvrière et paysanne n'était pas prête à accepter ce slogan, soulevé récemment seulement par le parti". De fait, ce programme pouvait entraver l'action du parti parmi les Grecs, parmi les réfugiés grecs en Macédoine (1). Il est indéniable aussi que ce programme permettait aux autorités de présenter les communistes comme traîtres à la patrie et a donné le prétexte de persécutions (2).

Les auteurs s'accordent donc en général sur les conséquences néfastes de ce programme pour le P.C.G. y voyant une cause importante, parfois même exclusive, de sa faible implantation, mais certains soulignent le manque d'activité du P.C.G. sur d'autres plans (paysannerie, etc.) et le manque d'efficacité de la tactique pour appliquer le programme national (pas d'effort de diffusion, pas de participation même d'activistes macédoniens), lié à l'influence du nationalisme, de l'idée d'une grande Grèce parmi les membres du parti (3). On peut noter que les divergences sur le programme national se sont recoupées avec les divergences dans le mouvement communiste. La question nationale, particulièrement sensible dans le pays alors, pouvait être l'occasion d'une prise de conscience des méthodes autoritaires du Komintern dans les rapports avec les partis membres. De ce point de vue, on peut relever le cas de Pouliopoulos; au début "autonomiste", il devait ensuite affirmer que la politique à propos de la Macédoine était erronée et que le "slogan de Macédoine unifiée et autonome avait été catastrophique pour le mouvement ouvrier grec"; il était inadmissible qu'un commandement international décrète que les autres

1. Au moment du congrès de décembre 1924, un manifeste avait été adopté qui voulait montrer que la création d'une Macédoine (et d'une Thrace) indépendante apporterait aussi des avantages sociaux aux réfugiés grecs, des conseils de réfugiés grecs et de fermiers devant être alors créés pour une répartition juste des terres. Selon E. Kofos, *op. cit.*, p. 80.
2. Cf. les procès d'autonomistes en 1925.
3. S. Kiselinovski, Prilog Kon prasanjeto za politikata na KPG sprema makedonskoto nacionalno prašanje negu dvete svetski vojni (Contribution au problème de la politique du P.C.G. envers la question nationale macédonienne entre les deux guerres mondiales), *Istorija*, (1), p. 167-182, Skopje.

partis communistes doivent suivre des principes incompatibles avec les conditions objectives du pays" (1); il devait ainsi critiquer le dogmatisme, le bureaucratisme dans le socialisme, prenant position dans le conflit au sein du P.C.U. (b) et dans le Komintern pour Trotsky, (Kamenev, Zinov'ev) et s'opposant à la théorie du socialisme dans un seul pays; il sera expulsé du parti en 1927 pour trotskysme - à la IXe session de l'I.K.K.I., en 1928, Kolarov critiquera les éléments trotskystes du parti grec, intellectuels, qui étaient panhéllénistes, nationalistes.

En Yougoslavie, le parti communiste, légal jusqu'en 1921, avait accordé peu d'attention dans son programme à la question nationale. Pourtant, en l'absence de partis politiques pour les représenter, certaines nations insatisfaites avaient pu voir un défenseur de leurs droits sans doute sociaux, mais surtout nationaux, comme en témoignent les résultats des élections de 1920 à l'assemblée constitutante en particulier en Macédoine - sur les 58 sièges que le P.C.Y. obtint dans le pays, 15 venaient de Macédoine où le parti s'affirmait le 2e parti de la région avec 38% des suffrages exprimés (il y avait eu 45% d'abstentions). Mais ceci s'était fait sans que le P.C.Y. utilise la question nationale dans sa propagande électorale, ce qui n'empêcha pas les autorités de se servir entre autres de l'accusation de nationalisme pour poursuivre les communistes, reprochant par exemple au P.C.Y. d'avoir accepté l'appui de l'O.R.I.M. lors des élections, accusation que le secrétaire du parti (S. Markovič) rejeta (2). Toutefois, lors des réunions électorales, des activistes en Macédoine avaient pu utiliser la langue macédonienne et parler des droits nationaux (3).

1. Y. Rotschild, *op. cit.*, p. 237-238. Les "staliniens" du comité central auraient déclenché une campagne pour la Macédoine indépendante afin d'entraîner l'éviction du parlement et le remplacement par des hommes à eux, des députés communistes qui leur étaient opposés sur le plan doctrinal.D'après G. Kousoulas,*Revolution and Defeat*. The Story of Greek communist Party, London, Oxford, U.P. 1965,p. 66-67.
2. Discours du ministre de l'Intérieur justifiant l'adoption d'une loi communiste I. Avakumovič, *op. cit.*, p. 51.
3. Au cours d'une réunion électorale en Macédoine,un membre de la direction de Belgrade,Rajke Jovanovič,avait pris position pour l'autodétermination des nationalistes en Yougoslavie,pour que le Macédonien dise lui-même ce qu'il est et pour une fédération comme en URSS.La conférence régionale pour la Macédoine et l'ancienne Serbie en 1920 avait dénoncé le régime colonial serbe en Macédoine,T. et D. Zografski, *K.P.J. i V.M.R.O.-Obedineta* (Le PCY et l'ORIM-unifiée, Skopje,1974,p.28.

Sinon à l'initiative directe du Komintern, de toutes façons sous son influence, ainsi dans le choix de la politique adoptée, une discussion sur la question nationale s'engagea dans le P.C.Y. (1). Le problème croate était plus particulièrement au centre de l'attention, mais certains montrèrent l'importance du problème macédonien, même si les avis demeuraient partagés à son sujet. Cette discussion aboutit à un changement de programme lors de la IIIe conférence de décembre 1923 (janvier 1924), peu après celle de la F.C.B. - le P.C.Y. affirmait le droit à l'autodétermination des peuples de Yougoslavie jusqu'à la sécession. Une résolution spéciale était consacrée à la question macédonienne (et à celle de la Thrace) qui prenait position pour une Macédoine unie et indépendante. C'était un changement important dans l'attitude du parti envers cette question même si l'existence d'une nation macédonienne n'était pas reconnue ouvertement. Certains reprochèrent plus tard à cette résolution d'avoir été ambiguë sur l'attitude envers le mouvement national - fallait-il l'aider ou même prendre sa direction? (2). L'adoption de ces décisions n'empêcha pas les divergences de continuer, certains considérant toujours la question nationale comme une lutte entre les bourgeoisies nationales et s'opposant à la collaboration avec les mouvements nationaux, ne demandant pas non plus le démembrement de l'Etat (ainsi S. Markovič). La question nationale se trouvait au centre d'un conflit plus large dans le parti entre "droite" (représentée par S. Markovič) et "gauche", celle-ci même pouvant être divisée sur cette question.

A propos de la Macédoine, on peut relever les divergences concernant l'appréciation du caractère de l'O.R.I.M. Z. Milojkovič, qui refusait de voir dans la Macédoine une région annexée, s'opposait à tout lien avec le mouvement national, pour lui sans caractère

1. Sur la discussion, ses origines, l'influence du Komintern, l'innefficacité de son aide, voir J. Vrcinač, *op. cit.*, voir sur la question nationale D. Lukač, *Radnicki pokret u Jugoslaviji i nacionalno-pitanje 1918-1941* (Le mouvement ouvrier en Yougoslavie et la question nationale 1918-1941), Beograd, 1972, 421p.
2. K. Miljovski, Makedonskoto prašanje vo nacionalnata programma na K.P.J. (La question macédonienne dans le programme national du PCI, 1919-1937), Skopje, *Kultura*, 1962, p. 66.

révolutionnaire et probulgare. Pour A. Ciliga, l'O.R.I.M. était réactionnaire en Bulgarie, mais en Yougoslavie elle prenait un caractère révolutionnaire (sous-entendu parce qu'elle défendait l'indépendance contre la domination serbe), et le P.C.I. devait essayer d'y créer des fractions. G. Cviič montrait que le P.C.Y. devait tenir compte de la popularité de l'O.R.I.M. liée à son passé de lutte pour la liberté et s'affirmer clairement le défenseur de l'indépendance macédonienne, mais le P.C.Y. devait condamner la politique de l'O.R.I.M. (1). Les divergences concernaient aussi les solutions; certains étaient pour une autodétermination totale (représentants de la gauche en général), S. Novakovič reconnaissant même l'existence d'une nation macédonienne. S. Markovič ne reconnaissait pas une nation macédonienne, mais une question macédonienne, liée au mélange des populations, mais repoussait la solution par une fédération balkanique après la victoire de la révolution proposant en attendant, comme pour d'autres régions de Yougoslavie, une autonomie régionale pour la partie de la Macédoine en "Yougoslavie" (2). Markovič devait se faire critiquer en 1925 par Staline pour son attitude envers la question nationale, en général, et en particulier pour ne pas voir l'importance de l'affirmation immédiate du droit à l'autodétermination sur le plan international (3). En effet, les critiques du Ve congrès du Komintern sur le bauerisme, l'influence social-démocrate n'ayant pas fait disparaître les "déviations" droitistes, un plenum élargi de l'I.K.K.I. se réunit en 1925 pour discuter de l'approche du P.C.Y. dans la question nationale. De façon mitigée, les dirigeants de "droite" reconnurent leurs erreurs et acceptèrent le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession (3). L'application

1. D'après T. Zografski,*op. cit.*,p. 98 (discussion dans le comité exécutif du comité central après la conférence de décembre 1923),p.93. Sur les divers courants dans le parti sur la Macédoine,voir aussi D. Lukač , *op. cit.*
2. *Ibidem*, p. 175.
3. Staline lui reprocha aussi d'en faire une question de révision de la constitution dans l'Etat bourgeois et de ne pas voir que le mouvement national était quant au fond un mouvement paysan; Markovič affirmait que le mouvement national s'appuyait sur une base paysanne, mais n'était pas paysan quant à ses objectifs. Voir J. Staline, *Le marxisme et la question nationale*, Paris, p. 188-193, 210-219. M. Semič,K nacional'nomu voprosu v Jugoslavii,*Bolševik* (11-12)1925,p.20-23.
4. Il est à noter toutefois que Staline déclarait dans un article de *Bolševik* (7),1925, que l'utilisation de ce droit n'était pas forcément obligatoire, *op. cit.*, p. 193.

du programme du P.C.Y. sur la question nationale rencontra des difficultés, ce dont se plaignent les congrès ultérieurs, en particulier les organisations du parti en Macédoine, qui avaient peu de liens avec le centre et se trouvaient isolées entre elles-mêmes. Elles déploraient aussi les conditions de répression très dures, la situation des organismes dirigeants du P.C.Y. hors du pays, les luttes de fractions pouvant expliquer cette situation.

L'attitude envers le mouvement national

L'essai d'accord avec l'O.R.I.M.

La politique du Komintern et par là la F.C.B. envers la Macédoine a été marquée par un essai d'accord avec l'O.R.I.M., accord sans lendemain et dont l'histoire demeure obscure (1). A cette époque, il y avait des contacts avec le parti paysan croate qui adhérait à l'Internationale verte au milieu de l'année 1924.

Des tentatives de rapprochement avec les communistes auraient eu lieu dès la fin de 1921, et en 1922 à la conférence de Gênes de la part de l'O.R.I.M. (Protogerev), sans doute à la recherche d'une aide matérielle. C'est en 1923 que les contacts se développent, en liaison avec les événements de Bulgarie apparemment, en particulier à l'initiative des Soviétiques, et avant même le coup d'Etat de juin 1923 un voyage de représentants macédoniens (D. Vlahov, Monev, proche d'Alexandrov) à Moscou, en été 1923, échouera cependant. De son côté, en prévision du soulèvement de septembre, le P.C.B. concluait un accord avec l'O.R.I.M. (la gauche selon Kosev, sans doute, plus particulièrement A. Vasilov, komitadji fortement implanté dans la région de Pirin, de tendance "fédéraliste", mais rallié à Alexandrov); cet accord prévoyait la neutralité de l'O.R.I.M. pendant le soulèvement, en échange de quoi les communistes ne devaient pas intervenir en Macédoine (2). Des détachements macédoniens participèrent cependant à la

1. Sur les négociations on peut se référer au livre d'un des négociateurs, D. Vlahov, *Memoari*, Skopje, 1970, à la brochure du même auteur bien qu'anonyme alors, *Les traîtres à la cause macédonienne*, Paris, 1929, (par l'O.R.I.M. "Unifiée").
2. Voir D. Kosev, *op. cit.*, p. 218.

répression du soulèvement, selon Alexandrov, car le P.C.B. n'avait pas respecté son engagement (en fait les Macédoniens d'eux-mêmes avaient voulu participer aussi à la révolte). Mais les Soviétiques reprirent les négociations qui aboutirent à un accord conclu à Vienne au début de mai 1924 (1). Etant donné le rôle de l'O.R.I.M. dans les affaires bulgares (prise temporaire de Kustendil en décembre 1922, participation des bandes armées au renversement de Stambol'skij en juin 1923, à la répression du soulèvement de septembre), il pouvait paraître nécessaire aux communistes de s'en faire une alliée malgré les excès de ses dirigeants pour lutter contre le gouvernement réactionnaire bulgare ou empêcher qu'elle soit utilisée dans la répression (2). Les autres courants du mouvement macédonien avaient peu de poids dans le pays et ses représentants étaient pour une part à l'étranger. Pour l'O.R.I.M., l'intérêt était dans l'appui extérieur et dans l'aide matérielle d'un pays et d'un mouvement qui affirmait le droit à l'autodétermination; elle pouvait ressentir l'instabilité de sa situation, sa dépendance des forces extérieures, en particulier du gouvernement bulgare, et de sa politique extérieure (danger d'un rapprochement avec la Yougoslavie). De fait, le gouvernement Cankov qui, à l'opposé de Stambol'skij lui donnait une aide

1. Participèrent à son élaboration, d'après Vlahov, les représentants soviétiques, le centre révolutionnaire balkanique et les représentants de la F.C.B., en fait les dirigeants du parti communiste bulgare (Dimitrov, Isakov), il y avait aussi des représentants du P.C.Y. L'O.R.I.M. était représentée par D. Vlahov, personnalité macédonienne à la carrière complexe, qui avait la confiance à la fois des Soviétiques, étant donné ses sympathies pour l'U.R.S.S. et d'Alexandrov qui le mandat bien qu'il n'ait pas milité dans l'O.R.I.M. Alexandrov et Protegerov vinrent également à Vienne. Vlahov était alors consul de Bulgarie à Vienne, poste demandé au gouvernement Cankov à la suggestion du représentant soviétique pour avoir une situation plus sûre lors des négociations, et poste obtenu selon lui avec l'appui d'Alexandrov même. Pendant la Première guerre mondiale il avait été dans l'administration d'occupation bulgare en Macédoine du Vardar et en Kosovo, après 1918, président de la Chambre industrielle et commerciale de Varna en Bulgarie, membre de la délégation bulgare à la conférence de Gênes; après 1945, il deviendra une personnalité de la république de Macédoine dans l'Etat socialiste yougoslave.
2. On peut noter que Vlahov affirme avoir été troublé ainsi que des communistes macédoniens (Hadzi Dimov) par cette politique soviétique d'alliance avec Alexandrov malgré les excès de sa politique, mais qu'il aurait accepté de continuer de servir d'intermédiaire, convaincu que l'U.R.S.S. agissait en tenant compte des intérêts du mouvement de libération macédonien et de la révolution en général.

matérielle, prenait aussi des mesures contre les Macédoniens. Dans l'O.R.I.M., il y avait d'ailleurs des courants plus démocratiques bien que mal définis, hostiles aux excès d'Alexandrov et plus favorables à une attitude indépendante envers le gouvernement bulgare, qui pouvaient inciter à une réorientation de politique. De façon générale, dans le mouvement macédonien en Bulgarie, il aurait existé une certaine réceptivité au communisme dès 1918 et pas seulement après 1924 quand le P.C.B. changea sa politique envers le mouvement national (1); il y avait des communistes macédoniens dans le P.C.B. ou en dehors (Sovetska Makedonija), cette dernière, partisan d'une république soviétique indépendante de Macédoine, non liée à une fédération. Les Macédoniens non communistes aussi étaient favorables à l'aide de l'URSS en tant que défenseur du droit des peuples à l'autodétermination (2).

Dans les résolutions qui exprimaient cet accord, signées uniquement par les dirigeants de l'O.R.I.M., l'O.R.I.M. acceptait une unification du mouvement de libération nationale en particulier avec les Fédéralistes et un changement de sa politique, conditions que les

1. Voir M. Pandevski, "Makedonskata emigracija vo periodot od 1918 do 1924 go i pobedata na oktovriskata revoljucia" (L'émigration macédonienne entre 1918-1924 et la victoire de la Révolution d'Octobre), *Glasnik I.N.T.*, (1), 1967, p. 25-71. Un article de *Bjuletin* (Bulletin de la représentation provisoire) du 23 mai 1919 prévoyait que, si les espoirs des Macédoniens étaient déçus par la conférence de la paix, ils se tourneraient vers l'Est; selon un rapport du ministère de la Guerre de Belgrade en mai 1919, il était possible que les Slaves macédoniens acceptent le mouvement bolchevik comme garantie de leur future indépendance; en septembre 1922, lors d'une réunion d'émigrés à Varna, un émigré macédonien, non communiste et favorable à Stambol'skij,était d'avis qu'accepter l'aide soviétique ne signifiait pas être communiste. Selon M. Pandevski, *art. cit.*
2. L'organisation d'Ilinden en mai 1924 s'était déclarée favorable à une rupture avec la bourgeoisie bulgare et à un rapprochement avec l'U.R.S.S., et dans l'O.R.I.M. existait un courant favorable à une nouvelle politique telle que devait la définir l'accord et hostile aux excès d'Alexandrov, et qui se manifesta dans les congrès de districts de l'O.R.I.M. en juin 1924. Voir *O.R.I.M., traître, op. cit.* p. 176, favorable à l'O.R.I.M., au moment des négociations, il y avait dans le mouvement macédonien un sentiment croissant en faveur du bolchevisme, les komitadjis connaissant peu le mouvement ouvrier, mais étant favorables à la "Russie", "protectrice des Slaves".

Soviétiques avaient mises à l'obtention de leur aide (1). Il était prévu la fin des luttes fratricides entre les divers courants du mouvement macédonien et un congrès d'unification. D'une part, l'O.R.I.M. décidait de réorienter sa politique; dans le Manifeste, arguant de l'impossibilité de compter sur l'appui des grandes puissances et des gouvernements balkaniques, en particulier bulgare, l'O.R.I.M. déclarait rompre avec le gouvernement bulgare dont elle dénonçait vivement la politique contraire aux intérêts macédoniens mais aussi bulgares. Elle déclarait s'appuyer désormais sur les "courants européens progressistes et révolutionnaires extrêmes" luttant contre la politique des Etats impérialistes, contre les traités de paix, pour le droit à l'autodétermination des peuples - à l'inverse de la déclaration de principe, le Manifeste destiné à la publication ne parlait pas expressément de l'U.R.S.S. D'autre part, l'O.R.I.M. s'engageait à se lier avec les autres organisations révolutionnaires balkaniques pour former un front révolutionnaire balkanique unique (2). Enfin, elle s'affirmait pour une Macédoine unifiée et indépendante qui entrerait dans une fédération balkanique; renonçant ainsi au rattachement à la Bulgarie, elle reprenait le programme des fédéralistes, des socialistes macédoniens et aussi du Komintern. En 1922 déjà, Alexandrov lui-même s'était déclaré pour une Macédoine unifiée et indépendante, affirmant même renoncer à s'immiscer dans les affaires intérieures bulgares. Il aurait alors déclaré qu'il n'était pas opposé aux communistes, peut-être pour attirer la population ou en prévision d'une demande d'aide à l'U.R.S.S.?

1. Outre le Manifeste "à la population macédonienne dans la révolution, aux révolutionnaires macédoniens" du 6 mai destiné à la publication, il y avait une déclaration sur les principes du mouvement et aussi une déclaration du groupe parlementaire macédonien (en Bulgarie). A la suite des événements qui suivirent la dénonciation de l'accord par Alexandrov et Protogerov, le Manifeste a été publié dans le premier numéro du journal *Fédération balkanique*, (15 juillet 1924), dont la parution avait été prévue; les quatre documents ont paru dans la brochure publiée par l'O.R.I.M.-Unifiée créée en 1925, *Les traîtres à la cause macédonienne, op. cit.*. Voir aussi D. Vlahov, *op.cit.*
2. Čaulev avait des contacts avec ces organisations, avec le Comité de Kosovo pour les Albanais de Yougoslavie, etc.; antérieurement, Alexandrov avait pris contact avec le parti paysan croate mais celui-ci lui aurait recommandé de prendre position pour une démocratie paysanne et de lutter par des moyens politiques.

Cependant les textes ne parlaient pas de révolution socialiste; l'O.R.I.M. motivait le choix de ses nouveaux alliés et de ses buts nouveaux par leur contribution à l'affirmation du droit à l'autodétermination des peuples, néanmoins l'O.R.I.M. déclarait lutter pour la démocratisation des gouvernements balkaniques et concrètement elle invitait à la fois les Macédoniens et les Bulgares à lutter contre Cankov et à ne donner leur appui qu'à un gouvernement "véritablement national et démocratique". Mais Alexandrov et Protogerov nièrent au début du mois d'août avoir signé les textes, les attribuant à une "machination" des communistes qui auraient voulu créer une république soviétique dans la région macédonienne de Petrič, accusation que le gouvernement bulgare reprit, impliquant le Komintern et l'U.R.S.S. et attribuant aux communistes l'assassinat d'Alexandrov à la fin du mois d'août 1924. Il fut sans doute assassiné par des dirigeants de l'O.R.I.M. mécontents de sa participation à l'accord, mais sa mort servit de prétexte pour assassiner en représailles de nombreux Macédoniens de gauche et favorables au Manifeste (A. Vasilev, le communiste Hadzi Dimov, etc.). Il est à noter que, rejetant les accusations de bolchevisation de l'O.R.I.M., le P.C.B. et la F.C.B. ont nié tout accord avec l'O.R.I.M., affirmant que le Manifeste du 6 mai visait à la collaboration entre organisations révolutionnaires balkaniques (Croates, Albanais, Macédoniens) (1). En fait, il semble bien que cet accord ait été signé par l'O.R.I.M.; pour Christowes, favorable à l'O.R.I.M., Protogerov l'aurait sûrement signé, s'il y a un doute pour Alexandrov (2). Apparemment bien accueilli dans l'O.R.I.M. même et parmi les Macédoniens en général, - l'organisation Iliden le publia -, on se demanda pourquoi il a été renié peu de temps après sa conclusion. Selon Vlahov, Alexandrov aurait eu peur des conséquences une fois de retour en Bulgarie et demandé l'ajournement de la publication du Manifeste avant de le renier publiquement; selon Rotschild aussi, Alexandrov n'avait pas prévu la réaction du gouvernement, et de part et d'autre la dépendance de l'O.R.I.M. vis-à-vis du gouvernement aurait été sous-

1. *C.I.* (69), 1er oct. 1924; la F.C.B. affirma que les partis communistes balkaniques n'attenteraient jamais à l'indépendance du mouvement de libération macédonien.
2. Le Manifeste était signé au nom d'Alexandrov par Protogerov par procuration.

estimée; l'accord aurait du être suivi d'une révolte immédiate, en fait impossible. On peut se demander pourquoi ces faits n'ont pas été pris en considération auparavant. Une autre explication serait qu'Alexandrov n'était pas sincère en signant le Manifeste. Selon Kazasov, un ministre bulgare, il avait l'intention de le laisser publier,mais pour attirer l'attention de l'Occident sur la menace d'extension du communisme en Europe orientale et par là sans doute inciter à une solution favorable de la question macédonienne (1). Selon Vlahov, cependant, la signature des documents par l'O.R.I.M. n'était pas une provocation, mais une fois de retour en Bulgarie, les collaborateurs proches d'Alexandrov auraient manifesté leur opposition. Les buts des participants à l'accord étaient sans doute trop divergents (2). L'O.R.I.M. était dépendante mais elle avait aussi des appuis et des collaborateurs de rechange possibles. L'O.R.I.M., le mouvement macédonien, était aussi divisé quant aux buts, aux appuis extérieurs possibles (l'O.R.I.M. avait déjà manifesté une tendance à recourir à l'aide de l'Italie intéressée par les actions contre la Yougoslavie, tendance qui s'affirma par la suite), les dirigeants de l'O.R.I.M. mêmes étaient hésitants (Macédoine indépendante ou bulgare). Selon Vlahov, un des problèmes dans les négociations avait été la difficulté de réconcilier Čaulev, le troisième membre du comité central de l'O.R.I.M. vivant à l'étranger, avec Alexandrov et Protogerov, et ensuite l'O.R.I.M. et les Fédéralistes.

L'O.R.I.M.-U.

Après cet échec, une organisation nouvelle fut créée à Vienne, officiellement en septembre 1925, qui voulait regrouper les Macédoniens fidèles à l'esprit du Manifeste de mai 1924: ce sera

1. I. Rotschild, *op. cit.*, p. 187. Le centre, contre la IIIe Internationale, considérait cette menace comme très réelle et pensait encore après l'échec de l'accord que le danger d'un accord entre l'O.R.I.M. et l'U.R.S.S. n'était pas écarté. J. Katardžiev, *art.cit.*, p. 50.
2. Christowes y voyait une opposition entre nationalisme et communisme: selon lui, avec la fin des actions terroristes en Macédoine yougoslave et grecque la politique de dénationalisation pratiquée dans ces régions risquait de ne plus rencontrer d'entraves rendant illusoires les bénéfices de la future révolution, *op. cit.*, p. 195.

l'O.R.I.M. - unifiée qui était pour une Macédoine unifiée et indépendante dans une fédération balkanique et qui s'affirmait la seule force révolutionnaire représentant des Macédoniens, dénonçant l'O.R.I.M. de Mihajlov, ses liens avec la Bulgarie et ses méthodes de terrorisme individuel, source d'une répression accrue. Un de ses supports fut le journal *Fédération balkanique*, créé en juillet 1924 à Vienne, conformément à l'accord de mai, qui publiait les déclarations de l'O.R.I.M.-U., mais était l'organe de tous les mouvements nationaux révolutionnaires balkaniques, paraissant en langues occidentales et balkaniques (plus tard le journal *Makedondko delo* était destiné à créer un lien plus étroit avec la population en Macédoine). Ni l'O.R.I.M. ni la *Fédération balkanique* ne s'affirmaient communistes; mais on peut relever qu'à l'opposé du Manifeste de mai, le statut de l'O.R.I.M.-U. parlait de lutte "pour les libertés politiques et pour le droit à la terre pour les paysans et d'un large soutien aux classes économiquement faibles"; d'autre part il parlait ouvertement de la préparation d'une insurrection populaire générale, déclarant l'O.R.I.M.-U. une "organisation conspirative" qui ne rejetait pas le travail légal pour autant (1); son programme parlait, par ailleurs, de l'appui des masses laborieuses et de l'U.R.S.S., "seul pays défendant et appliquant le droit à l'autodétermination". La *Fédération balkanique* publia d'ailleurs des articles sur la solution de la question nationale en U.R.S.S. et aussi quelques articles de dirigeants communistes bulgares, yougoslaves. Parmi les fondateurs de l'O.R.I.M.-U. on retrouve des Macédoniens non communistes participant à l'accord de mai 1924 (Čaulev, Panica), Znakov, ancien dirigeant de l'Ilinden - Čaulev et Panica furent bientôt assassinés par des tueurs de l'O.R.I.M. de Mihajlov. Mais l'O.R.I.M.-U. était en fait une organisation d'obédience communiste avec des communistes au comité central (dont le bulgare N. Poptomov) et animée D. Vlahov, rédacteur en chef également de la *Fédération balkanique*, qui était entré au P.C.B. en 1925, sans l'affirmer ouvertement à l'époque. Les liens avec la F.C.B. sont difficiles à établir; selon E. Barker, qui se fonde sur une phrase ambiguë de la résolution de la conférence de 1929, la F.C.B. aurait été réticente dans son appui à l'O.R.I.M.-U. En fait, à cette conférence, la F.C.B. a bien appuyé cette

1. *F.B.* (41), 1er avril 1926, p. 630.

organisation (1); selon Vlahov, les représentants de la F.C.B., en fait des dirigeants bulgares (Dimitrov, Poptomov), assistèrent à l'assemblée constituante et essayèrent d'exercer une influence sur l'O.R.I.M.-U. Il y aurait eu d'ailleurs des divergences entre Vlahov et la F.C.B. sur les contacts avec d'autres Macédoniens non communistes; partant sans doute de considérations de politique bulgare, la F.C.B. aurait souhaité une collaboration plus large de l'O.R.I.M.-U. avec Sandanov, représentant de Mihajlov à l'étranger ou les partisans de Protogerov, après l'assassinat de ce dernier en 1928, contacts qui eurent lieu mais n'aboutirent pas étant donné les différences de politique. L'O.R.I.M.-U. devait se séparer en 1927 de Zankov, accusé de liens avec la Yougoslavie.

Parce qu'elle était une organisation contrôlée par les communistes et parce que sur le terrain il n'y avait pas d'autres forces capables de créer un réseau de l'O.R.I.M.-U., excepté l'O.R.I.M. de Mihajlov et Protogerov, probulgare et terroriste, les partis communistes furent en fait chargés du développement de l'O.R.I.M.-U. D'après Zografski, la F.C.B. aurait recommandé aux P.C.Y., P.C.B. et P.C.G. d'aider à la création d'organisations de l'O.R.I.M.-U., d'y entrer et d'en diriger l'activité. C'était la réponse de Vlahov à une demande d'explication faite par les communistes de la Macédoine du Vardar. En effet, même si cela ne concerne que des organisations communistes peu nombreuses, on peut relever l'intérêt des discussions apparues parmi les communistes macédoniens en Macédoine du Vardar sur l'attitude du parti envers l'O.R.I.M.-U. Le comité du parti, certains de ses membres, devaient-ils créer les organisations de l'O.R.I.M.-U., ou bien aider seulement à leur création par d'autres et y entrer une fois qu'elles aient été créées? Si le parti les créait, fallait-il des directions séparées? Pour certains, les communistes devaient créer les organisations de l'O.R.I.M., car ils étaient la seule force pouvant le faire, l'O.R.I.M. de Mihajlov étant probulgare et anticommuniste, la similitude des programmes de l'O.R.I.M.-U. et du P.C.Y. conduisant

1. D'après *C.I.* (39), 11 mai 1929, p. 529.

aussi à cette solution. Au contraire, d'autres, en particulier dans la direction régionale pour la Macédoine, craignaient que le parti se dilue dans l'O.R.I.M.-U. et perde son caractère de classe, ne s'occupant plus que de question nationale; des directions identiques pour le parti et l'O.R.I.M.-U. présentaient le même danger; cette position avait ses partisans au sein du comité régional pour la Macédoine qui s'engagea peu dans le développement d'un réseau de l'O.R.I.M.-U. L'entrée des communistes dans les organisations autonomistes pour les détacher de l'influence de Protogerov et Mihajlov a été aussi proposée. Selon D. Zografski, cette idée aurait été valable si ces groupes n'avaient pas été terroristes et anti-communistes. Dans une certaine mesure, le problème des directions était lié, selon Grubišik, à celui de l'organisation du P.C. de Veles; si le parti était l'organisateur et le dirigeant de l'O.R.I.M.-U., des directions séparées n'étaient pas nécessaires, mais, si les non-communistes étaient nombreux dans l'organisation de l'O.R.I.M.-U., il fallait une direction séparée, car ils devaient y être représentés, mais au niveau régional des directions séparées s'imposaient de toute façon, étant donné leur dépendance de centres différents (1). De même, en Macédonie égéenne et en Bulgarie, il était prévu que les organisations de l'O.R.I.M.-U. soient liées aux partis communistes. Le développement de l'O.R.I.M.-U. en Macédoine a été très limité, variable selon les régions et les périodes aussi (2). Ceci peut s'expliquer par l'illégalité des P.C., leur faible implantation,dans certains cas les conditions de répression sur le terrain, le programme de l'O.R.I.M.-U., sécessionniste pour la Yougoslavie et la Grèce en particulier et par la présence de l'O.R.I.M. de Mihajlov (en Bulgarie elle lutte contre les activistes) (3). La répression rendait également difficile les contacts avec le comité central à l'étranger (Vienne et même Berlin en 1928), les décisions du centre

1. Voir D. Zografski, *op. cit.*, p. 134 et suiv. Dans les organisations du parti de Stip, l'O.R.I.M.-U. était traitée comme une forme spéciale d'activité au même titre que l'activité syndicale ou des jeunes.
2. Voir aussi sur l'O.R.I.M.-U., *Istorija na Makedonskiotnarod,* t. 3, Skopje.
3. Pour certains Yougoslaves actuels, il aurait mieux valu adopter un programme minimum de défense des droits nationaux.

pouvant ne pas correspondre alors à la situation locale comme le reprochait l'organisation de l'O.R.I.M.-U. de Veles (Macédoine du Vardar) en 1929 (1). En fait, les partis communistes s'engagèrent peu dans le développement de l'O.R.I.M.-U. (2). Les dirigeants de l'O.R. I.M.-U. se manifestèrent surtout par une activité de propagande à l'étranger, réalisée par le journal *Fédération balkanique*, qui avait pour tâche principale de propager l'idée de la libération et du droit à l'autodétermination des peuples balkaniques et de leur "fédération", appelant à un front balkanique uni (3); il a défendu aussi, sur le plan international, des positions semblables à celles du Komintern (4); il a pu contribuer, sans doute, à sensibiliser l'opinion publique de gauche en Europe aux problèmes des Balkans (5). Le comité central de l'O.R.I.M.-U. participa également à diverses manifestations progressistes (conférences des minorités, etc.), souvent en commun avec les autres comités nationaux révolutionnaires balkaniques (comité balkanique des organisations nationales révolutionnaires). Mais la *Fédération balkanique* cessa de paraître en 1931 en langues balkaniques, puis, bientôt, dans son édition française. Le réseau de l'O.R.I.M.-U. est démantelé dès 1930 en Macédoine du Vardar (procès de Veles), on relève les manifestations d'une activité en Grèce et en Bulgarie dans

1. D'après Zografski qui ne précise pas en quoi. Une conférence , en 1929, avait prévu un centre dans chaque partie de la Macédoine et un centre à Sofia pour les émigrés de Bulgarie et aussi le renforcement des liens pratiquement inexistants entre les trois parties de la Macédoine.
2. Le Comité central du P.C.Y. s'est apparemment peu soucié concrètement du problème, les décisions des congrès restant assez générales et ambiguës : le IIIe Congrès (Vienne, 1926) a demandé de renforcer le travail dans les organisations nationales-révolutionnaires et la création des fractions du parti à l'intérieur, sans qu'il soit précisé desquelles il s'agissait (résolution sur le rapport), et aussi d'aider au renouvellement des organisations nationales-révolutionnaires en Macédoine sur la base du Manifeste de mai 1924, étant donné que l'O.R.I.M. (de Mihajlov) servait les intérêts bulgares, malgré quelques regards vers la bourgeoisie serbe (Résolution sur les tâches du P.C.Y.). Le IVe Congrès (Dresde, 1928), affirma son appui à l'O.R.I.M.-U.
3. *F.B.* (1), 15 juil. 1924, p. 1-2.
4. Il dénonçait les grands Etats impérialistes, les traités de paix,le rôle de la S.D.N., la politique de répression nationale des Etats balkaniques rejetant toute solution dans le cadre des Etats actuels.
5. Environ 150 personnes auraient répondu à l'enquête sur les solutions possibles au problème de l'oppression nationale, de la haine entre Etats balkaniques, sur la possibilité d'une fédération balkanique.

les années 1930, puis le centre de l'O.R.I.M.-U. disparaît et Vlahov part à Moscou. Si l'O.R.I.M.-U. n'a pu devenir une organisation nationale importante en Macédoine du Vardar, elle a contribué à former des cadres qui, après 1945 rejoindront le mouvement communiste de la république de Macédoine dans la Yougoslavie socialiste.

L'évolution de la politique du Komintern

Après l'échec de la tentative de collaboration avec l'O.R.I.M. d'Alexandrov et Protogerov, l'activité de la F.C.B. décline comme elle le constate à sa VIIIe et dernière conférence en 1929. Appliquant la ligne de la politique générale du Komintern d'alors, elle affirme que le danger de guerre vient des Balkans, où les pays impérialistes veulent créer un bloc balkanique antisoviétique et transforment les pays balkaniques en semi-colonies (1). Le problème national conserve tout son poids, sans que la Macédoine ait une place spéciale; pour la F.C.B., le mouvement national révolutionnaire reste un des courants du mouvement révolutionnaire général dans les Balkans. Elle réaffirme que les partis communistes défendent le droit d'autodétermination jusqu'à la sécession et l'idée d'une fédération balkanique alliant les républiques ouvrières et paysannes de tous les pays balkaniques dans les régions conquises (Macédoine, Thrace, Dobrudža) (2). Critiquant implicitement la politique des partis communistes balkaniques dans la question nationale, la F.C.B. insiste sur la nécessité d'un accord réel de la politique en ce domaine, et une des tâches de la F.C.B. était d'établir une ligne commune pour le travail des partis balkaniques sur la question nationale et dans le mouvement national révolutionnaire. Les partis communistes devaient donner un appui effectif à la lutte des peuples opprimés: "le devoir des communistes était de travailler dans les organisations révolutionnaires pour empêcher que les puissances impérialistes et les gouvernements balkaniques les utilisent à leurs fins de conquête", ceci en démasquant

1. Voir la Résolution dans *C.I.* (39), 11 mai 1929, p. 529. Dans *C.I.* (37), 4 mai 1929, p. 530-532, a été publié aussi un rapport sur la situation et les tâches de la F.C.B. dans les Balkans.
2. Pour la Bessarabie, la Bucovine, la solution prévue était le rattachement respectivement à la Moldavie et l'Ukraine soviétiques.

la S.D.N. et aussi l'idée d'une fédération yougoslave intégrant la Bulgarie à la Yougoslavie des Karadjordjevič. L'aide concernait en fait les organisations nationales révolutionnaires favorables à une collaboration des peuples opprimés avec le prolétariat révolutionnaire comme l'O.R.I.M.-U., l'O.R. de la Thrace, etc. Les communistes devaient créer un front uni entre le mouvement révolutionnaire des nations opprimées et la lutte révolutionnaire ouvrière et paysanne des Balkans et aussi entre la lutte des peuples balkaniques opprimés et la révolution des peuples coloniaux, avec la révolution chinoise et internationale. Etant donné la nécessité pour la révolution dans les Balkans de lier la révolution nationale à la révolution prolétaire et à la lutte révolutionnaire des paysans travailleurs, les partis communistes devaient tenir compte des particularités de la lutte nationale révolutionnaire et de la lutte des paysans révolutionnaires des différentes régions des Balkans. Il est particulièrement intéressant de noter que la F.C.B. envisageait une lutte de partisans; en effet, selon la F.C.B., la guerre impérialiste créérait "les conditions favorables au déclenchement d'une révolution nationale à l'arrière-front de la bourgeoisie". La F.C.B. prévoyait, qu'étant donné les traditions de lutte armée de nombreuses régions (dont la Macédoine), la population s'opposerait alors aux gouvernements et commencerait la lutte pour la libération nationale, d'autant plus que ces régions avaient souvent un caractère montagneux, d'où les partis communistes balkaniques devraient lancer le mot d'ordre de lutte des partisans pour le déclenchement de l'insurrection nationale révolutionnaire, faisant le nécessaire pour coordonner la lutte nationale et la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

De façon générale, la conférence prévoyait un renforcement de la direction par la F.C.B. du travail des partis communistes balkaniques sur les questions générales des Balkans, ceci sous la direction et le contrôle de l'I.K.K.I. On rappelait que les décisions de la F.C.B. dans ce domaine étaient obligatoires; en cas de conflit, l'I.K.K.I. trancherait (1). Mais, cet essai de ressusciter la F.C.B. n'eut pas de

1. Pour l'activité économique et politique des partis balkaniques dépassant le cadre de leur pays, et ayant une valeur réelle pour l'ensemble des Balkans, les partis communistes balkaniques devaient

suite, sans doute à cause de l'évolution de la situation internationale avec la montée du nazisme qui allait entraîner un changement de politique du Komintern en général.

Il faut noter néanmoins, que selon une source macédonienne, le Komintern a adopté au printemps 1934 un appel aux partis communistes balkaniques dans lequel il soulignait la nécessité d'un traitement national autonome de la question macédonienne (1). Par ailleurs, quand en août 1935, à son VIIe congrès, le Komintern mettait l'accent sur un front uni dans la lutte contre le fascisme, le P.C.G. et le P.C.Y. abandonnaient une politique qui signifiait le démembrement de leur Etat et pouvait gêner leur collaboration avec d'autres partis politiques dans la lutte contre le fascisme. Arguant du changement dans la composition nationale de la Macédoine égéenne et du changement de circonstances du mouvement révolutionnaire dans les Balkans et en Grèce particulièrement, le P.C.G. à son VIe congrès de décembre 1935 abandonnait le programme d'une Macédoine (et d'une Thrace) unifiée et indépendante pour celui de "totale égalité des minorités". En 1935 aussi, le P.C.Y. affirmait que le droit à l'autodétermination ne signifiait pas obligatoirement sécession dans le cadre yougoslave (plenum de Split en juin 1935, réunion de Moscou en août); fin 1934, il avait décidé la création de partis en Croatie et en Slovénie, et prévu un parti pour la Macédoine yougoslave dans le futur.

Finalement, on doit mentionner l'intervention que fit le Komintern dans la question macédonienne en août 1941 dans le différend qui opposait le P.C.Y. au P.C.B. à propos de l'organisation du parti en Macédoine du Vardar, alors occupée par la Bulgarie; le secrétaire de cette oragnisation, M. Sarlo-Satorov, refusait les directives du

(suite de la note précédente) harmoniser leur activité par l'intermédiaire de la F.C.B.; pour les questions intérieures à leurs pays, les partis communistes étaient entièrement libres et dépendaient directement du Komintern. La Résolution prévoyait aussi des conférences de la F.C.B. au moins tous les deux ans, ce qui était déjà beaucoup moins fréquent que dans le statut initial. Elle prévoyait aussi des contacts plus étroits et permanents du bureau exécutif de la F.C.B. avec les partis communistes de Hongrie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Ukraine, Turquie et Autriche.

1. *Istorija na Maknarod*, t. 3, Skopje, p. 230.

P.C.Y. pour la préparation du soulèvement, et s'était rattaché au P.C.B. Mais alors que dans la période antérieure, le Komintern avait eu une attitude plutôt "antiyougoslave", il confirma l'appartenance de l'organisation du parti en Macédoine du Vardar au P.C.Y., tenant compte de l'importance pour l'U.R.S.S.,dans son effort de guerre, du mouvement de partisans qui se développait en Yougoslavie sous la direction du P.C.Y. et devait s'étendre à la Macédoine (1). Il réclamait ainsi une collaboration des deux partis en Macédoine, étant donné la situation militaire. Mais les points de vue des partis divergeaient, le P.C.Y. appelant à l'insurrection, le P.C.B. acceptant l'engagement dans l'armée bulgare pour en changer le caractère fasciste de l'intérieur.

En fait, il fallut que le P.C.Y. change de direction régionale et envoie plusieurs représentants pour réaliser la directive du Komintern d'août 1941.

°
° °

D'après les documents consultés sur la politique du Komintern envers la Macédoine, on peut faire les quelques remarques suivantes. Dans une première période, le Komintern considéra les Balkans comme une région particulièrement propice à la révolution. Pour lui, les problèmes des nationalités étaient une question politique essentielle de la région qu'il considérait comme aggravés par rapport à l'avant guerre et qui étaient attisés par les Etats impérialistes; ces problèmes étaient un facteur favorable à la réalisation de la révolution. Le komintern et l'organisme régional créés dans les Balkans, la Fédération communiste balkanique, se sont intéressés a la question nationale dans les Balkans et à la Macédoine , surtout en 1923-1924. La solution proposée pour le problème macédonien retient tout d'abord l'attention. Le Komintern a pris position contre le partage de la Macédoine, pour une Macédoine unie et indépendante dans une fédération

1. *Zbornik dokumenata i podataka o N.O.R. Jugoslovenskih naroda*, t. VII kn. 1, Beograd, 1952, p. 15.

socialiste balkanique. En cela il ne parlait pas de la reconnaissance de la nation macédonienne, il parlait d'un peuple macédonien, mais en se référant à l'ensemble des nationalités de la région, sous-entendant aussi qu'il y avait des Bulgares ou par ailleurs paraissant hésiter sur l'origine de la population slave. Toutefois, pour le Komintern, une Macédoine indépendante correspondait aux aspirations du peuple macédonien (et à ses intérêts économiques aussi); selon la F.C.B., le rattachement à un pays voisin aurait signifié l'oppression de la majorité de la population et aurait été une source de conflits entre Etats balkaniques; la F.C.B., le Komintern, rappelaient en effet l'importance de la situation géopolitique de la Macédoine. D'autre part, selon le Komintern, seule la révolution socialiste pouvait permettre la création d'une Macédoine indépendante - de façon générale, l'idée d'une révolution nationale bourgeoise était implicitement rejetée, les bourgeoisies au pouvoir étant trop liées aux puissances impérialistes - les Etats balkaniques tels qu'ils étaient créés par les traités de paix étaient considérés d'ailleurs comme l'oeuvre de ces puissances et non d'une révolution nationale. En particulier, à propos de la Macédoine, le Komintern dénonçait la politique des bourgeoisies nationales y compris de la bourgeoisie bulgare, qui ne cherchaient qu'à se servir du mouvement national dans leur but de conquête. Quant à la politique envers les organisations nationales existantes, dans un premier temps, le Komintern a pensé attirer vers le communisme les paysans qui représentaient la base du mouvement national; c'est le sens de l'Adresse de 1920. Toutefois le Komintern a patronné par la suite un accord avec l'O.R.I.M. (accord de mai 1924), qui avait déjà pris contact avec les Soviétiques antérieurement; il y a été conduit plus particulièrement par le rôle de l'O.R.I.M. dans les événements de Bulgarie (participation des bandes armées de l'O.R.I.M. dans le renversement du gouvernement paysan de Stambol'skij, en juin 1923, et son remplacement par un gouvernement réactionnaire et nationaliste ainsi que dans la répression du soulèvement organisé en septembre par le P.C.B.). Pour lutter contre le nouveau gouvernement, le P.C.B. devait avoir l'appui ou la neutralité de l'O.R.I.M.; la venue au pouvoir d'un gouvernement nationaliste laissait prévoir aussi une tension entre la Bulgarie et la Yougoslavie à propos de la Macédoine. Le rapprochement avec l'O.R.I.M.

s'inscrivait plus largement dans une politique de contacts avec les mouvements nationaux des Balkans, tel le parti paysan croate qui adhéra à l'Internationale verte en juillet 1924, politique ayant pour but immédiat le renversement des gouvernements réactionnaires. Les Soviétiques acceptèrent un rapprochement avec les dirigeants de l'O.R.I.M. malgré leurs méthodes contestables. Dans ses textes, le Komintern parlait d'ailleurs des "organisations macédoniennes", sans faire de différenciations entre la politique des dirigeants de l'O.R.I.M. et les autres courants de l'O.R.I.M. et hors de l'O.R.I.M.; la F.C.B. était, elle, plus précise, se référant à l'existence de ces diverses orientations, ainsi dans un texte de décembre 1923 où elle disait qu'une partie seulement des Macédoniens s'appuyait sur la bourgeoisie bulgare et s'était laissée entraîner dans la contre-révolution. Dans la pratique, en échange de leur appui, les communistes ont obtenu que l'O.R.I.M. annonce un changement de politique, qu'elle prenne ainsi position pour une Macédoine indépendante, déclare cesser de s'appuyer sur la bourgeoisie bulgare et lutter contre le gouvernement réactionnaire de Cankov, et à l'opposé qu'elle prévoie de s'appuyer sur les mouvements progressistes révolutionnaires extrêmes et de s'allier aux mouvements nationaux révolutionnaires des Balkans. Ils avaient également obtenu la réconciliation de l'O.R.I.M. avec les représentants macédoniens démocratiques et favorables à une Macédoine indépendante. Cependant cet accord devait être très rapidement renié par deux des signataires de l'O.R.I.M. (Protogerov et Alexandrov); plusieurs hypothèses ont été émises sur cette rétractation qui peuvent se compléter. La dépendance de l'O.R.I.M. vis-à-vis du gouvernement bulgare ne lui permettait pas de se déclarer ouvertement contre lui, sauf si une révolution était imminente. Il y avait aussi les divergences dans l'O.R.I.M. entre ceux favorables à un changement de politique et opposés aux méthodes arbitraires d'Alexandrov et ceux probulgares et opposés à l'accord de mai, Alexandrov même étant hésitant, ayant la possibilité d'autres appuis; enfin les divergences de politique entre les représentants macédoniens participant à l'accord (dans le comité central de l'O.R.I.M. même, entre l'O.R.I.M. et les Fédéralistes), leurs luttes mutuelles, la méfiance de beaucoup envers Alexandrov rendaient de toute façon cet accord fragile. Les buts des communistes et de l'O.RI.M. surtout étaient

trop différents. On peut noter qu'en Yougoslavie, dans un contexte différent, le parti paysan croate, d'orientation progressiste, devait aussi rejeter son adhésion à l'Internationale verte, adhésion qui lui avait valu d'être interdit et poursuivi, et il devait finalement reconnaître le régime monarchique serbe. Les possibilités de révolution, de changement de régime même étaient sans doute surévaluées par le Komintern.

Après cet accord avorté et alors que sur le plan général on admettait l'idée d'une stabilisation du capitalisme, on s'orienta vers une organisation nationale nouvelle, d'obédience communiste, l'O.R.I.M.-Unifiée, à laquelle adhérèrent les signataires de l'accord de mai favorable à l'indépendance de la Macédoine. Mais, entre autres raisons parce qu'elle était liée à des partis communistes qui vivaient dans des conditions d'illégalité et de répression très dures souvent, avec un programme sur la question sécessionniste, en butte à l'opposition de l'O.R.I.M. de Mihajlov, qui adoptait des méthodes fascistes et s'alliait à l'Italie, l'O.R.I.M.-U. ne put développer un réseau important en Macédoine, s'exprimant surtout dans une activité de propagande faite par son centre à l'étranger en faveur d'une Macédoine indépendante dans une fédération balkanique, dénonçant l'oppression nationale en Macédoine.

Enfin, la politique du Komintern envers la Macédoine montre aussi les problèmes dans les rapports entre le Komintern et les partis communistes des Balkans. Pour des raisons et dans des contextes différents, les partis yougoslave et grec ont accepté avec difficulté le programme sur la question nationale imposé par le Komintern. En particulier pour le P.C.G., la revendication de la sécession d'une partie du territoire de l'Etat a été une des causes de la stagnation du P.C.G. Dans le P.C.Y., il y avait une discussion concernant l'approche générale de la question nationale, question qui par ailleurs dans ce pays touchait de nombreuses nationalités; un courant (en gros, la "droite" du parti) prédominant dans le programme du parti jusqu'en 1923, accordait peu d'importance à la question nationale, considérée comme un problème bourgeois et était opposé à la collaboration avec les mouvements

nationaux, mais la gauche s'affirmait pour le droit à l'autodétermination des peuples. En Macédoine, l'idée d'une collaboration avec l'O. R.I.M. réactionnaire et probulgare, était plus difficilement envisageable. D'autre part, en Grèce en particulier, la discussion sur la question nationale fut mêlée aux problèmes soulevés par la polémique entre les dirigeants communistes soviétiques et dans le Komintern; des membres du parti qui contestaient la façon dont le Komintern avait imposé au parti un programme, sans tenir compte des conditions concrètes d'application dans le pays, mettaient en cause le bureaucratisme et se rattachaient au "trotskysme". On peut relever d'autre part la présence d'un organisme intermédiaire entre le Komintern et les partis communistes balkaniques, la Fédération communiste balkanique, qui aurait eu un rôle plus large qu'une simple "courroie de transmission" et dans lequel le P.C.B. se voyait confier un rôle important.

Après le changement de politique du Komintern en 1935, dans des contextes et avec des conséquences très différents, les partis communistes de Grèce et de Yougoslavie s'orientaient vers une solution de la question nationale dans le cadre des Etats existants, mais le P.C.Y. maintenait l'idée de l'autodétermination, prévoyant un parti macédonien et reconnaissant la nation macédonienne. Le Komintern devait intervenir en 1941 dans le conflit entre le P.C.Y. et le P.C.B. pour que l'organisation du parti du P.C.Y. en Macédoine demeure rattachée au P.C.Y.; il tenait compte alors des impératifs du développement de la lutte des partisans sous la direction du P.C.Y., montrant ainsi la façon dont sa politique s'adaptait aux circonstances.

CONGRES DES PEUPLES DE L'ORIENT A BAKOU (SEPT. 1920)

Khosrow SHAKERI

"Le Premier Congrès des Peuples d'Orient" fut organisé à un moment fatidique de la politique étrangère bolchevique, au seuil décisif d'une nouvelle ère. A ce carrefour historique, la politique étrangère bolchevique oscillait entre l'espoir et le découragement, entre l'enthousiasme révolutionnaire et le sens du compromis, bref entre révolution et réformisme.

Pourquoi ce Congrès fut-il organisé? Son organisation était-elle une nécessité historique, un impératif de la révolution mondiale? Ou était-ce une simple escarmouche dans l'ensemble d'une "politique de pur pouvoir" (1), vis-à-vis des grandes puissances capitalistes, comme l'affirmait Hilferding. Pour répondre à cette question, nous devrons d'abord examiner brièvement la politique étrangère bolchevique, et surtout la conception léniniste de la dialectique de la révolution mondiale, et les idées de Lénine sur la révolution en Orient même.

Peu après que la révolution eut éclaté en Russie, le régime bolchevik publiait des déclarations aux travailleurs d'Orient pour les inciter à se joindre à la marche de la révolution mondiale. "La Russie n'est pas seule dans cette lutte. La lutte puissante pour la liberté lancée par la révolution russe a été relayée par tous les travailleurs d'Orient et d'Occident ... Musulmans d'Orient, Perses,

1. USPD, *Verhandlungen des Ausserordentlichen Parteitag zu Halle*, (s.d) p. 161-163, cité in E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, t. 3, Londres, 1966, p. 268 n.

Turcs, Arabes et Hindous, vous tous dont la vie et les biens, dont la liberté et le sol natal ont été depuis des siècles objets de rapines pour le commerce rapace européen... renversez les voleurs et les esclavagistes de vos pays... Camarades et frères, avancez fermement et résolument vers une paix juste et démocratique! Nous inscrivons sur nos bannières la libération des peuples opprimés du monde" (1).

Dans une lettre datée du 1er août 1918, Čičerin déclarait à Sun yat-Sen, le leader bourgeois de la nouvelle république chinoise, "Notre victoire est votre victoire, notre défaite serait votre défaite. Renforçons les rangs dans le grand combat mené dans l'intérêt du prolétariat mondial. Vive la paysannerie laborieuse de Chine, vive la classe ouvrière chinoise, vive l'alliance des prolétariats russes et chinois" (2). Plus tard, en réponse aux traités imposés par Lord Curzon à la Perse, Čičerin déclarait dans un appel aux ouvriers et paysans de Perse: "Les masses laborieuses de Russie considèrent les masses laborieuses de Perse comme leurs amis et leurs frères et comme leurs futurs camarades dans le combat révolutionnaire pour l'émancipation complète des travailleurs" (3). Dans un appel semblable aux ouvriers et paysans de Turquie, deux semaines plus tard, Čičerin réaffirmait avec force la nécessité pour les ouvriers et paysans de prendre le pouvoir comme l'avaient fait les ouvriers russes : "La sauvegarde de votre pays, de vos droits contre les pillards de l'intérieur et de l'extérieur dépend de vous-mêmes. Ni votre parti de la guerre, ni aucun autre parti soi-disant démocratique ne vous sauvera, pas plus que le parti social-démocrate de Scheidemann ne sauvera l'Allemagne des brigands capitalistes de France et d'Angleterre" (4).

Dans cette première phase, malgré une certaine ambiguïté, la politique extérieure bolchevique inclinait vers une alliance avec les masses laborieuses et opprimées d'Orient plutôt qu'avec les classes

1. "Appeal of the Council of Peoples Commissars to the Moslems of Russia and the East" (3/12/1917), in *Soviet Documents of Foreign Policy*, ed. Jane Degras, Londres, 1951, p. 15-17.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 163.
4. *Ibid.*, p. 166.

dirigeantes, qu'elles soient traditionnelles ou nouvelles. Il faut, cependant, souligner que cette politique n'était pas fondée sur une connaissance marxiste de l'Orient, de sa composition de classe ni sur une étude, même superficielle, de la situation socio-économique. Elle se basait plutôt sur un instinct révolutionnaire et, faute d'être soutenue par une connaissance ultérieure, ne résisterait pas à des forces bien supérieures.

Il n'est donc pas du tout surprenant que, moins d'un an après, en juin 1920, le gouvernement bolchevique ait entamé des négociations officielles avec le régime "démocratique" de Mostafa Kémal en Turquie. Après le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, le Congrès de Bakou et la mise en oeuvre de la NEP, l'ambiguïté théorique de la notion léniniste de lutte de classes en Orient, incertitude qui s'était produite jusque-là par une politique extérieure hésitante, devint enfin évidente. Comme nous l'observerons plus tard, cette "ambiguïté", qui sert encore de nos jours les buts de l'Etat soviétique, s'enracinait dans la conception erronée qu'avait Lénine du rôle de la bourgeoisie "démocratique", plus tard baptisée "nationale" (2), dans des pays dits "développés" et dont le développement économique "naturel" s'est vu dominé et déformé par la pression impérialiste du capital mondial (3).

Il faut rappeler que la conception léniniste de la révolution dans la Russie de 1905 était celle d'une révolution en deux étapes bien distinctes : l'étape démocratique-bourgeoise précédait la prise du pouvoir par le prolétariat. En 1917, Lénine modifia sa conception à cet égard et se rallia à Trotski, qui avait emprunté à Marx la notion historique de la révolution permanente (Cf. Adresse du Comité central à la

1. Cf. la réponse de Čičerin à Mostafa Kémal du 2/6/1920, *Ibid.*, p. 187-188.
2. Le terme "bourgeoisie nationale" n'a jamais été utilisé par Lénine à notre connaissance. Il fut pour la première fois appliqué par le bolchevik Safarov en 1921; plus tard, il devint monnaie courante dans l'appareil stalinien.
3. Nous préférons utiliser le terme "disdevelopment" au lieu de "sous-développement", car ce dernier n'implique qu'un retard quantitatif, tandis que l'autre implique une déformation pathologique dans le processus du développement.

Ligue des communistes, mars 1850). Comme Lénine était plutôt porté vers la pratique que la théorie et que sa connaissance des problèmes de l'Orient était très limitée, il n'appliqua pas à l'Orient les leçons des révolutions de février et d'Octobre 1917, pas plus qu'il ne déduisit les conséquences de la théorie générale du capitalisme mondial, conséquences pourtant déjà mises à jour par Marx et des marxistes comme Rosa Luxemburg.

Ainsi Lénine, et plus encore certains "managers" de la révolution renoncèrent à la conception "démocratique" de la révolution pour les pays d'Orient.

Les leaders bolcheviks, Lénine inclus, ne surent pas comprendre que la bourgeoisie d'Orient, à la différence de ses précurseurs d'Europe occidentale, ne pourrait pas lutter contre le système despotique précapitaliste pour quelque forme de démocratie, encore moins pour une alliance avec sa propre antithèse, le prolétariat de la Russie soviétique.

Comme Marx l'avait déjà clairement établi dans le *Manifeste Communiste*, pour la bourgeoisie, la démocratie et la liberté politique étaient liées à la conquête de la liberté économique. Pour abattre les obstacles et rendre possible la libre circulation des marchandises, la bourgeoisie dut réclamer une liberté "indivisible"; pour s'assurer le droit à la concurrence, elle dut opter pour le libéralisme. Mais en Occident cette bourgeoisie naissait à une époque où n'existaient ni capitalisme monopoliste, ni classe ouvrière organisée. Elle n'avait pas l'expérience des révolutions de 1848 en Europe. Au début du XXe siècle, dans les pays colonisés, les conditions historiques qui auraient permis aux diverses bourgeoisies naissantes de combattre résolument pour un ordre libéral n'étaient réunies ni au plan local ni au plan mondial. Il existait par contre une exploitation coloniale considérable et de larges masses laborieuses. Un prolétariat naissant, certes limité en nombre, était prêt à s'inspirer de l'exemple de la classe ouvrière européenne. Déjà la bourgeoisie européenne continentale avait, lors des révolutions de 1848, manifesté sa nature foncièrement anti-démocratique; c'est-à-dire qu'elle ne respectait ses propres institutions démocratiques

qu'aussi longtemps qu'elle n'avait pas à affronter la crise économique, et n'était pas menacée politiquement par son ennemi de classe, le prolétariat. Un regard rapide sur la conduite de la bourgeoisie européenne montre que chaque fois qu'elle a été menacée par le spectre de l'effervescence sociale conduisant à une situation révolutionnaire, chaque fois elle a "serré la vis". Il aurait dû être clair pour Lénine que l'amour de la bourgeoisie pour la démocratie et la liberté avait des limites, particulièrement à l'étape du capitalisme monopoliste et en période de crise. Nous savons que le capitalisme mondial est enraciné en Orient grâce à la pénétration coloniale. Il aurait dû être évident que les bourgeoisies des pays orientaux, en dépit de déclarations d'attachement, même sincères, aux institutions démocratiques, ne pouvaient pas, de par leur nature même, viser ni à construire ni à développer ces institutions. L'expérience précise de la trahison des Jeunes Turcs et de la forfaiture en Iran d'une grande bourgeoisie, composée à la fois de commerçants et de "landlords libéraux", au lendemain de la révolution constitutionnelle, à la veille de la Grande Guerre, aurait dû faire s'évanouir toute illusion à cet égard. Et pourtant à la veille de la Grande Guerre, Lénine écrivait : "Là (en Asie), la bourgeoisie marche toujours côte à côte avec le peuple contre la réaction" (1), déclaration d'autant plus surprenante de la part de Lénine, qui avait expressément déclaré que l'économie, non seulement des petits pays, mais même celle de la Russie, dépendaient entièrement du pouvoir du capital financier impérialiste des pays bourgeois riches (2).

Comment donc une bourgeoisie faible d'un pays d'Asie dépendant à cette époque du pouvoir financier impérialiste aurait-elle pu lutter pour l'indépendance "nationale"? Dans un autre article (3) Lénine manifeste le même défaut de compréhension de la nature de la bourgeoisie locale dans les colonies à l'époque de l'impérialisme lorsqu'il écrit :

1. Lénine, *Oeuvres*, t. 19, p. 94-96, L'Europe arriérée et l'Asie avancée (18 mai 1913); *Le marxisme et l'Asie, 1853-1964*, H. Carrère d'Encausse et St. Schram, Paris, 1965, p. 177-178.
2. Lénine, The rights of Nations to Self Determination, *The National Liberation Movements in the East*, Moscou, 1962, p. 69.
3. Lénine, Démocratie et populisme en Chine, *Oeuvres*, t. 18, p. 162-165.

"... La question des rapports entre démocratie et populisme dans les révolutions bourgeoises actuelles de l'Asie... est... une des questions les plus sérieuses qui se sont posées à la Russie à son époque révolutionnaire, c'est-à-dire depuis 1905. Et pas seulement à la Russie, mais à toute l'Asie, comme on peut le voir d'après le programme du président intérimaire de la République de Chine, surtout si l'on associe ce programme au développement des événements révolutionnaires en Russie, en Chine, en Turquie et en Perse. Sur bien des points très importants la Russie est sans aucun doute un Etat asiatique et qui plus est un des plus sauvages, des plus moyenâgeux, des plus honteusement arriérés..."

"... En Asie, par contre, il y a encore une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante, une bourgeoisie qui est la digne compagne des grands prédicateurs et des grands hommes d'action de la fin du XVIIIe siècle français.

Le principal représentant ou le principal état social de cette bourgeoisie asiatique encore capable d'une tâche historique progressiste, c'est le paysan... Ils (les démocrates chinois) sont subjectivement socialistes, parce qu'ils sont contre l'assujettissement et l'exploitation des masses..."

D'évidence l'histoire a eu largement raison de cette ambiguïté théorique, non seulement dans l'Iran de Pahlavi, la Turquie de Kémal Pacha, la Chine de K.M.T, mais aussi plus près de nous, de la Syrie de Assad... L'ambiguïté théorique sur la nature de classe de la bourgeoisie locale orientale et sur le rôle historique qu'elle était appelée à jouer se compliquait d'une connaissance très insuffisante des conditions socio-économiques des pays d'Orient (1). L'Internationale Communiste avait hérité de la Seconde Internationale une indifférence de fait envers les pays colonisés, malgré la foi exprimée envers leur potentialité révolutionnaire. Le fait que la question coloniale fut à peine évoquée lors du Ier Congrès de l'Internationale Communiste en mars 1919 en témoigne. Aucune étude scientifique sérieuse de la question ne fut entreprise, si bien que le problème demeura une préoccupation

1. La preuve en est que le Conseil élu par le Congrès de Bakou a proposé une série d'études pour les pays d'Orient. Cf. aussi la lettre de Lénine du 13/8/1921 à T. Rotstein, ambassadeur soviétique en Iran où Lénine révèle le manque de connaissance des bolcheviks sur l'Iran, *Oeuvres*, t. 45.

très mineure dans les discussions générales sur la révolution mondiale ; d'ailleurs on n'abordait la question qu'en fin de travaux des congrès (1). Cette attitude, à notre avis, venait moins d'une mauvaise volonté que d'un défaut de compréhension de la dialectique d'Est-Ouest, - colonie-métropole - dans le processus de révolution mondiale. Si on avait bien compris le rôle des colonies dans le système impérialiste, leur importance politique aurait été plus largement saisie et l'attention nécessaire aurait été consacrée à cette question brûlante. Si ce n'est lors des IIe et VIe Congrès (quand le Komintern vira temporairement à gauche), pour le Komintern la question des colonies restait au mieux l'objet d'une reconnaissance de pure forme, pour ne pas dire d'une simple mention verbale. La question "nationale-coloniale" était abordée dans une optique politique tactique bien plus que sous l'angle socio-historique, et sous l'angle du rapport dialectique avec la révolution sociale en Europe. On doit souligner qu'à l'époque on entendait généralement par la "révolution mondiale", une révolution généralisée en Europe (2). En fait, c'est moins une analyse scientifique des relations de classe internationales que l'enthousiasme révolutionnaire qui conduisit les états-majors des partis communistes nouvellement fondés, ci-devant militants et dirigeants des partis de la Seconde Internationale, à adhérer à la révolution bolchevique d'Octobre et à la cause de la révolution mondiale. Nous entendons par là que peu d'entre eux se préoccupaient des causes historico-mondiales latentes qui avaient conduit à la révolution russe et auraient pu amener d'autres succès révolutionnaires, aussi bien en Europe qu'en Asie. Et même lorsque des marxistes asiatiques tels que Sultan Galiev (3) et Sultanzadé (4)

1. Le IIe Congrès et la période entre le IIe et le IIIe Congrès exceptés, les délégués orientaux auprès de l'Internationale Communiste n'avaient pas eu de place importante dans les discussions, pas plus que dans les organes exécutifs. Déjà au IIIe Congrès, Roy protesta contre le fait qu'on ne lui avait donné que cinq minutes pour élaborer ses idées. Cf. *Protokoll des III Kongress der Kommunistischen Internationale*, Hambourg, 1921, p. 1018.
2. Cf. discours de Zinov'ev, *The First Congress of the Toilers of the East*, (1922), Londres, 1970, p. 3.
3. Sultan Galiev était un marxiste tatar. Cf. Benigsen, Quelquejay, *Les mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie*, Paris, 1960.
4. Avetis Sultanzadé était le fondateur du P.C. iranien; cf. A. Sultanzadé, *Politische Schriften I*, Florence, 1975, édité et présenté par nous.

analysèrent la question d'Orient et avancèrent des thèses sur son rôle dans le processus de la révolution mondiale, peu d'attention leur fut prêtée, et les résultats pratiques furent négligeables.

A notre avis, dès les premiers jours de son existence le Komintern a négligé la dialectique liant étroitement la destinée de la révolution socialiste en Europe à celle de la révolution nationale-coloniale, c'est-à-dire la dialectique d'une révolution à l'échelle mondiale profondément enracinée dans les liens d'interdépendance et d'inégalité, unissant le capitalisme européen et nord-américain au marché colonial, avec ses denrées, ses capitaux et ses sources de matières premières.

A nos yeux, le défaut de compréhension de ce lien essentiel entre colonies et métropoles devrait expliquer, dans une large mesure, le fait que le Komintern ne réussit pas à adopter une stratégie globale contre l'impérialisme, une stratégie adaptée, bien entendu, aux conditions spécifiques de chaque colonie. Les oscillations dans la politique étrangère soviétique ne sont donc pas surprenantes compte tenu de l'absence d'une perspective claire et d'une stratégie bien formulée. De plus, nous avons déjà vu plus haut qu'une conception erronée de la nature de la bourgeoisie coloniale amena les dirigeants bolcheviks à adopter une politique qui menait invariablement à la consolidation des bourgeoisies et à l'écrasement, parfois total, des partis communistes locaux, et même des partis petit-bourgeois de gauche (1), qui auraient pu contribuer, en Orient, à une révolution soviétique menée par le prolétariat.

Il est vrai que Lénine avait souligné que les mouvements bourgeois de libération ne pourraient être soutenus que dans le cas où de tels mouvements étaient "véritablement révolutionnaires", en opposi-

1. Par partis petits-bourgeois de gauche de l'époque, nous entendons ceux des éléments traditionnels s'occupant d'artisans du commerce intérieur, de l'intelligentsia démocratique dont l'existence et l'identité furent menacées par la pénétration impérialiste et non la petite bourgeoisie, maintenant dominante dans les pays dits "sous-développés" dont la naissance et le maintien dépendent de la présence impérialiste.

tion à la "bourgeoisie réformiste" alliée de la bourgeoisie impérialiste, et où leurs représentants ne s'opposeraient pas à ce que fussent organisées dans l'esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités (1).

Lénine ajoutait que si ces conditions n'étaient pas satisfaites, les communistes devaient "dans ces pays lutter contre la bourgeoisie réformiste à laquelle appartenaient également les héros de la IIe Internationale (2). En réalité, la politique de la direction bolchevique fut une politique de soutien pour les bourgeois réformistes, qui, eux, menaient parallèlement aux réformes la répression contre les communistes.

C'est au milieu de cette confusion théorique chez les bolcheviks que le Congrès de Bakou fut organisé.

La plupart des historiens qui ont traité le Congrès ont, sur la base de la déclaration de l'EKKI (Comité Exécutif du Komintern), attribué à cet organe la décision de convoquer ce congrès (3). "L'appel aux asservis de Perse, d'Arménie, et de Turquie" (4) qui dans la version française ne porte aucune date, mais en version allemande fut datée du 29 juin 1920, fut signé non seulement par les membres de l'EKKI, mais aussi par les délégués des partis communistes occidentaux invités au IIe Congrès du Komintern (les délégués orientaux ne le signèrent pas!). La version française appelait le Congrès pour le 15 août, tandis que la version allemande le convoquait pour le 1er septembre 1920.

L'historien soviétique Sorkin (5) dit que "La convocation

1. Lénine, *Oeuvres*, t. 31, p. 249.
2. *Ibid.*
3. Cf. par exemple H. Gruber, *Soviet Russia Masters Comintern*, New York, 1974, p. 255-256; E.H. Carr, *op. cit.*, p. 261. Cette erreur découle très certainement d'une lecture inattentive des documents officiels du Komintern qui attribue la décision à l'EKKI; cf. le Compte rendu du 20/9/1920 de l'EKKI, *I.C.*, n°14, nov. 1920, p. 2917-2918.
4. *I.C.*, n° 12, 1920, p. 2275-2280; pour le texte allemand cf. *Kommunismus, Zeitschrift der K.I.*, n° 27, août 1920, p. 1077-1080.
5. Sorkin, *op. cit.*, p. 121-122.

du congrès fut fixée pour le 1er sept. 1920", mais ajoute que lors de la 1ère séance du Bureau d'Organisation du congrès "il fut décidé de demander à l'EKKI de renvoyer l'ouverture du congrès du 15 au 25 août..." La décision de tenir le congrès le 15 août est confirmée par une courte déclaration de Sergio Ordzonikidze le 19 juillet 1920, dans le journal *Kommunist* de Bakou (1).

Dans les sources officielles aucune raison n'est fournie pour le renvoi au 1er septembre de l'ouverture du congrès. Mais un délégué indien au congrès, dans un rapport confidentiel destiné aux autorités britanniques, l'attribue aux difficultés de l'Armée Rouge sur le front polonais et au mécontentement des ouvriers locaux qui, à cause de la situation économique, se déclaraient contre (la convocation) du congrès" (2).

Quant à la décision de convoquer le congrès, il est clair aujourd'hui que les délégués des partis occidentaux n'y furent que pour très peu. Ils n'avaient aucun mandat, et n'étaient même pas tous encore arrivés. D'ailleurs, il aurait été étonnant qu'ils prennent une décision aussi hâtive avant même que le IIe Congrès ait pu se réunir. L'idée ne pouvait venir d'eux. Les recherches ont prouvé que la décision fut prise en fait par le Conseil des Commissaires du Peuple le 29 juin 1920 (3) et que l'initiative venait certainement de Lénine lui-même, car dans un télégramme adressé à Ordzonikidze "tout en code et immédiatement" Lénine informe Ordzonikidze que Zinov'ev va lui "confier

1. *Kommunist*, n° 65, cité in *Stat'i i Reci*, Ordzonikidze, t. 1, Moscou, p. 15 et 16.
2. *Information concerning the Baku Conference*, secret, fébr. 9th 1921, India Office (L/P/S/ 18/C/ 203). Le délégué indien ajouta que "les conditions climatiques ont aussi influencé le renvoi de date. Je sais personnellement que les ouvriers locaux s'opposaient fortement à un tel rassemblement car ils prévoyaient, à juste titre, les difficultés économiques locales qui pourraient être aggravées par l'arrivée d'une population de 2 000 à 3 000 personnes".
3. Note des éditeurs des *Oeuvres* de Lénine, t. 44, Ed. Sociales, Paris, 1970, p. 569 ; la décision dit : "Le Ordzonikidze et la camarade Stasova sont chargés de former avec des camarades cooptés par eux un bureau pour l'organisation d'un Congrès des peuples d'Orient à Bakou. Le camarade Zinoviev est chargé d'informer aujourd'hui même le camarade Ordzonikidze par fil direct".

immédiatement une importante mission internationale" (1).

Mikoyan dans ses mémoires écrit aussi que le "congrès (de Bakou) avait été organisé par le Comité exécutif du Komintern et par un certain nombre de délégués venus à Moscou en juin 1920 au IIe Congrès de l'Internationale Communiste (2). Mais il ajoute que "le Comité exécutif du Parti communiste (b) et le Comité exécutif du Komintern avaient créé le Bureau d'Organisation qui, au nom de plusieurs pays, avait adressé un appel aux peuples d'Orient pour qu'ils tiennent un congrès des représentants des travailleurs de tous les pays d'Orient" (3). De ce qu'on vient de citer, il découle donc que l'appel au congrès n'a pas été formulé par les délégués des partis occidentaux, mais par le Bureau même. De plus, il est intéressant de rappeler que l'appel fut adressé aux masses laborieuses de Perse, de Turquie, et d'Arménie, et que plus tard le congrès fut élargi pourqu'y assistent presque tous les groupes ethniques de l'Asie. Une troisième version de la décision est fournie par l'historien soviétique Sorkin, qui écrit : "Fin juin 1920 au cours de la séance du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, il fut décidé, avec une partie des délégués au IIe Congrès du Komintern, de convoquer le Congrès des peuples d'Orient" (4). Comme nous l'avons déjà noté, l'initiative venait de Lénine, qui désigna même l'organisateur principal du Congrès. Il nous paraît aussi utile de rappeler que Zinov'ev, dans son rapport à la Séance du 20 septembre 1920 du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, a aussi affirmé que le Congrès avait été convoqué sur l'initiative de l'EKKI, tout en évitant de mentionner l'initiative du Comité central du parti bolchevik russe (5).

1. *Ibid.*, p. 402.
2. A. Mikoyan, *Une vie de lutte*, Moscou, 1973, p. 480.
3. *Ibid.*
4. G.Z. Sorkin, *Pervyj S"ezd narodov Vostoka*, Moscou, 1961, p. 15.
5. *L'Internationale Communiste*, n° 14, nov. 1920, p. 2917. Il est également intéressant de noter ici que Mme Stasova indique que "pendant les mois de juin, juillet et août il y avait une préparation renforcée pour le Congrès des peuples d'Orient", *Vospominanija*, Moscou, 1969, p. 177. Si la décision avait été prise le 29 juin, il n'aurait pu être question de "préparation renforcée" pendant le mois de juin !

Cet examen détaillé de l'origine de la décision nous paraissait important car il nous semble bien que cette décision hâtive fut liée aux négociations en cours à Londres entre le délégué soviétique Krassin et les dirigeants britanniques pour un accord commercial, dont nous parlerons plus loin. Pour l'organisation du congrès même, Ordzonikidze et Stasova ont choisi des bolcheviks ayant une certaine expérience des questions orientales. Ainsi Mikoyan, Narimanov, Saïd Gabiev composaient l'*Orgbureau* (1). Au cours de la 1ère séance de l'*Orgbureau* il fut décidé d'inviter à participer aux travaux les délégués de l'Iran, la Turquie, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Afghanistan, du Turkestan, de Khiva, de Boukhara et d'autres pays et peuples de l'Orient (2).

En conséquence, Sorkin nous informe, "à la séance suivante de l'*Orgbureau* étaient présents les camarades N. Narimanov, A. I. Mikoyan, E. D. Stasova, G. K. Ordzonikidze, M. Subhi, M. D. Hosseinov, A. G. Karaev et d'autres" (3). L'*Orgbureau* qui a tenu plusieurs séances a fixé, "inter-alia", les règles de la participation des délégués ; nous ne savons rien de précis, sinon qu'il fut décidé d'inviter au congrès "non seulement des communistes, mais aussi des représentants des organisations révolutionnaires nationales et des personnalités sans partis, à tendance anti-impérialiste, des pays d'Orient" (4), ce qui n'était pas du tout prévu par l'appel "aux asservis" d'Orient". C'est évidemment à ces "personnalités anti-impérialistes sans-partis" que Stasova fait allusion quand elle relate qu'"à côté des révolutionnaires

1. A. Mikoyan, *op. cit.*, p. 16 ; cf. aussi Ordzonikidze, *Kommunist* (Bakou).
2. Sorkin, *op. cit.*, p. 16.
3. *Ibid.*, p. 16-17. Bien qu'il se base sur les Archives du Congrès, il ne donne malheureusement pas de liste complète.
4. *Ibid.*, p. 16 ; A. Mikoyan, *op. cit.*, p. 80-81. D'après Sorkin, Mikoyan fit un rapport sur le travail du choix des délégués en Arménie et en Géorgie et Stasova pour l'Iran, *ibid.* Mikoyan remarque lui-même qu' "il fallait entrer en liaison avec toutes ces délégations. Les contacts avec les Perses et les Turcs étaient particulièrement difficiles. On échangea le bureau des communistes turcs (Subhi, Suleiman Nouri) et le bureau persan qui se trouvaient alors à Bakou, *ibid.* Mais pour quelle raison le C.C. du P.C. iranien n'a-t-il pas été contacté ?)

du type de Subhi et du représentant des Indes Moukherdji, il y avait des gens qui se sont trouvés au congrès par hasard et qu'ils n'y étaient nullement préparés. Parmi les délégués, il s'est trouvé des Khans et des Begs qui avaient décidé de mettre à profit le voyage à Bakou pour conclure diverses transactions commerciales : vendre des tapis, des produits en cuir..." (1).

En considérant le fait que Sorkin et d'autres historiens soviétiques refusent de fournir les critères de l'*Orgbureau* pour le choix des délégués, et en tenant compte de la citation de Stasova, il semblerait raisonnable de conclure que pour les "sans-partis anti-impérialistes", aucune règle ne fut sérieusement observée car l'objectif était de réunir une foule aussi grande que possible pour effrayer l'Occident capitaliste. D'autre part, certains démocrates révolutionnaires comme Mirza Kutchik Djangali, chef du mouvement populaire anti-impérialiste au Guilan (2), assez célèbre à l'époque, n'a pas été invité au congrès, alors que des collaborateurs de l'impérialisme allemand, tel que Enver Pacha, étaient présents. Quoiqu'il en soit, il faut noter les imprécisions relatives au nombre des délégués qui participèrent au congrès. Le compte rendu officiel, publié en français et en russe, nous donne le chiffre de 37 nationalités avec un total de 1891 délégués dont 1 273 étaient communistes (3), le reste étant sans parti.

1. Stasova, *op. cit.*, p. 178 ; cf. aussi *Political Report on the Baku Congress*, F.O. 371/5178, f. 151, où le même fait se confirme.
2. En fait, Mirza Kutchik, qui venait de rompre ses liens (à l'origine établis par l'intermédiaire de Raskolnikov et d'Ordzonikidze après l'entrée de la flotte soviétique au port d'Anzali en mai 1920) avec le C.c. du PC iranien, écrit à Lénine et à Mdivani, le bolchevik géorgien, évoquant les raisons de la rupture (cf. Fakhraii, *Sardar Jangal*, Téhéran, 1965 et aussi A.P. Poyan et M. Mani, *Iran, Three Essays*, Florence, 1972. La question des Jangalis et leur République soviétique en Iran du Nord sera traitée dans l'*Histoire documentaire du mouvement ouvrier en Iran*, t. III, *Les mouvements révolutionnaires*, édités par nous, à paraître en 1979.
   Les lettres de Mirza Kutchik à Lénine et au Comité Révolutionnaire d'Azerbaïdjan auraient été largement diffusées au Congrès de Bakou selon le journal géorgien *Slovo* du 28 oct. 1920, Archives du Quai d'Orsay, Europe 1918-1929, Russie 631, séries Z 653, 1920, f. 123.
3. Cf. *Pervyj S"ezd Narodov Vostoka*, Moscou, 1920 et aussi *Le premier congrès*, *op. cit.*

Le total des participants dont la nationalité est indiquée était 1 257, le reste, 266, n'indiquèrent pas leur nationalité, et plus de 100 ne remplirent pas les feuilles d'enquête. Ainsi, 360 personnes restent inconnues. Le compte rendu officiel enregistre aussi la présence de 55 femmes. D'autre part, Zinoviev dans son rapport à l'EKKI (le 20 septembre 1920) précise que "la fraction sans-parti était beaucoup plus nombreuse" (3). D'autre part, Sorkin, sur la base des documents inédits du congrès donne le tableau des participants: la liste nominative des délégués inclut 2 050 hommes. Les données sur les mandats fournissent le même chiffre. Le journal *Kommunist* (de Bakou) indiqua au début du congrès l'arrivée de 1 891 délégués, mais dans l'article de fond consacré aux résultats du congrès il est dit: "au cours des travaux du congrès près de 2 000 délégués prirent des résolutions presque unanimement ... Selon la classification du parti, les 1 926 délégués se répartissaient comme suit: 1 071 communistes, 334 sympathisants, un socialiste-révolutionnaire de gauche, 467 socialistes-révolutionnaires, 31 sans-partis, un anarchiste, 11 membres du Bund communiste et 9 révolutionnaires iraniens (3).

Sorkin fournit aussi une classification sociale des participants: 576 ouvriers, 495 paysans, 437 intellectuels et 542 n'ayant pas indiqué leur profession (4). La composition nationale du congrès fournie par Sorkin est encore une fois bien différente de celle donnée dans la publication officielle: "Assistaient au congrès des délégués d'Azerbaïdjan (469 personnes), d'Iran (202), de la Géorgie (137), de l'Arménie (131), de la Turquie (105), de la Kirghizie (85), de l'Afghanistan (40), des Indes (14), de Khiva (14), de Bachkirie (13), de la

1. *Pervyj s"ezd narodov Vostoka*, Moscou, 1920.
2. *I.C.*, n°14, nov. 1920, p. 2918. Kirov aussi, dans une interview accordée à la presse de Tiflis, reconnaissait que "les communistes étaient une très faible minorité" au Congrès. Cf. Archives du Quai d'Orsay (Miss. militaire française, série Europe, 1918-1929, n°1144, ff. 274-275). La confusion est aggravée encore davantage par un discours de Zinoviev devant le Soviet de Petrograd, *Petrogradskaja Pravda*, 28 septembre 1920, qui donna le chiffre de 1801 délégués! Cf. FO.O 371/5 435, f. 123.
3. Sorkin, *op. cit.*, p. 21.
4. *Ibid.*

Crimée (8), de la république kalmuke (8), de la Chine (7), ainsi que des Tatars (20) (1). Sorkin ajoute que "les représentants des partis communistes prirent part aux travaux du congrès ainsi que ceux des groupes d'Autriche, Grande-Bretagne, Hongrie, Hollande, Espagne, Etats-Unis, France, Japon et de la Fédération communiste des Balkans dans laquelle entraient les organisations communistes de la Bulgarie, de la Grèce, de la Roumanie, de la Yougoslavie" (2).

Les divergences notées ci-dessus découlent, à notre avis, d'une organisation hâtive aussi bien que de l'absence d'un critère de participation (3) clairement défini par la direction bolchevique. La confusion dont parle Stasova ("les conditions difficiles et particulières au milieu desquelles se déroula le congrès") est confirmée par les rapports du service britannique de renseignements. Selon un informateur, dont le rapport doit cependant être lu avec quelques réserves, les participants persans étaient "tous résidents d'Anzali et la plupart d'entre eux furent pris dans la rue; on leur signifiait à Bakou quelles provinces iraniennes ils devaient représenter" (4). Quelle que soit l'exactitude de cette information, il est certain qu'il n'existait pas un critère bien établi pour la participation et il nous semble que l'on a surtout cherché à rendre le congrès aussi spectaculaire que possible.

Examinons brièvement le tableau "national" du congrès! L'utilisation du terme "nationalité" est assez ambiguë. Peut-on considérer les Sartes, les Khazars ou les Ingouches, ou encore divers groupements tribaux comme des nationalités? Quel critère fut appliqué? Celui de Lénine, de Staline, des paramètres marxistes d'autre type? Ce n'est

1. *Ibid.*, p. 22.
2. *Ibid.*
3. Quant au nombre des participants, voir aussi le rapport du délégué hindou, *op. cit.* *Narody Vostoka* aussi donne un autre chiffre (1902) et ajoute la liste suivante des nationalités représentées au Congrès: égyptienne, baloutch, kachgare et feraghenese. De plus, la *Pravda* du 8 septembre 1920 donne le chiffre de 1800 délégués.
4. Nersissian, Arménien d'Iran, fit un rapport au Chief British Commissioner de Transcaucasie à Tiflis. Il aurait persuadé un ami musulman d'obtenir le mandat nécessaire pour le lui passer ensuite! Cf. F.O. 371/5435, f. 140.

pas clair. Un simple examen de la diversité des "nationalités" montrera qu'une définition unique marxiste ne saurait être réutilisée pour des Russes, des Polonais, des Turcs et des Persans, et des groupements tribaux tels que les Khazars, les Abkhazes, les Zamšidis etc. (1). Le critère qui fut utilisé pour décider du nombre de délégués de chaque nationalité n'est pas plus clair. Etait-ce l'ensemble de sa population? Certainement pas, car la Chine avec une vaste population fut représentée par le même nombre de délégués que les Kurdes; les Indes avaient 12 participants, tandis que les Zamšidis, un petit groupement tribal, en avaient 14. La force des communistes vis-à-vis des organisations nationales-bourgeoises ne doit pas non plus être prise comme critère du fait que les Tadjiks aient été représentés par 61 délégués et les Géorgiens, qui avaient une tradition beaucoup plus ancienne du socialisme, par à peine le double. Il faut ajouter aussi que, communistes exceptés, on ne sait trop quelles organisations représentaient les délégués non communistes. Même Sorkin ne fait pas état des organisations "nationalistes" qui ont été représentées. De plus, des individus représentant certains pays dans le bureau du Congrès n'avaient rien à voir avec ces pays. Deux exemples flagrants sont Aghazadé et Karaev, représentants respectivement des communistes afghans et turkestanais. Or, en Afghanistan, il n'existait pas de mouvement communiste; de plus, Aghazadé était un communiste iranien, ouvrier à Bakou.

Il était surprenant, pour le moins, qu'un communiste iranien ait représenté un mouvement inexistant en Afghanistan! Quant à Karaev, il était un militant caucasien du Parti "Himmat". L'attribution à Karaev d'un siège de délégué communiste du Turkestan pourrait indiquer que la direction bolchevique n'avait pas un communiste "musulman" (non russe) à qui faire confiance, à côté des communistes russes du Turkestan. Taksim Bahari aussi ne nous semble pas avoir été originaire de l'Anatolie qu'il était censé représenter. Un problème encore plus sérieux se pose si l'on considère la participation d'individus aussi douteux

1. Pour une discussion de la question marxiste de nationalité, cf. G. Haupt et al., *Les marxistes et la question nationale*, Paris, 1974 et H.B. Davies, *Nationalism and Socialism*, New-York, 1967.

qu'Enver Pacha (1), Ibrahim Tally et Baha-ed-Din Shakir. Leur participation allait à l'encontre des principes vigoureusement affirmés par les délégués à la Commission nationale-coloniale du IIe Congrès du Komintern. En justifiant la participation d'Enver Pacha au Congrès de Bakou, Zinov'ev, dans un discours devant le Soviet de Pétrograd (2) a déclaré que : "L'ancien commandant en chef des armées turques pendant la guerre impérialiste participa au Congrès. Il se déclara un partisan sincère de l'Internationale Communiste. Mais nous avons averti les participants du Congrès (ce qui ne figure pas au compte rendu!) d'être prudents dans leurs rapports avec des apostats de ce genre. Enver Pacha et des gens de son espèce ne peuvent pas être sincères. Ne voyant aucune issue pour leur pays déchiqueté par la bourgeoisie occidentale, ils s'adressent à nous pour demander protection. Ceci confirme la solidité et l'importance du Congrès". La question qui se pose est la suivante : pourquoi des "apostats" comme Enver et des représentants de Kémal Pacha furent-ils invités au Congrès ? Certes, il y eut une certaine opposition à sa présence au sein du Congrès, surtout de la part des communistes. Mais Enver se présente sans doute avec l'approbation

1. Le compte rendu officiel n'est pas clair quant à la présence d'Enver Pacha. Son message aurait été lu par quelqu'un d'autre. Ni Rosner, *op. cit.*, p. 147, ni White, Communism and the East : The Baku Congress 1920, *Slavic Review*, sept. 1974, ne contredisent le document officiel. Mais Sorkin confirme sa présence : "Au Congrès des peuples d'Orient est venu aussi Enver Pacha. Il comptait utiliser la tribune du Congrès pour ses propres intérêts... Au début, le présidium du Congrès permit à Enver de parler au Congrès"(Sorkin, *op. cit.*, p.29). La présence d'Enver Pacha fut avouée par Zinov'ev au Congrès de Halle du Parti socialiste indépendant d'Allemagne en octobre 1920. Zinov'ev dit : "Enver Pacha était présent au Congrès de Bakou, mais il n'était pas délégué. Il nous demanda de lui donner la parole pour (lire) une déclaration. Nous lui avons refusé la parole... Il nous pria alors de recevoir sa déclaration écrite..." (Discorsa del Presidente del C.E. della III Internazionale, *L'Ordine Nuovo*, anno I, n° 23, 24 dic. 1920, p. 183). Cf. aussi *Intelligence Report to the British Foreign Office*, F.O. 371/5172, f. 214 de nov. 1920, où il est mentionné que Khalil et Kazem Karabakir, "nationalistes" turcs, kémalistes, y étaient aussi présents.
2. *Petrogradskaja Pravda*, 18 sept. 1920, traduction anglaise citée dans un rapport au British Foreign Office, F.O. 371/5435, daté du 12/10/1920, f. 126.

des grands dirigeants de l'EKKI, comme Zinov'ev (1). Qu'il fût censuré émanait d'une opposition forte et imprévue, hors du contrôle de Zinov'ev. En fait sa présence semble avoir été la première application des thèses de Lénine selon lesquelles la Russie soviétique devrait s'allier à la "bourgeoisie démocratique" des pays orientaux (2), et la soutenir, sujet que nous proposons d'aborder maintenant.

Comme nous l'avons déjà noté, les leaders bolcheviks, pas plus que les dirigeants de l'aile droite de la IIe Internationale, n'avaient d'idée claire sur l'Orient et ses rapports avec la révolution socialiste en Europe. Déjà, en 1869, Marx, qui n'a pas élaboré de théorie sur l'impérialisme, reconnaît la dialectique Colonie-Métropole quand il écrit à Engels : "J'ai longtemps cru qu'il serait possible de jeter bas le régime irlandais par la domination de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu ce point de vue dans le *New-York Tribune*. Une étude plus approfondie m'a convaincu maintenant du contraire. La classe ouvrière anglaise n'accomplira jamais rien avant de se débarrasser de l'Irlande..." (3).

Même bien avant, Marx avait ressenti l'importance de l'Orient colonisé dans la destinée de l'Europe colonisatrice :

> "... Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir du fait que l'Empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social

1. *La Pravda* du 21 septembre 1920. Dans une dépêche de Bakou elle rapportait que "Le 3 septembre, à Bakou, eut lieu une manifestation en l'honneur du Congrès des peuples d'Orient. La ville était illuminée et décorée. Des dizaines de milliers de gens prirent part à la procession. Près du musée principal on a organisé un meeting au cours duquel Enver Pacha appela à s'unir autour de la Russie soviétique et de l'Azerbaïdjan pour la lutte pour la libération de l'Orient. Narimanov souligna que pour la libération totale il fallait renverser le joug étranger des Anglais et, à l'intérieur, celui du Sultan".
2. Il faut noter que les premiers contacts avec Enver furent pris par Radek à Berlin. Cf. P. Dumont, La fascination du bolchevisme; Enver Pacha et le parti des Soviets populaires, 1919-1922, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XVI (2), avril-juin 1975, p. 144 et 161.
3. Marx, Lettre à Engels du 10 déc. 1869, in H. Carrère d'Encausse, *Ibid.*, p. 149.

qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation..." (1).

Trois ans plus tard, Marx insistait toujours sur la portée de la colonie chinoise sur l'Europe :

"... Il peut paraître très étrange et paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens en faveur de la liberté républicaine et d'un gouvernement bon marché dépendra probablement plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire - au pôle opposé de l'Europe - que de toute autre cause politique actuelle. En tout cas, il dépend plus des menaces de la Russie et de la perspective qui en découle d'un conflit européen généralisé. En fait il n'y a rien de paradoxal, et c'est ce que ne peut manquer de reconnaître celui qui considère de plus près les circonstances de cet état de choses..." (2).

Il paraît donc que les leaders bolcheviks ne tenaient aucun compte du "paradoxe" dont Marx avait parlé. Encore en 1920 Bukharin et Zinov'ev ne surent pas saisir la signification qu'avait la libération de l'Orient pour une révolution socialiste en Europe. Ainsi, Bukharin écrit que "les insurrections coloniales et les révolutions nationales (Irlande, Inde, Chine etc.) ne peuvent absolument pas avoir de rapport "direct" avec la révolution prolétarienne qui se développe en Europe" (3). Il paraît intéressant de rappeler qu'en 1908 K. Kautsky, dans une lettre à un socialiste iranien, avait souligné l'importance du mouvement de libération en Orient, disant que "les peuples d'Orient, qui cherchent à renverser le capitalisme chez eux, ne se battent pas seulement pour le socialisme dans leur pays, mais pour le socialisme chez nous, en Europe" (4).

1. K. Marx, *La Chine*, éd. par R. Dengeville, Paris, 1973, p. 196-197.
2. K. Marx, La révolution en Chine, *Ibid.*, p. 200.
3. Bukharin, *Ekonomika perekhodnogo perioda*, Moscou, 1920, p. 155, cité par S. White, *loc.cit.*, p. 495.
4. Kautsky à Tchilinkarian, datée du 1/8/1908, in *Histoire du mouvement ouvrier en Iran*, t. I, *La social-démocratie*, Florence, 1978, p. 23-25. Il faut noter ici qu'à cette époque Kautsky soutenait des positions progressistes; en 1907, au Congrès de Stuttgart, il s'opposait aux sociaux-démocrates de droite qui défendaient une politique coloniale "socialiste". Cf. *Compte rendu analytique* du VIIe Congrès socialiste international, Bruxelles, 1908. Lénine et Trotsky, présents, ne participèrent pas au débat.

Il est évident que ni Bukharin ni Lénine, tous deux auteurs d'ouvrages sur l'impérialisme, ne se montrèrent capables de dégager les conclusions socio-politiques de l'universalisation du capitalisme, si bien expliquée par Marx et son élève de tout premier rang, Rosa Luxemburg (1). Certes, il y avait des voix isolées pour attirer l'attention sur l'importance de l'Orient. Mais les réclamations indignées de gens tels que Trijanovskij (2) ne semblent pas avoir eu beaucoup d'audience. Le Bureau musulman du Commissariat aux Nationalités, dans lequel travaillaient des personnalités comme Mustafa Subhi, les communistes caucasiens et iraniens, essayait aussi d'étendre son travail au-delà des frontières de l'ancienne Russie (3).

Ce n'est qu'au début de l'année 1920 qu'une attention plus ou moins sérieuse à l'égard de l'Orient se manifesta chez les bolcheviks, avant tout chez Lénine. Dans une lettre circulaire aux leaders communistes, il pria "tous les camarades et, en particulier, ceux qui ont des connaissances concrètes sur l'une ou l'autre de ces questions très complexes" de lui communiquer leurs avis ou leurs suggestions ou leur mise au point, ceci très brièvement (pas plus de deux ou trois pages), notamment sur des points tels que la question nationale dans les divers pays d'Europe, les peuples de l'Orient, la situation au Caucase, l'Asie centrale, les colonies et l'Extrême-Orient (4). Cette circulaire, d'abord envoyée à Staline, selon des éditeurs des *Oeuvres* de Lénine, fut publiée plus tard, en juin (5). En ce qui concerne l'Orient, les colonies et les semi-colonies, Lénine estima que "les partis communistes ont pour 'objectif essentiel' de lutter contre la démocratie bourgeoise et de dénoncer ses mensonges et son hypocrisie; ils devraient aussi mettre au premier plan non pas des principes abstraits ou formels, mais une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant

1. Cf. R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*, chapitres 25 à 32.
2. K. Trijanovskij, *Vostok i revoljucii*, Moscou, 1969.
3. Sur l'activité de ce bureau, cf. *Komintern i Vostok*, Moscou, 1969.
4. Lénine, Première ébauche des thèses sur les questions nationales et coloniales, *Oeuvres*, t. 31, Paris, 1961, p. 145-152.
5. La réponse de Staline ne figure pas dans ses 13 tomes d'*Oeuvres*; les éditeurs de Lénine ne précisent pas non plus où cette circulaire fut publiée, ce qui est normalement le cas pour les écrits de Lénine!

tout économique. Il faut dénoncer le mensonge de la démocratie bourgeoise qui dissimule l'asservissement colonial et financier - propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme - de l'immense majorité de la population du globe pour une infime minorité de pays capitalistes avancés et ultra-riches" (1).

Lénine préconise une collaboration étroite entre la Russie soviétique et les prolétaires et les masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays dans lesquels la dictature du prolétariat est inscrite à l'ordre du jour. Mais il ne réussit pas à déduire les lignes de conduites pratiques en ce qui concerne les pays "arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan", car il préconise "la nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays" (2), ce qui est en contradiction avec sa 4e proposition : "Il est indispensable, en particulier, de faire tous les efforts possibles pour appliquer les principes essentiels du régime des Soviets aux pays où dominent des rapports précapitalistes, par la création de 'soviets de travailleurs'" (3). Ses premières propositions n'ont pas obtenu, semble-t-il, beaucoup de réponses de la part des délégués, à l'exception de deux délégués orientaux, M.N. Roy et A. Sultanzadé, du Hollandais Maring (Winkoop) qui représentait les Indes néerlandaises, de Roudnianskij (Hongrie) et de Kabakcijev (Bulgarie) (4).

Le débat à la commission semble s'être déroulé essentiellement entre Roy et Sultanzadé d'une part, et Lénine soutenu par Quelch, de l'autre. Roy défendait l'idée que la destinée de la révolution en Europe dépendait "entièrement" du processus de la révolution en Orient. En conséquence, il était nécessaire de s'appliquer énergiquement à développer le mouvement révolutionnaire en Orient, et d'accepter que la

1. *Ibid.*, p. 146.
2. *Ibid.*, p. 147.
3. *Ibid.*, p. 150.
4. *Ibid.*

destinée du mouvement communiste mondial dépende du triomphe du communisme en Orient (1), thèses déjà défendues par des communistes tatars, comme Sultan Galiev. Les thèses de Roy étaient plus radicales avant d'avoir été amendées par Lénine. Il voyait une séparation entre le mouvement de masses et celui des bourgeois "nationalistes" avec lesquels une coopération "pourrait être utile" (dans la version modifiée "est utile"). A son avis, l'I.C. ne devait pas aider les mouvements révolutionnaires par l'intermédiaire des éléments bourgeois, mais par celui des partis socialistes et communistes, aussi faibles fussent-ils. Il défendait aussi la thèse que les colonies n'avaient pas besoin de passer par le stade de la démocratie bourgeoise. Il opposait à cela que le soutien aux mouvements bourgeois démocratiques reviendrait à favoriser la croissance de l'esprit national empêchant ainsi le développement de la conscience de classe. En ce qui concernait le pouvoir soviétique en Orient, il était plus prudent et parlait d'un développement "progressif" vers les soviets (2). Ses thèses, modifiées par les discussions à la commission, furent présentées au congrès comme thèses supplémentaires (3). Roy affirme dans ses thèses modifiées que "la révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste"; quant à la réforme agraire, dans la version modifiée il affirme que l'application des principes communistes "serait une grosse erreur", tandis qu'à l'origine une telle application lui paraît seulement "très difficile". Au sujet de la direction du mouvement révolutionnaire en Orient, dans les thèses modifiées, il défend explicitement l'hégémonie prolétarienne, tandis que dans la version originale il n'en parle pas explicitement (4).

Lénine et Quelch s'opposèrent à lui. Nous n'avons pas assez de données pour savoir quels arguments furent utilisés par Lénine. Il nous paraît toutefois que les thèses de Sultanzadé, discutées aussi en commission, ont influencé les thèses modifiées de Lénine et de Roy dans

1. *Ibid.*
2. *Documents of the History of the Communist Party of India*, t. 1 (1917-1922), ed. et pres. par G. Adhikari, 1974, pp. 179-188.
3. Cf. Manifestes, *Thèses et résolution des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, 1919-1923*, Paris, 1972, p. 57-60.
4. *Ibid.*

la mesure où Lénine accepta définitivement d'appliquer le principe des soviets en Orient et de remplacer l'expression "mouvement démocratique-bourgeois" par celle de "mouvement national-révolutionnaire". Roy s'approcha de la position de Sultanzadé selon laquelle la direction du mouvement en Orient devrait être entre les mains des communistes (1). Mais la position essentielle de Lénine, c'est-à-dire le soutien à ceux qu'il appelait des "bourgeois démocrates", ne changea pas, malgré le fait qu'il ait été critiqué par d'autres Orientaux (2).

Pour lui, la direction du mouvement de libération ne devait pas être disputée à la bourgeoisie essentiellement par les communistes. Les positions présentées par Lénine en tant que rapporteur de la Commission nationale-coloniale étaient contradictoires et idéalistes en même temps. Sans doute le soutien aux soviets de travailleurs n'était-il pas compatible avec le soutien aux "mouvements bourgeois de libération", dont on pensait qu'ils n'entraveraient pas le travail d'éducation par les communistes de la paysannerie et des masses exploitées dans un esprit révolutionnaire (3)! Aussi contradictoires et équivoques que fussent les thèses présentées par Lénine, il déclara qu'elles furent adoptées à l'unanimité (4). Pourtant, Sultanzadé exprima après Lénine son désaccord avec ces thèses, puisqu'il défendait dans les pays colonisés ayant une tradition de lutte anti-impérialiste la direction des communistes et l'application immédiate du communisme, faute desquelles il faudrait s'attendre à de tristes résultats (5)!

En somme, l'ambivalence si flagrante des thèses de Lénine entre soutien "conditionnel" pour et alliance "temporaire" avec les

1. Cf. notre article sur ce sujet à paraître avec les thèses inédites de Sultanzadé, *Histoire documentaire du mouvement ouvrier en Iran*, t. II, 1979, où la stratégie du Komintern est analysée.
2. Cf. les deux articles suivants in *Žizn nacional'nostej*, n° 24 (81, 25 juillet 1920 :"Tezis o zadačakh proletarskoj revoljucii na vostoke" (non signé) et "Nacional'nyj i kolonjal'nyj voprosy," G. Brojdo, où tous deux expriment d'autres idées que Lénine.
3. Lénine, Rapport de la Commission nationale et coloniale, *Oeuvres*, t. 31, p. 247-253.
4. *Ibid.*, p. 247.
5. *L'Internationale Communiste, compte rendu st., IIe Congrès*, Petrograd, 1920, p. 168-170.

bourgeois "non-réformistes" (c'est-à-dire "démocratiques-révolutionnaires") d'une part, et le soutien au mouvement révolutionnaire des paysans et des masses laborieuses afin d'assurer la direction des communistes et d'aboutir au système soviétiste sans passer par le stade bourgeois-démocratique, s'est historiquement résolue pour le pire. En fait, les craintes des communistes orientaux tels que Sultanzadé se réalisèrent. Il est également important de rappeler que Lénine, qui avait insisté sur l'importance de l'appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique, pour échapper aux principes abstraits (1) se perm t des thèses si abstraites que leur interprétation mena à défendre des bourgeois réformistes comme Kemal Pacha, Reza Khan et Tchan Kai Tchek (2). Donc, "la nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois" (3) en Orient, même quand de tels régimes supprimaient les partis communistes, se justifiait par une autre proposition de Lénine selon laquelle "les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays doivent être subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale" (4), ces intérêts dès 1920 n'étaient autres que ceux de l'Etat soviétique. Et ils restent les mêmes, de nos jours, malgré la puissance extraordinaire de l'Etat soviétique et au détriment des mouvements révolutionnaires incomparablement faibles et écrasés. L'histoire de l'application de ce principe remonte à l'application des thèses de Lénine à l'époque du Congrès de Bakou.

Les thèses de Lénine une fois mises en pratique furent "réexpliquées". Čičerin, qui appliqua cette politique, l'expliqua ainsi:

> "Pour renforcer l'Orient dans sa lutte contre les ennemis impérialistes, non seulement moralement mais matériellement, il nous était indispensable de prendre en considération le fait que seul le développement économique des pays d'Orient

1. Lénine, Première ébauche, t. 31, p. 146.
2. Nous ne devons pas négliger le fait qu'à la séance plénière du Congrès, au milieu de la querelle entre Serati et Roy, des amendements importants d'autres délégués tels que l'Italien Graziadei furent complètement ignorés. Cf. *Protokoll des 2 Weltkongresses der K.I.*, Hamburg, 1920, p. 172-232.
3. Lénine, *Ibid.*, p. 150.
4. *Ibid.*, p. 149-150.

et la manifestation dans ces pays d'une forte bourgeoisie nationale crêeraient les conditions dans lesquelles l'impérialisme étranger devrait se retirer. Une bourgeoisie forte, c'est la conquête des survivances féodales et de l'absolutisme, la création d'un organisme national-étatique compact, capable d'opposer une résistance immédiate à tous les attentats contre lui venus de l'extérieur, et enfin, le développement des forces productrices qui, par la voie de la lutte de classes, doit amener le régime communiste (...)"

"Partant de ce fait, notre politique, quand elle s'engagea sur la voie positive, s'est proposée comme tâche de faciliter le processus de la manifestation et de l'auto-conscience de la bourgeoisie dans les pays d'Orient, en tant que force susceptible de créer une forte barrière contre les convoitises impérialistes des Anglais et d'autres capitalistes et de nous aider ainsi nous-mêmes dans la lutte contre eux".

"Politiquement, cela s'exprime par un soutien des mouvements nationaux et des groupements nationaux; économiquement, cela se reflète dans notre politique commerciale qui, à l'égard de l'Orient prend des formes tout à fait différentes de celles qu'elle revêt à l'égard de l'Occident. Par exemple, nous donnons à l'Orient la liberté de l'importation et de l'exportation sous certaines conditions. En particulier, nous sommes prêts à accorder le transit à l'Iran, c'est-à-dire l'accès au marché mondial à travers notre territoire - un privilège qui lui fut obstinément refusé par le tsarisme. Nous donnons aux marchands orientaux qui viennent à nos foires des privilèges spéciaux en ce qui concerne les droits de douane, l'exportation des devises, des marchandises, etc. Si nous étions plus riches, nous aurions certainement aidé les pays d'Orient à développer chez eux l'industrie, à construire des chaussées et des voies ferrées et leur aurions envoyé des instructeurs et des spécialistes. Dans les conditions actuelles non seulement nous ne dressons pas des obstacles contre eux quand d'autres Etats leur fournissent tout cela, mais nous nous efforçons par tous les moyens de leur faciliter cette tâche en prenant l'initiative d'intercéder en leur faveur là où c'est possible".

"Les gens qui ne savent pas réfléchir dialectiquement trouveront sans doute qu'une telle politique d'un état ouvrier-paysan s'orientant vers la bourgeoisie est une trahison des principes communistes. C'est ainsi qu'autrefois les "narodniki" (populistes) accusaient les premiers marxistes russes de trahir le socialisme pour avoir diagnostiqué le développement socio-économique de la Russie du côté du capitalisme en exigeant la renonciation aux anciennes illusions au sujet de l'"obščina" (commune) et le déblaiement de la voie

au capitalisme. 'Ne serait-ce pas mieux si vous ouvriez vous-mêmes de petites fabriques ou du moins si vous vous engagiez comme commis chez M. le capital?' nous demandaient-ils perfidement alors".

"C'est ainsi par analogie que se présente l'affaire en Orient. La bourgeoisie y compose la classe progressiste qui en même temps joue le rôle de l'aristocratie pourrie féodale et se présente comme le dirigeant de la lutte nationale contre l'impérialisme. Nous allons lui déblayer la voie par tous les moyens quoiqu'il ne nous appartienne pas de nous inscrire nous-mêmes dans ses rangs. En tant que communistes nous allons réunir et organiser le prolétariat qui va se créer et qui se crée déjà au fur et à mesure qu'apparaît la classe de la bourgeoisie indigène et combiner sa lutte de classes contre la bourgeoisie avec la lutte nationale, à côté ou même devant, si cette dernière s'effraie à un certain stade et conclut un compromis avec les impérialistes étrangers comme cela s'est souvent observé et s'observe dans l'histoire. La lutte contre les impérialistes, quelle que soit la forme qu'elle revêt, est une lutte pour notre propre existence et pour l'existence des peuples opprimés et exploités (1). Cette "théorie" bien connue, tirée de l'arsenal "évolutionniste" menchevique, servait à justifier la politique de collaboration de classes, née pendant les négociations commerciales entre la Russie bolchevique et l'Angleterre impérialiste. L'accord commercial anglo-soviétique fit sortir la Russie soviétique du rang des pays révolutionnaires et scella la destinée d'une révolution mondiale pour des décennies dans l'avenir. Dans le préambule de cet accord il fut établi que (2) :

The aforesaid parties have accordingly entered into the present Agreement for the resumption of trade and commerce between the countries.
The present Agreement is subject to the fulfilment of the following conditions, namely :

a) That each party refrains form hostile action of undertakings against the other and from conducting outside of its own borders any official propaganda direct or indirect against the institutions of the British Empire or the Russian Soviet Republic respectively, and more particularly that the Russian Soviet Government refrains form any attempt by military or diplomatic or any other form of action or

1. Politikus (Čičerin), My i Vostok, *Kommunističeskaja Revoljucija*, n° 13 (52), 1923, p. 225-227.
2. R.H. Ullman, *The Anglo-Soviet Accord*, Princeton, 1972, p. 474.

propaganda to encourage any of the peoples of Asia in any form of hostile action against British interests or the British Empire, especially in India and in the Independent State of Afghanistan. The British Government gives a similar particular undertaking to the Russian Soviet Government in respect of the countries which formed part of the former Russian Empire and which have now become independent.

b) That all British subjects in Russia are immediately permitted to return home, and that all Russian citizens in Great Britain or other parts of the British Empire who desire to return to Russia are similarly released.

It is understood thatthe term "conducting any official propaganda" includes the giving by either party of assistance or encouragement to any propaganda conducted outside its own borders.

The parties undertake to give forthwith all necessary instructions to their agents and to all persons under their authority to conform to the stipulations undertaken above."

LA POLITIQUE LINGUISTIQUE SOVIETIQUE ET LES LANGUES MINORITAIRES NATIONALES (1)

Guy IMART

Les Soviétiques ont donné le nom de "création des langues littéraires nationales" (sozdanie nacional'nyx literaturnyx jazykov) à l'ensemble des mesures prises (2) à partir du Xe Congrès du Parti en

1. W.K. Matthews, *Languages of the USSR*, Cambridge University Press, 1951.
2. Peu de comptes rendus ou d'études d'ensemble en Occident. Ainsi, D. Aïtoff, Peuples et langues de Russie, *Annales de Géographie*, XV, p. 9-25.
A. Meillet et L. Tesnières, *Les langues de l'Europe Nouvelle*, Paris, 1928. M. Cohen, Structure sociale et structure linguistique, *Diogène*, 1956, n°15, p. 46-57. J. Castagne, Le mouvement de latinisation dans les républiques soviétiques musulmanes et les pays voisins, *Revue des Etudes Islamiques*, 1928, IV, p. 558-595; également *R.E.I.*, III, 1927, p. 321-353 et *Revue du Monde Musulman*, LXIII, p. 15-126.
N.F. Jakovlev, Le développement de la langue écrite nationale chez les peuples orientaux de l'URSS, *R.E.I.*, I, p. 1-46.
A. Bennigsen, Ch. Quelquejay, Le problème linguistique et l'évolution des nationalités musulmanes en URSS, *Cahiers du monde russe et soviétique*, 3, vol. 1, 1960, p. 418-464.
P. Isoard, *Solution soviétique au problème colonial russe*, Fac. de droit, Aix-en-Provence, 1964. W. Lentz, Nazionale Schriftum bei den Orientvölkern in heutigen Russland, *Orientalische Literaturzeitung*, 19 Jahrgang, Okt. 1926, n°10, S. 872-876. J. Kucera, *Language Policy of the Soviet Union*, Harvard Univ. Thesis, collection HU.PO 6194 B, Cambridge 1952 (non publié).
E. Glyn Lewis, *Multilingualism in the Soviet Union*, Mouton, 1972.
Voir surtout les revues: *Kul'tura i pis'mennost' vostoka*, 1928-1932, Bakou-Moscou; devient *Pis'mennost' i Revoljucija*, 1932-1936, revue du Comité central de latinisation.
Novyj Vostok, 1922-1930 devient *Revoljucija i nacional'nosti*, 1930-1937: organe du Commissariat aux Nationalités.
Prosveščenie nacional'nostej, 1929-1934, marriste.
Sovetskij Sever, 1930-1935.
Žizn' nacional'nostej, 1918-1924.
Materialy 1-oj Vserossiskoj Konferencii po razvitiju jazykov i pis'mennostej narodov Severa, Učpedgiz, 1932.
Stenografičeskij otčët 1-ogo Vsesojuznogo Plenuma Naučnogo Soveta VCKNA, Moscou, 1923; *2-ogo Plenuma*, Izd. VCKNTA, Bakou; *3-jego Plenuma Kazan'*, 1928: *7-ogo Plenuma: Revoljucija i Nacional'nosti*, n° 3-4.

1920 (1) et jusqu'à nos jours "sur le front linguistique", officiellement "pour promouvoir l'essor sans précédent des cultures ethniques" et faire passer dans les faits le principe de Staline : "une culture nationale par la forme, socialiste par le contenu". Toutes ces mesures ont été décalquées en Chine entre 1953 et 1963 environ, mais avec, là, une orientation sinocentriste (2).

Les motivations proclamées (3) de cette politique - humanistes, libératrices, décentralisatrices, salvatrices de richesses en danger : on dirait aujourd'hui écologistes - ont conduit à l'assimiler aux mesures recommandées par la SDN puis l'UNESCO (4), souvent spontanément réclamées par diverses ethnies du Tiers-Monde (5) et parfois appliquées sous le nom de "Language Problems of Developing nations" (6).

Là se recoupent divers courants : interlinguistique avec l'étude du bilinguisme, traditions missionnaires en Afrique et Amérique latine, plus rarement politique gouvernementale de développement administratif et pédagogique, comme dans les territoires sous contrôle australien.

A l'exception de quelques contacts personnels entre lin-

1. *Voprosy razvitija literaturnyx jazykov narodov SSSR*, Izd. AN Kaz. SSR, Alma-Ata, 1962, p.30.
2. G.P. Serdjučenko, O sozdanii pis'mennosti dlja narodnostej Kitaja, *Izvestija*, AN RSFSR, n° 111, Moscou, 1960,p. 38-40.
3. V.I. Lénine, *Polnoe Sobranie Sočinenij*, izd. 5, t. 23, p. 71,150.
4. *L'adoption universelle des caractères latins*, Ed. SDN, Inst. Intern. de Coopération Intellectuelle, Paris, 1934.
   Emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement.Monographie sur l'éducation de base, VIII, UNESCO, Lucerne, 1963.
   Conférence de Yaoundé, mars 1966, et World Literacy Program. Cf. J. A. Fishman, Ch. A. Fergusson, J. Das Gupta, *Language Problems of Developing Nations*, J. Wiley and sons, New York, 1968, p. 381-401.
5. R. Breton, Les langues de l'Inde depuis l'Indépendance, *Annales de la Faculté des Lettres d'Aix*, 1964.
6. Par exemple, R.L. Pike, *Phonemics. A technic for Reducing Languages to Writing*., Michigan University Press, Ann Arbor, 1947.
   R.B. Le Page, *The National Language Question*, Linguistic Problems of newly independant states, Oxford University Press, London-New-York, 1964.
   A. Ghosh, La politique linguistique de l'Inde, *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n°7, mai-juin 1958, p. 140-161.

guistes concernés (1), ces deux courants ethnolinguistiques s'ignorent. On peut aussi démontrer qu'ils sont antinomiques.

Comme tout ce qui est officiel en URSS, cette politique constitue un tout homogène, cohérent, parfaitement *zweckmässig*, qui s'insère dans une politique des nationalités, laquelle n'est à son tour qu'une "réalisation" d'un schéma encore plus vaste, idéologique. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'à travers des problèmes ethnolinguistiques on retrouve toute la problématique de la transformation de l'Empire colonial tsariste en une Union de Républiques et que, réciproquement, les fluctuations politiques se fassent directement sentir en matière d'ethnolinguistique. Si, comme on le verra, on peut à juste titre, critiquer la politisation outrancière de questions qui ne devraient relever que de la science linguistique, on devra, inversement, reconnaître le caractère principalement politique de mesures faussement présentées comme linguistiques.

On étudiera donc d'abord la matrice idéologique de l'expérience, puis les étapes de sa réalisation, son impact concret (en prenant comme exemple l'une de ces "langues de littérisation récente" (mladopis'mennye jazyki) : le kirghiz), et enfin les perspectives d'avenir.

A - La matrice idéologico-politique :

Du côté officiel : Il semble généralement admis, même chez les auteurs qui ne cachent pas leur hostilité (2), que le Parti et ses

1. Il y eut dans les années 1910-1920 une amorce de collaboration: participation de V.G. Bogoraz à la Jesup North Pacific Expedition avec les américanistes des USA (JNPE Publications, VIII, 1, American Museum of History, N-Y-Leiden 1910, p. 197); exposition à l'Ecole des Langues Orientales de Paris: 30/7-6/8 1926, organisée par N.F. Jakovlev (*REI*, I, 1928, p. 1-46). Par la suite, il n'y eut plus que des missions de propagande. Sur G. Serdjučenko, responsable de la politique soviétique dans les années 1950, détaché comme expert en Chine vers 1956 et sa communication à l'UNESCO voir J.A. Fisherman, Language Problems, *op. cit.*, p. 392.
2. L. Laurat, *Staline, la linguistique et l'impérialisme russe*, Paris, 1951.

chefs seraient seuls à l'origine de cette politique.

Longtemps, il fut aussi tenu pour évident dans les milieux dits progressistes - même et surtout dans ceux du Tiers-Monde dont les leaders proclamaient le dogme de la "nation une et indivisible" et le refus de tout "tribalisme" - que cette politique avait été conçue, lancée et mise en pratique comme la conséquence logique de la doctrine marxiste-léniniste en matière de "libération nationale".

En fait, si quelque chose doit surprendre, c'est bien que le marxisme ait une dimension ethnique. Non pas que Marx, en pleine crise des nationalités et du "nationalisme" allemand, n'ait pas conçu une stratégie et même une éthique en la matière. La somme marxienne inclut effectivement cette forme de solidarité horizontale. Mais elle l'analyse comme un élément de superstructure, comme une donnée stadiale, historiquement dépassée. Elle accrédite ainsi et perpétue une très vieille confusion (1) entre cette forme de solidarité naturelle, spontanée qu'on préfèrera appeler "ethnisme" (2) et le "nationalisme" (chauvin) qui n'en est que la captation par et pour l'Etat.

La logique et la dynamique marxiennes sont ailleurs, dans l'exaltation d'une nouvelle solidarité verticale, fonctionnelle, inter- et supra-nationale : "Prolétaires de tous les pays..."

Les exégètes immédiats accentueront cette orientation, ils incluront, entre autres choses, la langue parmi les phénomènes de superstructure. Un Français, P. Lafargue, doublement marqué par la tradition jacobine et le scientisme de l'époque, liera l'évolution linguistique

1. A. Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1977, p. 226 cite Aristote, *Politique*, III, p. 9 : "Les diverses formes de sociabilité sont l'oeuvre de l'amitié, car le choix délibéré de vivre ensemble n'est pas autre chose que de l'amitié. Et un Etat est la communauté des familles et des villages dans une vie parfaite et indépendante". Définition transposable dans le monde moderne à condition d'assimiler l'"Etat" des cités antiques non à l'Etat moderne, mais à la Nation.
2. F. Fontan, *Ethnisme. Vers un nationalisme humaniste*, Paris, 1971.

d'une communauté à sa structuration en classes (1) : il devait avoir une influence directe sur Lénine.

A la fin du siècle, toutes les idées à la mode dans les cercles socialistes s'agrègent à ce noyau central : vieux rêve chrétien et jacobin d'unification linguistique universelle mettant fin à la malédiction de Babel, conforté scientifiquement par une conception darwiniste - en fait européocentriste - de "sélection naturelle" des langues, planification rationnelle de cette évolution.

Mais la contradiction interne, politique plus que philosophique, subsistera et commandera toutes les ambiguïtés ultérieures : la revendication d'une spécificité ethnique est "progressiste" dans la mesure où elle appartient à une tradition "de gauche" (1848, affaiblissement des régimes austro-hongrois, tsariste, ottoman), mais "réactionnaire" dans la mesure où elle s'oppose à l'idéal jacobin étatique, assimilateur et homogénéisateur. En matière d'humanisme, on oublie trop volontiers les déclarations de l'abbé Grégoire et de Barère :

"... le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien, le fanatisme parle basque..." (2).

C'est cette interprétation de la pensée marxienne, avec déjà ses déformations et ses lacunes, qui parvient en Russie. Le patriotisme satisfait qui prévaut dans tous les milieux, une vieille tradition de messianisme, un Etat typologiquement "altaïque" qui n'a jamais correspondu à la nation russe (infranational à Kiev, tout de suite supranational à Moscou après la conquête de Kazan), tout prédisposait en Russie à une confusion entre les deux logiques "verticalistes", étatique traditionnelle et léniniste, axée sur le Parti. La personnalité de

1. P. Lafargue, La langue française avant et après la Révolution, *Ere Nouvelle*, février 1894 (traduit en allemand par Kautsky en 1911). *Langue et révolution*, Ed. Akademija, Moscou-Léningrad, 1930.
2. Par "allemand" et "italien", il faut visiblement entendre alsacien et corse. Discours de Barère.
F. Brunot, *Histoire de la langue française*, t. 9, A. Colin, Paris, 1927, p. 181.

Lénine, fondamentalement russocentriste, le fait que ses ennemis politiques - mencheviks - étaient souvent des allogènes : géorgiens, juifs du Bund, sécessionnistes baltes, venaient renforcer, sous l'aura de l'"internationalisme prolétarien", une profonde méconnaissance de cette composante de la société civile.

Si le thème politique, parfois même simplement stratégique et polémique, d'indispensables concessions à la "périphérie" est abondamment développé dans les écrits officiels d'avant et après 1917, la doctrine (qui deviendra programme d'action) ne cesse d'exalter l'idée d'une nécessaire unification, homogénéisation des ethnies et des langues, par disparition des "barrières" de classe, de race, de nation et d'idiome. Dans un monde parvenu au communisme intégral, il ne saurait y avoir qu'un seul peuple, parlant une seule langue (1).

Ainsi se vérifiait une "loi historique" constante en matière ethnique qu'on peut dire d'inversion des pôles : toute attitude "de gauche" en milieu ethniquement homogène et face à des problèmes politico-sociaux conduit à une attitude "de droite", assimilatrice, en milieu ethniquement hétérogène. En France métropolitaine et dans nos colonies (2), ce sont les forces traditionnalistes : armée, Eglise, marchands qui - pour des raisons souvent peu avouables - mettent le moins en danger les différences et la spécificité ethniques.

Cette conjonction historique de diverses tendances : inclusion de la langue dans la superstructure, interventionnisme planificateur darwiniste, centralisme assimilateur jacobin, méfiance envers toutes les formes de solidarité horizontale et prospective intégrationniste fournit les composantes et les tendances stables de la "linguistique marxiste-léniniste". Déjà fort claire quant à ses buts dans

1. "... nous, partisans de la fusion dans le futur des cultures nationales en une seule culture commune (par la forme comme par le contenu) avec une seule langue commune..." I.V. Stalin, *Sočinenija*, t. 12, p. 369 entre autres.
2. Ch.-R. Ageron, *Les Algériens musulmans et la France*, PUF, 1968.

les écrits de Staline dès 1913, elle se constitue peu à peu, non sans zigzags, une enveloppe pseudo-scientifique. Ce fut d'abord le Marrisme (1), inutilement alourdi d'un appareil philologique dont Staline se dispense en 1950; puis, à travers les résolutions des XXe, XXIIe, XXIVe Congrès, diverses publications d'une "école sociolinguistique", souvent simple porte-parole du Parti plus que courant de réflexion scientifique (cf. infra).

Une seule chose ne varie pas : la volonté d'aider à longue échéance à la sélection d'une langue supraethnique qui, dans le cadre du camp socialiste, ne peut qu'être le russe ; à moyen terme, la nécessité d'orienter au mieux du but final l'utilisation provisoire des autres idiomes.

Du côté des réalisateurs de l'expérience

Une autre tradition, purement russe, se greffait sur cette approche marxiste, la confortait et s'en confortait.

Au départ, elle fut orthodoxe. D'une part, l'Eglise orientale eut toujours tendance à utiliser et officialiser les vernaculaires en pays de mission : Arménie de Mesrop, démarches de Méthode à Rome pour faire accepter l'emploi liturgique du slave, expérience de St Stéphane de Perm (2).

Mais dans l'optique de l'adéquation platonicienne "naturelle" du mot à la chose - du signifiant au signifié - elle a toujours maintenu parallèlement une exigence stricte d'orthoglossie. Un concept nouveau n'est préservé dans son intégrité que s'il est exprimé par un léxème adéquat, agréé, aux connotations éprouvées, de préférence un emprunt.

1. L.C. Thomas, The linguistic theories of N.J. Marr, *Publications in linguistics*, University of California, Berkeley and Los Angeles, 1957.
2. V.I. Tytkin, *Drevnepermskij jazyk*, Moscou, 1952.

D'Avvakum et Pierre le Grand à Belinskij (1) la chaîne est sinueuse mais ininterrompue, qui conduit ainsi à une symbiose avec la pratique révolutionnaire des mots "ci-devants" et à la langue de bois léniniste et officielle. Laïcisée, cette tradition dogmatique avait déjà paru naturelle, au XIXe siècle, à une noblesse, puis à une intelligentsia en grande partie bilingue, qui condamne comme ridicule le purisme de A.S. Šiškov et dont le jargon social, lourd d'emprunts lexicaux de prestige (2), façonne le russe littéraire.

On a l'impression en Russie que les Universels de Port-Royal n'ont été chassés de la linguistique que pour trouver refuge dans la sociolinguistique.

Le même russocentrisme prévaudra dans un domaine annexe. La conception même de toute "langue littéraire nationale" (idée étrangère à l'Orient) se confondra avec la pratique russe en la matière ou, plus exactement, avec l'interprétation traditionnelle de l'histoire de la langue russe (3) : émergence d'un "dialecte de base" se consolidant par reconnaissance et emploi étatiques en une entité aux fonctions de communication les plus diversifiées, qualitativement (normativement) distincte et supérieure aux dialectes géographiques et sociaux.

Sur cette base se développe, de Turgenev à Lénine, un véritable culte de la langue, expression à peine sublimée de l'orgueil national chez l'intelligentsia.

Avec la politisation de tout et de tous, avant et après 1917,

1. V.G. Belinskij, *Karmannyj slovar' inostrannyx slov*, *Poln. Sobr. Soč.*, t. 9, p. 60 : "Avec le nouveau concept qu'un (peuple-GI) emprunte à un autre, il emprunte le mot même qui exprime ce concept. C'est la justice : comme en récompense pour la notion mûrie dans le peuple passe à d'autres peuples, le mot aussi". Izd. AN SSSR, Moskva, 1955.
2. G.O. Vinokur, *La langue russe*, Paris, 1947.
3. G.O. Vinokur, *op.cit.*, p. 24, reprend la conception de A.A. Saxmatov, V.V. Vinogradov, etc. C'est elle, et elle seule, qui est abondamment vulgarisée comme unique processus de formation d'un idiome supradialectal. Par ex. : A.N. Gorškov, *Istorija literaturnogo russkogo jazyka*, Izd. Vysšaja Škola, Moskva, 1969. Avec extension aux langues allogènes : G.I. Škljarevskij, *Istorija literaturnogo russkogo jazyka*, Izd. Višča Škola, Xar'kov, 1973.

tout refus de la part des élites allogènes de souscrire à ce double schéma sera assimilé à une rébellion contre la culture ou la doctrine génératrice du concept que l'emprunt véhicule, toute manifestation de purisme à un refus de l'internationalisme, européocentriste ou "prolétarien", toute velléité de promouvoir une langue supraethnique à du chauvinisme anti-russe. La preuve n'en était-elle pas, en 1920, que seuls des pays hostiles - Estonie, Turquie, Finlande, Hongrie, Tchécoslovaquie - développaient après Versailles une politique linguistique concurrente de type puriste ? (1)

A travers les époques, que la fière conscience d'un développement exemplaire s'appuie chez les Russes sur la théorie de Moscou-Troisième Rome, la mission civilisatrice de la Russie en Orient (2) ou sur son messianisme révolutionnaire, la recette proposée, et bientôt imposée, reste la même. Et nul ne se demande si cette méthode, appliquée à des idiomes minoritaires, sans norme, sans tradition écrite, sans Pouchkine et que, puisque non adaptés aux besoins modernes, on reconnait comme menacés, allait avoir les mêmes effets qu'en russe.

Hors du domaine de la slavistique, les divers courants linguistiques dans la Russie prérévolutionnaire illustrent tous une tradition dominante d'orientalisme (3) qui s'affirme encore avec l'expansion coloniale. Deux traits la caractérisent : une longue habitude de collaboration avec l'Etat (cf. en 1828 le "Vostočnyj Razrjad"), des soucis pratiques de linguistique appliquée.

Du côté académique et universitaire, l'événement important

1. A. Sauvageot, *L'élaboration du finnois moderne*, Klincksieck, Paris, 1973.
   V. Tauli, *Oigekeelsuse ja keelekorralduse põhimõtted ja meetodid* (Principes et méthodes de correction et de règlement de langue; résumé en français), Tartu, 1938.
2. *Voprosy razvitija* ... p. 32, ne manque pas de citer Engels sur "la beauté du russe" et le "rôle civilisateur de la Russie en Asie centrale".
3. Voir, par exemple, le rappel historique en tête de chaque chapitre dans le recueil *Mladopis'mennye jazyki narodov SSSR*, Izd. AN SSSR, Moscou-Léningrad, 1959.

du XIXe siècle est la tentative de N.I. Il'minskij (1). Ce turcologue, titulaire de la "chaire antimusulmane" à l'Académie spirituelle de Kazan' et directeur du séminaire russo-tatare, lance, en étroit accord avec le ministère de l'Intérieur et la hiérarchie orthodoxe, une première véritable politique linguistique allogène qui se propose de moderniser l'oeuvre de Catherine II et de prendre de vitesse le mouvement de renaissance culturelle turque (cf. infra).

Il s'agit de former, dans une parfaite fidélité à l'Etat russe, une intelligentsia "tatare", au début bilingue et biculturelle, afin de la détourner de revendications éventuellement séparatistes. On espère ainsi combler la différence qui oppose une zone nord (Bassin de la Volga, Oural, Grand Nord, Sibérie) où le problème allogène n'a guère, du fait d'une politique assimilatrice ancienne, qu'une dimension culturelle, presque folklorique, à une zone sud (Asie centrale, Caucase), d'occupation récente, encore instable et où la même question se posait en terme de rébellion anticoloniale latente.

L'important est que l'on crée, de la Volga à l'Asie centrale, avec l'actif soutien du Gouverneur Général Kaufman, un réseau d'écoles normales mixtes, ce qui amène à rédiger des manuels et donc à choisir une forme supradialectale, à la noter, etc. Des linguistes aussi éminents que V.V. Radlov sont invités par le ministère de l'Education à étudier l'adaptation de l'alphabet cyrillique à ces langues.

Pour la première fois, le problème est autant technique que politique, pour la première fois, il dépasse la simple levée d'un interdit policier (comme celui qui pesait alors sur l'ukrainien, le yiddisch, etc.). Pour la première fois aussi, si cette tentative échoua sur le plan idéologique (il n'y eut qu'un nombre insignifiant de conversions), elle réussit sur le plan étatique : à la fin du siècle le

1. N.I. Il'minskij, *Iz perepisi po voprosu o primenenii russkogo alfavita k inorodčeskim jazykam*, Kazan', 1883. Voir également Obščestvo Svjatogo Gurija, *Trudy Marijskogo Naučno-issledovatel'skogo Instituta social'noj kul'tury*, vyp. 2, Joskar-Ola, 1940, p. 119-121. La confrérie dirigeait en 1892 quelques 135 écoles. Quant à la kazan'skoe Pravoslavnoe Missionerskoe Obščestvo, elle édite entre 1874 et 1912 104 titres en 14 langues, tirés à 846 280 ex.

russe pénètre dans toutes les couches minoritaires. Chez les intellectuels, ces langues s'écrivent assez couramment en cyrillique et cette habitude sera déterminante en 1934 (cf. infra).

Cette expérience, aujourd'hui passée sous silence ou dénigrée, eut deux postérités.

C'est en liaison avec cet orientalisme appliqué que naîtra, justement à Kazan', avec Baudoin de Courtenay, le besoin d'une réinterprétation théorique des faits phoniques qui, à travers P.K. Uslar (1) et N.S. Trubeckoj au Caucase, aboutira à la phonologie et à l'école de Prague. Mais, et ceci est capital, ces linguistes qui auraient été indispensables à la réussite technique de la politique soviétique, auront dû, dès 1919, s'exiler.

C'est là aussi peut-être, mais sans qu'on puisse vérifier l'importance de cette source, que Lénine puisa certaines de ses conceptions en matière nationale : son père était, à Simbirsk, inspecteur des écoles russo-indigènes ilminskiennes (2).

Du côté des praticiens, qui étaient souvent des opposants au tsarisme, les intérêts sont les mêmes. Exilés devenus sur place ethnolinguistes et régionalistes (kraevedy : Heimatforscher), partisans des "petites actions" (malye dela), souvent de sympathies populistes, lancent eux aussi sur place quelques expériences de littérisation, étape indispensable à toute alphabétisation. Parfois proches des "prosvetiteli" (Kulturträger) locaux, certains manqueront cependant de la formation théorique nécessaire.

1. G. Imart, Uslar et la phonologie, *La Linguistique*, 1, 1968, p. 31.
2. A. Ivanskij, *Il'ja Nikolaevič Ul'janov*, Gospolitizdat, Moskva, 1963. L'attitude de V.I. Lénine a toujours été, malgré une ascendance allogène certaine, essentiellement russocentriste et assimilatrice. Il a, jusqu'en 1917, largement ignoré le mouvement politico-culturel turc. Vers 1922, il refusa aux Čuvaš le droit de reprendre l'ethnonyme Bolgar et de faire de Simbirsk, où avaient été imprimés les premiers livres en čuvaš, la capitale de la nouvelle république autonome. Cf. J.K. Krueger, *A Chuvash manual*, Indiana Univ., vol. 7, Mouton, 1961, p. 28.

En général, au tournant du siècle, on peut, en simplifiant nécessairement, opposer deux tendances. L'une, largement ouverte sur l'Occident, malgré quelques sympathies "eurasiennes" (1), libérale, plus théorisante que pratique, pas toujours favorable à la multiplication des "petites" langues de culture, très moderne puisqu'elle aboutira à Prague mais dont il ne restera après 1920 que peu de représentants : N.F. Jakovlev par exemple, qui s'opposa à N. Ja. Marr. L'autre, praticienne, aux conceptions philologiques et phonéticistes déjà vieillies, qui adhère à la Révolution mais dont la frange libérale devra céder la place après 1934 (2).

Presque toutes les difficultés techniques qui serviront de prétexte à l'arrêt de la latinisation prennent là leur source. Et, en sociolinguistique, l'adhésion générale à une multiplication des "petites" langues littéraires que condamnait A. Meillet (3) s'accompagne soit d'une acceptation de la solution finale jacobino-marxiste, soit d'une transposition du principe des nationalités, tel qu'il se réalise alors avec la balkanisation de l'Europe centrale : à chaque ethnie sa langue.

Consciemment ou non, c'était là remplir des outres que l'on croyait neuves d'un vin bien vieux, puisqu'on a pu parler ici (4) d'application du principe "Cujus regio, ejus lingua".

1. Les "Evrazijcy". Société reflétant un mouvement de pensée dans l'intelligentsia russe prérévolutionnaire qui privilégiait l'élément "scythe", oriental, dans les rapports de la Russie avec l'Asie, source de pureté et de force, opposée à l'Occident décadent. S'organisent à Berlin vers 1923. N.S. Trubeckoj en fit partie. Beaucoup se rallièrent aux bolcheviks.
2. Entre autres, les turcologues dits de la "vieille génération" qui appartenaient au Cercle de Radlov (E.D. Polivanov, S.E. Malov) ou à la Société Néophilologique de L.V. Ščerba. Ils avaient dès 1922 étudié un projet de latinisation des langues turques. Cf. 1-oe Priloženie k protokolu X zasedanija OIF Ross., Akad. Nauk, ot 23 ijulja 1924, *Izvestija Ross. Akad. Nauk*, serija VI, t. XVIII, Léningrad.
3. A. Meillet, La situation linguistique en Russie et en Autriche-Hongrie, *Scientia*, vol. XXIII, p. 209-216, 1918.
et L. Tesnière, *Les langues dans l'Europe nouvelle*, Paris, 1928.
4. R. Breton, *La géographie linguistique*, PUF, Que sais-je? 1976.

De toute façon, nombreuses étaient les traditions russes qui pouvaient s'insérer sans peine dans le schéma marxiste ou être mises à profit par les nouveaux maîtres de l'appareil étatique. Ceux-ci se gardèrent bien de faire table rase.

B - De l'officialisation à l'étatisation

Un décret du 26 décembre 1919 prévoit : "La population de la République âgée de 6 à 50 ans et analphabète est tenue d'apprendre à lire et à écrire, en russe ou dans sa langue maternelle au choix" (1).

On fait généralement partir de là la politique officielle de développement des langues allogènes. En fait, il semble bien qu'il s'agit, à ce moment-là, à la fois d'une clause de style reprenant les aspirations des anciens populistes et d'une précaution stratégique ne visant guère que des langues déjà littérisées, mais interdites d'emploi officiel (ukrainien par exemple). Nul n'a alors pleinement conscience du problème technique que pose une alphabétisation massive dans des idiomes non délimités et sans tradition écrite.

Ce facteur stratégique apparaît à l'évidence du contexte historique qui entoure le Xe Congrès et où cette politique est officialisée comme élément essentiel de la "politique nationale".

Par une attitude d'esprit curieusement passéiste, ces langues, effectivement inadaptées à l'expression d'une certaine culture, sont jugées, conformément au préjugé général de l'époque, globalement primitives, sous-développées. Leurs locuteurs sont de même supposés muets, écrasés de misère, aptes seulement à de fanatiques jacqueries, incapables d'une tradition propre de réflexion et d'organisation de leur avenir, ne pouvant donc qu'adhérer au programme tout prêt que leur offrent les bolcheviks.

C'est là quelque peu simplifier les faits. 1905, puis 1917 sont du côté indigène des révolutions anticoloniales très conscientes, les premières en date, lourdes d'un contentieux politico-culturel.

1. Souligné par nous.

Elles ont été préparées par un long et complexe cheminement de pensée qui est, certes, parallèle à la révolte de l'intelligentsia, et d'une partie de la société civile russe contre l'Etat, qui s'en nourrit, mais ne se confond nullement, sinon chronologiquement, avec elle.

On sait (1) qu'il a existé depuis la fin du XVIIIe siècle deux foyers de renaissance, de "Nahada", turcophone et islamique : la Crimée et Kazan'. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, sous la double influence de la Turquie, qu'agitent les mouvements nationaux balkaniques et proprements turcs, et de la slavophilie russe, transposée en turcophilie, ce mouvement dépasse la seule dimension religieuse et littéraire pour devenir politique, autonomiste ou sécessionniste, et culturel : linguistique essentiellement.

On peut, en gros, distinguer deux courants chez ces Kulturträger laïcisants, modernistes (djadidistes). L'un, centripète, avec surtout Ismaïl bey Gasprinskij (1851-1914) et son journal, le *Terdjüman* (L'Interprète), répandait un idéal unitaire, culturellement panturkiste: "Dilde, fikirde, ište birlik" (Unité dans la langue, la pensée et l'action). Politiquement parlant, ce mouvement culminera en 1905-1906, puis en 1917-1921, avec des revendications autonomistes, rarement séparatistes, sinon comme réflexe de désespoir (Conférence des peuples opprimés de Russie, à Lausanne en 1917).

L'autre, centrifuge, méfiant envers les Tatars de Kazan', insistera plus sur les spécificités régionales - mais non nationales - et sera, ou se croira, plus proche, par ses sympathies socialistes, des bolcheviks. C'est la variante "occidentaliste" du premier.

En matière linguistique, l'idée d'une langue culturelle panturque perd peu à peu du terrain au profit d'une volonté moderniste

1. H. Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, A. Colin, Paris, 1966.
A. Bennigsen et Ch. Quelquejay, *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie*, Mouton, Paris, 1960.

d'emploi des vernaculaires, de ceux surtout qui, déjà, servent de lingua franca : kazanais, ouzbek, kazakh.

Il y a ainsi, entre populistes indigènes et populistes russes, bien qu'ils se soient assez largement ignorés jusqu'à la crise, des points communs certains qu'active surtout l'intransigeance en matière nationale de Kerenskij (1), puis des chefs des armées blanches.

C'est à ce programme commun en filigrane que se rallie tardivement le Parti, non sans le présenter comme sien, lorsque, contrairement au schéma préétabli, il devint évident que le sort de la révolution russe se jouait en territoire non russe (Asie centrale, Caucase, marches indigènes de la Volga et de l'Oural) et dépendait pour beaucoup de l'attitude des masses non russes.

Cette politique nationale bolchevique, historiquement parlant, est donc, au moins pour une part, une improvisation stratégique, une BEP politico-culturelle face à l'importance inattendue du facteur ethnique, un compromis provisoire entre centralisateurs jacobins et autonomistes d'un Empire colonial en révolte.

Et, de fait, cette captation par l'Etat-Parti d'un mouvement en fait à l'opposé exact du sien propre n'avait de sens que tant que les armées blanches n'étaient pas définitivement battues et tant que, des échecs de Berlin et de Budapest à la rupture de 1927 en Chine, l'orientation du nouveau régime était à l'exportation de la révolution vers l'Orient : Inde et Moyen-Orient.

Dès 1921, avec Staline au Commissariat aux nationalités et l'élimination du leader national-communiste tatar Sultan Galiev, il devient clair que le programme politique de confédération égalitaire qui, seul, aurait pu sous-tendre un vrai multilinguisme, était condamné. Mais l'importance décisive du facteur indigène qui confère à la Révolution de 1917 la dimension planétaire qu'un nouveau régime purement

1. M. Ferro, La politique des nationalités du Gouvernement provisoire, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. II, 2, p. 131.

russe ne lui aurait pas donné, les troubles armés qui avec les Basmatchis prennent la relève des insurrections antirusses de 1916, tout cela incite le gouvernement à prolonger quelque temps une politique culturelle d'apaisement.

Bien que tout de suite privée du vecteur politique qui lui donnait un sens, celle-ci a le double avantage de rallier des populations désorientées et surtout de permettre à un Etat européo-centriste de pénétrer des masses rurales indigènes comme aucun Etat colonial occidental n'avait su le faire.

Lancée donc en fonction d'impératifs internes et externes politico-idéologiques, cette politique linguistique se développera selon une logique purement intra-soviétique et ses étapes seront strictement parallèles à la liquidation de toutes les solidarités horizontales.

De 1920 à 1934, c'est la phase des concessions et de l'organisation. Les concessions sont d'importance mais contrôlées. Recensement - en fait restructuration - de la population en entités ethniques hiérarchisées selon les conceptions darwino-marxistes: "délimitation nationalo-territoriale" (razmeževanie) en 1923-1924 et découpage linguistique (razgraničenie jazykov) en conséquence.

Le conglomérat ethnolinguistique indigène, où chaque individu, chaque groupe était relié aux autres par de multiples réseaux de liens, tribaux, géographiques, fonctionnels, linguistiques, est quadrillé en unités discrètes, immédiatement définissables et comptabilisables.

Le multilinguisme, conçu au départ "à la suisse" avec cinq langues extraterritorialement officielles : russe, ukrainien, géorgien, arménien et azerbaidjanais (pas kazanais qui est pourtant alors la

vraie lingua franca entre turkophones du Nord et du Sud) est (1) redéfini sur une base territoriale stricte, avec le seul russe comme langue panfédérale de facto. Cela revient, au moins dans les emplois officiels, à compromettre définitivement les lingua franca locales, pourtant disponibles et adaptables, sinon adaptées, aux besoins nouveaux : dix ans après, c'est en prenant prétexte de leur absence que le russe s'imposera "naturellement".

Six ans se passent, de 1920 à 1926, riches en multiples projets en provenance de la base et de la périphérie, avant qu'au Ier Congrès de Turcologie de Bakou, la politique annoncée se concrétise en un vaste mouvement de latinisation (2).

Encore celui-ci n'est-il au début officialisé que du bout des lèvres : il s'agit de ne pas être débordé à gauche par le kémalisme de Turquie. En tout cas, c'est pour une bonne part, un mouvement parti de la périphérie allogène et amplifié par elle. L'idée était en l'air dans les milieux djadidistes depuis Mirza Fatali Axundov (3). Elle avait été reprise récemment en Azerbaidjan après l'échec des Islakhistes (partisans d'un alphabet arabe "réformé")(4) dans le milieu transcaucasien de la gauche nationale non bolchévique du parti Hummät dirigé par N. Narimanov. Son organisateur et partisan enthousiaste fut Sämädaga Agamali-oglu (5).

Ce mouvement, expression d'un authentique humanisme libé-

1. V.N. Durdenevskij, *Ravnopravie jazykov v sovstroe*, Moscou, 1927.
2. G. Imart, Le mouvement de latinisation en URSS, *Cahiers du monde russe et soviétique*, avril-juin 1965, vol. VI, 2, p. 223-239.
3. Mirza Fatali Axundov, 1812-1878, "éveilleur" azerbaidjanais qui le premier préconisa l'abandon de la graphie arabe.
4. Alphabet arabe privé de graphèmes consonantiques inutiles en turc (emphatiques) et enrichi de signes diacritiques vocaliques. Il fut largement utilisé au Tatarstan pendant presque dix ans.
5. G. Imart, Un intellectuel azerbaidjanais face à la Révolution de 1917 : Sämäd-aga Agamaly-oglu, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1967, VIII, 4, p. 528-559.

ral typique des années d'illusion, eut le soutien de Lunačarskij (1), de Gorki (2) et finalement de Lénine qui déclara : "La latinisation, c'est une grande révolution en Orient" (3).

Il avait en outre l'avantage de scinder les intellectuels indigènes en deux camps irréconciliables : "latinistes" et "arabistes" (4). L'espoir des latinistes indigènes semble avoir été de relancer, par le biais de l'équipement technique nécessaire et le contrôle des "likbez" locaux (5) le rêve d'un multilinguisme égalitaire.

De 1926 à 1931 sera accompli dans l'enthousiasme un énorme travail. En 1922, en Azerbaidjan avait été créé un Comité pour la propagation de l'alphabet latin. Officialisé en 1923, le NTA (Novyj Tjurkskij Alfavit - Yeni Türk Alifbasi) est admis dans les journaux et les centres de likbez. En 1924 il est obligatoire. Il se répand, après le Congrès de Bakou (6), voté par 101 voix contre 7 et 9 abstentions, dans les autres républiques turques.

Apparaît alors un Comité interfédéral central du nouvel alphabet turc. En 1930, quittant les locaux de l'actuel GUM sur la Place Rouge, il est rattaché directement au Comité central exécutif.

Il tend alors à contrôler un autre mouvement de latinisation qui, parti de Khabarovsk et de Léningrad, partiellement rattaché au Glavsevmorput' (Administration de la Voie maritime du Nord), avait élaboré en 1929 pour une quinzaine de langues indigènes de Sibérie

1. Lunačarskij reprit même en 1926 une idée agitée en 1919 à l'Académie des Sciences d'une latinisation du russe. Cet article cité dans les revues de l'époque (cf. supra, (2)), mais introuvable, n'a jamais été reproduit.
2. G. Imart, Un intellectuel..., *op.cit.*, p. 531.
3. G. Imart, Le mouvement..., *op.cit.*, p. 231.
4. G. Saraf, K voprosu o prinjatii dlja tjurskix narodnostej latinskogo šrifta, *Vestnik naučnogo obščestva tatarovedenija*, Kazan',1926, n° 5, p. 15-80.
5. L'infrastructure technique - imprimeries, fabriques de machines à écrire - devait être en zone allogène et permettre un contrôle de la vie culturelle locale. Cf. article de la *Pravda* du 16/3 1927 sur l'achat aux Etats-Unis de caractères latins d'imprimerie.
6. *Stenografičeskij otčët 1-ogo Vsesojuznogo Tjurkologičeskogo S"ezda*, Bakou, 1926.

Orientale et du Nord un "Alphabet unifié du Nord" (Edinyj Servernyj Alfavit) (1).

Sa compétence est alors si vaste qu'il empiète quelque peu sur le Commissariat aux nationalités... Mais, obnubilé par le problème de l'unification des graphèmes, problème scientifiquement dépassé depuis Lepsius, mais condition de l'établissement d'une base typographique solide, il a le tort de ne savoir le résoudre : l'orientation des promoteurs indigènes et des linguistes russes est phonéticiste, les phonologues étant, eux, à Prague.

On est alors en 1934, à l'apogée du mouvement (2).

Alors, brusquement, des articles menaçants apparaissent dans la *Pravda* (3). La revue *Prosveščenie Nacional'nostej*, organe marriste, amplifie la rumeur en reprenant des "arguments" avancés par... les arabistes : l'alphabet latin se révèle "bourgeois", "moyenâgeux", "impérialiste". L'idéal scientifique, un moment, est l'Alphabet abkhase analytique de N. Ja. Marr avec ses 70 graphèmes surchargés de signes diacritiques, puis, tout simplement, l'alphabet russe, "stade" suprême du perfectionnement de l'écriture.

Et, très vite, c'est le drame. L'Etat-Major de la latinisation est arrêté, fusillé. La dépouille d'Agamali-oglu est retirée de la Place Rouge. Le NKVD a désormais la haute main sur l'ancien Glavsevmorput'.

La période 1934-1954 sera la phase de la mise au pas et de la russification par en haut dans une atmosphère et avec des arguments

1. Vvedenie pis'mennosti na rodnom jazyke dlja narodnostej severa, *Sovetskij Sever*, 1932, n°3 et 1931, n°10, p. 102-122.
2. Publication solennelle du recueil *Alfavit Oktjabrja*, pod red. N. Nurmkova, izd. VCKNA, Moscou-Léningrad, 1934; lancement d'un dirigeable du même nom, etc.
3. *Pravda* du 3/2 1934, article de Razum; du 17/2 1934 contre le livre de Xansuvarov, *Latinizacija - orudie leninskoj nacional'noj politiki*, Moscou, 1932. Le 31/10 1950 encore la *Literaturnaja Gazeta* publie un article de A. Sternfel'd: Une passion incompréhensible pour l'écriture latine.

qui rappellent la période 1880-1905.

D'une part, les linguistes marristes russes sont intronisés comme seuls interprètes de l'orthodoxie marxiste-léniniste. L'accent est mis en tout sur le russe, langue stadiale plus purement prolétaire, fonctionnellement plus évoluée que toutes les autres qui symbolisent l'homogénéisation du peuple soviétique.

L'expérience est stoppée sans bruit pour une quinzaine de petites langues (oudéghé, par exemple) de la zone Nord, qui sont délittérisées.

D'autre part, une terreur systématique assure la liquidation physique de pratiquement toute l'intelligentsia indigène qui a appuyé les bolcheviks depuis 1917, et d'une partie importante de celle formée depuis dans Likbez (1).

Hasard ou symbole, le 13 mars 1938 est fusillé un groupe important de "nationalistes" ouzbeks tandis qu'est publié le décret sur l'enseignement obligatoire du russe (2). Les langues de littérisation récente sont de facto à peu près totalement exclues de l'enseignement supérieur et de l'administration.

La politique culturelle se réduit à une politique, ou mieux, à une stratégie scolaire. Sous prétexte de difficultés pédagogiques (3), liées à l'emploi simultané de deux alphabets, les langues de littérisation récente sont à peu près "russifiées" (4), c'est-à-dire désormais écrites en cyrillique.

1. Par exemple pour la Kirghizie, A. Altay, Kirgizia during the Great Purge, *Central Asian Review*, vol. VII, 2, 1964, p. 97-107.
2. V.I. Lénine, Nužen li ob"jazatel'no gosudarstvennyj jazyk? *Sobranie sočinenij*, t. 20, izd. 4, p. 55.
3. Cf. *La pratique actuelle australienne*, J-J. Smolicz, R. M. Harris: Ethnic Languages in Australia, *Linguistics*, n°198, du 15/10 1977, Mouton, 1977, ou américaine: *Time*, February 13, 1978, p. 23.
4. Et non "cyrillisées": on ignora les graphèmes propres au serbe ou au bulgare. Certaines langues furent semble-t-il oubliées: ainsi le dungan qui traversa toute la guerre avec un alphabet latin relictuel.

Or, là non seulement s'étale l'incompétence de certains responsables ignorant tout de la phonologie mais le choix des graphèmes et la détermination de leur valeur sont abandonnés aux initiatives locales. Les directives officielles se limitent à recommander l'emploi, tel quel, de l'alphabet russe et le maintien de l'orthographe russe dans les emprunts (1).

Ainsi, en kirghiz - et c'est l'un des meilleurs systèmes, "Ж" vaudra dž dans les mots autochtones, mais ž dans les emprunts russes. Le /ö/ des langues turques sera rendu par "ö", "e" ou même joint à la consonne finale selon une recette remontant à l'alphabet arabe réformé.

Le même allophone q sera noté, quand il l'est. En fait, on part ou bien des signes existant sur le clavier des machines à écrire russes ou des stocks de caractères disponibles dans les imprimeries, ou bien on s'en remet, comme aujourd'hui encore, à Frunze, à un artisan qui "bricole" le caractère désiré.

Parfois (ouzbek, langues de l'Oural) c'est le dialecte de base lui-même qui est modifié. Des idiomes voisins, entre lesquels l'intercompréhension orale reste très large, se révèlent tout à coup méconnaissables sous ce nouvel accoutrement.

Un monumental désordre désorganise l'enseignement indigène : les parents se hâtent de mettre leurs enfants à l'école russe. Le "désir des parents eux-mêmes" sera désormais un argument constant.

Une telle "décentralisation" au pays de la planification ne pouvait signifier qu'un désintérêt officiel pour un problème jugé dépassé puisque maitrîsé.

1. Supposons que Noël s'écrive Weihnacht en tchèque et que sa prononciation nationale vanoce soit "dialectale"...

C - Résultats de cette politique :

Si Staline a pu se débarasser en 1950 de la superstructure pseudo-philologique envahissante du marrisme, ni lui, ni aucun de ses successeurs n'a jamais remis en question les perspectives assimilationnistes à long terme formulées dès 1913 par la realpolitik marxiste.

Après quelques années de flottement (1), pendant lesquelles les allogènes essaieront, en matière scolaire, de rétablir l'égalité des choix et des chances pour leurs langues, le principe dirigiste est réaffirmé dans les "nouveaux" programmes des XXe,XXIIe et XXIVe Congrès. En 1960 est créé auprès de l'Institut de linguistique de l'Académie des Sciences un "Conseil scientifique pour l'étude du problème interdisciplinaire des lois de développement et d'interaction des langues nationales en liaison avec le développement des nations socialistes".

Le But

Si l'unification linguistique planétaire et, en attendant, soviétique, reste bien le but escompté, aucun délai n'est plus envisagé et la voie anciennement privilégiée (théorie de la fusion par croisement : skreščivanie) abandonnée.

On estime qu'il y aura plus vraisemblablement des substitutions successives : des langues locales aux dialectes, des langues régionales aux petites langues sans perspectives - bezperspektivnye - enfin, du russe à ces langues régionales. Et, puisque telle est la

1. De 1956 à 1970 environ. Cf. pour la question scolaire E. Glyn Lewis, Multilingualism, *op.cit.*, p. 76. En Azerbaïdjan fut publié un ouvrage à la gloire de Agamaly-oglu : Hălil Bahys oglu Nădčăfov : *Sămăd-aga Agamaly-oglu. Biografik očerk*, Az. KPMK Partija tarixi Instituta, Az. Dŏvlăt Nüsrijjaty, Baku, 1966. Protestation contre le fait que les députés russes aux soviets locaux ignorent l'azeri. Adoption du graphème "j" (cf. *Voprosy razvitija... op.cit.*, p. 225), symboles d'une russification systématique.

perspective inéluctable autant sauter l'étape intermédiaire (1).

C'est d'ailleurs là, objectivement, le processus en cours dans toute la zone nord où la situation de plus d'une langue évoque d'ores et déjà celle du breton, voire du provençal. Il s'agit donc d'étendre ce processus à la zone sud.

On insiste pour cela sur le moyen terme : la transformation grâce à l'école, du russe qui est déjà langue interethnique (mežnacional'nyj jazyk) en "deuxième langue maternelle".

Thème inlassablement et lyriquement repris dans les conférences linguistiques de juin 1958 à Moscou, puis novembre 1962 à Alma-Ata. Abstraction faite de l'exaltation typiquement jingoïste (2) de la "grande langue russe", - "langue de Pouchkine, Tolstoï et Khrouchtchev" - (3) la position officielle peut être ainsi résumée.

- les sempiternelles questions d'unification graphématique passent au deuxième plan. La normalisation morphologique aussi, l'impact des "mass media" résolvant le problème plus vite que les résolutions des linguistes.

- dès maintenant il existe une communauté sociale soviétique homogène qui a déterminé l'apparition d'un type spécial de langues avec émergence de traits communs à tous les niveaux. Ceux-ci font passer au second plan les différences génétiques. C'est là simplement l'adaptation au marxisme de la vieille théorie des "Sprachbund". Celle-ci justifie et provoque une description des langues indigènes en termes de catégories propres au russe.

1. Ju. D. Dešeriev, *Zakonomernosti razvitija i vzaimodejstvija jazykov v sovetskom obščestve*, Izd. Nauka, Moskva, 1966, p. 338-340 (Véritable manuel d'action plus qu'analyse réaliste de la politique officielle).
2. *Voprosy razvitija ... op. cit.*, p. 47, rapport collectif de I.K. Beloled, E.A. Bokarev, S.K. Kenesbaev, N.G. Korletjanu, *Russkij jazyk - jazyk mežnacional'nogo obščenija narodov SSSR*.
3. *Ibid.*, p. 49.

- il existe déjà une base sociale bilingue solide qui grandit à l'échelle panfédérale (3 millions de non russes déclarent avoir adopté le russe comme première langue de 1959 à 1970; 53% de la population parle russe). Cette quantité, en augmentant, doit devenir qualité: le bilinguisme parallèle évoluant en bilinguisme de substitution (1).

- la prééminence absolue, "darwiniste", du russe et, provisoirement, de quelques langues "à perspectives d'avenir" étant réaffirmée, le problème immédiat à résoudre est celui de la répartition des "fonctions sociales" (2). A la conférence de 1958 "les uns se prononcèrent pour un élargissement des fonctions de ces langues jusqu'aux fonctions propres aux langues nationales les plus développées comme l'ukrainien, l'arménien, le géorgien, l'azerbaidjanais, c'est-à-dire qu'on proposa d'organiser l'enseignement supérieur dans ces langues et d'éditer dans tous les domaines scientifiques. D'autres au contraire se prononcèrent pour une limitation radicale de leurs fonctions. La conférence scientifique démontra que l'un et l'autre de ces points de vue manquait de fondement théorique et pratique" (3).

En fait, au XXIVe Congrès, Brejnev insistera sur la nécessaire uniformisation, avec abandon des écoles purement nationales, "ségrégatives", et extension des écoles mixtes ou purement russes. Dès 1965, la Kabardie d'où était déjà parti le mouvement antilatiniste en 1934 "renonce volontairement" à l'enseignement de la langue locale et passe au russe. En Kirghizie, le nombre des enseignants de russe est porté de 500 à 2 000 (*Pravda* du 30/5/62) avant les décisions de la conférence des linguistes (20-24 novembre 62).

- condamnation réitérée de la spécificité d'une "pensée

1. Un délégué čuvaš (*ibid.*, p. 208, 236) ne s'y trompe pas: "Le pourcentage de la population bilingue va augmenter et pour les générations futures la langue maternelle sera inévitablement le russe".
2. Ju. D. Dešeriev, *op. cit.*, p. 54-120. *Literaturnaja Gazeta* du 1/1 1949 établit une périodisation nouvelle: le latin aurait été la langue commune au stade de l'"économie ancienne", le français, celle du "féodalisme" (?-GI), l'anglais, celle du "capitalisme", le russe celle du socialisme.
3. Ju. D. Dešeriev, *op. cit.*, p. 11.

nationale" (1) et de tout développement autonome. Question : "En quoi s'exprime le nationalisme en linguistique ?" Réponse : "Le nationalisme s'exprime essentiellement par la volonté de tenir une langue nationale donnée à l'écart des autres, par une propension au purisme, à la traduction dans cette langue de tous les termes" (2).

Le Moyen

La voie vers la fusion - slijanie - finale, préparée par un enseignement sélectif de plus en plus monolingue russe, sera le "rapprochement" - sbliženie - des langues.

C'est ce que prétend illustrer l'ouvrage de Ju. D. Dešeriev, en étudiant, à chaque niveau de langue, les conséquences intralinguistiques du changement de base consécutif à la Révolution dans les rapports entre peuples-frères d'URSS (3).

On n'insistera guère ici sur cet aspect, le plus affligeant, de la sociolinguistique soviétique. Ces tentatives pour démontrer que la plupart des langues indigènes auraient "emprunté" au russe telle opposition phonologique, tel type syllabique, telle catégorie grammaticale (genre féminin, adjectif, aspect verbal), tel schéma syntaxique (subordonnée) (4) ne relèvent pas plus de la science que les trouvailles de Lyssenko.

On ne peut que se demander pourquoi les Tahitiens ou les Maoris, au moins aussi influencés par le français ou l'anglais que les

1. *Voprosy razvitija ...op. cit.*, p. 240.
2. *Ibid.* p. 235, intervention de N.A. Baskakov.
3. Ju. D. Dešeriev, *Zakonomernosti ... op. cit.*, p. 210-296.
4. Par exemple l'opposition /f/-/v,p,b,/, acquise en russe, doit donc l'être en kirghize: p. 227; ainsi que le genre féminin: n'oppose-t-on pas (depuis un décret sur le passeport intérieur) Asanov à Asanova p. 35. E. Glyn Lewis, *op. cit.*, p. 151 , n'est pas assez prudent sur ce point. Ces questions seront examinées à propos du kirghiz dans un ouvrage à paraître. Ce que l'examen d'une telle langue révèle, en fait, hormis une zone de niveau lexical et au delà d'une russification certaine des schémas conceptuels de certains locuteurs, c'est un maintien très strict des structures grammaticales autochtones. On semble oublier en URSS que les "croisements" décelables en anglais, tchèque, breton, etc. sont l'oeuvre de plusieurs siècles.

Kirghizs par le russe continuent de dire "teoterafia" (géographie) conformément à leur système phonématique, pourquoi les japonais, abreuvés d'influence américaine depuis trente ans s'obstinent à ignorer les interdentales et à adapter les emprunts anglais à leur structure syllabique. Les linguistes soviétiques qui ont étudié ces langues (V. Krupa : *Polinezijskie jazyki*, Izd. Nauka, Moskva,1975, par exemple) ne parlent nulle part d'emprunt de la subordonnée ou du féminin.

Cette théorie ne relève même pas seulement du même égocentrisme que celui des bons Pères du siècle dernier, retrouvant uniformément du kikongo au tahitien des déclinaisons latines, vocatif y compris. Il fallait démontrer les "progrès" de ces langues qui, grâce à la politique officielle accèdent à des structures stadialement plus évoluées...

L'essentiel de l'ouvrage, comme l'essentiel de la politique à partir de 1938, porte sur l'étude du niveau lexico-phraséologique.

C'est là, en effet, un domaine de choix pour démontrer l'impact des faits politico-sociaux sur la langue, c'est là aussi que la tradition russe d'orthoglossie se révèle le mieux (1).

A vrai dire, tout se réduit fort simplement à deux tendances complémentaires.

D'une part, ce fut, dans les années 1940 et 1950, une véritable chasse aux sorcières, tendant à débusquer, surtout dans les langues turques, les nombreux emprunts arabes et persans.

1. Ju. D. Dešeriev, *op. cit.*, p. 124-174, 305-324. On lit p. 38: "les rythmes, l'échelle et les résultats de l'interaction des langues des peuples soviétiques, évidemment, sont conditionnés non par des particularités intrastructurelles de développement de ces langues, mais par des causes sociales, par la politique léniniste du gouvernement soviétique, par l'étendue de la pénétration du russe en tant que langue de communication interethnique".

Tout tourne autour de l'idée de connotations. Garder des lexèmes comme firka (faction en arabe, utilisé en turc au sens de "parti politique"), ou 'inqilab (renversement, d'où "révolution"), ou šura (assemblée de notables ou de croyants, d'où "soviet") (1), c'était assimiler le PC (b) aux partis bourgeois, la Révolution à un pronunciamiento et les soviets à une réunion de fanatiques. Donc être réactionnaire. Donc panislamiste, donc séparatiste, donc...

Dès lors, ou bien les adhérences idéologiquement néfastes étaient trop profondes et mieux valait opérer pour greffer des corps sains : partija, revolucija. La liquidation du signifiant symbolise celle du signifié. Ou bien l'ancien emprunt n'avait pas de connotations compromettantes, mais il enfermait le locuteur dans le "ghetto" du particularisme et l'empêchait d'avoir accès aux richesses internationales. Car revolucija n'est pas un mot russe, mais prolétaire.

Symboliquement, la revue ouzbèke *Culture et Révolution* sera successivement : Madanijat va Inqilab, puis Madanijat va Revoljucija, enfin Kul'tura va Revoljucija.

Le complément logique de cette politique lexicale sera une gigantesque injection de lexèmes et de tournures russes.

Des commissions spéciales (Terminologičeskie komitety) établissent pour chaque matière des listes officielles, véritables codes lexicaux d'emploi obligatoire (2). Ju. D. Dešeriev cite des listes entières de soviétismes, longue litanie des realia modernes, venus "enrichir" les langues nationales : kombajn, socsorevnovanie, kosmos, tovarišč, etc.

Peine perdue : le lexique russe constitue une liste ouverte, un réservoir qui, dans sa totalité, est "mis à la disposition" des langues soeurs (3).

1. Ju. D. Dešeriev, *op. cit.*, p. 161.
2. Pour le kirghiz, cf. *Mugalimder Gazetasy* (Le journal des instituteurs) du 4/1 1978, p. 4.
3. Ju. D. Dešeriev, *op. cit.*, p. 203 et suiv.

Chose curieuse, un phénomène qui semblerait parallèle, à savoir l'engouement grandissant en russe pour les mots anglais, qui en bonne analyse, devrait refléter une avance culturelle des anglophones sur les russophones égale à celle des russophones sur les indigènes , est sévèrement jugé (1).

Cette "influence bénéfique du russe" - blagotvornoe vlijanie russkogo jazyka - est omniprésente, du moins dans la langue "civique" (obščestvennyj jazyk). Le *Sovettik Kyrgyzstan* du 5/4/1969 traduit ainsi un communiqué de l'Agence Tass :

"Канадалык коммунисттердин Съездинде. Кечээ Канаданын коммунисттик партиясынын XX Съездинде делегаттар генеральный секретарь Уильям Каштандын докладны жана саясий резолюциянын долбоорун талкуулашты.

Au Congrès des Communistes canadiens. Hier, au XXe Congrès du PC du Canada, les délégués ont examiné le rapport du secrétaire général Williams Cashtan et le (projet de) résolution politique. (On a souligné les mots qui ne sont pas russes).

Ce n'est pas tout. Même dans des textes lexicalement moins macaroniques, le sens n'apparaît qu'à travers le filigrane conceptuel du russe. Un article de critique littéraire est souvent un chapelet de formules figées dont seul l'original russe livre le sens :

чыгармачылык изденүү = творческие поиски : recherches créatives.

турмуштан туулган тема = тема, рождённая самой жизнью : thème suggéré par la vie elle-même.

өзунун предметине үңүлө кирүү = глубокое проникновение в предмет : profonde appréhension du sujet.

Il ne suffit pas de rapprocher, paradoxalement, cette lan-

1. Par exemple, K. Jakovlev, *Kak my portim russkij jazyk*, izd. Molodaja Gvardija, Moscou, 1976.

gue du tchagatay qu'elle prétend remplacer avec sa modeste particule prédicative turque à la fin d'une longue suite de lexèmes arabes construits selon l'ezafeh persan ou de certains énoncés post-coloniaux : "Badirecteur mingi penseke ti, il faut kisalu commencé na sept heures" (1).

Le problème est plus profond.

Cette orientation met d'abord fin à une tentative autochtone, parfois maladroite, d'adaptation du lexique turc aux nouvelles réalités. Elle est le complément naturel du refus de voir se développer les lingua franca locales.

Sans doute, toute politique systématique de néologismes puristes passe-t-elle toujours et partout par une phase délicate durant laquelle les locuteurs ne comprennent pas plus le signifiant que le nouveau signifié. Des premiers catéchumènes de Cyrille et Méthode au Pragois germanisé de 1850, l'étonnement et l'incompréhension ont dû être grands devant le texte de la Bible ou le néologisme "divadlo" (théâtre). Mais quoi de plus naturel aujourd'hui ? Le locuteur kirghiz n'aurait-il pu faire la même expérience ?

Oui; mais son monde conceptuel, sa "pensée nationale", le réseau complexe des habitudes, des fraternités et complicités culturelles qui le marque n'aurait pas pu être aussi radicalement brisés.

Il s'agit donc plus que d'emprunts massifs. L'action vise le locuteur, non sa langue. Le but est de transformer la pensée, même si elle continue de se couler dans le moule de l'idiome national : celui-ci littéralement évidé n'est plus "national que par la forme et socialiste par le contenu".

Unissant pression étatique et endoctrinement idéologique, inculquée dès l'enfance,la nouvelle langue "nationale" cesse d'être un

1. M. Houis, *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire*, PUF, 1971, p. 133: "de nombreux directeurs pensaient qu'il faut que le travail commence à sept heures" (kituba).

moyen d'expression pour devenir un moyen d'impression. Mais ce type d'idiome, bien décrit par Orwell dans son "1984" sous le nom de Novlangue relève-t-il encore de la linguistique ?

D - Perspectives :

Cette entreprise, obstinément poursuivie sous diverses étiquettes depuis quarante ans a-t-elle, peut-elle réussir ?

- Du côté indigène :

Il peut sembler que oui. La jeune génération citadine, même lorsqu'elle pratique la langue nationale, pense selon un modèle conceptuel russo-soviétique et avec un vocabulaire mixte.

Comme dans toute situation de contact intensif s'est constitué un pidgin oral dont on trouve parfois la trace dans des documents officiels. C'est là la marque bien connue de réduction d'un idiome au statut de patois. La conversation russo-tatare dans un autobus de Kazan' rapportée à la page 205 du recueil *Voprosy razvitija*... aurait pu s'entendre, il y a peu de temps, en franco-maghrébin, dans un trolley-bus d'Alger. De tels faits, même si on les juge regrettables, sont naturels et, s'ils relèvent bien de la "superstructure", révélateurs de la "base" qui les développe.

Moins naturelle, par contre, mais tout autant révélatrice, est l'implantation voulue d'un pidgin "littéraire", officiel.

Avec la disparition, en cours ou achevée, des gardiens du savoir linguistique traditionnel, l'épopée du Manas n'est pas mieux comprise des lycéens kirghizs de la capitale qu'un texte classique, en France, dans un CES de banlieue.

Mieux, le texte d'une émission en kirghiz de Radio Liberty, dû à un émigré qui fut, dans les années 1930, élève de l'Ecole normale de Frunze, puis journaliste et dont la langue reflète donc le kirghiz officiel de l'avant-guerre,a paru récemment "curieux et vieilli".

Les plaintes que l'on trouve périodiquement dans la presse locale et les injonctions à améliorer la "culture de la langue" (kul'tura reči) font écho aux mêmes regrets de voir dans le Tiers-Monde les idiomes locaux s'abâtardir au contact des langues européennes.

Mais quoi d'étonnant à cela, puisque les écoles fonctionnant en langue nationale sont de plus en plus rares et réservées aux ruraux, tandis que la maîtrise du russe est, comme celle du français en Afrique, la condition sine qua non de toute promotion sociale ?

Ne prévoit-on pas que 64 % de la population soviétique parlera russe à la fin du siècle, ce qui suppose une mutation de langue pour 40 % des non slaves, jeunes surtout ?

Mais on aurait tort de ne retenir que ces aspects négatifs.

L'humour, la simple polysémie érodent périodiquement le cordon sanitaire lexical (1).

Dans la zone Sud au moins et pour les langues fédérales, le taux de rétention de la langue nationale reste de 98 %. En Kirghizie, 19,1 % seulement de la population kirghize déclare manier le russe, contre 41,8 % au Kazakhstan,et une moyenne générale de 30 à 35 % ; et, dans les limites de l'Asie centrale, les changements de langue se font, comme avant 1917, au profit surtout d'une autre langue indigène et non du russe.

Surtout, l'apparition d'une littérature en langue nationale

1. A propos des noms de famille adaptés en -ov: le dictionnaire kirghizo-russe de K.K. Judaxin, *Kyrgyzča-orusča sözdük*, izd. Sovetskaja Enciklopedija, Moscou, 1965, p. 823, a une entrée: "üp: rus, ironique, 1) parlé: forme des terminaisons de noms de famille en -ov, -ev 2) vieilli: propagandiste, fonctionnaire, chef".
I. Bažina,Semantičeskoe osvoenie russkix zaimstvovanij v kirgizskom jazyke, *Učënye zapiski filologičeskogo Fakul'teta*, Frunze, 1957, vyp. 3, p. 112-130, signale divers glissements et limitations de sens d'emprunts russes (kniga: kinege: grand livre comptable, seulement). Mais il remarque aussi que les écrits officiels n'en tiennent pas compte.

marque un progrès capital et réel. Dans le kirghiz de Tch. Aïtmatov, l'ouzbek d'Aïni, le kazakh d'Auezov, l'avar de Gamzatov on trouve souvent les traces d'une imparfaite normalisation de la langue. Mais on y chercherait en vain, bien que tous ces auteurs aient une connaissance intime du russe, les traits lexico-phraséologiques présentés comme typiques de l'évolution des idiomes de littérisation récente. Leur langue, qui reste en communion étroite avec celle, "dialectale", des ruraux et avec celle des oeuvres prérévolutionnaires, constitue un vrai succès historique et l'expression certaine d'une spécificité nationale vivante, nullement repliée sur elle-même.

Elle est due, il est vrai, à des individus nés en milieu rural traditionnel, avant les années 1940 et encore marqués par la culture linguistique séculaire de leur peuple.

On s'aperçoit, en tout cas, dans le cas du kirghiz, que l'antique parler des nomades du Tian-Chan a fort naturellement su exprimer, grâce à Aïtmatov par exemple, une réalité à la fois nouvelle et très complexe, prouvant ainsi simplement le mouvement en marchant. Et si cette évolution est bien consécutive à la levée d'un interdit policier, à une certaine transformation des rapports interethniques, à l'évolution conceptuelle de tout un peuple, à sa volonté de s'exprimer et à l'apparition d'un écrivain de talent, il serait pour le moins délicat de prouver, même chez un auteur aussi parfaitement bilingue, ce que la syntaxe, le lexique et à fortiori la morphologie ou le système phonologique de cette langue doit au russe ou à l'action gouvernementale.

La génération suivante saura-t-elle conserver et améliorer cet acquis ? Ce n'est pas sûr. On a vu que la politique officielle vise en fait le locuteur, son échelle de valeurs linguistiques.

D'un côté, un idiome "sans perspective", de l'autre une langue vouée à devenir cosmique. Faute de les trouver dans les faits, la politique officielle <u>implante</u> une division du travail qui signifie bretonnisation pour les idiomes locaux et une diglossie au sein d'un même peuple, <u>créant</u> ainsi véritablement un <u>dialecte de classe</u> (celui

des apparatchiki).

Ceci permet sans doute de "vérifier" le bien-fondé de la théorie léniniste des Deux Cultures dans une même Nation, ce que E. Glyn Lewis appelle fort justement "civic culture" opposé à "group culture" (69).

Du côté officiel

Le succès peut aussi sembler à portée de la main, encore que strictement limité à la sphère administrativo-politico-idéologique.

Toute l'immense puissance de l'Etat-Parti est au service de l'expansion du russe : politique scolaire locale décidée impérativement et uniformément à Moscou, manuels de langue locale qui "manquent", programme de radio et de télévision quatre fois plus ouvert au russe qu'à la langue locale, crise du papier qui affecte en priorité les publications nationales, surtout planification d'une répartition de la main-d'oeuvre qui non seulement ne tient aucun compte des communautés ethniques, mais organise leur hybridation par l'urbanisation, le komsomol, l'armée, etc.

Là, rien n'étant prévu pour la préservation de la vie culturelle des émigrés non slaves et tout l'étant pour leur assimilation, le russe devient de facto la langue du melting pot.

Sur place même, les partisans d'une "réduction radicale des fonctions sociales des langues nationales" (cf. supra) ne manquent pas. Leurs tentatives pour hâter le passage au stade suivant de l'évolution "naturelle", c'est-à-dire à un bilinguisme dégressif de substitution, sont tantôt actives (d'où les troubles linguistiques au printemps 1978 en Géorgie),tantôt passives : politique de laissez-faire avec renforcement des conditions objectives de cette substitution.

1. E. Glyn Lewis, *op. cit.*, p. 8, 80-87 etc.

En Kirghizie par exemple déjà 49 % des enfants scolarisés le sont, dès le jardin d'enfant, en russe ; les journaux kirghizs deviennent bilingues (recto-verso). Ainsi s'amorce, renforcé par la coupure avec les kirghizophones "étrangers" de Chine, un éclatement de l'ethnie.

Les trois aspects de l'étatisation relevés par Glyn Lewis (1) : interdiction/imposition, normalisation, bureaucratisation jouent simultanément.

En fait, il y a déjà longtemps que cette officialisation des langues locales, indispensable quand la masse indigène restait impénétrable, a perdu aux yeux du pouvoir sa raison d'être et constitue un ballast rélictuel, irrationnel et lourd.

De plus en plus, l'orientation à l'intérieur est à l'exaltation des facteurs unitaires : découpage en zones économiques distinctes des divisions fédérales, éléments fédéralistes réduits dans la nouvelle constitution à de simples dispositions de procédure.

A l'extérieur, Afrique, Moyen-Orient, des impératifs d'implantation dans des pays où l'ignorance volontaire de l'hétérogénéité ethnique constitue un dogme, conduisent aussi à minimiser l'aspect décentralisateur de la politique culturelle envers les ethnies.

Il est cependant non moins certain que tout changement en la matière est éminemment délicat. Le multilinguisme local, même évidé de sa raison d'être, est devenu idéologiquement et affectivement, un dogme intangible.

Toutes les tentatives, discrètes ou non, ont depuis quarante ans échoué, du moins pour les ethnies grandes et moyennes. Il semble qu'elles ne réussiront pas mieux dans un pays dont la population non russe est d'ores et déjà minoritaire et où, économiquement, le russe fait figure, à la périphérie, de "petit blanc".

1. *Ibid.*, p. 289.

On peut donc s'attendre à ce que l'équilibre actuel, dû à ce que les avantages de la politique nationale - prestige extérieur et force de pénétration, apaisement interne - excédaient les inconvénients, soit, dans un avenir relativement proche, remis en cause des deux côtés.

La conclusion sur le plan sociolinguistique paraît simple.

- La présomption de linguicide, prémédité ou couvert, semble établie. Une langue en principe ne meurt pas : on la laisse mourir, ou on la tue.

- Peu d'idées sont plus ascientifiques que celle d'une langue planétaire unique. S'il s'agit d'instaurer une banale unification linguistique à l'échelle de l'Etat soviétique, la scolastique pseudo-justificative qui accompagne cette action est inutile et déplacée. L'Occident ne sait que trop bien, par son expérience coloniale passée, comment on laisse mourir une langue indigène.

- La théorie de la "sélection naturelle" ne serait plus ou moins acceptable que s'il y avait choix effectif et chances égales. Ce n'est pas le cas en URSS où l'Etat-Parti n'a cessé de piper les dés. Quand ces conditions sont remplies, on voit parfois (Floride, Californie) que la langue de la minorité - l'espagnol, ici - coexiste sans menace de substitution avec celle, prestigieuse et semble-t-il en touts points indispensables, de la majorité anglophone (1).

- La pratique soviétique, qui fut conduite par et pour l'Etat n'a de ressemblances que purement formelles avec les tentatives de développement des vernaculaires dans le Tiers-Monde. Elle n'a pas pour but d'assurer au "freedom of speech" une dimension ethnique, mais de dissoudre un particularisme en contrôlant cette liberté.

1. *Time*, 13/2 1978 : "In Miami, Spanish is threatening to swamp English completely. Bilingual educators warn that if English-speaking hight school graduates want job in the area, they will need Spanish as much as immigrants from Cuba will need English".

- On ne confie pas impunément les intérêts de l'Ethnie à son contraire, l'Etat : en URSS comme ailleurs, les mêmes causes ont les mêmes effets.

- La pratique du "grand bond en avant" et autre "révolution culturelle" est aussi désastreuse et vaine en linguistique que dans d'autres domaines. Il est vain de prétendre transformer une langue en quarante ans. Le missionnaire H. Nott qui traduisit en 1817 la Bible en tahitien avait attendu d'avoir séjourné vingt ans sur place avant de commencer son oeuvre (1).

- Autant la puissance de l'Etat, même avec le relais de spécialistes (2), est redoutable en matière d'action paralinguistique, autant elle est vaine en matière intralinguistique. Ce qui a été effectivement réalisé dans ce dernier domaine, et qui s'oppose favorablement à l'incurie des Etats Occidentaux en la matière, l'a été par des particuliers - linguistes, écrivains, kulturträger) et à l'initiative des intelligentsia indigènes, non par l'Etat-Parti.

- Enfin, il apparaît clairement que si la politique linguistique fut le plus sûr moyen d'action de l'Etat-Parti, elle reste aussi le plus sûr moyen d'autodéfense des nations et des ethnies.

1. Ch. Vernier: "Les variations du vocabulaire tahitien avant et après les contacts européens", *Journal de la Société des Océanistes*, 1948, 4, p. 57-85.
2. E. Glyn Lewis, *op. cit.*, p. 289: "Though the administration or management of language planning requires them (linguists - GI) as a scientific cadre, or a source of essential information, the manager of administrator is not bound to their proposals for language planning. The control is in the hands of an entrenched and powerful lay elite".

LE CONGRES DE BRUXELLES ET LA PROPAGANDE SOVIETIQUE DANS LES COLONIES D'APRES LES ARCHIVES DU QUAI D'ORSAY ET LA PRESSE FRANCAISE

Denise EECKAUTE

Il s'agit d'étudier le problème que pose le Congrès de Bruxelles, de déterminer son rôle et son importance dans la situation internationale de l'époque, alors que les journaux conservent à dessein un silence prudent (1), tandis que dans les fonds d'archives du Quai d'Orsay les références à ce même événement sont particulièrement nombreuses (2); d'où la direction de l'étude ici présentée touchant la place de ce Congrès, son activité et les conséquences qu'il a eues, essentiellement dans le domaine colonial et, si l'on veut, un essai de réponse aux questions : Pourquoi, comment et avec quel résultat?

Nous avons donc orienté notre étude selon trois directions:

1) la première fait le point sur la situation internationale des années 1926-1927, ce qui permettra de déterminer la place même de ce Congrès dans la conjoncture internationale et coloniale du temps et d'autre part de comprendre la stratégie soviétique
2) la deuxième est consacrée à l'examen du Congrès de Bruxelles lui-même, à sa réalité à côté des analyses qui ont pu être données, pour terminer par l'indication des décisions prises à cette occasion

1. La presse ne fait pas état de ce Congrès, sauf les journaux de gauche, en particulier *L'Humanité* (du 11 au 18 juin).
2. Voir les dossiers Asie-Océanie, Afrique, affaires musulmanes dans la correspondance politique et diplomatique des années 1918-1940 : vol. 22-24 pour l'Afrique, 34-35 pour l'Asie-Océanie. Le dossier Amérique, pour la même période, apparaît au contraire extrêmement pauvre, notamment le volume concernant les relations USA-URSS, détruit par les Allemands en 1940 et reconstitué partiellement.

avec leur portée

3) la troisième enfin essaiera (obligatoirement de manière indicative, car un bilan exhaustif dépasserait de beaucoup le cadre d'une communication de congrès) de déterminer leurs retombées en milieu colonial, c'est-à-dire les conséquences de ce Congrès, et l'application des décisions qui en a été faite. Cette dernière partie se bornera donc à prendre quelques exemples précis.

I. LA SITUATION INTERNATIONALE

Depuis 1917 le monde est divisé en deux. Les pays industriels avec leurs prolongements coloniaux, pays capitalistes et impérialistes d'un côté, et de l'autre l'URSS, patrie du socialisme. Etat des paysans et des ouvriers, auprès duquel paraît devoir se lever une Chine nouvelle (1) qui vient de l'emporter à Canton pour dominer le Sud et reconquérir le Nord à partir de Hankéou (2).

A. Les pays industriels - bien que divisés par des questions de rivalité, de puissance et surtout de divergences d'intérêts économiques - forment cependant un bloc regroupant les Etats d'Europe occidentale, les Etats-Unis et ... le Japon. La plupart d'entre eux, surtout dans l'Europe occidentale, à l'exception de l'Angleterre, ont subi les conséquences immédiates de la "Grande Guerre" - pertes de vies humaines et de biens, accumulation de ruines, désorganisation des transports et des circuits commerciaux, destruction d'usines, ennoyage des mines, endettement ... et émergent à peine de la période de reconstruction, en proie à des problèmes socio-économiques et financiers. Tous ont ressenti le déplacement des forces qui s'est opéré et est encore en train de s'opérer: la suprématie française, apparue en 1918, au lendemain de la victoire alliée, en raison de son potentiel militaire est déjà terminée: les succès ont coûté trop cher et les fruits de la victoire ont échu à

1. Cf. le rapport de S. Heller sur la Révolution chinoise in *Internationale Syndicale Rouge*, n° 3, fév. 1927, p. 99-108.
2. *Ibid.*, Heller parle même d'une reconnaissance de fait par le déplacement à Hankéou auprès du nouveau Centre du gouvernement Kuomintang des diplomates et des journalistes.

d'autres puissances; la supériorité appartient alors à l'Angleterre (qu'ont épargnée les destructions massives connues ailleurs et qu'explique la relative faiblesse de ses pertes en vies humaines, la Grande-Bretagne a fait la guerre, en effet, avec la Navy essentiellement, et dans les colonies, et sur les champs de bataille d'Europe, elle n'a envoyé que des corps expéditionnaires). Elle apparaît donc comme le leader de l'impérialisme, avec son régime traditionnel de royauté parlementaire, l'appui financier de la puissante Banque d'Angleterre, son potentiel industriel et commercial intact, ses richesses énergétiques et métalliques (ses mines de charbon et les gisements de fer souvent interstratifiés), la suprématie de sa flotte qui règne sur toutes les mers (son tonnage est encore le premier du monde) et son immense empire colonial où tel que dans l'ancien Empire de Charles Quint, le soleil ne se couche jamais (elle s'est d'ailleurs octroyée aux traités de paix la part du lion des colonies allemandes, près de 65 à 70%). Comme puissance colonisatrice, par excellence, c'est contre elle surtout que se déchaîne l'hostilité de l'autre camp, tant il a l'impression que tout recul qu'il lui imposerait, tout échec qu'elle pourrait subir, atteindrait le capitalisme et l'impérialisme tout entier.

Mais en deçà de cette suprématie qui paraît encore indiscutable, on peut noter les progrès des Etats-Unis, grands bénéficiaires de la guerre (à laquelle ils n'ont participé que fort tardivement en avril 1917, au lendemain de la Révolution russe, après avoir tiré de multiples avantages commerciaux des deux côtés grâce à leur situation de neutre); ils sont en passe de devenir la deuxième puissance mondiale; serrant de près la Grande-Bretagne, ils pallient leur absence de colonies par une main-mise économique sur l'Amérique latine et en direction du Pacifique (Philippines), dans le style du néo-colonialisme contemporain avec un rien de brutalité en plus. On peut aussi apercevoir les progrès spectaculaires du Japon, autre bénéficiaire en Extrême-Orient dont les ambitions se tournent en direction de la Mandchourie, de la Chine ... et de l'Asie toute entière. Enfin il n'est pas jusqu'au retour de l'Allemagne qui ne se prépare dans la coulisse en dépit des crises

sociales et financières qui la secouent - encore - (1).

A ses crise et transformation agitant le monde capitaliste s'ajoutent un mécontentement et un malaise général consécutifs aux "mauvais" traités de 1918, 1919, 1920 et 1921: dislocation de l'ancien Empire austro-hongrois, qui a fait les frais de la défaite de la Triplice, création des nations balkaniques diverses et rivales, en proie à des problèmes quasiment insurmontables de tout ordre, politique, social, économique, face à des minorités souvent hostiles et avec des frontières discutées et discutables. Là, la tentative de solution économico-politique de la Petite Entente sous l'impulsion du gouvernement français, vient d'échouer, sapée par la diplomatie britannique. Plus au sud, les clauses de Sèvres et de Lausanne touchant les Turcs n'ont pas mieux réussi: responsables en partie de la révolution kémaliste et du conflit gréco-turc etc. et on peut en dire tout autant de l'organisation des Etats baltes et des frontières polono-russes.

Enfin, il ne faut pas minimiser non plus les échos en Europe de la Révolution russe de 1917. Ils ont été sensibles en Allemagne (avec les mouvements dans la Ruhr, en Bavière et dans les grands ports de la mer du Nord et de la Baltique, Hambourg et Kiel ainsi qu'à Berlin sous l'impulsion du parti communiste allemand et surtout de son aile la plus révolutionnaire, les Spartakistes) et en Italie (agitation dans les villes, grèves, ... troubles agraires du Sud), sans oublier - ce dont on ne fait jamais état - les répercussions en France avec les manifestations populaires sur les Boulevards en mars , puis en juin 1917 (2), les grèves que le gouvernement n'ose réprimer (3) et les mutineries sur le front en

1. Après les mouvements militaires et monarchistes de 1920 à Berlin et en Bavière, la crise socio-financière de 1923 qui lui vaut le plan Dawes 1924 (moratoire de quatre ans), suivi en 1928 du plan Young, aboutissant pratiquement à la liquidation des réparations.
2. On chante "C'est Nivelle qu'il nous faut", trois mois plus tard on réclame le renvoi de la "manivelle".
3. Malvy, à l'intérieur, est taxé de faiblesse parce qu'il déclare "Il ne faut pas rompre avec la classe ouvrière".

mai-juin (1) écrasées par des méthodes voisines de la décimation, nées de la misère et des horreurs de la guerre. L'influence s'en est aussi fait sentir en Hongrie avec Bela Kum en 1919... sans compter les agitations ou mouvements de par le monde, que l'on peut rattacher plus ou moins à l'influence de ce que les Soviétiques appellent le "Grand Octobre" (la révolution bolchevique).

Il s'en est peut-être fallu de peu d'une "révolution mondiale". Ces manifestations, en tout cas, ont hâté la fin de la guerre et amorcé une réaction, d'autant plus dure que l'évolution à gauche a été plus forte, car le système "socialiste" représente, par son essence même, un danger mortel pour le capitalisme. Elle expliquerait probablement le développement du fascisme en Italie dès 1922, en Allemagne à partir de 1923 déjà ... et bien plus tard en Hongrie, sans omettre la tentative de 1934 en France. Il suffit à justifier la politique menée par tous les ex-belligérants à l'égard de la Russie révolutionnaire d'alors, la guerre directement, ou indirectement, soit l'aide aux armées blanches lancées à l'assaut du pouvoir soviétique en partant de toutes les directions, soit par Etat interposé avec le conflit polono-russe, puis simultanément ou ensuite la tactique du blocus, affamer les populations de manière à susciter un mouvement de révolte renversant le régime, et c'est là que s'inscrivent la mutinerie des marins de la mer Noire avec Marty et les secours offerts à la population d'Odessa (2), enfin le recours à l'isolement, la technique du cordon sanitaire - (au "Roll back" américain a succédé le "Maintain") (3).

1. Au lendemain de l'échec de l'attaque au Chemin des Dames, "une boucherie": l'attaque prévue et préparée depuis longtemps était connue de l'Etat-Major allemand (fuites, espionnage ...), qui avait spontanément reculé sa ligne de front pour la rendre moins vulnérable et la fortifier. En dépit de cette inquiétante modification, le Quartier-général français n'avait pas jugé bon de changer ses plans et lança les troupes françaises à l'assaut des positions allemandes où on les attendait!
2. Selon des témoignages oculaires (un médecin russe émigré en France, alors enfant d'une douzaine d'années), Marty fut acclamé comme un sauveur par la population d'Odessa, les femmes s'agenouillaient au passage de son effigie dans les rues.
3. Ce seront les termes de Foster Dulles un peu plus tard.

Cependant, après la révolution, la Russie s'était réorganisée tout en faisant front à la guerre civile et à la guerre étrangère. L'Armée Rouge, mise sur pied par Trotski, repoussait les Polonais en 1921 et exterminait ou chassait hors du territoire les dernières bandes des Gardes blancs. Le traité de Riga rétablissant une frontière orientale acceptable, malgré l'abandon des Pays baltes, l'arrêt des guerillas civiles assurait la victoire soviétique et par là même stabilisait le régime. Simultanément, le gouvernement soviétique instaurait une nouvelle politique économique permettant une ouverture vers l'Ouest: la NEP à partir aussi de 1921 et en 1922, le 22 décembre, la formation de l'URSS regroupant la plus grande partie de la Russie des tsars était officiellement proclamée ... En 1924, enfin, l'URSS obtenait sa reconnaissance de jure par la majorité des Etats (1), sans condition préalable. Et en 1927, à dix ans de sa révolution, la Russie avait reconstruit son économie, atteint et parfois dépassé ses chiffres de production de 1913 et élevé le niveau de vie général de la population, en particulier chez les nationalités ex-coloniales d'Asie centrale, et dans la classe ouvrière. Les résultats étaient donc spectaculaires.

Mais de cette esquisse de rapprochement entre 1921 et 1924, rien de constructif ne devait sortir. La reconnaissance s'étant faite sur une équivoque: d'un côté, on espérait l'ouverture sans condition de l'énorme marché russe, le remboursement des emprunts contractés par le tsarisme (2), de l'autre, une aide

1. Par l'Italie, en janvier 1924, par l'Autriche, en février, par l'Angleterre, en juillet, par la France, en octobre, puis successivement par les autres puissances, sauf les E.U. qui attendirent novembre 1933. En Angleterre, Churchill avait dit notamment:"Nous faisons bien du commerce avec les cannibales, nous pouvons bien en faire avec les Bolcheviks".Quant à l'Allemagne, elle avait reconnu l'URSS dès 1922.
2. La presse française dans son ensemble s'était montrée peu favorable, même la presse socialiste; seuls les communistes avaient applaudi sans restriction. On comptait sur le remboursement des emprunts russes (des Associations de porteurs s'étaient formées, sur le développement du commerce ... mais on redoutait la venue des Soviétiques, rue Saint Dominique, considérée comme un foyer d'encouragement pour le désordre en France (cf. communication envoyée au colloque France-URSS sur la presse de Seine et Oise; cf. aussi Girault,*Relations économiques et financières entre la France et la Russie de 1887 à 1914* (recherches sur l'investissement international),Paris, 1971, (thèse d'Etat), à propos des emprunts russes.

technique et financière et une plus grande facilité d'action et de coopération - en même temps que des possibilités de commercer dans les possessions coloniales. Les avantages espérés ne répondirent point à l'attente, et la méfiance ne désarma pas. En 1927, les *Archives* du Quai d'Orsay parlaient de rapports plus proches de l'hostilité, que de la paix (1), et encore moins d'une coopération amicale prévue par les accords de 1924 (2). La déception était donc totale du côté français, elle n'était pas moindre du côté anglais, envenimée encore par des affaires d'espionnage et par la fameuse lettre de Zinov'ev, qui se révéla être un faux. Elle l'était tout autant du côté soviétique (3); quant aux Etats-Unis, ils continuaient à rejeter toute reconnaissance et ils avaient un peu plus tard refusé un visa de transit sur leur territoire à Mme Kollontaj, nommée ambassadrice à Mexico (4).

B. Quelle était par ailleurs la situation dans les colonies?

Les puissances colonisatrices avaient dans leur effort de guerre, utilisé au maximum les ressources en matières premières et en hommes de leurs colonies. Les Britanniques avaient levé les

1. *Archives du Quai d'Orsay*, 1918-1940, Amérique, dossiers généraux, Guyane II, f°36.
2. Les puissances occidentales souhaitaient un arrêt, ou du moins un ralentissement des progrès communistes et comptaient ainsi plus facilement surveiller et contrôler l'activité soviétique, mais l'URSS, de son côté, n'avait jamais envisagé de renoncer à toute propagande et voyait mal toute tentative de surveillance et de contrôle. L'URSS prétendait séparer l'attitude du gouvernement soviétique (politique nationale d'Etat) de l'activité du Komintern (politique internationale), créé le 1er mai 1919, pour l'organisation de la défense de l'URSS et en vue de la préparation d'une offensive mondiale. En 1919, la réalisation d'une République soviétique internationale paraît imminente (cf. M. Ferro et R. Girault, *De la Russie à l'URSS*, histoire de la Russie à nos jours, Nathan,1976, p. 136). En 1921-1924, l'URSS juge qu'il faut attendre, que les temps ne sont point mûrs, mais elle n'a pas pour autant renoncé; pas plus qu'en 1927, la renonciation ne se fera qu'en 1930 avec l'adoption du projet de Staline: "Réaliser le socialisme dans un seul pays".
3. Par là s'explique peut-être le durcissement soviétique à partir de 1925.
4. *Archives du Quai*, 1918-1940-Amérique-rapports russo-soviétiques, vol. 78, lettre du chargé d'affaires français à Washington au ministre des Affaires Etrangères, 11 novembre 1926, f° 100-102.

Indiens, les Egyptiens et fait appel aux populations des différentes parties de l'Empire britannique et aux Dominions. Les Français avaient recruté au Maghreb, en Afrique noire, et les célèbres régiments sénégalais avaient constitué des troupes de choc lors des attaques et des groupes de résistance aux points les plus exposés du front. Pour galvaniser les énergies, des promesses avaient été faites et l'on n'avait pas craint de recourir à des mises en scène flattant l'orgueil ou la vanité de telle ou telle population, ce à quoi font allusion les déclarations de Lamine Senghor, qualifiées par les diplomates du Quai d'Orsay "d'habituelles histoires de Senghor" (1).

La guerre finie, aucune liberté ne fut octroyée par la France à ses coloniaux, et ni la Belgique ni l'Angleterre n'en firent davantage, sauf chez cette dernière où fut reconnue l'indépendance de l'Egypte en 1922, indépendance conditionnelle avec maintien d'une tutelle économique, d'une domination financière et sous réserve de l'occupation et de la gestion du canal de Suez.

En ce qui concerne la France, les mutilés coloniaux ne jouirent point des mêmes droits que les mutilés français, l'espoir dont on les avait bercés d'une assimilation complète, d'une égalité avec les Français d'origine n'avait été qu'un leurre.

Nulle part l'exploitation coloniale n'était en recul, bien au contraire, et il est aisé de citer un certain nombre d'abus: les autorités britanniques reconnaissaient par exemple l'existence au Sierra Léone de l'esclavage "auquel sont si habitués les indigènes ... que sa suppression aurait des conséquences désastreuses.. et bien que contraire à l'esprit britannique, on doit le tolérer... la libération des esclaves causerait d'ailleurs trop d'injustices... aux propriétaires d'esclaves", elle serait ruineuse pour l'économie

1. Il s'agit du "nègre spécial", couvert de décorations, accompagné d'officiers français lui manifestant un grand respect, promené en Afrique ... qui avait valu le recrutement de 80 000 hommes supplémentaires ajoutés aux 500 000 se battant alors en France, *Archives*, Afrique, vol. 22, f° 224; cf. aussi *L'Humanité*, 14 juin 1927.

de la colonie (1). Si la chasse aux esclaves en fuite était interdite, l'hérédité était maintenue avec obligation ultérieure de rachat et l'on prévoyait son extinction avec la quatrième génération, ce qui donnait du temps!

Il faut en rapprocher l'attitude des Etats-Unis: au Nicaragua, la compagnie United Fruit achetait 400 Indiens aux chefs de tribu Mosquetos à 40 pesos par tête dans la forêt de Belice pour travailler dans ses plantations (2) en 1926.

On peut aussi y ajouter les contrats de "Kipanda" (3), pratiqués en Afrique noire, au Kenya, en Afrique du Sud, sous prétexte "d'aversion des indigènes pour le travail permanent", les travaux obligatoires imposés par les Hollandais à Sumatra (4), ou à Madagascar par les Français à l'adresse des hommes classés en deuxième catégorie pour le service militaire (5), le recrutement forcé pour une durée de deux ans appliqué au Congo belge en vue de la construction du chemin de fer Léopoldville-Matadi (6). On doit aussi rappeler les transferts de main-d'oeuvre au gré des besoins: le racolage pour les plantations de Mandanoo (où il faut 100 000 travailleurs quand il n'y a pas plus de 1 000 habitants) de Philippins, de Maoris (amenés de Nouvelle-Zélande), de Chinois sous contrat, instituant une hiérarchie des salaires descendante (7); le transfert de populations malgaches aux îles de la Concorde (8), les contrats de travail passés entre l'Afrique du Sud et le Portugal pour l'envoi d'Angolais et de Mozambiquois (9) et la même pratique appliquée aux Martiniquais pour les plantations

1. Rapport de Guerinis, La révolution de la campagne mondiale, *Internationale syndicale rouge*, 1927, n°74, mars, p. 76-80, ici p. 79. On y retrouve étrangement l'écho des raisonnements des nobles russes du milieu du XVIIIe siècle à propos du servage.
2. Rapport de G. Korsunskij, La situation en Amérique centrale, *Ibid.*, n°73, p. 246-282.
3. Guerinis, *op. cit.*, p. 77. Il s'agit d'un engagement à temps limité (30 à 60 jours) sans carte de travail, sans contrat écrit.
4. *Ibid.*, p. 77.
5. *Ibid.*, p. 78.
6. *Ibid.*, p. 77.
7. *Ibid.*, p. 76.
8. *Ibid.*, p. 77.
9. *Ibid.*.

de cannes de la Centrale du Vénézuela, à cette réserve près que - les abus étant là si criants et les plaintes multiples (d'autant que les Martiniquais avaient, en principe, le droit des citoyens français) - le gouverneur de la Martinique, puis l'ambassadeur de France au Vénézuela, intervinrent pour obtenir des améliorations ou la radiation des contrats avec rapatriement des intéressés (1).

Enfin, on ne peut omettre les négociations en vue d'une cession aux Etats-Unis des Antilles contre l'extinction des dettes de guerre françaises, dont, malgré les démentis officiels, les *Archives du Quai* fournissent la preuve; elles furent poussées assez loin puisqu'on fixa le montant à six millions de dollars (chiffre assez bas comparativement à d'autres opérations du même genre) (2). Elles correspondent à un développement de l'impérialisme américain désireux d'établir des bases dans les Caraïbes, comme il l'avait fait dans le Pacifique. Si, en fin de compte, les pourparlers n'aboutirent pas, ce ne fut point en raison des protestations des Antillais, car il y avait eu des fuites, mais à la suite de l'opposition des Etats de l'Amérique latine: Brésil, Argentine, Chili, Pérou, peu soucieux de voir les Etats-Unis dominer cette région, rompre l'équilibre précaire établi entre le Nord et le Sud du Nouveau Continent économiquement.

A tout cela s'ajoutaient les conditions de travail pénibles imposées aux indigènes; longue durée des journées de travail, 12-14 heures, parfois du lever au coucher du soleil, absence de toute sécurité, inexistence d'une législation quelconque interdisant d'employer les enfants de moins de douze ans dans les mines, de cinq ans pour les textiles et la fabrication des allumettes en Extrême-Orient.

Sans parler des lois sur les accidents du travail, des

1. *Archives du Quai*, Amérique, Antilles, vol. 3, documents de février à décembre 1927, f° 10-13, 26 et s., 29-49, 53-61.
2. *Ibid.*, Amérique, Antilles, vol. 2, f° 194-199.

assurances bien entendu inconnues sauf dans quelques Etats d'Amérique centrale, ainsi que des salaires misérables qui permettent tout juste une subsistance minimale (un morceau de canne à sucre le dimanche, ou un peu de viande une fois la semaine, le reste du temps du maïs et des fèves, ailleurs du manioc ou du riz et du poisson séché), les famines (1). Enfin, nulle part, la situation juridique et civique ne faisait des indigènes des citoyens de plein droit, la législation coloniale les traitait partout en inférieurs, les conditions les plus dures devant être celles prévalant dans les colonies hollandaises et dans celles du Portugal bien que l'indigénat français n'ait pas grand chose à leur envier sous cet angle. Pareille situation, en dépit des restrictions à l'instruction indigène, ne pouvait entraîner que des révoltes (elles sont nombreuses rien que dans les territoires français: Dahomey, 1923, Syrie, 1926, guerre du Riff et de l'Atlas, 1926-1927, mécontentement croissant en Indochine où monte un parti radical à la place des anciens partis modérés et constitutionnalistes... Mais elles existent ailleurs: révoltes javanaises de 1926, mouvement Intrachendo aux Philippines ...) déclenchant à leur tour les répressions les plus rigoureuses; massacres et déportations, bombardements, rasages et incendies de douars que pratiquaient allègrement et sans nul scrupule les puissances impérialistes,Angleterre, France, Espagne, Hollande, Etats-Unis, au nom de "l'ordre et de la tranquillité publique". La France établissait l'état de siège au Maroc durant la guerre du Rif, - et en 1928, elle envisagea de faire admettre par le Parlement une proposition de loi visant à substituer à l'autorité des tribunaux civils celle des militaires (2).

Mais si les colonies étaient peu sûres, il s'était passé en Chine des événements bien autrement graves. Les Européens avaient déjà appris à leurs dépens, avec la révolte des Boxers de 1901 que la Chine ne se laissait pas dépecer comme l'Afrique. La République établie en 1911 avec Huan-Tche-Kai n'avait ni entraîné de modification notable

1. *Archives du Quai*, Afrique, affaires musulmanes, vol. 24, f°167 et s. sur la famine en Tunisie.
2. *Ibid.*, vol. 25, dépêches de M. Steeg à M. Briand, 19 mars 1928, f°177 puis f° 180-182.

ni beaucoup inquiété, même lorsqu'en 1921, Sun-Yat-Sen avait été proclamé président en titre ou quand s'était réuni le Ier Congrès du Kuomintang dont les buts étaient l'unité nationale et l'indépendance réelle de la Chine en s'appuyant sur les trois principes de Sun: "nationalisme, démocratie, bien-être". Toutefois, dès 1919, le communisme avait pénétré en Chine, des cellules étaient constituées en 1920, et même si en 1924 le parti ne comptait encore qu'un millier de membres, il était du moins affilié au Komintern. Par contre, le IIe Congrès du Kuomintang (janvier 1926), où l'on avait restructuré le gouvernement et le parti et défini un programme et une politique, marqua un tournant inquiétant: alliance avec les communistes dont certains se glissaient aux postes clés, propagande, communications. Une offensive déclenchée au printemps en partant au-delà du Yang-Tsé-Kiang, en septembre, tandis qu'une tournée dans les provinces du Nord démontrait la facilité de gagner les paysans à la nouvelle idéologie et la fragilité des royaumes des Tou-Kiang ou Seigneurs de la guerre. Le Congrès n'avait pas non plus caché sa volonté d'obtenir l'abolition des traités inégaux, celle des concessions et du régime de l'exterritorialité. Une Chine communiste ou communisante était inacceptable pour le monde capitaliste dans la mesure où elle était une menace pour ses bases stratégiques du Pacifique, pour sa domination en Extrême-Orient, et un mauvais et vivant exemple pour les coloniaux du monde entier, outre qu'elle représentait un nouveau danger pour les régimes établis et qu'elle renforçait la position soviétique (on trouvait des Russes conseillers au Kuomintang, en particulier Borodin, qui avait suivi le gouvernement à Hankéou, ou encore instructeurs au collège militaire de Whampoa; Jov et Borodin avaient aidé à former une armée chinoise moderne). On peut croire que les grandes puissances ne cherchaient que l'occasion de l'abattre et on peut aussi imaginer les inquiétudes russes et chinoises. Ne s'agissait-il pas d'une nouvelle tentative pour écraser la Chine, puis l'URSS à sa suite, compte tenu de la conjoncture d'alors, de l'isolement communiste face à l'hostilité capitaliste?

Sur tout cela se greffaient les rivalités coloniales, les querelles, les idées de possibles repartages, les nouveaux appétits

des derniers venus qui se manifestaient: Etats-Unis, Japon, Italie et les regrets non équivoques de l'Allemagne privée de ses colonies par le diktat de Versailles de 1919.

Au total, c'était un monde traversé de crises, soumis à des tensions multiples, où toute situation explosive pouvait aisément dégénérer en révolution ou en conflit, et que l'on pouvait exploiter. D'un côté, c'était une carte à jouer dans cette vaste partie de poker mondiale, carte dont l'URSS allait tenter de se saisir, nous n'en voulons pour preuve que la déclaration de Čičerin (1) à l'égard de la France - susciter des troubles dans les colonies françaises considérées comme un moyen de pression pour "amener le gouvernement français à changer d'attitude à notre égard", d'autant que cela allait dans le sens des théories politiques léninistes et s'inscrivait parfaitement dans la tactique soviétique, telle du moins que l'exposait Buharin dans les colonnes des *Izvestja* (2). De l'autre, peut-être aussi, une sorte de parade à une attaque que l'on jugeait imminente: rassembler les masses ouvrières et paysannes, mobiliser une opinion publique plus large pour la défense de la Chine révolutionnaire,et de l'Union Soviétique, à l'arrière plan. Et c'est dans ces créneaux que s'ouvrit justement le Congrès de Bruxelles intitulé Congrès contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale , on dira aussi en faveur des nations opprimées, pour leur indépendance.

1. *Arch. Quai*, Asie, affaires communes, vol. 34, f° 52. Cf. aussi la déclaration de J. Stalin aux Jeunes de l'Ecole d'Orient à Moscou, en juillet 1925, *Arch.* Af. vol. 21, f° 91, et celle de Kamen'ev "entreprendre une action diplomatique pour obtenir l'ouverture de pourparlers sérieux", *ibid.*, 21, f° 114; cf. aussi rapport Zinov'ev à IKKI, 30 juin 1925, *ibid.*, f° 62, parlant de la nécessité d'augmenter la propagande dans les colonies françaises.
2. Buharin exposait la politique de l'URSS dans trente-deux colonnes des *Izvestja*, dont J. Herbette, ambassadeur à Moscou envoyait un résumé et une analyse critique à M. Briand; il annonçait "la direction de toutes les révolutions asiatiques et africaines se fait de Moscou" - *Arch. Quai*, Afrique, affaires musulmanes, vol. 25, dépêche du 24 décembre 1927, n° 203, f° 55 et s.

II. LE CONGRES DE BRUXELLES (1)

Ce Congrès mondial - il groupait 174 délégués de 246 organisations et gouvernements de 35 pays - se tint du 10 au 18 février 1927 dans l'enceinte du palais d'Egmont, sur la grande place de la ville. Le choix du lieu avait été minutieusement étudié: après l'élimination de Londres, en tant que siège de la IIe Internationale et des Trade-Unions, et en raison de l'hostilité du gouvernement britannique, de Genève, pour être le siège de la SDN, considérée peut-être à juste titre comme l'officine de l'Impérialisme mondial et soumise déjà en partie - déjà avant l'ONU - aux directives de Washington, de Berlin, comme trop suspecte de sympathie à l'égard des communistes, et de Paris, alors impossible, compte tenu des rapports peu favorables entre Moscou et Paris, et de sa non préparation. On y établira en effet seulement l'année suivante le siège permanent de la Ligue contre l'Impérialisme, décidée à l'issue du Congrès sans compter celle de Moscou et de Washington, impensables à l'époque. Bruxelles était proche de Paris et on y parlait français - la langue encore des congrès et de la diplomatie - ce fut presque l'une de ses dernières manifestations. Le consentement des autorités belges s'était fait sur un marché. Bruxelles offrait l'hospitalité au Congrès (il s'agissait d'ailleurs de l'Hôtel de la Ville, et la Belgique pouvait se retrancher derrière les libertés municipales et la quasi-autonomie des villes dans les traditions de ce Nord Européen), en échange du silence observé par le Congrès à l'égard du Congo belge, où pourtant il y avait aussi fort à dire, du moins d'après ce qu'en écrivait G. Hardy, le spécialiste des questions coloniales de l'époque, qualifiant sa gestion "d'une main de fer dans un gant de velours" (2).

1. *Arch. Quai*, 1918-1940, Afrique, affaires musulmanes, vol. 22, f°166, 170, 176 et s.; 184, 186, 208, 213, 232-235; vol. 23, f° 1-3, 184, 199-200; Asie-Océanie, vol. 35, f° 1-3, 8, 113, 166 et s. Les informations les plus détaillées sont fournies par J. Herbette, d'abord ambassadeur à Bruxelles puis à Moscou.
2. G. Hardy, *Vue générale sur l'histoire de l'Afrique*, P. Colin, 1922, 200p., où il compare les méthodes coloniales: portugaise, espagnole, française, belge, allemande, boer.

Les préparatifs furent longs et minutieux - l'idée en était venue bien entendu de Moscou, sans doute à la fois par le CC, le Politburo, le Komintern et son comité exécutif, l'IKKI, conformément aux orientations du XIVe Congrès qui envisageait encore "la révolution en marche", la possibilité d'une "révolution permanente", amenant le triomphe du socialisme mondial (1), bien qu'on ait déjà discuté de la possibilité d'établir le socialisme dans un seul pays, thèse qui triomphera au XVe Congrès (2).

L'exécution commença à Berlin où le communisme est encore fort en 1927. Ce furent des ligues qui prirent le relais, et qui, officiellement, préparèrent et organisèrent le Congrès: "Arbeitsauschuß für die Unterdrücken Volker", qui n'était que le prolongement et l'élargissement de l'ancienne association "Vereinugung Vergewalligter Volker", créée en 1919, et la "Liga gegen Koloniale Unterdrücken", fondée par le Komintern à Berlin par l'intermédiaire du Secours Rouge International ou WIR, auxquels s'associèrent les mouvements pacifistes, humanitaires, contre les expéditions lointaines, associations anti-militaristes et les ligues et sociétés édifiantes allemandes: "Bund entscheidener Repüibliken Deutsche Koloniale Verkehr" et "Liga der Kolönie Freunder" (3).

La composition: le Congrès était ouvert à tous les groupements, associations, mouvements de bonne volonté, comme à toutes les nations sans distinction de race et de nationalité. On l'intitula Congrès contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale. Y participèrent l'ARAC (les Anciens Combattants), l'Internationale de l'enseignement, la CGTU, les sections locales et nationales du Kuomintang, le Comité de défense de la race noire (CDRN), le Parti constitutionnaliste indochinois auquel s'ajouta son rival "le Parti

1. Pour H. Carrère d'Encausse, Stalin s'y ralliait déjà en 1925 (cf. *Une révolution, une victoire, l'Union soviétique de Lénine à Staline, 1917-1953*, Paris, 1972). Le débat avait repris à la conférence du parti de décembre 1926 entre Trotski et Buharin, *Ibid.*, p. 190.
2. *Ibid.*, p. 195 et s.
3. Propagande communiste hors de France, Congrès de Bruxelles - *Archives du Quai*, Asie, propagande soviétique, vol. 36, f° 213.

révolutionnaire d'Indochine" (1), la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, la Ligue internationale des femmes luttant pour la paix (2), la Libre Pensée. La fraction minoritaire des Trade-Unions y envoya des délégués; si l'Internationale d'Amsterdam avait cru bon de s'abstenir, puisque Brown ne siégeait qu'à titre personnel (il déclara être en tout d'accord avec le Congrès), on y rencontra de grands noms de la littérature (H. Barbusse, R. Rolland, qui se contenta d'adresser un message ...), des universitaires, des savants, des hommes politiques de gauche, allant des radicaux aux communistes avec d'assez nombreux socialistes (3) et les représentants des pays coloniaux ou semi-coloniaux: Indochine où l'on distingua Cochinchine, Annam, Laos et Tonkin, le Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), l'Egypte, les pays d'Afrique noire; l'Amérique latine y fut présente par les délégués mexicains, vénézueliens; on y vit les représentants de l'Inde (si Gandhi s'excusa de n'avoir pu venir, son disciple et héritier présomptif, Nehru, assista à tous les débats), ceux des Indes néerlandaises, des Philippines, de la Corée, du Japon, de l'Afrique du Sud, une énorme délégation chinoise (Kuomintang, représentants de l'Armée Rouge chinoise, du gouvernement cantonnais) accueillis par une ovation générale. La Russie soviétique, par habitude, n'y était point représentée officiellement, à la différence des Etats-Unis avec quatre délégués..

La plupart des grands journaux y avaient leurs représentants, tant allemands que français, anglais, américains. Dès la fin de décembre et le début de janvier, on avait contacté les indigènes vivant à Paris: l'AMI, le CDRN (4) où s'organisaient des réunions, des élections ... Senghor représentait le PC, Blancourt y allait pour les Antilles

1. En raison de la scission au sein de l'AMI (Association mutuelle indochinoise) à la 1ère délégation qui s'était fait désigner, se superposa la tendance adverse.
2. Surtout Mme Duchêne.
3. Lebidour, socialiste indépendant allemand; Marteaux, belge; Fimmen, hollandais; Backway, Pallitt, Landsbury du Labour et des Trade-Unions britanniques ...
4. L'AMI, Association mutuelle indochinoise, créée à l'origine pour aider (logement, nourriture) les étudiants indochinois venus en France; elle s'était associée à une sorte de coopérative de cuisiniers. La CDRN ou Comité pour la défense de la Race noire regroupait tous les Noirs des colonies françaises, AOF, AEF, Madagascar, Antilles, Guyane.

au nom de l'Intercoloniale, quant à l'AMI, nous avons indiqué ci-dessus comment la représentèrent finalement deux délégations rivales (la légale d'apparence et la seconde répondant plus à l'esprit du Congrès). Au début de janvier, les délégations de la Chine s'embarquaient à destination de Bruxelles, signalées par le représentant de la France en Chine. La présidence d'honneur avait été attribuée à Landsbury, au professeur Einstein et à la veuve de Sun Yat-Sen, associant l'Angleterre libérale et pacifiste au Kuomintang révolutionnaire et à la science allemande de la relativité. Mais en fait les communistes étaient très nombreux, ou du moins les sympathisants, le PCF avait une certaine responsabilité, mais le grand maître était Munzenberg, chargé de mission par la SDN, et tout dévoué à Moscou, investi pour la cause secrétaire général du Congrès.

Simultanément pendant sa durée, il avait été prévu une énorme campagne d'information au moyen de photos, de films, d'affiches, de livres, de documents que devait fournir chacun des pays intéressés pour démontrer les abus du colonialisme. En fait, faute de temps, de moyens, et sans doute aussi de capacités, l'information fut réduite à sa plus simple expression. N'apparurent que livres, brochures, journaux illustrés, affiches de caractère polémique et tendancieux dont la majorité avait été publiée à Berlin et en allemand; le "Département" se vantait d'avoir rassemblé un exemplaire de chaque type, mais tous, pratiquement, ont disparu du dossier; peut-être ont-ils été détruits lors de l'occupation allemande en 1940? Mes efforts pour les retrouver ont été jusqu'ici infructueux en dépit d'une démarche à Bruxelles; je me bornerai en conséquence à citer quelques titres, qui eux, sont bien notés dans les *Archives* - la majorité en allemand d'ailleurs - et qu'on retrouve également recensés un peu plus tard par Peschel et Robertazzi (1) :

Koloniale Revue Buch, périodique de Liga
Redner der Revolution
Sun Yat Sen mit KMT, par Hsiung Kwang Suen

1. E. C. Peschel et Ch. Robertazzi, *L'Internationalisme communiste et les problèmes coloniaux*, bibliographie 1919-1952, La Haye, Mouton, p. 221-225.

Wo für Kampft China, du même auteur
Der Niedergang der Hollandische Imperialismus, de Tempkins, et *Indonesian hat das Wort* , de Senaoen
Natur und Gesellschaft, de Rubin
Die Revolution der Neuzeiter und aller Lander, édité à Berlin
Der Niger Problem, par W. Pickens - 8 février (sur la Ligue pour le progrès des gens de couleur aux Etats-Unis)
Der Yankee imperialismus in Aktie, par Cadavilla, ler février 1927.
Pour les insurgés d'Indonésie (appel de l'Internationale Rouge aux ouvriers du monde entier)
Ne touchez pas à la Chine, A. I., 5 février 1927
La France en Indochine, par Nguyen Ah Ninh
The Struggles in Mexico, par J. Vibenken, 28 novembre 1926
Les traités inégaux et la Révolution chinoise, par Lian Han Sin
Une politique impérialiste. Pour l'indépendance de l'Inde. Pour le CDRN. Pour l'indépendance des peuples d'Amérique latine. Outre des images genre Epinal, sur les travaux forcés coloniaux, les massacres organisés aux colonies par les puissances tutélaires, etc.
La Perse sous le signe de la révolution.

Cette documentation avait en fait un double but: sans doute instruire les membres du Congrès mais aussi la SDN, autre tribunal de l'opinion publique, mais il est probable que le but était moins de dénoncer le colonialisme, les méfaits du capitalisme et de l'impérialisme que de démontrer à côté des abus et de la mauvaise gestion française, anglaise, belge ou hollandaise, à côté des atrocités commises, le bonheur antérieur des populations sous la domination paternelle du Reich, et par là même de plaider le retour à l'Allemagne des colonies confisquées alors que G. Hardy qualifiait les Allemands d'apprentis en ce domaine (1).

1. G. Hardy, *op. cit., passim,* cela permit un peu plus tard aux Allemands de suggérer l'ouverture des colonies à toutes les puissances "pour assurer l'indépendance des coloniaux".

Les travaux: les sujets qui devaient être abordés avaient été fixés préalablement.

1° L'activité impérialiste (joug colonial et méfaits du militarisme), l'oppression des pays coloniaux et semi-coloniaux, ce qu'on dénommait la "politique impérialiste des puissances colonisatrices", et leurs conséquences dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, domaine où les représentants des pays coloniaux étaient invités à prendre la parole.

2° Le mouvement d'émancipation dans les colonies et le soutien de la classe ouvrière dans les pays impérialistes, intitulé "Mouvement de libération des peuples opprimés et aide au mouvement ouvrier et organisations avancées dans les pays impérialistes".

3° La coordination des mouvements nationaux de libération et les mouvements ouvriers des pays coloniaux et impérialistes.

4° La formation d'une organisation permanente contre l'oppression coloniale et impérialiste ou la concentration de toutes les forces nationales de libération et des mouvements ouvriers de tous les pays, c.à.d. soutien au mouvement international et révolutionnaire.

Le déroulement du Congrès (1): cinq jours durant les représentants dénoncèrent les divers abus: El Bakri et le bombardement de Damas par l'artillerie française lors du soulèvement de la Syrie; Vasconzelos dénonça au Mexique le capitalisme yankee; le délégué égyptien se plaignit de l'absence de droits réëls; les Noirs d'Afrique protestèrent contre l'indigénat, l'inégalité des droits, les travaux forcés.. L'Inde revendiqua son indépendance, le retrait des troupes britanniques et parla d'un rapprochement avec la Chine (les dissensions étant aiguisées par les colonialistes, selon le principe millénaire de diviser pour régner). On vit aussi fraterniser Palestiniens et Israëlites; puis en dernier l'Anglais, le Chinois, l'Hindou; parmi les coloniaux français, les plus violents furent les Africains du Nord: Chadli pour la Tunisie, Messali Hadj pour l'Algérie; les Indochinois se montrèrent plus modérés, réclamant en plus de l'assimilation,

1. *Archives du Quai*, déjà cité.

l'égalité de droit, et en se contentant d'une autonomie... Deux délégations abordèrent le problème des populations noires vivant parmi les blancs: Colraine (1), au nom des syndicats d'ouvriers noirs en Afrique du Sud, dénonça l'oppression des travailleurs écrasés sous le joug britannique et y parla de la barre de couleur établie récemment par les Boers et du parquage des Noirs dans des quartiers spéciaux, début de l'apartheid et des ghettos; Peckens, représentant des Noirs des E.U. évoquera leur situation dans les Etats du Sud où la loi James Crown les sépare du reste du pays, et le fait qu'au moindre délit, au moindre soupçon même, on les soumet au lynchage (2).

On discuta aussi du maintien de la paix, des procédés à employer pour freiner la marche à la guerre qu'on sentait prochaine, pour l'empêcher... on parla de l'Internationale des transports, de boycottage, de sabotages effectués par les ouvriers dans les chantiers des usines, des grèves générales, ce à quoi le Labour anglais s'opposa comme impossible à réaliser, selon la toute récente expérience de 1926, en indiquant également que les mineurs allemands et belges n'avaient à cette occasion manifesté aucune solidarité avec leurs camarades!

Chemin faisant, plusieurs députés avaient salué la Russie soviétique: les Chinois, le délégué japonais Kutaya, qui avait autrefois fraternisé avec les Russes dans les tranchées de la guerre russo-japonaise, Fimmen... et on affirma à plusieurs reprises qu'on ne laisserait pas écraser la Chine...

On réclama aussi une législation en faveur des ouvriers et des coloniaux, de meilleures conditions de travail, plus de justice et le développement partout de l'instruction, de l'hygiène et des soins médicaux, des remèdes contre les disettes ... et les famines.

1. *Int. Synd. Rouge*, *op. cit.*, 1927, n° 74, Mons, le Congrès de la Ligue contre l'Impérialisme, p. 196-199, cf. aussi *Arch. Quai*, Afrique, vol. 23, f° 106, à propos du Congrès national africain.
2. *Ibid.*, p. 197.

La dernière séance se termina par l'examen et le vote des motions dont celles qui furent adoptées reçurent le nom de résolutions du Congrès (14 sur 36 proposées) que nous énumérerons ci-dessous.

Le sens du Congrès: au Quai d'Orsay, frappés par l'importance de la délégation allemande (18 personnes au total, guère plus que les Anglais 16 et moins que les Français 27), par l'abondance (on peut dire presque la totalité) de la documentation en allemand, par l'esprit du Congrès, les agents et les diplomates y virent une manoeuvre germano-russe. J. Herbette écrivait lui-même que le Congrès n'était que l'expression "d'une collusion germano-russe de tendances communistes" (1), ce qui s'expliquait par les conjonctures d'alors. Le renouveau des accords germano-russes - accord commercial, 12 octobre 1925, et accord politique de Berlin, 24 avril 1926 - confirmait et élargissait l'accord de Rapallo, avril 1922, passé entre Čičerin et Rathenau, en riposte réciproquement à la conférence de Gênes (avril-mai 1922) et au pacte de Locarno (1925) qui avaient tenu à l'écart l'Allemagne vaincue et coupable et l'URSS révolutionnaire, et plus coupable encore, dans un but de défense et pour le rejet des traités de Versailles. Les Russes avaient peur d'une nouvelle coalition dirigée contre eux, les Allemands voulaient se libérer des contraintes imposées au lendemain de leur défaite, mais la France encore traumatisée par l'invasion allemande, redoutait le retour d'une menace teutonne, d'une revanche appuyée cette fois sur les "bolcheviks", "l'homme au couteau entre les dents" qui faisait frémir bien des petits bourgeois, et peut-être cette opinion était-elle partagée par bon nombre d'Européens et d'Américains. Quant aux gouvernements, ils craignaient le renforcement et l'expansion du communisme. Mais en fait le Congrès de Bruxelles était essentiellement le regroupement de toutes les forces de gauche, non plus seulement des communistes et de leurs sympathisants, pour la mobilisation d'une opinion publique mondiale qui dépassait même le cadre de la gauche en appelant les hommes de bonne volonté, les hommes de paix de toutes

1. *Archives du Quai*, Afrique, affaires musulmanes, vol. 22, f° 159-160.

tendances, ce que la droite et le Quai dénommaient grossière manoeuvre de Moscou sous le camouflage du pacifisme et de l'humanitarisme. Mobilisation pour tenter d'empêcher l'intervention militaire en Chine, qui avait déjà commencé, et l'écrasement de cette dernière, déjà en voie de négociation par le virage à droite de Tchang Kai Chek et du Kuomintang, éventuellement pour défendre l'URSS.

Elle était donc d'un côté un appel à la paix, mais pas à n'importe quelle paix, à une paix juste qui fasse régner la justice sur la terre, abolisse les abus, accorde l'égalité et la liberté à tous les peuples, permette l'émancipation et l'indépendance des colonies, donc la fin de l'impérialisme né au XIXe siècle. Or cet abandon ne pouvait se faire sans lutte, une lutte qu'on voulait circonscrire à la colonie elle-même sans qu'elle risquât de dégénérer en conflit mondial et c'était le grand motif de mobilisation des progressistes de tout poil. C'était là une des contradictions internes des buts du Congrès. Le soutien aux peuples opprimés était un encouragement aux rébellions, aux soulèvements, et comme il était utopique de croire à un abandon spontané et volontaire par les grandes puissances de leurs privilèges, les risques de conflit restaient importants, ce qui faisait dire aux diplomates du Quai que sous couvert de pacifisme, les Soviétiques mettaient le monde à feu et à sang (1). Les organisateurs du Congrès pouvaient tout au plus espérer que la pression de l'opinion publique serait assez forte pour entraîner un certain nombre de concessions du côté de l'impérialisme. L'écrasement de la Révolution chinoise et les massacres des communistes à Shanghaï, qu'immortalisa autrefois *La condition humaine* de Malraux (2), à peine six mois plus tard, devaient démontrer l'inanité du projet. Restait un autre but, le renforcement de la lutte ouvrière et coloniale, et par là un affaiblissement des pays capitalistes, la diminution de leur marge de manoeuvre, comme un taureau qu'on harcèlerait de tous côtés. Au mieux,

1. *Archives du Quai*, Asie, vol. 34, f° 52-53; vol. 35, f° 48, où on met en cause le pacifisme de Herschel : désarmer et laisser se développer le désordre.
2. A. Malraux, *La condition humaine*, P. 1933. On ne peut oublier les pages concernant les représailles exercées contre les communistes chinois (on les jetait vivants dans les chaudières des locomotives).

cela pouvait entraîner certains Etats à reconsidérer leur politique à l'égard de l'URSS, du moins les faire réfléchir avant de s'engager dans des tactiques résolument hostiles.

Enfin, plus modestement, en tentant d'unifier le mouvement ouvrier, d'appeler à la coopération entre les syndicats, à l'union entre mouvements progressistes américains et européens avec les mouvements nationaux des peuples opprimés, on préparait l'avenir et on cherchait à se donner des moyens. La tendance à l'union était d'ailleurs à ce moment ressentie comme un besoin dans le monde ouvrier face à la montée de la réaction, à la reconstitution des forces de droite et à l'apparition du fascisme. La preuve en est donnée lors des conférences générales des Trade-Unions, en particulier par la tendance minoritaire Davies, Purcell, en particulier, dont la déclaration regrettait expressément les divergences entre les syndicats anglais et les "camarades russes", dont il n'aurait point fallu se séparer (1). Cette tendance était aussi sensible au sein des mouvements nationaux, notamment en Afrique du Nord, en Inde etc. Telles ont été, à notre avis, les conclusions à tirer du Congrès de Bruxelles dont nous allons maintenant - à titre d'illustration - énumérer les 14 résolutions.

Les Résolutions de Bruxelles (2)

Les sept premières touchaient la création d'une association permanente chargée de poursuivre l'action du Congrès, l'article 2 lui donnait son nom: Ligue ... la motion 3 définissait ses buts: lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance des colonies, jonction de toutes les organisations, partis, syndicats, individus pour lutter contre le capitalisme et l'impérialisme; les résolutions 4 , 5 et 6 touchaient son organisation, surtout la dernière à propos des comités

1. *Archives du Quai*, Asie, n° 36, f° 100-138, et en particulier f° 111 (tragiques malentendus), f°112 (quelles folies qui nous séparent des travailleurs russes).
2. *Ibid.*, Afrique, vol. 22, f° 232-234.

exécutifs et du bureau constitué de sept membres et de trois secrétaires sous son contrôle. La décision 7 fixait le siège de la Ligue à Paris (où, disait le Quai, le PCF, alors très subordonné à Moscou, pouvait la surveiller), enfin la décision 8 marquait la passation des pouvoirs du Congrès à la Ligue, plus exactement à son comité exécutif et au bureau dont il émanait. Il n'est point utile, bien sûr, d'insister sur la ressemblance de cette structuration avec celle des organismes soviétiques, elle saute aux yeux d'elle-même.

Les cinq autres résolutions concernaient les activités futures de la Ligue:

- la 9 s'intéressait à la documentation, "rassembler tous documents venus de tous les pays", et projetait d'augmenter chez les travailleurs intellectuels et du monde ouvrier les sentiments anticolonialistes, les aspirations nationales et sociales en faveur de la liberté.
- la 10 créait des agences dans les centres les plus importants et étudiait les méthodes d'action à l'intérieur du mouvement ouvrier, des mouvements nationaux d'Amérique latine, Chine, Inde, Afrique du Nord, Indochine, Egypte, les relations avec les communistes et les moyens d'éviter par leur action tout heurt.
- la 11 touchait au recrutement des adhérents, à la formation de propagandistes et d'agitateurs - avec des groupes "Touchez pas à la Chine, A bas les mains sur la Chine", "Vive la Russie soviétique", et la formation de ligues spéciales: contre l'exploitation coloniale, anti-impérialiste, etc.
- la 12 s'efforçait d'entraîner toutes les organisations socialistes et ouvrières à appuyer cette action et à cotiser pour aider le mouvement et lui donner les moyens d'agir.
- la 13 prévoyait le système de cooptation des membres pour former de nouvelles sections et la représentation de l'organisation dans les instances internationales.
- la 14 envisageait même, en cas de menace de guerre ou de luttes impérialistes, une sorte de mobilisation de l'Association qui se chargeait d'adopter les mesures nécessaires et d'accorder des soins

à cette organisation. A huis clos, d'autres dispositions beaucoup plus précises auraient été énoncées:

. empêcher l'intervention impérialiste américaine et européenne
. exiger le retrait de toutes les forces armées de terre et de mer en Chine et celui des troupes françaises d'Indochine, et la proclamation de l'indépendance indochinoise
. expulser le Japon de Corée
. réclamer le retrait des troupes françaises d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, avec la reconnaissance de l'indépendance de ces trois pays du Maghreb auxquels on adjoignait une république du Riff
. favoriser la libération des peuples africains, etc.

Comme il s'agissait d'une action bien précise, et non plus d'une phraséologie humanitaire et idéaliste, on avait pris des précautions contre les indiscrets, les réunions avaient eu lieu dans des salles réservées et on n'y pénétrait qu'en exhibant des cartes spéciales, les agents du GPU soviétique, plus ou moins incognito, assuraient la surveillance et le contrôle, toujours selon les mêmes sources, mais il s'agissait là de on dit!

Que cela soit vrai ou non, il est du moins certain que Moscou, qui en avait eu l'initiative réelle, ne pouvait se désintéresser ni de la teneur du Congrès, ni des résultats, d'autant plus qu'elle en avait fourni une grande partie des fonds.

En ce qui concerne la portée de toutes ces décisions, on peut considérer leur écho dans les presses nationales, du moins pour les décisions connues de tous et publiques, mais parfois aussi pour celles que l'on devinait plus ou moins, bien que secrètes. Les journaux de gauche européens en feront des commentaires élogieux, la presse de droite se déchaîna, les exemples en sont donnés par l'*Etoile belge* et la *Nation belge* (1). En France, on préféra le silence, sauf *L'Humanité* qui exposa quelques points de vue et défendit le mouvement.

1. *Archives du Quai*, Afrique, vol. 22, f° 247-248.

La presse allemande semble lui avoir fait meilleur accueil (bien que le *Worvaerts* se soit tu) ainsi que la presse anglaise. Mais il est bien évident que la portée réelle dépendait des forces en présence: l'opinion publique vacillante n'était pas assez mûre pour une réaction d'ensemble; tout reposait donc en fin de compte sur les partis communistes et sur les partis nationaux d'indépendance, ce qui devait aboutir sur place à des contacts, des coopérations, parfois même à certaines compromissions.

III. CONSEQUENCES COLONIALES DU CONGRES DE BRUXELLES - OU QUELLE APPLICATION EUT LE CONGRES -

La conséquence la plus immédiate et la plus évidente fut le rebondissement de la propagande. Les brochures, articles, tracts, papillons, images, illustrations et journaux furent largement diffusés, semble-t-il, et alimentèrent assez longtemps les centres par le canal des cellules communistes et les réseaux que les polices et services de sécurité cherchaient à découvrir et démanteler: postiers, cheminots, matelots des cargos en étaient le plus souvent les agents auxiliaires. On soupçonna jusqu'à des douaniers et des employés du corps diplomatique (ce fut le cas d'un fonctionnaire du consulat de Pondichéry, dans ce cas, probablement à tort), par contre on éventa une filière passant par le syndicat ou le club des marins: l'agent se rendait à bord de tous les bateaux pour en aviser les équipages et les inviter à fréquenter le club et avait ainsi toute faculté de contact et de transmission. La littérature de propagande venait de Berlin, de Paris, où la Maison des Syndicats, 30, rue de la Grange-aux-Belles, et le centre du PC, 120, rue La Fayette, ont eu quelque part.

La presse, légale ou non, reprenait de temps à autre les discours et déclarations des participants au Congrès. *L'Humanité* publia ainsi un certain nombre d'exposés en avril-mai 1927 (en dehors du compte rendu méticuleux et exact des séances, au moment même, du 11 au 18 février) (1), qui ne manquèrent pas d'être saisis dans les

1. J'ai dépouillé personnellement cette presse et dois dire qu'elle donne en général les discours intégraux des coloniaux français:Chadli, Senghor, El Bakri et Messali Hadj.

colonies. Les déclarations de Chadli servirent ensuite de tracts pour la Tunisie (1), et là encore, beaucoup tombèrent dans les mains de la police. On vit apparaître aussi de nouvelles brochures dans le même esprit, telle *Le correspondant paysan international* (2), édité à Berlin mais émanant du Krestintern, filiale paysanne du Komintern.

Encore ne parlons-nous là que de ce qui se passait dans les colonies françaises, mais il est probable qu'une littérature identique ou du même genre devait se répandre dans les colonies des autres puissances. On vit même apparaître un autre type de propagande en Afrique du Nord, surtout au Maroc, qui consistait à envoyer des lettres personnelles sous forme de tract ou d'appel, s'inspirant des mêmes idées de libération et d'indépendance exprimées à Bruxelles et réveillant le patriotisme national, adressées à des notables, des commerçants honorablement connus, des personnalités religieuses respectées, jouissant d'une certaine influence, ce qui mit en émoi la résidence, les bureaux du Ministère des Affaires Etrangères et fut responsable de l'activité déployée tant dans les colonies que dans la métropole par la police où agents et détectives furent sur les dents plusieurs semaines pour rechercher les destinataires (quand ils n'apportaient point spontanément cette correspondance), les expéditeurs et les lieux d'expédition obligatoirement fantaisistes après examen du papier, des enveloppes, de l'écriture, des timbres et des cachets de la poste, ce dont fait foi la correspondance diplomatique (3).

La seconde conséquence fut le rapprochement indiscutable qui se produisit entre organisations communistes et syndicales d'une part et mouvements nationaux de l'autre. Les communistes s'efforcèrent d'utiliser l'idéologie nationale du pays où ils se trouvaient, non contents des adhésions indigènes. Au Maroc, il y eut des contacts avec les rebelles de l'Atlas, comme il y en avait eu avec ceux du Riff, en

1. *Archives du Quai*, vol. 23, f° 60-74; vol. 24, f° 77, 111, 204, 214, 234-237.
2. L'exemplaire se trouve dans les *Archives*, Afrique, affaires musulmanes, vol. 23, f° 183-187.
3. *Ibid.*, vol. 24, f° 31-34.

Tunisie avec le Destour. Au sein des alliances qui se nouaient, les communistes n'abandonnaient point pour autant leurs positions, ni ne renonçaient à critiquer les autres directions (telle celle du Destour), mais avec prudence. La lettre de Beck (1), responsable sans doute pour la Tunisie, à Mokrim, responsable pour Bizerte, du 21 septembre 1927, est à cet égard des plus instructives; il s'agit d'une lettre saisie au cours d'une perquisition domiciliaire qui aboutit à l'arrestation des deux suspects, à leur jugement et à leur condamnation. Beck recommandait le prosélytisme parmi les indigènes, surtout les ouvriers d'usine et de l'Arsenal, les employés des transports et communications (postiers, cheminots, navigants), en même temps que l'instruction des "catéchumènes" pour lesquels on prévoyait un cours de marxisme en arabe, de deux mois (Mokrim en était chargé, on lui en fournissait le matériel), un gros effort de recrutement était nécessaire pour le renforcement numérique et idéologique du parti avec pour objectif le doublement des effectifs.

Il considérait comme non moins important la création d'un front unique du prolétariat et du mouvement d'émancipation nationale. De là, la nécessité de "l'agitation et de la propagande" en vue de faire comprendre l'identité des intérêts coloniaux avec ceux de l'URSS et des masses laborieuses chinoises luttant pour leur affranchissement. Il fallait assurer des liaisons de plus en plus étroites avec le mouvement national, et sans créer de fraction de parti, encore moins de nouveaux partis, développer l'idéologie de la guerre révolutionnaire et s'organiser ensemble, sur la base d'une plate-forme politique pour la lutte armée contre l'impérialisme. L'une des tâches consistait à démasquer, en évitant les attaques personnelles, la politique attentiste, collaborationniste de la direction du Destour, en démontrer la vanité, l'inefficacité dans la presse communiste (commission des réformes de 1924, neutralité à l'égard des révoltes du Riff et de l'Atlas, attitude à l'égard de la famine en Tunisie ...). La coopération avec la puissance colonisatrice ne faisait que renforcer "l'impérialisme

1. *Archives du Quai*, vol. 24, f° 31-34.

qui ne peut émanciper, ni permettre l'émancipation d'aucun peuple"; l'autre tâche était de contacter les chefs de l'opposition: Larbi, Chadli ... et de rechercher l'union, sans dissimuler ni altérer les positions du PC, exposées par la presse de façon à conserver l'identité du parti. La dernière tâche visait à regrouper les masses laborieuses dans des syndicats ou des groupements d'avant-garde tels le SRI, l'ARAC, à créer un comité des syndicats (une intersyndicale), à envisager la tenue d'un congrès (sûrement illégal), à fonder un journal syndical en français, en cherchant à obtenir par la suite l'incorporation d'une page en arabe, à rassembler des documents pour les envoyer à *L'Humanité* et aux journaux arabes, à organiser des manifestations, telle la commémoration de la journée du 11 septembre 1924 (la grève des dockers de Bizerte, avec l'intervention de la police, de l'armée, qui dégénéra en échauffourée et causa plusieurs victimes) et à défendre les intérêts des travailleurs en réclamant la journée de huit heures, l'égalité des salaires avec les Français, de manière à avoir les masses bien en main et à les mobiliser pour empêcher toute intervention en Chine. Se rappeler les propositions de sabotage et de boycottage à Bruxelles - et assurer le progrès de la Révolution mondiale.

Beck insistait sur l'activité double du travail théorique et pratique (distribution de tracts, idéologie, maintien de la Ligue, répartition des tâches, etc.), il se référait à la fois aux décisions de Bruxelles et aux directives du comité exécutif de la IIIe Internationale, entérinées par le PCF. Les communistes tentèrent aussi un rapprochement en direction des mouvements religieux, plus ou moins nationalistes à ce moment, comme celui des "Wahabites", ou du panislamisme qui eurent un début d'exécution dans la création de filiales au Maghreb de "L'Union pour la culture maghrébine" (1), dont le siège était primitivement au Caire. D'autres efforts furent faits à l'égard d'associations arabes panislamiques et même du panturkisme; on peut aussi citer, au Maroc, l'attitude prise à l'égard de la société culturelle andalouse maghrébine (2), qui eut l'appui plus ou moins

1. *Archives du Quai*, vol. 25, f° 35-38, 55, 106, etc.
2. *Ibid.*, vol. 25, f° 35-38, 190, 191, "La société culturelle andalouse et maghrébine soutenue par Tanger avec une école hispano-arabe.

dissimulé de l'Espagne (le colonel Miguel) (1), sans résultat autre que d'aiguiser la rivalité des impérialismes français et espagnol dans la région, et enfin le projet de profiter du pèlerinage de la Mecque pour la réunion d'un congrès arabe et musulman (où pourraient venir des pèlerins "orientaux" de Boukhara, de Tachkent et de Samarkand) (2), pour y glisser une propagande nationale communiste, projet qui ne fut jamais réalisé et qui tenait peut-être plus des fantasmes du Quai que de la réalité. Hors de France, Bruxelles eut une influence sur le Congrès national indien réuni à Bombay (3), et sur la Conférence des peuples opprimés du Pacifique, qui ne se tint qu'en juillet (4). Les deux autres conséquences ne touchaient à la question coloniale que par le biais, l'une visait à l'unification syndicale, l'autre à une amélioration et une multiplication des réseaux. L'unification syndicale avait été un des objectifs du Congrès dans la mesure où en organisant un prolétariat fort, uni, conscient de la lutte de classes et des intérêts en jeu, on pouvait faire pression sur l'opinion publique, entraver l'action des gouvernements, voire empêcher certaine politique, en premier lieu contre la Chine et l'URSS, en second contre les mouvements de libération et d'émancipation interne ou externe. Elle était confiée au SRI (Internationale Syndicale Rouge), et aux PC des différents pays capitalistes, et aux PC coloniaux. Son action était plus active en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Indochine ... The National Association for advancement of colored people de Chicago (4) avec la Société de défense pour la race nègre annonça la réunion d'un congrès révolutionnaire indépendant à Indianapolis pour le 22 avril 1927. On ne cachait pas que le Congrès de Bruxelles avait suscité un vif intérêt et de grands espoirs parmi les populations nègres des E.U. du fait que les décisions fondamentales prises aidaient à concentrer

1. Miguel, le représentant de l'Espagne à Tanger lui fournissait une subvention, puis bientôt Madrid aussi.
2. Idées des responsables soviétiques - cf. *Archives*, Afrique, vol. 21, mars 1925, f° 9-11, 87, 111.
3. *Archives du Quai*, Asie, 36, f° 204-206 - déjà à Cawnpoore, *Ibid.*, f° 96.
4. Prévue dès Bruxelles pour mai 1927 - *Archives*, Asie, vol. 35, f° 111. La réunion préparatoire avait lieu à Canton fin mars où Doriot fut délégué (*Ibid.*, f° 74). Les E.U. y avaient d'abord été hostiles, et l'Australie refusa les visas aux délégués désignés.
5. *Archives du Quai*, Afrique, vol. 23, f° 95.

les forces des mouvements nègres du monde entier comme l'idée d'organiser des principautés nègres.

En Europe occidentale, les efforts portèrent en direction d'une infime minorité de l'Internationale d'Amsterdam (la FSI, Fédération Syndicale Internationale Socialiste) et de la fraction minoritaire, voire révolutionnaire des Trade-Unions (Politt, surtout Davies avec le syndicat des mineurs anglais et Purcell, l'isolé, qualifié de communiste à la déclaration duquel nous avons fait allusion déjà ci-dessus, au Congrès International des Trade-Unions, à Edimbourg). Il faut dire que cette politique correspondait au désir des masses ouvrières dans une période de crise sociale et économique marquée par l'inflation avec l'inévitable corollaire de la hausse des prix et des impôts face à la stagnation des salaires, et par le chomâge. Elle était encouragée aussi par quelques militants - bien que non communistes - conscients de l'enjeu et de la partie qui se jouait; toutefois, on doit dire qu'elle n'aboutit pas à des résultats spectaculaires, tout au plus à quelques grignotages: la cassure de 1903 (1) ne s'étant pas colmatée, mais bien au contraire approfondie entre le socialisme réformiste (tendance du trade-unionisme), en certains cas conservateur (ce qu'étaient déjà la Social-demokratie allemande et le Labour anglais) et le socialisme révolutionnaire. En Amérique du Nord, la même politique ne pouvait compter que sur quelques syndicats extrêmistes (mineurs, dockers) et sur les associations regroupant les Noirs dans les colonies. Elle fut pratiquement nulle puisque les syndicats ne pouvaient être que des syndicats d'ouvriers blancs - l'indigène n'ayant ni le droit d'association, ni celui de réunion - constituant malgré une aristocratie des travailleurs, tendance que la tactique du pouvoir renforça encore.

Le développement des réseaux eut au contraire, semble-t-il, plus de succès. On peut multiplier les agents et les liaisons: voyages

1. La cassure entre socialistes réformistes et nationalistes (cf. Millerand) et les socialistes marxistes intransigeants se fit au Congrès de Bruxelles; la même scission s'opéra au sein des syndicats entre 1902 et 1906; elle se renforça pour les socialistes au Congrès d'Amsterdam, en 1905, et pour les syndicalistes avec la Charte d'Amiens, de 1906. La scission définitive eut lieu au Congrès de Tours en décembre 1920.

et missions de membres sûrs du PCF, envoyés de Paris, en ce qui concerne les colonies françaises (nous citions Beck tout à l'heure, mais il y en eut d'autres: Lemarchand, etc.), utilisation aussi d'indigènes ralliés (la lettre de Beck à Mokrim, où il lui demandait de lui envoyer des photos avec son signalement exact et où il lui annonçait "dans trois mois il y aura du nouveau pour toi", en serait peut-être une preuve, création aussi "d'agents spéciaux" envoyés par l'Internationale de Berlin ou de Moscou à laquelle il faut rattacher l'existence à Moscou de l' Université d'Orient (1) où étaient invités à préparer leur formation un certain nombre d'indigènes (le Quai en cite des exemples) et de l'école de formation des cadres communistes, destinés à assurer le recrutement d'agents expérimentés et sûrs. Les *Archives du Quai* signalent à ce propos la création de l'osobyj otdel (2), O.O., avec Kraft à sa tête, plus efficace que le GPU, dirigeant un réseau couvrant le monde entier, disposant de sommes énormes, et organisé sur le modèle des sociétés secrètes en sections et groupes, les contacts limités au strict minimum et uniquement individuels, de manière qu'en cas de défaillance d'un agent ou de découverte d'un maillon du système, on puisse aisément éviter son démantèlement. Kraft était doublé d'un délégué de l'ambassade soviétique à Berlin, chargé des contacts avec les chefs de groupe. On peut aussi admettre que sous le couvert de missions commerciales soviétiques, d'autres missions étaient ainsi annexées. Or il y avait un effort du côté soviétique, d'abord un gros effort de commercialisation en direction du Proche et du Moyen-Orient, de l'Inde, d'abord par l'intermédiaire des coopératives (ceci depuis 1923-1924) et ultérieurement par les organismes d'Etat, et la liaison normale de l'économique et du politique rend l'hypothèse possible, sans pour autant que cela soit obligatoirement le cas pour chaque exemple, comme le laissent entendre les rapports des fonctionnaires français dans les colonies, toujours fort soupçonneux. Ce qui déclencha bien entendu une recrudescence des actions de surveillance, d'espionnage et de contre-espionnage du côté français jusqu'à aboutir à la

1. *Archives*, Asie, vol. 36, f° 179-181.
2. *Archives*, Afrique, vol. 23, f° 179-181.

création d'une agence pour le recrutement d'agents subalternes chargés de besognes infimes (nettoyage, gardiennage ...) pour recueillir le moindre renseignement.

Tels furent les efforts déployés pour appliquer les décisions de Bruxelles, les résultats furent loin de répondre aux espoirs. 1928 marqua, en même temps que l'échec des mouvements de libération et des rébellions, le triomphe de la réaction qui s'accompagna de dures répressions dans les domaines coloniaux autant dans le domaine français, qu'anglais, hollandais, américain. La guerre du Riff était terminée tant du côté français qu'espagnol (où s'illustra le général Mola, incendieur de douars avant la guerre d'Espagne), la rébellion de l'Atlas écrasée ou sur le point de l'être, la Syrie soumise après les derniers sursauts druses, les révoltes indonésiennes domptées par les massacres et les exécutions, le mouvement philippin éteint, le rétablissement du calme en Egypte et dans l'Inde et surtout l'échec de la Révolution chinoise après les journées sanglantes de Shanghai. Le Congrès de Bruxelles, les résolutions prises, l'effort de structuration et de mobilisation du prolétariat n'avaient pu ni su empêcher l'intervention américaine à Nankin, ni celle des Britanniques à Hong Kong et à Shanghai. Par contre, si l'Internationale prolétarienne mondiale n'avait pu se réaliser, l'impérialisme se trouvait regroupé plus solidement; on avait vu apparaître un essai de coopération entre services et agences de renseignements des puissances colonisatrices (organisations anglaises au Caire, à Singapour, organisations hollandaises à Batavia, ... et organisations similaires françaises), informations transmises par le canal des ambassades de Berlin, Paris, Londres, Washington... rapports favorisés par les gouvernements indigènes soi-disant libres, tels le Siam etc. Il y eut même un projet d'association complète de coopération totale à tous les niveaux que la France, réticente, rejeta, par crainte des intrigues de l'Intelligence Service, mais aussi par peur de fuites(les agents subalternes du Caire paraissaient peu sûrs au Ministère des Affaires Etrangères) et pour sauvegarder, sans doute, sa totale liberté d'action. On se contenta d'échanger les informations et les bons services aux échelons locaux et par les canaux habituels. Bruxelles avait eu pour conséquence aussi de

développer une véritable panique, proche de l'hystérie, contre le communisme. Elle fut responsable dans les colonies françaises comme dans les autres d'une restriction notable des libertés déjà peu nombreuses. On multiplia les perquisitions, les contrôles, les arrestations, l'état de siège fut maintenu au Maroc, même après la soumission des Riffains, on interdit la pénétration des journaux de gauche, l'interdiction constante de *L'Humanité* sur le territoire du Maghreb, sans qu'il soit donné d'explication et de notification, sauf le bon vouloir des Affaires Etrangères, bien proche de l'arbitraire. Il arrivait même que les résidents du Maroc et de Tunisie, le gouverneur d'Algérie, les Steeg, Saint, Violette, U. Blanc, comme Varenne en Indochine, devançassent l'ordre de Paris par excès de zèle (ils n'avaient pas attendu les ordres de Paris ...) sachant qu'ils seraient approuvés et recevraient récompense pour cela. Plusieurs interventions de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Paris, de la section locale de Casablanca en faveur de l'abolition des mesures d'interdiction frappant *L'Humanité* aux colonies (1) restèrent sans réponse; on ne daigna pas y porter la moindre attention, et quand la réponse vint, après fort longtemps, ce fut un refus, une fin de non-recevoir, sous le prétexte que malgré la fin des hostilités, ces journaux "étaient susceptibles de troubler l'ordre et la tranquillité publiques" (2).

Il y eut plus: des mesures arbitraires frappèrent le délit d'opinions, tel le cas de cette institutrice (3) mariée à un facteur, en congé légal en France, prêtant son logement à Beck, qui fut poursuivie pour cela; on parla de suspension ou en tout cas de déplacement, tels ceux de ces universitaires, professeurs, qui au lycée Condorcet

1. *L'Humanité* était aussi interdite dans les casernes. Sur l'intervention de la Société des Droits de l'Homme et la lettre du président de la section de Casablanca cf. *Archives*, Afrique, vol. 23, f° 97, 204-206.
2. Le refus s'appuya sur le risque de "troubler le calme et la paix publique et de mettre en danger la sécurité du corps d'occupation", *ibid.*, f° 214.
3. *Archives*, Afrique, 28 septembre 1927, il s'agit de Mme Melliez, mariée à un facteur, vol. 24, f° 113-114.

(Challeye) (1), qui au lycée Carnot et au lycée Voltaire, contre lesquels le ministre des Affaires Etrangères réclamait des sanctions au ministère de l'Instruction publique pour leur activité de gauche non conformiste, ce qu'on qualifiait joliment "d'esprit chimérique, humanitaire et idéaliste" parce qu'ils dénonçaient des abus inadmissibles.

Plus ridicules et odieuses sont les mesures policières (2) pour empêcher la cérémonie du souvenir, et l'hommage rendu aux victimes de l'échauffourée de septembre 1926 à Bizerte, qui devait se dérouler au moyen d'une allocution à la Mosquée, suivie d'un cortège et d'une vaste collecte aux tombes des victimes indigènes: convocations de Beck et de Mokrim et de quelques autres à la police, dès avant dix heures du matin et mise en état d'arrestation sans motif, retenus au commissariat jusqu'à 16 heures ou 17 heures, moment auquel on les relâcha; on avait aussi désorganisé tout ce qui avait été préparé.

On peut penser aussi que l'exécution de Sacco et Vanzetti (3) aux Etats-Unis faisait partie de la même réaction, réaction de peur, de violence et génératrice d'iniquité en l'espèce d'un crime commis contre des innocents, condamnés sur de "faux" témoignages dans le but d'effrayer les anarchistes et tous ceux qui professaient des idées révolutionnaires. L'action des E.U. était approuvée par la majorité des gouvernements et des partis de droite si elle suscitait la révolte et la protestation des organisations et des partis de gauche.

1. *Archives*, Asie, vol. 36, f° 198; Afrique, vol. 24, f° 73-76; vol. 25,f° 42 et 53 - dans des lettres du ministre des Colonies au ministre des Affaires Etrangères et pour le ministre de l'Instruction publique. Le département s'intéressa aussi à Durel, professeur au lycée Carnot, à propos de l'affaire Sacco et Vanzetti, vol. 24, f° 4-5; à E. Chauvelin, professeur au lycée Voltaire (du comité Paris-Rome), vol. 23, f° 150-151. Challeye était, lui, professeur de philosophie au lycée Condorcet.
2. *Ibid.*, Afrique, vol. 24, f° 80-82.
3. *Ibid.*, vol. 23, f° 209; vol. 24, f° 4-6 (incident contre l'Américain Lépine reçu à Clichy), 21-22 (décision de boycotter les produits des E.U.; 42-45: Sacco et Vanzetti avaient été condamnés à mort sur le témoignage à charge d'une prostituée se trouvant à plus de 50 mètres ... donc sans preuves).

Et les *Archives du Quai* fournissent la preuve de la complicité du gouvernement français en ce domaine. Dans la "chasse aux rats", aux rats de taille qu'étaient Sacco et Vanzetti, le socialiste Briand était pour les chasseurs, d'où les mesures de sécurité prises en faveur du consulat des E.U. et des citoyens américains (1), contre d'éventuelles manifestations.

Parallèlement, les *Archives du Quai* démontrent la complicité - le silence complice au moins - à l'égard du fascisme et de ses premiers crimes. Contre la pratique de la torture en Italie pour simple délit d'opinion - ce qui fut par la suite la règle de ce genre de régime, de Mussolini à Hitler jusqu'à Pinochet - dénoncée par le service de presse de Paris-Rome, le gouvernement choisit délibérément de se taire. En marge de l'exemplaire accompagné de la demande,s'il y avait un inconvénient à publier, est noté au crayon et signé de Witasse, résident à Tanger, oui "il y a inconvénient" (2), et il en fut de même lors des premiers crimes nazis - en 1933 - sans doute. La peur, l'intérêt, la passion politique peuvent hélas annihiler tout sentiment humain.

Pour conclure, nous dirons que le Congrès de Bruxelles a eu sa place dans la lutte engagée pour l'indépendance et l'émancipation des colonies, que le modèle national mis en avant et cité plusieurs fois au cours du Congrès, est celui que vient de fournir l'URSS d'après sa Constitution de 1922. Par contre, ses résultats ont été relativement faibles, en raison des conditions générales et des faits antérieurs à son action. On peut dire toutefois que déjà à deux reprises ils ont été à deux doigts de se réaliser (en 1917-1918, puis en 1927), ce qui s'est produit au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, marquée par la victoire militaire de l'URSS (car c'est l'Union Soviétique qui a écrasé l'hydre nazie) et le succès de la Révolution chinoise

1. *Archives*, Afrique, vol. 24, f°2 "protection du consulat des E.U. et de tous les ressortissants américains contre d'éventuelles manifestations ..."; f° 146, le consul des E.U. au gouverneur d'Algérie "remercia pour le calme dans les colonies" alors que dans beaucoup de pays des désordres fomentés par la tourbe ont eu lieu".
2. *Ibid.* Afrique, vol. 23, f° 89-90.

communiste de Mao en 1949, c'est-à-dire le début de la décolonisation irréversible à partir de 1956-1958, en dépit des entraves et de plusieurs guerres coloniales (les deux d'Indochine, celles d'Indonésie, d'Algérie, d'Angola ... et d'autres peut-être dans l'avenir), le début de l'indépendance des peuples opprimés, tout au moins du point de vue politique, si du point de vue économique, il reste encore beaucoup à faire. Il a fallu aussi plus de deux siècles pour qu'il fut bien admis, comme l'écrivait Voltaire, dès 1766, "Nous n'avons pas en vérité le droit naturel d'aller garotter un citoyen de l'Angola" (1).

Bruxelles avait été un relais sur le chemin qui va d'Octobre 1917 et Décembre 1922, du Congrès de Bakou à ceux d'Amsterdam (sur les syndicats) et d'Hankéou (pour les riverains du Pacifique). Ses idées ont servi de base de départ et ont été reprises et développées par la suite, c'est donc dire que son importance a été plus grande que celle qu'on lui prête généralement.

1. Voltaire (Fr. Arouet dit), *Dictionnaire philosophique*, 1771, art. Propriété.

MARX ET ENGELS COSMOPOLITES :
L'AVENIR DES NATIONS DANS LE COMMUNISME (1845-1848)

Michaël LÖWY

Comment Marx et Engels concevaient-ils la place des nations dans le monde communiste de l'avenir? On sait que les auteurs du *Manifeste communiste* étaient assez réticents envers toute tentative de jouer la Zukunftsmusik et de scruter de trop près les horizons du futur. Il n'empêche qu'on trouve dans une série d'écrits de jeunesse, plus précisément entre 1845 et 1848, un certain nombre d'assertions au sujet de la nation dans la société communiste, dont quelques-unes ont certainement exercé une influence sur le mouvement ouvrier russe et sur la pensée de Lénine en particulier.

Il existe notamment quelques paragraphes dans le *Manifeste* qui sollicitent depuis plus d'un siècle les interprétations les plus contradictoires et les polémiques les plus acharnées :

"On a encore reproché aux communistes de vouloir supprimer la patrie, la nationalité".

"Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Du fait que le prolétariat doit commencer par conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il reste lui-même national, quoique nullement au sens bourgeois du mot".

"Les démarcations (Absonderungen) et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, le libre-échange, le marché mondial, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes".

"Le pouvoir (Herrschaft) du prolétariat les effacera encore plus. Une action combinée, tout au moins des pays civilisés, est une des premières conditions de son émancipation".

"Au fur et à mesure que l'exploitation de l'individu par l'individu est abolie, l'exploitation d'une nation par une autre est également abolie".

"Le jour où tombe l'antagonisme des classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations". (1)

Dans le cadre de cette communication, le theme qui nous intéresse plus directement est celui de la disparition des démarcations et antagonismes nationaux. Une première remarque s'impose : il semble s'agir, aux yeux de Marx et d'Engels, d'un processus déjà largement engagé par la bourgeoisie elle-même, que le prolétariat doit surtout compléter ou achever. C'est une thèse qui relève d'un étonnant optimisme libre-échangiste, et d'une démarche assez "économiste", dans la mesure ou "l'uniformisation de la production industrielle et les conditions d'existence correspondantes" est censée conduire par soi-même vers le déclin des conflits nationaux... Toutefois, il faut ajouter que dans d'autres écrits contemporains, aussi bien Marx que Engels insistent sur l'impossibilité d'une solution des contradictions nationales dans le cadre du mode capitaliste de production. Par exemple, dans son compte rendu du meeting internationaliste de septembre 1845 à Londres, Engels écrivait : "Les chimères d'une république européenne, d'une paix perpétuelle, sous une organisation politique, sont devenues aussi grotesques que les phrases sur l'unité des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce... La bourgeoisie a dans chaque pays des intérêts particuliers et ne peut pas dépasser la nationali-

1. Marx, Engels, *Le Manifeste communiste*, 1848, trad. J. Molitor, éd. Costes, Paris, 1953, corrigé par nous d'après l'original allemand in Marx, Engels, *Werke*, Dietz Verlag, Berlin, 1959, p. 479.

té... (1).

Un passage de *L'Idéologie allemande* permet de mieux éclairer cette contradiction : ce n'est pas la bourgeoisie en tant que telle, mais la grande industrie qui élimine les barrières nationales, par la gestation d'une classe nouvelle, le prolétariat, radicalement internationale : "Tandis que la bourgeoisie de chaque nation garde encore des intérêts nationaux séparés, la grande industrie a créé une classe dans laquelle toutes les nations ont le même intérêt et dans laquelle la nationalité est déjà abolie..." (2). Ceci nous renvoie évidemment à la célèbre formule "les prolétaires n'ont pas de patrie", qui n'est pas seulement une boutade ironique, mais qui correspond à une conception d'ensemble de Marx et Engels, à savoir :

a) L'Etat national n'appartient pas au prolétariat mais à la bourgeoisie (3).

b) Les conditions matérielle, économique, sociale et politique des prolétaires sont les mêmes dans tous les pays (industriels). Comme l'écrivait Marx dans un passage férocement ironique de ses notes sur l'économiste allemand Friedrich Lists (récemment découvertes dans les archives par le petit-fils de Marx, Marcel-Charles Longuet) : "La nationalité des travailleurs n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle est le travail, le libre esclavage, la vente de soi-même (Selbstverschacherung). Leur gouvernement n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est le Capital. Leur air natal n'est ni français, ni allemand, ni anglais, c'est l'air de l'usine. La terre qui leur appar-

1. Engels, *Das Fest der Nationem in London*, 1845; in Marx, Engels, *Werke*, Dietz Verlag, Berlin, 1962, p. 614. Voir aussi Marx, "Rede über die Frage des Freihandels", *Werke*, 1848, 4, p. 456 : "La fraternité que le libre échange développerait entre les différentes nations du monde n'a pas grand-chose de fraternel; désigner l'exploitation dans sa forme cosmopolite avec le nom de fraternité générale est une idée qui ne pouvait surgir qu'au sein de la bourgeoisie".
2. Marx, *Die Deutsche Ideologie*, 1846, Dietz Verlag, Berlin, 1960, p. 6. Cf. aussi p. 71 et p. 499.
3. Cette interprétation est avancée par R. Rosdolsky dans son essai "Worker and Fatherland. A note on a passage in the Communist Manifesto", *Science and Society*, summer 1975, vol. XXIX, n° 3, p. 337.

tient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, c'est quelques pieds sous la terre" (1).

Il s'ensuit, pour Marx et Engels, que seul le prolétariat, comme classe universelle, qui n'est plus nationale, et qui a des intérêts historico-mondiaux communs, peut mener à l'établissement d'une société universelle, où les démarcations nationales seraient dépassées (nous verrons plus tard le sens exact du terme "démarcations nationales") ; dans le compte rendu du meeting internationaliste de Londres (1845), Engels va développer cette thèse de façon explicite, radicale et énergique : "Les prolétaires ont dans tous les pays un seul et même intérêt, un seul et même ennemi, un seul et même combat ; dans leur masse les prolétaires sont déjà par leur propre nature dépourvus de préjugés nationaux, et toute leur formation culturelle (Bildung) et leur mouvement sont essentiellement humanistes (humanitarisch), antinationaux. Seuls les prolétaires peuvent abolir la nationalité, seul le prolétariat en réveil peut conduire à la fraternisation des diverses nations" (2).

Cette conception humaniste et "anti-nationale" était désignée dans certains écrits d'Engels par le terme cosmopolitisme. Par exemple, dans le même compte rendu de 1845, Engels salue un meeting qui avait eu lieu à Londres l'année précédente (le 10 août 1844) dans les termes suivants : "Déjà dans cette fête du 10 août ont été exprimés des principes aussi bien communistes que cosmopolites"; et le meeting de septembre 1845 dont l'article décrit avec enthousiasme l'esprit de fraternité internationale est désigné comme une "fête cosmopolite" (3). Bien entendu, Engels prend soin de distinguer ce cosmopolitisme communiste du "cosmopolitisme hypocrite, égoïste-privé, du libre-échange" (4), et du pseudo-cosmopolitisme d'un "socialiste patriote" comme Louis Blanc. Dans un discours prononcé à Dijon en décembre 1847, Louis Blanc avançait

1. Marx, Ueber Friedrich Lists Buch "Das nationale System der politischen Ekonomie", 1845, in *Sozialistische Politik*, Berlin, n° 19, August, 1972, p. 103.
2. Engels, Das Fest der Nationen in London", *op.cit.*, p. 614.
3. Engels, *op.cit.*, p. 615-616.
4. *Ibid.*, p. 611.

l'idée que la France était la nation cosmopolite par excellence, et que travailler pour l'avenir de la France était identique à travailler pour l'avenir de l'humanité... Dans un article polémique du 30 décembre 1847 Engels commentait ironiquement cette conception très particulière du cosmopolitisme : "Un Français, dit M. Blanc, est nécessairement cosmopolite. Oui, dans un monde où ne règneraient que l'influence française, les moeurs, les us et coutumes, les idées et les conditions politiques françaises! Dans un monde où chaque nation aurait pris les qualités caractéristiques de la nationalité française! Mais, contre cela, les démocrates des autres nations sont obligés de protester. Tout à fait disposés à abandonner la rigueur de leur propre nationalité, ils en attendent de même des Français. Il ne leur suffit nullement que les Français leur donnent l'assurance qu'en qualité de Français ils sont déjà cosmopolites. Une telle assurance aboutit à exiger que tous les autres deviennent Français" (1). L'article de Engels se termine avec la remarque suivante, qui montre à nouveau le sens positif qu'il attribue au terme "cosmopolitisme" : "Si nous utilisons le critère de M. Blanc, ce seraient les Allemands les vrais cosmopolites. Toutefois, les démocrates allemands sont loin d'avancer une telle prétention" (2). Dans une note en bas de page, les éditeurs est-allemands de la nouvelle édition des *Werke* de Marx et Engels (1959) signalent : "Les mots 'cosmopolitisme' et 'cosmopolite' sont ici utilisés par Engels non dans le sens du discours de Louis Blanc ou dans le sens du cosmopolitisme bourgeois critiqué par cet article, mais plutôt dans la signification propre du terme, comme 'universellement humain' et 'libre de préjugés nationaux'". En outre, dans le glossaire des termes étrangers, à la fin du volume, on trouve la traduction suivante : "Cosmopolite : international" (3). En d'autres termes : il n'y a pas de doute qu'Engels se considérait lui-même comme un "communiste cosmopolite" et que son cosmopolitisme était dans son lexique politique un terme analogue à internationalisme. Ajoutons que le terme continuera à être employé par Engels même beaucoup plus tard; par exemple, dans une lettre de septembre 1874 à F.A. Sorge il se réfère dans les termes suivants à la

1. Engels, Louis Blancs Rede auf dem Bankett zu Dijon, 1847, in *Werke*, 4, 1959, p. 428.
2. *Ibid.*, p. 428.
3. *Ibid.*, p. 427 et 708.

période de fondation de la Ière Internationale : "Ce fut le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat ont pu apparaître sur la scène" (1).

On sait que pendant la période des grands procès staliniens des années 1949-1952 en Europe de l'Est une grande campagne de dénonciation du "cosmopolitisme" a été développée dans le mouvement communiste. Au cours des procès eux-mêmes (notamment celui de Slansky et de ses amis) l'accusation de "cosmopolitisme", étroitement liée à celle de "sionisme" et de "trotskysme", a été lancée par le procureur, en particulier contre les accusés d'origine juive (2). Dans le cadre de cette campagne, diverses tentatives furent faites par des intellectuels et théoriciens du mouvement communiste en Europe Occidentale pour mobiliser les écrits de Marx et Engels dans la lutte sans merci contre le cosmopolitisme. Un des exemples les plus typiques de ces tentatives est l'ouvrage de Georges Cogniot *Réalité de la Nation. L'attrape-nigaud du cosmopolitisme* (3).

Cogniot utilise pour sa démonstration anti-cosmopolite un passage de Marx dans *L'Idéologie allemande*, où celui-ci critique les "vrais socialistes" allemands; selon Marx, les écrits de ce courant montre "quelle mentalité d'un nationalisme étroit est au fond du prétendu universalisme et cosmopolitisme des Allemands" (4). Ce texte montre clairement, à notre avis, que :

a) Pour Marx, le cosmopolitisme est assimilé à l'universalisme, et les deux opposés au nationalisme étroit.

b) Pour lui, les Allemands prétendent être cosmopolites, mais ils ne le sont pas, étant donné leur mentalité nationaliste. Or, selon Cogniot, la signification de ce passage est la suivante : "Marx s'est servi de l'exemple de ces pseudo-socialistes pour montrer que

1. Marx, Engels, *Ausgewählte Briefe*, Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 341.
2. Voir les passages du réquisitoire du procureur dans les procès de Slansky chez A. London, *L'Aveu*, Gallimard, Paris, 1968, p. 307.
3. Editions Sociales, Paris, 1950.
4. Marx, *Die Deutsche Ideologie*, p. 499.

nationalisme et cosmopolitisme vont de pair..." (1).

En outre, Cogniot cite à l'appui de sa thèse le passage ci-dessus de l'article d'Engels contre Louis Blanc, en supprimant toutefois une phrase qui semble gêner sa démonstration, celle où Engels explique que les démocrates de toutes les nations sont "tout à fait disposés à abandonner la rigueur de leur propre nationalité". Là encore, tandis que les éditeurs des *Werke* de Marx et Engels reconnaissent qu'Engels oppose le cosmopolitisme authentique ("au sens propre du terme") au pseudo-cosmopolitisme de Louis Blanc, Cogniot présentait la position d'Engels comme un rejet de principe du cosmopolitisme.

Enfin, Cogniot fait état de la critique d'Engels contre le "cosmopolitisme hypocrite du libre-échange" dans le compte rendu de 1845, comme preuve de l'anti-cosmopolitisme de son auteur, en passant sous silence que dans cet article Engels se réclame explicitement du cosmopolitisme communiste (qu'il distingue, bien entendu, de celui des libres-échangistes bourgeois). La conclusion de Cogniot est nette et tranchante : "De telles indications de Marx et Engels ont une valeur de principe. Elles suffisent à faire la preuve que le marxisme n'a rien de commun avec le cosmopolitisme" (2). Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette conclusion correspond plus à certains besoins politiques de l'année 1950 qu'à une analyse rigoureuse des textes de Marx et Engels en 1845-1848...

En réalité, l'idée d'une cosmopoli, d'une cité universelle dépassant les frontières nationales, se trouve au coeur de la réflexion de Marx et Engels sur la question nationale à cette époque. Il ne

1. G. Cogniot, *op.cit.*, p. 16. Le thème de l'affinité entre cosmopolitisme et nationalisme était en 1950 un des leit-motiv de la campagne contre Tito et Rajk. Par exemple, G. Cogniot écrit dans son ouvrage, p. 99 : "Le drapeau du cosmopolitisme couvre le nationalisme bourgeois d'un Tito, ses attentats contre la sécurité des peuples, contre l'indépendance des Etats et contre la paix, comme le procès de Budapest l'a confirmé". Le thème sera relancé au cours des procès de Prague en 1952, quand Slansky et ses camarades seront dénoncés par le procureur comme des gens dont "le cosmopolitisme va de pair avec le nationalisme juif" (cité par A. London, *op.cit.*, p. 307).
2. G. Cogniot, *op.cit.*, p. 16.

s'agit pas pour eux, comme pour les philosophes stoïciens de la Grèce antique, d'une pure aspiration morale, mais d'un projet politique à l'échelle historico-mondiale, résultant d'un bouleversement révolutionnaire. Dans *L'Idéologie allemande*, Marx souligne que c'est seulement par la révolution communiste que l'histoire devient intégralement une Weltgeschichte; ce n'est que par une telle révolution que "les individus particuliers sont libérés des diverses barrières nationales et locales, mis en rapport pratique avec la production (y compris spirituelle) du monde entier, et mis à même d'acquérir la capacité de jouir de cette production universelle de toute la terre (création des hommes)" (1). De ce point de vue, la nation apparaît comme une étape du développement historique de l'humanité, qui peut maintenant accéder à un stade supérieur d'universalité : "Ce que les nations ont fait en tant que nations, elles l'ont fait pour la société humaine; toute leur valeur a consisté seulement dans ceci, que chaque nation a traversé pour les autres une détermination principale (un point de vue principal) à l'intérieur de laquelle l'humanité s'est développée; après que l'industrie a été élaborée en Angleterre, la politique en France, la philosophie en Allemagne, elles sont élaborées pour le monde, et leur signification historico-mondiale, comme celle des nations, est par là terminée" (2).

C'est à la lumière de ces considérations qu'il faudrait interpréter la "petite phrase" du *Manifeste* sur l'abolition des démarcations et antagonismes nationaux. Observons, par ailleurs, que cette phrase correspond non seulement aux positions politiques et idéologiques de Marx et Engels, mais aussi aux tendances affirmées des courants communistes du mouvement ouvrier de l'époque. Dans son ouvrage classi-

1. Marx, *Die Deutsche Ideologie*, p. 34. Voir aussi p. 33 : "Le prolétariat ne peut exister qu'à l'échelle historico-mondiale (*Welgeschichtlich*), comme le communisme, son action ne peut se réaliser que comme existence "historico-mondiale".
2. Marx, *Ueber Friedrich Lists Buch...*, p. 14. La vision cosmopolite de Marx et Engels est encore, dans une large mesure, européo-centrique; plus précisément, le "centre" est pour eux moins l'Europe en tant que telle que les pays industrialisés du monde : Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis. D'autre part, il est évident qu'il existe aussi une dimension cosmopolite personnelle chez Marx et Engels, qui se manifeste dans leurs références culturelles universelles, leurs préoccupations internationales, leur mode de vie itinérant, etc.

que sur la question nationale, l'austro-marxiste Otto Bauer parlera du "cosmopolitisme naïf" de la première jeunesse du mouvement prolétarien, cosmopolitisme découlant de "l'idée d'humanité" (1). En effet, les conceptions développées par le *Manifeste* sur l'avenir des nations se rapprochent beaucoup de la doctrine de la Ligue des Communistes, organisation ouvrière qui lui avait demandé la rédaction de ce texte. Le premier projet de "Profession de foi communiste" approuvé par le Congrès de la Ligue en juin 1847 (projet rédigé en commun par Engels et les dirigeants ouvriers de la Ligue) contient la formulation suivante, encore plus radicale que celle du *Manifeste* :

"21) Dans le communisme les nationalités subsisteront-elles?

Les nationalités des peuples qui s'uniront selon le principe de la Communauté seront forcées de se mêler par cette union et, par conséquent, de s'abolir, tout autant que les différences de castes et de classes disparaîtront avec l'abolition de leur fondement, la propriété privée" (2).

Il est intéressant de remarquer que dans les *Principes du communisme*, que Engels va rédiger en octobre 1847, texte qui reprend en partie la version de juin, mais change la rédaction de plusieurs chapitres, il y a la notation suivante, qui suggère une approbation

1. O. Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wiener Volksbuchhandlung, Wien, 1924, p. 311. Toutefois, Bauer souligne, lui aussi, dans des termes qui ne sont pas sans rappeler les textes du jeune Engels, la vocation intrinsèquement internationaliste du prolétariat : "Il n'y a aucune classe qui soit intérieurement libérée de toute valorisation nationale de manière aussi complète que le prolétariat en essor, classe libérée de toute tradition par la force destructrice et déchirante du capitalisme, écartée de la jouissance des biens culturels nationaux, en lutte contre toutes les forces établies par le passé historique", *Ibid.*, p. 153.
2. B. Andréas, *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, Aubier-Montaigne, Paris, 1972, p. 139-140. Ch. Andler, dans son célèbre commentaire du *Manifeste*, désigne la Ligue des Justes, W. Weitling et les chartistes anglais comme sources de la conception avancée par Marx et Engels sur l'avenir des nations (Ch. Andler, Introduction historique et commentaire à Marx, Engels, *Le Manifeste communiste*, Société Nouvelle de Librairie et Edition de Paris, 1901, p. 154-155).

par rapport au passage sur les nationalités du premier projet :

"22) Comment l'organisation communiste se comportera-t-elle à l'égard des nationalités existantes?

Rien de changé" (1).

La version définitive, dans le *Manifeste*, est plus modérée: il est question seulement d'abolir les conflits et les Absonderungen nationales. Tout dépend, évidemment, de la traduction de ce mot, qui peut être rendu par "démarcation", "séparation", "isolement".

Plusieurs interprétations, aussi bien du *Manifeste* que des autres écrits de Marx et Engels à ce sujet (pendant les années 1845-1848), ont été avancées par des marxistes, marxiens ou marxologues de diverses tendances. Quelques-unes sont plutôt "minimalistes", comme celle de Salomon Bloom, dans son ouvrage bien connu sur la question nationale chez Marx; selon Bloom, "le *Manifeste* est un document énigmatique et épigrammatique et, par conséquent, facilement mal compris. Ce que les auteurs ont prévu, ce n'était pas la disparition complète de toutes les distinctions nationales, mais spécifiquement l'abolition des différences économiques et sociales, de l'isolement économique, des distinctions envieuses, des rivalités politiques, des guerres et de l'exploitation d'une nation par une autre"(2). Cette interprétation n'est pas invraisemblable, mais elle évacue le radicalisme de la démarche de Marx et Engels dans leurs écrits de 1845-1847, et la perspective même de la cité mondiale qui les inspire. En outre, elle ne fournit pas la preuve, au niveau des textes, que le terme "démarcations nationales" se réfère uniquement aux différences économiques et sociales.

A l'aube extrême, certains auteurs comme Bertell Ollman développent une lecture plutôt "maximaliste" des remarques de Marx et

1. In *Manifeste communiste*, Ed. Costes, Paris, 1953, p. 160.
2. S.F. Bloom, *The World of Nations : A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, Columbia University Press, New-York, 1941, p. 26.

Engels sur l'avenir des nations. Selon Ollman, dans la vision du communisme chez Marx, "les divisions que nous sommes habitués à observer dans l'espèce humaine, en termes de nation, race, religion, aire géographique (ville et campagne), profession, classe et famille cesseront d'exister. Elles seront remplacées par des divisions nouvelles, encore inconnues et plus adaptées au caractère du peuple et de la vie à cette époque" (1). Le mérite d'Ollman est d'insister sur la dimension universelle, humaine-mondiale, supra-nationale de la société communiste marxienne (il est d'ailleurs un des rares auteurs à désigner la problématique de Marx comme "cosmopolite"), tout en montrant que cette société n'était nullement conçue comme homogène, uniforme ou indivisible par l'auteur du *Manifeste*. Mais son interprétation va trop loin, notamment quand il écrit, à propos d'une remarque de *L'Idéologie allemande* sur la soumission de la langue "au contrôle parfait des individus" : "J'interprète ceci comme signifiant qu'une langue remplacera les milliers qui existent actuellement (quel que soit le rôle culturel limité que les diverses langues continueront à jouer), et que cette langue sera spécialement adaptée pour permettre l'expression claire des extraordinaires expériences, connaissances et sentiments des gens de la nouvelle époque" (2). Or, cette interprétation ne découle nullement de la remarque elle-même de Marx dans *L'Idéologie allemande*, qui parle simplement de contrôle des individus sur la langue, et ne laisse entendre d'aucune manière que les langues nationales sont destinées à disparaître; au contraire, dans la phrase qui suit immédiatement, Marx ironise sur "L'association", prônée par Max Stirner dans laquelle on ne parlerait qu'une seule langue, "la langue en tant que telle, la langue sacrée, la langue des saints, l'hébreu, et même le dialecte araméen..." (3). En réalité, il y a très peu de références chez Marx ou Engels sur la ques-

1. B. Ollman, "Marx's Vision of Communism : Reconstruction", *Critique*, (A journal of soviet studies and socialist theory), n° 8, summer 1977, p. 22.
2. *Ibid.*, p. 29. Dans un autre passage de son article, Ollman ajoute toutefois : "L'existence d'une telle langue ne signifie pas que les langues locales et les cultures spécifiques qui les accompagnent disparaîtront. Le latin et la culture latine ont enrichi la vie de millions d'êtres bien après le déclin de l'Empire romain...", *Ibid.*, p. 35.
3. Marx, *Die Deutsche Ideologie*, p. 448.

tion nationale du point de vue culturel; dans un passage de *L'Idéologie allemande* Marx souligne que "dans une organisation communiste de la société disparaît la soumission de l'artiste à l'étroitesse locale ou nationale" (1), mais cela ne permet pas de dégager des conclusions générales sur l'avenir des cultures nationales, comme tente de le faire Ollman (2).

Une troisième interprétation, qui nous semble peut-être la plus vraisemblable, est celle avancée par Roman Rodolsky dans une courte note publiée en 1965 : "ce que Engels veut dire par 'abolition' (ou même 'anéantissement') de la nationalité n'est certainement pas l'abolition des communautés ethniques et linguistiques existantes (ce qui serait absurde!) mais des délimitations politiques des peuples. Dans une société dans laquelle (selon les mots du *Manifeste*) 'le pouvoir public perd son caractère politique' et l'Etat en tant que tel dépérit, il ne peut pas y avoir de place pour des 'Etats nationaux' séparés" (3). Bien entendu, comme Marx l'a souligné dans le *Manifeste*, dans un premier moment, le prolétariat doit prendre le pouvoir dans le cadre d'un Etat national, mais cet Etat national séparé prolétarien ne sera qu'une étape transitoire vers la société sans classes et sans Etat de l'avenir, puisque la construction d'une telle société n'est possible qu'à l'échelle internationale! (4).

Pour résumer : il y a dans les écrits de Marx et surtout d' Engels au cours des années 1845-1848 un projet cosmopolite/internationaliste (les termes à l'époque étant à peu près interchangeables) de cité mondiale, de Gemeinschaft universelle, dans laquelle disparaîtraient non seulement les antagonismes et les conflits nationaux, mais aussi les démarcations économiques, sociales et politiques (mais non culturelles entre les nations. Cette perspective d'un monde sans frontières est en rapport étroit avec l'ensemble de leur Weltanschauung politique, notamment :

1. *Ibid.*, p. 412.
2. B. Ollman, *op.cit.*, p. 34-35.
3. R. Rosdolsky, "Workers and Fatherland...", p. 335.
4. *Ibid.*, p. 337.

1) leur problématique humaniste, i.e. leur référence à l'humanité comme cadre ultime de la réflexion et de la praxis politique ;

2) leur vision du communisme comme système nécessairement Weltgeschichtlich ;

3) leur thèse sur le dépérissement de l'Etat dans la société sans classes de l'avenir ;

4) leur conception du prolétariat comme classe universelle et supra-nationale, de par sa condition matérielle et de par ses intérêts objectifs.

Il semble qu'après la révolution de 1848, au cours de laquelle la question nationale s'est révélée à Marx et Engels dans toute sa virulence et sa complexité, les deux auteurs du *Manifeste communiste* aient abandonné la problématique cosmopolite de leurs écrits de jeunesse, en gardant de l'internationalisme surtout sa dimension politique présente. Par exemple, dans *La critique du programme de Gotha* (1875) Marx attaque sévèrement les lassalliens pour avoir "conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national" et il oppose au mot d'ordre avancé par le programme de Gotha, "la fraternité internationale des peuples", celui de "fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements" (1) ; mais il n'avance aucune perspective d'avenir mettant en question l'Etat national lui-même, ou les "démarcations nationales" à quelque niveau que ce soit.

Pourquoi ce silence ? Par prudence tactique, par réalisme politique ou par conviction (acquise au cours des années) que le fait national était beaucoup plus tenace que prévu ? A moins que ce ne soit par crainte que l'idée cosmopolite soit utilisée comme prétexte pour qu'un "Etat guide" absorbe d'autres nations en son sein. Dans une let-

1. Marx, Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. Sociales, Paris, 1950, p. 28.

tre à Engels du 20 juin 1866, Marx rend compte d'une réunion du Conseil de la Ière Internationale : "Les représentants (non ouvriers) de la 'jeune France' soutenaient que toutes les nationalités et les nations étaient des 'préjugés surannés'. Stirnérianisme proudhonisé : on répartit tout en petits 'groupes' ou 'communes' qui forment ensuite une 'association', mais non pas un Etat. Et tandis que se produit cette 'individualisation' de l'humanité et que se développe le 'mutualisme' adéquat, l'histoire des autres pays doit suspendre son cours et le monde entier attendra que les Français soient mûrs pour faire une révolution sociale. Alors ils effectueront sous nos yeux cette expérience, et le reste du monde, subjugué par la force de l'exemple, fera de même. Les Anglais ont bien ri quand j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et ceux qui, avec lui, supprimaient les nationalités, s'adressaient à nous 'en français', i.e. en une langue que les 9/10 de l'assistance ne comprenaient pas. Ensuite, j'ai signalé que Lafargue, sans s'en rendre compte, entendait apparemment par négations des nationalités leur absorption par la nation française modèle" (1).

Marx craignait que l'idéal cosmopolite serve aux prétentions d'hégémonie d'une "nation modèle"; il ne pouvait pas prévoir que, presque un siècle plus tard (1949-1952), par une ironie de l'histoire, en Europe de l'Est ce fut (entre autres) au nom de la "lutte contre le cosmopolitisme" que les partisans de l'Etat-guide et du socialisme dans un seul pays exterminèrent leurs adversaires, pour la plupart des anciens des Brigades internationales d'Espagne.

1. In G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale (1848-1914)*, Maspéro, Paris, 1974, p. 94-95. Dans une lettre antérieure à Engels, du 7 juin 1866, Marx est plus nuancé envers les proudhoniens : il critique leur franco-centrisme comme "grotesque", mais considère leur agitation "utile et explicable comme polémique contre le chauvinisme" (Marx, Engels, *Briefwechsel*, Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 209).

TABLE DES MATIERES

TOME I

LA DIFFUSION DU MODELE



Imprimé par l'Institut National des Langues et Civilisations
Orientales - 2, rue de Lille - 75007 Paris - 1981 - 12
Dépot légal : 1er trimestre 1981

Publications Langues'O